REVUE

DES

DEUX MONDES

CIXe ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

CIXe ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1939

LES FRONTS FORTIFIÉS

LIGNE SIEGFRIED ET LIGNE MAGINOT

Si des Champs Élysées, où Jomini le fait converser avec César et Alexandre, l'empereur Napoléon voit le champ de bataille de la Sarre, il doit ressentir une surprise, peut-être un peu désagréable. Il n'a pas un très bon souvenir de ces lignes fortifiées qui lui ont joué en Portugal un assez mauvais tour. Mais, surtout, cette guerre immobile est contraire à son génie. Il n'est peut-être pas un tacticien exceptionnel, mais il est un prodigieux stratège. Il a toujours gagné ses batailles la veille du jour où il les livrait et par la façon dont il amenait ses pièces sur l'échiquier. Deux armées rangées face à face le long de lignes immenses et qui, appuyées sur des fortifications inviolables, se canonnent depuis un mois en escarmouchant à leurs avant-postes, présentent le spectacle le plus opposé au caractère de l'Empereur. Il ne reconnaîtrait plus sa guerre. Il est remarquable d'ailleurs que cette guerre, sur des fronts fortifiés, personne ne l'a voulue. La force des choses l'a imposée peu à peu. C'est ce qui permet de penser qu'elle est devenue, pour des armées d'égale force, la forme inévitable des opérations.

I

Le premier emploi en grand de la fortification de campagne, ailleurs que dans un siège, remonte à la guerre américaine de Sécession, qui est par tant de points, il y a quatre

vingts ans de cela, la première guerre moderne. Pendant la guerre russo-japonaise de 1904, pareillement les armées se retranchèrent. Mais personne ne prévoyait le rôle que joueraient les tranchées dans la guerre de 1914. Dès le mois de septembre, les deux armées, immobilisées l'une par l'autre et s'étendant de la mer à la Suisse, aussi incapables de rompre l'adversaire que de l'envelopper, accrochées au sol dans des positions de fin de combat qui étaient quelquefois absurdes, furent bien obligées de se terrer.

Dès le 4 septembre 1914, en Lorraine, la VI[e] armée allemande occupe des positions défensives puissamment organisées. Elles comprennent des centres de résistance qui se flanquent réciproquement et qui sont dotés d'artillerie lourde. En avant de cette ligne principale, il existe des tranchées pour fantassins avec batteries défilées (1). Ce dispositif fait penser au général de Castelnau que les opérations vont prendre devant son armée le caractère d'une guerre de siège. « Il s'agit, écrit-il, d'établir, face à l'ennemi, une position organisée d'investissement d'où l'on puisse déboucher à la sape, suivant les procédés de Vauban, exécuter des coups de main pendant la nuit ou à la faveur du brouillard. » Il sera établi des tours de service de manière à concilier la sécurité et la possibilité d'avoir à toute heure des éléments frais sur place. « Les tranchées pour l'infanterie seront approfondies de manière à assurer une protection très complète. En outre, il est utile d'avoir, ainsi que le pratique l'ennemi, deux rangées de tranchées, les plus avancées étant occupées par un nombre restreint de bons tireurs, les autres par le reste des troupes de service, prêtes à démasquer brusquement leur feu... Ces tranchées devront être munies d'abris, et entre elles, ainsi qu'avec les places d'armes organisées à l'arrière, seront établies des communications ou cheminements défilés (2). » C'est ce qu'on appellera plus tard les boyaux. Les réserves seront protégées, et les emplacements d'artillerie munis d'épaulements.

L'organisation s'étendit rapidement à tout le front et, naturellement, se perfectionna. Dès le 5 octobre, le général

(1) *Les Armées françaises dans la Grande Guerre*, I, 3, p. 1163.

(2) *Les Armées françaises dans la Grande Guerre*, I, 2, annexe 2208, 3 septembre 1914.

Joffre prescrit aux commandants d'armée de profiter du calme relatif qui règne de l'Oise à la Suisse pour renforcer leurs fortifications. « Il y a lieu notamment d'établir, en arrière des tranchées, des abris que les troupes occuperont à la première alerte, de relier ces abris aux tranchées par des boyaux de communication bien couverts, de prendre toutes dispositions pour soustraire les troupes aux effets du bombardement par l'artillerie allemande, tant que la progression de l'infanterie ennemie n'oblige pas à occuper en force les tranchées de premières lignes. »

On pensa très vite à protéger les tranchées par des réseaux de fils de fer. Le ministre de la Guerre ordonnait le 2 octobre aux parcs du génie de l'intérieur d'envoyer à chaque armée cent tonnes de ronces artificielles, deux cents tonnes de fil de fer et quatre mille éléments de réseau Brun. Dans le même temps, on essayait de détruire les réseaux de l'ennemi. Les inventeurs, qui pullulent en temps de guerre, se donnèrent carrière. On essaya d'attirer le fil de fer par le canon du fusil armé d'un crochet et de le couper d'une balle ; de le saisir par un grappin envoyé par un canon porte-amarre ; de le couper à la mitrailleuse ; d'envoyer au travers des bombes sur des chariots ; de le bouleverser avec des 75, explosif à fusée sans retard : ce procédé était le meilleur.

Peu à peu, suivant le terrain, chaque position s'organise. Les Allemands, grands remueurs de terre, donnent souvent l'exemple, et les Français, généralement à contre-cœur, sont bien forcés de les suivre. Parlant du plateau de Notre-Dame-de-Lorette, le commandant Henri René écrit : « Nous aurons donc, nous aussi, notre réseau défensif établi et réalisé d'après un plan logique, avec des lignes de feu et d'abris, avec des gîtes pour les unités réservées, avec des boyaux pour les communications avec l'arrière, avec des magasins pour les munitions, avec des postes de commandement pour les officiers, voire avec un petit Decauville. »

Une nuit, comme la position est à cent mètres de la tranchée ennemie, et qu'on n'a pas pu établir assez de fils de fer, les Allemands s'approchent, jettent des grenades et s'enfuient en courant. Les Français, d'abord stupéfaits de la résurrection de cette arme archaïque, la fabriquent à leur tour. Une autre arme, antique dans son principe, fut tirée

du matériel de siège : le *minenwerfer*, que nous avons appelé crapouillot, et qui lance à petite distance une forte charge d'explosif. La torpille se balance, hésite et écrase tout.

Cependant, derrière la tranchée, une seconde ligne s'ébauche. En arrière, dans les bois, la vie s'organise. Les artilleurs, près de leurs pièces, habitent des abris profonds ; les fantassins sont éparpillés dans des villages nègres. Corvées d'eau, rondes de brancardiers, tout un roulement d'existence s'établit. Les postes de secours sont poussés en avant. Des cimetières, hélas ! se remplissent.

L'hiver passe. Dans l'obscurité profonde, sous la pluie, des hommes changés en blocs de boue s'avancent en file indienne dans les boyaux. Toute la nuit, les grenades claquent, les torpilles éclatent avec une détonation formidable. Cependant on pousse vers l'ennemi, en avant même de la tranchée, des sapes dont les têtes forment des postes d'écoute. Il y a des tranchées qui appartiennent en partie aux Français, en partie aux Allemands, et où les adversaires cohabitent, séparés par des sacs à terre. Nez à nez ils se fusillent, se battent à la grenade, s'insultent, se bousculent à coups de crosse. Ou bien des sapes souterraines sont poussées sous la position ennemie pour la faire sauter. L'adversaire creuse à son tour pour éventer la mine et donner le camouflet. Tant qu'on entend piocher, on est tranquille. Un jour, tout se tait. Il n'y a plus qu'à attendre stoïquement l'explosion.

Dans ces conditions l'avantage de la position est immense. De là toute une guerre pour la conquête des observatoires.

II

Tout cela, né du hasard, du lieu et du moment, se systématisa. En Artois, le 9 mai 1915, la ligne allemande était composée de cinq gros ouvrages, cinq bastions reliés par des courtines, la courtine étant généralement représentée par trois lignes de tranchées. La tranchée de première ligne était occupée par peu d'hommes, mais par beaucoup de mitrailleuses sous casemates, disposées de façon à se flanquer. Un grand nombre d'abris étaient creusés pour l'infanterie. Les boyaux étaient armés de mitrailleuses et garnis de banquettes de tir qui permettaient de les transformer instantanément en

tranchées et d'ouvrir des feux de flanc sur la progression de l'ennemi. Les localités étaient organisées sur toutes leurs faces, ce qui leur permettait de résister, même investies, de maintenir l'ossature de la ligne et de faciliter les contre-attaques. Les voûtes des caves étaient redoublées par du béton ; dans le sol même de ces caves des abris étaient creusés et une circulation souterraine était organisée.

Le plan d'attaque des Français fut de traverser les courtines en masquant les gros ouvrages. Le 33e corps y réussit, puis se trouva en pointe et, faute d'appui, fut ramené. Le 25 septembre suivant, en Champagne, le front ennemi, sur vingt-cinq kilomètres, se présentait à peu près de la même façon : une suite de gros ouvrages, reliés par des tranchées. Mais les moyens des Français étaient beaucoup plus puissants et ce front fut largement percé. Seulement, les Allemands avaient profité eux aussi de l'expérience du 9 mai. A trois ou quatre kilomètres en arrière, ils avaient construit une seconde position, sur laquelle l'assaillant, dissocié par sa victoire même, devait venir se briser. De plus, cette position était à contre-pente, ou, si l'on veut, sur la face invisible du mouvement de terrain auquel elle était accrochée, ce qui la rendait invulnérable. Sur la crête, elle n'avait que des observateurs et des éléments légers. Cette façon de se défendre en arrière de la crête, et non pas en avant, n'était pas inconnue des Français. Elle avait même chez nous un fervent défenseur, le général Piarron de Mondésir. Cependant son effet sur le champ de bataille fut décisif.

Après leur échec à Verdun en 1916, les Allemands, déjà à court d'hommes, éprouvèrent le besoin de raccourcir leurs lignes et de les rendre plus faciles à défendre. Pendant l'hiver de 1916 à 1917, ils firent construire par la main-d'œuvre civile, sur la position qu'ils comptaient tenir, une fortification formidable, que les Français appelèrent la ligne Hindenburg et les Allemands la ligne Siegfried. J'ai pu la voir de près au moment où les Britanniques venaient de la couper, près de Bullecourt. A cet endroit, elle couvrait toute la pente d'une colline. Au pied du versant s'étendait une avant-ligne ; puis, à mi-pente, une première ligne ; enfin, vers le sommet, la ligne principale, composée de deux tranchées. La première de ces deux tranchées était bastionnée de fortins en ciment,

armés de mitrailleuses. Des descentes coffrées menaient à un couloir souterrain percé de chambres et d'où un second escalier conduisait à un second étage d'abris plus profonds encore. De ce second étage partaient des sapes souterraines dont les unes, dirigées vers l'arrière, allaient rejoindre les abris de la tranchée suivante, tandis que les autres, dirigées vers l'avant, aboutissaient à des nids de mitrailleuses noyés sous le fil de fer. Enfin, une cinquième tranchée, abritée à contre-pente, servait de position de repli et balayait l'assaillant quand il apparaissait sur la crête. Et ce n'était là que la première position, redoublée en arrière par deux autres. Dans leur blancheur neuve, ces constructions semblaient des monuments d'Égypte. La tranquillité avec laquelle nous nous y promenions donnait la mesure de leur vanité. Une défense passive, si redoutable qu'elle paraisse, vaut ce que vaut son défenseur.

En même temps qu'ils construisaient ces abris grandioses, les Allemands inventaient une nouvelle tactique défensive, qui a reçu le nom de défense élastique. Reprise ensuite par les Français, elle a eu son application la plus illustre le 15 juillet 1918, quand le général Gouraud s'en servit pour briser la suprême offensive allemande en Champagne. Le système qu'il avait établi constituait un véritable piège. La première position n'était plus occupée que par des détachements, braves gens qui devaient signaler la marche de l'ennemi et la retarder par des feux de mitrailleuses. Ainsi le choc de l'assaillant sur cette première position frappera à vide. Il faudra qu'il marche sur la position de résistance déjà dissocié et sous un terrible orage d'obus. S'il se réfugie dans les abris de notre première position, il les trouvera ypérités. Ses tanks, s'ils échappent aux obus, sauteront sur un cordon d'explosifs. Si, après cette traversée meurtrière, il atteint notre ligne de résistance, il la trouvera garnie de troupes fraîches.

Un trait caractéristique de la défense élastique est l'emploi de divisions d'intervention, tenues derrière le front, et qui, après un succès de l'assaillant, le contre-attaquent sur sa conquête même, sans qu'il ait pu s'y établir. Tout récemment, dans trois articles retentissants, le critique militaire du *Times* a suggéré que la tactique actuelle des Allemands ne

serait que le développement de celle de 1917, positions fortifiées et défense élastique.

III

Au lendemain de la guerre, il se fit dans l'opinion militaire une vive réaction contre la guerre de positions. Je me bornerai à citer ici l'opinion, en 1932, d'un écrivain militaire allemand, le général von Metzsch. L'étude à laquelle je fais allusion a paru dans un curieux livre écrit par des officiers de tous pays et édité à Zurich : *Wie würde ein neuer Krieg aussehen ?* Que serait une nouvelle guerre ? La guerre de positions, écrit le général von Metzsch, restera dans les guerres futures comme un phénomène partiel. Tantôt parce qu'on ne cherchera pas de décision, tantôt parce que les deux forces offensives se paralyseront, tantôt parce que les moyens feront défaut pour rompre l'immobilité. Mais il faut bien se dire qu'une supériorité décidée soit en moyens mécaniques, soit en forces aériennes, soit en armes chimiques, libérerait de cette fixation. Il ne faut plus penser, dit encore le même auteur, à la guerre de positions de 1918. Le fil de fer n'est plus un obstacle. Les mines sont décelées avant de devenir dangereuses. Les fossés ne sont plus qu'un lieu de concentration pour les gaz. Les zones de barrage empoisonnées se traversent avec des masques. Tout ce qui est immobile est voué à la destruction. A la protection fixe a succédé l'invisibilité, le mimétisme. Et le général von Metzsch conclut que les fortifications permanentes sont encore très utiles comme bases de départ pour une offensive ou pour neutraliser un théâtre secondaire.

Malgré la force de ces opinions, la France a fortifié sa frontière du nord-est. Cette frontière, on le sait, est faite comme une épaule, avec une face au nord et une face à l'est. Ce dispositif en équerre, exposé à des feux concentriques, est difficilement défendable. Un pénible souvenir s'y attache. En 1870, l'armée française fut disposée en cordon, à peu près sur le champ de bataille actuel, entre la Moselle et le Rhin. Trois semaines après la déclaration de guerre, ce dispositif linéaire fut crevé en deux endroits. L'aile gauche fut rejetée sous Metz où elle fut enfermée. L'aile droite, fort meurtrie,

réussit à gagner la Champagne ; mais ce fut pour aller se faire prendre à la souricière de Sedan.

Ce précédent n'était pas très encourageant. Au surplus, dès le second Empire, une grande partie de l'opinion militaire se refusait à livrer bataille sur la frontière et demandait qu'on se défendît en arrière. Cette opinion, soutenable au point de vue stratégique, se heurtait à toute sorte d'arguments, sentimentaux ou politiques, et aussi à un argument économique irrésistible : fallait-il laisser le bassin de Briey exposé aux coups de l'ennemi ? Or, le seul moyen de tenir sur la frontière était de l'appuyer par de puissants ouvrages. Ce qui fut fait, d'abord du temps de Painlevé, qui fit fortifier l'endroit le plus menacé, la pointe de l'angle, ce qu'on appelle la région du Hochwald ; puis par Maginot, qui donna son nom à toute la zone.

On comprendra qu'en ce moment je ne dise de la ligne qui protège nos armées que ce qui est dans le domaine public. En fait, je me bornerai à répéter ce qu'en dit l'écrivain militaire anglais Liddell Hart, dans son ouvrage *Europe in arms*, paru en 1937.

La position consiste, selon lui, en une chaîne de forts et de casemates de dimensions variables. Les forts consistent en un groupe de casemates bétonnées, en forme de champignon, reliées par des galeries souterraines. Ces galeries conduisent aux casernes, aux magasins et aux centrales qui desservent les casemates. Le premier secteur construit a été celui qui va de Longuyon, en face du grand-duché de Luxembourg, jusqu'aux Vosges. C'est la longueur du champ de bataille actuel. Primitivement, un vide était ouvert au centre, à la hauteur de la Sarre, là où le centre français a débouché. Il existe des cartes allemandes qui représentent ce vide, d'ailleurs comblé en arrière par les inondations des étangs de Lorraine. « Ultérieurement, écrit Liddell Hart, ce vide a été rempli. » D'autre part, la chaîne des fortifications a été étendue le long du Rhin jusqu'à la frontière suisse. Enfin elle a été étendue à l'Ouest vers Maubeuge et Lille.

A partir de 1936, l'Allemagne a construit hâtivement, de l'autre côté de la frontière, une position fortifiée face à la position Maginot. Tandis que la ligne française borde le plus souvent la frontière, la ligne allemande est sensiblement en

arrière, ses avancées, qui correspondent à ce que les Allemands nomment la zone d'avant-postes, étant couvertes par des fortifications de campagne. C'est cette zone que se disputent maintenant les deux armées. La position fortifiée proprement dite, si l'on part du Rhin à la hauteur de Carlsruhe et si l'on va vers l'ouest, traverse la forêt de la Haardt, haute, sauvage et impraticable, à la hauteur de Pirmasens et de Deux-Ponts, et s'en va atteindre la Sarre, à la hauteur de Beckingen. De là elle descend la Sarre par la rive droite, de sorte que la rivière lui sert de fossé, jusqu'à son confluent avec la Moselle au sud de Trèves. La densité des ouvrages serait de dix à douze au kilomètre carré. Ils seraient couverts par des obstacles antichars. La profondeur de la zone fortifiée varierait de 1 500 mètres à 3 kilomètres. Dans cette partie ouest, la ligne Siegfried est redoublée en arrière par une seconde position. Enfin on construit fiévreusement, face à l'ouest, une avant-ligne le long de la frontière luxembourgeoise, puis belge.

Tandis que la ligne française est principalement faite de gros ouvrages, la ligne allemande est, dit-on, principalement faite de petits fortins bas, parfaitement camouflés, disséminés en quinconces. Ceux qui l'ont vue sur la frontière luxembourgeoise décrivent au bas du versant ces petits ouvrages que les Anglais appelaient pendant la dernière guerre des boîtes à pilules, et qui logent une mitrailleuse ou un canon antichars à tir rapide ; à mi-côte une ligne d'ouvrages plus importants ; à la crête une nouvelle ligne de feu, et sans doute un dernier système de défense à contre-pente. Enfin les témoins ont été intrigués par des espèces de petits kiosques, qui semblent être simplement des entrées d'abris et de galeries souterraines. « La force de ce système défensif, écrit le général Brossé, réside dans l'invisibilité des ouvrages et dans leur dispersion ». Il les compare aux ouvrages construits par les Allemands, pendant la dernière guerre, dans les intervalles des grands forts. Ces ouvrages ne sont d'ailleurs pas à l'épreuve d'un obus de gros calibre. D'autre part, un éclatement à proximité les aveuglerait.

De Carlsruhe à la frontière suisse, une ligne de blockhaus suit la rive droite du Rhin, en face de nos ouvrages

de la rive gauche, auxquels ils sont comparables, et à quelques centaines de mètres d'eux. La densité serait de deux à trois par kilomètre carré. En arrière, d'autres ouvrages en quinconce défendent les débouchés de la Forêt Noire.

IV

En réalité, nous assistons dans l'art de la guerre à une sorte de duel, comme nous en avons vu un dans la guerre navale entre l'obus et la cuirasse. La force offensive des armées a été prodigieusement multipliée par l'invention des troupes soit motorisées, soit mécanisées. Une division de cinq cents tanks, précédée d'une nuée d'avions, accompagnée d'artillerie et de génie et suivie par une division d'infanterie en camions, est un outil de rupture d'une puissance nouvelle. En face d'elle, la frontière fortifiée représente une force d'arrêt dont la puissance a été accrue dans la même proportion. Quel que soit l'assaillant, c'est à une lutte de ce genre que nous allons vraisemblablement assister.

Que sera ce duel ? Il est difficile de le prévoir. Une chose cependant est certaine. C'est qu'en perdant la chance de la surprise, l'assaillant a perdu sa principale chance de succès. Passer à travers les intervalles de la position Maginot avant la concentration des armées était une entreprise qui pouvait être tentée. Rompre une armée intacte, sur ses gardes, résolue, bien armée et appuyée sur cette zone fortifiée, c'est autre chose. Et c'est une tentative que le défenseur peut attendre avec sang-froid.

HENRY BIDOU.

LES ÉTATS DE LA BALTIQUE ET L'ACCORD GERMANO-RUSSE

La Baltique, grande route internationale de commerce qui donne accès par mer à neuf États : Danemark, Allemagne, Pologne, Lithuanie, Lettonie, Estonie, Russie, Finlande et Suède, a la même importance pour l'Europe orientale que la mer du Nord pour l'Europe occidentale. La Russie et l'Allemagne s'y sont affrontées au cours de l'histoire, tantôt ennemies, tantôt alliées, et elle a été aussi l'objet des ambitions de la Suède. La Russie y domina depuis 1808, après la conquête de la Finlande sur la Suède, jusqu'au xxe siècle ; le Reich y établit son hégémonie de septembre 1914 jusqu'en novembre 1918 ; sa défaite a libéré les autres riverains de la crainte germanique. Jusqu'en 1938, c'est l'U. R. S. S. que ceux-ci redoutaient, en souvenir du temps où la Russie dictait sa loi et à cause de la propagande communiste. Quatre des États de la Baltique, en dehors de la Pologne, avaient d'ailleurs, avant la guerre de 1914, fait partie de l'empire russe : la Finlande, dont les liens avec la Russie tsariste s'étaient relâchés, l'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie.

En 1939, les deux grands voisins provoquaient une même appréhension profonde chez tous les peuples de la Baltique, ceux-ci se demandant lequel des deux colosses était le plus à craindre. L'installation du Reich à Memel, le Gibraltar de la Baltique, et la pression allemande sur le Danemark et sur les États baltes, pour la conclusion de pactes de non-agression, donnèrent l'alarme.

La signature, le 23 août et le 29 septembre, des pactes russo-allemands dressa devant tous ces États la menace du

partage d'influence entre les deux dictatures. Le problème de leur liberté et celui de la domination de la Baltique étaient ouvertement posés.

Les traités de paix avaient fait surgir en Europe orientale et centrale, des décombres des deux empires russe et austro-hongrois, une floraison d'États, dont la faiblesse semblait congénitale. En France, le Comité d'études faisait part de ses craintes le 22 janvier 1919 : « On peut concevoir une Pologne détachée de la Russie ; on ne peut songer sans inquiétude à la formation d'un groupe d'États baltiques complètement indépendants. » Le danger des influences soviétiques rapprochèrent en août 1920, à la conférence de Riga-Bulduri, la Pologne, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lithuanie et l'Ukraine, et la victoire du maréchal Pilsudski, le 15 août 1920, raffermit cette formation essentiellement antirusse ; c'était un barrage construit contre les Soviets. Une série de conventions étaient élaborées : convention défensive, pacte pour la garantie des minorités, vœux pour l'unification de la législation monétaire, industrielle et ouvrière, constitution de conseils de plénipotentiaires, d'un conseil économique, de commissions militaire et navale, d'un tribunal permanent d'arbitrage, etc. ; une sorte de confédération des États de l'axe océan Arctique-mer Noire s'ébauchait. Cet effort tendait à remédier aux effets désastreux du traité de paix, qui avait fortifié l'unité intérieure des deux grandes forces destructives de l'Europe, la force militaire du Reich, la force révolutionnaire de l'U. R. S. S., et qui, en même temps, n'avait constitué pour leur résister qu'une poussière d'États impuissants. La confédération aurait été un remède ; elle n'aboutit pas plus en Europe orientale qu'en Europe centrale.

Aux efforts d'attraction exercés par quelques hommes prévoyants s'opposèrent des forces centrifuges : action du Reich et action de la Russie, qui mirent tout en œuvre pour diviser ces États, conflit de Vilna entre la Lithuanie et la Pologne, absorption de l'Ukraine par l'U. R. S. S. Les représentants de la Pologne, de la Finlande, de l'Estonie et de la Lettonie se réunirent cependant à Helsinki, le 25 juillet 1921, et à Varsovie en mars 1922 ; mais déjà la Finlande commençait à faire cavalier seul : elle redoutait d'être

entraînée dans des complications politiques. Le ministre des Affaires étrangères, Hosti, fut désavoué pour avoir signé l'accord de Varsovie du 17 mars 1922 qui préparait une alliance défensive. Les délégués des quatre États se réunirent encore à plusieurs reprises, mais n'arrivèrent qu'à faire ratifier une convention d'arbitrage, le 17 janvier 1925, et finalement se confièrent avec un plein espoir à la Société des nations. Mais l'impuissance de la Société des nations se révéla aux moins prévenus en 1936, lorsque l'Allemagne put impunément réoccuper la Rhénanie.

En ces dernières années, deux groupes s'étaient constitués, celui des États nordiques : Suède, Finlande, Danemark, auxquels s'était jointe la Norvège, et celui des États baltes : Estonie, Lettonie, Lithuanie. La Pologne restait en marge.

Dans chacun de ces groupes, un État subissait plus fortement que les autres, en raison du voisinage, l'influence allemande : le Danemark et la Lithuanie ; cependant l'attitude de l'un et de l'autre groupe tendait vers la neutralité. Les États baltiques, préoccupés d'assurer leur indépendance, ne voulaient pas compromettre leur faiblesse dans des conflits où ils risqueraient leur vie. Ils craignaient le Reich autant que les Soviets et estimaient que c'était courir au suicide que de prendre parti entre le Reich menaçant et les Puissances occidentales.

NORVÈGE, SUÈDE, FINLANDE

Parmi les États nordiques, Finlande, Suède, Norvège et Danemark, les trois premiers accentuèrent l'affirmation de leur indépendance.

En Norvège, lors du grand débat qui s'est institué au Storting le 3 mai 1939, tous les chefs de parti, — M. Hambro, leader conservateur et président du Storting, M. Mowinkel, leader libéral et ancien premier ministre, M. Koht, ministre des Affaires étrangères, — ont été d'accord sur la direction à donner à la politique extérieure. La Société des nations, ont-ils exposé, est impuissante à résoudre les conflits politiques ; l'État n'a aucun intérêt à se lier par des accords de sécurité avec un groupe de Puissances ; la Norvège veut maintenir sa neutralité aussi longtemps qu'il sera possible.

La Suède est la Puissance qui dominait jadis le nord-est de l'Europe, alors alliée de la France ; ses traditions anciennes, sa population cultivée, sa civilisation occidentale, ses richesses économiques en font un grand peuple, malheureusement faible en comparaison avec les colosses germanique et russe. Son aristocratie a répandu sa culture et sa religion en Finlande, a étendu son pouvoir dans les États baltes, où l'on célèbre encore le « bon vieux temps suédois », quand la Suède y apporta l'enseignement supérieur pour tous, la libération des paysans, la réforme agraire, les traitements humains, la liberté de la langue et de la religion. La puissance suédoise a dominé la Baltique au XVIIe siècle et la Suède n'oublie pas que son rival et ennemi qui l'a supplantée, c'est la Russie en 1703 et 1808. Contexture sociale, conception des rapports entre patrons et ouvriers, souvenirs historiques, orientation de la culture, goût de la neutralité en politique étrangère, affinement des manières dans la haute classe, modération et sagesse de la classe ouvrière, horreur du communisme, même et surtout chez les socialistes, tout cela sépare la Suède de l'U. R. S. S.

Pour d'autres raisons, la Finlande a toujours été profondément méfiante à l'égard des Soviets ; depuis sa reconnaissance comme État indépendant, d'abord par l'Allemagne et la Suède, puis par la France, la Finlande s'est attachée à chercher des points d'appui contre la Russie.

Elle se rangea d'abord dans l'obédience allemande. A cela rien d'étonnant : c'est en Allemagne que les jeunes Finlandais en révolte contre la Russie allaient recevoir, dès 1915, une instruction militaire ; c'est d'Allemagne que partirent les 10 000 hommes du corps expéditionnaire du général von der Goltz, composé de volontaires finlandais et d'Allemands, et qui, coopérant avec les troupes du général baron Mannerheim, écrasa les Russes. Quand, en mai 1918, la Chambre se réunit, elle élit comme régent M. Svinhufvud, constitua un ministère de monarchistes germanophiles, fit retirer le projet de Constitution républicaine et élit en octobre 1918 le prince Charles de Hesse roi de Finlande.

Après la victoire des Alliés, la Finlande fut déconcertée ; le général Mannerheim, devenu régent et candidat des droites,

fut battu par le professeur Stahlberg, candidat des gauches, par 50 voix contre 143. La Finlande, comme nous l'avons vu, adhéra à une entente de tous les États échelonnés depuis l'océan Arctique jusqu'à la mer Noire ; c'était comme un essai d'encerclement des Soviets. Mais elle se rendit compte que cette coalition se révélait impuissante et s'en retira. Ses relations se refroidirent avec la Suède ; celle-ci ne désirait pas intervenir dans les démêlés entre Finlande et Russie et avait exigé en 1923 la démission de son ministre des Affaires étrangères qui avait préconisé une alliance défensive avec la Finlande.

C'est alors que se développa en Finlande une lutte contre la langue suédoise qui fut pendant quelques années particulièrement violente. L'histoire avait fait du suédois la langue de la culture en Finlande ; même sous la domination russe, elle était restée, jusqu'à la fin du XIXe siècle, la langue officielle unique, celle des hautes classes nobles, bourgeoises et universitaires ; le finnois n'était qu'un dialecte parlé par le peuple, de race finno-ougrienne, tribus non pas mongoles, comme on l'a cru naguère, mais cousines des tribus germaniques. Après la séparation d'avec la Suède en 1808, le finnois se constitua peu à peu en langue littéraire et son usage se développa, tandis que la population de langue finnoise, plus prolifique que celle de langue suédoise, s'accroissait sans cesse.

Finalement, le pays adopta le bilinguisme officiel en 1922 : le finnois et le suédois sont égaux dans l'administration et employés dans chaque région selon la population de celle-ci. C'est alors que le mouvement des « purs Finnois » tenta de pousser les avantages de la langue finnoise et de réduire la langue suédoise au rôle de langue secondaire ; les citoyens de parler suédois ne devaient, à leur sens, obtenir qu'un dixième des emplois de fonctionnaires et l'Université d'Helsinki devenir entièrement finnoise. Cette campagne des « purs Finnois » tendait à détourner la Finlande de la Suède et de la Norvège en tous les domaines : en politique étrangère, comme dans la vie intellectuelle, sociale et universitaire, et à la tourner vers ceux qu'ils considèrent comme des frères de race, les Estoniens, et leurs alliés, les États baltes. En même temps, un mouvement intellectuel assez fort se portait vers la culture anglaise et la culture française. C'est de 1923

à 1935 que ces tendances des « purs Finnois » se développèrent et aboutirent à une sorte d'isolement de la Finlande.

A ce moment même, ses rapports avec les États baltes devenaient moins étroits ; la Finlande, pour éviter des heurts avec les Soviets, ne désirait pas se lier avec eux et, à partir de 1925, elle n'envoya plus de délégués aux conférences des trois États, eux-mêmes isolés et faibles ; les liens intellectuels avec « les petits cousins » d'Estonie se révélèrent très lâches ; ceux-ci, quoique de même race finno-ougrienne, comprennent très difficilement et lisent à peine le finnois.

Cette position d'isolement et de réserve ne put être conservée ; les actes de Hitler en 1935 et en 1936 firent comprendre à la Finlande qu'un peuple de trois millions et demi d'habitants peut difficilement rester sans appui.

Vers qui se tourner ? La Pologne était devenue suspecte pour s'être liée en 1933 avec l'Allemagne ; les Puissances occidentales pouvaient se voir fermer la Baltique ; les trois États baltes s'entendaient mal entre eux et montraient une faiblesse sur laquelle il serait vain de vouloir s'appuyer. Seule la Suède voisine pouvait être de bon secours. La Finlande mit alors un terme à la campagne des « purs Finnois », à la lutte des langues ; elle se rappela que la Suède n'avait pas été jadis en Finlande un État conquérant, mais civilisateur, qui avait apporté à des tribus païennes la religion, la culture, l'ordre et la paix ; que, dès 1372, la Finlande n'était plus une colonie, mais une partie intégrante de l'État et que, quand Alexandre Ier avait attaqué la Suède en 1808, les troupes finlandaises avaient fait front contre les Russes.

C'est donc vers la Suède que la Finlande se tourna quand elle voulut sortir de son isolement ; la Suède, en même temps, sentait la nécessité de fortifier la position des États scandinaves devant la précarité de la situation internationale. Par une déclaration simultanée les deux pays firent connaître, en décembre 1935, leur entente en vue d'une collaboration intime, à laquelle s'associaient les deux autres pays scandinaves, la Norvège et le Danemark.

La Finlande, la Suède et la Norvège ont affirmé leur position diplomatique par trois actes : 1° Refus de la proposition allemande de pactes de non-agression en mai 1939 ; 2° Protestation contre une proposition éventuelle de garantie

unilatérale des Puissances ; 3° Projet de défense des îles d'Aland contre une agression.

La conférence des quatre ministres des Affaires étrangères réunie à Stockholm a publié, le 9 mai 1939, un communiqué faisant connaître leur décision commune : ils se tiendront « à l'écart de tous groupes de Puissances qui peuvent être formés en Europe et, en cas de guerre, feront tout leur possible pour éviter d'être engagés dans le conflit ». Aussi, quand le Reich, après la lettre du président Roosevelt, offrit à ces États de conclure un pacte de non-agression, la Finlande, la Suède et la Norvège répondirent, d'après un communiqué officiel suédois du 18 mai : « Étant donné que la Suède ne se sent pas menacée par l'Allemagne et que, en maintenant son intégrité, sa neutralité et son indépendance, elle n'a l'intention de conclure avec aucun autre pays des pactes de non-agression, le gouvernement royal a fait connaître au gouvernement du Reich qu'il ne tient pas pour nécessaire un pacte de la nature envisagée. »

L'opinion publique de ces États réprouve et redoute les actes du Reich ; elle souhaite que les Puissances occidentales opposent de la résistance à ses entreprises ; mais les gouvernements sont prudents. Toutefois, « la politique de la prudence n'est pas une politique de peur », proclame M. Sandler, ministre des Affaires étrangères de Suède ; aussi Suède et Finlande s'entendent pour protéger les îles d'Aland ; mais ce n'est que pour garantir leur neutralité. On sait que ces îles ont été reconnues possession de la Finlande et démilitarisées ; elles sont peuplées sur 1 500 kilomètres carrés de quelque 27 000 habitants, assez pauvres, Suédois par la race, la langue et la culture, mais citoyens finlandais en vertu de la décision d'octobre 1921 de la Société des nations. Sept États leur ont assuré une autonomie, donnant à la diète de Mariehamn, la capitale, un pouvoir très étendu qui garantit la langue, la culture et l'exemption de tout service militaire ; la Suède obtenait en échange la neutralisation des îles. Pour les soustraire à la convoitise des flottes allemande et russe qui, en septembre 1938, croisaient dans leurs parages, prêtes à y débarquer, la Suède accédait à leur mise en état de défense par la Finlande ; les sept États étaient d'accord et seule l'opposition des Soviets, qui n'étaient pas d'ailleurs

signataires du traité de garantie, en a fait suspendre l'application. Ces îles commandent à la fois le golfe de Finlande et le golfe de Bothnie, c'est-à-dire la oute maritime vers les mines de fer de Suède et de Norvège à Narvik et la porte de la Russie sur la Baltique ; elles constituent même une base d'attaque contre le chemin de fer russe qui assure la liaison avec Mourmansk et l'océan Arctique.

Cette entente nordique était à la vérité privée de tout pouvoir militaire ; elle se développait surtout sur le plan des relations sociales et intellectuelles ; résolue à rester hors du jeu des grandes Puissances, elle se réfugiait dans la neutralité et l'abstention. La Finlande désirait plus et espérait trouver dans cette entente des garanties pour son indépendance nationale et sa liberté retrouvée. Elle avait en effet la volonté arrêtée de se défendre ; en septembre 1938, les 30 000 hommes de l'armée régulière furent massés sur la côte ouest, face aux îles d'Aland, et les 100 000 gardes civils volontaires creusaient des tranchées dans la région des lacs, face à la frontière russe ; ils auraient été aidés, le cas échéant, par les femmes volontaires, les « Lottas », au nombre de 90 000. La Finlande eût souhaité, pour défendre sa neutralité, le concours efficace des autres États nordiques. Alors qu'elle redoutait déjà une attaque soit de l'Allemagne, soit des Soviets, en cas de conflit général, son ministre des Affaires étrangères, M. Erkko, déclarait le 7 juin 1939 au Parlement : « La Finlande, dans sa politique de paix, a systématiquement évité tout ce qui pourrait engager le pays dans les plans, les alliances, les conventions qui le rendraient impuissant à remplir ses obligations ou risqueraient de compromettre l'attitude qu'il a adoptée vis-à-vis des autres États, — qui est une attitude de neutralité, — ou qui pourraient inspirer des doutes sur cette neutralité. » Mais il ajoutait ces mots significatifs, à propos de la tentative d'opposition des Soviets : « Elle met à une dure épreuve la collaboration nordique telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à présent. Reste à savoir si cette idée de collaboration est viable pour la Finlande, si la situation devient moins favorable. Je tiens à affirmer à ce propos que la Finlande continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir afin que la collaboration et l'entente, dont le but est de sauvegarder l'indépendance, le droit de disposer

d'eux-mêmes et la neutralité des peuples et des États du nord, puissent se maintenir. »

Si la Finlande souhaitait que la Suède lui assurât son concours en cas de violation de sa neutralité, en revanche elle a repoussé avec une énergie égale le pacte de non-agression allemand et le projet de pacte de garantie unilatérale russo-anglo-français. M. Erkko proclamait, le 20 août 1939, au dîner des propriétaires de journaux : « Nous ne saurions approuver les décisions prises au sujet de la Finlande sans notre consentement. Les garanties proposées sont inacceptables. Quoique nous soyons persuadés que ces garanties sont offertes par les Soviets pour leur propre sécurité, elles sont inacceptables à cause de leur imprécision et de leur caractère équivoque. Elles pourraient provoquer de mauvaises interprétations et des conflits. » En résumé, la Finlande éprouvait une méfiance profonde pour tout accord qui pourrait motiver une intervention des Soviets sur son territoire. La répulsion qu'elle ressent pour le Russe est invincible ; c'était contre lui, plus encore que contre l'Allemagne, qu'elle désirait faire appel à la solidarité candinave.

LE DANEMARK

La politique extérieure du Danemark est, contre sa volonté, en des points essentiels, différente de celle des trois autres États de l'Entente nordique ; ceux-ci, cependant, lui font place dans leurs rangs, par une profonde solidarité morale, sociale et ethnique. C'est par une attraction sentimentale que le Danemark se lie aux Suédois, aux Norvégiens et aux Finlandais ; il sait qu'il ne leur apporte que son attachement traditionnel ; la chute des Tsars, parents de la famille royale danoise, l'a privé du garant de son indépendance et l'a laissé sans appui contre les pressions du Reich.

Les Puissances lui ont annexé, par le Traité de Versailles, un territoire ; mais elles n'ont pas remplacé le garant défaillant. Une épée de Damoclès est suspendue sur la vie nationale du Danemark, qui s'est réfugié dans la politique de la neutralité, mais, à la différence des trois autres États scandinaves, de la neutralité à tout prix. Il en a donné le témoignage lorsque le Reich a proposé, en mai 1939, des pactes de

non-agression à tous les États de la Baltique ; les trois autres nations scandinaves les ont repoussés ; le Danemark a estimé qu'il ne pouvait pas ne pas répondre au désir de son puissant voisin ; seul, il a signé le pacte de non-agression et le ministre des Affaires étrangères, M. Munch, a exposé au Folketing (Chambre des députés), le 1er juin 1939, que cette acceptation était conforme à « l'attitude de neutralité impartiale acceptée par le peuple danois ». Le Danemark revendiquait seulement le droit de pouvoir, en cas de guerre, commercer avec toutes les Puissances et cette revendication a paru donner pleine satisfaction au grand commerce de transport maritime qui ne demande qu'à continuer en tous temps son négoce avec l'Allemagne et avec l'Angleterre ; le Danemark ravitaille la première en produits alimentaires et la Grande-Bretagne demeure une de ses grosses acheteuses de beurre, œufs, etc. Malgré quelques critiques qui s'élevèrent dans les rangs conservateurs, le pacte fut ratifié à la Chambre des députés par la presque unanimité des voix (115 contre 3).

La politique officielle du Danemark se résume en somme en deux propositions : d'une part, maintenir une attitude de réserve et de prudence à l'égard du Reich ; d'autre part, comme le déclarait M. Munch dans une interview publiée le 11 mai par le 12 *Uhr Blatt* : « Au cas où un conflit se produirait, le Danemark s'efforcerait de maintenir ses relations économiques avec les deux parties en conflit, comme ce fut le cas dans la dernière guerre. »

Dans le Jutland méridional, qui lui fut annexé en 1920, le Danemark poursuit la politique la plus tolérante à l'égard de la minorité allemande ; celle-ci, fortement organisée, reçoit ses directives et ses instructions d'un office dont le siège est à Flensborg ; avec son concours, les Allemands du Slesvig du Nord ont fondé un Institut de crédit foncier, le *Kreditinstitut Volgelgesang*, qui leur donne moyen d'acquérir des terres danoises. Les nazis encadrent la jeunesse dans des formations à caractère semi-militaire. Lorsqu'en 1920 le plébiscite eut lieu, 75 000 voix se prononcèrent en faveur du Danemark et 25 000 pour l'Allemagne. Malgré l'effort des nazis aux élections générales du 3 avril 1939 au Folketing, la proportion des voix danoises dans le Jutland méridional s'accrut ; en 1935, les Danois avaient obtenu 68 000 voix et les Alle-

mands 12 000 ; en 1939, les Danois ont 79 000 voix et les Allemands 14 000. L'immense propagande allemande a, en somme, échoué et les 30 000 Allemands du Slesvig du Nord, n'ont pas obtenu le second siège à la Chambre des députés qu'ils se flattaient de conquérir.

Les Danois espéraient, à la faveur de cette politique de conciliation, se ménager le Reich. La majorité socialiste, qui gouverne le Danemark et qui s'est affirmée de nouveau aux élections d'avril 1939, ne rencontre pas, en matière de politique extérieure, d'opposition sérieuse de la part des trois autres partis, libéraux, conservateurs et radicaux.

L'Allemagne songe-t-elle à établir sur le Danemark une sorte de protectorat ? Elle y trouverait l'avantage de mettre la main sur les passages de la Baltique, de pouvoir établir des bases aériennes et navales contre l'Angleterre, de contrôler les rapports de tous les États de la Baltique avec le reste du monde et de s'assurer un ravitaillement important en denrées alimentaires. Hitler tient en réserve des revendications qui lui serviraient, le cas échéant, de paravent et qui ont été émises, en son nom, par le Fuhrer de la minorité naziste au Slesvig danois, le docteur Jen Moeller, dans son discours du 7 octobre 1938.

Mais il est un autre problème germano-danois, qui est resté jusqu'à ce jour dans l'ombre : l'Islande doit reconsidérer prochainement sa situation constitutionnelle vis-à-vis du Danemark et l'Allemagne peut profiter de l'occasion pour exiger du Danemark certains avantages. Dès l'été de 1938, elle a envoyé des navires de guerre en Islande ; plus récemment, le croiseur *Emden* s'est rendu dans cette île. Une dépêche de Reykjavik du 22 mars 1939 faisait connaître que le Reich avait demandé, en se fondant sur d'anciens traités contenant la clause de la nation la plus favorisée, de créer des bases aériennes sur le territoire islandais. Le président du Conseil d'Islande, répondant à une question que lui posait un député devant l' « Alting », expliqua qu'il ne pouvait reconnaître à l'Allemagne des droits qui ne sont accordés à aucune autre nation ; mais il ajouta cependant que la question serait traitée lors de la venue du croiseur *Emden*.

Le Reich peut aisément exercer une action sur le

gouvernement de Copenhague pour obtenir des concessions en Islande, important relais dans l'Atlantique nord ; le Danemark a le sentiment qu'il lui est impossible de résister à une pression allemande. On ne saurait s'étonner de cette tendance à la non-résistance si l'on se rappelle que ce petit peuple de trois millions et demi d'habitants a été abandonné de toutes les Puissances quand, en 1864, il voulut tenir tête à l'offensive austro-prussienne déclenchée par Bismarck ; cette expérience explique la politique du gouvernement danois alors que les réactions spontanées de l'opinion éclairent sur les véritables sentiments du peuple danois à l'égard de ses voisins germaniques.

LES ÉTATS BALTES

Sous un ciel chargé d'embruns venant de la Baltique s'étend, du golfe de Finlande au Niémen, une plaine s'inclinant doucement vers la mer et se relevant à l'est vers les frontières russes ; quelques chaînes de hauteurs y ondulent, mais aucune ne dépasse sensiblement trois cents mètres. Bordée par une mer grise qui donne au pays son humidité et la relative douceur de son climat, cette terre basse est recouverte de forêts, de lacs et de tourbières, au milieu desquels l'homme a ouvert de grandes clairières pour ses champs ou ses petites villes ; celles-ci sont rares ; presque les quatre cinquièmes de la population vivent du travail agricole ; au creux des vallonnements et au bord des fleuves et des lacs se nichent des fermes qu'entourent les céréales et les pâturages et qu'encadre la forêt. Sur les 165 000 kilomètres carrés des trois États, Estonie, Lettonie, Lithuanie, vivent cinq millions et demi d'habitants, éparpillés dans ces domaines qui forment 700 000 exploitations agraires.

Ce pays, où se marient avec la grande forêt d'innombrables lacs glaciaires aux méandres infinis, éveille une nostalgie intense qui, en laissant son empreinte sur les âmes, a fait naître un folklore national typique ; d'autre part, cette contexture des terres intérieures a préservé les tribus qui s'y sont jadis établies et dont les descendants forment encore le fond de la population, tandis que les envahisseurs germaniques installaient leurs colons sur la bordure baltique, dans

les anses favorables au commerce, à Reval, Riga ou Memel.

Ce cadre naturel, avec la similitude du climat, du sol et des paysages, a conféré aux trois États une sorte d'unité. Ajoutez de grandes ressemblances dans l'état social.

Ces trois nations sont trois peuples de paysans, qui ont rejeté la domination politique russe et la domination sociale des seigneurs et bourgeois baltes-allemands ou polono-lithuaniens ; ces paysans se sont emparés des terres de ces derniers presque sans indemnité et se les sont partagées. Leur réaction naturelle les a conduits, dès que le péril étranger les a menacés, à souhaiter une république autoritaire, qui maintienne l'ordre établi et l'ordre tout court et assure leur défense ; les jeux de la république parlementaire, avec ses partis, ses discours, ses divisions intérieures attisées par les oppositions partisanes, leur ont paru sans importance aussi longtemps qu'ils ne sentaient sur leurs têtes aucune épée de Damoclès ; mais aussitôt qu'a dominé le sentiment d'avoir à défendre les deux conquêtes qui leur sont chères, l'indépendance nationale et la possession des terres, ils ont rejeté les faiblesses de la vie parlementaire et ont établi une république autoritaire : la Lithuanie, la plus exposée, dès décembre 1926, la Lettonie en mai 1934, l'Estonie en décembre 1936.

Les trois États cependant présentaient des caractéristiques différentes.

Les Estoniens sont une branche des finno-ougriens, c'est-à-dire des parents des Finlandais et des Magyars. Les Lettons et les Lithuaniens sont des nordiques dolicocéphales blonds, ni finnois, ni slaves, ni germains, peut-être toutefois indo-européens et aryens, sans que l'on en soit sûr ; en tout cas, ces tribus occupent leurs territoires depuis des siècles, les tribus lettones au nord, les tribus lithuaniennes au centre. Un troisième groupe au sud, celui des Vieux Prussiens ou Borusses, qui demeurait en Prusse orientale et qui ont, depuis lors, été entièrement germanisé par les Chevaliers teutoniques, a fusionné avec les conquérants teutons, puis avec les Brandebourgeois, pour former, sous la direction des Hohenzollern, les nouveaux Prussiens, amalgame de races, mais fortement uni par une dynastie et une oligarchie militaire et par une formation entièrement guerrière.

Cette division remonte si haut que, dès le xe siècle, la

Dauvaga (Duna), qui se jette à Riga, séparait une civilisation finnoise de marins et de chasseurs au nord et une civilisation letto-lithuanienne de cultivateurs paysans au sud, avant que les deux ordres de moines militaires germaniques vinssent s'établir, l'ordre des Chevaliers teutoniques à l'embouchure de la Vistule en 1226, et les chevaliers Porte-Glaive à Riga, à l'embouchure de la Dauvaga, en 1202, et à Tallinn (Reval) en 1219.

A cette diversité d'origines se joint la diversité des langues : la langue estonienne est une langue finnoise, que d'ailleurs les Finlandais comprennent difficilement ; le letton et le lithuanien sont deux langues indo-européennes, soit que les tribus les aient apportées avec elles, si elles sont d'origine aryenne, soit qu'elles les aient empruntées sur place, si elles proviennent d'une ancienne migration maritime ; mais ces deux langues sont fort différentes, le letton ayant dû subir l'influence germanique dès le XIIIe siècle et le lithuanien s'en étant défendu par son alliance avec la Pologne ; en tout cas, le lithuanien est considéré comme la forme la plus ancienne des langues indo-européennes, plus antique même que l'ancien sanscrit.

C'est peut-être par la différence des religions et des attitudes religieuses que l'histoire a marqué le plus fortement son influence. L'Estonie et la plus grande partie de la Lettonie ont adopté la religion luthérienne des dominateurs suédois et germains ; la Lithuanie et la province de Lettonie, la « Latgale », ont choisi le catholicisme des Polonais ; mais, à en croire les observateurs, la différence est plus profonde encore. Les luthériens seraient devenus areligieux ; en Estonie, ils seraient « restés à la limite du paganisme et du christianisme, ne s'étant jamais assimilé le second, et le premier étant mort de son anachronisme » ; en Lettonie, les luthériens, sauf les Allemands baltes, marquent peu d'attachement à une Église importée. « Il n'y a plus de foi véritable. Partout c'est la tiédeur ou l'indifférence », écrit M. Segreste, directeur de l'Institut français de Riga. Les Lithuaniens catholiques, au contraire, sont restés très pieux et il en est de même des Lettons catholiques de Latgale : « Ils conservent leurs sentiments de piété,... on a l'impression d'une foi profonde. »

Les contacts historiques et actuels achèvent de différencier les trois États ; si la domination russe s'est étendue

sur ces trois nations, sans les influencer sensiblement, les Estoniens et les Lettons ont subi l'influence suédoise et germanique et continuent de la recevoir ; les Lithuaniens et les habitants de la Latgale ont subi l'action polonaise. Mais, tandis que les Germains s'étaient présentés comme des conquérants méprisant les autochtones, les Polonais ont fait alliance avec ceux-ci et les deux noblesses lithuanienne et polonaise ont fusionné ; l'histoire en a fait deux peuples frères. Enfin, la fraternité historique et le sentiment catholique ont rendu la réforme agraire sensiblement moins radicale en Lithuanie qu'en Lettonie ou en Estonie.

* * *

Sous l'effet des menaces qui pesaient sur eux, ces trois États baltes, malgré leurs différences, s'étaient depuis déjà bien des années rapprochés les uns des autres. Après l'échec de la conférence de Varsovie, en mars 1922, et de la fédération finlando-polono-baltique, l'Estonie et la Lettonie avaient conclu, par le traité de Tallinn du 1er novembre 1923, une alliance défensive avec engagement de ne faire ni paix ni alliance séparées ; la Lithuanie se joignit à elles en 1934, quand l'entente germano-polonaise accrût les dangers de son isolement. D'après le traité de Genève du 12 septembre 1934, la Lithuanie décidait de prendre part désormais aux conférences périodiques des ministres des Affaires étrangères de Lettonie et d'Estonie. Les trois États, sans conclure une alliance défensive comme à Tallinn, établissaient cependant une union balte, en convenant de se prêter une aide mutuelle, politique et diplomatique, dans leurs rapports internationaux.

Ils éprouvaient une telle crainte de l'Allemagne qu'ils ne voulaient pas risquer de l'offenser ; ils avaient une telle peur de la Russie qu'ils ne voulaient pas courir le risque de se trouver sous la sauvegarde des Soviets. Ils consentirent à signer des pactes de non-agression avec l'U. R. S. S. en 1932 et avec le Reich en 1939. Mais ils savaient que les Soviets prétendaient revendiquer une sorte de contrôle international sur eux et qu'ils regrettaient d'avoir perdu leur « fenêtre occidentale ». Les ports baltes sont en effet ouverts à la navigation durant les mois où le port de Léningrad est gelé. Ainsi

les Baltes vivaient dangereusement, considérant avec une égale méfiance le sud et l'est.

Ces trois États étaient, de tous les neutres de l'Europe, les plus faibles, les plus délaissés, sans espoir de secours. La Suède, la Norvège et la Finlande, peuvent faire coopérer leurs treize millions d'habitants, — plus de six millions en Suède, presque trois en Norvège et presque quatre en Finlande, — à la défense que leur assure la mer et, pour la Finlande, la région des lacs. Le Danemark peut encore respirer quelque temps par sa côte occidentale. Mais les trois États baltes étaient encerclés par les deux armées et les deux marines allemandes et russes. Aussi ni la Finlande ni la Suède n'avaient-elles lié leur sort à celui des Baltes ; quant aux sept États du groupe d'Oslo, s'ils faisaient appel à la Suisse, ils laissaient dans leur prison les trois États baltes.

Par son contact direct avec le Reich et la Pologne, la position de la Lithuanie a été particulièrement précaire au cours des vingt dernières années. Les deux questions de Vilna et de Memel ont pesé sur sa vie nationale ; finalement, elle dut se soumettre sans coup férir à l'ultimatum polonais de mars 1938 qui lui enjoignait de rouvrir sa frontière, de rétablir les relations diplomatiques et de reconnaître l'annexion de Vilna, et à l'ultimatum allemand de mars 1939 qui la contraignit à céder le territoire de Memel.

Profitant de l'effet de terreur produit par l'invasion de la Bohême, Hitler donna à la Lithuanie à choisir entre la conquête du pays et la signature d'un traité de cession ; la Pologne, intimidée et se souvenant encore de sa participation au partage de la Tchécoslovaquie, laissa faire ; les Soviets, qui n'étaient pas les voisins de la Lithuanie, restèrent muets ; les deux autres États baltes demeurèrent immobiles. La Lithuanie signa le traité du 22 mars 1939, dont l'article 4, par un comble d'ironie, prétendait assurer le « développement amical » des relations de l'Allemagne et de la Lithuanie. Ce peuple de paysans, humilié, isolé, encerclé, se referma sur lui-même ; le cabinet de l'abbé Miromas donna sa démission ; le président Smetona appela à la présidence du Conseil le général Cernius, chef d'état-major général. Le 30 mars, la Diète se réunit ; le ministre des Affaires étrangères, M. Urbsys, se borna à présenter sans commentaires le traité ; le président,

M. Sakenis, mit aux voix l'acceptation de l'accord, demandant à ceux qui votaient contre d'élever la voix ; les députés consternés et impuissants, gardèrent un silence absolu : l'accord était ratifié ; la séance avait duré six minutes.

Le peuple lithuanien toutefois ne s'abandonna pas ; le chef de l'armée, le général Raskitis, assura que la nation se défendrait : « Nous ne renoncerons pas à notre indépendance sans lutte », et il formula quels seraient désormais les quatre facteurs de la sécurité nationale : une armée forte, l'ordre intérieur, la résistance morale, économique et culturelle, une politique extérieure réaliste. C'est ce programme qui inspira la déclaration ministérielle que le général Cernius lut devant la Diète, le 5 avril 1939, et qu'il fit approuver sans débat, tout en maintenant par tous les moyens la neutralité. A l'abandon général, la Lithuanie répondait par un isolement farouche et par la volonté de défendre ses conquêtes agraires et nationales jusqu'au bout. Sa résolution égalait son impuissance...

Mais le péril se rapprochait de plus en plus. Les États baltes n'oubliaient pas que la Russie les considérait comme étant dans sa zone d'influence et que, le 28 mars 1939, après l'annexion de Memel, elle avait envoyé à l'Estonie et à la Lettonie une note précisant que « les pays baltes faisaient partie d'une région qu'elle considérait comme appartenant à la sphère de ses intérêts vitaux » ; en conséquence, elle leur interdisait d'accorder des privilèges à d'autres Puissances. Une rivalité germano-russe eût pu les préserver : l'entente entre Berlin et Moscou, dont ils faisaient les frais, le mettait à la merci de Staline. Le pacte du 29 septembre 1939, dit « d'assistance mutuelle », entre les Soviets et l'Estonie, résultait d'un accord entre M. von Ribbentrop et M. Molotov ; l'Estonie devait céder à Moscou des bases maritimes et militaires dans les deux îles estoniennes d'Œsel et de Dagœ et dans le port de Baltiski, qui commandent l'entrée et la sortie des golfes de Finlande et de Riga.

La Lettonie, de son côté, se vit contrainte de signer le traité du 5 octobre 1939, qui assurait aux Soviets des bases maritimes, aériennes et militaires dans les ports de Libau (Liepaja), de Vindau (Ventspils), et le long de la côte, entre ces ports et Pitrags. La Lithuanie enfin accepta, par le pacte

du 11 octobre 1939, de laisser des forces armées soviétiques s'installer sur des points de son territoire sous le prétexte de « réaliser en commun la défense de la frontière de l'État de Lithuanie ». La Russie faisait ainsi un premier pas dans la voie d'un protectorat sur ces trois États ou d'une annexion de leur territoire ; c'est à Moscou et à Berlin que leur sort a été provisoirement réglé. La Wilhelmstrasse a dû renoncer à son influence traditionnelle dans les régions baltes, s'engager à en rappeler tous les Allemands et abandonner des établissements dont les plus anciens remontent à l'année 1202. Elle a admis que la Baltique soit désormais régie par un condominium : aux Soviets le nord, à partir de Memel, « Gibraltar de la Baltique » ; au Reich, le sud. La Finlande entrait ainsi dans la zone d'influence russe, ainsi que les îles d'Aland.

Enfin les Soviets s'en prenaient à la Finlande, mais la Finlande ne se montrait pas disposée à se soumettre et les quatre chefs des États nordiques se réunissaient à Stockholm...

Avec la Pologne, la Suède et la Finlande, les États baltes étaient les représentants de la civilisation chrétienne dans le nord et le nord-est de l'Europe. Ayant accueilli et continuant d'accueillir les idées et les lumières de l'Occident, ces héritiers de vieilles cultures apportaient dans la communauté internationale un sens du travail, un respect des droits d'autrui, une conception de la vie, un souci de la liberté et de la dignité humaines, qui concordent avec ceux de l'Occident et contrastent fortement avec ceux des deux Puissances représentant aujourd'hui en Europe la régression de la culture et la servitude de l'esprit. Leur sort doit donc nous émouvoir.

Une vieille chanson populaire formulait ainsi l'idéal de la vie des peuples de la Baltique :

Je ne veux pas qu'on m'exalte.
Je ne veux pas qu'on m'abaisse.
Je veux seulement vivre égal
Parmi des hommes égaux.

A cette aspiration s'opposent les empires qui rêvent de conquête et de domination.

GABRIEL-LOUIS JARAY.

LE COMBAT
CONTRE LES OMBRES

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Un soir, chez Mme Pasquier, Laurent a rencontré son frère Joseph. Le gaillard avait la mâchoire hargneuse. Il a grogné :

— Tu remarqueras que le *Moniteur* se tient coi. C'est tout ce que je peux faire. Le crédit, c'est une marchandise. Le crédit, on le dépense ou on l'épargne. Dans la situation où tu nous as tous mis, il faut que je garde mon crédit moral. Il faut que je le garde intact.

Laurent a répondu furieusement :

— Je ne te demande rien.

Joseph a dit encore, en s'en allant :

— S'appeler Pasquier, en ce moment, à cause de toi ce n'est pas drôle. Qu'est-ce que va penser Cécile ?

Laurent a failli prendre, sur la commode, un grand cache-pot de faïence et le lancer à la tête de Joseph. Un sourd désir de violence explosive commence, à certaines minutes, de lui tordre les entrailles.

Il a fait parvenir à la *Gazette des laboratoires* un grand

(1) Voyez la *Revue* des 15 août, 1er et 15 septembre 1er et 15 octobre.

mémoire sur les mutations des virus traités par le radium. C'est l'œuvre de deux années. La *Gazette des laboratoires*, qui publiait depuis longtemps tous les textes de Laurent, lui a retourné son mémoire, sans commentaires et presque sans excuses. Laurent songe : « Le monde est à l'envers. Est-ce que je vais manquer ma carrière, mon œuvre, ma vie, parce que j'ai eu le malheur de rencontrer un Larminat et de marcher sur un Birault ? Ah ! non ! ce serait à désespérer de tout. Le monde est à l'envers. »

Le mois de juillet est déjà beaucoup plus qu'à demi consumé. Le triste monde des hommes s'achemine, de jour en jour, vers son destin. Et pourtant, les citadins font des bagages, s'entassent dans les trains, rêvent à la mer, à la verdure, à la fraîcheur, au plaisir. Ils ne veulent même pas admettre que le repos qui leur est dû pourrait leur être refusé. Presque tous les maîtres et les amis de Laurent ont déjà quitté Paris. Ceux qui demeurent, Laurent va les voir, avec obstination, au risque de les importuner. Il songe, en montant les étages : « Je me suis toujours moqué de ceux qui font des visites pour entrer dans une académie. Je fais des visites, aujourd'hui ; et c'est seulement pour ne pas perdre ce que j'ai gagné par mon travail. » Laurent n'est pas toujours reçu. Quand il l'est, c'est distraitement, par des gens étonnés qui ne savent pas très bien ce qui tourmente ce jeune homme ou qui sont bien décidés à ne se mêler de rien. En regagnant la rue, Laurent pense à l'île déserte. C'est désormais un des thèmes de sa vie. « Fuir, là-bas, fuir... »

Jacqueline qui travaillait tant, Jacqueline que l'on ne pouvait voir qu'une ou deux fois par semaine, Jacqueline s'est libérée, comme par miracle. Elle est soudain près de Laurent, aux heures les plus noires. Elle l'observe, de son regard sérieux, comme elle doit, dans les baraques de la zone, regarder les malades auxquels elle va porter du lait et des bouteilles de gargarisme. Elle prend Laurent par le bras et les deux jeunes gens font, le long des boulevards déserts, des promenades silencieuses, brûlantes, altérées, dont ils conserveront toute leur vie le poignant souvenir. Parfois, Laurent sort de ses rêveries douloureuses. Il serre la petite main qui pèse à peine à son bras et il dit avec un long soupir d'angoisse :

— Il ne faut pas ne pas m'aimer. Autrement, j'en viendrais à me détester moi-même.

La jeune fille ne répond rien. Mais son regard attentif ne quitte pas le front soucieux. Elle commence à connaître cette âme inquiète et souffrante qu'il faudra peut-être sauver.

II

La lettre annoncée par Schleiter et que Laurent attendait dans la rage et l'anxiété lui fut remise un matin, comme il quittait sa maison. Il la reconnut tout de suite, avant que de l'avoir ouverte, et la lut en s'en allant. Elle portait la signature laborieuse de Larminat et ne contenait que quelques lignes, d'un style d'ailleurs obscur. La conjoncture se trouvait apparemment exceptionnelle et la formule avait été, semblait-il, improvisée. M. Laurent Pasquier, chef divisionnaire à l'Institut national de biologie, était informé qu'il aurait, deux jours plus tard, à comparaître devant un conseil de discipline pour répondre de divers manquements.

Laurent relut ce petit texte, trois fois de suite, sans hâte. Chose étrange, à le relire, il sentait toute fièvre l'abandonner. Ses doigts cessaient de trembler. Une âpre résolution recomposait tous ses traits pour lui faire un nouveau visage. Une sorte de sourire s'allumait dans les yeux bleu pâle dont le regard faisait songer tantôt à celui de Cécile et tantôt à celui de M. Pasquier, le père, de M. Pasquier l'Africain.

Quelques minutes plus tard, comme il arrivait dans son service, à l'Institut, Laurent reçut un pneumatique. Il était de M. Chartrain.

« Venez me voir sans tarder, disait le vieux maître. J'ai de bonnes nouvelles à vous annoncer. Ne tardez pas, car c'est peut-être une sottise, mais je vais quitter Paris demain pour tâcher de prendre des vacances. »

Une minute entière, Laurent pesa, dans ses deux mains, les deux messages : celui de M. Chartrain et celui de Larminat. Une minute, il se demanda, contre toutes ses décisions, s'il n'était pas plus sage d'aller d'abord voir l'excellent homme qui, dans cette pénible épreuve, ne l'avait pas désavoué. Mais Laurent n'était plus en état de refuser assouvissement au démon qui le soulevait. Il prit donc son chapeau, traversa

les jardins à petits pas et pénétra dans l'antichambre du bureau directorial.

L'huissier qui l'aperçut lui déclara tout de suite que le directeur général n'était pas encore arrivé, ce qui d'ailleurs n'était pas faux. Le jeune homme répondit :

— Ça ne fait rien. Je l'attendrai.

M. Pierre-Étienne Larminat survint quelques instants plus tard. Il aperçut Laurent et réprima non sans peine un mouvement de contrariété.

— Monsieur le directeur, fit Laurent d'un ton calme et cérémonieux, je dois avoir avec vous un très bref entretien.

Le bonhomme cherchait quelque échappatoire. Il n'en découvrit pas et dit en haussant les épaules :

— C'est bien, monsieur Pasquier, entrez donc avec moi.

Il pénétra dans son bureau, suivi de Laurent, qui referma la double porte soigneusement sur leurs pas. Deux ou trois minutes plus tard, le jeune homme sortit, fit à l'huissier, qu'il connaissait de longue date, un imperceptible signe de tête, puis il quitta l'Institut, héla dès la porte un taxi, donna l'adresse de M. Chartrain et se mit à fredonner la *partita en ut* de Jean-Sébastien Bach, air de grande sérénité.

M. Chartrain était chez lui, tout occupé de ses bagages. Il reçut Laurent d'une manière fort cordiale et l'entraîna dans un salon dont les meubles vénérables disparaissaient déjà sous des housses de grosse toile.

— La sagesse, murmurait le vieux maître, serait de rester ici, d'attendre les événements, de voir ce que va faire l'Allemagne.

Laurent dressa l'oreille. L'Allemagne ? Ah ! oui, M. Chartrain pensait à ce que l'on appelait la tension internationale... Laurent s'assit sur le coin d'un canapé. L'odeur de la naphtaline s'échappait, par bouffées, des tapis roulés et ficelés. Les persiennes étaient déjà closes. La poussière du remue-ménage dansait dans un fil de soleil. L'excellent M. Chartrain prit un fauteuil en face de Laurent.

— Et maintenant, parlons de vous, car c'est surtout pour cela que je vous ai fait venir. Vous savez qu'un revirement commence à se dessiner en votre faveur. Dastre, Richet, Lapicque sont résolus, comme moi-même, à demander une enquête. Que le mot ne vous effraye pas...

— Vous n'imaginez pas, monsieur, qu'il pourrait m'effrayer désormais.

— Il ne s'agit pas d'une enquête sur vos travaux, mais bien sur les conditions dans lesquelles on veut vous amener à donner votre démission. Charles Nicolle, qui vous connaît, vient d'écrire au ministre en votre faveur et en approuvant tout ce que vous avez écrit. M. Roux, Gabriel Bertrand, d'autres encore disent à qui veut les entendre que vous êtes victime d'une injustice, que c'est une infamie, qu'il ne vous serait rien arrivé de tel dans une noble maison comme l'Institut Pasteur.

— Monsieur, j'en suis bien sûr, mais...

— Malheureusement, mon cher ami, la plupart de ceux qui vous aiment sont dispersés par les vacances ou distraits par l'inquiétude politique, ce qui est bien naturel. Alors, nous avons pensé que le mieux, pour vous, était de comparaître devant ce conseil de discipline. Il comporte au moins deux personnes qui vous seront favorables. Aux autres, nous écrirons.

— Monsieur, dit le jeune homme, je ne peux vous dire à quel point je suis touché. Mais...

— Mon ami, ne vous roidissez pas, ne cédez pas à la mauvaise humeur.

— C'est que, monsieur, il est déjà trop tard.

— Trop tard ? Pourquoi ? Je ne comprends pas.

— Ma démission, je l'ai donnée.

— Quand ?

— Il y a un quart d'heure.

— Et comment l'avez-vous donnée ? Par écrit ? A qui ?

— Je l'ai donnée verbalement à M. le directeur général.

— A M. Larminat ?

— A M. Larminat.

— Je n'ai pas beaucoup de sympathie pour M. Larminat, mais on peut encore arranger les choses.

— Monsieur, c'est impossible.

— Et pourquoi donc impossible ?

Le vieil homme se frottait les mains d'un air soucieux. Il regardait avec ennui Laurent, qui fit un sourire céleste et murmura dans un souffle :

— Monsieur, j'ai dit à M. Larminat qu'il était une canaille.

M. Chartrain eut un léger mouvement de buste, un léger mouvement de recul.

— Diable ! dit-il. Cela devient grave.

— Et même... reprit Laurent.

— Quoi ! quoi ! Ce n'est pas tout ? Que lui avez-vous dit encore ?

— Je ne lui ai rien dit de plus, mais...

— Mais...

— Je lui ai craché au visage.

Le professeur leva les deux mains comme pour adjurer les anges de venir à son secours. Il bégayait :

— Ça, c'est quand même trop fort, beaucoup trop fort ! Au visage ! C'est une chose extraordinaire, une chose qui ne me serait jamais venue à l'esprit. Vous, un garçon si calme et surtout si bien élevé ! Diable ! c'est tout, j'espère bien !

Laurent venait de se lever, très rouge et toujours tranquille. Il répondit d'une voix basse et vraiment terrible :

— J'avais envie de l'étrangler. Je ne l'ai quand même pas fait. L'idée de le toucher me dégoûtait, positivement.

— Taisez-vous ! taisez-vous, mon pauvre ami ! Vous n'avez pas votre bon sens. Tenez, voilà qu'on m'appelle. C'est encore à cause des bagages. Ne dites rien à personne de ce que vous venez de me rapporter. On vous croirait fou, mon pauvre Pasquier ! Et vous êtes seulement en colère. Nous reparlerons de tout cela dans deux ou trois mois. Les esprits seront calmés. A moins que les événements ne viennent à bouleverser tout. Car, vous savez, cela va mal. Allons, au revoir, Pasquier ! Et calmez-vous ! calmez-vous !

Laurent se reprit à sourire en descendant l'escalier : « Me calmer ? songeait-il. Pourquoi ? Je n'ai jamais été plus calme. »

A peine sur le trottoir, il aperçut un kiosque tout pavoisé de journaux. Il n'avait pas encore eu le temps, ce matin-là, et pour cause, de regarder les journaux. Au passage, il jeta les yeux sur les feuilles exposées puis, tout aussitôt, s'arrêta. *Le Courrier populaire* montrait une large manchette. On pouvait lire : *Discours de Hyacinthe Bellec. L'agonie d'un régime.*

Laurent eut le sentiment qu'il devait y avoir là-dedans quelque chose à son adresse, que Bellec, longtemps silencieux,

avait dû se mettre en branle. Il acheta le journal et s'assit, pour le lire, sur un banc du boulevard.

Il avait deviné juste. Le leader socialiste, après avoir longuement parlé de la politique européenne, faisait un tableau de la France bourgeoise, épiloguait à loisir sur le procès de Mme Caillaux, puis en venait à ce qu'on appelait, depuis peu, dans son journal, la défection des intellectuels. Pour finir, il insistait sur le cas de ce jeune savant qui, saisi d'une ambition folle et peut-être criminelle, semblait oublier que la science n'est pas le privilège d'une classe, qu'elle est le patrimoine des masses.

Laurent replia le journal et l'enfonça dans sa poche. Des gouttes de sueur lui glissaient le long du nez. Il ne pouvait pas s'empêcher de les suivre de l'œil, en louchant. Il se dressa sur ses jambes, se tordit les mains avec embarras et dit tout haut :

— Je n'ai plus qu'à rentrer chez moi.

Il se trouvait alors sur le boulevard Saint-Germain. Cherchant les ruelles sombres, tenant à la main son chapeau dont il s'éventait à grands coups, il remonta vers le sommet de la colline Sainte-Geneviève. Puis il y eut l'escalier, puis le silence de la chambre. Alors Laurent prit un papier et trempa dans l'encrier une plume non pas tâtonnante, mais nette et fermement tenue, se recueillit une seconde et commença d'écrire :

« Chère Jacqueline, Jacqueline chérie, mon amie, mon cher amour, vous m'avez dit, un soir, à la fin du printemps, que vous admiriez beaucoup votre père et qu'il ne vous viendrait jamais à l'esprit de critiquer ses sentences. Votre père vient de se prononcer publiquement à mon sujet et même, après tant d'autres, de me condamner sans appel.

« Chère Line, j'ai, ce matin, donné ma démission : je ne suis plus chef de service à l'Institut de biologie. Ma carrière est brisée. Le travail que j'aimais va me devenir impossible. Je suis un homme très pauvre. Je n'ai presque plus d'amis. Mes ennemis sont innombrables. Et je ne comprends pas encore très bien les raisons de mon malheur.

« Vingt fois je vous ai demandé d'unir votre vie à la mienne. Hier encore, je pensais que vous finiriez par m'entendre, car, vous me l'avez dit vous-même, vous ne me

détestez point. Mais aujourd'hui, Line chérie, je n'ai plus rien à vous offrir qu'un cœur très misérable et qu'un nom lourd à porter. Vous méritez beaucoup mieux, Jacqueline bien-aimée... »

Laurent posa le porte-plume sur la table et tomba dans une grande rêverie.

La matinée s'achevait et midi commençait de sonner à toutes les horloges de la colline quand le rêveur entendit des pas dans l'escalier, puis la porte de l'entrée craqua faiblement comme si quelqu'un venait de s'y appuyer de l'épaule. Ensuite il y eut un grand silence.

Sur la pointe des pieds, le cœur étreint d'une angoisse admirable, Laurent vint jusque dans la très minuscule entrée sur laquelle donnaient la chambre et le cabinet de travail. Toute la maison reposait dans une paix profonde. Et, soudain, Laurent eut la certitude qu'à travers la porte il entendait non pas un souffle, mais un bruit sourd et rythmé, le battement d'un cœur. Il tira, doucement, doucement, le bouton de la serrure.

Jacqueline était là, debout, un peu pâle dans l'ombre. Et, tout de suite, elle entra. Elle retirait ses gants, avec des gestes maladroits, saccadés, elle retirait le grand chapeau de paille dorée qui lui cachait à moitié le visage. Elle baissait les yeux et parlait vite, avec ses lèvres tremblantes. Elle disait :

— Si vous voulez m'épouser, je veux bien, je veux bien ! Et même je vous le demande. Et je vous cherche partout depuis ce matin pour vous dire que je veux bien.

Laurent saisit la jeune fille à pleins bras, furieusement. Et l'orage qu'il retenait depuis des mois, à force de volonté, dans le fond de sa poitrine, éclata, soudain, avec de grands sanglots d'enfant, avec des secousses terribles, avec des gémissements infinis qui lui déchiraient la gorge. Il disait, au milieu des larmes : « Pardonnez-moi ! Pardonnez-moi ! Faut que je pleure ! Faut que je crie ! Faut que ça sorte et que ça me délivre ! Après, après, tout ira bien. Non, non, ce n'est pas de la douleur. Je n'ai jamais été plus heureux ni plus fort. »

Comme Jacqueline, avec un mouchoir mouillé, commençait de lui rafraîchir le visage, il dit :

— Line chérie, j'étais en train de vous écrire, de vous expliquer tout ce qui m'arrive...

Elle secoua la tête et sourit :

— N'expliquez rien. Je sais tout.

Puis, de nouveau sérieuse, elle ajouta :

— Il faudra seulement nous presser, oui, nous presser pour le mariage.

— Nous presser ? Sûrement ! Pourquoi ?

Elle dit avec gravité :

— Parce que nous allons sans doute avoir la guerre.

Laurent relevait la tête, l'air effaré.

— La guerre ? Quelle guerre ? Ah ! oui, je crois, il me semble que l'on parle de la guerre. Pourquoi, la guerre ?

Elle s'agenouilla devant lui, prit un peigne parmi ses nattes et commença de le peigner, sagement, patiemment, comme l'on fait aux enfants qui viennent d'avoir un chagrin ou de se mettre en colère.

III

« Cher vieil ami, je suis sans nouvelles de toi depuis presque une semaine. Pas de réponse au billet dans lequel je te disais, trop brièvement, je l'avoue, que j'avais tout perdu, mais, en même temps, tout gagné, parce que j'allais me marier. Et j'espère, en effet, me marier dans quelques jours. Si toutefois les Allemands veulent bien m'en laisser le temps.

« Es-tu toujours à Nantes ? Cette lettre va-t-elle t'atteindre ? Il faut quand même que je l'écrive, ne serait-ce que pour m'épancher dans le cœur d'un ami véritable. Il faut que je te parle encore de moi. J'en ai grand honte. Nous vivons ici dans l'attente et l'exaspération. Il n'y a ni rapport ni mesure commune entre le danger où se trouve l'Europe et mon très petit désastre personnel. Pourtant, dans mon esprit, tous les événements, les grands et les minuscules, se mêlent, se compénètrent. Toutes les plaies me brûlent en même temps. Je devrais être au comble de la détresse, car on m'a fait beaucoup de mal, on m'a fait, semble-t-il, tout le mal que l'on pouvait me faire. Il y a huit jours, je ne pensais qu'à mourir, à quitter ce monde horrible. Aujour-

d'hui, je veux vivre, je veux recommencer ma vie. Je ne suis que projets, décisions et programmes. Et cela, tu l'entends bien, au moment où de grands devoirs vont peut-être me demander, me retirer cette vie que je voudrais aimer encore. Jacqueline est dans les mêmes dispositions d'esprit. L'avenir est très incertain, très noir, et nous ne parlons que de l'avenir.

« Schleiter, un jour de l'hiver dernier, m'a dit, de sa voix de grand deuil : « Trente-trois ans ! Dépêchez-vous, mon cher ! Vous verrez ! C'est tout de suite fini ! » Eh bien, Schleiter se trompe. Trente-trois ans ! Rien n'est fini, puisque me voilà forcé de tout reprendre à pied d'œuvre.

« Jacqueline a vu le citoyen Bellec. Il paraît que le vieux serin tombait des nues. Il n'avait rien compris, rien deviné, ce qui est un peu notre faute. Bref, il a déclaré qu'il était avant tout pour une liberté totale. Nous n'aurons pas à rédiger la sommation respectueuse. Malheureusement, si la France venait à mobiliser, comme on semble le craindre, je partirais le deuxième jour. Tout cela ne va pas favoriser mon mariage. Bah ! je me marierai quand même, si ce n'est pas à Paris, ce sera peut-être à Remiremont, où je dois me rendre d'abord, ou bien à la fin de la guerre, qui ne pourrait pas durer longtemps. Et puis, il n'est pas encore dit que nous aurons la guerre. Beaucoup de gens n'y croient pas, et, par exemple, Rohner, dont je te parlerai tout à l'heure. Je vis, tu le vois bien, dans une totale incertitude. Et cependant, je suis heureux, follement et furieusement heureux.

« Figure-toi que j'ai reçu un télégramme de M. Hermerel, mon cher et bon patron, qui se trouve en Indochine. Il a lu les journaux de France avec un énorme retard. Il me dit : « Votre article est admirable. Suis avec vous de tout cœur. » Pauvre M. Hermerel ! C'est lui, tu t'en souviens, qui m'avait fait décorer, l'année du Désert de Bièvres, parce que j'avais essayé sur moi son nouveau vaccin. Je pense qu'en définitive, malgré la campagne de presse, cette malheureuse décoration ne me sera pas retirée. Ces messieurs du Conseil de l'ordre ont d'autres chiens à fouetter.

« On a dit dans les petits journaux que j'avais giflé Larminat, que je l'avais roué de coups. C'est très exagéré.

J'ai certainement, au fort de la colère, eu grand désir de le battre et, plus précisément, de l'étrangler. L'idée de toucher sa peau, de mettre mes mains sur sa peau m'inspirait — heureusement ! — une salutaire horreur, une sorte de dégoût sacré.

« J'ai dû voir M. Rohner, pour lui passer des papiers intéressant le *Journal de biologie*. Je suis allé chez lui les dents serrées, prêt à mordre. Il m'a reçu très chiquement. J'étais venu pour l'attraper, parce que j'étais en veine d'attrapade, encore tout chaud, tout brûlant. M. Nicolas Rohner m'a désarmé du premier coup. Il m'a dit avec un petit rire sec : « Compliments, pour Larminat ! » Chose extraordinaire, ma scène avec Larminat s'est passée dans le plus grand secret. Je n'en ai parlé qu'à Chartrain, qui a dû quitter Paris presque tout de suite. Larminat, me semble-t-il, a mille raisons de garder le silence. Eh bien ! tout le monde à Paris sait qu'entre Larminat et moi, la semaine dernière, il y a eu du grabuge. Et, comme je te l'ai dit déjà, les imaginations travaillent. On m'en prête beaucoup plus que je n'en ai fait.

« Donc Rohner m'a félicité. J'ai faibli tout aussitôt. Je n'aime pas le caractère de M. Rohner, mais j'admire son intelligence. J'ai renoncé tout de suite à ce que le professeur Guillaume de Nesles appelait, naguère encore, « les exercices de la quatrième leçon », la scène de l'algarade.

« Comme je prenais congé, M. Rohner a fait allusion à ce qu'il appelle « mon affaire ». Il a dit :

« — Vous avez la réputation d'être un caractère impossible. Nous tâcherons d'arranger tout cela, dès la rentrée, en novembre.

« J'ai dit :

« — Mais si la guerre éclate ?...

« Il a répondu froidement :

« — Oh ! la guerre arrangerait tout, votre affaire comme le reste.

« Il ne croit pas à la guerre. Il affirme : « Les Allemands ne sont quand même pas si bêtes. » Il a toujours admiré beaucoup les Allemands. Il m'a dit encore, de sa voix sèche :

« — Tâchez de vous reposer.

« Non, je ne veux pas me reposer. J'ai formé le projet

de ne plus me reposer jamais, on a trop de mal à repartir. Les grandes choses ne s'accomplissent que dans l'élan, dans le mouvement enthousiaste. Si la guerre éclate et si par chance elle ne me tue pas, je veux travailler, travailler, entreprendre de grandes œuvres et les mener à bien, jusqu'au seul repos possible : *Dona eis requiem æternam.*

« Rohner m'a dit, sans sourire : « Avez-vous vu les politiques ? » Quelle idée ! Je n'ai pas vu les politiques et je ne les verrai pas, même si la paix nous est conservée. En regardant les médecins, les chirurgiens, en regardant travailler mes maîtres, et même le terrible M. Nicolas Rohner, j'ai souvent eu le sentiment d'observer des hommes responsables, des hommes dignes de leur terrible devoir. Chaque fois qu'il m'a été donné d'approcher les politiques, les hommes de gouvernement, j'ai rencontré des hommes indécis, un peu falots, un peu ignorants, qui jouaient au gouvernement et s'en amusaient beaucoup. Entre le chirurgien qui, toutes ses facultés requises, tranche à même la chair vive et le parlementaire éloquent qui plaide pour son programme, il n'y a que peu de rapports. Je n'ai donc pas vu les politiques et je pense qu'en ce moment ils ont d'assez grands soucis pour n'avoir aucun désir de s'intéresser à moi.

« Je viens de te parler une fois encore de mes maîtres avec beaucoup de respect. Ce n'est pourtant pas qu'ils soient tous également respectables. Je t'ai dit quelque chose de M. Desbarres, le colosse à tête de lion, celui qui n'a rien fait pour moi parce qu'il attend la rosette, cette rosette qu'il n'aura pas, au train où vont les choses. J'ai revu M. Desbarres. C'était avant la scène avec Larminat. J'étais au plus bas de ma course. M. Desbarres m'a reçu dans son cabinet de travail. Il avait toujours l'air d'un lion, mais d'un lion à muselière. Il parlait en jetant des regards de côté, comme pour s'assurer qu'on ne l'entendait point. Il m'a dit : « Patientez. Retirez-vous dans une thébaïde. Travaillez dans le silence. La vie d'un homme, c'est long ! Il y a toujours de vilains moments à passer, et puis tout s'éclaire de nouveau... »

« Pendant qu'il me débitait ces fadaises, j'ai entendu du bruit dans le salon voisin. M. Desbarres a commencé de s'agiter avec gêne. Il baissait la voix : « Je vais recevoir une

délégation. Vous comprenez : une délégation de mes collègues. » Il s'est levé, m'a pris à l'épaule avec une familiarité factice et m'a fait sortir par une porte différente de celle du salon. Je connais un peu l'appartement, qui est vieux et mal ordonné. J'ai compris tout à coup que M. Desbarres ne voulait pas me faire traverser le salon où l'attendaient ses collègues et qu'il essayait de me diriger vers l'escalier de service.

« Alors, je me suis arrêté, je l'ai regardé bien en face et j'ai dit : « Je comprends ! Non, monsieur ! Non, monsieur ! » Je suis retourné sur mes pas et j'ai traversé le salon où se trouvaient au moins dix personnes dont la plupart ne m'étaient pas inconnues. J'ai traversé la pièce, tête nue, sans rien dire. Je pense que M. Desbarres était horriblement vexé de laisser voir à ses amis qu'il recevait un lépreux. M. Desbarres est sans aucun doute mon ennemi pour le restant de mes jours.

« Si j'en pouvais douter, Roch ferait en sorte de me tirer d'hésitation. Roch sait tout. Il connaît les pensées des hommes avant même qu'elles aient pris naissance. Tu sais que j'ai déménagé. Cela signifie que je suis allé, l'autre jour, chercher à l'Institut toutes mes affaires personnelles. Je ne peux te dire avec quel serrement de cœur j'ai regardé pour la dernière fois ce que j'appelais mon royaume. J'ai serré la main de mes collaborateurs. Ils avaient l'air atterrés.

« Roch était avec moi pendant cette expédition. Il m'a même aidé, plus tard, à monter dans mon cinquième tous mes papiers, tous mes livres. Il parle sans arrêt. Il m'a dit, sans en avoir l'air, comme cela, par allusions, que si les petits journalistes avaient, dans leurs tristes articles, parlé de la mort de Sénac et fait des insinuations, c'est que Vuillaume n'était pas discret. Je me suis rappelé que Vuillaume et Roch m'accompagnaient quand je suis allé reconnaître, il y a déjà longtemps, le corps du pauvre Sénac. Il est en effet possible qu'une simple indiscrétion... Roch est un garçon presque incompréhensible, à mon jugement. Il n'est pas sans valeur et ses derniers travaux sont même tout à fait remarquables. Il ne m'a pas abandonné dans le plus noir de ma détresse et il ne s'en cachait point. Il m'a dit, avant-hier : « Sois bien sûr que si l'on voulait me la donner,

ta place, eh bien ! je ne l'accepterais pas ! » Je méditais encore sur cette phrase assez mystérieuse, quand, j'ai reçu, — c'était hier soir, — un pneumatique de Vuillaume. Je ne l'ai pas lu sans malaise. Tu sais, je crois te l'avoir dit, que j'avais été nommé, lors d'un premier recrutement de personnel pour l'Institut national, au concours. Depuis, un décret est intervenu qui autorise le directeur à désigner les chefs divisionnaires au choix. Je ne veux pas te recopier ici le pneumatique de Vuillaume, cela me serait plutôt pénible. Sache seulement qu'il me fait entendre, non sans un embarras visible, qu'on parle de lui pour me succéder dans ma fonction à l'Institut, que ce bruit ne peut manquer de venir à mes oreilles, que la chose n'est pas faite, mais que si, par hasard, elle se faisait, il n'accepterait cette place que dans le dessein de me la restituer plus tard, à moins d'ailleurs que la guerre..., etc. Le tout avec des formules d'amitié qui m'ont brouillé le cœur.

« Allons ! ne parlons plus de Vuillaume : je serais peut-être injuste. Je l'ai souvent été, c'est évident, avec le pauvre Roch. Je ne peux douter de son amitié. Mais je la comprends à peine. Il m'importune et me blesse, même quand il entend me servir. Et pourtant, il y a eu des jours où, cherchant autour de moi quelqu'un à qui me raccrocher, je n'ai trouvé que lui, que lui seul. Je ne parle pas de toi, vieux frère beaucoup trop nantais.

« C'est maintenant rue Gay-Lussac, chez moi, qu'Eugène Roch vient me faire ses visites rabâcheuses. Il s'est écrié, hier, en dodelinant de la tête :

« — Toute cette affaire épouvantable, eh bien, tu peux me croire, ce sont les francs-maçons...

« J'avais presque envie de rire. J'ai rencontré l'autre jour un copain qui m'a dit, oh ! négligemment, — pardonne-moi, cher Justin, car je vais te faire sauter, — que les affaires de cette sorte étaient montées par les juifs. Je n'ai même pas répondu. Nous avons l'habitude, en France, de rapporter nos misères, selon notre position politique, soit aux francs-maçons, soit aux juifs, soit encore aux jésuites. Ce serait drôle à penser si ce n'était lamentable.

« J'ai réfléchi, ces temps derniers, pendant mes nuits sans sommeil. Si je me suis battu, ce n'est pas contre Birault, ni

contre Larminat, ni contre les francs-maçons, ni contre telle ou telle coterie ; je me suis battu, maladroitement, aveuglément, contre la lâcheté des hommes, contre la bêtise des hommes, contre de grandes ombres insaisissables.

« Je ne veux pas terminer cette lettre sans te dire que nous sommes, — nous, c'est le clan, le pauvre clan Pasquier si divisé, si misérable, — fort inquiets au sujet de papa, dont nous n'avons plus de nouvelles depuis une quinzaine de jours. Maman ne mange plus, elle s'enfonce dans un silence mortel. Tu te rappelles sans doute qu'au début de son fameux roman papa racontait l'histoire d'un nommé Poutillard qui s'était trouvé surpris dans un exil ridicule par la guerre de 1870. Si la guerre éclate demain, qu'adviendra-t-il de ce père impossible que nous aimons encore assez pour qu'il nous donne à souffrir ?

« Cécile, que je vois presque chaque jour depuis ma démission, Cécile a fini par me faire un aveu. Les douze mille francs de Joseph, les douze mille francs avec lesquels notre père a pris la clef des champs et des mers, ces douze mille francs n'étaient pas à Joseph. Cécile venait de les donner à Joseph qui la tourmente sans cesse pour lui faire opérer ce qu'il appelle des placements. Joseph a donc demandé, voici quelques mois, à Cécile, si elle acceptait de placer cet argent dans une entreprise de papa. Cécile a donné son consentement et tu sais la suite. Depuis, Cécile se désespère à la pensée qu'elle est pour quelque chose dans la folie du personnage extravagant dont je suis le fils à jamais étonné. Pour Joseph, il pense que si papa n'avait pas fait sa fugue, il aurait fini, lui, Joseph, par s'approprier d'une façon ou d'une autre les douze mille francs de Cécile, et il est fermement persuadé que papa l'a quand même roulé.

« Que te dire encore, cher vieux ? Suzanne veut s'engager comme infirmière... Elle en a déjà le costume. Mais non ! cette guerre est impensable. Elle n'éclatera sûrement pas. Tâche de venir à Paris me dire ton avis sur cette effrayante conjoncture.

« Je t'embrasse à pleins bras.

« Ton Laurent.

« Le 25 juillet 1914. »

IV

Comme la cantine était à moitié vide, Laurent la souleva sans peine et dit :

— Je la descendrai tout seul, si Justin tarde trop à venir.

C'était un petit coffre noir, ourlé de tôle, sur lequel on avait peint un drapeau tricolore et le nom du propriétaire : *Laurent Pasquier, aide-major de deuxième classe.*

— Je prendrai le reste de mon linge, tout à l'heure, chez maman. Elle a voulu le ravauder et le vérifier elle-même, comme dans notre ancien temps.

Il rabattit le couvercle de la cantine et s'assit dessus, l'air absorbé. Puis il releva la tête et commença de regarder toutes choses autour de lui : les livres, les étagères, le piano sur lequel avait joué Cécile enfant et qui, lorsqu'on heurtait du pied certaine feuille du parquet, faisait entendre une vibration plaintive, le tableau de Brénugat, peint autrefois à Bièvres et qui représentait un jardin potager couvert de coquelicots en fleurs, le petit poêle à pétrole qui ronflait comme un tuyau d'orgue, pendant les nuits de travail, en hiver.

— A quoi pensez-vous ? dit Jacqueline.

— Je dis adieu.

— Non ! non ! Vous reviendrez ! J'en suis sûre. Je l'affirme.

— Je reviendrai peut-être. Mais je dis adieu quand même à tous ces témoins de ma vie sans vous. Je leur dis adieu sans regret ; et pourtant, cela déchire. Oui, cela déchire de dire adieu, même à ses douleurs.

Les deux jeunes gens se regardèrent un long moment, en silence, et Laurent murmura soudain :

— Je suis parfaitement calme et fort, très digne de vous, chère Line, il me semble. Tenez, prenez la clef de mon logis. C'est à vous que je m'adresserai si j'ai besoin d'un livre ou de quelque autre chose.

Line prit la clef, gravement. Elle dit :

— A quelle heure est votre train ?

— Je dois me présenter à la gare vers trois heures et j'aurai peut-être un train. Ah ! je crois entendre Justin.

D'un poing pressé, nerveux, Justin frappait à la porte. Il entra d'un bond. Il ne semblait pas accablé par l'événement, mais véhément et loquace. Il avait passé trente heures dans un train surchargé pour venir de Nantes à Paris. Arrivé le matin même, il avait mis en hâte un mot rue Gay-Lussac et prêvenu Laurent qu'il repasserait vers midi.

Les deux hommes s'embrassèrent, puis Justin recula d'un pas, regarda son ami, les houseaux, la culotte garance, le dolman à boutons dorés. Il demandait :

— Quand pars-tu ?

— Cet après-midi, vers trois heures.

— Bien. J'irai te mettre à la gare. Ah ! ah !

Il s'arrêtait, soudain, bouche bée, en apercevant Jacqueline. Il recula d'un pas, fit un salut gracieux, juvénile, un peu théâtral, et dit :

— Me permettrez-vous, madame, d'accompagner mon ami ?

— Mais non, mais non ! soufflait Laurent, Jacqueline n'est pas encore ma femme ! Nous avons commencé de publier les bans et la guerre nous a gagnés de vitesse.

— Cela ne fait rien, dit la jeune fille, je serai sa femme un jour. Accompagnez-nous, monsieur Weill, car, maintenant, il faut partir.

— Tu vas m'aider, dit Laurent, à descendre ma cantine. Nous la prendrons par les poignées. Attends que j'attache dessus la pèlerine et le sabre, et quoi donc encore ? Ah ! que je n'oublie pas le ceinturon et le brassard. Que je n'oublie pas la sacoche. Nous pourrons, je l'espère, trouver une voiture ? Nous allons, tous les trois, déjeuner chez mes parents.

— Quelles nouvelles de ton père ?

— Il est rentré, dans la journée, hier.

— Tu l'as vu ?

— Comment l'aurais-je pu voir ? Je m'occupais de mon départ. Joseph est parti ce matin. Je ne savais même pas qu'il était officier d'intendance. Il a grade de capitaine et un uniforme admirable. Il doit aller à Belfort ou dans la région de Belfort, enfin de ce côté-là.

— Et Ferdinand ?

— Il est dans le service auxiliaire, à cause de sa grande

myopie. Je pense qu'il est mobilisé dans la banlieue de Paris. Posons la cantine sur le trottoir et je vais chercher une auto. Il en passe toujours par là, du côté de la rue Saint-Jacques, même dans ces jours de fièvre.

— C'est extraordinaire, murmura Justin, ce que Paris peut être calme.

— Oh ! cela dépend des endroits. On a pillé des boutiques dans les quartiers populaires. Dans l'ensemble, c'est tranquille. La France est triste, étonnée, résolue. Ah ! voilà un fiacre à cheval. Nous y tiendrons très bien tous les trois avec le bagage. Vous vous mettrez, Line et toi, sur la banquette du fond. Et moi, sur le strapontin. Il faut que je vous regarde tous les deux, une bonne fois : mon amour et mon ami ! Ne discute pas, Justin, tu sais que c'est un ordre.

Ils s'installèrent dans la voiture et Justin dit aussitôt :

— Je vais m'engager, demain, pour la durée de la guerre. On m'avait exempté autrefois, à cause de je ne sais plus quoi. Alors je vais m'engager.

Il ajouta soudain, l'air sombre et provocant :

— Tu sais, j'étais sioniste, vers ma vingtième année. C'était après l'Affaire et j'avais bien des raisons : nous avions assez souffert, nous autres. Mais c'est fini, depuis longtemps. Ce dont j'ai besoin, maintenant, c'est de payer, même très cher, le droit d'avoir une patrie. Pour être internationaliste, il faut d'abord avoir une patrie.

Il avait retiré son chapeau. Le vent de la course faisait frémir ses cheveux rouges. Malgré la meurtrissure des ans, malgré l'empâtement des traits, malgré les deux ou trois grosses rides qui, déjà, lui fendaient le front, il retrouvait soudain la grâce un peu grandiloquente que Laurent avait tant goûtée jadis, au temps de leur enfance. Et Justin se prit à sourire :

— Pardon, pardon, disait-il. Pardon, mademoiselle Madame. Je ne parle que de moi. Je gâte les heures de la séparation.

— Mais non, mais non ! fit Jacqueline. Nous n'avons pas besoin de parler. Voyez : il me donne la main.

La voiture passait alors sous les ponts de l'avenue du Maine. On entendait rouler des trains chargés d'hommes qui criaient. Justin affirma :

— Je t'ai dit depuis longtemps que la guerre était inévitable.

— Mais non, protesta Laurent, tu ne m'as jamais rien dit de tel !

— Je te l'ai dit vingt fois, mais tu ne m'as pas entendu. Laurent, tu es un obsédé, tu ne songes qu'à tes affaires.

Les deux jeunes gens échangèrent quelques bourrades amicales, et Justin reprit, l'air capable :

— Cette guerre sera terrible. J'ai rencontré ce matin le père Lavisse, qui fut mon maître. Il dit, en outre, que cette guerre sera longue. Quand elle sera finie, alors commencera le règne de l'ordre et de l'équité.

— Je n'en sais rien, souffla Laurent. Il me semble que tu rêves. Je viens de faire une expérience décevante. Les hommes auront toujours envie de s'entre-détruire et de s'entre-dévorer.

Justin secouait la tête avec obstination :

— Mon petit Laurent, dit-il, tu ne sais rien de la sociologie. Tu es un savant de laboratoire, et tu ne comprends rien à la vie des peuples. Je t'annonce, solennellement, dans ce vieux fiacre inconfortable, je t'annonce le règne de l'ordre socialiste. Et je sais ce que je dis. Moi, je suis un technicien. Toi, tu es épatant à bien des points de vue, mais extrêmement influençable. Tous tes jugements sont faussés par tes aventures personnelles.

— Oh ! c'est trop fort ! dit Laurent scandalisé. C'est ce que je dirais de toi, si seulement tu me laissais parler. Ah ! nous arrivons. Il faut descendre.

— Voyez-vous, mademoiselle Madame, fit Justin en sautant sur le trottoir, voilà comme c'est, entre nous, depuis bien près de vingt ans. Apprenez à connaître votre mari.

— Line, murmurait Laurent en pénétrant dans la maison, vous avez déjà vu maman. Vous ne connaissez pas mon père. Soyez indulgente. Ah ! nous avons si peu de temps ! Il est près d'une heure déjà.

Ce fut le docteur lui-même qui vint ouvrir la porte. Il portait un complet à très petits carreaux, gris clair, une cravate d'un vert brillant, d'un vert de libellule. Ses cheveux bouclés, cuivrés, qui ne pouvaient pas blanchir, flottaient dans le courant d'air chaud. Il avait un peu rogné, pour ne point se refuser à la mode, ses belles moustaches gauloises ;

mais, par l'effet d'une vieille habitude, il continuait de les chercher à leur place ordinaire avec un geste caressant. Tout de suite il poussa des cris.

— Lucie ! Lucie ! c'est Laurent, avec notre future bru, si je ne fais pas erreur ! Laurent en uniforme ! Et voici Justin Weill. Mes enfants, que je vous embrasse !

Il était parfaitement gai, parfaitement à l'aise, élégant et spirituel. Le départ des enfants, la guerre, le bouleversement d'un monde, c'étaient, à ses yeux, les épisodes successifs d'une très brillante comédie dont il était le protagoniste inlassable et immortel, oui, c'était son mot, immortel. Il embrassa Laurent, puis Justin, puis Jacqueline. Il criait : « Lucie, dépêche-toi ! Venez, mademoiselle Bellec. Venez au grand jour, qu'on vous regarde et, parole ! qu'on vous admire. Viens aussi, mon petit Justin. »

La salle à manger donnait sur le boulevard. Le couvert était mis. Mme Pasquier parut. Elle portait toujours sa robe noire et son col de dentelle blanche. Sur son visage ruiné se lisaient tour à tour la lassitude, la douleur, la crainte, l'affolement, le soulagement, l'espérance et, de nouveau, l'épouvante. Elle avait, pendant plus de quarante ans, supporté cet homme étrange, ses fantaisies, ses colères, ses caprices, sa fuite et maintenant son retour. Elle avait eu sept enfants, vu la guerre et la Commune, travaillé jour et nuit, compté les sous et les centimes, attendu mille fois, le soir, le retour des uns ou des autres, des enfants ou du mari, soigné les malades, consolé ceux du clan qui souffraient et gémissaient. Et la guerre allait, de nouveau, passer sur le monde, et le mari, qu'elle avait cru perdu, venait quand même de rentrer au gîte ; mais les enfants partaient vers le péril, et elle n'était pas morte de tristesse, et elle se sentait encore des réserves de courage, et elle voyait bien que tout était à recommencer.

Elle arrangeait les plats sur la table de famille et donnait à l'un sa timbale favorite, à l'autre l'assiette à initiales qu'il aimait. Oui, oui, c'était la guerre ; mais elle avait pu, quand même, trouver, chez la patissière, le gâteau d'amandes que Laurent, jadis, avait, une fois, jugé bon.

— Asseyez-vous, disait le docteur. Vous savez que je m'engage.

Justin se prit à rire :

— Quoi ! dit-il, vous aussi ?

— Oui, mes enfants, je m'engage. Les Allemands et moi, nous sommes de vieilles connaissances. J'ai servi comme garde mobile en 1870. J'ai fait Buzenval et Champigny. Alors, la chose est décidée, je vais prendre du service.

— Ram ! Ram ! fit Mme Pasquier, ne dis donc pas de folies et pense plutôt à Laurent qui s'en va je ne sais où, le pauvre enfant !

Le docteur prit un air grave.

— J'ai vu Joseph hier soir. Il m'a raconté, Laurent, tes dernières aventures. D'ailleurs, j'ai lu les journaux. Ce que Joseph m'a dit et qui n'est pas dans la presse, c'est que tu avais, Dieu me pardonne ! craché au visage de ce monsieur..., comment s'appelle-t-il déjà ? Minat, Minard, Louminard... Mon cher, c'est extravagant ! Moi, je n'ai jamais rien fait de pareil, et je sais pourtant, mon garçon, ce que c'est qu'une belle algarade. Les timides de ton espèce deviennent facilement violents. Tu sais, le problème de la timidité, je le connais mieux que personne. Je me permets de te le répéter : méfie-toi de la colère. Lucie, où est mon couteau ? mon couteau à découper ! Je veux mon couteau, et pas un autre. J'irai le chercher moi-même. Il suffit que je tourne le dos, que je parte en promenade, pour qu'on me perde mon couteau.

Il venait de se lever, d'un bond, comme un jeune homme. Mme Pasquier gémissait, l'air égaré, de nouveau.

— Comment le trouvez-vous, chère Line ? dit Laurent avec inquiétude.

La jeune fille essaya de sourire :

— Mais je le trouve très sympathique, et même charmant, oui, charmant.

— Ram, disait Mme Pasquier, pense que Laurent s'en va. N'oublie pas que Joseph est parti, que Ferdinand va partir, que Suzanne est partie, elle aussi, comme infirmière, enfin que c'est la guerre.

— Je ne l'oublie pas, Lucie, puisque je vais m'engager. Seulement, je veux mon couteau, le seul de la maison qui soit propre à couper la viande.

— Attends, attends ! dit soudain Mme Pasquier. Écoute, Ram ! Écoutez tous ! Mon Dieu ! qu'est-ce que c'est encore ?

La fenêtre était ouverte. On entendait, dominant les bruits du boulevard, un chant fort et martelé par les pas d'une petite foule.

Laurent, Justin, le docteur et bientôt Line et la vieille Mme Pasquier coururent à la fenêtre. Des hommes, vêtus en civil, marchant par rangées de quatre, comme les soldats à l'exercice, sortaient de la rue Falguière et remontaient le boulevard. Ils avaient les poings serrés, les bras ballants, la voix rauque. Ils chantaient *la Marseillaise*, gravement, bien en mesure. La foule, sur leur passage, saluait en silence, chapeau bas. La petite troupe, bientôt, disparut dans l'éloignement, vers le boulevard de Vaugirard.

Laurent, Jacqueline, puis les autres retournèrent s'asseoir à table. Un grand silence tomba.

— Quand nous reviendrons de la guerre, dit enfin M. Pasquier, je vous raconterai les souvenirs de mon voyage en Afrique. Un voyage mirobolant !

Il y eut un nouveau silence. Puis on entendit un bruit poignant, un bruit terrible, qui semblait sourdre non d'un être, mais de l'épaisseur de la terre. La vieille Mme Pasquier qui, depuis plusieurs années, ne savait même plus pleurer, laissait rouler sur sa robe noire d'affreuses larmes couleur de lait.

GEORGES DUHAMEL.

DEVANT L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

« Chacun se fait son petit religion à part soi », disait la Palatine. En rêvant au drame qui se déroule sous nos yeux, chacun peut se faire ce que je me permettrai d'appeler sa petite philosophie de l'histoire contemporaine.

Deux livres excellents (1), publiés l'an dernier, à quelques semaines d'intervalle, peuvent nous y aider. Empressons-nous de les relire et de les méditer.

Sous ce titre lapidaire, et trop véridique, hélas ! *la Victoire des vaincus*, M. André Fribourg a écrit un livre très informé, chaleureux, éloquent, fort bien composé, qui a eu l'honneur d'être publiquement approuvé et préfacé par le maréchal Pétain. L'illustre soldat a saisi là l'occasion de faire entendre un grave avertissement à son pays. « L'étude des vingt dernières années, écrit-il, montre qu'un peuple est maître de son destin. Vaincu, il peut, par une volonté persévérante, transformer sa défaite en victoire. Victorieux, il risque, par sa faiblesse ou ses abandons, de perdre les avantages de son triomphe. » C'est l'idée maîtresse du livre de M. Fribourg. Professeur, historien, un moment homme politique, ancien combattant, M. André Fribourg a assisté avec mélancolie à la chute, — que nous voulons croire provisoire, — de ses espérances patriotiques et bien souvent sans doute le mot célèbre a dû lui venir à l'esprit : « Tu sais vaincre, Annibal, mais tu ne sais pas profiter de ta victoire. »

(1) André Fribourg, *la Victoire des vaincus*, préface de M. le maréchal Pétain, 1 vol. in-8 ; 13e édition, Éditions Denoël ; — Albert Rivaud, *le Relèvement de l'Allemagne*, 1 vol. in-8 ; 3e édition, Armand Colin.

Le livre de M. Albert Rivaud sur *le Relèvement de l'Allemagne* se situe sur un plan un peu différent. Universitaire lui aussi, professeur à la Sorbonne, membre depuis quelques mois de l'Académie des sciences morales, M. Rivaud est un philosophe de profession. Ses travaux sur l'histoire de la pensée grecque, en particulier, sont fort estimés des spécialistes. Mais ce philosophe n'est pas un abstracteur de quintessence. Il aime les faits et il ne dédaigne pas l'érudition. Depuis quelques années, il s'est passionnément intéressé, en psychologue, en historien et en patriote, au cas de l'Allemagne contemporaine, qu'il a étudié sur place et dans les textes. Il est certainement l'un des Français qui, actuellement, connaissent le mieux les choses allemandes, et son témoignage a un très grand poids. Il écrit d'un style clair, ramassé, nerveux, extrêmement suggestif. Il ne déclame jamais, mais son exposition est d'autant plus convaincante. Et la leçon qu'il tire de ses recherches rejoint exactement celle que le maréchal dégageait du livre de M. André Fribourg : « Nous apprenons en regardant l'Allemagne, écrit M. Albert Rivaud, que tout est possible à qui ne désespère ni de lui-même ni de la nation, que les maux les plus invétérés et les plus graves peuvent être guéris si on les attaque avec décision, compétence et honnêteté. » J'aime cette façon virile de reprendre le thème de la *Prière* de Pascal *pour demander à Dieu le bon usage des maladies.*

L'idée commune qui ressort de ces deux ouvrages, c'est que la situation actuelle, cette nouvelle guerre « totale » que nous a imposée l'Allemagne hitlérienne, a une double origine : d'une part, elle est la conséquence trop prévue des lourdes fautes commises depuis vingt ans par les vainqueurs de 1918 ; d'autre part, elle est le résultat tout naturel de l'astucieuse, énergique et persévérante politique suivie par les vaincus. De ces deux ordres de faits essayons de dégager les amères et, — pour l'avenir, — profitables leçons qu'ils comportent.

* * *

C'est d'abord une question de savoir si, en 1918, l'armistice n'est pas intervenu trop tôt et si, au lieu d'être signé à Rethondes, il n'aurait pas dû l'être sur le sol allemand.

L'Allemagne s'est fort habilement dérobée à l'offensive préparée en Lorraine qui eût été pour elle un gigantesque Sedan ou, plutôt, un colossal Iéna. Elle n'a pas connu les douceurs de l'invasion. On ne lui a même pas imposé l'humiliation, qu'elle eût acceptée, d'une capitulation sur le champ de bataille. On l'a laissée violer la neutralité hollandaise pour faire rentrer ses armées dont elle a feint de proclamer l'invincibilité. En tout ceci les Alliés ont sans doute obéi à des raisons surtout humanitaires ; mais il n'est pas sûr que nous ne payions pas un peu bien cher aujourd'hui notre générosité et notre lassitude d'alors (1). Et pourquoi, en tout cas, n'avoir pas compris la Ruhr, arsenal de la force allemande, dans la zone d'occupation ?

Il est facile, après coup, sur le papier qui souffre tout, de critiquer le traité de Versailles. Il a été ce qu'il pouvait être, étant un traité de coalition, et il n'a pas dépendu de Clemenceau, — des révélations récentes de M. Tardieu nous en donnent l'assurance, — que les clauses n'en fussent pas plus conformes au véritable intérêt français. Dès la première heure, il était toutefois visible que nombre de ses dispositions risquaient d'en compromettre à brève échéance la durable viabilité. D'abord et surtout, il avait le tort inexpiable non seulement de respecter, mais de consolider la néfaste unité allemande. Livrée à elle-même, l'Allemagne tend au morcellement, au particularisme ; puissamment unifiée, elle sécrète invinciblement l'impérialisme. Voilà ce que les plénipotentiaires de Versailles n'ont pas voulu voir, et au lieu de favoriser, comme l'avaient fait les négociateurs des traités de Westphalie, les forces centrifuges qui agitent toujours la masse germanique, ils les ont découragées, sinon ruinées pour toujours. Ils ont fait plus. Deux d'entre eux au moins, l'un par idéologie puritaine, l'autre parce que, secrètement antifrançais, anticatholique et antilatin, il ne voulait pas voir la France « trop forte » et qu'avec tout son peuple il n'avait pas encore compris que « la frontière de la Grande-Bretagne

(1) « Deux fautes initiales essentielles, écrit le maréchal Pétain dans sa préface au livre de M. Fribourg, ont pesé lourdement sur l'avenir. En novembre 1918, l'armistice fut signé en territoire français, alors qu'il aurait fallu, avant toute signature, occuper une partie du territoire ennemi. En outre, il fut permis à l'armée allemande battue de rentrer en Allemagne sans capituler et sans abandonner ses armes. »

est sur le Rhin », ils ont obstinément refusé à la France ses limites naturelles, et, pour l'y faire renoncer, ils lui ont donné un « chiffon de papier » qui a été bien vite déchiré. Bien entendu, il ne s'agissait pas d'annexer la Rhénanie, mais, simplement, de la détacher du Reich, et, comme le voulait Foch, d'en faire un État-tampon analogue au Luxembourg. A ces fautes capitales, génératrices de guerres futures, s'en joignaient d'autres dont l'avenir allait manifester la gravité. Le traité de Versailles laissait l'Italie aigrie et mal satisfaite, l'Autriche déchue et sans moyens d'existence personnelle, la Pologne mal défendue et reconstituée d'une façon trop parcimonieuse. Et il ne serait pas très difficile, à la lumière d'un récent passé, de signaler, dans cette charte des temps nouveaux, quelques autres malfaçons assez inquiétantes.

« Trop faible pour ce qu'il avait de fort, trop fort pour ce qu'il avait de faible », suivant le mot de Jacques Bainville, avec ses qualités et ses défauts, le traité de Versailles aurait pourtant pu vivre et durer, mais à une condition essentielle : c'est que les Alliés restassent toujours étroitement unis et qu'ils fussent tous d'une égale et inexorable fermeté à l'égard de l'Allemagne.

Or, qu'avons-nous vu depuis vingt ans ?

Les États-Unis, les premiers, désavouant le président Wilson, se sont refusés à ratifier le traité de Versailles, à entrer dans la Société des nations dont leur Président avait pris l'initiative, et, tantôt se désintéressant des affaires européennes, tantôt y intervenant avec une capricieuse et inélégante rudesse, ont donné, jusqu'à ces dernières années, le plus bel exemple d'incohérence politique que l'histoire humaine ait encore enregistré, et ils ont, de gaîté de cœur, perdu presque tout le bénéfice moral de leur généreuse entrée dans la guerre.

Sous l'influence désastreuse de Lloyd George et des travaillistes, l'Angleterre a suivi ce fâcheux exemple. Elle a répudié le pacte rhénan et, n'ayant pas été envahie, s'est fort peu souciée de nos réparations. En proie d'ailleurs à bien des difficultés intérieures, et ressaisie par sa crainte anachronique et un peu puérile des ambitions et des entreprises napoléoniennes, par son goût invétéré pour une politique continentale de bascule, elle a presque constamment soutenu

les intérêts de l'Allemagne contre ceux de son alliée de la guerre. Elle a prêché et pratiqué le désarmement unilatéral; elle a refusé de nous accompagner dans la Ruhr; elle a accepté avec une tranquille sérénité toutes les violations successives du traité de Versailles. Elle a fait mieux encore : elle a prodigué à son ennemie d'hier des crédits qui sont aujourd'hui « gelés » (1)et dont elle ne reverra pas un *pfennig*; ou plutôt, elle les reverra sous forme de torpilles, d'obus et de bombes asphyxiantes ou incendiaires : on ne saurait avec une ingénuité plus touchante fournir des verges pour se faire fouetter. Cet argent eût peut-être été un peu mieux placé en Pologne. Je ne voudrais pas à nos chers amis anglais qui, aujourd'hui, réparent si magnifiquement leurs erreurs, causer la moindre peine, fût-ce la plus légère. Mais si, en bons chrétiens qu'ils sont, ils veulent bien faire leur examen de conscience, ils devront convenir qu'ils ont bien quelque responsabilité dans la crise actuelle, et qu'il serait facile d'ajouter quelques suggestifs chapitres au livre de leur Chesterton sur *les Crimes de l'Angleterre*.

Tout autre est le cas de l'Italie. Elle a mis assez longtemps à quitter le camp de ses alliés et à se faire l'imprudent fourrier du germanisme. Mais elle se plaignait d'avoir été, en 1919, traitée en parente pauvre. Mécontente de sa part de dépouilles, exaltée dans son orgueil national par l'avènement du fascisme, ayant en Afrique une revanche à prendre, pleine de désinvolture à l'égard de la Société des nations, elle n'a pu prendre son parti d'avoir été désavouée par ses amis de la veille dans ses projets sur l'Éthiopie; et, après s'être d'abord énergiquement opposée à l'*Anschluss*, elle a fini par prêter une oreille trop complaisante aux flatteries et aux avances intéressées de Berlin. Il n'est pas sûr qu'elle ait définitivement parié sur le mauvais cheval.

La France, elle, n'a pas eu la sagesse ou la force d'être l'âme d'une coalition de la paix, « création continue », comme elle avait été l'âme de la coalition de la guerre, ce qui lui a valu la haine particulière de Hitler. Meurtrie, exsangue, à demi ruinée, vidée d'une partie de sa substance, lasse d'un trop long effort, ayant vu tomber sur les champs de bataille

(1) M. Tardieu évalue à 506 milliards les crédits, — ils ne sont pas tous anglais, — qui ont été, depuis 1919, ouverts à l'Allemagne.

presque toute sa jeunesse, la fleur d'une génération qui s'annonçait magnifique et dont l'absence, dans tous les ordres, se fera cruellement sentir, elle ne pouvait prêcher entre ses amis une union sacrée dont, à l'intérieur de ses frontières, elle ne donnait plus l'exemple. Le danger une fois passé, la lutte des partis avait repris de plus belle. Les Français n'avaient pas compris qu'au sortir de la grande tourmente la France était à reconstruire presque tout entière ; ou, du moins, ceux d'entre eux qui l'avaient compris, et qui auraient pu quelque chose, n'ont pas eu l'énergie ou l'autorité nécessaires pour se mettre virilement à l'œuvre. Depuis 1789, de révolution en révolution, à travers mille tâtonnements, la France est en quête d'un régime politique qui soit fait à sa taille. Celui qu'elle s'est donné en 1875, issu des traditions révolutionnaires, s'est révélé, à l'épreuve, notoirement insuffisant. Il a érigé en principe, suivant le mot d'Émile Faguet, « l'horreur des responsabilités » et « le culte de l'incompétence ». Perpétuellement en défiance à l'égard des élites, peu soucieux des classes moyennes, il tend vers la démagogie de toutes les forces de son être. Imbu des prétendus droits de l'individu, il dresse trop souvent l'État contre la famille, et, en fait, jusqu'à ces tout derniers temps, il a imprudemment favorisé l'irréligion, l'alcoolisme, la dénatalité. Que dire d'un régime qui, en plein XXe siècle, n'établit, politiquement, aucune différence entre le premier ivrogne célibataire venu et un Castelnau, trois fois sauveur de la France et éducateur de douze enfants ; qui se refuse obstinément à admettre le referendum, le vote féminin et le vote familial, et qui aboutit à l'oppression de la masse par une minorité organisée et agissante ? N'est-il pas prouvé que telle loi essentielle, — la loi de séparation par exemple, — n'exprime, quand elle l'exprime, que la volonté de trois millions de Français sur quarante, soit le *treizième* de la nation ? Gaspillage des deniers publics, querelles partisanes à l'état endémique, abus du fonctionnarisme, surenchères électorales, perpétuelle instabilité gouvernementale, le miracle est qu'avec tout cela la France ait conservé à peu près intactes une diplomatie et une armée qui, en dépit d'une déplorable préparation de la guerre de 1914, lui ont permis de tenir victorieusement tête à l'invasion germanique.

Pour remédier à ce fâcheux état de choses, il aurait fallu, au lendemain de la guerre, une large et profonde revision de la Constitution, l'établissement d'une sorte de république autoritaire, respectueuse de toutes les libertés nécessaires, mais exerçant avec une indomptable énergie toutes les prérogatives du pouvoir central. La mauvaise fortune de la France a voulu qu'elle n'ait pas eu sous la main l'homme qui eût été capable de réaliser cette décisive réforme de structure. Elle cherchait un Premier Consul ; elle n'a trouvé que des politiciens, souvent honnêtes d'ailleurs et intelligents, mais qui, gâtés par les mœurs parlementaires, épris aussi de chimères, paralysés par les institutions, desservis par les circonstances, ont été malheureusement inférieurs à la tâche qui s'imposait à eux.

Cette infériorité, qui a eu de si douloureux résultats dans notre politique intérieure, s'est traduite par les plus redoutables abandons dans notre politique extérieure. La sécession américaine n'a pas été suivie, comme elle aurait dû l'être, par le maintien de nos droits méconnus sur la Rhénanie. D'autre part, sous l'imprudente pression de nos alliés, nous nous sommes successivement dessaisis de presque tous les gages que nous assurait le traité de Versailles. Nous avons sottement évacué sans compensation la Ruhr que nous avions un moment occupée. Nous avons quitté avant l'heure la rive gauche du Rhin. Nous avons follement renoncé aux réparations et consenti à relever nous-mêmes nos ruines. Nous avons laissé les Allemands réarmer librement, réinstaller leurs garnisons en Rhénanie, annexer l'Autriche, le pays des Sudètes, la Tchécoslovaquie, Memel. Il était inévitable qu'ils fussent tentés de reprendre, en attendant mieux, leur traditionnelle marche vers l'Est.

Il faut dire, pour être juste et expliquer toutes ces défaillances, que nos gouvernements successifs n'ont pas été soutenus comme ils auraient dû l'être par l'opinion publique française. Le Français est généreusement prodigue de son sang, mais il est avare de son or. Il a le fisc en horreur. Il n'a pu supporter « le double décime » institué par le cabinet Poincaré, les mesures de déflation préconisées par le cabinet Laval. Il a prêté une oreille complaisante aux mauvais bergers qui lui prêchaient le désarmement unilatéral, la récon-

ciliation des peuples, la foi dans la Société des nations et dans « la bonne Allemagne » républicaine, l'inutilité de l'effort et la sainteté de la paresse. Il s'est laissé persuader de faire bénévolement les frais des tragiques expériences du Cartel et du Front populaire. Il paye aujourd'hui dans les tranchées de Lorraine ses erreurs et ses illusions.

* * *

En face de ses adversaires désunis et affaiblis par leurs discordes intérieures, l'Allemagne a manœuvré avec une habileté, une persévérance cauteleuse auxquelles il ne faut pas marchander une immorale admiration. A la différence de la France de 1871, elle n'avait pas accepté sa défaite ; elle ne s'y était point résignée. Sa constante pensée profonde a été de ruiner le « diktat » de Versailles, moins dur pourtant et plus légitime que les « diktats » de Francfort et de Bucarest. Elle avait sauvé de la débâcle deux choses essentielles qui allaient lui permettre les reconstructions futures : son unité nationale qui sortait consolidée des délibérations de Versailles, et des noyaux d'organisations militaires que tout l'effort d'investigations interalliées ne put jamais abolir. De plus, sous le masque trompeur d'une République allemande et d'une Constitution soi-disant démocratique, elle conservait à peu près intact le rêve d'universelle domination que la prédication pangermaniste avait imposé comme idéal à toutes les imaginations allemandes.

Ce rêve, dont les origines historiques sont très lointaines, et dont, au cours du XIXe et du XXe siècle, philosophes, historiens (1), économistes, diplomates, fonctionnaires et soldats ont dessiné les contours de plus en plus nets, Bismarck a commencé à le réaliser. Fidèle serviteur d'une dynastie qui entend jouer en Allemagne le rôle que les Capétiens ont joué en France, il fonde « par le fer et par le feu » un nouvel Empire allemand. Peut-être, en bon terrien et en dur réaliste qu'il était, ne tenait-il pas, personnellement, à voir s'étendre démesurément cet Empire. Mais il lui laissait en héritage

(1) « Qui donc oserait nier, — écrivait Karl Lamprecht, l'un des historiens les plus réputés de l'Allemagne d'aujourd'hui, — que, maintenant encore, il existe un Dieu chrétien germanique et qu'il lui arrive de se manifester à l'étranger comme un Dieu fort et jaloux ? »

une tradition et un exemple : la tradition du royaume de Prusse, pour lequel « la guerre est une industrie nationale », et l'exemple de sa propre réussite. Maître d'une Allemagne prospère, féconde, puissamment armée, et devant laquelle tout le monde s'inclinait, Guillaume II, converti au pangermanisme, se crut à la veille de devenir empereur d'Europe et, cédant aux conseils intéressés de son entourage politique et militaire, aux vœux mêmes de tout un peuple vorace et fanatisé, il déchaîna la Grande Guerre. Le résultat ne fut pas « ce qu'il avait voulu » ; il disparut de la scène, mais le rêve qu'il avait caressé hantait toujours l'âme infatuée de son peuple.

Au début du « nouveau cours », le peuple « élu » éprouva quelques difficultés de vivre : difficultés politiques et sociales, économiques et financières. Il fallait tout à la fois échapper à la surveillance des Alliés, se dérober aux plus gênantes dispositions du traité, surtout à celles concernant les réparations, réprimer les mouvements séditieux ou communistes, les velléités séparatistes, obtenir des crédits de l'étranger, organiser un nouveau mode de vie en commun. Des représentants des divers partis politiques s'y essayèrent successivement avec des succès variables et médiocres. Le plus habile d'entre eux, ce fut Stresemann, ancien bismarckien et pangermaniste secrètement impénitent, dont les « finasseries », souvent mal comprises de ses compatriotes, obtinrent des vainqueurs de copieux adoucissements. Ce qui rendait la situation plus inextricable, c'est que, là comme partout, le socialisme au pouvoir avait mis à mal les finances publiques, qu'il avait fallu subir, rançon d'un flagrant mauvais vouloir à exécuter les clauses du traité, la coûteuse occupation de la Ruhr, et qu'on avait dû, pour faire vivre vaille que vaille tout un peuple, recourir à une formidable inflation et, finalement, souscrire à une banqueroute totale, génératrice d'infinies misères et, à l'ordinaire, sinistre avant-coureuse des pires convulsions sociales : en Allemagne, pays discipliné, et vite maté par la force armée ou policière, la classe moyenne s'est résignée à disparaître assez discrètement, se contentant d'incriminer, bien à tort, les criminels auteurs du « diktat » de Versailles. Peu éprouvée jusqu'alors par les premiers contre-coups de la guerre, la classe ouvrière n'allait pas tarder,

elle aussi, à connaître les amères douceurs d'une guerre malheureuse qu'elle aurait pu, mais qu'elle n'avait pas su prévenir. La grande crise économique qui s'est abattue sur le monde ne pouvait manquer d'atteindre cruellement un pays aussi fortement industrialisé que l'Allemagne. Au début de 1929, elle a déjà plus de deux millions de chômeurs, six millions en 1933, et elle souffre, par sa faute, d'une terrible impécuniosité.

C'est alors que paraît Hitler. Sur ses origines, son éducation, les accidents de sa biographie, sa formation d'homme de parti, sa lente montée au pouvoir, son programme d'action, on lira les pages documentées et captivantes de M. Albert Rivaud. La psychologie d'un tel homme nous échappe un peu : nous ne la connaîtrons bien qu'après sa mort. Ce qu'on entrevoit présentement, c'est à peu près ceci. Sur un fonds bien germanique de brutalité et d'astuce, — *genus mendacio natum*, disait déjà Velleius Paterculus, — la nature et la vie, le succès aussi, ont développé en lui un orgueil incommensurable. Orgueil de primaire, de parvenu, d'ignorant, de fanatique et d'autodidacte nourri de brochures pangermanistes. C'est de plus un malade, un anormal, un visionnaire, chez qui des rêves troubles de demi-artiste ont fait naître, comme chez Guillaume II et Néron, ce goût du spectacle, cet amour du colossal, cette passion sadique du carnage, cette *Schadenfreude* qui ont dû le pousser à déchaîner une guerre inexpiable. C'est aussi un joueur effréné qu'une suite de gains heureux enivre et qui ne sait plus s'arrêter. A des dons indéniables d'organisateur autoritaire il joint ceux de l'agitateur, de l'orateur, du tribun populaire, tout-puissant sur l'âme des foules, dont il sent, devine et traduit les secrets et grossiers instincts, les passions, les aspirations dormantes. Il y a en lui du Luther ou du Mahomet, et il est l'auteur d'un nouveau *Coran*. Hitler, c'est « l'homme allemand », dont il est l'expression un peu monstrueuse, mais fidèle. Il est vain et il serait dangereux de le séparer de « son peuple allemand » (1), comme il l'appelle, lequel peuple allemand, en maugréant sans doute quelquefois, le suivra docilement jusqu'à la défaite.

(1) « Hitler, observait récemment M. André Chaumeix, Hitler n'a pas accaparé le pouvoir par hasard. Il y a été porté par 14 millions de suffrages. Au dernier vote il a eu 30 millions. *C'est un chef plébiscité.* »

Tel paraît être l'homme que, le 30 janvier 1933, en désespoir de cause et pour sauver son pays qui menace ruine, le vieil Hindenburg, président du Reich, vient de nommer chancelier, apparemment avec cet essentiel mot d'ordre : « Tout ce qui a été allemand doit redevenir allemand. » Devenu, après la mort d'Hindenburg, le maître unique et absolu de l'Allemagne, appuyé sur les 13 800 000 suffrages qui l'ont porté au pouvoir, sur le dévouement, l'activité et l'énergie sans scrupule de ses âmes damnées, les Gœring, Hess, Gœbbels, plus tard Ribbentrop, Hitler va remplir tout le programme qu'il a esquissé dans *Mein Kampf* avec une rigueur et une vigueur peu communes, et qu'on admirerait volontiers, si la plus révoltante inhumanité n'en était pas presque toujours l'inséparable compagne.

A l'intérieur, il s'agit de concentrer entre les mains despotiques du nouveau chancelier tous les leviers de commande et de réduire, ou même de supprimer, une opposition qui, aux premières élections, s'est encore traduite par quatorze millions de suffrages (six millions de communistes, huit millions de social-démocrates). Contre ces opposants, contre les juifs surtout, — catholiques et protestants auront leur tour, — une véritable terreur est organisée qui ressuscite les plus abominables procédés des pires époques révolutionnaires : une police, la *Gestapo*, qu'on pourrait croire calquée sur l'odieux *Guépéou* russe, est chargée de ces « épurations » sommaires, auxquelles Hitler en personne procédera en 1934 sur l'état-major de son propre parti. Achèvement de l'unité allemande par la suppression des nationalités particulières, annihilation du Reichstag qui n'est plus convoqué que de loin en loin pour approuver les oracles du national-socialisme, mainmise par l'éducation, la propagande sur l'infinie diversité des intelligences et des consciences, constitution d'une sorte de religion d'État (1), d'un néo-paganisme dont le dogme essentiel est que Wotan est Dieu et que Hitler est son prophète : voilà quelques-unes des réformes de structure que le Führer introduit dans l'édifice construit par Bismarck. Pour combattre le chômage et la misère, on institue le *Secours d'hiver*, le *Service du travail*, le *Front du travail* ; on organise de grands

(1) Voyez là-dessus l'excellent livre de M. Robert d'Harcourt, *l'Évangile de la force : le Visage de la jeunesse du IIIe Reich*, Plon, 1936.

travaux d'utilité publique, et ces mesures se sont montrées si efficaces qu'à l'heure actuelle le chômage a disparu à peu près complètement du troisième Reich. Par toute sorte d'ingénieux moyens on encourage la natalité. Pour suppléer au manque de crédits étrangers, aux difficultés d'échanges commerciaux, l'Allemagne, en exploitant à fond toutes ses ressources agricoles, minières, industrielles, en multipliant les produits de remplacement, en se condamnant à une sévère économie, à toute sorte de restrictions, va vivre le plus possible sur elle-même ; elle pratiquera l'*autarcie*. Enfin, espoir suprême et suprême pensée, l'armée qui, dans l'ombre depuis Versailles, s'est prêtée à tous les efforts de relèvement, et qui a quelque lourde responsabilité dans l'avènement et la fortune du nazisme, l'armée est entièrement réorganisée et, dans tous les ordres, on travaille à la doter d'un matériel gigantesque et ultra-moderne qui sera, éventuellement, capable d'écraser toutes les résistances.

Redevenue par son redressement intérieur une Puissance de plus en plus redoutable, l'Allemagne, au dehors, va parler de plus en plus haut, agir de plus en plus vigoureusement. La faiblesse des Alliés aidant, elle a déjà bien ébranlé les fondements du traité de Versailles. Quand Hitler a reçu l'investiture de Hindenburg, elle est déjà débarrassée des réparations et de l'occupation rhénane. Mêlant la fourberie à la violence, il va, pour ruiner les clauses territoriales et militaires du « diktat », multiplier les épreuves de force de plus en plus audacieuses, à mesure qu'il sent entre ses mains un instrument de chantage et de guerre de jour en jour plus formidable. D'abord, sous le spécieux prétexte qu'on n'a pas reconnu à l'Allemagne l'égalité des droits, il quitte avec éclat la Société des nations. L'année suivante, un hardi coup de main sur l'Autriche du malheureux Dollfuss aurait peut-être réussi, sans l'envoi des divisions italiennes sur le Brenner. Mais, en 1935, Hitler prend sa revanche : il sort vainqueur du plébiscite qui lui rend la Sarre ; il brise le « front de Stresa » en favorisant l'entreprise éthiopienne de Mussolini et en négociant les accords qui aboutiront à la constitution de l'« axe Rome-Berlin » ; enfin il proclame le rétablissement de la conscription en Allemagne. Et le 17 mars 1936, — date fatidique, — sans que la France réagisse

autrement que par de ridicules déclarations verbales, il réoccupe militairement la Rhénanie. Encouragé par notre abstention, il va précipiter ses coups : 1938, annexion de l'Autriche, menace contre la Tchécoslovaquie, capitulation de Munich ; 1939, annexion de la Tchécoslovaquie, de Memel, agression contre la Pologne, sans déclaration de guerre. Cette fois, la mesure de nos abdications était comble. Une guerre générale s'allume qui nous trouve heureusement mieux préparés qu'en 1914.

La leçon de tous ces faits est claire ; elle ressort, lumineuse, des deux livres dont nous venons d'exprimer la substance. Une fois de plus, l'Allemagne a fait la preuve qu'elle est foncièrement incapable de s'articuler à une Europe pacifique, suivant l'heureuse formule de M. Hanotaux. Qu'on ne vienne plus nous parler des deux Allemagnes : il n'y en a qu'une, l'Allemagne éternelle, qui ne connaît d'autre loi que la force, et d'autre mesure que celle de ses convoitises. Deux fois en un quart de siècle, elle nous a imposé sans raison une guerre effroyable. Il ne faut pas qu'elle récidive. Nous briserons son unité malfaisante ; nous rendrons à ceux de ses enfants qui ont encore quelque sentiment de justice le droit de vivre et de penser en hommes libres ; nous délivrerons les peuples qu'elle a voulu asservir ; nous rendrons à la malheureuse et héroïque Pologne l'intégrité de ses droits historiques. Et puisque son Führer nous a menacés, nous Français, d'« anéantir » la France, la France aujourd'hui s'est réconciliée dans une pensée commune : il y a un chien enragé en Europe ; il faut l'abattre, — définitivement cette fois, — ou périr.

VICTOR GIRAUD.

GERMANISME ET HISPANISME

Quand, naguère encore, certains des nôtres me demandaient ce qui m'inclinait à penser que la nouvelle Espagne saurait garder son indépendance et n'accepter sur elle aucune emprise étrangère, je ne laissais pas de répondre : « Ce qui me donne une telle certitude, ce n'est pas seulement la parole de l'homme droit, de l'homme de devoir qui s'appelle Franco, c'est la nature, la signification de la guerre que l'Espagne vient de faire et qui fut essentiellement une guerre contre l'Étranger. » Pour refouler l'invasion tout ensemble spirituelle, politique, sociale, militaire de la Russie soviétique, c'est sur le sol de leur patrie que les nationaux espagnols ont dû conduire la guerre, et s'ils l'ont engagée, c'est pour que l'Espagne pût retrouver le sens de son destin. Aussi, et quoi qu'il en fût de l'aide extérieure qui lui fut offerte, pouvait-on être sûr que son chef saurait la garder de toute influence, de toute idéologie qui n'émanerait pas de la plus profonde Espagne, car c'est à sa reconquête totale qu'il aspire.

Que l'Espagne nouvelle soit, moins que jadis, perméable aux idées du dehors, qu'elle se protège plus jalousement que par le passé des malfaçons étrangères qui avaient tant séduit certains de ses intellectuels, la chose ne me semble pas contestable. On peut même assurer que le germanisme est désormais moins en faveur qu'il ne l'était, pendant la guerre de 1914, dans les milieux espagnols où Son Éminence le cardinal Baudrillart eut tant de mal à contrebattre sa propagande. Il faut d'ailleurs le remarquer : ce n'est pas parmi les théoriciens de l'*Action espagnole* et de la *Rénovation*

nationale, les Sainz Rodriguez, les Pemartin, les Goecoechea, — où le général Franco choisit ses premiers conseils, — et ce n'est pas davantage dans la première Phalange, celle de José Antonio Primo de Rivera, que la pensée allemande avait trouvé, avant la Révolution de 1936, ses plus ardents zélateurs. C'est parmi les intellectuels cosmopolites et libéraux qu'un Ortega y Gasset avait groupés à la *Rivista d'Occidente* pour y accueillir les idées des pangermanistes d'après guerre comme Spengler et Keyserling, c'est, dis-je, parmi des écrivains qui furent les premiers adversaires du mouvement national que l'Allemagne avait alors ses disciples les plus sûrs, ses amitiés d'esprit les plus fortes.

On a pu craindre néanmoins, — et le général Franco tout le premier, — que le germanisme hitlérien ne mît sa marque sur le programme « culturel » des Phalangistes. Et encore que la morsure n'en fût pas profonde, qu'elle fût plus apparente que réelle, qu'elle n'intéressât que la surface, il n'y avait pas moins là un danger de contagion possible : ce danger, un chef qui a donné pour mission à l'Espagne la reconquête de son univers spirituel ne pouvait pas le méconnaître.

En juillet 1938, quand je fus reçu en Espagne nationale, ce fut le premier sujet de tous mes entretiens. Loin d'écarter le propos, mes interlocuteurs l'engageaient dès l'abord ; c'est ainsi que, tour à tour, le cardinal Gomas y Toma, dans sa retraite de Pampelune, le Père Bayle, au cours de la visite qu'il me fit à Burgos, le ministre de l'Éducation nationale, M. Sainz Rodriguez, lorsqu'il m'accueillit dans sa villa de Vitoria, tous eurent à honneur de m'assurer que l'Espagne n'entendait pas se délivrer du paganisme bolchevique pour tomber dans le paganisme hitlérien. Et j'allais bientôt me l'entendre dire par le général Franco lui-même, dès le début de l'audience où il avait bien voulu me convier.

Le général m'avait d'abord parlé de notre pays, — comme il en parlait à tous ses visiteurs français, — puis des ravages que le bolchevisme étranger avait faits en Espagne, et aussitôt après il me parla de l'aide que l'Allemagne avait donnée aux siens, à une heure particulièrement dangereuse et confuse où ils manquaient de tout.

— L'Allemagne, me dit-il, nous a fourni le matériel

qui nous faisait défaut pour lutter contre l'outillage russe que les Rouges avaient en abondance. Mais tout cela, nous l'avons payé, et nous l'avons payé comptant... Nous n'aurons de dettes envers personne.

— Mais, fis-je, dans l'ordre intellectuel, le germanisme ne risque-t-il pas de connaître un surcroît de prestige parmi les vôtres ?

— Il n'en a jamais eu que sur des individualités isolées, me répondit le général, et cela pour des raisons scientifiques ou techniques, plutôt que par affinités spirituelles. Nos conceptions du monde, nos traditions nationales, nos caractères sont trop différents pour qu'un contact en profondeur puisse jamais s'établir...

Voilà pourquoi le général Franco estima, sans doute, qu'il lui suffisait de rester dans les généralités pour répondre à ce que ma question pouvait avoir d'indiscret.

— Notre mouvement, disait-il, est de sens espagnol. Aussi ne risque-t-il pas de subir de déformation étrangère, de se « nazifier » par exemple... Que peut-il avoir de commun avec l'hitlérisme qui fut, d'abord, une réaction de sens allemand contre l'état de choses engendré par la défaite et l'abdication, le désespoir qui l'ont suivie ? La mystique raciste ne saurait d'ailleurs s'expliquer que par le manque d'unité religieuse de l'Allemagne...

Et sans élever la voix, le général Franco poursuivit :

— Nous, nous sommes catholiques. En Espagne, on est catholique ou l'on n'est rien ! Même chez les Rouges, celui qui renie sa foi reste catholique, ne serait-ce que par opposition au non-catholique... Car, ici et là, à Burgos comme à Valence, à Salamanque comme à Barcelone, c'est le même peuple, c'est la même race. Notre unité, notre fraternité, nous la trouvons dans le catholicisme... Nous y trouvons aussi notre conception du monde et de la vie. Ce caractère catholique suffirait déjà à distinguer du racisme hitlérien notre révolution espagnole, qui est un retour intégral à la véritable Espagne, une reconquête totale... Ce que nous voulons accomplir, c'est l'assainissement matériel et moral de tout le peuple espagnol, dans un esprit de fraternité humaine qui a sa source dans les préceptes de l'Évangile.

Cet esprit fraternel et chrétien, encore un trait qui dis-

tingue le nouveau régime espagnol du national-socialisme hitlérien et qui, moralement, l'apparente à la doctrine de l'Encyclique *Quadragesimo Anno*, à celle que, depuis douze ans, M. Salazar applique au Portugal, et le rapproche du régime que le chancelier Dollfuss avait institué en Autriche : cette différence-là change tout jusque dans les profondeurs. Aux vérités éternelles qui sont l'apanage de la civilisation chrétienne, le racisme germanique, en effet, oppose sa propre conception du monde et, pour réaliser l'unification allemande, il ne craint pas de s'annexer tous les domaines naturels et surnaturels, étendant le totalitarisme jusqu'aux âmes. Ce n'est pas ainsi que le général Franco entend établir ce régime d'intégration nationale dont il attend qu'il réalise la véritable unification de l'Espagne, la rende à son unité de destin. Aussi, le Pape qui a condamné le racisme, dénoncé le nationalisme abusif, Pie XI avait tout de suite distingué le caractère spécifique du mouvement national espagnol et n'avait que des pensées et des sentiments d'affection à l'endroit de son chef. Non, quand le général Franco parle du nouvel ordre politique de l'Espagne, quand ce catholique, ce chrétien, dit de l'ordre nouveau qu'il doit être nécessairement totalitaire pour rétablir les principes d'ordre, de hiérarchie, d'autorité qui s'imposent, il ne l'entend pas comme Hitler. En poursuivant l'unification des esprits sous prétexte de fortifier l'État, le totalitarisme national-socialiste altère le type humain de la façon la plus dangereuse. Pour s'opposer aux exigences irréductibles de la dignité personnelle, c'est l'homme que, d'abord, il mutile. Aussi, a-t-on pu dire que « le nazi le meilleur, le plus sincère, le plus brave, reste un homme incomplet, à qui manque le sens des plus nobles valeurs humaines (1) ». L'État, tel que le germanisme hitlérien le conçoit, cet État qui subordonne tout à l'idée de nation ou de race, qui se présente comme « un être omnipotent, principe et fin de lui-même », cet État qui se divinise est incompatible par nature avec le génie de la civilisation occidentale.

C'est pour le reconnaître que la doctrine autoritaire d'un Franco, comme celle d'un Salazar, diffère essentiellement

(1) Albert Rivaud, *le Relèvement de l'Allemagne*

du national-socialisme, avec lequel on doit se garder de le confondre. Loin d'y porter atteinte, cette doctrine respecte et honore cette primauté de la personne humaine où toute la vie spirituelle et morale de l'Occident s'alimente. *Personne humaine, bien commun,* voilà les mots que, sans cesse, il emploie pour définir son action réformatrice, car, même dans le champ politique, il entend maintenir certaines limites d'ordre moral. Et du général Franco, comme du chef du nouveau Portugal, on peut dire : « Il semble qu'il soit entièrement absorbé par ce cas de conscience : comment construire un État fort, sans porter atteinte à l'autonomie de la personne humaine ? »

J'entends encore le général, si attentif à ne rien négliger d'essentiel, m'exposer d'un ton mesuré, égal et doux :

— S'il faut ordonner les forces complexes de l'Espagne pour réaliser sa véritable unification, les principes dont notre mouvement national s'inspire se fondent sur la notion de la *personne humaine.* Pour nous, l'intégrité spirituelle et la liberté de l'homme sont des valeurs intangibles. Et voilà ce qui différencie notre doctrine des doctrines totalitaires qui donnent tout à l'État : c'est ce qui fait son caractère propre, ce qui la spécifie entre toutes. Mais elle n'est si spécifiquement espagnole que parce qu'elle est spécifiquement catholique. Comme le disait José Antonio, — et il exprimait là notre croyance à tous : « On ne peut respecter la liberté humaine que si l'on considère l'homme tel que nous le considérons, c'est-à-dire comme dépositaire de valeurs éternelles, comme l'enveloppe charnelle d'une âme susceptible de se sauver ou de se perdre. »

Les plus récentes déclarations du général Franco, notamment le discours qu'il a prononcé à Burgos à la fin de septembre, s'harmonisent et concordent avec ces paroles. Dans les premiers jours d'octobre, dans une déclaration faite à M. Manuel Aznar, chef des services de presse à Madrid, où il déplorait la collusion germano-soviétique et l'irruption de la Russie en Europe qu'il jugeait d'une « très profonde gravité », le général résumait ainsi sa pensée : « Il y a des peuples comme l'Espagne qui sont fondés et vivent sur des systèmes, des pensées et des lois morales auxquelles ils doivent demeurer perpétuellement fidèles : tous les autres

peuples communiant dans les mêmes idées, nourris dans les mêmes sentiments et ayant dans l'histoire la mission de poursuivre des fins identiques, sont dans l'obligation, en ce grave moment, de sauver les droits de l'esprit. Cela est le premier des devoirs. » Le général, écrivait l'*Osservatore Romano*, s'est réclamé « de l'ensemble des lois morales qui font la grandeur de la civilisation européenne, laquelle doit défendre les droits de l'esprit contre les offensives du matérialisme. »

En même temps, le général Franco prenait des mesures concernant les entreprises industrielles allemandes en Espagne et leur personnel germanique. Le gouvernement espagnol, considérant les relations étroites existant entre l'Allemagne et les Soviets, décidait de ne pas tolérer plus longtemps que des ressortissants allemands occupassent des situations importantes dans l'industrie et les mines espagnoles.

L'impérialisme de Franco, à la différence du pangermanisme hitlérien, n'est pas un impérialisme agressif, conquérant. Ce qu'il revendique, c'est un impérialisme d'essence spirituelle, capable de faire rayonner les idées qu'incarne l'*hispanidad*, cette notion d' « hispanité » qui inspire et authentifie sa défense de la civilisation chrétienne d'Occident.

Au contraire, et bien qu'il y prétende, l'hitlérisme ne saurait en aucune façon passer pour une défense de la civilisation d'Occident. Alors même qu'il en contrefait les notions d'ordre, de hiérarchie, d'autorité, il en répudie les doctrines fondamentales et les dénonce comme des tendances mortelles pour le génie allemand. Ce qu'il se propose de positif, en effet, c'est d'éliminer le seul élément occidental de sa culture, c'est de rejeter l'universalisme catholique pour mettre le principe racial au sommet de l'échelle des valeurs humaines. En prenant son point d'appui sur son sang et sa race, l'Allemagne, de son aveu même, a voulu suivre « une route personnelle, nettement divergente des voies du monde occidental (1) ». Elle le manifeste aujourd'hui devant l'univers.

HENRI MASSIS.

(1) Martin Hieronimi, *Volk im Werden*, cité par Robert d'Harcourt dans *l'Évangile du III[e] Reich*.

REBECCA

CINQUIÈME PARTIE (1)

I

J'étais à genoux près de Maxim, pressée contre lui, mes mains sur ses épaules, et je n'éprouvais rien, ni chagrin, ni peur ; il n'y avait pas d'horreur en mon être. J'étais choquée par mon manque d'émotion et cette étrange et froide absence de chagrin. Puis il se mit à m'embrasser comme il ne l'avait jamais fait. Je croisai mes mains derrière sa tête et fermai les yeux.

— Je t'aime tellement, murmura-t-il, tellement !...

C'est ce que je rêvais chaque jour, chaque nuit, de lui entendre dire, et voilà qu'il le disait enfin. C'est ce que j'imaginais à Monte-Carlo, en Italie, ici à Manderley. Il le disait maintenant. J'ouvris les yeux et regardai un petit bout de rideau au-dessus de sa tête. Il continuait de m'embrasser, ardemment, désespérément, en murmurant mon nom. Je regardais toujours le petit coin de rideau, remarquant que le soleil l'avait décoloré et qu'il était plus clair que le rideau voisin. « Que je suis calme, pensai-je, et froide ! Je regarde un bout de rideau, et Maxim m'embrasse. Pour la première fois, il me dit qu'il m'aime. »

Puis il s'arrêta tout à coup, me repoussa, et quitta le rebord de la fenêtre.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre, 1er et 15 octobre.

— Tu vois, dit-il, j'avais raison. Il est trop tard, tu ne m'aimes plus.

Je repris soudain conscience et mon cœur bondit dans un élan de panique.

— Il n'est pas trop tard, dis-je vivement en me relevant et en jetant mes bras autour de son cou. Ne dis pas cela, tu ne comprends pas. Je t'aime plus que tout au monde. Mais quand tu m'as embrassée, à l'instant, j'étais bouleversée au point que je ne sentais plus rien.

— Tu ne m'aimes pas, dit-il. C'est pour cela que tu ne sentais rien. Je sais, je comprends. C'est venu trop tard, n'est-ce pas ?

— Non, dis-je.

— Cela aurait dû se passer il y a quatre mois. J'aurais dû savoir.

— Embrasse-moi encore, je t'en prie, Maxim.

— Non. Ce n'est plus la peine.

— Nous ne pouvons nous perdre à présent. Il faut que nous soyons toujours ensemble, sans secrets, sans ombre. Je t'en prie, chéri, je t'en prie !

— Nous n'avons plus le temps. Il ne nous reste peut-être que quelques heures, quelques jours. Comment pourrions-nous être ensemble, maintenant ? Je t'ai dit qu'on avait retrouvé le bateau. On a retrouvé Rebecca.

Le sentiment me revenait peu à peu. Mes mains n'étaient plus froides, elles étaient chaudes et moites. Je sentis un flot de chaleur envahir mon visage, mon cou. Mes joues étaient brûlantes. Rebecca ne s'était pas noyée. Maxim l'avait tuée. Des images dispersées se réveillaient une à une dans ma pensée stupéfaite. Maxim assis à côté de moi dans sa voiture sur une route du Midi : « Quelque chose est arrivé, il y a près d'un an, qui a changé toute ma vie... » Les silences de Maxim, ses sautes d'humeur. « Je suis venu ici précipitamment », avait-il dit à Mme van Hopper, un pli entre les sourcils. « Il paraît qu'il ne peut se consoler de la mort de sa femme... »

Il s'était assis près de la cheminée ; je m'agenouillai près de lui. Je tenais ses mains et m'appuyais contre lui.

— J'ai failli tout te dire, une fois, reprit-il. Le jour où Jasper s'était sauvé dans la crique et où tu étais entrée dans la maisonnette pour chercher une ficelle. Nous

étions assis là. Puis Frith et Robert sont entrés avec le thé.

— Oui, dis-je. Je me rappelle. Pourquoi ne me l'as-tu pas dit ? Nous avons gaspillé le temps où nous aurions pu nous rapprocher. Toutes ces semaines, ces mois perdus...

— Tu étais si lointaine ! Tu ne venais jamais à moi comme maintenant. Je croyais que tu étais malheureuse, que tu t'ennuyais. Je suis tellement plus vieux que toi ! Tu semblais avoir plus de choses à raconter à Frank qu'à moi. Tu étais bizarre avec moi, timide, gênée.

— Comment aurais-je pu venir à toi quand je savais que tu pensais à Rebecca ? dis-je. Comment aurais-je pu te demander de m'aimer quand je savais que tu aimais toujours Rebecca ?

Il me serra contre lui et chercha mon regard.

— Que dis-tu ? Que veux-tu dire ? demanda-t-il.

— Chaque fois que tu me touchais, je pensais que tu me comparais à Rebecca, dis-je. Chaque fois que tu me parlais, me regardais, te promenais avec moi dans le jardin, te mettais à table, je sentais que tu te disais : « J'ai fait cela avec Rebecca. »

Il me regardait stupéfait, comme s'il ne comprenait pas.

— Seigneur ! s'écria-t-il.

Il me repoussa, se leva et se mit à marcher dans la pièce en joignant les mains.

— Tu crois que j'aimais Rebecca ? dit-il. Tu crois que je l'ai tuée par amour ? Je la haïssais ! Notre mariage fut une comédie, dès le début. Elle était méchante, vicieuse, corrompue. Nous ne nous sommes jamais aimés, nous n'avons jamais eu un instant de bonheur l'un par l'autre. Rebecca était incapable d'amour, de tendresse, de pudeur. Elle n'était même pas normale.

J'étais assise par terre, les bras autour de mes genoux remontés, les yeux levés vers lui.

— Oui, elle était intelligente, reprit-il. D'une intelligence maudite. Personne, en la voyant, n'aurait pu soupçonner qu'elle n'était pas la créature la plus généreuse, la meilleure, la plus douée du monde. Elle savait exactement ce qu'il fallait dire à chacun. Si tu l'avais connue, elle se serait promenée dans le jardin avec toi, bras dessus, bras dessous, en appelant Jasper, en bavardant de fleurs, de musique, de

peinture, pour te complaire ; et tu aurais été prise comme les autres. Tu l'aurais adorée.

Il marchait de long en large dans la bibliothèque.

— Quand je l'ai épousée, on m'a dit que j'étais le plus heureux des hommes, reprit-il. Elle était si charmante, si accomplie, si amusante ! Grand-mère elle-même, si difficile à cette époque, l'a adorée tout de suite. « Elle possède les trois qualités qui importent dans une épouse, me disait-elle : l'éducation, l'intelligence et la beauté. » Et je la croyais, ou je me forçais à la croire. Mais j'avais tout le temps une espèce de soupçon au fond de l'esprit. Il y avait quelque chose dans ses yeux...

La véritable Rebecca prenait forme, sortait de son ombre, comme un être vivant sur un fond de tableau : Rebecca cravachant son cheval ; Rebecca empoignant la vie à deux mains ; Rebecca triomphante s'accoudant à la galerie, un sourire sur les lèvres.

Je me revoyais sur la plage, devant le pauvre Ben effrayé. « Vous êtes bonne, avait-il dit, pas comme l'autre. Vous ne m'enverrez pas à l'asile, n'est-ce pas ? »

Maxim continuait à parler et à marcher de long en large.

— Je l'ai démasquée, dit-il, cinq jours après notre mariage. Tu te rappelles le jour où je t'ai emmenée sur la colline près de Monte-Carlo ? Je voulais y retourner, me rappeler. Elle s'était assise là et riait, ses cheveux noirs au vent ; elle me parlait d'elle, me racontait des choses que je ne répéterai jamais à âme qui vive. Je compris alors ce que j'avais fait, qui j'avais épousée. La beauté, l'intelligence et l'éducation, Seigneur !

Il se tut soudain. Il alla vers la fenêtre, d'où il regarda les pelouses, puis il se mit à rire. Je ne pus le supporter, cela me faisait peur.

— Maxim ! criai-je. Maxim !

Il alluma une cigarette et demeura sans rien dire, puis il se retourna et reprit sa promenade à travers la pièce.

— Il s'en est fallu de peu que je ne l'aie tuée là, dit-il. Cela aurait été si facile ! Un faux pas. Tu te rappelles le précipice ?

Je le regardais aller et venir. Il poursuivit :

— Elle a fait un marché avec moi au bord du précipice.

« Je dirigerai votre maison, me déclara-t-elle, je prendrai soin de votre cher Manderley et j'en ferai le chef-d'œuvre du pays, si vous voulez. Et les gens viendront nous voir, nous envieront et parleront de nous ; on dira que nous sommes le couple le plus heureux et le plus beau de l'Angleterre. Quelle plaisanterie, Max ! Quel triomphe ! » Elle riait en déchirant une fleur entre ses doigts.

Maxim jeta sa cigarette à peine fumée dans l'âtre vide.

— Je ne l'ai pas tuée alors, dit-il. Je n'ai rien dit, je l'ai laissée rire. Nous sommes remontés en voiture et nous sommes repartis. Et elle savait qu'il en serait comme elle l'avait proposé, que nous rentrerions ici, à Manderley, recevrions, et qu'on parlerait de notre union comme de la réussite du siècle. Elle savait que je sacrifierais fierté, honneur, amour-propre, toutes les vertus de la terre, plutôt que d'affronter nos intimes après un mois de mariage, eux ayant appris ce qu'elle venait de me raconter. Elle savait que je n'accepterais jamais l'idée d'un divorce où je la dénoncerais, que je ne supporterais pas que les gens nous montrent du doigt, que les journaux nous traînent dans la boue, que tous les gens ici chuchotent en entendant mon nom, et que les gens de Kerrith, passant devant la grille, disent en jetant un coup d'œil sur les pelouses : « C'est là qu'il habite. C'est Manderley. C'est la propriété de ce type qui a divorcé, tu sais bien, on en a parlé dans les journaux. Tu te rappelles ce que le juge a dit à sa femme ?... »

Il s'arrêta devant moi, les mains tendues.

— Tu me méprises, n'est-ce pas ? dit-il. Tu ne peux pas comprendre ma honte et mon dégoût ?

Je ne dis rien. Je tenais ses mains contre mon cœur. Je me souciais bien de sa honte ! Je ne retenais qu'une chose et ne cessais de me la répéter : Maxim n'aimait pas Rebecca. Il ne l'avait jamais aimée. Ils n'avaient jamais connu ensemble un instant de bonheur.

— Mon chéri, dis-je, mon Maxim, mon amour !

Je mis ses mains sur mon visage, je les touchai de mes lèvres.

— Me comprends-tu, dis ? fit-il.

— Oui, répondis-je, oui, mon aimé, mon amour !

Mais je détournai mon visage pour qu'il ne le vît pas.

Qu'importait que je comprisse ou non ? Mon cœur était léger comme une plume dans le vent : il n'avait jamais aimé Rebecca !

— Je ne veux pas me rappeler ces années, dit-il lentement. Je ne veux même pas te les raconter. Cette honte et cette déchéance ! Le mensonge dans lequel nous vivions, elle et moi ! L'ignoble comédie que nous jouions ensemble, devant les amis, les relations, même devant les domestiques ! Tout le monde, ici, croyait en elle, tout le monde l'admirait. Je me rappelle certains jours de fête où la maison était pleine, garden-party ou spectacle ; elle allait de l'un à l'autre avec un sourire d'ange, son bras passé sous le mien, distribuant des prix à une petite troupe d'enfants ; et puis, le lendemain, elle partait à l'aube pour Londres, elle roulait vers cet appartement qu'elle avait loué sur les quais, comme un animal court à sa tanière puante ; et elle revenait ici à la fin de la semaine, après cinq jours impossibles à raconter. Oh ! je me conformais exactement aux clauses de notre traité. Je ne la trahis jamais. Son goût a fait de Manderley ce qu'il est à présent. Les jardins, les buissons, même les azalées de la Vallée heureuse, tu crois qu'ils étaient là du temps de mon père ? Grand Dieu ! le parc était une jungle, charmante sans doute, sauvage et belle à sa manière. Pour le transformer il fallait des sommes qu'il n'aurait jamais consenti à dépenser, que je n'aurais jamais, moi non plus, pensé à donner... sans Rebecca. La moitié du mobilier de ces pièces n'était pas là à l'origine. Le salon tel qu'il est aujourd'hui, le petit salon..., tout cela, c'est Rebecca qui l'a créé. La beauté du Manderley aujourd'hui, du Manderley dont les gens parlent, qu'ils peignent et photographient, tout cela on le doit à Rebecca.

Je le tenais serré contre moi. Je désirais qu'il continuât à parler ainsi pour se délivrer de son amertume, de sa haine refoulée, du dégoût et de la honte des années perdues.

— Et nous avons vécu ainsi, disait-il, des mois et des années. J'acceptais tout, à cause de Manderley. Ce qu'elle faisait à Londres m'était indifférent, puisque cela n'atteignait pas Manderley. Et elle fut prudente pendant les premières années ; il n'y eut pas un murmure, pas un chuchotement à son sujet. Puis elle devint peu à peu plus insouciante. Tu

sais comment un homme se met à boire ? Il va doucement au début, il prend un peu d'alcool de temps en temps ; un excès tous les six mois, peut-être. Puis les intervalles vont en diminuant de plus en plus. Il en fut ainsi avec Rebecca. Elle se mit à faire venir ses amis ici. Elle en invitait un ou deux dans une grande réception de *week-end*. Elle organisait des pique-niques dans sa maisonnette de la crique. Je revins un jour d'Écosse où j'avais été chasser, et je l'y trouvai avec une demi-douzaine de gens que je n'avais jamais vus. Quand je l'avertis, elle haussa les épaules : « En quoi cela vous regarde-t-il ? » fit-elle. Je lui dis qu'elle pouvait voir ses amis à Londres, mais que Manderley était à moi. Elle devait respecter cette clause du traité. Elle sourit sans répondre. Après cela, elle commença à s'attaquer à Frank, pauvre Frank si timide et loyal ! Il vint me trouver un jour et me dit qu'il désirait quitter Manderley, changer de situation. Nous discutâmes deux heures durant, ici, dans cette bibliothèque, puis je compris. Sa réserve l'abandonna et il me raconta tout. Elle ne lui laissait pas un instant de tranquillité, me dit-il ; elle venait tout le temps chez lui, essayait de l'entraîner dans la maisonnette. Cher Frank, il était désolé ; il ne savait pas, il avait toujours cru que nous étions le couple heureux que nous prétendions être.

« Je fis des reproches à Rebecca à ce sujet, et elle s'emporta aussitôt, m'injuriant, lâchant tous les mots infects de son vocabulaire particulier. Ce fut une scène ignoble. Après cela, elle partit pour Londres et y resta un mois. A son retour, elle se tint tranquille tout d'abord. Je pensais qu'elle avait profité de la leçon. Béa et Giles vinrent passer un week-end et je compris ce que j'avais déjà parfois soupçonné : Béa n'aimait pas Rebecca. Je crois qu'avec son drôle d'esprit brutal et direct, elle la perçait à jour, devinait le mal en elle. Ce fut un week-end agaçant. Giles était allé faire une promenade en mer avec Rebecca. Béa et moi paressions sur la pelouse. Quand ils revinrent, je compris à la jovialité de Giles et au regard de Rebecca qu'elle lui avait fait des avances, comme à Frank. Je vis que Béa, pendant le dîner, observait Giles qui riait plus haut que de coutume et parlait un peu trop. Et, pendant tout ce temps, Rebecca, assise au haut bout de la table, arborait son air d'ange.

« Ce fut le dernier week-end que Béa et Giles passèrent à Manderley. Béa ne me parla jamais de ce qui avait pu se passer ; je ne lui en parlai pas non plus. Mais je crois qu'elle savait, comme Frank. Rebecca redevint prudente. Son attitude était irréprochable extérieurement. Mais quand je m'absentais de Manderley alors qu'elle y était, je ne pouvais jamais être sûr de ce qui arriverait. Il y avait eu Frank et Giles... Et alors la bombe éclaterait, les commérages, la publicité que je redoutais. Elle avait un cousin, un garçon qui avait vécu à l'étranger et habitait de nouveau l'Angleterre. Il venait ici chaque fois que j'étais absent. Frank le voyait. Il s'appelait Jack Favell.

— Je le connais, dis-je, il est venu ici le jour où tu étais à Londres.

— Tu l'as vu, toi aussi ? dit Maxim. Pourquoi ne m'en as-tu rien dit ? Je l'ai appris par Frank, qui avait reconnu sa voiture au moment où elle tournait la grille.

— Je pensais que cela te rappellerait Rebecca.

— Me rappeler ! murmura Maxim. Ah ! Dieu, comme si j'avais besoin qu'on me la rappelât ! Elle recevait ce Favell à la maisonnette... Elle racontait aux domestiques qu'elle allait en mer et ne rentrerait que le matin, et elle passait la nuit là-bas avec lui. Une fois encore, je l'avertis. Je lui dis que si je le rencontrais où que ce fût à l'intérieur du domaine, je tirerais sur lui. Il avait une réputation affreuse... La seule idée de cet homme se promenant dans les bois de Manderley, dans des endroits comme la Vallée heureuse, me rendait fou. Elle haussa les épaules et je remarquai qu'elle était plus pâle que d'habitude, qu'elle avait quelque chose de nerveux, d'un peu égaré. Un matin, elle partit pour Londres et revint le jour même, ce qui n'était pas habituel. Ce soir-là, je dînais chez Frank. Je rentrai vers dix heures et demie, et je vis son écharpe et ses gants sur une chaise dans le hall. Je me demandai pourquoi diable elle était rentrée. J'allai dans le petit salon, mais elle n'y était pas. Je compris alors qu'elle était descendue à la crique. Et je sentis que je ne pouvais continuer plus longtemps à supporter cette vie de mensonge, d'ignominie et d'hypocrisie. Il fallait régler la chose d'une façon ou d'une autre. Je décidai de prendre un revolver et de leur faire peur à tous

les deux. Je descendis directement à la maisonnette. Les domestiques ne surent jamais que j'étais repassé à la maison. Je me glissai dans le jardin, puis à travers bois. Je vis de la lumière à la fenêtre de la maisonnette et j'entrai immédiatement. Je fus surpris de trouver Rebecca seule. Elle était étendue sur le divan avec un cendrier plein de bouts de cigarettes à côté d'elle. Elle avait l'air malade, bizarre. Je lui parlai tout de suite de Favell et elle m'écouta sans un mot.

« — Nous avons vécu assez longtemps, vous et moi, cette vie dégradante, dis-je. C'est fini, comprenez-vous ? Ce que vous faites à Londres ne me regarde pas. Vous pouvez y vivre avec Favell ou qui vous voudrez. Mais pas ici, pas à Manderley.

« Elle se tut pendant un instant. Elle me regarda, puis sourit.

« — Et si cela me convient mieux, à moi, de vivre ici ? demanda-t-elle.

« — Vous connaissez nos conditions, dis-je. J'ai tenu ma part de votre honteux marché, n'est-ce pas ? Mais vous avez triché. Vous croyez que vous pouvez traiter ma maison, mon foyer, comme votre logis de Londres. J'en ai beaucoup supporté, mais, par Dieu ! Rebecca, c'est votre dernière chance.

« Je me rappelle qu'elle écrasa sa cigarette dans le cendrier, puis se leva, s'étira en levant les bras au-dessus de sa tête.

« — Vous avez raison, Max, dit-elle. Il serait temps de commencer une nouvelle page.

« Elle me parut très pâle et amaigrie. Elle se mit à marcher de long en large, les mains dans les poches de son pantalon. Elle avait l'air d'un garçon dans son costume de matelot, un garçon avec un visage d'ange de Botticelli.

« — Avez-vous jamais pensé, me dit-elle, au mal que vous auriez à obtenir un jugement contre moi ? Devant un tribunal, bien entendu, si vous vouliez divorcer. Vous êtes-vous rendu compte que vous n'avez pas l'ombre d'une preuve contre moi ? Tous vos amis, même vos domestiques, croient notre union exemplaire.

« — Et Frank ? dis-je. Et Giles ?

« Elle renversa la tête en arrière et se mit à rire.

« — Quel genre d'histoire Frank pourrait-il raconter

contre moi ? dit-elle. Quant à Béatrice, n'y a-t-il pas toutes les chances du monde pour qu'elle apparaisse à la barre des témoins comme le type de la femme jalouse dont le mari a perdu la tête une fois et s'est rendu ridicule ? Oh ! non, Max, tu te donneras beaucoup de mal sans arriver à rien prouver.

« Elle était debout et me regardait, les mains dans ses poches, un sourire sur son visage.

« — Tu ne te rends pas compte que je pourrais citer Danny, ma femme de chambre, et qu'elle jurerait tout ce que je lui demanderais ?

« Elle s'assit sur le bord de la table, balançant les jambes et me regardant. Je me rappelle que je suivais le va-et-vient de son pied dans sa sandale rayée et que mes yeux et mon cerveau se mirent à brûler étrangement.

« — Nous pourrions joliment te ridiculiser, Danny et moi, dit-elle doucement. Nous pourrions te rendre ridicule au point que personne ne te croirait, Max, personne.

« Toujours ce pied se balançant d'avant en arrière, ce pied maudit dans sa sandale à raies bleues et blanches. Elle descendit soudain de la table et se dressa devant moi, toujours souriante, les mains dans ses poches :

« — Si j'avais un enfant, Max, dit-elle, personne au monde ne pourrait jamais prouver qu'il n'est pas de toi. Il grandirait ici à Manderley, il porterait ton nom, tu ne pourrais rien faire contre cela. Et à ta mort, Manderley serait à lui. Tu ne pourrais pas non plus empêcher cela. Tu serais heureux, n'est-ce pas, d'avoir un héritier pour ton cher Manderley ? Cela te ferait plaisir, n'est-ce pas, de voir mon fils dans son chariot sous les marronniers, gambadant sur la pelouse, chassant des papillons dans la Vallée heureuse ? Cela te donnerait la plus douce émotion de ta vie, n'est-ce pas, de regarder grandir mon fils, et de te dire que tout cela lui appartiendra au jour de ta mort ?

« Elle attendit un instant en se balançant sur ses talons, puis elle alluma une cigarette et alla vers la fenêtre. Elle se mit à rire. Elle rit longtemps. Je pensais qu'elle ne s'arrêterait jamais.

« — Dieu, que c'est drôle ! disait-elle, c'est d'une drôlerie magnifique. Je t'ai dit, n'est-ce pas, que je voulais commencer

une nouvelle page ? Maintenant tu sais pourquoi. Je serai la mère parfaite, Max, comme j'ai toujours été la parfaite épouse. Et personne ne devinera jamais, personne ne saura.

« Elle se retourna vers moi, souriante, une main dans sa poche, l'autre tenant sa cigarette. Quand je l'ai tuée, elle continuait à sourire. Je visai au cœur. Elle ne tomba pas immédiatement. Elle restait là debout, me regardait, ce lent sourire sur son visage, les yeux grands ouverts...

La voix de Maxim avait baissé jusqu'à n'être plus qu'un murmure. La main que je tenais entre les miennes était froide.

— Je n'avais pas pensé que lorsqu'on tue quelqu'un il y a une telle quantité de sang, dit Maxim, et sa voix à présent était lente, lasse, sans expression. Je dus retourner à la crique. Je dus faire la navette entre la maison et la crique pour chercher de l'eau. Partout il y avait des traces de sang. Je l'ai portée dans le bateau ; il devait être alors onze heures et demie, minuit. Il faisait très noir. Le vent soufflait de l'ouest. Je la déposai dans la cabine, puis je levai l'ancre et fis sortir le bateau du petit port, contre la marée. Le vent était pour moi, soufflait par bouffées. Je me rappelle avoir hissé la grande voile à moitié du mât.

« Il faisait noir, si noir que je ne voyais rien sur le pont sombre et glissant. Je trouvai tout de même la porte de la cabine. J'y entrai. J'avais un épieu. Si je n'agissais pas maintenant, il serait trop tard. Le courant nous poussait vers le récif et, dans quelques minutes, à dériver de la sorte, nous serions à la côte ! J'ouvris les robinets de sûreté. L'eau commença à pénétrer dans le bateau. J'appuyai l'épieu entre les planches de la coque. Il passa à travers. Je le ressortis et fis un autre trou plus loin, puis un autre encore. J'avais les pieds dans l'eau. Je laissai Rebecca étendue par terre ; je refermai les deux hublots et la porte. Quand je remontai sur le pont, je vis que nous étions à une quinzaine de mètres du récif. Je grimpai dans le petit canot et m'éloignai du voilier, puis, appuyé sur les rames, je le regardai qui s'en allait à la dérive. Il sombrait en même temps, la proue s'enfonçait. La voile ondoyait et sifflait comme un fouet. Il me semblait que quelqu'un devait l'entendre, un promeneur nocturne attardé sur la falaise, un pêcheur de Kerrith voguant derrière moi

sur la baie dans un bateau que je ne voyais pas. Le voilier n'était plus qu'une ombre noire sur l'eau. Le mât se mit à frémir et à craquer. La quille s'enfonça tout d'un coup, et à ce moment le mât se brisa net au milieu. La bouée de sauvetage flotta sur les vagues. Le bateau n'était plus là. Je me rappelle avoir continué à regarder l'endroit où il était une minute auparavant. Puis je ramai vers la crique. Il commençait à pleuvoir.

Maxim se tut, puis il tourna les yeux vers moi assise par terre près de lui.

— C'est tout. Je t'ai tout raconté. J'ai attaché le petit canot à la jetée comme elle l'aurait fait. Je suis remonté à la maisonnette; le plancher était humide d'eau salée. Je repris le sentier des bois. Je rentrai à la maison, montai l'escalier, entrai dans le cabinet de toilette. Je me rappelle m'être déshabillé. Il se mit à pleuvoir à torrents, le vent soufflait très fort. J'étais assis sur le lit quand Mrs Danvers frappa à la porte. J'allai lui ouvrir en robe de chambre. Elle était inquiète au sujet de Rebecca. Je lui dis de retourner se coucher et refermai la porte. J'allai m'asseoir près de la fenêtre, regardant tomber la pluie, écoutant les vagues qui se brisaient dans la crique.

Je tenais toujours ses mains froides.

— Le bateau a sombré trop près, reprit Maxim. J'aurais dû le faire sortir de la baie. On ne l'aurait jamais retrouvé.

— C'est à cause du naufrage, dis-je. Cela ne serait jamais arrivé sans le naufrage. Personne n'aurait rien su.

Il y eut un nouveau silence. Je me sentais très fatiguée.

— Je savais que cela arriverait un jour, dit Maxim. Même quand je suis allé à Edgecoombe pour identifier ce corps, je savais que cela ne servirait à rien, absolument à rien. Ce n'était qu'une question de temps. Rebecca finirait par gagner. T'avoir connue n'a rien changé, n'est-ce pas ? T'aimer n'empêche rien. Rebecca savait qu'elle finirait par gagner. J'avais vu son sourire au moment où elle est morte.

— Rebecca est morte, dis-je. Elle ne peut pas parler, elle ne peut pas témoigner. Elle ne peut plus te faire de mal.

— Il y a son corps, dit-il, le scaphandrier l'a vu.

— Il faudra trouver une explication. Ce pourrait être

le corps de quelqu'un que tu ne connaissais pas, de quelqu'un que tu n'avais jamais vu.

— On retrouvera des choses à elle, dit-il, les bagues à ses doigts, par exemple. Même si les vêtements ont pourri dans l'eau, il en restera quelque indice. Le scaphandrier replonge demain à cinq heures et demie du matin. Searle a tout organisé. On va essayer de remonter le bateau. J'irai avec eux. Searle dit qu'il faudra laisser l'eau s'écouler du voilier, jusqu'à ce que la cabine soit vide. Il doit amener un docteur.

— S'ils découvrent que c'est Rebecca, il faudra que tu dises que tu étais malade quand tu es allé à Edgecoombe et que tu ne savais pas ce que tu faisais en reconnaissant le corps pour celui de Rebecca. C'était une erreur, voilà tout. On ne peut rien prouver contre toi. Personne ne t'a vu cette nuit-là. Tu étais couché. Personne ne sait rien en dehors de toi et moi. Personne au monde. Pas même Frank.

— Oui, fit-il.

— On pensera que le bateau a sombré pendant qu'elle était dans la cabine. On pensera qu'elle était descendue chercher une corde ou n'importe quoi et que, pendant ce temps-là, le vent a soufflé du promontoire et fait chavirer le bateau, et que Rebecca s'est trouvée enfermée dans la cabine. C'est cela qu'on pensera, tu ne crois pas ?

— Je ne sais pas, dit-il. Je ne sais pas.

Tout à coup la sonnerie du téléphone se mit à retentir dans la petite pièce attenante à la bibliothèque.

II

Tandis que j'entendais vaguement la voix de Maxim qui répondait, une sorte de métamorphose s'accomplissait en moi. Je me sentais transformée. Je ne serais plus jamais une enfant. Nous affronterions ensemble les difficultés, Maxim et moi. Je n'étais plus trop jeune ; je n'étais plus timide ; je n'avais plus peur. Je lutterais pour Maxim. Je mentirais, jurerais, serais parjure, je blasphémerais et tromperais. Rebecca n'avait pas gagné, Rebecca avait perdu.

Maxim rentra dans la pièce.

— C'était le colonel Julyan, dit-il. Il venait de voir Searle. Il vient avec nous demain matin.

— Le colonel Julyan ? Pourquoi ?

— C'est le magistrat de Kerrith. Sa présence est nécessaire.

— Qu'a-t-il dit ?

— Il m'a demandé si j'avais une idée sur l'identité de ce corps.

— Qu'as-tu répondu ?

— J'ai dit que je ne savais pas, que nous avions cru Rebecca seule à bord. Il m'a demandé aussi si je croyais pouvoir m'être trompé à Edgecoombe. J'ai dit que c'était possible, que je ne savais pas.

— Et alors il va avec toi demain visiter le voilier ? Lui, le capitaine Searle, et un docteur ?

— Et aussi l'inspecteur Welch.

— Pourquoi l'inspecteur Welch ?

— C'est l'usage quand on trouve un cadavre.

Je ne dis rien. Nous nous regardions. Je sentais une douleur au creux de mon estomac.

— Peut-être qu'on ne pourra pas remonter le bateau.

— Peut-être, dit-il.

— Alors, ils ne pourront pas sortir le corps, n'est-ce pas ?

— Je ne sais pas.

Il regardait par la fenêtre. Le ciel était blanc et bas comme lorsque j'avais quitté la falaise. Mais il n'y avait pas de vent ; tout était silencieux et tranquille.

— J'aurais cru que le vent allait se lever du sud-ouest. il y a une heure, mais il est tombé tout de suite, dit-il. Le scaphandrier aura un calme plat demain pour sa plongée.

La sonnerie du téléphone se fit de nouveau entendre dans la petite pièce. Maxim et moi nous nous regardâmes ; puis il alla répondre, refermant la porte derrière lui, comme tout à l'heure. La bizarre douleur qui m'étreignait se faisait toujours sentir ; elle s'était même manifestée avec plus de force au bruit du téléphone. Maxim revint dans la bibliothèque.

— Ça commence, dit-il lentement.

— Que veux-tu dire ? Que se passe-t-il ? fis-je soudain glacée.

— C'était un reporter du *Country Chronicle*. Il demandait si c'était vrai qu'on avait retrouvé le bateau de la première Mme de Winter.

— Qu'as-tu répondu ?

— J'ai dit que oui, qu'on avait trouvé un bateau, mais que c'était tout ce que nous savions. Il a demandé aussi si je pouvais confirmer le bruit selon lequel on aurait découvert un cadavre dans la cabine.

— Non !

— Si. Quelqu'un a dû parler. Pas Searle, j'en suis sûr. Le scaphandrier ou un de ses amis. On ne peut pas faire taire ces gens-là. Tout Kerrith connaîtra l'histoire demain matin au petit déjeuner.

Il prit un livre, mais je savais qu'il ne lisait pas. De temps à autre, je le voyais lever la tête comme s'il entendait encore le téléphone. Mais personne ne nous dérangea.

Après le dîner, nous retournâmes dans la bibliothèque. J'étais assise par terre aux pieds de Maxim, ma tête sur ses genoux. Parfois il m'embrassait. Parfois il me parlait. Il n'y avait plus d'ombre entre nous et, quand nous nous taisions, c'est que nous désirions ce silence. Je me demandais comment je pouvais être si heureuse quand notre petit univers était si sombre. C'était un étrange bonheur. Rien de ce que j'avais rêvé ou attendu : un bonheur calme et silencieux. Les fenêtres étaient grandes ouvertes, et quand nous ne nous parlions pas, nous regardions le ciel obscur.

Il dut pleuvoir cette nuit-là, car, lorsque je me réveillai le lendemain matin, à sept heures, et me levai, je vis par la fenêtre que les roses étaient penchées et ruisselantes et que les talus gazonnés qui montaient vers le bois étaient humides et argentés. Maxim ne m'avait pas réveillée, quand il s'était levé à cinq heures.

J'ouvris les fenêtres du petit salon pour faire entrer l'air frais et vif. Les fleurs sur la cheminée étaient fanées ; les pétales jonchaient le sol. Je sonnai, et Maud, la seconde femme de chambre, entra.

— Cette pièce n'a pas été touchée ce matin, dis-je. On n'a même pas ouvert les fenêtres, et les fleurs sont fanées. Voulez-vous les enlever ?

Elle parut intimidée et s'excusa.

— Que cela ne se renouvelle pas, fis-je.

— Non, madame, dit-elle en emportant les fleurs.

Je n'aurais jamais cru que c'était si facile de se montrer sévère. Le menu de la journée était posé sur le bureau : saumon froid à la mayonnaise, côtelettes en aspic, galantine de volaille, soufflé. Je reconnaissais ces mets pour les avoir vus sur le buffet du souper la nuit du bal. C'était sans doute le déjeuner froid qui avait été servi la veille et auquel je n'avais pas touché. Je trouvai que le personnel en prenait à son aise. Je barrai le menu et sonnai Robert.

— Dites à Mrs Danvers de commander quelque chose de chaud, dis-je. S'il reste des plats froids à finir, nous n'en voulons pas à la salle à manger.

— Bien, madame, dit-il.

J'allai dans la roseraie cueillir quelques roses et les portai dans le petit salon. Le tapis avait été balayé, les pétales enlevés. Je commençai à arranger les fleurs dans les vases que Robert avait remplis d'eau. J'avais presque fini, lorsqu'on frappa à la porte.

— Entrez, dis-je.

C'était Mrs Danvers. Elle tenait le menu à la main. Elle était pâle et avait l'air fatigué, de grands cernes entouraient ses yeux.

— Bonjour, Mrs Danvers, dis-je.

— Je ne comprends pas pourquoi vous m'avez renvoyé le menu par Robert, commença-t-elle. Pourquoi avez-vous fait cela ?

Je la regardai, une rose à la main.

— Ces côtelettes et ce saumon ont été servis hier, dis-je. Je les ai vus sur la desserte. Je préfère quelque chose de chaud aujourd'hui. Si on ne veut pas manger les restes à l'office, jetez-les. Il y a un tel gaspillage dans cette maison que, vraiment, un peu plus ou un peu moins...

Elle me regardait sans rien dire. Je mis une rose dans le vase avec les autres.

— Ne me dites pas que vous n'avez rien d'autre à nous donner, Mrs Danvers, dis-je. Vous devez avoir des menus pour toutes les occasions.

— Je n'ai pas l'habitude qu'on me fasse faire les commissions par Robert, dit-elle. Quand Mme de Winter désirait

un changement de menu, elle me téléphonait personnellement.

— Ce que Mme de Winter faisait ne me regarde pas, dis-je. C'est moi maintenant qui suis Mme de Winter. Et si cela me plaît d'envoyer mes instructions par Robert, je le ferai.

A ce moment, Robert entra dans la pièce.

— Le *Country Chronicle* téléphone, madame, dit-il.

— Dites au *Country Chronicle* que je ne suis pas là.

— Bien, madame. Et il quitta la pièce.

— Eh bien, Mrs Danvers, quoi d'autre ? demandai-je.

Elle continuait à me regarder sans rien dire.

— Si vous n'avez plus rien à me demander, continuai-je, vous feriez mieux d'aller donner vos ordres à la cuisine pour le déjeuner chaud. Je suis occupée.

— Qu'est-ce que le *Country Chronicle* vous voulait ? demanda-t-elle.

— Je n'en ai pas la moindre idée.

— C'est vrai, reprit-elle lentement, ce qu'on a dit hier à Frith quand il était à Kerrith, qu'on a retrouvé le bateau de Mme de Winter ?

— On a dit cela ? fis-je. Je n'en savais rien.

— Le capitaine Searle, le commissaire du port de Kerrith, est venu hier, n'est-ce pas ? Frith dit qu'on raconte à Kerrith que le scaphandrier a retrouvé le voilier de Mme de Winter.

— Peut-être, dis-je. Mais vous feriez mieux d'attendre que monsieur soit rentré pour le lui demander.

Elle attendit un instant, puis elle quitta la pièce. Elle ne me faisait plus peur. Elle avait perdu son pouvoir en même temps que Rebecca. Ce qu'elle pouvait faire ou dire, désormais, ne m'atteindrait plus. Je savais qu'elle était mon ennemie et cela me laissait indifférente. Mais si elle apprenait la vérité sur le cadavre du bateau et devenait aussi l'ennemie de Maxim ? Je m'assis dans un fauteuil, posai le sécateur sur la table. Je n'avais plus envie d'arranger les roses. Je me demandais ce que Maxim faisait. Je me demandais pourquoi le reporter du *Country Chronicle* avait de nouveau téléphoné. L'ancienne sensation douloureuse revint m'étreindre. J'allai me pencher à la fenêtre ; il faisait très chaud et il y avait de l'orage dans l'air. Je sortis sur la terrasse.

A onze heures et demie, Frith vint me dire que Maxim me demandait au téléphone. Mes mains tremblaient quand je pris le récepteur.

— C'est toi ? dit-il. Ici, Maxim. Je te téléphone du bureau. Je suis avec Frank.

— Bien, dis-je.

Il y eut un silence.

— Je ramènerai Frank et le colonel Julyan à une heure pour déjeuner, dit-il.

— Bien.

— On a pu remonter le bateau. Je viens de rentrer. Searle était là et le colonel Julyan, et Frank et les autres.

Je me demandais si Frank était à côté du téléphone et si c'était pour cela que Maxim était si froid et distant.

— Alors, entendu, fit-il. Nous serons là à une heure.

Une heure se traîna, lente, interminable. A une heure moins cinq, j'entendis une voiture dans l'allée, puis des voix dans le hall.

J'arrangeai mes cheveux devant la glace. J'étais très pâle ; je me pinçai les joues pour les colorer. Maxim entra avec Frank et le colonel Julyan. Je me rappelai avoir vu ce dernier au bal, déguisé en Cromwell. Il paraissait différent aujourd'hui, plus ratatiné, plus petit.

— Comment allez-vous ? dit-il.

Il parlait doucement, gravement, comme un médecin.

— Dis à Frith d'apporter le porto, dit Maxim. Je vais me laver les mains.

— Moi aussi, dit Frank.

Avant que j'eusse sonné, Frith apparut avec le porto. Le colonel Julyan n'en voulut pas. Je pris un verre pour me donner une contenance. Le colonel Julyan était à côté de moi près de la fenêtre.

— C'est une chose désolante, madame, dit-il gentiment. J'en suis très triste pour votre mari et vous.

— Merci, fis-je.

Je bus une gorgée de porto, puis je reposai mon verre sur la table. J'avais peur qu'il ne vît que ma main tremblait.

— Ce qui complique tout cela, c'est le fait que votre mari a identifié le premier cadavre, l'année dernière, dit-il.

— Je ne comprends pas, fis-je

Il s'arrêta net et s'éloigna de moi. Maxim et Frank rentraient dans la pièce.

— Le déjeuner est servi, dit Maxim.

Je passai dans la salle à manger, le cœur comme une pierre, lourd, engourdi. Le colonel Julyan s'assit à ma droite, Frank à ma gauche. Je ne regardai pas Maxim ; Frith et Robert passèrent le premier plat.

— Tout le monde s'est beaucoup amusé l'autre soir à votre magnifique bal, dit le colonel Julyan.

— Cela me fait plaisir, dis-je.

— Mme Lacy était très bien.

— Oui.

— Son costume allait mal, comme d'habitude, dit Maxim.

— Les vêtements orientaux doivent être difficiles à porter, dit le colonel Julyan, et pourtant vous savez qu'on les dit beaucoup plus commodes et plus frais que nos costumes européens.

— Vraiment ? fis-je.

— Vous connaissez l'Orient, colonel ? demanda Frank.

— L'Extrême-Orient. J'ai passé cinq ans en Chine, puis à Singapour.

On enleva les assiettes ; on passa un soufflé et une salade de fruits qui furent vite expédiés. Robert parut avec le fromage et les biscuits et, quelques minutes plus tard, Frith apportait le café et les cigarettes. Puis tous deux sortirent de la pièce en fermant la porte. Nous bûmes le café en silence. Je regardais obstinément ma soucoupe.

— Winter, je disais à votre femme avant le déjeuner, commença le colonel Julyan reprenant son ton confidentiel, que le point le plus ennuyeux de toute cette navrante affaire était le fait que vous aviez identifié le premier cadavre.

— Oui, évidemment, dit Maxim.

— Je pense que l'erreur était bien naturelle, étant donné les circonstances, fit vivement Frank. Les autorités avaient écrit à Maxim en lui demandant de venir à Edgecoombe, parce qu'on présumait que le corps était celui de Mme de Winter. Et Maxim n'était pas bien à cette époque. Je voulais l'accompagner, mais il a insisté pour y aller seul. Il n'était pas en état d'entreprendre une démarche de cette sorte.

— C'est stupide, dit Maxim, j'étais parfaitement bien.

— A quoi bon discuter de nouveau tout cela ? dit le colonel Julyan. Vous avez fait cette première identification, et maintenant le seul parti à prendre est d'admettre l'erreur. Cette fois il semble qu'il n'y ait aucun doute.

— Aucun, dit Maxim.

— Je voudrais pouvoir vous épargner les formalités et la publicité d'une enquête, dit le colonel Julyan, mais je crains que ce ne soit impossible.

— Bien entendu, dit Maxim.

— Je ne pense pas que cela dure longtemps. Il suffira que vous confirmiez l'identification et qu'on entende le témoignage de Tabbe qui, dites-vous, a transformé le bateau quand votre femme l'a acheté ; il devra fournir quelques renseignements sur l'état du voilier au moment où il l'a eu en chantier. Simple formalité, vous savez, mais c'est nécessaire. Non, ce qui m'ennuie, c'est la maudite publicité de l'affaire. C'est si triste et si pénible pour vous et votre femme ! C'est vraiment malheureux que ce maudit navire se soit justement échoué là. Sans ce naufrage, on n'aurait plus jamais parlé du drame.

— Certes, dit Maxim.

— La seule consolation, c'est que nous savons maintenant que la mort de la pauvre Mme de Winter a été soudaine. Il n'a pu être question pour elle d'essayer de nager.

— Pas question, dit Maxim.

— Elle a dû descendre chercher quelque chose, puis la porte a claqué et une lame a recouvert le bateau alors qu'il n'y avait personne à la barre, dit le colonel. C'est terrible.

— Oui, dit Maxim.

— Ce doit être comme cela que la chose s'est passée, qu'en pensez-vous, Crawley ?

— Oh ! sans aucun doute, dit Frank.

Je levai les yeux et vis que Frank regardait Maxim. Il détourna aussitôt la tête, mais pas avant que j'eusse vu et compris l'expression de ses yeux. Frank savait. Et Maxim ne savait pas qu'il savait. Ma main était chaude, moite.

— Il faut croire que tôt ou tard nous commettons tous des erreurs de tactique, dit le colonel Julyan, et alors c'en est fait de nous. Mme de Winter devait savoir comment le vent s'engouffre dans cette baie et qu'il était dangereux

d'abandonner la barre d'un petit bateau comme celui-là. Bien qu'elle eût navigué seule sur ces eaux un grand nombre de fois, elle commit une imprudence... et cette imprudence lui coûta la vie. C'est une leçon pour nous tous.

— Un accident est si vite arrivé, dit Frank, même aux gens les plus expérimentés. Songez au nombre de tués à la chasse tous les ans.

— Oui, je sais. Si Mme de Winter n'avait pas quitté la barre de son bateau, l'accident n'aurait jamais eu lieu. C'est vraiment extraordinaire. Je l'ai regardée très souvent aux régates du samedi à Kerrith, et je ne l'ai jamais vue commettre une erreur de manœuvre. Cela, c'est une faute de débutant, et justement près du récif.

— La mer était très houleuse, cette nuit-là, dit Frank. Quelque chose avait pu se briser. Alors elle est descendue chercher un couteau.

— Évidemment, évidemment. Enfin, nous ne saurons jamais. Je vous l'ai dit, je voudrais pouvoir arrêter cette enquête, mais c'est impossible. Je vais essayer d'arranger cela pour mardi matin, et ce sera aussi bref que possible. Mais je crains que nous ne puissions pas écarter les journalistes.

Il y eut un nouveau silence. Je jugeai le moment venu de repousser ma chaise.

— Si nous allions dans le jardin, dis-je.

Nous nous levâmes tous et sortîmes sur la terrasse. Le colonel Julyan caressa Jasper. Puis il regarda sa montre.

— Merci pour votre excellent déjeuner, dit-il. J'ai un après-midi assez chargé et j'espère que vous m'excuserez de me sauver si vite.

— Mais bien sûr ! dis-je.

— Je suis vraiment navré de ce qui se passe ; vous avez toute ma sympathie. Je considère que c'est presque plus dur pour vous que pour votre mari. Enfin, une fois l'enquête terminée, il faudra vous dépêcher d'oublier cela tous les deux.

— Oui, nous essayerons.

Quand le colonel et Crawley furent partis, Maxim vint me retrouver sur la terrasse. Il me prit par le bras. Nous étions debout, regardant les pelouses qui s'étendaient vers la mer.

— Cela va s'arranger très bien, dit-il. J'ai confiance. Tu

as vu comment était Julyan à déjeuner, et Frank ? Il n'y aura aucune difficulté à l'audience.

Je ne dis rien. Je tenais son bras serré.

— Il ne pouvait pas être question une minute de ne pas reconnaître le corps, dit-il. Ce que nous avons vu suffisait pour que le docteur pût l'identifier, même sans moi. Il n'y a pas trace de blessure; la balle n'avait touché aucun os.

Un papillon vola devant nous, sot et frivole.

— Tu as entendu ce qu'ils ont dit, continua-t-il. On pense qu'elle s'est trouvée enfermée dans la cabine. C'est aussi ce que le jury croira à l'audience. C'est seulement pour toi que cela me tourmente, reprit-il; sans cela, je ne regrette rien. Si c'était à refaire, je n'agirais pas autrement. Je suis heureux d'avoir tué Rebecca, je n'en aurai jamais de remords, jamais, jamais. Mais toi ? Je ne peux pas oublier ce que cela t'a fait. Je te regardais et je n'ai pensé à rien d'autre pendant tout le déjeuner. Il est parti pour toujours, ce drôle d'air jeune et vague que j'aimais. Il ne reviendra jamais. J'ai tué cela aussi, en te parlant de Rebecca...

III

Le journal local que Frith m'apporta ce soir-là portait de grandes manchettes. Il le posa sur la table. Maxim n'était pas là ; il était monté de bonne heure afin de s'habiller pour le dîner. Il y avait une grande colonne sur l'événement, en première page, et une photographie de Maxim qui devait dater au moins de quinze ans. C'était terrible de le voir ainsi au milieu de la première page. Une petite phrase, à la fin de l'article, me concernait et disait que Maxim m'avait épousée en secondes noces et qu'il venait justement de donner un bal costumé à Manderley. Tout cela paraissait si sec et si grossier dans la typographie noire du journal !

Je cachai le journal sous le coussin du fauteuil pour que Maxim ne le vît pas, mais je ne pus lui cacher les éditions du matin suivant. On parlait aussi du drame dans les journaux de Londres. Tous les articles soulignaient le fait que le corps de Rebecca avait été retrouvé après le bal, comme si le moment avait été délibérément choisi. Les

deux journaux employaient la même expression : « ironie du sort ». Je voyais Maxim, à la table du petit déjeuner, devenir de plus en plus pâle en lisant ces journaux l'un après l'autre. Il me regarda et je lui tendis la main à travers la table.

— Quels individus dégoûtants ! murmura-t-il.

Je pensais à tout ce qu'ils pourraient dire s'ils savaient la vérité. Pas une colonne, mais cinq ou six. Des affiches à Londres. Des marchands de journaux criant dans les rues, devant les entrées du métro. Frank vint après le petit déjeuner ; il était pâle et fatigué comme s'il n'avait pas dormi.

— J'ai donné ordre au standard de brancher tous les appels pour Manderley sur le bureau, dit-il à Maxim. Comme cela, si les journalistes téléphonent, je m'en occuperai. Je ne veux pas qu'on vous ennuie. Mme Lacy a téléphoné à huit heures et demie. Elle voulait venir tout de suite.

— Bon Dieu ! s'écria Maxim.

— Ne vous inquiétez pas. Je lui ai dit très franchement que je ne croyais pas que sa présence fût d'aucun secours ici, que vous ne vouliez voir personne. Elle désirait savoir quand l'audience aurait lieu ; je lui ai dit que ce n'était pas encore fixé. Mais je ne vois pas comment nous l'empêcherons d'y venir si c'est annoncé dans les journaux.

— Ces maudits journalistes ! dit Maxim.

— C'est vrai, dit Frank. On voudrait tous les étrangler, mais il faut comprendre leur point de vue. C'est leur gagne-pain à ces gens. D'ailleurs, vous n'aurez rien à faire avec eux, Maxim, je m'en occupe. Préparez en paix la déclaration que vous ferez au tribunal.

— Je sais ce que j'ai à dire.

— Bien sûr, mais rappelez-vous que le coroner est le vieux Horridge. C'est un bonhomme très strict ; il entre dans des détails étrangers à l'affaire pour montrer au jury combien il est consciencieux. Il ne faudra pas vous laisser troubler par lui.

— Pourquoi, diable, serais-je troublé ? Il n'y a rien qui puisse me troubler.

— Bien sûr ! Mais j'ai déjà assisté à ces interrogatoires de coroner et il est facile d'y perdre patience. Il ne faut pas indisposer cet homme.

Je me rappelais l'étrange répugnance de Frank à parler de Rebecca. Je comprenais tout maintenant. Frank savait, Maxim ne savait pas qu'il savait, et Frank ne désirait pas que Maxim sût qu'il savait.

Le téléphone ne nous dérangea plus. Il n'y avait plus qu'à attendre le mardi. Je ne revis pas Mrs Danvers. Le menu m'était soumis par la voie habituelle et je n'y changeais rien.

Le jour de l'audience, le déjeuner fut rapide. Nous ne parlions guère. Je sentais de nouveau cette crampe au creux de l'estomac et ne pouvais rien avaler. Ce fut un soulagement pour moi de voir arriver la fin de ce simulacre de repas et d'entendre Maxim aller chercher la voiture. Le bruit du moteur me réconforta. Cela signifiait qu'il fallait partir. Frank nous suivait dans sa petite voiture. Je laissai ma main sur le genou de Maxim tout le temps qu'il conduisait. Il semblait très calme. J'avais l'impression de conduire quelqu'un dans une clinique et de ne pas savoir ce qui allait se passer. Mon cœur battait d'une façon désordonnée, et tout le temps cette petite crampe au creux de l'estomac. L'enquête devait avoir lieu à Lanyon, à cinq kilomètres de Kerrith. Nous rangeâmes la voiture sur la grande place du marché. L'auto du docteur Phillips était déjà là, ainsi que celle du colonel Julyan.

— Je ne voulais pas que tu vinsses, dit Maxim. Tu aurais beaucoup mieux fait de rester à Manderley.

— Non, non. Je serai très bien ici, dans la voiture.

Maxim et Frank s'éloignèrent. Les minutes passaient. Je me demandais ce qu'étaient en train de faire le coroner, Frank, Maxim, le colonel Julyan. Je sortis de la voiture et me mis à arpenter la place du marché. Je m'arrêtai à une devanture, puis je repris ma promenade de long en large. Je remarquai qu'un agent de police me regardait curieusement. Je tournai le coin d'une rue pour l'éviter. Je m'aperçus que je me dirigeais sans le vouloir vers le bâtiment où l'audience avait lieu. Aucune foule n'attendait à la porte, ainsi que je l'avais cru et redouté. La place semblait déserte. Je montai le perron et m'arrêtai dans le vestibule. Un agent de police surgit devant moi.

— Vous désirez quelque chose ? me demanda-t-il.

— Non, non, fis-je.

— Vous ne pouvez pas rester ici.

— Oh ! je vous demande pardon, — et je me retournai, prête à descendre le perron.

— Excusez-moi, madame, reprit-il. N'êtes-vous pas Mme de Winter ?

— Oui.

— Dans ce cas, c'est différent. Vous pouvez rester, si vous voulez. Voulez-vous vous asseoir ?

Il me fit entrer dans une petite pièce nue. Je m'assis là, les mains sur mes genoux. Cinq minutes passèrent. Rien ne se produisait. Je me levai et sortis dans le vestibule. L'agent de police y était toujours.

— Est-ce que ce sera long ? dis-je.

— Je peux allez voir, si vous voulez.

Il disparut dans un couloir et revint au bout d'un moment.

— Je ne pense pas que cela dure encore bien longtemps, dit-il. M. de Winter a déjà déposé. Le capitaine Searle, le scaphandrier et le docteur Phillips aussi. Il n'y a plus qu'un témoin à entendre, M. Tabbe, le constructeur de bateaux de Kerrith.

— Alors, c'est presque fini ?

— Je crois, madame, fit-il. — Puis il ajouta, comme mû par une soudaine pensée : — Voulez-vous écouter la fin ? Il y a une place vide tout près de l'entrée. Si vous vous mettez là, vous ne dérangerez personne.

— Oui, dis-je, oui, c'est une idée.

C'était presque fini. Maxim avait fait sa déclaration. Cela m'était égal d'entendre le reste. Je suivis l'agent, qui ouvrit une porte au fond du couloir. Je m'y glissai et m'assis tout près de l'entrée. La salle était plus petite que je n'aurais cru. Il y faisait une chaleur étouffante. J'avais imaginé une grande salle nue avec des bancs, comme une église. Le coroner était un vieil homme mince avec un pince-nez. Mon cœur bondit soudain quand je vis Mrs Danvers. Elle était assise tout au fond de la salle et Favell était à côté d'elle, Jack Favell, le cousin de Rebecca. Il était penché en avant, le menton dans les mains, les yeux fixés sur M. Horridge, le coroner. Je ne m'attendais pas à le trouver là et me demandais si Maxim l'avait vu. James Tabbe, le constructeur de bateaux, était debout maintenant, et le coroner lui posait une question.

— Oui, monsieur, répondait Tabbe, c'est moi qui ai transformé le petit bateau de Mme de Winter. C'était un bateau de pêche français, et Mme de Winter l'avait acheté pour peu d'argent en Bretagne. Elle m'avait chargé de le transformer pour en faire une espèce de petit yacht.

— Le bateau était-il en état de prendre la mer ? demanda le coroner.

— Il l'était quand je l'ai rendu en avril de l'année dernière. Mme de Winter l'avait remis dans mon chantier en octobre, comme d'habitude ; puis, en mars, j'ai reçu un mot d'elle me disant de l'appareiller, ce que j'ai fait. C'était la quatrième saison que Mme de Winter naviguait sur ce bateau depuis que je l'avais transformé.

— Sait-on si ce bateau avait déjà chaviré ?

— Non, monsieur ; Mme de Winter m'en aurait avisé aussitôt. Elle était enchantée de son bateau, à tous points de vue.

— Sans doute la manœuvre de ce bateau exigeait-elle une grande prudence ?

— Écoutez, monsieur, il faut toujours une certaine présence d'esprit pour conduire un voilier, je ne dis pas le contraire. Mais le bateau de Mme de Winter n'était pas un de ces petits sabots qu'on ne peut pas quitter de l'œil une seconde, comme certains bateaux que vous voyez à Kerrith. C'était un bateau solide et qui pouvait tenir un grand vent. Mme de Winter y avait navigué par de plus gros temps que celui de cette nuit-là. Je n'ai jamais pu comprendre que le bateau de Mme de Winter ait fait naufrage par une nuit comme celle-là.

— Pourtant, si Mme de Winter était allée chercher un manteau, comme on le suppose, et qu'une rafale eût soudain soufflé du promontoire, cela aurait suffi pour faire chavirer le bateau ? demanda le coroner.

James Tabbe secoua la tête.

— Non, dit-il, têtu, je ne crois pas que cela eût suffi.

Daphné du Maurier.

Traduit de l'anglais par Denise Van Moppès.

(La sixième partie au prochain numéro.)

IMPRESSIONS D'UN RÉSERVISTE

Aux Armées, le 20 *septembre* 1939.

Quoi que l'avenir réserve à chacun de nous, et quelque regret que chacun de nous puisse concevoir pour le passé, il est certain que ces quinze derniers jours ont constitué pour beaucoup une expérience passionnante, riche en découvertes, en enseignements, même en joies. On dit que la France se retrouve aux heures de danger : de ce qui n'est souvent qu'une phrase conventionnelle et qu'un cliché par trop facile, les jours que nous avons vécus ont fait surgir la réalité, ou plutôt les réalités.

C'est que nous connaissions mal la France : comme les voyageurs trop pressés qui, pour traverser un pays, empruntent les routes nationales, nous laissions souvent des étiquettes, des panneaux ou des formules masquer les aspects innombrables du sol et les visages innombrables, qui sont ceux de ses habitants. La mobilisation, en tirant brusquement de chaque coin de terre l'homme qui abandonnait son foyer pour défendre l'ensemble du territoire, en faisant cantonner dans des villages ou dans des fermes, des hommes accourus des villes, d'autres villages ou hameaux, a permis de toucher, par un contact presque physique, l'infinie diversité et variété de notre pays. Ceux qui ont vécu cela, il semble qu'ils doivent être préservés à tout jamais, dans leur amour pour la France, de tout système partisan, de toute simplification intéressée. On ne conçoit pas, parmi les réservistes d'aujourd'hui, qui ont assisté à la brusque incorporation dans leur unité nouvelle de tant d'êtres formés sur des sols si différents, qu'il

puisse y avoir un sectaire pour qui la France se réduirait demain à une idéologie exclusive, un affairiste pour qui elle se réduirait à un faisceau d'intérêts, un utopiste pour qui elle se situerait dans les nuées. Pays complexe et concret qui sait, aux jours du danger, se raidir dans un même effort sans rien abandonner de la variété de ses gestes, de ses parlers, de ses visages. Pays vrai, d'une vérité fondée dans la terre et dans la chair, comme on comprend, même si parfois les masques de la politique lui ont dérobé sa mission, qu'il se trouve aujourd'hui lutter en premier contre ceux qui se sont réfugiés dans la fausse facilité des systèmes totalitaires!

Une unité de réservistes, c'est le résultat d'un miracle qui s'accomplit en huit jours. Le premier jour, un officier dépareillé, un sous-officier en civil, un ou deux réservistes précurseurs, se trouvent dans un village encore vide. Ils n'ont rien qu'une caisse renfermant cinq ou six registres. Un de ces registres contient l'état du personnel, qui n'a pas encore rejoint, mais dont chaque élément dort encore, pour une nuit ou deux, sous son toit, près de sa famille. Un autre contient l'état des animaux, chevaux de labour ou d'élevage, que des commissions spéciales enlèvent au même moment aux cultivateurs navrés. Un autre renferme l'état des voitures, auxquels viendront s'atteler les chevaux encore absents et que conduiront des hommes, dont on ne sait jusqu'alors que leur âge et leur matricule. Les autres registres annoncent ou contiennent... tout. Tout ce qui sera nécessaire à la vie de l'unité, depuis les paperasses officielles qui sont son état-civil jusqu'à la liste des vêtements, des armes et des ingrédients qui lui donneront son aspect définitif. Tout l'horaire de la naissance, depuis le jour et l'heure où chaque réserviste devra se présenter, où chaque objet sera perçu, où les chevaux arriveront, jusqu'à l'endroit d'où ils viendront, par quel trajet ou par quel moyen de transport.

Devant cette minutie, qui n'est encore que sur le papier, devant ces noms qui s'alignent et ne sont encore que des noms, les quelques hommes, qui constituent le noyau de l'unité, ne peuvent se défendre d'un certain sentiment d'angoisse, on dirait presque de vertige. Ils ont la veille, sur l'ordre d'une feuille rose ou blanche, quitté immédiatement et sans délais leurs femmes, leurs enfants : ils ont abandonné

la vie qu'ils s'étaient faite et qu'ils avaient choisie pour une autre qui s'impose à eux. Dans la nuit où ils ont rejoint, ils n'ont vu du pays qu'ils traversaient en hâte que des masses d'ombres imprécises, ou que la lueur blafarde et vague de phares d'auto bleuis sur des routes sillonnées dans tous les sens. Et voici qu'au terme de cette séparation brutale, qui déchire l'esprit et le cœur, au terme de ce voyage hallucinant, dans un décor de cauchemar, qui semble prolonger autour d'eux l'angoisse qui les remplit, ils trouvent pour les accueillir, au lieu de la réalité vivante d'hommes qui seront leurs camarades, la sécheresse et la prolixité d'états établis dès le temps de paix par des « scribouillards » anonymes.

Mais bientôt ces états s'animent : de jour en jour et d'heure en heure, le mécanisme d'horlogerie qui remplit tout le pays de pulsations redoublées, vient agiter le rouage infime, qui attendait dans les registres. Un jour des hommes arrivent : un autre jour, des chevaux. Entre temps, le matériel, les voitures et l'habillement. Tout arrive au moment précis, prévu dans le déroulement du plan. Devant l'affiche surmontée de drapeaux tricolores qui, sur le mur de la mairie, a fixé l'instant de départ du gigantesque mécanisme, les rassemblements de l'unité naissante deviennent chaque jour plus nombreux, et chaque jour moins hétéroclites.

Au début, c'est une confusion d'effets civils et militaires. Sur des vareuses kaki trônent des casquettes, inclinées encore sur l'oreille. Les hommes saluent les officiers de retentissants « Monsieur », qui rappellent la vie de naguère. Les vareuses mal fermées cherchent à copier les vestons dépouillés depuis la veille. Les jambes sont encore sans molletières, ni houseaux. Les gradés n'ont pas de galons ; les hommes n'ont pas d'écussons. Il semble que l'on soit au premier essayage de l'uniforme de guerre, et parfois leur habillement, encore mal ajusté et disparate, fait rire comme des collégiens tous ces hommes chargés de famille.

Car tous ces hommes sont gais : ou plutôt, comme on se refuse, par égard pour leur courage et leur sincérité, à rééditer ici les traits brillants, mais faux, de quelque guerre en dentelles, il faut dire plus précisément que, dans leur état d'esprit, il entre une part, une part seulement, de gaieté, d'entrain et de panache. Trois jours à peine après celui où la mobilisation

commença, alors que l'unité compte le tiers de son effectif, n'a touché aucun cheval et a des hommes habillés de la façon que l'on sait, un officier, un peu pressé, peut adresser à ses hommes une note de service où il exalte l'esprit et la tenue de la future unité d'élite : cette hâte apparaît normale et tous trouvent naturelle une telle anticipation.

Autre exemple : un homme que l'on veut diriger vers une fabrique d'armes où il ferait des cartouches a ce refus étonnant et digne de *Cyrano* : « Les cartouches, je ne les fais pas : je les tire. » Cet entrain s'accompagne d'une étonnante faculté d'adaptation et de débrouillage : l'histoire du dénommé Potage en portera témoignage.

Potage, cultivateur de son métier, avait dû à son patronyme d'être inscrit par un scribe en mal de jeu de mots sur le registre de mobilisation pour la fonction de cuisinier. Il convient de dire que l'auteur de cette plaisanterie facile, pour corriger sans doute ce qu'elle avait d'arbitraire, avait fait suivre d'un point d'interrogation l'indication professionnelle. Mais, avec ou sans point d'interrogation, Potage, qui n'avait jamais cuisiné, était le seul à figurer sur le livre de mobilisation avec la mention « cuisinier ». On le lui fit bien voir. Potage, affecté à la roulante, dut s'improviser cuistot. Il le fit si vite et si bien que, deux jours plus tard, la cuisine de l'unité était réputée parmi celles du régiment, et que moins de huit jours plus tard, par un ordre supérieur, Potage était retiré du premier théâtre de ses exploits culinaires pour être affecté à une popote d'état-major. Que de « Potage » parmi nos hommes : que d'êtres qui, à l'humble place où les a mis le hasard ou la destinée, montrent que l'intelligence française n'est pas seulement d'imitation ou de routine, mais créatrice et active !

Un prêtre, arraché à l'économat d'une institution de jeunes gens, s'improvise en quelques journées sous-officier consciencieux et cavalier convenable ; puis, un jour que l'on veut recruter des juges et des assesseurs pour un tribunal militaire, et qu'on lui fait miroiter les avantages et la sécurité d'une fonction qui le maintiendrait à l'arrière, il répond tout simplement : « Je ne condamne pas : j'absous. » Un bureaucrate démêle en vingt-quatre heures les secrets du harnachement et n'a bientôt pas d'égal pour allonger ou raccourcir les

traits, selon la place de l'attelage, arrière, devant ou milieu. Puis, comme il se met en selle pour une étape de nuit : « Cela me fait du bien, dit-il, depuis vingt ans j'étais assis ! »

Toute la jeunesse de la France, cette faculté perpétuelle de renouvellement et d'adaptation, apparaît même chez ces hommes qui, pourtant, ne sont plus des jeunes. Mais l'affection qu'on leur doit, l'admiration qu'ils méritent en ayant aussi simplement abandonné une vie déjà épanouie et mûrie pour les risques de la guerre, oblige aussi à ne pas taire l'autre aspect de leurs sentiments. Ces hommes sont gais, a-t-on dit : mais ces hommes aussi sont graves. Comment ne le seraient-ils pas ? Et n'est-ce pas ce fond de tristesse qui rend encore plus admirables leur entrain et leur gaieté ?

Ils vivent et pensent sur deux plans. D'une part, ils ont retrouvé extérieurement la désinvolture et l'aisance que tous ont connues à la caserne et que certains d'entre eux ont déjà connues à la guerre : d'instinct ils ont répété les gestes par lesquels, de tout temps, s'est exprimé l'entrain du soldat français : la fleur près de l'oreille du cheval, ou parfois auprès de la baïonnette. Mais dès qu'ils se trouvent seuls, ou dans les groupes réduits qui, bientôt, se sont formés d'après les affinités, sous la surface brillante apparaît un fond de tristesse. On voit alors, pour un instant vite passé, des yeux s'embuer de larmes, des regards qui jusque-là regardaient droit devant eux, sembler vaciller et se tourner vers on ne sait quelles images intérieures et lointaines ; on voit des mains qui se crispent sortir de la poche secrète des photos déjà souvent regardées ou des lettres souvent relues. Et l'on entend à mi-voix, sur un ton de confidence, des hommes échanger entre eux des souvenirs qui leur sont propres, mais auxquels tous s'intéressent.

Je ne sais si jamais la France a eu armée plus réfléchie, plus digne et plus résolue que celle où prennent rang ces unités de réservistes. Nulle colère, mais une volonté irréductible. En Hitler, ils voient, en termes mesurés, le responsable de leur sort et ils jugent tout simplement qu'il convient de se garder. « C'est un malicieux, Hitler, déclare l'un deux, il ne tient pas ses engagements » ; cependant qu'un autre commente : « Ce sera long et dur peut-être, mais on ne pouvait pourtant pas le laisser maître chez nous. » Nulle illusion ne

les berce : pas de cris, pas de « A Berlin » précipités, excessifs, qui seraient suivis peut-être de désillusions rapides. Tous ces hommes mûrs et réfléchis, qui savent comment une vie se fait par un travail incessant et opiniâtre de chaque jour, même au moment où cet effort semble arrêté et leur bonheur menacé, sont prêts à employer à l'œuvre de guerre la même constance, la même patience dont ils avaient usé naguère pour accomplir l'œuvre de paix. L'un d'eux raconte à ses camarades comment il a utilisé ses derniers jours de vie civile : « Depuis quinze jours, je me doutais qu'il faudrait partir. Alors pour m'occuper je me suis mis à repeindre un grand portail devant chez moi. Le jour où le tocsin a sonné, il ne me restait plus qu'un mètre à faire. » Gageons qu'à son retour chez lui, ou à sa première permission, notre homme n'aura rien de plus pressé que de compléter son ouvrage.

C'est de cela, de ces joies et de ces peines, de ces angoisses, mais aussi de cette constance profonde, qu'était déjà faite l'âme de l'unité, lorsque le huitième jour, définitivement constituée, elle quitta le cantonnement qui lui avait servi de lieu de rassemblement. Sur la route qu'elle dut suivre pour gagner la voie ferrée, il faut dire pour être franc que rien ou presque ne distinguait ces soldats improvisés et ces attelages composés de chevaux de ferme et de harnais encore gras de la graisse des magasins, que rien ne les distinguait d'unités plus jeunes, mieux entraînées, composées d'éléments actifs. Et l'embarquement même, terreur des professionnels, exercice où se signalent la discipline et l'adresse des familiers du règlement, se fit dans le temps voulu, sans accident ni encombre. Mais si la montée dans le train ne causa nulle surprise, il n'en fut certes pas de même pour le voyage lui-même.

Depuis vingt-quatre heures des bruits couraient sur l'endroit vers lequel le régiment allait être dirigé. D'abord imprécis et épars, ils s'étaient bientôt, sans que nul ne pût en indiquer la source, précisés et confirmés. Depuis le ravitaillement, qui doit à son contact avec l'intendance des informations plus nombreuses, jusqu'aux conducteurs de pièce qui marchent en tête des colonnes, il n'était nul qui ne crût savoir quel serait le lieu de débarquement du régiment, quelle serait aussi sa zone de concentration. Et tous ces civils d'hier,

accoutumés à voyager selon des horaires officiels et par des voies ferrées bordées de gares s'imaginaient déjà quel réseau ils parcourraient avant d'arriver au but. Mais ce jour-là, le long des voies où leur train stationnait pour des arrêts prolongés avant de repartir à un rythme ralenti, ils apprirent qu'à côté du réseau pour voyageurs et pour touristes, du réseau officiel garni de gares, de buffets, de kiosques et de contrôleurs, il est un autre réseau ignoré, presque clandestin, qui sert en temps de paix au transport des marchandises, en temps de guerre au transport des unités. Ce n'est plus d'une gare qu'ont lieu les départs des troupes, mais d'un quai d'embarquement. Ce n'est pas à une gare que se font les arrivées, mais à un quai de débarquement. Et selon que celui-ci a ou non sa hauteur bien ajustée à celle des wagons et des plateformes, où l'on embarque les chevaux et les voitures, la peine des hommes se trouve réduite ou accrue, et le voyage commence ou se termine sous des auspices plus ou moins favorables. Entre ces deux quais qui marquent les extrêmes du trajet, les voyageurs malgré eux découvrent avec étonnement l'existence de points remarquables qui ne sont pas des gares et qui, pourtant, sont des arrêts. C'est ainsi qu'une voie de garage, où le train brusquement stoppe, offre devant chaque wagon de grands baquets remplis d'eau pour abreuver les chevaux.

L'arrivée dans la ville que tant de gens espéraient se fait aussi en marge de l'existence normale. A peine les voitures débarquées, à peine refaits les attelages, un service d'ordre précis dirige les mouvements de la colonne dans la nuit rendue plus intense par les précautions d'alerte ; à travers les petites rues d'un faubourg excentrique, on gagne la proche banlieue. Et tous ont déjà quitté la ville, tant attendue, tant aimée, qu'ils ont eu à peine le temps d'en maudire le pavé gras, glissant sous les pas des chevaux, ou l'étroitesse des rues, où les convois s'embouteillent.

Après cette déception, l'unité, dans son fracas de voitures, de chaînes et de sabots, à l'allure traînante des caissons chargés d'obus et des chariots pleins de vivres, s'en va vers sa destinée, aveuglée par le brouillard du matin qui semble mêler les fumées de la grande ville aux exhalaisons du sol. Chaque conducteur voit à peine l'attelage qui le précède :

un trou d'ombre sépare chaque voiture de la suivante et l'officier en tête doit parfois prêter l'oreille pour être sûr que le suit l'unité qu'il commande et dont il n'aperçoit rien. Ainsi commence avec son horizon borné et son existence à part, la vie de cette chevalerie errante que constitue en temps de guerre une unité combattante.

Il faut, dans tous les sens du mot, que l'unité mobilisée puisse se suffire à elle-même. Qu'elle possède ses ateliers et ses services essentiels. Qu'elle constitue une famille où chacun puisse, aux jours de doute, s'appuyer et se reprendre. Qu'elle ait le médecin des corps, pour panser les blessures de chair, et les médecins des âmes, aumôniers et officiers, pour panser celles de l'esprit ou bien du cœur. Il faut qu'elle sache vers quelle mission lointaine on va la faire cheminer, mais qu'elle ignore les étapes par où il lui faudra passer. Il faut que chacun garde l'image de ceux pour qui il se bat en sachant qu'il est exclus, comme un preux, comme un chevalier, de leur intimité et aussi de leurs faiblesses.

L'amour que l'on a pour ces hommes, la fierté que l'on ressent d'avoir l'honneur d'en commander une unité, même réduite, sont sans doute le meilleur garant que, dans une campagne, peut-être longue, nous serons égaux à nos tâches. La guerre ne nous obsède plus : nous savons avec qui la faire. Ce qui obsède, c'est la paix : sera-t-elle digne de ces hommes ? Au jour lointain de l'armistice, lorsque sera terminée la première partie de la tâche, les Français sauront-ils communier dans l'œuvre de refaire la France, comme ils ont su communier dans l'œuvre de la défendre ? Cela semble si facile aujourd'hui : serait-il possible que demain cela fût inaccessible ? N'y aura-t-il pas pour ce peuple qui sait éprouver des sentiments collectifs, sans rien abdiquer de ses traits particuliers, une mission nationale, humaine, civilisatrice qui saura s'imposer à lui pour lui refaire un destin ?

LIONEL.

ESSAIS ET NOTICES

LE DÉPART DES CHEFS-D'ŒUVRE DU LOUVRE

N'est-ce pas une des grandes privations que nous inflige la guerre, que de ne pas voir s'ouvrir les portes de nos musées ? La raison, — ce n'est un secret pour personne, — c'est que tous nos trésors parisiens sont partis et ont élu domicile ailleurs.

Combien lugubres furent les premiers départs ! Ceux qui ont assisté, un certain jeudi soir, dix jours avant la déclaration de guerre, aux premiers déménagements du Louvre n'oublieront de sitôt ce spectacle. A la lueur de lampes de poche, en verre bleu, on s'était mis au travail, avec hâte et fièvre. On décrochait les Rembrandt, les Vinci, et bien d'autres, puis, les toiles à terre, on les désencadrait. C'était une vision saisissante, presque effrayante, que celle de cette longue galerie obscure dans laquelle se mouvaient, pareilles à des fantômes, les ombres silencieuses des travailleurs. Et les grandes œuvres du passé se balançaient, vacillaient le long des murs, puis, résignées, s'inclinaient vers le sol.

Le travail se poursuivit tard dans la nuit. Le lendemain il y avait sur les murs de couleur chocolat de grandes taches grises... C'était ainsi que les premiers groupes d'appelés marquaient leur absence, ceux dont le fascicule de mobilisation était une discrète pastille rouge apposée sur un côté du cadre. Cependant, dans la galerie qui se vidait peu à peu, on trouvait encore les jours suivants quelques hôtes de marque. A cause de leur grande taille ils bénéficiaient d'un léger sursis. Ainsi, pendant plusieurs jours, la *Vierge* de Vinci souriait encore de son indicible sourire sous ses rochers mystérieux, tandis

que celle de Mantegna trônait, altière, sous son berceau de fleurs et de fruits. Mais bientôt, tableaux à pastilles vertes, à pastilles jaunes et sans pastille quittèrent les salles et ce ne fut plus qu'un amoncellement de cadres à terre, sur lesquels on trébuchait parfois.

Seules les œuvres très vastes restaient encore. Ainsi *la Religion* de Rubens triomphait toujours. En face, *l'Ancienne Loi*, représentée par *Élie et Habacuc*, lui tenait tête. Il y avait encore les Véronèse, l'imposant *Couronnement* de Napoléon, et d'autres. Mais autour d'eux, c'était la grande solitude.

Les jours passaient. Nos tâches variaient. Décrocher, désencadrer, transporter, étiqueter, emballer, pointer... Puis, sur des camions où, bien souvent, on lisait les réclames les plus inattendues, les trésors de la France s'en allaient vers des cieux plus paisibles.

Mais, un jour, l'ordre vint de n'en point demeurer là, et des artisans de métier furent désignés pour déloger les derniers locataires des salles de peinture. Tel fut le sort des Rubens de la Galerie Médicis. Quelles étaient les pensées d'Henri IV lorsqu'il quitta cette galerie qu'il avait été le premier à franchir ? N'aurait-il pas préféré rester au milieu de ses Parisiens qu'il aimait tant ? D'ailleurs son transport au dehors du musée, en compagnie des Véronèse, alors que la remorque ne passait, ni sous les guichets du Louvre, ni sous les ponts, bien moins encore sous les trolleys d'un tramway en quelque ville retardataire, fut une aventure mélodramatique...

Plus tard, du déménagement des salles, on passa au déménagement de la réserve. Ce fut pour nous l'occasion d'explorer les dédales des petits escaliers, des soupentes d'où l'on extrayait les cadres poussiéreux. Quel statisticien pourrait évaluer les kilos de poussière qui furent soulevés, balayés, changés de place pendant cette tourmente ?

Cependant, que devenait la sculpture ? Elle est moins alerte que la peinture et d'une humeur moins voyageuse. Aussi, tout d'abord, se contenta-t-on de prudentes descentes et d'installations plus ou moins confortables dans les sous-sols. J'ai vu la *Vénus de Milo* dans la salle des Prisonniers barbares, un peu froissée de se trouver en tête-à-tête avec l'*Héra de Samos*. Rigide, telle une duègne, celle-ci semblait

surveiller, morigéner sa jeune et belle rivale. Vexée, Vénus lui tourna le dos. Autour d'elles, on ne laissa qu'un « espace vital » très restreint, et on les emmura sous d'épais sacs de sable.

La *Victoire de Samothrace* fut bien plus longue à se mouvoir. On avait dressé autour d'elle un imposant échafaudage, et il semblait qu'elle braverait ainsi les fureurs germaniques. Mais un beau jour, on signa son ordre de départ. Alors, de ses grandes ailes, en un large vol plané, la déesse amorça une descente audacieuse le long du grand escalier Daru. Elle vira à droite et atterrit sous une arcade solide, où on résolut de lui faire attendre son départ.

Dans ce coin, qui petit à petit s'assombrissait, au fur et à mesure que s'amoncelaient les sacs de sable, j'ai vu des choses significatives. Tout autour de la grande *Victoire*, quelques statues étaient venues chercher refuge, et j'eus cette vision symbolique du *Gaulois blessé*, raidi par la douleur, mais brandissant son poing dans un dernier geste de bravoure, cependant que les grandes ailes de la déesse l'enveloppaient de leur ombre.

Non loin de là, sous une autre arcade, *Diane chasseresse* réunit tout d'abord autour d'elle une société de choix. Mais il n'est si bonne compagnie qui ne se disperse et, seule maintenant, la déesse semble partir à la chasse dans des fourrés de sacs de sable.

Dans ces salles de sculpture une nostalgie profonde étreint le rêveur attardé. On pense aux aménagements récents, juste orgueil de nos directeurs, aménagements qui ont attiré le monde entier au Louvre. Je songe aux milliers, aux dizaines de milliers d'étrangers, qui se pressaient quotidiennement dans nos salles lors de l'Exposition de 1937.

Et maintenant, quelle solitude ! Des galeries nues, des socles épars... Seuls, dans un coin, un rhéteur et un philosophe oubliés poursuivent leur discussion devant un chariot vide qui bientôt les emportera... Parqués dans une autre salle, quelques dieux et déesses attendent leur ordre d'évacuation. Avec de grands gestes de théâtre, ils manifestent leur déplaisir. Seul *Hermès* l'aventureux rattache déjà sa talonnière. Pour lui, le grand touriste antique, les voyages, quels qu'ils soient, sont une partie de plaisir.

Dans l'ombre d'une autre galerie *Alexandre* est en péni-

tence, la tête contre un pilier. Ailleurs le *Héros combattant* s'attaque à la muraille de sa future prison sous les yeux désabusés du *Prisonnier barbare*. D'autres grandes statues semblent jouer aux quatre coins ; les plus sages méditent sur leur fin dernière devant les stèles de leurs prédécesseurs.

Jetons maintenant un coup d'œil sur la sculpture moderne. Dans les salles gothiques, les « gisants » reposent sous des couvre-pieds de sable. Un grand Christ domine de sa haute taille la salle mélancolique, tandis que sa mère se détourne pour dissimuler sa peine. Le *Tombeau de Philippe Pot* et le *Michel Colombe* disparaissent sous leurs coussins de sable. Mais, à partir des salles de la Renaissance, le spectacle tourne au burlesque. On se croirait en carnaval. Le *Christ ressuscité* de Germain Pilon a la figure et les mains couvertes de bandelettes pour rappeler sans doute son récent embaumement. Le cardinal de Bérulle fait figure de grand frileux. Il a la tête emmitoufflée dans un passe-montagne, les mains dans un manchon qui semble fait d'hermine. A ses pieds, minuscule, l'air sévère, *Richelieu*, étiquette au cou, se résigne difficilement au peu d'égard que l'on a pour lui. Et voici *Henri IV* avec un heaume à visière baissée, tendant un poing ganté... de bourrelets de papier, — tandis que tout près de lui *Orphée* a subjugué la docile meute de Fontainebleau, qui, oreilles basses, l'écoute religieusement. Mais, s'il y avait un concours de déguisement, la *Renommée* de Pierre Biard et le *Mercure volant* de Jean de Bologne auraient certainement le prix. N'ont-ils pas voulu faire concurrence à la réclame du Bibendum Michelin ?

Mais voici que tout ce peuple de statues, celles en pénitence contre les murs, et celles en costume de mardi gras entend sonner le tocsin. Cette fois, la mobilisation générale, totale est décrétée pour elles. Elle suivit de trois semaines environ celle de nos soldats. Depuis les plus grandes vedettes jusqu'aux plus humbles figurants tous allaient prendre le chemin de l'exil. Alors, après les avoir munis de feuilles de route accrochées à leur taille ou à leur cou, on les dépose sur des chariots, et en route pour la galerie Daru. Le spectacle est lamentable. Ligotée, emprisonnée, la *Vénus de Milo* redresse encore son buste prestigieux en souriant à ses bourreaux, qui, du reste déférents, font l'impossible pour lui adoucir

les moindres chocs. Au pied de l'escalier Daru, la déesse regarde le socle vide de la *Victoire* absente, puis, majestueuse, elle glisse dans la galerie où commence le travail de la mise en caisse. Les mesures prises, on lui met « un corset de maintien » qui empêchera le moindre mouvement. Docile elle se laisse faire. On l'enferme entre des planches, mais pareille aventure ne saurait l'émouvoir : elle a l'habitude de ressusciter hors des tombeaux.

Avant elle, la *Diane* de Houdon avait été pareillement traitée, mais, jeune beauté indisciplinée, celle-ci semblait toujours vouloir s'évader de sa prison de bois.

Cependant, un beau matin, dans la galerie silencieuse, quelques hommes de métier amenèrent une dame de grande allure. Drapée dans une robe de bure, — des sacs de sable, — la corde autour des reins, un anneau, menotte inutile, suspendu à son cou, toute rapetissée dans sa cage de bois, méconnaissable en un mot, elle avançait, grave, digne, prête au sacrifice. Cette grande dame, c'était la *Victoire*, tirée de son abri provisoire. Quelle déchéance !

Maintenant, telle une condamnée, elle monte au supplice. Impassible, elle voit dresser le gibet où bientôt on l'accrochera. Il lui eût suffi d'un battement d'ailes pour reprendre sa liberté, mais, soumise, elle accepte l'humiliation. Il faut cette pendaison ignominieuse pour l'installer dans sa caisse. Il faut cette disparition momentanée pour qu'elle ressuscite aux jours de gloire... Bientôt on ferme son cercueil, et les coups de marteau retentissent comme dans la chambre d'un mort. Puis la caisse monumentale glisse, roule ; on la hisse sur un camion qui l'emporte... Quand celui-ci s'ébranla et que l'ombre de la *Victoire* disparut à l'horizon, le Louvre n'était plus qu'un cadavre glacé, un corps sans âme.

Mais quand résonneront les fanfares victorieuses, d'un coup d'aile la déesse reprendra son vol vers Paris. Nous la reverrons, illustre messagère d'une paix glorieuse, se poser, altière, sur le socle d'où elle paraît dominer le monde. Alors les Français salueront son retour d'acclamations triomphales.

SIMONE D'HAUTEFORT.

IMAGES DE LA GUERRE

PREMIÈRE VISITE AUX ARMÉES

RETOUR DES HÉROS

Ils nous avaient quittés il y a vingt ans. Vingt ans où la France s'est engourdie, s'est effritée, a paru défaillir. Mais ils ne sont jamais loin de notre terre, de notre ciel. Chaque fois qu'un grand péril est sur nous, ils reviennent. Les voici. Nous allons vivre avec eux pendant des mois, des années. Pour ceux dont l'âge avance, ils vont y finir, — mais dans quelle joie ! — d'user leur cœur...

Une escadrille de chasse tapie dans la forêt qu'octobre bigarre. La grande tente qui sert de popote aux officiers. Un homme, une femme, en vêtements noirs très simples sont là. Ils causent sur un ton posé, avec le commandant, jeune, pâle, nu-tête et qui d'une main tiraille les boutons de sa veste de cuir. Ce sont les parents du capitaine C..., tué voilà quelques jours dans un vol de reconnaissance. Cinq Messerschmidt l'ont attaqué. Il en a abattu un, puis, son avion en flammes, s'est jeté en parachute. Les Allemands ont tiré sur lui alors qu'il tombait. Deux balles dans la tête, C... agonisait quand il a touché le sol. C'était un merveilleux garçon, très beau, très noble, un frère cadet de Guynemer et de Mermoz.

Ses parents sont venus prendre ses effets, ses souvenirs. La mère tend la main :

— Merci, commandant.

Et elle s'en va, d'un pas calme, sous les arbres vers la route. Le père la suit, les épaules serrées. Mais chez l'un et l'autre

aucune défaillance. Ils sont dignes de leur fils. Ils ne vont le pleurer que lorsqu'ils seront seuls. Eux aussi, des héros.

LA « MARSEILLAISE » EN ALSACE

Voici l'Alsace, l'une des plus gracieuses terres d'Europe, où, dans la plaine blonde, les perches à houblon dressent des mâts pareils de loin à ceux des barques, aux charmantes maisons à pignons peints, si propres, si claires, d'une vie si fine, qui s'avancent dans la rue comme des dames avec leurs petits perrons délicats aux rampes ouvrées, leurs portes à carreaux au-dessus desquels court une vigne rougissante... Ce village est un village comme tous les autres. Le général qui nous conduit s'arrête tout-à-coup près de l'église. Devant l'école sont groupés une trentaine d'enfants, garçons et filles de dix à quinze ans. Ils ont de bonnes figures douces, que l'émotion pâlit un peu. Leur instituteur est près d'eux, en veston noir du dimanche. Une fillette qui porte une gerbe de zinnias, d'asters, de roses, nouée d'un ruban tricolore, sort du rang et s'avance vers le général. Elle récite un compliment de quelques phrases que tous les enfants, couronnent par un double cri, à la fois lent et résolu : « Vive la France ! Vive le général ! »

Un silence... Le maître fait un signe. Et la *Marseillaise* monte de ces jeunes gorges :

Contre nous de la tyrannie
L'étendard sanglant est levé.

C'est d'une actualité, d'une acuité saisissantes. Tous ces enfants, on le sent, voient devant eux surgir l'armée féroce sous ses drapeaux rouges à croix gammée. Chanté par ces enfants d'Alsace, le grand hymne heurte ses notes aux maisons riantes, avec cet air d'incantation héroïque qu'il prend quand on le chante à plusieurs. Le refrain achevé, l'instituteur essuie ses yeux. Il n'est pas le seul. La petite fille tend la gerbe au général qui, montant les quelques marches de l'église, va la déposer devant le modeste monument aux Morts.

Nous entrons ensuite dans l'école et nous nous asseyons dans une classe tandis qu'un officier nous fait un « topo » très lucide et très savant sur le repérage par le son.

Souvenir de *la Dernière classe* d'Alphonse Daudet... Il a dû y avoir ici une « dernière classe », voilà soixante-huit ans... Un petit crucifix est cloué au-dessus de la chaire du maître, les murs blancs sont couverts de cartes, de naïfs dessins d'enfants, d'animaux en bois découpé et peint, de gravures scolaires.

UNE VILLE EN LÉTHARGIE

Cette ville, étalée, immense, sous le ciel gris, c'est Strasbourg. Elle a été évacuée complètement les 2 et 3 septembre. Trois cent mille hommes et femmes, vieillards et enfants sont partis en quelques heures, stoïques, n'emportant qu'un léger bagage. Seules des patrouilles de gardes mobiles et de motocyclistes de police sillonnent encore les chaussées. Les rues vides sont propres, balayées, lavées. Beaucoup de magasins n'ont pas baissé le rideau sur leurs vitrines. Tout l'appareil de la vie est intact. Ici une librairie avec des pyramides de volumes, des revues, des journaux qui semblent d'hier; là, une modiste avec des chapeaux agréablement disposés; là, une lingère qui étale un gracieux abandon de dentelles et de soies ; là, un « tailleur civil et militaire » qui a disposé des fourragères et des croix sur des tuniques réséda ; là, un coiffeur avec ses mannequins ondulés, provocants, dont la cire n'a point encore de poussière. Dans le silence, mes gros souliers résonnent ; j'étouffe mon pas.

Le commandement a voulu que la cité symbolique, notre sentinelle sur le Rhin, gardât son visage intact. Les Strasbourgeois qui sont partis doivent être tranquilles. Leurs biens sont saufs. Ils pourront revenir dès que la ville ne sera plus menacée. Une clef dans chaque serrure et tout peut ressusciter demain. Rappelez-vous le vieux conte : la lumière reviendra et tous les gestes de la vie. Les rues se rempliront de gens et de bruit. On se pressera dans les boutiques. Ce sera la victoire, la paix...

Des pigeons çà et là forment de petits îlots mouvants sur les places désertes. Les soldats leur donnent quelques croûtes de pain. Pour les bêtes aussi la guerre a commencé.

Un détour et voici la cathédrale de grès rose, la merveille composite de trois siècles qui se jette d'un élan vertigineux

vers les nuages. Des ouvriers entassent des sacs de sable devant son portail. Protection un peu naïve, car le danger est surtout pour la charpente magnifique des nefs et la tour acérée qui, depuis si longtemps, joue de toutes ses découpures avec les rigueurs ou les sourires du ciel.

J'entre. Le grand vaisseau est vide, nu. Ses vitraux ont été déposés. Un jour glacé, brutal, a chassé la prière. Ce n'est plus qu'un squelette d'église où les orgues non protégées encore et trop neuves, trop bariolées, donnent une fausse note et déplaisent au regard. La célèbre horloge a disparu derrière un amoncellement de terre. Quelques hommes vont et viennent, casquettes ou chapeaux sur la tête... Allons-nous en : Dieu n'est plus là.

Je vais au pont de Kehl. Ici, séparées seulement par le Rhin qui n'a pas au plus large trois cents mètres, la France et l'Allemagne, l'arme au pied, se mesurent. Sur notre rive, l'entrée de l'énorme passerelle de fer est défendue par des chevaux de frises, des chicanes. De grandes toiles tendues camouflent nos casemates. Chez l'ennemi, de l'autre côté, mêmes défenses, mais ses ouvrages sont tendues de banderoles où l'on peut lire, à la lorgnette, des appels au soldat français :

« Voulez-vous encore vous faire tuer pour les Anglais ? » ou bien :

« Ne refusez pas la main que notre Fuhrer vous tend ! »

Nos poilus en rient, comme ils lèvent l'épaule quand des hauts parleurs de radio, juchés sur des camions, passent sur la rive droite du Rhin, promenant entre deux *lieder* des fragments de discours de Hitler et des adjurations grossières à la paix. Comme ces gens-là nous connaissent peu !

Quand je suis monté à la tour vitrée qui nous sert d'observatoire, à cent mètres du pont, un avion allemand de reconnaissance filait haut dans le ciel. Une de nos mitrailleuses l'a poursuivi sans l'atteindre. Mais l'avion n'a pas insisté ; il a fait demi-tour et a fui vers la banlieue encrassée de Kehl.

LES CHEFS

Le grand, le morne plateau de Gravelotte où s'est livrée la bataille la plus sanglante et la plus mal conduite de 1870.

Des arbres déjà dépouillés sous le ciel gris, une vieille croix branlante sur un petit tertre, une route blessée par les camions et, par instants, d'humides rafales qui vous frappent le visage comme d'un fouet.

On descend vers une grande casemate allemande écrasée sous un lit de pierre et de gazon. Couloirs nus, tristes parois qui portent encore les vieux rateliers d'armes. Une porte s'ouvre sur une petite salle. Des cartes au mur. Quelques meubles pauvres. Devant une table, un homme est debout, grand, fin, grisonnant, le visage ascétique, avec un regard un peu voilé qui semble parfois détaché du réel, n'être plus qu'intérieur. Grandeur militaire et non point servitude. Au contraire, une étrange liberté. Il parle. Quelques mots d'accueil, soulignés par le geste rare de mains fines. Puis, avec une éloquence directe mais souple, merveilleusement sensible, ce chef fait le tour de l'horizon militaire. Tout est vrai, tout est simple. La France a peut-être aujourd'hui sur sa frontière la meilleure armée qu'elle ait jamais rassemblée. Le matériel est solide et, sur plusieurs points très importants, en particulier pour les chars, nettement supérieur à celui de l'ennemi. Les chefs ont appris leur métier pendant la dernière guerre. Leur souci essentiel est d'éviter tout gaspillage de sang. Pas une goutte n'en doit couler inutilement...

Ses soldats, le général en parle avec une voix qui soudain se fêle un peu. Il en a le respect profond, l'amour. Jamais dans l'histoire je n'ai aperçu la guerre ainsi. Au reste, ce n'est plus la guerre, c'est la croisade.

Oui, la croisade. Derrière nous, nous avons toutes les choses saintes, les croyances sacrées que l'Occident chrétien a amassées au cours des âges. Notre armée autour d'elle, sur elle, a la plus pure lumière du monde. En face, il n'y a que le crime, la bestialité, la nuit...

Après un salut courtois, le général est retourné à ses cartes. Tandis que je rentre dans la bruine qui ruisselle sur l'argile du plateau, je songe à tous ces chefs de guerre que j'ai vus déjà et qui tous, avec leur tempérament propre, sont restés à ce point des *hommes* que devant eux le simple respect s'estompe et qu'on les quitte avec un regret d'amitié.

Ce qui me frappe aussi, c'est qu'à l'âge où des civils

seraient déjà vieux, tous, de corps et d'esprit, soient restés prodigieusement jeunes. Les années ont glissé sur eux. Je revois ce général d'Alsace à béret étoilé, guêtré de feutre qui, la canne à la main, vif, alerte, rond et frais, a fatigué les plus jeunes d'entre nous. Ce général de Lorraine sur qui pèse une responsabilité immense et qui garde une sérénité si haute qu'il peut, dans un instant de loisir, parler de littérature et de philosophie. Vertu singulière d'un métier qui, par sa complexité même, force le soldat à devenir un agriculteur, un économiste, un diplomate, un politique, un financier.

EN PASSANT PAR LA LORRAINE

En passant par la Lorraine
J'ai rencontré trois filles.

Ce vieil air français chante dans ma tête tandis que nous filons à toute vitesse sur la route mouillée. Les collines qui encadrent la plaine à droite et à gauche, sommées de sapins, sont reliées aux nues par une nappe de brouillard. Point de soleil, mais une lumière diffuse que le crachin fait trembler un peu sans la rendre triste. Çà et là, sur le chemin, éclate tout à coup et disparaît un arbre d'or ou un arbre cramoisi. Un double tourbillon de feuilles nous suit.

Un village. Le clocher bulbeux et pointu, un de ces curieux clochers aux écailles de cuivre que l'oxyde a coloré d'un vert de jeune feuillage. Des maisons à toits de tuiles moussues, avec un grand portail décoré de la croix lorraine ; une petite figure de saint dans une niche, un poirier en espalier qui encadre les fenêtres. Presque toutes ont conservé devant elles un cube épais de fumier sur lequel des poules picorent. Des vieilles en coiffe noire, des paysans déjà cassés, en habits de velours rapiécés comme leurs champs et qui ont leurs teintes, nous regardent passer, sans sourire, sans parler, l'œil aigu. Peuple sobre et froid d'une province, d'une marche si piétinée au cours des âges qu'on s'étonne d'y voir encore debout tant de vestiges de l'ancien temps.

Passe devant nous sur la route une troupe de fantassins qui, la pioche ou la bêche à l'épaule, regagnent leur cantonnement. Après avoir tout le jour creusé des abris, ils chantonnent,

ils sont gais ; sous la bourguignote ils ont de belles figures vivantes, au regard droit. Certains à leur boutonnière ont passé une des dernières fleurs de la saison, une capucine, un dahlia. Signe de la race, grâce instinctive d'un peuple qui ne fait qu'un avec sa terre, dont le pied peut coller à la glaise du sol, mais qui, sous la pluie même, se décore de ce qu'il y a de plus fragile, de plus doux, de plus élégant : une fleur.

Ce sont des paysans. Il doit y avoir parmi eux des employés, des ouvriers, des intellectuels ; on ne les distingue pas. Ils sont tous devenus, plutôt redevenus des paysans. Leur pas est lourd, ferme, plein d'équilibre. Et l'on nous croit légers ! Voilà la vraie France, celle que tant d'étrangers méconnaissent, la glorieuse *piétaille* qui, venant de Bouvines, en passant par Austerlitz, nous donna la Marne.

Il y avait un pays de la paix, nous ne l'avons pas su peut-être assez, nous le savons aujourd'hui. Faut-il le regretter ? Il avait ses soucis étroits, ses taches, pour ne pas dire ses souillures. Le pays de la guerre est plus grand, plus haut. Après tout l'homme est-il fait pour être heureux ? Il ne sait que disperser, abaisser son bonheur. Dans le péril, il se redresse, retourne d'instinct aux vertus nobles et fortes.

Au pays d'où je viens et où je retourne, le risque paraît naturel, et la souffrance, et la mort. Comme sous un sable épais, la vie antérieure s'efface : buts, joies, ennuis personnels ont disparu, il n'y a plus que la guerre, et le service de la guerre, et l'intérêt du front, et cette chose si belle, dont ceux de 1914 ont gardé longtemps la nostalgie, l'amitié du front.

La boue, la pluie, le froid, on en souffre. On grogne parfois ; c'est si français de grogner ! Il faut bien montrer qu'on reste libre. Mais on ne se plaint pas. On n'y pense pas. Ce qui est dur, c'est d'attendre. Et la guerre, surtout celle d'aujourd'hui, est d'abord faite d'attentes. Attente du courrier, attente de la relève, attente du combat. Seulement, même les jours vides sont emplis d'une grave espérance... Cette espérance qui a fait chaque fois rebondir chez nous l'esprit national et nous a conduits, des bords de l'abîme, à la Victoire.

OCTAVE AUBRY.

LA SITUATION MILITAIRE

DE LA POLOGNE AU FRONT OCCCIDENTAL

Il parut, dès le 20 septembre, que la campagne de Pologne était virtuellement terminée. Les Russes avaient, à leur tour, franchi la frontière le 18 septembre et s'avançaient au devant des Allemands, à la manière d'un immense rateau, sur un front de huit cents kilomètres, dont la droite s'appuyait à la frontière de Lithuanie et la gauche aux Carpathes. Le 21, ce front s'étendait de Wilno à Lwow (Lemberg).

L'opération de Pologne avait été étudiée et préparée minutieusement par l'état-major allemand. Tout s'était accompli suivant les prévisions faites et à l'allure souhaitée. Il y avait néanmoins une surprise, provoquée par l'héroïque opiniâtreté des Polonais. Derrière les troupes motorisées allemandes qui s'enfonçaient dans l'intérieur du pays à une vitesse que l'infanterie ne pouvait pas atteindre, les troupes polonaises, même désorganisées et disloquées, se regroupaient et continuaient à se défendre ; elles formaient partout des îlots de résistance dans ce pays submergé par les envahisseurs. Ces îlots prenaient parfois même des proportions démesurées.

Les divisions de Poznanie et de Pomérellie, par exemple, qui s'étaient, peut-être un peu tard, décidées à la retraite, avaient été coupées de Varsovie et n'avaient pas dépassé la région de Kutno-Lowicz-Lodz ; elles s'y étaient organisées et, loin de se rendre, avaient entrepris une lutte sans espoir pour elles, mais non sans dommages pour les Allemands. Tous ces combats locaux donnaient à la Pologne un aspect

d'insurrection générale plus que d'un pays engagé dans une guerre nationale.

Le plus bel exemple est celui de Varsovie. Varsovie est une ville ouverte. Sous l'énergique impulsion de son maire, M. Starzinski, elle continua de tenir après avoir été complètement investie. Privée de toutes fortifications permanentes, elle fut dans l'impossibilité d'en improviser aucune, faute de temps. Une ligne de défense s'établit à la lisière de la ville, dans les faubourgs. Les Allemands la bombardèrent impitoyablement, jour et nuit, par avions et par canons. Les projectiles atteignaient toutes les parties de la ville, son centre aussi bien que sa périphérie. Varsovie s'est ensevelie sous ses ruines. Elle a succombé le 27 septembre, après une semaine d'écroulements et d'incendies ininterrompus ; elle a symbolisé d'une manière émouvante la volonté qu'a la Pologne de vivre,

Jadis les villes assiégées ne cédaient qu'à la famine ou à la violence d'un assaut. L'énergie leur permettait de durer. Aujourd'hui, le débit des canons et des avions en obus explosifs et incendiaires mesure le temps qui leur est imparti pour mourir.

Cependant la Pologne eût duré davantage si l'armée des Soviets ne l'avait poignardée dans le dos...

* * *

Il ne m'appartient pas de parler ici de la situation diplomatique ; un tel propos dépasse ma compétence. Néanmoins, au début de cette guerre, les considérations de cet ordre pèsent si lourdement sur la conduite des opérations militaires qu'il ne m'est pas possible de les ignorer complètement.

Égarée, endormie depuis vingt ans dans le rêve de Genève, la diplomatie s'est réveillée en présence de réalités qui bouleversent toutes ses combinaisons. Aucune d'elles ne tient, sinon l'entente franco-britannique bâtie sur des intérêts positifs et des nécessités inéluctables. Hors cette exception, qu'il s'agisse de nos ennemis ou de nous-mêmes, tous les pays d'Europe paraissent plus ou moins désorientés et improvisent à la hâte une ligne de conduite, trop souvent dictée par l'inquiétude, sinon la peur du danger le plus immédiat. L'incertitude la plus complète règne donc sur les résolutions que chacun sera appelé à prendre ou même qu'il aura la possi-

bilité de prendre. Personne ne peut prévoir ce que sera dans quelques mois l'échiquier de la guerre.

Il en résulte qu'il eût été bien difficile, sinon dangereux, d'arrêter dès le premier mois de la guerre des résolutions militaires précises. Toutes les questions que pose normalement la stratégie demeuraient sans réponse. Avec qui et sur quels théâtres aurions-nous à combattre ? Quel degré de sécurité devions-nous attribuer à chacune de nos frontières ? Dans quelles mesures notre allié jouirait-il de sa liberté militaire sur terre et sur mer ? Jusqu'à quelles limites pouvions-nous dégarnir nos diverses colonies ? etc... La diplomatie n'était en état de rien préciser. La situation était, il est vrai, la même chez nos adversaires. L'entente germano-russe, quand elle fut connue, acheva de provoquer le désarroi général en Europe.

Quelques hommes politiques ont regretté que, dès le mois de septembre, nous n'ayons pas pris l'initiative d'actes militaires pour trancher les nœuds que les diplomates étaient impuissants à dénouer. C'est là, disaient-ils, le rôle de la guerre de résoudre par la force les problèmes pacifiquement insolubles.

Encore faut-il que ces problèmes soient nettement posés. Le travail de la diplomatie du temps de paix ne permettait même pas à l'état-major de savoir exactement où étaient ses amis et ses ennemis. Tous les gens sensés avaient, ont encore le sentiment, que cette guerre doit peu à peu entraîner toutes les nations de l'Europe dans son orbite. A moins que, par suite de contingences impossibles à prévoir, elle tourne court et se termine brusquement, elle deviendra tôt ou tard une guerre de coalition. Fallait-il donc se jeter dès le début, tête baissée et sans rien savoir dans la bataille ? Fallait-il risquer de s'user ainsi avant tous les autres et servir de couverture, d'avant-garde à ceux qui viendraient à l'heure décisive cueillir le fruit mûr, tandis que nous serions gisants sur le sol au pied de l'arbre ?

Nous n'avions, pas plus que la Grande-Bretagne, la possibilité de porter à la Pologne un secours efficace. La France tout entière en éprouvait un regret douloureux ; quelques Français rappelaient même, avec amertume, qu'en août 1914, le grand-duc Nicolas avait donné à l'armée russe, dès la

première quinzaine, l'ordre d'entrer en Prusse orientale. Le commandement allemand avait dû précipitamment transporter dans ce pays deux corps d'armée de Belgique, dont l'absence avait rendu plus facile notre victoire sur la Marne. La leçon des faits n'est malheureusement pas tout à fait celle-là.

L'intervention des Russes, en août 1914, n'a pas été spontanée. Tout avait été depuis longtemps réglé au cours des conversations officielles multipliées entre les gouvernements et les états-majors. La France avait même consenti un prêt important à la Russie pour lui permettre d'améliorer son réseau ferré et de pousser ses débarquements et la concentration de ses troupes au voisinage immédiat de sa frontière. Tout s'est passé simplement comme il avait été prévu. Il faut, au contraire, regretter qu'il n'y ait jamais eu sur ce sujet d'entente préalable entre les gouvernements et les états-majors de France et de Pologne. Si la Pologne voulait fonder sa sécurité sur ses alliances, elle devait donner à celles-ci le temps de jouer, créer une zone fortifiée à l'intérieur de laquelle elle eût pu tenir au moins quelques mois. La France en 1870-1871 avait résisté six mois dans Paris, inutilement, puisqu'elle n'attendait de secours de nulle part ; la Turquie, dans les mêmes conditions, dura, en 1877, deux mois à Plevna dont les fortifications avaient été improvisées. C'est là le rôle de la fortification dans la défense des États.

* * *

La France n'a pas eu que des raisons politiques de ne rien précipiter ; elle en a eu aussi de militaires. Nous savons tous sur quels principes a été organisée notre armée. Ses effectifs du temps de paix étaient relativement réduits ; elle devait à la mobilisation se grossir de nombreuses divisions nouvelles, créées avec des réservistes. Or, il ne suffisait pas que ces divisions, dites de formation, eussent reçu les quinze ou vingt mille hommes portés sur les contrôles de leurs corps, pour être en état de se battre. Il fallait leur donner du temps, un mois au moins de vie et d'exercices en commun, pour qu'un contact confiant s'établît entre officiers et soldats et fît naître la cohésion nécessaire, pour que chacun fût de nouveau familiarisé avec ses armes et ses fonctions, pour que se gagnât

l'endurance physique et morale à la fatigue, enfin pour qu'à l'intérieur de chaque régiment le drapeau redevînt le symbole vivant de la patrie.

Il eût été insensé de tenter sur la ligne Siegfried une attaque brusquée, soit en engageant dans cette aventure de grandes unités de formation à peine constituées, soit en y risquant la partie prête de notre armée. Notre commandement n'y a pas songé ; il ne le pouvait pas. En fait, le problème posé par la diplomatie était insoluble s'il ne comportait pas d'autre solution. Et quelle autre solution eût-il pu recevoir, puisqu'aucun autre théâtre d'opération ne nous était ouvert?

Nous devions aussi tenir compte du degré avancé de préparation et de la puissance présumée de l'armée allemande. L'efficacité de l'effort militaire fait par l'Allemagne depuis cinq ans pouvait, il est vrai, être discutée. L'Allemagne avait consacré toutes ses ressources, tout son potentiel économique et moral à se donner l'armée la plus forte de l'Europe ; elle y avait vraisemblablement réussi si l'on ne considérait que les facteurs matériels du problème. Il était, en effet, inadmissible qu'un pays, industriellement puissant comme l'Allemagne et ayant appliqué exclusivement cette puissance pendant cinq années au moins à la production d'armements, ne se fût pas constitué un formidable outillage de guerre. Mais quelle que soit la valeur de l'outillage sur les champs de bataille modernes, le dernier mot, le mot décisif y appartient toujours aux hommes qui le manient. Une machine, si perfectionnée soit-elle, et surtout même si elle obtient un haut degré de perfection, n'est qu'un cadavre ; c'est l'homme qui lui donne une âme et une vie. Or, on pouvait douter de la valeur humaine d'une armée aussi fiévreusement conçue, aussi hâtivement enfantée. Quelques chiffres brutaux, inexorables, justifient ce doute. L'armée allemande du temps de paix, à la fin de 1934, ne comptait que sept divisions organisées ; elle en avait cinquante et une à la fin de 1938, et elle se proposait d'en mobiliser plus de cent. Son artillerie, pour prendre un exemple typique, forte de vingt-huit groupes en 1934, devait, dans ce court délai, devenir susceptible d'en fournir trois ou quatre cents à l'armée sur le pied de guerre.

Ce sont là des multiplications qu'aucune volonté, si énergique fût-elle, ne rend pratiquement possible. On réalise le

mot, non la chose. Les cadres subalternes ont été pour la plupart improvisés dans l'armée allemande ; le corps des sous-officiers actuels n'est aucunement comparable à celui qui a fait sa force en 1870 et en 1914.

Les soldats eux-mêmes n'ont reçu une instruction militaire complète que depuis 1935, époque à laquelle fut rétabli le service obligatoire. Toutes les classes antérieures à 1935 n'ont été appelées sous les drapeaux que pour de courtes périodes d'instruction de quelques mois.

Il va de soi que toutes ces insuffisances pourraient être compensées par un état d'exaltation morale très élevé. Mais tel n'est certainement pas le cas ; sans vouloir aller trop loin dans des affirmations impossibles à vérifier, ce que nous savons permet de dire qu'il n'existe dans l'âme du peuple allemand aucun enthousiasme pour la guerre.

Il est, en résumé, permis d'attribuer à l'armée française une supériorité certaine sur l'armée allemande ; mais cette supériorité ne pouvait prendre toute sa valeur qu'après quelques semaines de mobilisation. Nous eussions fait le jeu de l'Allemagne en acceptant de comparer nos forces militaires au lendemain de la mobilisation ; la mobilisation de l'Allemagne était depuis longtemps terminée quand nous avons commencé la nôtre.

* * *

Pour toutes ces raisons, diplomatiques ou militaires, et pour d'autres encore, nous avons, au début de cette guerre, adopté une attitude d'attente et préparé une bataille défensive.

Cette bataille, qui a commencé le 16 octobre, ne terminera pas la guerre. La guerre comporte une période d'usure matérielle et morale. Quoi qu'on pense de l'Allemagne, il est peu probable que son courage moral soit abattu d'un seul coup. La période d'usure a rempli entre 1914 et 1918 un temps très long. L'Allemagne et l'Autriche ont résisté jusqu'à l'épuisement total de leurs ressources, et ces ressources étaient trop considérables pour pouvoir être rapidement anéanties. Nous avons acquis après coup la conviction raisonnée qu'en voulant précipiter l'usure de nos adversaires par des efforts offensifs répétés, nous avions souvent usé nos propres forces plus que les

leurs et, peut-être, allongé la guerre au lieu de l'abréger.

Nous avons cette fois sur l'Allemagne l'avantage de ne pas être asservis par le temps ; nous pouvons attendre, elle ne le peut pas. Nous le pouvons parce qu'un blocus sévère travaille à son usure, tandis que chaque jour accroît notre puissance militaire et celle de la Grande-Bretagne et de ses Dominions. Nous commettrions certes une erreur grossière, en supposant que le blocus peut, à lui seul, nous donner la victoire. L'effet du blocus est plus moral que matériel. Il impose à la population des privations, des souffrances qui ne sont supportables, — mais qui le deviennent alors facilement, — que si elles sont accompagnées de bulletins de victoires. Si la victoire tarde ou languit, si des échecs même de détail la rendent douteuse, alors le blocus prend toute sa force démoralisante.

L'Allemagne souhaitait nous voir attaquer ; nous ne lui avons pas donné cette satisfaction. Dès le 18 septembre, elle a profité de l'entrée des Russes en Pologne pour commencer le retrait de ses troupes. L'état de son armée la contraignit à prendre, dès le début de cette guerre, un parti auquel elle ne s'était résignée qu'en 1917, après trois ans d'usure, celui de distinguer des divisions de choc et des divisions chargées de tenir garnison dans les tranchées ou à l'arrière. Les divisions de choc sont vraisemblablement les cinquante et une du temps de paix ; après avoir opéré en Pologne, elles ont été mises au repos et recomplétées. Nous allons les trouver devant nous, partie sur la ligne Siegfried, partie en arrière face à la Belgique...

Pendant trois semaines, Hitler, je m'excuse de cette expression vulgaire, a amusé le tapis avec des négociations de paix qui n'avaient aucune chance d'aboutir. Tandis qu'il mettait ses forces en place, il occupait ainsi son peuple en l'entretenant d'espérances que la Grande-Bretagne et la France seraient seules coupables d'avoir déçues. C'est une doctrine hitlérienne que le moral du peuple est uniquement fonction de l'habileté de la propagande.

Dès la première rencontre, nous avons recueilli les fruits de notre sagesse. Le 16 octobre, l'état-major allemand avait formé le projet de nous enlever la position sur laquelle il croyait nous trouver à sept ou huit kilomètres au sud de

Deux-Ponts et de Pirmasens. Il ignorait que nous avions évacué cette position dès le 3 octobre, en n'y laissant que quelques postes d'observation et des guetteurs. Nous avions organisé plus au sud, une ligne de résistance, où s'était replié le gros de nos forces avancées. Huit à dix divisions allemandes s'avancèrent à l'attaque sous le feu de notre artillerie ; elles s'emparèrent de tranchées vides et furent arrêtées, au delà, par les mitrailleuses de la position principale. Les divisions subirent de grosses pertes ; les nôtres furent insignifiantes.

* * *

Le même jour, les Allemands déclenchaient, contre la Grande-Bretagne, la guerre aérienne. Ils avaient peu de jours avant réussi un coup d'audace en coulant dans la rade de Scapa-Flow le cuirassé *Royal-Oak* ; mais c'était là le résultat de l'habileté et de la hardiesse d'un sous-marin isolé. Les attaques aériennes du 16 octobre furent, au contraire, combinées sur un certain nombre de points du littoral et des îles écossaises. L'opération principale eût pour objectif le golfe d'Édimbourg et le pont long de trois kilomètres qui le traverse. Les résultats obtenus furent à peu près nuls et chèrement payés par la perte de sept hydravions. Des attaques secondaires dirigées sur quelques autres ports et jusque sur Scapa-Flow, à plus de huit cents kilomètres des bases aériennes allemandes, n'eurent guère plus de succès...

Il serait prématuré de tirer aucune conclusion de ces échecs relatifs. L'aviation allemande a montré qu'elle était capable d'entreprises hardies et lointaines. Elle n'y a jusqu'à présent employé que des patrouilles ou des détachements peu nombreux. Aucun bombardement massif n'a encore été tenté. Nous sommes au début de la guerre aérienne comme de la guerre terrestre.

Le mois qui vient sera, si la saison le permet, plus lourd d'événements. Les premières rencontres affermissent nos espérances. Ayons confiance dans l'avenir.

Général Duval,
en retraite.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'ALLEMAGNE DEVANT L'OBSTACLE

Sir Neville Henderson, dans le rapport qu'il a adressé au *Foreign office* sur les derniers jours de sa mission à Berlin et que publie un *Livre blanc* anglais, fait cette juste remarque : « Une des principales lacunes de Hitler consiste en ce que, à l'exception de deux visites officielles en Italie, il n'a jamais voyagé à l'étranger. » Son erreur capitale, qui est aussi celle de tout son peuple, est moins la conception démesurée qu'il se fait des « droits » de la race allemande que le mépris total qu'il professe pour les droits des autres peuples. Dans la vie des nations, comme dans celle des individus, l'activité et l'initiative de chaque personnalité doit trouver sa limite dans le respect, chez les autres, des mêmes droits et des mêmes libertés. L'idée d'une race supérieure, prédestinée à la domination, qui existe à l'état latent et naïf chez tous les Allemands, à peu d'exceptions près, et à l'état conscient et virulent chez les inspirateurs et les chefs, philosophes, politiques ou militaires, fait, depuis longtemps, le malheur de l'Europe ; ce fléau endémique est porté à sa plus dangereuse forme sous la direction d'un *Fuhrer* issu du peuple. C'est cette conception qu'il faut détruire dans sa racine et dans ses effets, et non pas seulement le système de gouvernement national-socialiste, si l'on veut que l'Europe puisse vivre en paix et que chaque peuple y trouve sa place légitime, sa subsistance et son travail.

Son ignorance de l'étranger a livré Hitler aux perfides conseils de l'aventurier Ribbentrop qui garantissait que l'Angleterre et la France ne feraient pas la guerre pour la Pologne. Si la conquête était réalisée rapidement par n'importe quels moyens, les Puissances occidentales accepteraient le fait accompli, moyennant une ombre d'indépendance laissée à une partie de la Pologne. Le

dernier discours du chancelier était une offre de négociations sur la base de l'acceptation du fait accompli, agrémentée de vagues promesses et de menaces imprécises. La réponse de M. Chamberlain et celle de M. Daladier n'ont laissé aucune illusion au Fuhrer. Nanti d'une moitié de la Pologne, il voit la domination ou l'influence russe s'étendre sur l'autre et sur les états riverains de la Baltique où, depuis le moyen âge, s'exerçait l'action culturelle du germanisme. L'impérialisme soviétique, dont Hitler a si souvent dénoncé le danger et qui s'appuie sur l'action révolutionnaire en même temps que sur l'armée rouge, lui ferme les routes de la mer Noire et le chemin de l'Asie ; il déborde sur la mer Baltique et menace les États scandinaves. Comment ne pas céder à toutes ses exigences quand les armées et les flottes de la France et de l'Angleterre commencent le siège du Reich ? Mais qu'obtiendra l'Allemagne en échange ?

Hitler avait annoncé que ses offres de paix seraient appuyées par « une Puissance amie ». Mais le martyre de la Pologne et l'entente avec le bolchevisme ont produit en Italie une impression d'horreur qui transparaît même dans la presse officieuse. Est-ce que les rois scandinaves et le président de la République finlandaise, qui se sont réunis en conférence le 18 à Stockholm, ne vont pas adjurer l'Angleterre et la France de faire la paix afin de rendre au Reich nazi la liberté de résister à la marée bolcheviste ? Non. Ils ne pensent qu'à soutenir la Finlande dans sa résistance aux exigences de Moscou. Leur réprobation d'une politique qui livre la Baltique au communisme et qui lui ouvre les portes de l'Europe centrale est sensible jusque dans leurs réticences ; ils n'ont rien à demander aux Puissances démocratiques dont le succès comblerait leurs vœux. Et Hitler, prisonnier de sa fourberie, regarde anxieusement autour de lui ; il consulte ses généraux, ses diplomates, ses *Gauleiter* qui, eux non plus, ne trouvent pas l'impossible solution. Il sent partout, autour de lui, le vide. Personne ne répond à ses appels angoissés. Personne n'ajoute foi à ses dires ou à ses promesses. Il ne sait plus à quel diable se vouer pour échapper aux conséquences de ses erreurs et de ses crimes, pour épargner à ses peuples les souffrances d'une nouvelle et implacable guerre et à lui-même la nécessité de remettre aux chefs de l'armée la direction des événements. Alors il se tourne vers Staline, il lui écrit, il invoque son appui, il s'en remet à lui : laissera-t-il dans l'embarras un ami qui vient de lui livrer toute l'Europe orientale ? Ainsi, désastre matériel et désastre moral : suprême humiliation pour celui qui, hier encore, paradait devant l'Europe et

l'Amérique dans le rôle de chef de la croisade anti-bolchevique !

Si habitué qu'il soit à se taire et à obéir, le troupeau allemand commence à regimber. La perspective d'une longue guerre, alors qu'il est déjà privé de tant de choses et strictement rationné, l'inquiète. L'armée reste disciplinée et prête à faire son devoir ; mais ses chefs se défient les uns des autres ; les conditions dans lesquelles commence la guerre ne leur inspirent pas confiance ; l'armée nationale regarde sans aménité l'armée policière et politicienne des nazis. Les catholiques qui sont plus de trente millions, sans compter les Polonais, pouvaient naguère, malgré l'attitude intolérante et les procédés inquisiteurs des autorités, se rencontrer avec les maîtres de l'Allemagne sur le terrain de la lutte contre le communisme condamné par le Pape et honni par le Fuhrer. En 1936, l'épiscopat, dans sa réunion annuelle à Fulda, saisissait ce prétexte pour esquisser un rapprochement avec le pouvoir ; il dénonçait « le bolchevisme fondant sur les frontières allemandes et s'efforçant avec une ténacité satanique d'étreindre dans ses mâchoires de fer la Germanie, cœur de l'Europe », et il en profitait pour affirmer « la fidélité totale » des catholiques au Fuhrer. Quelle attitude prendre maintenant que la lutte est devenue collaboration, complicité dans l'assassinat d'une nation catholique ?

Les éléments communistes et révolutionnaires que le nazisme avait réduits au silence reprennent courage et deviennent menaçants. Les arrestations, les exécutions hâtives se multiplient. L'inquiétude se répand parmi les classes possédantes qui appuyaient le régime hitlérien parce qu'il leur apportait une garantie contre les éléments révolutionnaires. Est-ce qu'une guerre longue, même si elle était victorieuse, n'aurait pas fatalement pour conséquence un retour offensif du marxisme ? Le colonel Oscar von Hindenburg, fils du défunt maréchal, qui porte de si lourdes responsabilités dans l'avènement au pouvoir de Hitler, vient, au nom des hobereaux de l'Est, apporter au Fuhrer l'écho de leurs appréhensions.

Une telle situation ne peut se prolonger. Hitler est obligé d'opter, de faire quelque chose, la guerre ou la paix. Les journaux des pays neutres nous le dépeignent « pâle de colère » au sortir d'une conférence avec ses conseillers diplomatiques et militaires. Il répète que l'Allemagne « ne capitulera pas ». Éprouverait-il le besoin de l'affirmer si quelques-uns n'y pensaient comme à une éventualité qui pourrait un jour ou l'autre s'imposer ? Mais que doit-il tenter et comment s'assurer, en face d'un adversaire puissant et

résolu, le bénéfice de la surprise qui l'a si bien servi en Pologne ?

On aperçoit d'abord la solution la plus naturelle, sinon la plus facile, qui consisterait à attaquer la ligne Maginot avec d'énormes moyens matériels et des masses d'hommes indéfiniment renouvelées. Mais l'armée française est prête à recevoir un tel assaut et, depuis quelques jours, les Anglais occupent un secteur du front ; leurs divisions sont plus nombreuses et mieux outillées qu'en 1914 ; l'unité de commandement est déjà réalisée : c'est le général Gamelin qui en assume la charge. Il reste possible que les armées du Reich, pour trouver le champ nécessaire au déploiement de leurs divisions motorisées appuyées par l'aviation, cherchent à déborder les deux flancs des alliés par la Belgique et le Limbourg hollandais et par la Suisse ; ou par l'un seulement des deux côtés. Ici ou là, ils trouveront à qui parler. Ils ne seraient pas embarrassés pour forger un prétexte, pas plus qu'ils ne seraient gênés par les affirmations réitérées de leur intention de respecter toutes les neutralités.

C'est contre l'Angleterre surtout que la presse fulmine ; les raids aériens contre les côtes d'Écosse, la recrudescence des attaques par les sous-marins indiquent peut-être le dessein d'intensifier la guerre sur mer afin d'intimider l'Angleterre, de paralyser son commerce et d'assurer le ravitaillement du Reich. Dans ce cas l'Allemagne pourrait être tentée, sans toucher au territoire belge, de chercher une base plus large et plus proche pour une puissante offensive contre l'Angleterre. C'est en Hollande seulement qu'elle pourrait trouver de pareils avantages. Serait-ce de ce côté-là que l'état-major chercherait l'effet de surprise ? La frontière hollandaise, au nord du Rhin, est longue et ne présente aucun obstacle naturel, aucune fortification ; une opération rapide, avec des éléments motorisés, plus rapide que l'inondation, ne pourrait-elle pas, malgré une résistance honorable de l'armée hollandaise, atteindre les centres vitaux du pays et les côtes qui font face à l'Angleterre avec leurs îles et leurs ports excellents : le Helder, Amsterdam, Rotterdam, le Zuiderzée, les embouchures du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut ?

Il y a longtemps que la propagande allemande déclare que la Hollande est terre germanique et que ce petit pays détient indûment un empire colonial qui conviendrait à merveille à l'Allemagne ; elle ferait aux Hollandais l'honneur de les absorber dans le grand Reich. Le Danemark et la Norvège compléteraient une suite de côtes allemandes en face de l'Angleterre, sur toute la rive orientale de la mer du Nord. Ainsi le Reich, qui a perdu la partie dans la

Baltique, prétendrait la gagner dans la mer du Nord. Peut-être même irait-on jusqu'à offrir aux Belges, pour les décider à laisser faire, la région au sud de la Meuse ? On se flatte que les Hollandais n'appelleraient pas leurs voisins à leur secours, que les Belges laisseraient détruire l'indépendance de la Hollande et fermer l'Escaut sans réagir et sans ouvrir le passage aux armées franco-britanniques. Il y aurait peut-être des mécomptes. Il faut veiller de ce côté-là et ne pas tabler sur les scrupules de M. Hitler. Serait-ce pour un tel projet que le Fuhrer aurait demandé à Staline, entre les mains duquel il se remet, son bienveillant appui, en échange de l'abandon de la Finlande et peut-être de la Suède et du nord de la Norvège ? Ou bien s'agit-il seulement d'organiser en Russie, selon les méthodes allemandes, la production et le transport des matières premières et des denrées alimentaires dont l'Allemagne a besoin ?

BALTIQUE ET MER NOIRE

Sur les routes historiques de l'expansion germanique, parmi ces populations riveraines de la Baltique où les barons baltes, successeurs des Chevaliers teutoniques et des Porte-glaive, firent œuvre de conquête civilisatrice, c'est l'abandon, le renoncement, l'abdication en faveur de la Russie. *Mein Kampf* indiquait cette région comme l'une de celles où doit s'exercer l'influence du Reich. Maintenant Hitler liquide ce qui a été une gloire de l'Allemagne et l'une des sources de son rayonnement. Il exige que ceux des habitants de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lithuanie qui sont d'origine et de langue allemandes quittent dans les quarante-huit heures des pays où leurs familles sont établies depuis des siècles, et qu'ils y abandonnent tous leurs biens pour venir chercher un établissement nouveau dans le Reich auquel ils appartiennent par le droit de la race. Les Russes, qui deviennent pratiquement les maîtres de ces régions, préfèrent n'y pas laisser subsister des foyers d'activité germanique ; et les habitants du pays, surtout en Estonie et en Lettonie, ne cherchent pas à retenir ces citoyens indésirables, descendants de leurs oppresseurs séculaires, de ces féodaux rudes et durs dont les tsars se servaient pour tenir le pays dans leur obéissance. En Lithuanie, le cas est un peu différent ; la colonie allemande était en majorité composée d'intellectuels, de fonctionnaires, de citadins. Pour satisfaire M. Mussolini et supprimer entre les deux pays de l'axe tout motif de difficultés, Hitler appelle dans le Reich les Allemands du

Haut-Adige ; pour complaire à Staline auquel il livre les bords de la Baltique, il met les Allemands de ces régions en demeure de quitter la terre où leurs ancêtres s'étaient établis.

On a donné de cet acte de démence politique une explication d'ordre économique ou plutôt monétaire. Le ministre des Finances du R ich serait à ce point démuni de devises pour solder d'urgence tout ce qu'il est obligé d'acheter à l'étranger contre argent comptant qu'il aurait recours à cette manœuvre malhonnête aux dépens des A l mands de la Baltique ; ils doivent abandonner tous leurs biens contre une indemnité en papier déprécié de la Reichsbank ; la valeur de leurs biens servirait à acquitter à l'étranger des dettes pressantes et à payer des achats indispensables. On aime mieux croire qu'il s'agit, en effet, d'un expédient de détresse plutôt que d'imaginer cette monstrueuse application de l'omnipotence de l'État raciste. L'État, expression concrète de la race, aurait le droit et le pouvoir d'exiger que tout individu qui se réclame de son sang et de sa langue quitte le pays où il vit pour s'agréger plus étroitement au corps principal de sa famille ethnique. Ce serait le plus abominable acte de tyrannie que l'on puisse imaginer. Les individus seraient non pas même des esclaves, mais des choses dont l'État-race disposerait souverainement. L'Allemagne se plaint de manquer « d'espace vital » et elle contraint les essaims qui sont sortis de sa ruche trop pleine à revenir s'y entasser. Étrange aberration dont il faudra se souvenir lors de la paix finale.

Après l'Estonie et la Lettonie, la Lithuanie a signé son pacte d'assistance mutuelle avec l'U. R. S. S. Il y est prévu que la Russie aura le droit de participer à l'organisation et à la défense d'une ligne fortifiée sur la frontière méridionale de la Lithuanie, c'est-à-dire face à la Prusse orientale. Ce trait achève d'éclairer la politique de la Russie soviétique dans ces régions ; elle s'attache à en éliminer l'influence allemande et à y assurer la prépondérance de la sienne propre. Cette question de l'indépendance des pays baltiques vis-à-vis de l'influence allemande a été la pierre d'achoppement des négociations anglo-françaises avec Moscou, ces États n'acceptant pas d'être garantis par l'Angleterre et la France et celles-ci poussant jusqu'à l'excès le respect de leur indépendance. Si l'on se souvient que ces régions faisaient partie de la Russie impériale et qu'elles séparent la masse russe de la mer Baltique, c'est-à-dire de l'Europe, on comprend mieux quels ont été les mobiles qui ont décidé Staline à conclure un accord avec Hitler. C'est avant tout la

crainte d'une politique allemande de dislocation de l'U. R. S. S. Si l'Allemagne avait conquis la Pologne tout entière, elle aurait disposé dans les régions ukrainienne et blanche-russe d'un puissant moyen de troubler la sécurité intérieure de la Russie soviétique et d'y fomenter des mouvements séparatistes ; elle se serait, en outre, trouvée en posture favorable pour faire prédominer son influence dans les États baltiques et en Roumanie. L'attitude de la Russie révèle une défiance invétérée et une vive appréhension. C'est seulement dans le domaine économique que la coopération s'établit.

Les Lithuaniens obtiennent de la condescendance de Moscou la rétrocession de Wilno qu'ils considèrent comme leur capitale historique et qui était, entre eux et les Polonais, une pomme de discorde. Ils ont fêté la réunion de cette belle ville à leur État. Ces pauvres gens ne s'aperçoivent-ils pas qu'ils payent de leur indépendance la satisfaction de leurs désirs et de leurs rancunes ? L'acceptation du projet Hymans qui prévoyait, entre la Lithuanie et la Pologne, un lien fédératif comme contre-partie à la réunion de Wilno, eût été un moyen moins onéreux de satisfaire leur ambition sans léser les droits des Polonais.

Ayant solidement rétabli sa prépondérance en Estonie, Lettonie et Lithuanie, le gouvernement de Moscou a invité la République de Finlande à lui envoyer un plénipotentiaire ; mais il a trouvé le président Kallio et ses ministres moins malléables et moins résignés que les dirigeants des trois autres pays. Au lieu d'envoyer son ministre des Affaires étrangères, le gouvernement d'Helsinki a délégué son représentant à Stockholm, M. Paasikivi, connu pour la fermeté de son patriotisme finlandais et pour son attachement aux institutions démocratiques. Ce choix affirme en outre le caractère scandinave plutôt que baltique de la Finlande. Les tentatives d'alliance entre les États baltiques ont toujours échoué par suite de l'abstention de la Finlande qui, au contraire, a saisi toutes les occasions de manifester sa solidarité amicale avec la Suède dont elle fut, jusqu'en 1809, partie intégrante. En même temps, la Finlande affirmait sa résolution de sauvegarder son indépendance et prenait des mesures de mobilisation et de résistance ; le gouvernement et la population donnaient un bel exemple de fermeté et de sang-froid. M. Paasikivi est revenu de Moscou le 16 octobre et a informé son gouvernement des exigences de la Russie. Elles consistent surtout dans la cession des petites îles du golfe de Finlande qui commandent la sortie du port de Cronstadt. M. Molotof et M. Potemkine ont-ils,

en outre, demandé la cession des îles d'Aland ? Il semble qu'ils n'aient insisté que sur le non-armement de ces îles. Ainsi l'objectif de la Russie est invariable : ouvrir à sa marine de guerre et de commerce l'accès de la Baltique, route de l'Occident, et revendiquer la prépondérance sur cette mer. On ignore encore, au moment où nous écrivons, si la Russie a demandé la cession du port finlandais sur l'Océan glacial, Petsamo, qui serait l'objet d'un échange avec une partie de la Carélie et mettrait la Russie en contact direct avec la Norvège, et si elle propose un de ces pactes d'assistance mutuelle qui, entre un très grand État et un petit, établissent une véritable vassalité. Sur ce point elle se heurterait à une intransigeance résolue.

Le danger qui menace l'indépendance finlandaise a ému de solides amitiés qui vont naturellement à ce peuple honnête et laborieux. Le président Roosevelt, pressé d'intervenir et conscient des vives sympathies que la cause finlandaise trouve aux États-Unis, — la Finlande a seule achevé de payer intégralement ses dettes à l'Amérique, — a adressé un télégramme pressant à M. Kalinine qui a répondu que la Russie n'avait en vue, dans ses négociations, que d'assurer l'indépendance de la Finlande en même temps que la sécurité de la Russie. S'il fallait prendre au pied de la lettre le texte de ce télégramme, il impliquerait que le mobile de Moscou serait la crainte de l'Allemagne. De leur côté, les trois pays scandinaves saisissaient l'occasion d'affirmer leur solidarité amicale avec la Finlande. Le roi de Suède, Gustave V, prenait l'initiative d'inviter, pour le 16 octobre à Stockholm, les rois Haakon VII de Norvège et Christian X de Danemark ainsi que le président Kallio avec leurs ministres des Affaires étrangères respectifs. Le communiqué publié le 19, sans être très précis, constitue cependant une précieuse affirmation de la solidarité des intérêts politiques et économiques des États scandinaves. En face de la menace russe aussi bien que de la poussée allemande, les « rois de neige » constatent leur volonté de paix et de neutralité en même temps que leur attachement aux institutions démocratiques ; ils souhaitent « l'établissement de la paix et de la sécurité de toutes les nations ». Cette naissance d'un bloc nordique est, pour l'équilibre futur de l'Europe, un événement heureux.

L'Europe a appris coup sur coup que les négociations entre M. Saradjoglou et M. Molotof avaient échoué et qu'un traité tripartite anglo-franco-turc avait été signé le 19 octobre à Ankara par

M.Massigli, ambassadeur de France, M. Knatchbull Hugessen, ambassadeur de Grande-Bretagne, et le président du Conseil, M. Refik Saydam, en présence du général Weygand, du général britannique Wavell et du chef de l'état-major général turc, qui ont aussitôt entamé des conversations techniques militaires. Si les négociations de Moscou, commencées le 25 septembre, n'ont pas abouti à la signature d'un accord, c'est, a déclaré le président du Conseil turc, qu'il n'a pas été possible de les mettre en harmonie avec les engagements pris par la Turquie envers l'Angleterre et la France par les accords du 12 mai et du 23 juin, dont le traité du 19 octobre est l'aboutissement heureux. Les Russes, se faisant depuis le pacte du 23 août les complices des manœuvres poursuivies à Ankara par von Papen, demandaient, semble-t-il, la fermeture des détroits et la dénonciation de l'entente balkanique. La loyauté turque a fait échouer ces desseins. L'accord tripartite est un pacte d'assistance mutuelle dans la zone méditerranéenne, même dans le cas où la France et l'Angleterre se trouveraient engagées dans une guerre par suite de la garantie qu'elles ont donnée à la Roumanie et à la Grèce. La Turquie conservera une neutralité bienveillante à l'égard de la France et de l'Angleterre, même si elles sont en état d'hostilité avec une tierce Puissance. L'Allemagne et la Russie avaient voulu fermer les détroits aux Puissances occidentales ; ils leur sont ouverts. Elles cherchaient à isoler la Roumanie et la Grèce ; elles sont assurées de l'appui de trois grandes Puissances ; une entente balkanique est plus que jamais probable. Le traité n'est dirigé contre aucune Puissance. La Turquie se réserve même de ne pas exécuter ses obligations si elles devaient l'entraîner dans un conflit avec la Russie.

Les négociations de Moscou, qui ne sont que suspendues, reprendront et pourront conduire à des résultats intéressants, car l'échec n'est pas pour la Russie, il est pour l'Allemagne, et ses conséquences seront graves. On entrevoit déjà la formation d'un front oriental. Von Papen a été immédiatement appelé d'Ankara et von der Schulenburg de Moscou à Berlin. La presse de toute l'Europe constate le succès très important que remporte la diplomatie de l'Angleterre et de la France.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE ET LA GUERRE

La guerre qui dure depuis plus de deux mois était dans l'ordre : on pouvait la prévoir, au lendemain de l'armistice prématuré qui a privé la guerre de 1914 de son épilogue nécessaire. Plus encore que la précédente, c'est une guerre de sentiments et d'idées, un conflit entre la barbarie renouvelée par le réalisme et le marxisme ou leurs imitations, et la civilisation chrétienne, victorieuse depuis Charlemagne de la poussée barbare vers les pays de l'Ouest et du Midi. L'offensive germano-russe doit succomber non seulement devant le courage et l'énergie des soldats alliés, mais à cause de l'infériorité spirituelle et morale de ceux qui la mènent. Le peuple allemand s'est livré, à demi volontairement, à des maîtres indignes qui ont achevé de le pervertir. La pitié que nous devons à sa déchéance ne doit pas lui éviter, après sa défaite, le châtiment d'une faiblesse qui ressemble à de la complicité.

I

L'Allemagne, écrivait un des précurseurs des nazis, Mœller van den Bruck, n'a pas encore fait sa révolution. L'heure approche où elle va se révolter à son tour et dépasser, dans son ardeur à détruire et à reconstruire, les Anglais et les Français qui l'ont devancée. Ce prophète du III[e] Reich s'en tenait aux idées générales et ne songeait pas à la technique des révolutions. Un État ancien, stabilisé, aux mains d'un personnel politique expérimenté, subsiste avec

le minimum de désordre, mais tend lentement à l'inertie. Des esprits généreux et inquiets y découvrent mainte injustice et ils invitent les dirigeants à les réparer. D'autres demandent des conquêtes extérieures et s'irritent d'une paix corruptrice. L'amour de la justice et celui de la gloire animent au début les réformateurs. Puis, des individus aigris, méchants jusqu'au fond de l'âme, des incapables, des illuminés reprennent avec violence les thèmes des réformateurs. Ils rêvent de détruire ce qui est, sans penser à l'ordre meilleur qui doit venir. Ils veulent des conquêtes, pour le plaisir d'imposer leur volonté. La révolution et la guerre deviennent l'unique objet de leur pensée. Personne ne les écoute d'abord ; on ne les prend pas au sérieux. Alors, ils entreprennent de détruire la paix intérieure et la paix étrangère par les moyens que leur suggère leur imagination. Leur violence effraie les amis de la justice et de la gloire, mais, prisonniers de leur idéal, des rêveurs honnêtes deviennent très vite l'instrument des malfaiteurs.

Il était réservé à deux Allemands de faire la théorie de la guerre et de la révolution, à des Russes formés par l'Allemagne, à des Allemands instruits par la Russie, de mettre la théorie en action. Une logique infernale inspire les doctrines de Clausewitz et de Karl Marx. Faire la guerre, la révolution, c'est détruire un ordre existant, le détruire par tous les moyens, avec le minimum de sacrifices pour les destructeurs. L'état de révolution ou de guerre abolit toutes les notions morales ; il ne laisse subsister que la force et la ruse, les vertus du conspirateur et celles du combattant. La même technique réussit dans la révolution et à la guerre. Toujours il faut rendre plus fort celui qui semblait le plus faible, renverser l'ordre des forces ; dans les deux cas, il faut aller jusqu'au bout de ses avantages, anéantir le vaincu, ou l'asservir définitivement. Dans la guerre civile, une minorité infime peut conquérir le pouvoir absolu par la ruse et le garder, quand elle l'a pris, par une bonne organisation. L'art de conspirer est fait de préceptes simples : travailler en secret, cacher sous des dehors indifférents et débonnaires, sous les apparences de la soumission et du zèle pour l'ordre établi, une haine implacable et constamment entretenue. Mentir par système, tenir tout homme, fût-il complice, pour

un ennemi qu'il faut tromper. S'insinuer peu à peu auprès des chefs du gouvernement existant et de leurs agents, capter leur confiance, surprendre les secrets de leur défense, les paralyser par l'espionnage et par la trahison. Mais, en même temps, par une critique adroite et subtile, discréditer toutes les croyances morales, patriotiques, religieuses que les maîtres actuels ont propagées dans la foule pour éterniser leur domination ; ridiculiser l'esprit de famille, la probité, le travail, l'amour de la patrie, le respect des hiérarchies ; montrer sans relâche aux déshérités leurs souffrances, les injustices dont ils sont victimes, cultiver méthodiquement chez eux la haine, l'envie, la colère, la méchanceté. Puis, quand l'État est miné du dedans, quand les révolutionnaires connaissent les points faibles de la défense, l'assaillir brusquement, s'emparer du pouvoir et détruire sans délai les hommes et les institutions. L'autorité, surprise, tentera de rallier la masse et de faire intervenir la police et l'armée contre les perturbateurs. Mais le peuple, instruit par la propagande, se tournera contre ses maîtres, ou bien assistera, indifférent, à leur anéantissement. Ils seront trahis par ceux qu'ils croyaient leurs défenseurs. La même méthode convient à la guerre civile et à la guerre étrangère. Marx n'a fait qu'étendre à la révolution les principes énoncés par Clausewitz pour la guerre contre l'ennemi du dehors.

Dans les deux cas, la théorie prétend conclure du fait au droit et elle table sur la sottise et la bassesse humaines. Un mépris profond de l'humanité, un plaisir sadique à l'humilier, à la faire souffrir, à la dépraver, est au fond de ces doctrines, qui ont été conçues par de méchantes gens. Ils auront pour disciples tous les ambitieux aigris, tous les incapables, et aussi tous les malfaiteurs que la société veut exclure et qui se vengent en la détruisant. Mais le plus atroce dans leurs doctrines, c'est l'usage réfléchi qu'elles font de l'hypocrisie. Lénine arrive à discréditer, à salir sans remède tout ce qui nous élevait au-dessus de la brute, tout ce qui donnait un prix à la vie et formait la civilisation.

Tout oppose en apparence les révolutionnaires marxistes et les hommes de l'ancienne Allemagne. Les officiers, les fonctionnaires prussiens n'ont pas assez de mépris pour ces « bandits », ces « vauriens ». Rien n'est commun, semble-t-il,

à un bureaucrate de Berlin et à un de ces conspirateurs éternels qui ont habité tour à tour les prisons de tous les pays. Pourtant, ce sont des hommes de même sorte et la différence des costumes et du langage cache mal un même fond de fourberie et de férocité. Quand l'État-major allemand veut nuire à quelque pays étranger, il songe aussitôt à s'aboucher avec les révolutionnaires. Il connaît la manière de les traiter : les sachant prêts à toutes les trahisons, il les avertit que leur vie garantit leur fidélité et qu'au moindre doute ils seront supprimés sans pitié. Un respect instinctif, mêlé de rancune et de haine subsistera chez les révolutionnaires, à l'égard de ceux qui ont trouvé d'emblée la façon de les mener. Chez les officiers et les diplomates allemands d'avant 1914, il reste d'ailleurs, à côté de ce réalisme farouche, un coin d'idéal. Dévouement à l'Allemagne, à la dynastie, sens du devoir militaire, courage personnel, estime pour un ennemi valeureux, vertus de famille et parfois, dans les rapports d'homme à homme, quelque loyauté. C'est le cas de Bismarck, de Kiderlen-Wächter, du vieil Hindenburg. Il faudra pour tout changer l'avènement de la démagogie révolutionnaire du IIIe Reich.

II

Supposez les méthodes du réalisme politique appliquées par des illuminés, des ignorants, des ratés envieux, sans formation, sans moralité ancienne ; imaginez le mélange de violence, de fourberie, de niaiserie que donne le changement de personnel, et vous avez l'image des dirigeants nazis. Supposez que des scélérats ou des demi-fous, libérés de tout scrupule, aient le pouvoir absolu, qu'ils l'exercent avec la méthode « scientifique » propre aux Allemands, et qu'ils trouvent par douzaines, pour les servir, des spécialistes, des pédants consciencieux, qui s'assurent ainsi le droit de vivre dans un monde où l'honnêteté n'a plus de sens. Imaginez le chœur docile des figurants populaires, ahuris par la propagande et répétant, sans les comprendre, les grands mots que leurs maîtres ont jetés en pâture à leur crédulité. C'est toute l'Allemagne nouvelle, où des fanatiques ont voulu combattre le marxisme par ses propres armes et, pour le détruire, n'ont rien trouvé de mieux que de le copier. L'Allemagne de 1939

devait être l'antithèse de la Russie soviétique. Elle en est le décalque amélioré par les survivances de la technique prussienne, de l'esprit militaire et du travail allemand. Comme toute démagogie, la démagogie hitlérienne a joué cyniquement avec les vertus traditionnelles. Elle les a célébrées, exaltées sans répit et parfois elle a semblé les cultiver. Mais, en même temps, elle a entretenu la haine contre les ennemis du peuple, les juifs, les traîtres, les étrangers ; elle a installé partout le mensonge et la délation. Elle a parlé de la paix sociale et de la paix extérieure avec une éloquence émouvante. Mais, en même temps, elle a divisé sans remède les citoyens qu'elle prétendait unir, maltraité, emprisonné, torturé des milliers d'innocents. Elle a préparé la guerre et la conquête, et travaillé de toutes ses forces à désorganiser du dedans les nations auxquelles elle offrait son amitié. Des réformes heureuses ont caché des déprédations et des injustices sans nom : le tout, pour satisfaire les appétits et l'orgueil d'un groupe d'aventuriers. Pour assurer sa domination, pour rendre la révolte impossible, l'Allemagne nouvelle ne s'est pas contentée de briser avec une cruauté implacable toutes les formes d'opposition, de supprimer toutes les libertés. Elle a entrepris, comme la Russie nouvelle, d'arracher à la jeunesse toutes les croyances qui auraient pu la libérer. Elle a prétendu dominer les pensées et les sentiments, s'emparer des âmes elles-mêmes, leur fermer à jamais tout horizon meilleur. Tout a été détruit, à l'exception de certaines techniques utiles à la guerre étrangère et à la guerre civile. La minorité dirigeante a voulu en même temps armer l'Allemagne, former des soldats et des chefs militaires, et plus encore des policiers. Et, tenant ainsi dans ses mains le peuple allemand, le lancer à la conquête, pour réaliser des projets chimériques.

Ces projets n'étaient pas neufs : depuis un demi-siècle, ils hantaient l'esprit des pangermanistes. L'Allemagne ancienne ne les prenait guère au sérieux. Pourtant ils ont séduit quelques familiers de Guillaume II, quelques diplomates et quelques officiers. Déjà la propagande et l'éducation les avaient vulgarisés dans le peuple allemand, qui aimait à les méditer, sans d'ailleurs s'appesantir sur les moyens de les réaliser. La guerre de 1914 est venue, par la folie de quelques

« réalistes » de l'État-major ou de la Wilhelmstrasse. Le peuple allemand a suivi de toute son âme, à quelques exceptions près, parce qu'on l'avait trompé. Mais les mêmes projets, repris, repensés par une tourbe de plébéiens affolés et ignorants, forment aujourd'hui le *credo* de la nation allemande, ou plutôt celui que ses maîtres lui ont imposé.

Peu importent les théories par lesquelles on essaye de les justifier. Ces doctrines n'ont pas de valeur pour les nazis plus que pour les marxistes. Une seule chose compte : le parti ou le mouvement, c'est-à-dire les désirs du groupe dirigeant. S'enrichir, dominer, faire l'important, trancher de toutes choses, et aussi faire du mal, humilier, écraser, torturer l'adversaire quel qu'il soit et, pour le tromper, pour entraîner les partisans, soutenir, au gré des circonstances, n'importe quel système arbitraire, forgé avec des données prises de toute main par quelque sophiste exaspéré.

Le caractère des hommes a plus d'importance pour comprendre les révolutionnaires modernes que les théories changeantes auxquelles ils ont recours. Représentons-nous un moment les premiers contingents nazis. On y trouve de tout : d'authentiques soldats venus du front, des réformateurs chimériques, des exaltés à demi fous, et aussi des criminels de profession. Les miliciens qui accourent à Munich, à l'appel de Ludendorff, pour continuer la guerre, ne sont pas parmi les meilleurs éléments de l'armée. Beaucoup sortent des groupes d'assaut formés pour les surprises, les coups de main, le nettoyage des tranchées. Le plus souvent, des têtes brûlées, des indisciplinés, des réfractaires. Ils tiennent mal sous les bombardements. Mais enlever la nuit une sentinelle isolée, jeter des grenades dans un abri, exécuter au revolver ou au couteau les derniers défenseurs d'une tranchée conquise, piller, brûler des villages, tuer, rançonner les habitants, ce sont leurs occupations ordinaires. Leurs camarades jalousent les faveurs dont le commandement les comble, mais ils ne peuvent se tenir de les mépriser. Auprès d'eux, beaucoup de jeunes gens, presque des enfants, impressionnables et violents, cruels avec délices, mais souvent lâches et prêts à fuir au premier signal. Enfin, quelques intellectuels dévoyés, rêveurs aigris et chimériques, pleins d'orgueil et de venin. Une « racaille », dira le général von Lossberg au procès de

Munich en 1924. Hitler, combattant sans gloire, personnage aux origines incertaines, impulsif, déséquilibré, changeant, menteur, sophiste par instinct, mais orateur surprenant par ses violences inhumaines, prend assez vite une autorité dans ce milieu de « mauvais garçons ». Une clairvoyance aiguë, un sens infaillible de la bassesse humaine en feront peu à peu le chef désigné de la nouvelle révolution. Avec lui, le réalisme prussien et le marxisme trouvent accès dans la foule sous leur forme la plus virulente. Mais personne, à l'origine, ne le prend au sérieux, en dehors du milieu exceptionnel où il évolue jusqu'en 1923. Personne ne soupçonne encore qu'il est la révolution elle-même dans ce qu'elle a de plus effrayant.

III

Son premier essai se termine par un échec ridicule. La longue colonne des manifestants débouche, un matin de novembre 1923, sur la place du château, à Munich. Tout a été préparé conformément à la théorie. On a des intelligences au ministère de l'Intérieur ; quelques officiers de la garnison ont été circonvenus. Mais, au dernier moment, une maladresse a tout compromis. Le gouvernement a été alerté par les conjurés eux-mêmes. Le feu du poste de police accueille la tête de la colonne : quelques hommes tombent. Aussitôt, c'est une fuite éperdue ; Hitler n'est pas le dernier à se mettre à l'abri. Ainsi, l'attaque brusquée, le coup de force, le « putsch » prévus par la théorie marxiste sont inexécutables. Pour avoir raison d'un État resté capable de se défendre, il ne suffit pas d'une troupe de fortune : il faut une armée, du matériel de combat, une organisation. Quelques complicités isolées ne suffisent pas : un long travail de noyautage et de préparation morale doit précéder la révolution. Tel est le résultat des méditations de Hitler et de Rudolf Hess dans la prison de Landsberg.

L'entreprise est considérable et, pendant quatre ans, elle semble impossible. Bon gré mal gré il faut se résigner, se colleter avec les communistes, amorcer cent négociations inutiles, chercher en vain l'argent et les appuis qui se dérobent partout. En 1929, la situation change brusquement. L'indus-

trie, excédée du payement des réparations, est résolue à tout faire pour se délivrer du fardeau. Le parti nazi trouve tout à coup des subsides importants. Ses relations se multiplient dans les milieux influents. Hitler va pouvoir procéder à un recrutement massif, à une propagande sans précédent. En 1932, le parti donne l'impression d'une force grandissante et qui va tout submerger.

Dans le fait, cette force est illusoire. Hitler traîne derrière lui plusieurs centaines de mille hommes vêtus de brun : chômeurs, anciens communistes, patriotes exaltés, jeunes gens sans emploi. Mais il n'a pu leur trouver des armes et la Reichswehr refuse obstinément de se démunir à son profit. Une compagnie de l'armée régulière avec des mitrailleuses aurait raison des S. A. en quelques instants. Hitler a peuplé les assemblées de ses partisans et peut rendre à peu près impossible l'exercice du gouvernement. Mais il ne dispose pas de la force réelle tant que le Président refusera de l'appeler. Un instant, à la fin de 1932, Hitler est près de désespérer. Mais autour de Hindenburg on n'est pas moins désemparé. Dissoudre le parti, disperser les nazis par la force, c'est la guerre civile, le fruit de dix ans d'efforts compromis, l'étranger triomphant de nouveau à la faveur des divisions du Reich. Alors, deux maîtres fourbes, von Papen et Meissner, suggèrent une solution : associer Hitler et les siens au gouvernement et les neutraliser.

En janvier 1933, on débat secrètement les conditions d'une collaboration. Hitler et Gœring promettent tout ce qui leur est demandé. Qu'importe, puisqu'ils sont d'avance résolus à ne tenir aucun compte de leurs engagements ? Si le Fuhrer était tenté d'être fidèle à sa parole, la séquelle d'aventuriers qui l'escorte saurait au besoin lui imposer le parjure. Demain, ils vont prendre toutes les places, chasser les anciens occupants, exploiter sans scrupules le peuple allemand qui vient de leur être livré. L'armée, la diplomatie semblent d'abord terrains interdits. Mais ils exigent l'Intérieur, la justice, l'enseignement, la police. L'économie et les finances viendront plus tard, dès que l'on croira pouvoir se passer du concours des techniciens. Un effroyable système de surveillance et d'espionnage se développe, grâce aux plus ignobles brigands du parti. La jeunesse, arrachée aux familles, livrée

à des éducateurs fanatiques, échappe à ses parents, est soustraite à toutes les influences morales, sociales, religieuses de la tradition. Les camps de concentration, les prisons, les chambres de torture attendent tous les réfractaires et tous les suspects. Une terreur croissante, aggravée par le mystère dont le régime s'entoure, pèse sur l'Allemagne. Et pour distraire, pour affoler la nation mise en servage, un perpétuel tumulte de parades militaires, d'alertes, de cérémonies imposantes la détourne de songer aux rigueurs du temps, aux impôts écrasants, à la censure, à la fin de toutes les libertés. La propagande commente sans répit les discours contradictoires du Fuhrer et de ses acolytes, maintient le peuple allemand dans un état permanent d'hypnose et d'excitation. L'ordre, assuré par la force, est admirable : l'Allemagne entière semble unifiée, vibrante d'un même enthousiasme. L'étranger, l'Allemand lui-même y est pris : on ne devine que rarement les souffrances, les angoisses, l'effroi d'un peuple confié par surprise à une équipe de forcenés.

La démagogie a connu ailleurs des succès analogues. Les bandits du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale ne représentent pas, en 1793, les sentiments de la nation française. Lénine et les siens n'expriment pas, en 1918, la volonté du peuple ignorant et disparate de l'immense Russie. Mais la dictature des forbans réveille en tout pays les sentiments, les passions mauvaises dormant au fond des âmes et ramène au jour les instincts que la civilisation avait incomplètement refoulés. Hier passifs et peut-être hostiles, des millions d'Allemands acclameront le régime aveo une lâcheté mêlée de sympathie.

A vrai dire, le peuple allemand offre pour cette expérience un terrain de choix. Il est venu à la civilisation plus tard que ses voisins. L'ordre chrétien ne l'a touché que d'une manière superficielle. La brutalité, la fourberie instinctives de l'homme subsistent chez lui, plus vivantes que chez les autres nations. Sa pensée est souvent forte et subtile, mais elle s'abandonne sans contrôle à la plus extrême logique, et il verse dans l'absurde parce qu'il va jusqu'au bout de ses idées. La force du désir imparfaitement maîtrisé trouble son esprit et lui ôte le sens de la vérité. Une discipline sociale excessive l'incline à imiter ses maîtres du jour, à respecter leurs folies,

à s'incliner passivement devant leurs crimes. Excellent pour le travail, les recherches, capable, sous des chefs intelligents et réfléchis, d'œuvres magnifiques, il est plus que tout autre à la merci des sophistes et des malfaiteurs. Les meilleurs, par lâcheté, par inertie, s'abandonneront à l'instinct, serviront de tout leur zèle un régime qu'ils devraient exécrer. Les nazis, qui devinent leurs sentiments intimes, n'ont pas d'autre désir que de se passer d'eux. Un à un, les techniciens, d'abord indispensables, seront poussés dehors. Une tourbe ignorante, sans morale, sans courage, remplacera les hommes d'expérience. En moins de trois ans, la déchéance intérieure de l'Allemagne sera consommée par la révolution. Avec une meilleure technique et maintes survivances de ses anciennes vertus, l'Allemagne va devenir le sosie de la Russie communiste, que les nazis dénonçaient comme son plus grand ennemi.

Aux yeux du Fuhrer, le succès imprévu de la révolution ouvre de beaux horizons pour le pangermanisme. La faiblesse humaine est partout identique et l'étranger n'est pas supérieur en apparence à l'Allemand. De 1919 à 1933, la France et l'Angleterre ont donné aux réalistes allemands plus d'une occasion de mépris. Elles avaient la victoire : elles n'ont pas su l'exploiter. Toujours confiantes et crédules, elles ont ajouté foi aux engagements, aux protestations de l'Allemagne. Elles ont abandonné une à une les garanties qu'elles avaient voulu prendre, cédé sur les sanctions, les réparations, le désarmement. Elles s'indignent aujourd'hui des violences nazies : cette colère passera. Que l'Allemagne reconquière la force militaire, qu'elle s'arme à fond, qu'elle ose parler haut, reprendre le ton de la menace ; on lui cédera pour les territoires avec la même facilité qu'on lui a cédé sur tout le reste. Que l'Allemagne travaille à diviser, affaiblir, démoraliser ses voisins. Qu'elle envoie chez eux des partisans résolus ; qu'elle aide les communistes étrangers à ruiner la défense militaire de ses ennemis. Qu'elle profite des ambitions, des rivalités, des vices des politiciens étrangers. Si la menace est assez poussée, le partenaire capitulera toujours à la fin sans combat, comme l'État-major et la bureaucratie ont subi, en janvier 1933, le chantage grossier des nazis. L'erreur de 1914, c'est d'avoir usé de la menace contre des ennemis encore

trop puissants ; c'est aussi de ne pas avoir fait « la guerre totale », de ne pas avoir été jusqu'aux extrémités de la violence et de la cruauté. Le IIIe Reich n'attaquera que les faibles. Avant de s'élancer à l'assaut, il paralysera, il isolera ses victimes. La victoire complète, sans risques graves, la destruction, l'anéantissement d'un adversaire surpris traîtreusement, la joie de le faire souffrir, de le torturer, sans qu'il puisse se défendre, ce sera la récompense d'une Allemagne rendue à sa tradition barbare. La politique nouvelle, qui s'applique depuis 1934, est celle même que Lénine a définie, d'après les enseignements de Marx.

A vrai dire, Hitler apprend vite, au contact des militaires et des diplomates, que le problème extérieur est plus complexe qu'il ne pensait d'abord. Les nations menacées, même les plus petites, s'efforceront de se défendre. La guerre n'est peut-être pas évitable. La France, l'Angleterre sont plus fortes qu'on le croyait à l'État-major nazi. Elles peuvent intervenir si leurs alliés de l'Est sont en péril trop grand. L'Allemagne peut être forcée trop tôt à la « guerre totale » et il est de la prudence de l'y préparer. La force du parti peut être illusoire ; mais l'armée nationale doit être capable de se battre, munie des armes les meilleures, soutenue par toutes les ressources de la nation. De 1934 à 1939 il sera donc procédé à la mobilisation précipitée, en vue d'une guerre générale possible, de toutes les ressources du Reich. L'économie, l'agriculture, les finances devront être adaptées à une guerre de longue durée ; on constituera des stocks de vivres et de matières premières ; on fabriquera sans répit des armes et des munitions. L'Allemagne se mettra d'avance, elle-même, dans la situation d'un pays en état de guerre. Elle s'infligera toutes les restrictions, toutes les contraintes nécessaires pour se transformer tout entière en un instrument de combat. Mais l'espoir de ses maîtres est que les conflits inévitables, provoqués par l'expansion territoriale, pourront être « localisés » ; l'Allemagne en revient obstinément à l'idée qui l'avait guidée en 1914, lors de son entreprise contre la Serbie. Isoler le champ opératoire, écarter toute intervention étrangère, par une menace si apparente, si formidable, que le courage de l'ennemi en sera d'avance anéanti. Non seulement il lui faut s'armer sans répit, mais elle doit étaler sa

force, en faire constamment parade, pour épouvanter ceux qui pourraient être tentés de s'interposer.

Il y a, dans le fond, opposition entre la conception communiste et nazie de la guerre, et celle de l'ancien État-major allemand. Les militaires de métier songent à une guerre effective, avec toutes ses conséquences matérielles et morales. Ils ne veulent rien donner à l'apparence. Les nazis poussent, malgré eux, à une guerre de théâtre, où il suffit de se montrer pour l'emporter sans péril. La notion de la propagande et du mensonge utile prédomine à leurs yeux sur les nécessités purement militaires. Pour gagner la jeunesse, ils lui ont promis à la fois la paix éternelle et tous les bénéfices de la victoire et de la conquête. Cette jeunesse rêve d'expéditions faciles et joyeuses, de triomphes éclatants et sans danger. Elle vit dans l'attente du pillage, de la curée ; elle attend le moment où elle pourra écraser, terrifier, torturer le vaincu à sa guise. Et le Fuhrer lui-même, promu au rang de généralissime, n'est pas loin de penser comme elle. Il imagine la guerre étrangère sur le modèle de la guerre civile, et c'est un autre point de contact avec les communistes. L'Empire avait mis quarante ans à former une armée qui a été finalement vaincue. En quatre ans, le III[e] Reich prétend se donner une armée plus forte, qui lui permettra de menacer et de conquérir impunément.

L'impatience des nazis est si grande, leur audace si folle, qu'ils entreprennent la conquête avant même d'avoir commencé leur préparation. Or la chance, une chance insolente, leur sourit sept fois de suite. Sept fois de suite, Hitler obtient sans combat tout ce qu'il avait demandé. A chaque tentative nouvelle, il tremble jusqu'à la dernière minute, dans la crainte d'une réaction de l'adversaire, qui le forcerait à reculer. Toujours, Français et Anglais cèdent, après une velléité de résistance. Hitler promet que cette conquête sera la dernière. Il parle avec tant d'assurance, ses partenaires redoutent si fort un massacre inutile, qu'ils se laissent convaincre et sacrifient, le cœur lourd, ceux qu'ils avaient promis de secourir. Pourtant, le 7 mars 1936, Hitler a bien cru que l'heure du premier échec allait sonner. Si la France mobilise, les Allemands, hors d'état encore de tenter la guerre générale, vont être forcés de se replier en toute hâte ; le régime nazi risque de ne

pas survivre à cet échec. Mais l'Angleterre, encore sans armes, n'ose pas soutenir la France : le ministère français, abandonné à lui-même, n'a pas le courage de faire front. En septembre 1938, nouvelles inquiétudes, parce que l'Angleterre, cette fois, semble prête à intervenir. Les étrangers cèdent une fois de plus ; ils céderont toujours. Grisés par tant de succès, pris de vertige, Hitler et les siens vont de l'avant sans hésiter. Après la Tchécoslovaquie mutilée, la Pologne sera sacrifiée. Contre ce pays, l'Allemand nourrit une haine spéciale et tenace. En vain les dirigeants polonais ont voulu jouer au plus fin avec leur terrible voisin. Pourtant la Pologne est décidée à se défendre : on n'a pas pu corrompre et surprendre ses chefs, comme il est arrivé en Tchécoslovaquie. Qu'à cela ne tienne, la Pologne sera détruite, et son exemple montrera ce que l'Allemagne fait de ceux qui lui résistent. La France, l'Angleterre, une fois de plus, se contenteront de vaines menaces. Au cas où elles feindraient d'insister, quelques torpillages opportuns, quelques bombes bien placées sur leurs grandes villes les ramèneront à la sagesse.

Ainsi raisonnent les démagogues qui mènent le Reich. En vain quelques officiers recommandent la prudence et affirment que le jeu devient dangereux. Jusqu'au dernier moment, on ne veut pas croire à Berlin que les avertissements de Paris et de Londres sont sérieux. La résolution franco-britannique remplit les dirigeants allemands de surprise et de colère. Elle ne les détermine pas à lâcher leur proie. Ils attendent encore la capitulation qu'ils annonçaient. La Pologne vaincue, occupée, ils croient encore qu'ils pourront monnayer la prise et s'efforcent de négocier. Séparer Français et Anglais, les effrayer par la guerre sous-marine, décourager les parents des combattants, séduire Londres et Paris par des promesses fallacieuses qui ne seront pas tenues, tel est le calcul qui les guide encore après un mois de guerre.

Pourtant, si la Pologne a pu être surprise, l'Amirauté aura raison, très vite, des sous-marins. La poussée française sur la Sarre se fait de plus en plus pressante : la guerre se déroule, à l'ouest, en territoire allemand. L'ennemi abat plus d'avions qu'il n'en perd ; ses canons dominent l'artillerie allemande. Demain, la ligne Siegfried peut être tournée. L'Allemagne

avait jeté soixante-dix divisions sur la Pologne : elle y a perdu cent mille hommes ; à tout prix il faut renforcer la défense à l'Ouest. Un seul moyen, appeler à l'aide les Russes, alliés incertains, leur laisser provisoirement une partie de la Pologne, et tirer parti de leur indiscutable adresse pour parlementer.

Ce recours ultime d'une politique aux abois était dans l'ordre ; il n'a pu surprendre que ceux qui oubliaient les traités toujours en vigueur qui ont uni la Russie et l'Allemagne depuis 1918. Un officier de l'ancien État-major, le général Hoffmann, des diplomates de la vieille école ont négocié à Brest-Litowsk avec les bolcheviks. Un israélite, mélange de spéculateur et d'illuminé, Rathenau, a traité avec Tchitcherine à Rapallo. Stresemann, le représentant de la grande industrie, a signé le traité de Berlin. Hitler, flanqué de Neurath, en a confirmé les stipulations en 1934. La Pologne, depuis 1923, fait les frais d'une entente qui rappelle les plus anciennes traditions du Reich. Jadis, sous l'Empire, elle se fondait sur la communauté de vues de l'aristocratie russe et des hobereaux prussiens. Elle exprime aujourd'hui l'affinité profonde d'hommes unis par les mêmes vices : le mépris des valeurs idéales, le goût de la rapine, la fourberie et la cruauté. Nazis et communistes se ressemblent comme des frères ennemis : faits pour s'entendre, en attendant de se trahir mutuellement.

IV

Ainsi la plus inflexible logique a présidé au développement des faits. L'Allemagne s'est donnée à des bandits de grand chemin. Ils l'ont affaiblie, dépravée, terrifiée. Puis ils l'ont entraînée dans une aventure terrible, persuadés qu'avec des mensonges et de l'audace on réussit à tout. Les voici devant l'obstacle qu'ils n'avaient pas prévu si rude et si prochain. Le peuple allemand commence à peine à comprendre dans quel guêpier on l'a engagé. Il espère encore que les maîtres, jusqu'ici servis par la fortune, sauront l'en tirer sans désastre. Incomparablement plus faible que l'Allemagne impériale, le IIIe Reich est forcé de se mesurer avec des ennemis qui attendaient le choc, se sont préparés à le subir, et sont beau-

coup plus puissants et mieux organisés qu'en 1914. L'Allemand, à sa coutume, a oublié dans son calcul l'élément principal : il comptait sur la faiblesse constante de partenaires qui avaient toujours cédé. Il oubliait que de vieilles nations, dépositaires d'une longue expérience, veulent bien éviter les conflits inutiles, mais se dressent d'un bloc quand elles se sentent menacées. Il oubliait que les mêmes ruses ne réussissent pas indéfiniment, et que des adversaires sept fois dupés cyniquement sont, à la fin, résolus à ne plus rien pardonner. Il a confondu les malices de quelques politiciens français ou anglais, naïfs ou corrompus, et la réaction profonde, spontanée de deux grands peuples, las de supporter l'insulte et déterminés à en finir.

Depuis quelques semaines, rien n'a tourné comme Hitler l'avait prévu. L'Allemagne espérait terrifier l'Angleterre par la guerre sous-marine : les sous-marins s'en vont un à un par le fond. Elle comptait sur la puissance de son aviation : les avions britanniques survolent impunément le Reich. Les avions allemands n'ont pas osé lancer de bombes en territoire français et anglais, parce que de terribles représailles sur les villes allemandes suivraient aussitôt. L'alliance russo-allemande n'a pas fait d'impression sur les alliés de l'Ouest. On sait la Russie incapable de fournir au Reich ce qui lui manque et nul n'ignore que les deux compères ont, dans les Balkans et dans les États baltes, des intérêts directement opposés. De quelque côté que les Allemands tournent leurs regards, ils n'ont que des occasions d'inquiétude. Aussi comprend-on qu'ils désirent arrêter cette guerre qu'ils ne voulaient pas et tentent de lancer une « nouvelle offensive de paix » ; on peut se fier aux extravagants qui les mènent pour imaginer toutes les hypothèses possibles afin d'éviter le châtiment. Toutes semblent dangereuses pour la survie du régime nazi.

Lancer contre la France, la Hollande, la Belgique et la Suisse une offensive désespérée, jeter deux millions d'hommes sur la ligne Maginot pour forcer notre défense ? C'est sacrifier des centaines de milliers de combattants sans profit, hâter dans les renforts la démoralisation menaçante au premier échec. Épouvanter Londres et Paris par des bombardements d'avions ? Combien des bombardiers allemands atteindraient leur but, et quelles exécutions l'Allemagne elle-même subi-

rait-elle aussitôt ? Se préparer à un siège de plusieurs années, avec le concours de la Russie ? Le peuple allemand ne supporterait pas l'épreuve et sans doute serait-il acquis au communisme et tombé dans l'anarchie en peu de temps. Assurément, l'Allemagne a des vivres, des stocks de matières premières pour près de trois ans. Qu'importe, si les forces morales cèdent avant la résistance physique et l'esprit avant le corps ? Elle a contre elle deux immenses empires, la volonté de deux peuples excédés de sa perfidie, les ressources du monde entier, l'opinion unanime de tous les hommes civilisés. Quoi qu'elle tente, quoi qu'elle entreprenne, elle est irrémédiablement condamnée. Tout ce qu'elle peut faire, c'est prolonger une agonie qui a déjà commencé. Il est vain, pour mesurer sa puissance, de supputer les qualités de son matériel de guerre, de passer en revue les artifices de sa diplomatie. Elle a eu souvent l'avantage dans la lutte diplomatique. Notre personnel

a trop souvent manqué de clairvoyance et de résolution. Ses fautes et celles des gouvernements français et anglais expliquent la durée du régime nazi, qu'on pouvait abattre dès ses débuts. Mais la persistance même de l'erreur allemande a rapidement aggravé les vices intérieurs auxquels le Reich doit succomber.

La lutte peut être longue, dépasser notre attente, nous mettre devant des difficultés imprévues. Le dénouement est écrit d'avance : l'Allemagne doit être écrasée.

Une bande de malfaiteurs, d'aventuriers, de rêveurs chimériques tient la nation allemande à la gorge. Son pouvoir est dû au mensonge et à la violence. Le régime s'est imposé en 1933 par une escroquerie morale ; il a trompé en partie les Allemands sur ses intentions véritables. Ses conquêtes sont le fruit d'une politique où la menace, parfois une vaine menace, alterne avec la perfidie. Ce qui lui manque le plus, c'est la solidité intérieure et la force morale profonde qui repose sur la vérité. L'Allemagne nouvelle a tous les vices d'une démagogie : l'arbitraire et le favoritisme dans le choix des chefs, la malhonnêteté chez ceux qui commandent, le goût de l'apparence et de l'illusion. Se mentant sans relâche à elle-même, elle ment également à autrui. La guerre, disaient encore les Allemands de l'époque impériale, est le règne de

la force nue : impossible de tricher, de faire semblant, quand les armes sont chargées. Le plus instruit, le plus courageux, le plus fort réellement emporte toujours la victoire. Les nazis répondent : la guerre étrangère est la suite de la guerre civile : tout s'y fait par ruse, surprise et propagande, et le plus faible y peut vaincre s'il est assez audacieux. Cela est possible dans les luttes de partis, mais exclu dans un conflit où de grandes nations civilisées entrent avec toutes leurs ressources, toute leur intelligence et leur cœur. L'Allemagne est vaincue d'avance : beaucoup d'Allemands le savent et commencent à le dire.

En persécutant une partie des citoyens, en chassant beaucoup des meilleurs, en soumettant tout leur peuple à une éducation qui débilite l'esprit, les nazis ont tari les sources où se nourrit la force d'une nation. Un fossé toujours plus large sépare, en Allemagne, les hommes de plus de quarante ans, qui ont vu la guerre de 1914, connu une civilisation un peu plus humaine et plus libre, et la jeunesse, élevée dans la prison nationale-socialiste, loin de toute vérité. Devant les exactions de leurs maîtres, les anciens sont pleins d'angoisse et redoutent l'avenir. La surveillance policière leur interdit d'exprimer leurs inquiétudes. Ils n'en souffrent pas moins, devant les spectacles qu'ils voient, au plus profond d'eux-mêmes, et la chute du régime leur apparaîtrait comme une délivrance. Ils luttent de leur mieux, parce qu'ils aiment leur pays. Croit-on qu'ils auront beaucoup de cœur à se battre ?

La jeunesse avait été élevée dans la croyance à une guerre facile, presque sans danger. Voici le feu terrible de l'artillerie ennemie, le vol des avions anglais et français, les privations, les pertes, le décor tragique d'une bataille, où l'on reçoit plus de coups que l'on n'en peut porter. L'audace, l'esprit combatif ne manquent pas à ces enfants. Croit-on qu'ils survivront à l'épreuve d'un blocus prolongé ? On leur avait enseigné des dogmes politiques : pas de guerre sur deux fronts, horreur du bolchévisme ; l'Angleterre est une ennemie implacable qui a toujours vaincu ses adversaires et que l'Allemagne doit ménager ;

Voici la guerre à l'est et à l'ouest ; les communistes abhorrés sont installés en

Pologne et devenus les alliés du Reich. L'Angleterre est l'ennemie la plus acharnée de l'Allemagne.

Peut-on continuer à faire confiance à un Fuhrer qui promettait la paix et entraîne l'Allemagne dans une guerre sans espoir, et refuser encore, devant l'événement de discuter des prophéties si cruellement démenties ?

Il est probable que l'Allemagne ne succombera ni à une bataille décisive, ni à un blocus ; elle périra par la désagrégation lente des forces morales que son chef s'était flatté de relever et de rendre inébranlables. C'est du dedans que lui viendra la défaite, par l'action des vices mêmes que le national-socialisme a cultivés.

Il a voulu donner à l'Allemagne une armée sans rivale. Il a oublié qu'il faut plus de quatre ans pour la former. Tout y est trop jeune, le matériel hâtivement construit, les cadres recrutés précipitamment. Un élément de fausseté se mêle à tout ce qui devrait être solide et de première qualité. Les chefs, choisis pour leur docilité politique, manquent de compétence et d'énergie. Les réserves instruites font cruellement défaut. Pour faire face au blocus, à la guerre sur mer, l'Allemagne n'a qu'une flotte dérisoire qui ne pourra pas quitter ses ports sans être anéantie.

Le mensonge initial a tout vicié en Allemagne, et d'abord la force même qu'il devait fonder.

V

L'Allemagne sera vaincue. Elle doit l'être à fond. Aucun calcul politique ne doit aller contre le sentiment des millions d'Anglais et de Français qui montent au combat, avec la volonté d'en finir. Pas d'armistice avant une victoire totale, avant que Berlin soit occupé. Pas de préliminaires de paix avant l'exécution entière de l'armistice. Ni armistice ni préliminaires avant que les nazis soient hors de cause et que tous leurs chefs aient été livrés, morts ou vifs, aux vainqueurs. Pas de paix si la Pologne n'est pas restaurée, agrandie de la Prusse orientale vidée de ses habitants allemands, si une bande de territoire allemand de la mer du Nord à la Suisse n'est pas neutralisée, remise à l'administration franco-

britannique, si le Reich n'est pas divisé en États souverains qui traiteront séparément, si l'Autriche-Hongrie n'est pas reconstituée et agrandie.

L'œuvre sera dure ; elle sera longue. Nous ne pouvons pas l'ajourner, parce que, si ces conditions ne sont pas réalisées, nos descendants reverront ce que nous avons vu.

La paix sera difficile, ne nous le dissimulons pas. Une propagande trop simple nous porte à distinguer le peuple allemand de ses dirigeants. Ce peuple a souffert de leurs violences et de leurs mensonges. Il a péché, disons-nous, par faiblesse plus que par complicité. Demain, l'on tentera de nous apitoyer sur ses souffrances et de l'opposer aux maîtres qu'il a subis. Sans doute, beaucoup d'Allemands n'approuvaient pas les nazis. Une paix efficace imposera de dures souffrances au peuple entier, à ceux mêmes qui ont combattu le régime nouveau. Avant de leur donner notre compassion, pensons aux Polonais, aux Tchèques, aux Autrichiens accablés par un régime affreux. Pensons aux habitants de nos provinces frontières qui subissent en ce moment même toutes les douleurs, toutes les misères de l'évacuation forcée ; aux marins innocents engloutis à la suite des torpillages, à tant de victimes de la cruauté nazie.

Surtout n'oublions pas que la nation allemande a, dans son ensemble, acclamé les brigands qui l'ont trompée. N'oublions pas que les hommes de 1914, mieux élevés et moins brutaux que leurs continuateurs, n'ont pas moins qu'eux pratiqué la fourberie et la violence et que les meilleurs Allemands d'alors ont applaudi à leurs crimes. L'Allemagne a subi le régime qu'elle méritait. Un instinct obscur la portait, à son insu, à renier les enseignements de la morale universelle. Elle était prête à accueillir, à suivre les mauvais bergers, les méchants prophètes. Elle a été derrière les pangermanistes, comme elle s'est groupée derrière les nazis. La victoire du nazisme en Allemagne, celle du bolchévisme en Russie, ne sont pas le fait du hasard. Elles témoignent l'une et l'autre de quelque vice intérieur de l'esprit en Allemagne et en Russie. Une nation qui subit sans réagir la domination d'une minorité de fous et de criminels, une caste dirigeante qui ne voit d'autre remède à l'anarchie que de confier le pouvoir à des anarchistes déguisés, méritent le

sort que l'avenir leur réserve. La France a connu, notamment en 1936, des tentatives pour lui imposer une domination qui voulait imiter celle des nazis. Le communisme a manqué nous envahir avec la complicité tacite de beaucoup de bourgeois. Nous nous sommes défendus et les ressources profondes du peuple de France ont finalement triomphé. Les beaux mots qui parent le nazisme et le bolchévisme d'on ne sait quelle séduction romantique ne sont là que pour dissimuler le vice moral incorrigible commun aux nazis et aux bolchéviks. La méchanceté, le mensonge peuvent faire surgir des forces redoutables. Mais il y a dans la tradition morale de l'Occident une force plus grande et plus persistante qui a raison, à la fin, de tous les efforts de la ruse et de la cruauté. L'Allemagne s'est abandonnée parce que, sans doute, sa tradition propre concordait en beaucoup de points avec l'enseignement de Marx et de Hitler. Elle se reprendra peut-être, nous devons l'espérer par respect pour la nature humaine. Mais il lui faudra des siècles. Pour le moment, nous devons nous délivrer, délivrer l'Europe d'une menace mortelle. Et, pour y parvenir, conduire la lutte à son terme, imposer une paix assez dure pour préserver nos enfants des maux que nous avons subis deux fois.

ALBERT RIVAUD.

L'ALLEMAGNE POURRA-T-ELLE SE NOURRIR?

Mes contemporains se rappellent volontiers l'aspect que présentait l'Allemagne à la veille des hostilités de 1914. Sans doute, elle s'enthousiasmait depuis longtemps déjà au bruit des cliquetis guerriers ; ses officiers, monoclés et sanglés dans leurs uniformes rutilants, se considéraient comme les maîtres de l'Empire et le témoignaient dans la rue en obligeant la foule des passants à descendre des trottoirs pour leur livrer passage ; nos compatriotes qui traversaient le Reich, munis des passeports les plus réguliers, faisaient, s'ils étaient jeunes, l'objet des vexations de la police ; malgré ces petits inconvénients, le séjour au delà du Rhin, particulièrement en Bavière, était fort sympathique. On se trouvait au contact de gens en parfaite condition physique et morale. La bière, brune ou blonde, coulait à flots et les familles se gorgeaient, dans les brasseries, de jambon, de choucroute et de *delikatessen*. On avait le sentiment d'un peuple heureux et bien nourri.

A cette époque, l'Allemagne, qui régnait encore sur l'Alsace-Lorraine et une partie de la Pologne, était obligée, malgré cet appoint, d'importer bon an mal an pour 3 800 millions de francs-or de denrées alimentaires, qu'elle payait d'ailleurs facilement grâce au tribut de son émigration et à la vente dans le monde de ses excellents produits fabriqués. On pouvait sans doute noter dans ses achats extérieurs quantité de

denrées exotiques (cacao, thé, café, fruits) destinées à diversifier agréablement l'alimentation nationale, mais la plupart servaient déjà à suppléer à l'insuffisance de la production allemande en blé, orge, lait, viande congelée, etc.

Quoi qu'il en soit, le Reich en 1914 abordait la guerre avec une économie solide, une encaisse métallique importante et il avait au surplus le droit d'espérer que les riches plaines de Hongrie et de Croatie, possessions héréditaires de son alliée, apporteraient à l'alimentation nationale une compensation aux difficultés qu'elle pourrait rencontrer dans le domaine des importations maritimes. Au départ, la situation de nos adversaires était donc loin d'être mauvaise. Qu'est-elle devenue quatre ans plus tard ? En 1918, leurs armées occupaient, depuis longtemps déjà, la Serbie, la Roumanie, la Belgique, le nord de la France et une partie de la Pologne russe ; on ne pouvait vraiment pas dire que l'Allemagne manquait d'espace vital ! Et pourtant celle-ci, rationnée à outrance depuis de longs mois déjà, mourait littéralement de faim.

A première vue, cela semble inexplicable. L'esprit humain se refuse à admettre qu'un peuple assez heureux pour régner temporairement sur la moitié de l'Europe soit incapable d'en tirer les subsistances nécessaires à ses armées et à son peuple. Le fait cependant est là et s'explique d'ailleurs assez facilement lorsqu'on analyse les données du problème comme nous allons essayer de le faire.

* * *

Examinons tout d'abord l'évolution de la production agricole allemande, dans ses différentes branches, de 1913 à 1918, en nous excusant d'abuser de chiffres qui, malheureusement, sont indispensables pour éclairer le débat :

1° La production des céréales panifiables (blé, orge, seigle), au cours de la guerre, suit la courbe suivante :

1913.	205 3	millions de	quintaux métriques
1916.	148 9	—	—
1917.	111 4	—	—
1918.	109 4	—	—

Le déficit s'accentue tous les ans, pour atteindre à la fin des hostilités 50 pour 100.

2° Le troupeau a évolué autour des chiffres suivants :

	Bovins	Ovins	Porcins
	(en milliers	de	têtes)
1915.	20 317	5 073	17 287
1919.	16 000	6 000	14 000

La perte ici est plus faible que pour les céréales, à cause du bétail requis par les armées chez les habitants des pays occupés, réquisition qui a partiellement couvert les besoins du Reich. Elle n'en est pas moins d'un cinquième, sauf pour les moutons. Le nombre de ceux-ci, d'ailleurs, a augmenté uniquement par suite de l'extension des champs laissés en friche ; il ne saurait être considéré comme un indice de richesse agricole.

3° Les récoltes de pommes de terre sont passées de :

541	millions de	quintaux	en	1913
à 539	—	—		1915
250	—	—		1916
248	—	—		1917
247	—	—		1918

En quatre ans, la production s'était réduite de moitié, bien que la surface cultivée fût simplement passée de 3 415 000 hectares en 1913 à 2 315 000 en 1918.

Dans les pays envahis, la diminution des trois branches de production que nous venons d'examiner était encore beaucoup plus accentuée en raison des ravages de la guerre d'abord, et surtout par suite de la mauvaise volonté que montraient partout les autochtones à travailler au bénéfice de l'ennemi. Le phénomène est tout à fait naturel.

Quant à l'Allemagne proprement dite, on ne peut attribuer la situation catastrophique que nous venons de constater aux opérations, puisque celles-ci se sont entièrement déroulées en dehors de son territoire ; on ne saurait non plus incriminer la pénurie de main-d'œuvre, puisque le Reich disposait alors de nombreux prisonniers de toutes nationalités qu'il envoyait travailler sur les terres de ses ressortissants aussi bien que dans les fermes des pays conquis. En réalité, c'est la désorganisation inhérente à la guerre et surtout la pénurie de certains engrais qui ont joué en l'affaire le principal rôle. Certes, les potasses et les sulfates d'ammoniaque ne manquaient pas, mais, avec le temps, les nitrates du

Chili n'arrivaient plus et la production des superphosphates, dont la matière première se trouvait entièrement sous la domination de l'Entente, voyait sa production réduite des neuf dixièmes (1). Actuellement, l'industrie allemande en produit une grosse quantité ; son importation n'en demeure pas moins élevée. Puissent les dirigeants du blocus ne pas oublier, dans la guerre totale actuelle, que le phosphate constitue un élément de guerre de premier ordre et s'efforcer d'en priver rapidement nos adversaires ! Tandis que, pour ces motifs, le rendement à l'hectare du sol cultivé diminuait progressivement (2), de nombreuses terres étaient laissées en friche faute de chevaux, dont les effectifs s'appauvrissaient constamment par suite des besoins des armées (3), faute aussi des moyens adéquats pour construire des charrues et des engins de toute espèce, ou même pour réparer les anciens. Bref, c'est bien, comme on pouvait le prévoir, la désorganisation résultant de la guerre qui a causé l'effroyable diminution de production que nous venons de constater et, par voie de conséquence, une disette intense.

* * *

Le Reich de 1939 n'a pas oublié ces enseignements et s'est appliqué à parer d'avance à des difficultés analogues.

On peut être assuré tout d'abord que nos ennemis ne gaspilleront pas en importations de produits alimentaires les devises qu'ils possèdent ou qu'ils peuvent obtenir en réalisant les participations de leur industrie dans les grandes affaires internationales. Les traités de commerce conclus ou proposés, il y a quelques mois, par le docteur Funck aux pays balkaniques sont significatifs à cet égard ; tous reposent sur le principe de l'échange de machines allemandes contre des plantes industrielles ; le mot céréales est à peine prononcé !

C'est en raison de cette décision bien arrêtée de vivre sur eux-mêmes que nos adversaires ont pris très à l'avance une

(1) 1 863 000 tonnes en 1913 ; 180 000 tonnes en 1918.

(2) Rendement à l'hectare en Allemagne (en quintaux métriques) :

	Seigle	Orge	Froment
1913.	19 1	36 7	23 6
1917.	12 6	18 6	18 7

(3) 4 500 000 chevaux à la veille de la guerre ; 3 300 000 seulement en 1915.

série de mesures de restriction qu'ils n'avaient jadis instaurées qu'au cours des hostilités. Ils les ont même si bien accrues que, depuis trois ans, le peuple allemand souffre terriblement, non pas parce que les moyens de subvenir à ses besoins manquent, mais bien parce qu'on entend les stocker au bénéfice de la défense nationale. Cette politique a même pris dans ces derniers mois une telle extension que le défaut d'alimentation, et notamment de graisse, a exercé une répercussion fâcheuse sur le rendement du travail (1) ; dans l'intérêt des fabrications de guerre, on a dû atténuer les restrictions. En tout cas, un stock important a été créé en vue des hostilités, surtout pour les céréales ; celui-ci s'élevait à sept millions de tonnes au 1er mai dernier, contre trois et demi à la même date l'année précédente. Le soleil, en la circonstance, a largement travaillé au bénéfice du vieux dieu allemand.

Les dirigeants du Reich ont en outre attendu, pour envahir la Pologne, la fin de la récolte des céréales. Ils estimaient en effet qu'ils ne pouvaient mener de pair la moisson et la guerre, et c'est un fait qui mérite d'être mis en lumière pour l'avenir. Depuis 1936, douze cent mille travailleurs ont, en effet, abandonné l'agriculture au bénéfice de l'industrie. Des émigrants temporaires polonais, italiens, hongrois étaient venus, en 1937 et 1938, boucher les vides; cette année, ils se sont abstenus. Le docteur Richarz constatait déjà au printemps dernier que cent trente-cinq mille ouvriers manquaient pour les travaux agricoles, malgré l'Anschluss et l'annexion de la Tchécoslovaquie, et malgré aussi les mesures prises par le gouvernement pour accroître le nombre des machines agricoles (2). En août 1939, rien que dans la Prusse orientale, plus de cent mille hommes du Front du travail ont dû être employés à la moisson avant de prendre les armes pour violer le territoire voisin. Dès maintenant, la situation au point de vue du travail des champs apparaît donc plus mauvaise au delà du Rhin qu'elle n'était en 1916 après deux ans de guerre, et l'on est en droit de supposer qu'elle s'aggraverait bien davantage si les besoins de l'industrie de guerre en main d'œuvre augmentaient, et surtout si les pro-

(1) En particulier dans les mines.
(2) 26 100 en 1932 ; 60 000 en 1937.

chaines opérations ne fournissaient pas les masses de prisonniers nécessaires.

Au surplus, cette année même, les récoltes ne sont pas terminées ; les pommes de terre, les betteraves demeurent encore sur pied. On emploiera sans doute pour les rentrer les prisonniers polonais et les machines. Mais le rendement d'un prisonnier n'est jamais très brillant, nous l'avons vu tout à l'heure, et les paysans, qui sont eux-mêmes rationnés et tenus de verser toute leur production à la communauté, n'auront probablement pas grand cœur à l'ouvrage ; quant aux machines employées à l'arrachage mécanique des tubercules, il est de notoriété publique qu'elles donnent des résultats décevants.

* * *

Compte tenu de toutes les mesures de précaution ainsi prises à l'avance par nos adversaires et qui ne sont pas négligeables, comment se présente la situation alimentaire de l'Allemagne entrant en guerre ? Interrogeons de nouveau la statistique pour répondre à cette question.

Le Reich possède aujourd'hui, outre ses 65 millions d'habitants propres, les 40 millions que lui a procurés l'annexion de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche et d'une partie de la Pologne (1). Or, la production en céréales panifiables de ces trois pays en 1938 s'établit comme suit : dans l'Allemagne proprement dite, 152 millions de quintaux métriques pour 65 millions d'habitants, soit 233 kilos par habitant ; dans les pays annexés, 157 millions de quintaux pour 40 millions d'habitants, soit 267 kilos par habitant. Leur incorporation n'a donc pas sensiblement amélioré les proportions ; la guerre toutefois a dû entraîner de nombreuses destructions en Pologne.

Comme les nazis viennent de rationner la population à 2 kilos 500 de pain par semaine, soit 130 kilos par an, on serait tenté d'en conclure que, compte tenu des réserves obligatoires pour les semailles, une bonne partie de la récolte doit être disponible pour la guerre. Il n'y a là qu'une apparence ; des suppléments devront être alloués en effet aux soldats du front

(1) Population de l'Autriche : 6 758 000 habitants ; de la Tchécoslovaquie : 15 187 000 habitants ; de la Pologne actuellement allemande : 18 008 000 habitants.

et surtout à certains travailleurs manuels, comme les ouvriers des mines, dont le rendement baisse chaque fois qu'ils sont sous-alimentés. En réalité, l'Allemagne, obligée de nourrir aujourd'hui une population supérieure de 40 millions d'habitants à celle de 1914, part en guerre avec une production de céréales nettement inférieure (310 millions de quintaux par an, contre 205 millions en 1914) aux quantités d'il y a vingt-cinq ans, et les quelques millions de stocks auxquels nous faisions allusion tout à l'heure ne comblent pas la différence.

En ce qui concerne le troupeau, l'Allemagne a fait dans ces dernières années un très grand effort, couronné d'ailleurs de succès. Sur son territoire réduit, elle est parvenue à constituer un cheptel supérieur à celui de 1913 (1). Le nombre des porcs notamment s'est très sérieusement accru. Malheureusement l'Anschluss, l'annexion de la Tchécoslovaquie et d'une partie de la Pologne sont venus détruire en partie l'édifice. Si aujourd'hui la proportion des bovins, sur l'ensemble du nouveau territoire, reste à peu près la même, il y a en revanche une diminution notable chez les autres sortes d'animaux. On sait le rôle considérable que jouent les porcs dans l'alimentation d'outre-Rhin ; or les trois nouveaux tributaires n'ont apporté à la communauté que 10 millions de ces animaux pour leurs 40 millions d'habitants, proportion très inférieure à celle qui existait dans l'ancien territoire du Reich où l'on comptait en 1913 presqu'un porc pour trois habitants (2). En somme, la politique de conquête ne profite guère économiquement à nos voisins.

Il y a toutefois une exception : les pommes de terre, et cette exception est d'importance, étant donné que le précieux tubercule constitue le complément obligé de la saucisse dans la nourriture de l'Allemand moderne. C'est pour

(1) Situation du troupeau allemand (en milliers de têtes) :

	Bovins	Ovins	Porcins
1913.	20 000	5 800	21 000
1937.	20 065	4 331	25 862

(2) Troupeau des provinces annexées (en milliers de têtes) :

	Bovins	Ovins	Porcins
Autriche	2 349	263	2 823
Tchécoslovaquie.	4 596	?	3 863
Pologne allemande . . .	5 000	1 500	3 500

cette raison que le régime nazi avait, dès le début de son établissement, donné tous ses soins au développement de sa culture. Grâce à lui, la superficie plantée est passée de 2 412 000 hectares en 1920 à 2 900 000 en 1938, et la récolte de cette année atteint 463 millions de quintaux, chiffre comparable à celui des années d'avant-guerre (1) qui passait alors pour très satisfaisant. Les trois dernières annexions n'ont augmenté la production que de 477 000 quintaux ; l'Allemagne serait malgré tout à même de donner par ce moyen quelques apaisements à l'estomac de ses ressortissants (2). Malheureusement pour eux, nous sommes aujourd'hui en guerre, et le Reich a de pressants besoins d'alcool. La pomme de terre peut en fournir. A l'emploi alimentaire on préférera sans doute outre-Rhin l'usage industriel, et c'est pourquoi, au lieu d'être augmentée, la distribution des pommes de terre pourrait bien, à son tour, être sévèrement contrôlée.

Nous venons incidemment de toucher du doigt un des aspects les plus curieux de l'agriculture allemande de ce temps : le rôle industriel que, par suite de la pénurie des matières premières, on prétend lui faire jouer. Ce ne sont pas les dirigeants du Reich qui sont les inventeurs du système, mais bien les Américains. Ford avait pris jadis la direction du mouvement en sa faveur parce qu'il y voyait le moyen d'absorber le surplus de la production agricole de son pays et de stabiliser ainsi les cours de denrées dont les soubresauts étaient catastrophiques. Les Américains sont entrés dans la voie de la culture industrielle parce qu'ils avaient des excédents ; les nazis les ont suivis pour la raison inverse : l'impossibilité où ils se trouvaient, en raison de leur économie fermée et de l'absence de devises, d'importer, la nécessité par conséquent de tirer de leur sol le complément de denrées nécessaire. Pour eux, la cellulose de bois remplacera dès lors le coton, la caséine du lait leur donnera le *lanital* qui permet d'obtenir de la laine artificielle, la pomme de terre et la betterave (3) leur fourniront l'alcool indispensable à la fabrication des explo-

(1) Il est inférieur à celui de 1913 (541 millions de quintaux), qui était tout à fait exceptionnel.

(2) Le doriphore et la sécheresse diminueront probablement la future récolte.

(3) L'Allemagne de 1939 dispose de 2 200 000 tonnes de sucre pour 87 millions de consommateurs ; la proportion est excellente, mais en temps de guerre, encore une fois, on ne fera plus guère de sucre et beaucoup d'alcool.

sifs et à la valorisation de l'essence pour l'aviation (1). Ces besoins, en période d'hostilités, seront immenses ; il faudra les satisfaire à tout prix, et c'est pourquoi, dès l'entrée en guerre, les populations doivent en subir les conséquences alimentaires.

Avec le temps, la situation empirera. Les besoins de l'armement modifiaient déjà sensiblement en temps de paix la nature des emblavures. Année par année, la culture industrielle mordait plus profondément sur la culture ordinaire. Un grand effort, par exemple, avait été réclamé en 1936 par le gouvernement en vue d'accroître la production des graines oléagineuses afin de répondre à ses besoins en corps gras ; la culture du colza est ainsi passée de 5 000 en 1933 à 62 000 hectares en 1938, celle du lin de 5 000 à 45 000 hectares. Presque toutes ces surfaces ont été gagnées aux dépens des autres productions. Avec la guerre, cette politique va recevoir de nouveaux développements. Une fois de plus, on fera passer en Allemagne la satisfaction des intérêts purement militaires avant celle des besoins physiques des citoyens ; et la famine succédera à la faim.

En somme, l'Allemagne, malgré toutes les précautions qu'elle a prises en temps de paix (extension des cultures, emploi du machinisme, constitution de stocks, etc.), aborde la nouvelle guerre dans des conditions bien inférieures à celles de 1914. Sa situation peut à peine se comparer à celle de 1916. Pourra-t-elle trouver au dehors, dans des pays limitrophes, en Hongrie, en Bulgarie, en Roumanie, en Russie, le complément nécessaire à sa vie ? On est en droit d'en douter. Ce réapprovisionnement, en tout cas, est lié à celui des matières premières ; nous l'étudierons dans un prochain article.

SERRIGNY.

(1) L'alcool méthylique tiré du bois ne remplace pas l'alcool éthylique que l'on extrait de la pomme de terre et de la betterave.

SILHOUETTES DE GUERRE

LE GÉNÉRAL HÉRING

Gouverneur général de Paris, le général Héring est aujourd'hui un de nos grands chefs militaires. Mais je crois qu'il ne sera pas froissé si j'ose déclarer qu'il ne ressemble pas du tout à ce qu'on appelle une figure parisienne. On ne rencontre pas ses photographies, on ne cite pas ses mots, et les journaux mondains omettent de noter ses comportements.

Cet homme doit être occupé d'autre chose : agir.

J'ai eu l'autre jour à solliciter une audience de lui. Elle m'était accordée pour le lendemain à cinq heures. J'étais à cinq heures moins cinq dans son antichambre des Invalides. Personne n'y traînait. Avant que fût sonné le dernier coup de l'heure, un officier m'introduisait dans le cabinet où naguère j'étais reçu par le général Gouraud.

Jeune encore, alerte, de taille moyenne, le visage avenant et résolu, l'œil vif et clair derrière le lorgnon, et le geste aisé, un officier général s'avançait, la main tendue.

— Heureux, mon cher compatriote, de faire votre connaissance.

Compatriote, oui ; un Alsacien, même un Strasbourgeois, mais un peu par hasard. Ses parents étaient originaires de la vieille et fidèle cité. Sitôt après leur mariage, après la guerre de 1870 où le père, officier d'artillerie, avait participé à la défense de la ville, tous deux avaient quitté la province natale et M. Héring renonçait à la carrière militaire pour habiter Orléans et entrer dans l'administration des chemins de fer. Mais son cœur demeurait outre-Vosges, profondément

attaché au pays. On retournait là-bas chaque fois que l'on pouvait, et c'est là qu'en 1874 naquit le petit Pierre.

Famille modeste, vie sérieuse, sans luxe, d'étude et de labeur. J'ai sous les yeux (elle doit dater de 1880) la photographie d'un gentil trio puéril. Il y a une grande sœur en costume d'Alsacienne, le petit Pierre qui lui sourit, et un bon gros bébé dans une espèce de redingote comique. Il sera tué en 1915, commandant de zouaves.

L'enfant manifesta de bonne heure une intelligence ouverte et un goût prononcé pour le travail. Avec son violon sous le bras, c'est, sur un autre portrait, un garçonnet affiné et charmant. Mais une vocation sévère le réclame. Il faut reprendre l'Alsace. Il sera officier, travaille dur, est reçu brillamment à Polytechnique à vingt ans. Quand il en sort, c'est pour entrer volontairement dans l'artillerie, comme d'autres entrent en religion.

Protestant et Alsacien, Héring se voue, avec le sérieux de sa foi et la ténacité de sa province, à une carrière où il affirme de bonne heure des dons exceptionnels d'énergie et d'endurance. A noter, en 1899, tout près de ses débuts, son séjour à Madagascar, où il est sous les ordres d'un colonel qui s'appelle... Joffre. Les services du jeune officier lui valent une citation à l'ordre du corps expéditionnaire. Il demeure là-bas trois ans. Expérience de valeur. Les horizons coloniaux élargissent pour la vie les regards d'un homme.

Il ne s'agit pas de prendre goût à l'exotisme. Le devoir est en France. En 1902, Héring y rentre, est reçu l'année suivante à l'École de Guerre, en sort premier.

De bonne heure, Pierre Héring épouse, lui aussi, une Alsacienne, et fonde une famille, où naissent quatre filles. Hélas ! les soucis de santé ne l'épargnent pas. Mais en même temps il poursuit brillamment son avancement, parcourt avec rapidité, — troupe et état-major, — toutes les étapes de la vie militaire.

Parmi les chefs qui l'apprécient, je vois des noms fameux : le colonel Foch, le général Pau, Gouraud, Castelnau.

Au moment où éclate la guerre de 1914, Héring est à l'état-major de la IIe armée. C'est sous les ordres du général de Castelnau qu'il commence la campagne. Ses qualités techniques le font vite remarquer. En 1916, il est envoyé à la

IVe armée britannique comme collaborateur du commandement de l'artillerie. La Croix de Saint-Michel et Saint-Georges souligne la valeur de ses services. A la fin de la guerre, il commande l'artillerie de la 71e division, participe à la poursuite de l'ennemi en retraite, — au cours de laquelle il est de nouveau cité à l'ordre de l'armée.

Et maintenant, c'est la victoire, le retour à la France des chères provinces. Le but de la vie de Pierre Héring est atteint. Il est jeune encore. Il a déployé de hautes capacités, demeure qualifié pour rendre à son pays des services signalés. Le voici placé à la tête du 11e régiment d'artillerie, et, en 1919, sous-chef d'état-major chargé des opérations de l'armée du Rhin sous le haut commandement du général Degoutte. Il reçoit alors son cinquième galon d'or.

1922. Un nouveau degré est franchi. Il y a longtemps que le colonel Héring a été distingué par le maréchal Pétain. Il est appelé auprès de lui comme chef d'état-major. C'est alors qu'il donne sa pleine mesure, élargit son autorité. Elle est consacrée en 1926 par sa nomination de général de brigade et de commandant de l'École supérieure de Guerre. Tous ceux qui y ont reçu son enseignement ont éprouvé la netteté de sa pensée et le prestige de sa parole. Ses compagnons de campagne comme ses soldats avaient de bonne heure reconnu en lui un « as ». Il apparaît maintenant un maître de la guerre dans toute l'ampleur du terme.

Pendant les deux années de sa magistrale direction, son renom s'étend. Il devient une des valeurs reconnues de l'armée française. C'est un de ces hommes sur qui on sait que l'on peut compter.

Au sortir de l'École de Guerre, Héring est désigné pour commander la 15e division d'infanterie. Le 20 décembre 1930, il reçoit celui de la 7e région à Besançon et, placé à la tête de cette importante unité frontière, il dirige les grandes manœuvres de Franche-Comté en 1934.

A leur issue, le vainqueur de Verdun fait publiquement de lui le plus vif éloge, le présentant en quelque sorte comme son « fils spirituel » et le « continuateur de sa doctrine ». D'un tel maître, une telle appréciation classe un chef.

Nommé membre du Conseil supérieur de la Guerre, le 27 mai 1935, et gouverneur de Strasbourg, le général Héring

effectue, le 1er juin 1936, son entrée dans sa ville natale, et y est nommé, le 2 juillet, grand-officier de la Légion d'honneur.

Pour le petit Alsacien résolu, à la volonté précoce, quelle plus haute consécration de l'effort de sa vie ! Mais le séjour de l'Alsace, troublée par des agitations assez complexes, n'est pas de tout repos, surtout pour un militaire, au voisinage de l'Allemagne dont l'intrigue est sans cesse aux aguets.

Uniquement préoccupé de sa fonction, le général Héring sait demeurer étranger à toutes querelles de clocher. « Je le connais depuis trente-cinq ans, m'a dit un de ses familiers, et ne l'ai jamais vu tenir compte d'autre chose que de son devoir. » Protestant, il est particulièrement lié avec l'évêque de Strasbourg, Mgr Ruch. Bientôt, en Alsace, il sait obtenir la confiance et la considération de tous.

En septembre 1936, le général Héring dirige les grandes manœuvres de Normandie en présence de M. Daladier, ministre de la Défense nationale, et du ministre britannique de la Guerre, M. Hore Belisha, qui lui témoigne publiquement son admiration pour notre armée.

Au moment où l'atmosphère internationale se charge de nuages de plus en plus menaçants, comme ce soldat du terroir est particulièrement à sa place devant la frontière de l'Est ! C'est sous sa direction que sont poussés tous les travaux de défense dans la région, et qu'en particulier, en septembre 1938, sont arrêtées les mesures multiples relatives à la défense de la ville et à l'évacuation éventuelle de sa population. Si l'orage éclate, qui sera mieux qualifié que lui pour tenir tête à l'agresseur ?

Hélas ! les exigences de la limite d'âge sont impitoyables. « L'heure de la grande épreuve a sonné », écrit mélancoliquement le général Héring à un ami. La retraite... Le 23 mars 1939, une dernière fois, les troupes de la garnison de Strasbourg défilent devant lui sur la place Broglie, en présence du général Gamelin et des autorités civiles de la ville. M. Charles Frey, maire de Strasbourg, exprime au gouverneur qui s'en va l'hommage d'affection et de gratitude de tous ses compatriotes, et le général Gamelin apporte celui de l'armée au Strasbourgeois qui, comme Kléber, incarne les plus belles qualités de sa ville natale.

Au chef de l'état-major de la Défense nationale, le général Héring, les yeux dans les yeux, affirme à son tour : « Je reste à Strasbourg, mon général, prêt à répondre à votre appel, la tête solide et le cœur chaud, sans limite d'âge cette fois. » Le préfet du Bas-Rhin, M. André Viguié, en termes vibrants, le remercie de cette assurance réconfortante.

Mais le général Héring, — ce qui ne lui est jamais arrivé, — manque à sa promesse, car c'est la grande patrie qui le réclame. Quand, il y a quelques semaines, éclata la guerre, il ne parut pas au gouvernement qu'il pût mieux confier la défense de Paris qu'à ce grand soldat alsacien (10 septembre 1939).

Le général Héring eût-il préféré un rôle plus actif ? Il ne me l'a pas dit. Dans le moment où nous sommes, on ne choisit pas son poste. On sert.

Ce que je sais, c'est que celui qu'il occupe ne saurait être en de meilleures mains. Le général Héring est un de ces hommes qui, sans phrases et sans gestes, quelles que soient les circonstances, par un don naturel et une vigilance sans cesse aux aguets, sont toujours à la hauteur de leur devoir, le conçoivent dans toute sa rigueur et le remplissent dans toute sa plénitude.

ANDRÉ LICHTENBERGER.

ARIANWEN

Vous avez sans doute oublié certain typhon qui, dans l'été de 1896, ravagea les côtes chinoises. Dans cette étrange Chine du Sud qui s'étend en face de Formose, bien des villes furent atteintes et parmi elles, plus durement que les autres, Amoy, sur les rives du Taïwan Strait, pittoresque petite île qui fut à moitié détruite.

Hélas ! comme toutes les catastrophes où nous ne sommes pas mêlés, celle-ci n'aurait pas eu dans mon esprit plus de réalité que les autres (toute vie est une nébuleuse qui entraîne dans son tourbillon, pour en faire son univers, les moindres événements qui l'atteignent et délaisse le monde prodigieux des autres) si je n'avais rencontré un jour, beaucoup plus tard, Fergal Osborne, seul témoin pour moi de ce lointain cataclysme.

Ainsi, de ce typhon qui s'éteint peu à peu dans la mémoire des hommes et causa la mort d'innombrables victimes, il ne me reste que le souvenir de l'affreux malheur arrivé aux Osborne. C'était un ménage écossais, employé dans une maison d'importation de riz, qui vivait dans Ko-Long-Su, au bord de la mer. Dès les premiers souffles de la tourmente, cherchant à rejoindre un bateau en rade, les Osborne trouvèrent la mort dans la tempête qui soufflait dans le port. Leur fils unique, Fergal, âgé d'une dizaine d'années, pâle et blond, sauvé par les Chinoises d'une jonque et rapatrié peu après par le consul, dut revenir en Écosse, triste et désorienté. Là, il grandit dans l'indifférence auprès d'une grand-mère railleuse, trop triste pour s'occuper de lui.

Sans doute son enfance fut-elle sans joie. Il jouait avec les enfants de son âge dans les rues d'Aberdeen, réservant sa tendresse pour une jeune voisine nommée Arianwen, à laquelle il avait voué un touchant attachement. Il l'entourait d'admiration et de prévenances. Arianwen avait pour père un homme sombre et austère, pasteur d'une paroisse d'Aberdeen, mais avide de briller dans son humble ministère. Mac Gregor était prétentieux, plein de vanité et d'ambition, et voyait avec crainte l'amitié de sa fille pour l'orphelin.

Lorsque, quelques années plus tard, Fergal Osborne, mince jeune homme aux cheveux frisés, orgueilleux et taciturne, s'embarqua pour Hong-Kong où il avait trouvé une situation, Mac Gregor accepta les fiançailles et voulut accompagner Osborne jusqu'à Londres. Ce fut leur premier voyage. Fergal me raconta souvent, dans les rizières de Fanling, cette arrivée à Charing Cross par le *Great Central*, l'étonnement émerveillé du pasteur devant l'*Embankment* et la Tour, les regrets qui montaient de sa misérable vie (mais quelle vie peut être misérable quand on a Dieu devant soi ?), ses désirs d'une vie fastueuse et plus digne de son état. La vue du port de Londres, plus que celle d'Aberdeen trop connue, l'enthousiasma et il rêva de partir à son tour pour il ne savait quelle inaccessible contrée.

— Vous avez de la chance, ne cessait-il de répéter à Fergal qui se lamentait doucement à la pensée de se séparer de celle qui avait rempli sa solitaire enfance de gaieté et de charme ; la vérité, c'est la vie lointaine, les pays neufs.

Il fallut se quitter. Mrs Mac Gregor serra sur son cœur ce jeune homme blond, déjà un peu son fils. Le pasteur, plus pratique, l'engagea à faire fortune. Quant à Arianwen, douce et rêveuse, superficielle et suave comme toutes les jeunes filles de son admirable pays, toujours légère et espiègle, les cheveux au vent, elle admirait le bateau, la cabine vernie de Fergal, s'abandonnant à l'espoir de partir un jour pour ces pays qu'elle se figurait magiques.

Elle avait seize ans. Quelques années seraient vite passées.

— Au revoir, Arian, murmura le jeune Osborne en pleurs.

— Bonne chance, répondit-elle d'une voix joyeuse.

— Au revoir, Arian chérie, répétait-il obstiné, n'écoutant que l'écho de ses propres paroles. Au revoir. Venez bien vite...

Mais lorsque le bateau s'éloigna, il ne put retrouver une dernière fois le regard d'Arianwen perdue au milieu de la foule.

***

La guerre terminée, — celle de 1914-1918, — mes amis perdus, à mon tour comme tant d'autres je cherchai au loin un divertissement et partis pour la Chine. Depuis trois ans déjà, Osborne était employé dans la maison anglaise qui m'avait engagé : *Dodwell and Co.* Il fut envoyé à bord pour me recevoir, comme c'est la coutume, et je le trouvai chez le commissaire à mon arrivée en rade. Nous sympathisâmes aussitôt. Beaucoup plus jeune que moi, il avait conservé une admiration pour le rôle de la France durant la guerre et la façon qu'elle avait eue de recevoir les Anglais. Osborne me fit habiter son *boarding*, me prit sous sa protection avant d'accepter la mienne. C'était une âme ombrageuse et tendre, orgueilleuse et loyale.

Tout de suite nous devînmes des amis, nous baignant dans les baies solitaires, nous promenant en jonque sur les rivières, chassant en territoire chinois du côté de Fanling, et les bécassines et les oies sauvages dans les immenses rizières des bords de la mer. Je revois ces vastes étendues d'eau d'où sortaient, d'un vert de laque, les frêles tiges frémissantes du riz et, dans le fond du paysage, du côté bleuâtre des montagnes, une pagode à toits bizarres, lointaine, autour de laquelle, comme dans une estampe, tournoie un vol prodigieux d'oiseaux. Tandis que nous pataugeons dans la vase des marécages, je l'entends me raconter infatigablement son histoire, me détaillant les beautés morales et physiques de la merveilleuse Arian.

Sans doute aurait-il pu, bien souvent déjà, rencontrer dans la colonie anglaise de Hong-Kong une jeune fille brillante et sûre, heureuse de plaire à ce jeune homme simple et adroit auquel Dodwell prédisait un bel avenir, mais il n'y songeait pas. Il ne pensait qu'à Arianwen et à la fidélité de son attente.

— Quand vous la verrez, vous comprendrez, me disait-il en souriant. Une semblable aventure n'arrive qu'une fois dans la vie. Je veux lui rester fidèle.

Un jour enfin il ouvrit brusquement la porte de ma chambre, une lettre à la main.

— Hourra, *old boy!* Arian a vingt ans. Dans six mois elle sera là.

Il m'avait tellement parlé d'elle que je me mis à l'attendre avec la même impatience.

* * *

Au bout de six mois, le départ fut remis, car de l'autre côté du monde il s'était passé quelque chose. Quelque chose d'insignifiant et d'inattendu tout ensemble.

Oui, entre-temps, car il y a toujours un entre-temps dans les histoires comme dans la vie, un oncle d'Arianwen, installé depuis des années dans les Antilles, à la Trinidad, et qui n'avait jamais donné signe de vie, se réveilla brusquement au souvenir des siens. Devenu sur la fin de sa vie un homme important à Port-of-Spain et chargé du choix du ministre de la cathédrale dont le titulaire venait de mourir, il songea à son frère qu'il n'avait pas revu depuis longtemps et lui fit miroiter l'espoir d'obtenir un jour, grâce à ses relations, le siège d'évêque anglican des Iles. Le vieux Mac Gregor n'hésita pas et fut désigné pour un poste d'assesseur à la Trinidad.

C'est ainsi que partit un jour ce bel homme encore vert, aux cheveux longs et blancs glissant sur un col de velours, affable, bienveillant, heureux de cet événement qui comblait ses plus chers désirs. La moins heureuse de ce changement ne fut pas Arianwen. Seule Mrs Mac Gregor, soumise et effacée, redoutait les dangers de cette aventure. Mis au courant de ce départ, Fergal ne sut ni le blâmer ni s'en réjouir. A vrai dire, je crois qu'il ne l'intéressa pas. Les lettres enjouées d'Arianwen étaient toujours aussi régulières. Elle lui racontait de nombreuses histoires, et, si elle parlait peut-être maintenant avec moins de fièvre de son voyage en Chine, elle manifestait toujours le même désir de lier sa vie à ce jeune homme qui avait été son camarade d'enfance. Maintenant que l'aventure et l'aisance étaient venues, elle envisageait cependant un autre voyage avec moins de désir qu'autrefois.

Mais tout cela n'était que nuances. Déjà nous cherchions un *bungalow* sur le Peak.

— Vous verrez la joie d'Arian, me disait Fergal devant le Pacifique semé d'îles. Pour moi, je ne peux rien imaginer de plus beau. Ah ! comme la nature, ne trouvez-vous pas, ajoute à l'amour !

— Au vôtre, avais-je envie de répondre.

Peu à peu cependant je crus comprendre, d'après certaines lettres (depuis longtemps Fergal n'avait plus de secrets pour moi), que, éblouie par son nouveau séjour, Arian était moins séduite par le départ de la Trinidad pour une terre inconnue, à l'autre bout du monde, et moins belle sans doute que celle qu'elle habitait. Elle était jeune, son père avait besoin d'elle, et elle ne semblait pas se résoudre à ce départ sans mélancolie. Elle allait au bal du Gouverneur. Fergal, toujours aveugle et entêté, semblait ne rien comprendre.

Il me parlait d'Arian avec une infatigable confiance qui commençait à me faire mal. Mais que lui dire, moi, aveugle et malhabile, et qu'il aimait comme un frère ? Le paysage aquatique était calme comme un miroir. Les montagnes dénudées se reflétaient doucement à nos pieds. Des canards aux ailes bleues passaient avec un bruit déchirant comme celui des tourterelles. O bruit d'oiseaux dans l'air mou ! Sifflement des pluviers dans la vase ! Clapotis d'un canal dont l'eau retombe goutte à goutte dans un autre en faisant tourner une roue inutile ! Confidences de Fergal. Vent tiède qui chasse les oies vers la mer. Amour naïf des hommes. Symbole de vanité et d'attente. Tout se confond tumultueusement sous cet immense ciel vide.

D'autres mois s'écoulèrent. L'amour de Fergal avait pris quelque chose d'exalté et d'inquiet. Nous avions cessé nos promenades en mer, dans les anses, les courses épuisantes dans les rizières. Que se passait-il ? Les lettres d'Arian s'espacèrent. J'avais peur et pressais Fergal de partir, mais il était trop orgueilleux ou trop droit pour ne pas attendre un signal, et celui-ci ne venait pas.

Étrange Trinidad, que d'heures nous passâmes à songer à elle près du phonographe de Fergal que nous remontions à tour de rôle infatigablement jusqu'à la nuit ! On entendait dans la rade les sirènes percer la tranquillité du Peak, car nous étions installés dans la maison où Arian devait venir.

Enfin, une lettre inhabile de Mrs Mac Gregor (mais

comment ne pas être malhabile ?) nous donna l'explication du drame. Arianwen venait de se fiancer à Harry Boyd, neveu de Mgr l'évêque. Il n'y avait plus rien à tenter. La situation du pasteur dépendait de cette union.

Mrs Mac Gregor suppliait son cher Fergal d'oublier sa fille et de lui pardonner cette trahison dont elle n'était pas coupable. Elle-même avait le cœur rempli d'amertume et de dégoût pour les embûches de la vie, mais elle priait le ciel de faire descendre la paix dans le cœur tourmenté de celui qui restait son enfant. Elle espérait que la vie en Extrême-Orient lui permettrait de pardonner à celle qui lui rendait sa parole avec tristesse et le rêve intact de ses jeunes années.

Je ne me trouvais pas au Peak lorsque Fergal reçut cette nouvelle. Quand je revins, les volets de la maison étaient baissés et je dus longtemps insister pour que le boy vînt m'ouvrir. Parvenu enfin dans sa chambre, je le trouvai immobile dans les ténèbres, prostré sur son lit, refusant farouchement de me répondre. Je dus lui arracher la vérité goutte à goutte, contre son gré.

Osborne avait toujours été romanesque. Son attachement à un amour d'enfance paraissait puéril à ses camarades; mais il y tenait. A Victoria, où les partis ne manquaient pas, il demeurait à l'écart, se réservant pour celle qu'il aimait. Arianwen lui paraissait unique, et ses longues lettres fraîches, exubérantes, avaient encore fortifié cet aveugle attachement.

C'était à cette époque un jeune homme taciturne, acharné à la chasse et aux sports qui le détendaient, tout replié sur son rêve.

Lorsque le malheur arriva, la désillusion fut trop brusque. Fergal ne put la supporter. L'éloignement des lieux où se jouait son bonheur accentua encore son désespoir. Il s'obstina à vivre seul dans cette maison du Peak que nous avions arrangée pour Arian avec tant d'amour quand il n'était pas encore question de son départ pour Port-of-Spain, et dans laquelle il s'obstinait, par une sorte de folie, à l'attendre encore. Bientôt cependant la solitude, le dépit lui devinrent pénibles, et lui, si dédaigneux des métisses et si fier, se mit en ménage avec une Portugaise de Kowloon. Dodwell l'ayant menacé de se séparer de lui s'il s'obstinait à manquer ainsi

de dignité, il demeura indifférent à ces menaces qui lui paraissaient puériles à côté de son malheur, et nous continuâmes de le voir promener ostensiblement sa compagne au teint mirabelle, vêtue d'étranges robes à rayures et portant cérémonieusement leur enfant. Excédé, Dodwell se résolut à sévir et obtint sa nomination à Canton, dans les douanes chinoises.

Bien que nous eûmes cessé toute relation, je n'eus pas le courage de le laisser partir sans le revoir. Il logeait toujours sur le Peak d'où il n'avait pas voulu descendre, à l'extrémité de Battery Path, à l'abri du fort qui assurait dans cette région la défense de l'île. L'intérieur en était devenu misérable.

Des terrasses étagées dans les rochers à pic, la vue restait magnifique. Semé d'îles et de récifs, les uns boisés, aux arbres agités par la brise, d'autres nus et rocheux derrière lesquels, à neuf cents pieds plus bas, s'abritaient les jonques, le Pacifique était splendide. A la tombée de la nuit, éparses sur les eaux calmes, de pâles lumières brillaient dans la clarté miraculeuse du soir. Les voiles rouges des jonques se détachaient une à une de leur gîte, vers quelque étrange voyage de contrebande. Les paquebots passaient au large comme attirés par un invisible aimant. Tantôt limpide et irisée, tantôt parsemée de vagues blanches, régulières comme les mottes d'un marécage, cette immensité paisible était baignée, nuit et jour, d'une divine lumière.

— La nature ajoute à l'amour, avait-il affirmé un jour. Jamais de changement sur le visage du monde. Mais que devient l'amour dans le cœur inconstant des hommes ?

Il n'y avait personne pour me recevoir. J'entrai dans le jardin, pénétrai sous la véranda, me tins quelques instants devant la porte comme si je m'attendais à le voir paraître. Le jour était merveilleusement serein. C'était l'hiver. Du côté où je me trouvais, la maison étant à cheval sur la crête, la vue descendait brusquement sur le port encombré de bateaux et du peuple innombrable des sampans et des jonques. On ne voyait presque plus le bras de mer. Dans le fond pâlissaient les montagnes de la Chine.

— Fergal ! appelai-je timidement.

Personne ne répondit.

La maison que j'avais habitée pendant deux années avec

lui m'était familière. Je poussai délibérément la porte du salon et, soudain, une voix courroucée m'arrêta.

— Qui cherchez-vous ?

— C'est vous, Fergal ?

— Que me voulez-vous ? cria-t-il du divan sombre où il me sembla prêt à s'étendre. J'étais hier au bureau et vous ne me parliez pas. Demain je n'y serai plus. Que signifie cette manière d'agir ?

— Je ne suis pas venu..., commençai-je.

— Vous êtes tous contents, hein ? Avouez-le, et vous pensez que je vais être bien puni. Puni de quoi ? *Dirty dogs!*

— Fergal, murmurai-je avec un accent de reproche aussi indulgent que possible, est-ce à moi que vous parlez ainsi ? Ai-je été pour vous autre chose qu'un ami ?

Il ricana :

— Le premier, vous m'avez abandonné.

— Vous me détestiez.

— A cause de quoi ? Je vous le demande. Vous êtes bien susceptible. Vous n'avez donc jamais rien compris ?

— Comme vous êtes injuste !

— Je n'ai pas à m'inquiéter d'être juste. L'a-t-on été pour moi ? Tout le monde m'en a voulu de souffrir. Où est, pour les malheureux, l'indulgence des hommes !... Que me reprochez-vous ? Ma vie privée ? Et puis, assez !... De quel droit êtes-vous entré ? Je ne veux pas que vous restiez. Sortez !

J'essayai de le convaincre, mais il arpentait la pièce avec de plus en plus de violence, comme si ma présence lui était insoutenable.

— *Be damned!* s'écria-t-il, comme à bout de colère.

Il parut me menacer, puis, détournant la tête, alla se mettre devant la fenêtre, l'ouvrit comme s'il cherchait à faire entrer un peu de fraîcheur. Alors, revenant sur moi, il saisit sur la cheminée, comme si elle l'exaspérait plus encore, la statuette de jade de quelque déesse inconnue aux gestes prétentieux et énigmatiques que nous avions choisie ensemble un jour, et la jeta sur le tapis avec violence.

Chose étrange, elle ne se brisa pas.

— *Be damned!* répéta-t-il, mais je ne pouvais comprendre à qui cette colère s'adressait.

Un instant je demeurai immobile, incertain de la conduite à tenir. Je vis Fergal parcourir ce décor terni par deux années d'abandon, d'un regard courroucé et dur. La Portugaise (elle avait conservé jusque-là l'immobilité la plus complète), accroupie sur le divan taché, recommença de pousser de son pied nu le berceau de son enfant.

On entendit la trompette de la batterie voisine, suivie d'un accompagnement aigre et vif de cornemuse.

« Ça tiendra compagnie à Arian quand je serai loin, m'avait-il avoué un jour. Elle adore ça. »

Je tressaillis malgré moi.

— Allez-vous partir ? cria de nouveau Fergal, repoussant du pied la déesse intacte qui roula près du berceau.

A ce moment, je crus sentir autour de moi une odeur d'amande. Je regardai la Portugaise impassible, cherchant vainement une preuve qui vînt confirmer mon soupçon. Fergal me fixait de ses yeux hagards. Un tremblement agitait ses membres. Avais-je troublé par ma visite l'heure du poison ? Comme je franchissais le seuil, j'aperçus sur le divan une petite boîte de laque et j'eus la certitude que je ne m'étais pas trompé. Il était perdu. Je me retrouvai sur Battery Path sans qu'il m'eût de nouveau adressé la parole.



Fergal Osborne partit pour Canton quelques semaines plus tard. Peu avant son départ eut lieu la vente aux enchères du mobilier et des bibelots du Peak. J'y assistai avec tristesse, et, comme défilaient devant mes yeux, sur la table de bois blanc, appelés mystérieusement par le marteau du commissaire, tous les objets que nous avions achetés ensemble, je vis surgir tout à coup la statuette de jade. C'était le premier cadeau qu'il eût choisi pour Arian. Je l'achetai, le cœur battant.

Un an plus tard, tourmenté de pitié pour mon compagnon que je n'avais cessé de plaindre, j'allai à Canton. Un mauvais vapeur m'y conduisit par la rivière. Fergal était méconnaissable. Une année s'était à peine écoulée depuis notre dernière rencontre, et déjà l'alcool, la drogue, l'enlisement d'une vie indigène avaient marqué leurs ravages. Son visage était celui d'un homme mûr. Il me reconnut

à peine. Enfin un éclair d'intelligence brilla dans son regard.

— Que me voulez-vous encore ?

— Vous voir, Fergal, lui répondis-je. Je retourne en Europe.

Il quitta la petite table où il s'occupait à je ne savais quel travail vain, barbouillant à l'aide d'un pinceau une feuille de papier de riz, et me tendit la main. Son costume kaki était parsemé de taches et il avait gardé, — habitude ou indifférence ? — malgré l'ombre épaisse, son casque sur la tête.

— Vous partez pour l'Europe, répéta-t-il, comme s'il s'efforçait de mieux saisir tout ce que renfermait cette nouvelle, et il me regarda longtemps sans mot dire avec une intensité qui me fit mal.

Ce que n'avait pu faire ni la sympathie, ni l'amitié, ce départ parut l'accomplir. Il ne devait pas être encore très lucide, mais je suivais sur son visage un travail mystérieux. Il pensait sans doute aux siens, au pays où s'était passée son enfance, entre les ruelles du port et la cuisine de sa grand-mère.

Je ne m'étais pas trompé. Son visage prit un calme indéfinissable d'où la vieillesse et la déchéance semblaient absentes. Il pensait à Arian.

— Irez-vous à Aberdeen ? demanda-t-il brusquement.

Nous étions sortis, comme s'il voulait échapper à l'atmosphère moisie de sa chambre et errions silencieusement à travers la cour où ruminait un mouton noir. Il revenait à moi, mais je n'osais rien lui dire.

Nous étions assis sur des bâts entreposés dans le *compound*, à l'ombre d'un épais mûrier. Il avait presque l'air d'un homme normal. Avais-je retrouvé mon ami ?

— Vous irez à Market Place, reprit-il, comme s'il me donnait un ordre, et j'avais l'impression que c'étaient ses dernières volontés. A l'angle de la rue qui descend vers la mer, il y a une maison de briques...

La voix avait légèrement tremblé, mais je n'osais lever les yeux, sa lucidité, comme quelque étrange gazelle, pouvant à la moindre alerte disparaître. Je ne répondis pas. Mais qu'avait-il besoin de réponse ?

— C'est une maison du moyen âge à croisillons de bois.

Il y avait autrefois un débit à l'enseigne du *Old Port*. En face d'un magasin de jouets... c'est là qu'elle me donnait rendez-vous...

Je jetai sur lui un timide regard. Ses joues étaient mates et sans vie. Il devait avoir repris la voix de son enfance, car je ne la reconnaissais pas.

— Vous avez de la chance.

Le temps s'écoula dans la cour chaude où l'ombre des quatre mûriers et, au nord, celle projetée par la ligne ondulée des tuiles semblaient incrustées dans le sol comme un épais badigeonnage. Il avait posé les avant-bras sur ses genoux et ses mains croisées s'étreignaient si fort qu'elles en avaient un tremblement convulsif. Des chiens aboyaient dans la rue où passait quelque palanquin geignant. Cette plainte des bambous est restée liée pour moi aux confidences de Fergal.

Il semblait qu'il n'eût pas souffert, et tout à coup il prononça son nom comme à l'ordinaire : « Arian », avec le même tendre et mystérieux sifflement.

Sa longue attente, les préparatifs en vue de son arrivée, plus tard le projet qu'il avait formé de partir pour la Trinidad, sortaient doucement des brumes de sa mémoire. Il n'avait plus de révolte, ou du moins celle-ci lui laissait une trêve, car il n'accusait même pas celle qui l'avait abandonné. Il me parla de son aventure. A ses yeux, elle était demeurée l'unique, l'irremplaçable épouse, la seule femme du monde avec laquelle il aurait pu goûter le bonheur. Quel douloureux spectacle que la passion conservée pour ce fantôme !

J'eus peu à peu l'explication de cette indulgence. A l'en croire (mais comment avait-il eu ces explications ?), Arianwen, terrorisée par son père, avait été obligée d'épouser Boyd. Pendant des mois elle avait résisté. Depuis cette époque, elle traînait une vie misérable au milieu des nègres de Port-of-Spain.

Il semblait s'exalter en m'annonçant ces pauvres nouvelles, mais les explications de la conduite d'Arianwen me parurent extraordinaires. Comment discuter (et à quoi bon ?) sans courir le risque de faire évanouir ce calme que je devinais précaire ?

J'entendais gronder autour de nous l'immense piétinement de la ville. Des coolies passaient en courant devant

le portail et j'écoutais malgré moi s'évanouir, puis reparaître, l'éternel gémissement du bambou où se balançait leur charge de riz. Parfois un buffle entrait dans la cour, le museau levé, reniflait longuement, puis ressortait, effrayé, en trottant maladroitement de travers.

Nous nous approchâmes d'une table à pieds courts où était posé un plat de riz. La Portugaise étant morte, sa fille recueillie dans un couvent français ; il avait une *amah* pour le servir. Celle-ci ayant apporté du whisky, Fergal m'en versa la moitié avant de boire l'autre.

A partir de ce moment-là, sa voix me parut moins assurée. Pourtant, chaque fois qu'il prononçait le nom d'Arian, je la sentais de nouveau vivante entre nous comme elle l'avait été jadis dans les marécages de Fanling. Mais c'était une présence invisible, pouvant s'évanouir d'une seconde à l'autre.

Après le déjeuner, nous revînmes dans la cour. Elle était intolérable de puanteur. Une longue file de canards séchés, enfilés à une corde, se balançait sous le toit. Je me demandais s'il ne serait pas sage d'arracher Osborne à ce milieu afin qu'il pût revenir à une vie normale.

Lorsqu'il m'eut raconté tout ce qu'il savait sur la détresse d'Arian et qu'il eut encore évoqué la vilenie de Boyd, je ne pus m'empêcher de lui demander :

— Comment avez-vous su tout cela ?

— Sa mère, me répondit-il à voix basse comme s'il trahissait un secret et que je n'eusse pas à douter de ses paroles.

— Et le pasteur ?

— Peut-être est-il mort.

Je partis de Canton par le bateau du soir, mais il m'avait quitté deux fois pour obéir à la drogue. La seconde fois, la fièvre l'avait repris et nous ne nous comprenions plus. Vexé de me voir partir, il refusa de me serrer la main et referma brusquement la porte de sa maison comme s'il me chassait.

Du pont du bateau, dans le calme du soir, je voyais s'effacer sur les montagnes l'immense cité sans fumée, une des plus vastes du monde. Des pagodes à étages s'élevaient sur les rives bleuâtres du fleuve. Bientôt les campagnes, les promontoires, les collines basses du delta, derrière lesquelles montait une vague phosphorescence, s'effacèrent dans

la nuit. Me remémorant les confidences de Fergal, je songeais à sa voix muant comme celle d'un enfant, à l'humidité de sa chambre, au chapelet de canards sous l'auvent du toit, à cette femme misérable près de laquelle il terminerait sa vie. L'arracher à ces lieux où il était arrivé à tuer son chagrin me parut alors criminel. Rien ne pouvait le sauver. Mais le plus étrange, c'est que j'avais cru comprendre que les malheurs d'Arian, l'amertume de sa vie, l'infamie de Boyd apportaient à Fergal le seul adoucissement qu'il pût espérer à sa douleur. Il s'en repaissait. Par cette injustice du sort Osborne se sentait vengé.

* * *

Il y a dix ans de cela. Ce sont ces souvenirs, pareils aux restes d'un incendie, qui m'accueillent au seuil de cette brumeuse matinée de décembre, tandis que je m'approche à toute vapeur de la Trinidad.

Ainsi cette île mystérieuse qui apparaît et disparaît sous les flots, comme soulevée par la houle, et peupla nos conversations de jadis : — l'égoïste pasteur, l'effacée Mrs Mac Gregor, la blonde et légère Arianwen, sans oublier Monseigneur, invalide, innocent, mais cause indirecte de tout le drame, — garde pour moi un secret. Pendant des années j'ai gardé ce secret ; je l'ai emporté de la lointaine Asie, comme une épave ramenée du fond des mers. Sans le hasard qui me conduit dans le dédale de ces îles, il serait sorti de ma mémoire. Mais le voici surgissant de nouveau, tout ruisselant, de ces rives inconnues chargées de forêts contre lesquelles, avec un infatigable acharnement, vient mourir l'écume.

Qu'est devenue Arianwen depuis le temps où elle attendait Fergal ? N'a-t-elle été qu'une fille ambitieuse et froide, calculatrice, avide d'une vie plus large (comme si la vie consistait dans les honneurs et la fortune !), ou une amoureuse vaincue, entraînée dans la trahison par l'ambition paternelle ? Maintenant que le temps a passé, en face de ces rives paisibles où l'on voit, comme dans une idylle, les palmiers se pencher l'un vers l'autre, devenu plus indulgent ou plus lâche, je ne puis accepter l'idée d'une Arian infidèle, et j'adopte la version de Fergal à laquelle je m'étais toujours refusé de croire : une Arian innocente, désespérée.

Entraînés par les courants de l'Orénoque qui, à des milles du delta, arrivent à se frayer un chemin dans la mer, nous subissons l'assaut de vagues courtes et rageuses. Un voilier nous accoste qui ressemble à un bateau de plaisance : le pilote. La sirène mugit, nous sortons des passes du Dragon, mais le courant est si fort que nous sommes déportés près de la rive où une gerbe d'écume monte comme un geyser.

Ces falaises, ces forêts, ces montagnes, ces anses dans la verdure, c'est donc la Trinidad où doit errer sans doute le fantôme de Fergal. En suis-je sûr ? Ne serait-ce pas les côtes de Chine : Amoy, Hong-Kong, Swatow, où je serais retourné par mégarde ? Vais-je tout à l'heure retrouver Osborne venu à bord à ma rencontre ?

Déjà les gorges se réunissent à l'extrémité de notre sillage. La mer est calmée. Au sud-ouest apparaissent des taches romantiques : le Venezuela.

Au moment de découvrir le secret d'Arianwen et la part de vérité des confidences de Fergal, comment ne pas éprouver une mystérieuse angoisse ? Dans quelques jours, je connaîtrai sur cette île l'autre face du même malheur.

Pauvres amoureux qui n'ont eu d'autres consolations que d'être réunis dans la même détresse, de goûter chacun à son bout du monde le même intime désespoir !

* * *

Une semaine a passé.

La pluie, une pluie en diagonale que le vent rabat sur les vérandas désertes, transperce cette Riviera caribéenne où ont l'habitude de venir passer l'hiver les anciens *boss* des douanes chinoises. Sous ces nappes persistantes d'eau et de brume glissant d'un bord de l'horizon à l'autre, secoué par les souvenirs, mon cœur bat de nostalgie.

Assis dans le hall du *Queen's Park*, j'attends patiemment la voiture que j'ai réclamée (mais l'ai-je bien commandée ?) et qui doit me conduire chez Arian. On m'a donné ce matin l'adresse des Boyd. Je m'attendais à un échec. Fergal m'avait tellement répété que Boyd n'était qu'une épave !... Mais quand j'ai parlé d'aller le voir, personne n'a élevé d'objection. On m'a simplement signalé que Boyd avait épousé la fille de l'évêque.

— Quel évêque ?

— Mgr Mac Gregor.

Depuis une heure l'activité a repris : les bureaux aux plaques de cuivre ont rouvert leurs portes de palissandre, le *Post Office*, ses longs comptoirs entre les palissades à claire-voie. La sentinelle a été relayée dans le kiosque du Gouverneur, sir Stubbs.

Autour de moi, dans le hall, des gravures en couleurs, chasses à courre, postillons et berlines, auberges moyenageuses, rappellent l'immuable et proche Angleterre. Dix jours à peine de Port-of-Spain. Des Anglais en flanelle, leurs casques épais de Peschawar posés près de leurs sticks, prennent gravement le thé et, de tous côtés, comme égarés autour des tables basses, des dames de la société grignotent les toasts beurrés.

De minces servantes noires en corselet de velours passent leurs plateaux de sucreries et de confitures. Du fond de la salle, comme s'il appartenait au *Foreign Office*, un Hindou, s'avance, empêtré dans les pans de sa chemise qui flotte sur ses talons.

— *Here the news, master.*

Il pose sur la table un plateau de laque où s'étalent les premiers journaux du monde : *the Tatler, the Punch, the Times, the London illustrated News*, et même le prosaïque *Daily Mirror.* Dans ce décor de pluie qui brouille les parcs enchâssés dans la ville, les nouvelles me paraissent toutes naturelles. Le roi George V a quitté Windsor. Il y a eu une présentation à la Cour et le souverain est allé pêcher dans la pluvieuse patrie des Osborne.

Pluie, ô douce pluie de France qui, à la campagne, raye un paysage familier, en fait une estampe, pluie énervante et douce ! Ici, pluie d'attente, dernier voile jeté sur un secret. Je n'ose penser à l'avenir, je préfère revoir par la pensée mes clients des derniers jours : philosophes qui n'achètent qu'à la mère patrie (comme c'est sage !...), l'Espagnol dans sa *tienda*, les deux Indiens dans leur bazar sous les courbarils, le jeune Anglais, fils d'un lord, dans son bureau de chêne blond où sourit le portrait d'un condisciple : *the prince of Wales*, et mon Syrien dans son placard.

Je reviens à Arianwen.

— N'ai-je pas demandé une voiture ?

Le boy, immobile, vêtu de blanc immaculé, secoue la tête avec un sérieux qui m'enchante.

— Non, monsieur.

— Va vite m'en chercher une.

Il s'élance sous la pluie où il disparaît.

L'après-midi s'écoule, un après-midi gris et bas, merveilleusement humide. Sur les avenues abandonnées, l'eau ruisselle d'arbres immenses qu'on prendrait pour des banyans. Sur les pelouses marécageuses s'ébattent des oiseaux à longue queue comme les *quetzals*. Je me souviens. N'est-ce pas dans *Queen's Park Savannah* qu'Arian nous disait venir rêver sous les aréquiers ? Le banc est là, abandonné et ruisselant, mais la jeune fille ?... De l'autre côté du parc, la voiture que le boy ramène triomphalement, et qui doit remonter aux premières années de la reine Victoria, roule sans autre bruit que le hennissement frileux de ses chevaux.

— *Here the cab, master!* s'écrie le boy, heureux de me satisfaire.

Je donne l'adresse des Boyd.

Nous partons au petit trot, en suivant l'avenue qui longe la mer, bordée de banyans aux monstrueuses racines qui se tordent, emprisonnées dans le sable. Quelle ordonnance ! Quelle netteté ! Chef-d'œuvre d'une conquête ! Est-il donc possible que ce soit la Trinidad de Barlovento que Colomb découvrit par aventure ? Vais-je, moi aussi, à la rencontre, sans le savoir, d'une Arian mystérieuse, toute différente de celle des fiançailles, une Arian perfide et infidèle ? La pluie zèbre de hachures un paysage européen où plus rien n'est exotique que la couleur du cocher ; et comme je fais un geste pour chasser les rafales, une trompette éclate dans ce déluge, sonnant la relève d'une garde. Que je me sens loin de la Guadeloupe, de la Martinique, si vulgaires, si charmantes, si désordonnées !

Nous traversons la ville, larges avenues bordées de vérandas, refuges de gazon parsemés de bancs, de poteaux d'avertissement : *Beware of children* (Prenez garde aux enfants), et de grands arbres respectables, prairies en plein centre du trafic, jardins de fleurs, larges espaces inutiles et majestueux que couvre l'averse. Puis les faubourgs de

briques, les champs de courses et de sport (tout est en miniature, mais rien ne manque), les terrains de cricket et ceux de polo, les tennis, les écoles...

Nos petits chevaux se sont mis à l'amble ; leurs longues queues tristes pendent comme des cheveux mouillés. Nous roulons depuis une heure. Soudain, derrière une crête, la même étroite vallée, le même chemin bitumé, le cottage aux rideaux de mousseline derrière les nappes lustrées de la pluie. Cette fois, nous descendons vers la mer.

La maison est spacieuse, la véranda fleurie. Est-ce donc là la maison d'un misérable évoquée par Fergal ? Un peu à l'écart, la *servant-house* et, juste au fond de la vallée, la petite plage immobile, ourlée d'écume, comme tracée au compas. Sur la baie, un yacht recouvert d'une housse se balance avec un tranquille bruit de chaînes.

Ah ! que tout cela respire le calme et le bonheur ! Me serais-je trompé ? Que tout cela sent la vieille Angleterre, son attachement aux coutumes, au confort, à la paix ! L'Espagne tumultueuse et romantique a-t-elle jamais vécu sur ces rivages, cultivé ces terres abondantes et fertiles ? Ces forêts respectées, ce sentier sans boue, cette maison devant le golfe, ce jardin sous la pluie, ce calme, cette aisance, cette fumée mouillée qui sent le *Navy cut* et le gingembre, comme tout cela porte une marque éternelle !

La voiture s'est arrêtée devant un portail, mais j'hésite encore. L'endroit est désert, séparé par des nappes de pluie, comme par un écran, du reste du monde. On se croirait en Irlande. Je respire mal. Non, ce n'est pas la demeure d'une malheureuse. Pauvre Fergal, abusé par une légende ! La vie serait donc insensée. Dans les branches d'un flamboyant, un nuage traîne, accroché, et je songe à Fergal trouvé un jour pendu dans les branches du mûrier au-dessous duquel il m'avait fait ses confidences.

Je suis descendu. J'ai poussé la barrière marquée de lettres gothiques : *End of a dream.* Est-ce pour marquer une fin ? Un commencement, sans doute. Un rêve a trouvé là le repos. Une allée humide tourne dans la verdure. Un peu de vent répand des gouttelettes sur mon visage. Des rosiers, des géraniums et des azalées, des îlots de bambous, et, tout à coup, sur la pelouse, le bungalow de l'Empire, avec sa

galerie blanche, ses *rocking-chairs.* Sorti des franges de la pluie, un Noir, habillé en matelot, les écussons de ses manches aux initiales de son maître : *H. B.*, me salue :

— *Good day, master. Mistress is waiting for you.* (Bonjour, monsieur, madame vous attend.)

Que veut-il dire ? Me prend-il pour un hôte attendu, Personne ne m'attend, mais je le suis comme dans un songe. Quelle « Mistress » pourrait ici penser à moi ? Le passé, les souvenirs, mon amitié pour Fergal ? Arianwen ? Je suis enfiévré en pensant que je vais la connaître.

— Vous n'aurez jamais la chance de la rencontrer, m'avait dit Fergal un jour.

— Madame vous attend, me répète le Noir comme s'il avait deviné mon doute.

Quelle madame ? Quelle invraisemblance ! Je sais bien que c'est une formule de courtoisie. Néanmoins, je l'interroge :

— Mrs Boyd habite bien ici ?

Il me regarde avec surprise.

— *Quite all right, sir ; Mrs Boyd has a party to-day.* (Mais certainement, monsieur ; Mrs Boyd reçoit aujourd'hui.)

La maison vient à moi, grandit sur le doux horizon de la mer. La plage brille. Les bambous s'agitent sur les pelouses tondues le matin même. Sur le sable ratissé par les vagues un mât de voilier secoue une flamme noire. Le vent se lève, chasse la pluie vers la mer, découvrant les hauteurs de l'île comme un feu d'herbes, en s'évaporant, laisse apparaître le berger, ici le soleil et le bonheur... A la fenêtre du salon une main vient d'entr'ouvrir, comme des paupières, les rideaux de mousseline.

D'abord, je ne vis qu'une sorte de lumière nacrée, celle d'un jour lavé par la pluie comme une vitre. De profonds fauteuils Chesterfield émergeaient trois têtes blondes. Une des jeunes femmes se leva, comme si ma présence était toute naturelle, sa trop longue robe blanche traînant sur le tapis de cérémonie.

Son sourire était empreint de la plus grande simplicité.

— *... do you do, sir?*

— *How do you do?*

Tout est achevé, désormais. Je suis entré dans le cercle boydien ; je pouvais être invité partout, devenir l'ami de tout

le monde. J'étais le *dear old friend* envoyé par *some people* connus, elle ne savait pas d'où, mais cela avait si peu d'importance !...

— Vous avez fait bon voyage ? Êtes-vous débarqué depuis longtemps ? Harry va rentrer. Il arrive toujours en retard.

Elle interroge Bessie qui ne sait rien, parle du Club et de certains préparatifs.

— Je sais, remarque Arianwen, mutine : une certaine promenade en mer, c'est Harry qui en a eu l'idée.

Tout est calme. Je me suis assis, interloqué, puis je me laisse aller à goûter la paix environnante, le reflet de la baie dans le miroir. Arianwen me parle comme à un ami. J'ai bien fait de venir. Harry va être ravi. La Trinidad est un pays ravissant où l'hiver est doux comme un printemps de Norvège. Je n'ose lui parler de ses parents. Elle me propose un gin, et le boy arrive silencieusement sur ses pieds nus.

— *All right, boy.*

Le boy repart discrètement. Arian veut me servir seule. Elle ne m'a même pas dévisagé comme aurait fait une jeune femme de Pointe-à-Pitre ou de Fort-de-France. Mon costume est correct. Mes cheveux courts. Je n'ai rien sur moi de ridicule. Et si j'ai un mauvais accent, mon anglais est du moins aisé à comprendre.

Des cheveux pâles, d'un maïs de septembre, encadrent un sourire inachevé. Des yeux sans profondeur, mais d'une fraîcheur d'aquarelle. Je l'imaginais plus âpre, plus secrète, véhémente. Mais elle me plaît, hélas ! ainsi (suis-je oublieux !) dans sa fraîcheur. Inconsistante héroïne de roman, jeune femme de *keepsake*, silhouette de romance. Elle m'accueille comme seule, dans les pays lointains, l'Angleterre sait accueillir, au milieu de ses pelouses, de ses barrières blanches, de ses grands arbres. C'est elle, Arianwen, sœur des héroïnes de Dickens ou de Mansfield, mi-romantique, mi *up to date.*

D'ailleurs, je me reconnais.

Le même *living room* de tous les cottages, de tous les *boarding houses* qui reçoivent à des prix dérisoires, avec un confort régulier, les *bachelors* en mal de fiançailles. Baie en demi-cercle sur la mer, rotins de Singapour, photographies d'actrices et de champions, invitations aux bals de la colonie

encastrées dans le cadre du miroir, piano ouvert d'où s'élèvera la même chanson en vogue d'un bout de l'Empire à l'autre... Sur une table basse, en bois noir, un phonographe arrêté sur le mélancolique appel de Vaughan de Leith, *Ukulele Lady*, un carillon de Westminster, des vases chinois, des tentures japonaises (mélange hétéroclite), des boîtes en étain, un lac d'Écosse avec un daim sur la rive, le portrait d'une girl dans les Highlands tenant un lévrier, ceux des souverains, et, sur la cheminée (une cheminée inutile), une collection de coquillages.

— *Do you mind playing bridge, sir ?* (Voulez-vous jouer au brigde, monsieur ?) me demande la fine Arianwen.

Arianwen a les cheveux coupés, le regard presque blanc d'être d'un bleu si timide. Dents éclatantes, lèvres rouges, fards violents et maladroits qui donnent une saveur étrange à cette chair blonde, au parfum de miel, mêlé à l'odeur de vent et de mer, de la petite Anglaise éternelle. Elle sourit, remplaçant le silence par cette grâce conventionnelle et facile où il n'y a rien que son entrain et sa jeunesse, une habitude de recevoir, de tenir table ouverte et d'accueillir les lointains amis qui passent.

— Au fait, m'interroge-t-elle après m'avoir fixé un instant avec un sourire, de quel pays venez-vous ?

— De France.

— Et encore ? (Car pour les Anglais la vie est toujours suspendue entre deux voyages.)

— De Chine.

Elle fait : « Ah ! » tout à coup, puis son regard reprend sa légèreté, et elle cesse de m'interroger, une question hésitante sur ses lèvres. Mais l'instant fugitif s'est envolé.

Les deux autres jeunes femmes m'entraînent vers la fenêtre.

— *Lovely day*, murmurent-elles tour à tour.

— Lizzie, murmure la plus blonde, n'avez-vous pas proposé un bridge ?

J'ai levé la tête. Arianwen surprend mon étonnement.

— C'est le nom qu'Harry m'a donné après notre mariage, il n'aimait pas l'autre.

Je la sens anxieuse de parler d'autre chose. C'est ainsi que nous nous assîmes devant une table verte, un verre de whisky à ma portée, des tasses de thé auprès d'elles.

— *Have a toast*, murmure Arianwen tendant une assiette à fleurs.

Sur la plage déserte, en bas de la pente, la mer venait à intervalles réguliers déposer avec un grondement sourd, vite évanoui, ses rouleaux d'écume aussitôt infiltrés dans le sable. Par la fenêtre ouverte entrait l'air salin et tonique des vagues et, toutes les minutes, le roulement du ressac qui s'évanouissait sans cesse dans l'air humide. Les montagnes luisaient à courte distance, rapprochées par la pureté de l'atmosphère. Dans le prolongement du cap, une nuée d'oiseaux tournoyait autour d'une épave.

La conversation tomba. Nous avions chacun un bloc de papier quadrillé où nous marquions nos *scores*. Personne ne prononçait plus que les indispensables paroles : « *No trumps. Two hearts. I double.* » Trois parfums différents m'enchantaient tour à tour. Peu à peu l'illusion m'envahissait que j'avais toujours habité cette île, que j'étais venu souvent à *End of a dream*. Qu'était devenu le souvenir de Fergal ?

— *Help yourself with gin* (Servez-vous vous-même du gin), insistait Arian.

Elle semblait indifférente, ne se rappeler rien. Comme Bessie battait les cartes, Jessie me demanda :

— Vous avez habité la Chine ? Quel étrange pays, n'est-ce pas ?

J'allais répondre, mais Arian me devança.

— Deux cœurs, dit-elle d'une voix précipitée.

Ce fut la seule fois qu'elle parut faire allusion au passé. Peut-être même cela n'avait-il été qu'une illusion de ma part.

Puis, comme pour se faire pardonner :

— Aimez-vous marcher à la voile ? demanda-t-elle incidemment quelques instants plus tard, au milieu d'un *score* mouvementé, sans s'occuper de ma réponse.

La nuit était venue et je n'avais pas le courage de partir. Du reste, il n'en était pas question.

— Vous dînez avec nous ? avait proposé Arianwen.

La partie étant finie (j'avais perdu une livre), Arianwen me disait pour la dixième fois qu'Harry allait bientôt arriver. Mais on n'entendait aucun bruit dans la campagne mouillée et le chien ne poussait pas encore son grognement de plaisir.

— Voulez-vous voir des photographies ?

Elle ouvrit un album. Cela devait commencer à Aberdeen. Je reconnus la maison à croisillons et crus retrouver Fergal assis sur la muraille. Je vis le pasteur sur le bateau, récitant ses prières et songeant déjà à la succession de l'évêque. A peine avais-je commencé à tourner les pages où Boyd apparaissait pour la première fois et à reconnaître une Arian svelte et musclée, couchée sur le sable, que le chien grogna et Harry parut.

Pauvre Fergal ! Son image tourbillonna un instant dans mon esprit et disparut comme un nuage de sable.

Harry est un bel homme blond, décidé, plein de franchise. Il apparaît entre deux amis vacillants, les maris des enfants blondes. Lui-même, Harry, aux cils d'albinos, me paraît un peu ivre. Il se dirige cependant vers moi, le visage ouvert, tendant cordialement la main.

— *How do you do ?*

Ses amis se précipitent à leur tour avec un « ... *do* » qui se perd dans un bégaiement.

Arianwen s'est approchée de son mari et tente vainement, du moins je le suppose, d'expliquer ma présence. Mais lui non plus n'en a cure. J'entends siffler doucement le mot *China*, mais la première chose qu'il me suggère pour me mettre à l'aise, avant de s'asseoir :

— *Have a drink, boy ?*

Nous buvons tous les quatre. Arian ni ses amies ne semblent s'en apercevoir. Aucune observation déplacée. Du reste, cette gorgée de gin semble avoir remis tout le monde d'aplomb. Moi-même, encore troublé par mes découvertes.

Quel tendre mensonge avait causé jadis les surprenantes illusions d'Osborne ?

Harry semble avoir retrouvé des forces.

— Quelle bonne idée vous avez eue de venir ! Lizzie va être ravie de trouver quelqu'un qui écoute ses bavardages. Elle adore raconter sa vie, comment nous nous sommes rencontrés, notre mariage...

Arianwen regarde le setter couché sur la terrasse où l'atteint le rayon de la lampe.

— Vous a-t-on montré votre chambre ? Vous l'avez bien invité, Lizzie, je suppose? dit Boyd en regardant Arian.

Celle-ci fait « non » des épaules.

— Alors, c'est entendu, *Frenchie*, vous restez. Cette maison est la vôtre. Je ferais de même si j'allais chez vous. Où êtes-vous descendu ? Au *Queen's*, je suppose. Lizzie, ma chérie, voulez-vous avoir la bonté d'envoyer chercher ses bagages ?

Il met bien cinq minutes à prononcer ces paroles, mais personne ne le remarque. Personne n'a l'air de se rendre compte qu'il se passe peut-être quelque chose d'anormal. Les autres maris ayant taquiné leurs femmes sur leurs robes, les couples disparaissent en riant. Harry nous abandonne à son tour et je me retrouve seul avec Arianwen.

Nous reprîmes, comme si rien ne s'était passé, les albums de photographies. A un certain moment, il y eut un léger bruit dans la campagne et elle me demanda :

— Y a-t-il longtemps que vous avez habité la Chine ?

— Dix ans.

Elle ferma l'album.

On entendit la voix d'Harry appeler une servante et un bruit d'eau. Puis la porte se referma. Une auto qui ronflait s'arrêta brusquement sur la terrasse et le boy réapparut.

— Votre chambre est au premier étage. Su vous la montrera. Nous dînons à neuf heures.

Elle souriait tendrement, déjà toute à la joie de recevoir cet hôte inattendu.

***

La chambre avait, comme là-bas, une odeur de cretonne et de cire. La table à toilette était garnie d'un volant à fleurs et les étagères aussi, destinées aux chaussures et aux costumes. Je défis mes bagages. Il y avait des rayons pour les chapeaux, un cadre pour les pantalons. Une petite Martiniquaise m'apporta de l'eau chaude et m'indiqua de sa main noire à la paume rosée la salle de bains. On entendait s'élever des chambres des chansons différentes. Celle d'Harry voulait me faire honneur :

Quand on loui prend la taille ou le mentone...

Il avait fait la guerre dans les Flandres et c'était sa manière de me dire qu'il aimait la France.

Nous nous retrouvâmes au dîner. Je m'aperçus que notre toilette avait duré une heure. Où étaient le sordide hôtel de la Savane à Fort-de-France et ces maisons sans lumière où l'on mangeait à tâtons, de bonne heure, pour éviter la nuit ? Le *dining-room* étincelait sous les lampes électriques. Le beau temps était revenu et, par les baies ouvertes, les milliers d'étoiles accoutumées garnissaient le ciel sombre. La mer bruissait avec douceur et une sorte de langueur reposait des monotones grondements du jour.

La réunion était charmante. Nos smokings blancs donnaient à ce dîner une allure de fête. Arian était radieuse. Sur sa robe noire elle avait épinglé une rose rouge et je me figurais que c'était parce que j'en avais admiré la couleur. Je lui redis qu'elle était belle. Tout le monde crut qu'il s'agissait de la rose. Moi-même, dans cette ambiance si simple, j'étais arrivé à m'en convaincre. Cette élégance avait un air de noblesse, et ces trois jeunes femmes décolletées, étincelantes de perles fausses, éclataient d'une telle jeunesse, d'une telle amitié pour la vie, que j'en demeurais confondu.

Que j'étais loin de Fergal !

Dans toutes les baies de cette île mystérieuse, dans les cottages perdus au milieu des bois, la même soirée devait dérouler ses fastes naïfs et conventionnels. Satisfaction de son sort. Aucun regret de ce qui n'a pu être. Quelle meilleure façon de traverser le monde ? J'appris qu'Harry était simplement employé à la Banque du Canada, John à la Compagnie des Bitumes, Lawrence au Gouvernement. Nous parlâmes des terrains de golf, des rivières à saumon, du chemin de fer de San Fernando, de la prochaine soirée du Gouverneur à laquelle ils se faisaient forts de me faire inviter.

A quoi songer ? Je croyais m'être débarrassé de mes souvenirs chinois, mais ils revenaient à la charge. Je dus me réfugier dans ces soirées de la Martinique où j'avais passé huit jours avant d'aborder Port-of-Spain, penser à ma lutte contre les moustiques, au pauvre estaminet poisseux, le meilleur de l'île, où nous prenions des punchs, à cette salle de banquet nègre où nous dînions dans les ténèbres sur la terre battue ; aux poursuites des cancrelats, aux tam-tams des bals Doudou dans les rues sombres sans trottoirs, où la chaussée n'était qu'un lit d'herbes broutées par les

chèvres ; à tout l'enchantement désenchanté qu'apportaient à ces îles magiques les inventions saugrenues des hommes civilisés ; alcool, travail, concurrence, immortels principes, et tout le reste, danses mièvres et jalousies politiques. Pauvres Français chimériques emportant au delà des mers leur sot bagage démocratique ! Soumission aux droits imprescriptibles des hommes. Pourquoi ici un tel changement ?

Le lendemain, vers six heures, une lumière éclatante et cependant sans soleil, irrésistible puisqu'elle m'éveilla, transperça silencieusement mes persiennes. Tout dormait dans la maison enveloppée de fraîcheur. J'ouvris les fenêtres. Les volets repoussés battirent doucement contre le bois et, soudain, j'aperçus la baie immobile d'où s'élevait une vapeur errante, les cocotiers bleutés penchés mélancoliquement sur les rives, les vols fiévreux des oiseaux dans le ciel nacré. En même temps, on entendait le murmure langoureux de la mer auquel se mêlait le chant éperdu d'un oiseau. Des parfums indéfinissables baignaient le jardin. Je frémis devant cette aurore, une des plus belles que j'aie connues, devant cette fraîcheur de la nature et sa miraculeuse innocence. Je ne pouvais m'y tromper. C'était le premier matin du monde.

Il semblait que tout était neuf et pur. Que devenaient nos passions, nos malentendus, nos révoltes, devant cette grâce des choses ? Que tout paraissait misérable et vain à côté de cette calme splendeur !

Le lendemain, qui était dimanche, nous allâmes à la cathédrale à dix heures. Harry prit la peine, à l'instigation d'Arian, je pense, de chercher une petite Bible qui avait appartenu à son père. Notre troupe de garçons joyeux encadrait les trois femmes sur la place de San Fernando. Au temple, Arianwen voulut se placer près de moi et, de temps en temps, elle se penchait pour m'indiquer le numéro du psaume. Elle chantait avec plaisir et sa voix était juste et frêle.

Soudain les psaumes cessèrent et Mgr l'évêque parut au pupitre. Ma voisine manifesta un mouvement d'orgueil et, se penchant vers moi :

— Mon père, murmura-t-elle, radieuse.

Celui-ci avait pris pour thème la vanité des désirs, la

soumission aux volontés de l'Éternel. Lorsque le sermon fut terminé, Arianwen me dit :

— Père était né pour remplir un rôle. Quand je pense à la vieillesse qui aurait pu être la sienne si un concours de circonstances ne s'était pas trouvé là...

Elle me montra, sur les bancs, la société de Port-of-Spain : le Gouverneur, ses aides de camp, un amiral de passage, les officiers du *dreadnought*, une foule de jeunes gens et de femmes charmantes en robes de dentelle et de mousseline. Les *boys* étaient massés vers la porte, portant les ombrelles. Sur le parvis sablé, à l'ombre des palmiers d'Afrique, tandis qu'une délégation de *marines* présentait les armes, cette assemblée qui s'écoulait en bavardant évoquait un XVIIIe siècle colonial plein de grâce. Les cloches sonnaient à l'église catholique voisine, et les deux cortèges se mêlaient sur l'avenue de la Reine. Je songeai tristement aux pauvres fonctionnaires de nos îles, sectaires, républicains, esprits forts et libres penseurs, encore endormis sous leur moustiquaire, se refusant par lâcheté à rendre officiellement au Maître des choses le culte qui lui est dû, au pauvre prêtre méprisé, à son église déserte où se rassemblaient quelques négresses et nègres exaltés.

Nous rencontrâmes d'autres amis auxquels nous donnâmes rendez-vous pour une *bathing party*. Quelqu'un proposa de dîner en mer et de se baigner au clair de lune. Il y avait certaine petite baie habitée par les Pegler où l'on trouvait des coquillages merveilleux.

La journée était éblouissante. Deux matelots noirs impeccables nous attendaient à l'extrémité de l'étroit embarcadère de bambous. Le *launch* se balançait à quelques encablures sur une mer d'azur. A l'approche de notre caravane, chargée des valises qui contenaient les costumes de bains, sa sirène mugit et il vint, frémissant, se ranger au bas de l'échelle.

Derrière nous, l'île montagneuse aux formes enchevêtrées montait dans le ciel léger. La verdure lustrée par la dernière pluie luisait comme du vernis. Arianwen avait mis une robe de nuance tendre.

Nous rentrâmes au clair de lune, épuisés et heureux. Étendus sur des fauteuils de toile, nous entendions le ronflement du moteur que brisait le mouvement des vagues. A quoi

bon parler, remuer l'amertume des souvenirs, trouver la boue au fond de l'eau pure ? Le feu rouge du mât bondissait parmi les étoiles. Pourquoi les confidences, les regrets, des explications ? Tout était nouveau ici, même l'aurore. Arianwen, alanguie, devenait tendre.

Je restai quelques jours encore, incapable de m'arracher à l'attrait de cette vie libre et facile. *End of a dream* était devenue ma maison. Le pays continuait de m'enchanter. Je me sentais en paix avec les êtres et les choses.

Ici, en effet, la nature exubérante demeurait calme et bienveillante, ennemie des excès et comme disciplinée. Même les banyans difformes agrippés au sol comme des poulpes, les étranges et doux courbarils, les somptueux arbres à pain, les flamboyants tendus comme des parasols pour village et leur couvercle de feuilles rouges, même ces arbres inconnus et gigantesques ouverts comme des éventails sur les prairies rases, le champ de courses, les maisons de police, la station du chemin de fer de San Fernando, tout prenait sa place dans le grand univers anglais. La dignité, la méthode, la mesure avaient pris possession de la nature. Sous le ciel tropical, dans cette île exotique, que de réminiscences de la patrie ! Voici les environs de Londres : Chatham et Putney, les bords de la Tamise, Surbiton, les parcs de Richmond-on-Thames. Tout a été reconstruit en miniature avec une application touchante. La mère patrie n'est pas un vain mot. Lizzie et Harry appartiennent à cet univers ordonné. Voici, détail touchant, les boîtes aux lettres de tous les villages de *Great Britain*, rouges colonnes tronquées à capuchon noir. Et cette étourdie et charmante Lizzie, qui est-elle, sinon l'une des milliers d'héroïnes de toutes les comédies du Royaume ?

Vainqueurs des écœurantes baies de vase de la Guadeloupe, voici les appontements de Dundee et de l'île de Wight, ceux de Glasgow, les docks de Singapour, les embarcadères numérotés, les douaniers corrects, les mâts de laque blanche où frissonnent les flammes des compagnies, les cottages paisibles enfouis dans la verdure sauvage au bord de la mer, les amours, innocentes et puériles, légères, joyeuses, sans romantisme et sans passion.

Quel contraste avec le décor où s'étaient déroulées les

dernières années de Fergal ! Là-bas, hélas ! tout était dérèglement et désordre. Un peuple livré à lui-même. Des villes surpeuplées. Tout ce qui peut exciter l'esprit et la passion des souvenirs. Absorbé par son amour, Fergal s'était tenu volontairement à l'écart, privé du secours que peut offrir le contact avec des compatriotes. Avec quel serrement de cœur je songe à la détresse sans espérance de ses dernières années, à la cour sordide où pourrissait un palanquin, aux quatre mûriers tailladés entre les branches desquels un chat famélique avait élu domicile, à la pièce humide où il m'avait reçu, au chapelet de canards séchés qui se balançaient sous les poutres du toit, à cette prodigieuse ville de Canton, si désordonnée et si impure, qui l'entourait d'une atmosphère de pestilence !

Mes dernières journées dans la baie de l'Épave passèrent dans l'enchantement. Il me semblait habiter ma chambre depuis des semaines. J'avais placé çà et là sur les meubles les souvenirs emportés avec moi par un incompréhensible attachement, et cette petite figure de jade acquise à la vente aux enchères à Hong-Kong avait, je ne sais pourquoi, une place d'honneur sur la cheminée. Ce n'était pas pourtant que je pensasse à Fergal. Hélas ! dans cette insouciance de l'île, y avait-il place pour un souvenir ?

Chaque matin mon tub était prêt. Il y avait dans la salle à manger déserte, face à la mer, une assiette de porridge, du sucre candi et une boîte ouverte de lait condensé. A peine assis, on m'apportait deux œufs au bacon, un peu de haddock ou de foie grillé, de la confiture d'orange et l'inévitable tasse de thé.

C'était le moment le plus exquis de la journée. L'aurore s'étirait lentement. Arianwen elle-même, dès qu'Harry était parti pour se rendre à ses affaires, venait me tenir compagnie. Assise en face de moi, elle parlait avec un enfantillage plein de grâce, et jamais pour évoquer le passé : il n'y en avait pas pour elle.

— Comme il fait beau ! répétait-elle en croisant ses bras nus sur son peignoir, comme pour goûter la fraîcheur marine de la baie.

Il semblait que ce séjour ne dût pas finir.

Un matin, quelques jours avant mon départ, j'entendis un bruit de pas à ma porte et presque aussitôt, comme poursuivie par un caprice, Arianwen fit irruption dans ma chambre.

Elle paraissait tout essoufflée.

— Voulez-vous être très gentil ? s'écria-t-elle comme une enfant gâtée à qui personne ne résiste.

Et, se précipitant vers la cheminée sans même attendre ma réponse, elle s'empara de la statuette.

— Donnez-la-moi. Je la veux.

Que pouvais-je répondre ? Elle m'écoutait à peine.

— Elle est à vous.

— Chère petite chose ! *O dear, how sweet!*

J'eus un sursaut de tristesse. A quoi bon lui raconter son histoire ? Tout avait disparu. Fergal était mort.

— Je ne vous en prive pas, au moins ?

— Elle est bien à vous. C'est Fergal qui me l'avait donnée.

Elle parut hésiter, puis elle s'enfuit, comme elle était venue, pareille à une enfant, emportant sur son cœur la mystérieuse déesse. J'en eus quelques regrets, mais comment résister à cet être délicieux et sans poids, inconsistant comme une buée dans le ciel pur ?

Quelle ne fut pas ma surprise, le lendemain, de voir revenir la jeune femme apportant dans ses mains la statuette brisée !

— *Look, my dear. What a pity!*

— Cassée ? lui dis-je avec une sorte de rancune.

Elle n'écoutait rien.

— Vous m'aiderez à en trouver une autre.

Je levai les yeux sur elle, prêt à me fâcher, mais elle avait gardé son air doux et timide.

Pauvre Fergal ! Je revis cet angle de la rue aux Fleurs où nous avions tant cherché ce premier cadeau pour elle. Il avait hésité longtemps entre la déesse et une cloche de pagode.

— Ça fera bien dans sa chambre.

Plus heureuse que Fergal lui-même, la déesse avait excité le désir d'Arian, avait été caressée par son regard et par ses mains.

*
* *

Je suis reparti un soir de cette banlieue du Devonshire. Quand nous avons franchi la porte de l'État-major, le vieux sergent m'a souri comme à une connaissance. Aux carrefours, les policemen arrêtaient le trafic, le laissaient couler par intervalles. Le long des avenues étincelantes de lumières, les boutiques indiennes et chinoises brillaient de mille feux. Parfois une automobile laquée laissait la vision d'une princesse de légende, mais ce n'était que la femme d'un fonctionnaire ou d'un banquier. C'était cette nuit-là le bal du Gouverneur. Avant de s'y rendre, Lizzie et Harry, Jessie et John, Bessie et Lawrence, quelques *bachelors* voulurent m'accompagner.

— Quel dommage que vous partiez ! insistait Arian.

— Restez, répétait Harry, avec sa bonhomie habituelle, en rallumant sa pipe. Ce sera la plus belle réunion de l'année. Vous prendrez le prochain bateau.

— Dans huit jours ? Vous n'y pensez pas ?

— Qu'importent huit jours de plus ou de moins ?

Oui, c'était la fête chez le Gouverneur, et les voitures commençaient de déverser les invités en tenue de soirée, couverts de décorations minuscules en brochettes sur la poitrine, et les invitées fardées. Une patrouille glissait sous les portiques à pas cadencés. Une escouade la suivait, des joueurs de cornemuse, leur *kilt* volant dans leur marche guerrière. Une sonnerie, celle de Kipling dans l'Inde, le couvre-feu, venait se perdre dans les branches. Tout était à sa place : Harry et Lizzie, le souvenir oublié de Fergal. Les uniformes étaient neufs. La vie facile. Les soldats imberbes et blonds. Aucune place pour la mélancolie et les regrets. Arian se blottissait près de moi...

Nous nous quittâmes sur l'embarcadère ouest. Les trois garçons, rasés de près, fumaient leurs pipes de bruyère. Les femmes portaient, sous de longs manteaux légers, leurs robes du soir. Elles faisaient des projets de vacances où je n'étais pas mêlé. Harry n'était pas jaloux. J'étais triste.

Au pied du phare métallique où s'allument tour à tour une flèche et trois points rouges, j'ai pressé pour la première fois Arianwen dans mes bras. Nous étions devenus des camarades.

Nous nous séparâmes en riant.

Je devais prendre pour le Venezuela un courrier français. Déjà le charme était rompu. Dans la nuit obscure, nous guettions en vain la chaloupe de la Compagnie. Le temps passait et elle ne paraissait pas. Enfin surgit des ténèbres une vedette défraîchie, soufflante, exténuée, rongée par les eaux du ciel et de la mer, et arborant un drapeau effiloché. Un nègre de Basse-Terre nous expliqua que le pilote s'était endormi avec le courrier.

Mes nouveaux amis levèrent leurs pipes en signe d'adieu.

— *Good bye*, Lizzie, dis-je tout bas à Arianwen, trahissant pour la dernière fois Fergal.

Elle me regarda avec reproche.

— Non, dit-elle avec un sourire énigmatique dont je ne suis jamais parvenu à comprendre le sens. Appelez-moi Arianwen.

— *Good bye*, Arian...

Nous embarquâmes, moi et la petite troupe qui attendait. Cette antique chaloupe prenait eau et je vis tout à coup, à la lueur de la lanterne de position, flotter une tendre *garter* à roses artificielles qui avait appartenu sans doute à quelque dactylographe de Putney qui jouait ici les « Madame Butterfly ». Quel équipage ! Où étaient ces brillants uniformes à cols blancs, ces soldats de parade, ces jupons plissés et ces cornemuses, ces vedettes neuves, ces matelots silencieux aux initiales de leur maison ?

Après mille discussions, nous partîmes enfin. Vêtu de la défroque d'un soldat anglais, un nègre injurieux à casquette d'amiral, le patron de la barque, semait la terreur parmi les passagères en poussant des cris discordants.

Ayant heurté dans l'ombre des coques gluantes couvertes d'algues, failli chavirer trois fois, nous abordons enfin, après mille incidents, à la coupée du *Flandre*. A quelques milles dans les ténèbres, l'île charmante, où j'ai vu se lever une si belle aurore, scintille faiblement. Un phare tournant me fait un dernier signe.

Hélas ! le capitaine noir n'a pas fini de se démener et, comme je mets le pied sur l'échelle, il me bouscule et la rose que Lizzie m'avait donnée tombe dans la mer.

A peine me retrouvai-je seul sur le pont inconnu, dans la

nuit du bord, que je me sentis envahi de mélancolie. Ainsi, de tant d'amour, d'espérance, de certitude, d'une passion si exclusive, si généreuse, que restait-il désormais ? La gentillesse de Lizzie et son charme, son insignifiance, la facilité avec laquelle elle avait accepté de renoncer à ses projets, d'oublier les rêves d'un ami d'enfance.

La seule fois où elle m'avait parlé de lui, elle m'avait dit avec beaucoup d'innocence et une ignorante cruauté :

— N'est-ce pas curieux ? depuis mon mariage Fergal ne m'a jamais écrit, et pourtant nous avions été de si grands amis !

Elle reprit tout de suite avec un haussement d'épaules :

— Il aurait bien pu ne pas m'oublier. Mais les hommes sont si bizarres, ils se fâchent pour des riens.

Pour des riens ! pensai-je avec tristesse. Évidemment, rien n'a d'importance, la déconvenue, la souffrance des autres, ni même leur mort. Ni l'oubli dans lequel on abandonne ceux qu'on a cru aimer ou qui vous aiment. Ni les chagrins, le désespoir qui ne vous atteint pas. Chacun pour soi. On ne s'attache qu'à l'éphémère, aux apparences, aux joies immédiates et futiles. Hier ne compte plus. Demain est trop long à attendre.

Pauvre Fergal ! Que pouvait-il, du fond de sa tombe chinoise, reprocher à Arianwen dont il avait créé lui-même le simulacre ? Mais avait-il été raisonnable, lui qui n'avait eu dans la tête qu'un désir, et pour qui, alors qu'il y en avait tant d'autres, n'existait qu'une femme au monde qu'il pût aimer, le brillant et insaisissable fantôme d'Arianwen Mac Gregor ?

FÉLIX DE CHAZOURNES.

LES ÉTATS-UNIS ET LA GUERRE

Le 21 septembre 1939, le président Roosevelt demandait au Congrès, réuni par lui en session extraordinaire, de reviser le *Neutrality Act* de 1937.

Les Français, qui vivent toute l'angoisse de l'heure présente, ont appris la nouvelle, les uns avec espoir, les autres avec scepticisme. Les uns croient qu'il y a promesse d'une aide plus active, les autres y voient l'effort maximum qui pourra être fait en leur faveur ; d'autres, plus simplistes encore, se demandent si les États-Unis « vont ou ne vont pas marcher ». En réalité, il s'agit là d'un vaste problème qu'on ne peut comprendre qu'en étudiant l'évolution des différents courants d'opinion qui agitent aujourd'hui les États-Unis.

J'examinerai successivement les tendances du Président et de son administration, celles du peuple américain, celles du Congrès, étant entendu qu'il ne faut pas voir là des sortes de compartiments isolés les uns des autres, mais bien communiquant intimement entre eux.

LE PRÉSIDENT ROOSEVELT ET SON ADMINISTRATION (1)

Pour parler américain, le Président est « cent pour cent » anti-nazi. Le peuple américain doit son existence à son culte pour la liberté individuelle, à sa révolte contre l'arbitraire

(1) Par administration j'entends tous les services du gouvernement qui, aux États-Unis, relèvent directement du Président et, en fait, forment avec lui l'exécutif.

d'un gouvernement tyrannique (1). Obligatoirement son représentant le plus éminent doit combattre un régime à principes directement opposés.

Ce conflit de doctrines a été avivé pour deux autres raisons. Tout d'abord le nazisme ignore ou persécute les religions, or le président Roosevelt leur reconnaît une grande valeur spirituelle. D'autre part, aux appels pleins d'humanité lancés par le Président, le gouvernement nazi a le plus souvent opposé un silence insolent.

A cet antagonisme moral s'ajoute un antagonisme politique. Les États-Unis sont en contact étroit avec l'Empire britannique, tant aux Antilles qu'au Canada, et leurs relations sont des plus pacifiques ; seuls quelques cavaliers armés gardent leurs immenses frontières. Le Président ne tient pas à voir une nouvelle Puissance, qui ne connaît que la force brutale, établir des bases navales dans son voisinage, menacer Cuba, le canal de Panama ou même l'Amérique du Sud où elle cherche à s'infiltrer depuis fort longtemps. S'appuyant sur la doctrine de Monroe, dès 1937 il a nettement indiqué qu'il ne tolérerait aucun changement territorial dans l'hémisphère occidental : il a renouvelé cette déclaration en 1939 et assuré qu'il protégerait le Canada s'il était attaqué. C'est un point à retenir. D'une part, le Président proclame la neutralité de l'Amérique (2) ; d'autre part, il indique qu'il viendra au secours d'un Dominion qui a officiellement déclaré la guerre à l'Allemagne. On peut répliquer que ces paroles prononcées par l'Exécutif n'ont pas été approuvées par le Législatif ; on doit cependant remarquer qu'elles n'ont pas soulevé d'opposition dans le pays et n'ont pas été évoquées dans la session du Congrès qui vient de s'ouvrir. Point n'est besoin de réfléchir longtemps pour se rendre compte que cette situation est anormale, qu'elle peut être grosse de complications et, tout récemment, Lindbergh, dans un discours radiodiffusé, a accusé le Canada de compromettre la sécurité des États-Unis.

(1) Déclaration d'indépendance de 1776 : « ...Les hommes sont nés égaux... et possèdent des droits égaux... Quand une forme de gouvernement cherche à les détruire... »

(2) J'emploie le mot Amérique et ses dérivés dans le sens restrictif d'États-Unis d'Amérique.

Imbu de ces idées, au cours de la session ordinaire du Congrès en 1939 le Président a demandé qu'on augmentât les budgets de la Marine, de la Guerre, de l'Air (1) et qu'on transformât le *Neutrality Act* de 1937. On sait qu'il a eu gain de cause pour la première partie de son programme et que, depuis le vote du Congrès, il a fait réarmer cent quinze torpilleurs en réserve à San-Diego (Californie), cherché à recruter cent vingt mille hommes pour l'armée de terre, considérablement augmenté la défense du canal de Panama, enfin créé un important service de contre-espionnage (les usines fabriquant du matériel de guerre et des munitions en ont grand besoin). Phénomène insolite aux États-Unis, il a fait procéder à de grandes manœuvres au mois d'août, auxquelles ont pris part l'armée régulière et la *National Guard* ; il en prépare d'autres pour cet hiver. Enfin, le *Board of War Resources*, dans lequel le Président a placé un certain nombre de gros industriels, ses ennemis personnels, a étudié la production de vingt mille usines et l'on croit savoir que, dès maintenant, l'affectation de dix mille d'entre elles a été fixée au cas où les événements l'exigeraient. On peut affirmer que le Président se préoccupe d'une mobilisation éventuelle et qu'il ne veut pas qu'en cas de besoin l'Amérique se trouve dans la même situation qu'en 1917 où il a fallu tout improviser.

Si le Congrès a suivi le Président dans sa demande de crédits, il a, en revanche, refusé de modifier le *Neutrality Act* de 1937. On ne peut suivre l'action du Congrès sans connaître au préalable l'état de l'opinion publique dont l'importance, aux États-Unis, est primordiale. Expliquer ce caractère comporterait de longs développements sur la machine gouvernementale et son fonctionnement ; il suffira de citer les paroles du président Abraham Lincoln : « Avec le sentiment public pour soi, on peut tout réussir... ; contre..., on ne peut rien réussir », et d'indiquer que, dans son ouvrage classique sur la Constitution, Bryce n'a pas consacré moins de trois chapitres à l'opinion publique, « la plus grande source de pouvoir aux États-Unis ».

(1) Les dépenses, en 1939, sont de l'ordre de 1 milliard 600 millions de dollars.

L'OPINION PUBLIQUE (1)

Il nous faut remonter à la guerre de 1918. Parce qu'un archiduc autrichien avait été assassiné par un Serbe, parce que la Belgique avait été envahie, parce que le torpillage du *Lusitania* avait provoqué la mort de cent cinquante des leurs, les Américains, sous la vigoureuse impulsion du président Wilson, avaient armé deux millions d'hommes pour les expédier, à travers l'océan Atlantique, à quelque cinq mille kilomètres de leurs rivages, au secours de la France et de l'Angleterre. Après l'armistice ils étaient rentrés chez eux le plus rapidement possible, décidés à reprendre leur vie nationale, à ne pas suivre le président Wilson qui semblait, contrairement à la doctrine de Washington, vouloir accepter certaines obligations en Europe. Par la suite, ils n'avaient pas été remboursés des sommes que leur devaient l'Angleterre et la France pour l'achat de munitions et pour l'abandon de leurs stocks. En somme, ils avaient pris part à une croisade contre l'infidèle, ils avaient répandu leur sang et dépensé leur argent, et constataient que les Français les accusaient de les avoir trahis dans la question du Rhin (2) et que les Anglais les traitaient d' « Uncle Shylock ». Enfin, après avoir drainé tout l'or du monde et connu dix ans de prospérité artificielle, ils avaient subi une des plus violentes crises de leur histoire.

Peut-on s'étonner si, en gens éminemment pratiques, sans chercher à percer le mystère de leur gigantesque aventure, ils ont estimé que la guerre était une mauvaise opération dont il fallait soigneusement s'abstenir ? L'aversion profonde que leur a laissée le souvenir de la guerre s'est encore accrue quand ils ont vu poindre la menace hitlérienne et avec elle les probabilités d'une nouvelle guerre. Les Européens pouvaient être fiers de leur vieille civilisation : eux préféraient la leur. Ils

(1) Je ne tiendrai pas compte de la fraction d'opinion pro-nazie. Composée d'une infime partie d'émigrés allemands ou de leurs descendants, on s'accorde à dire qu'ils ne représentent au maximum que 6 pour 100 de la population. La majorité des Allemands ou descendants d'Allemands est parfaitement loyale envers la démocratie américaine. Jusqu'à la conclusion de l'accord russo-allemand, les nazis avaient recruté des adhérents parmi les ennemis du communisme.

(2) Les Français ne semblent pas avoir été suffisamment renseignés sur l'impopularité aux États-Unis des mesures préconisées par le président Wilson.

n'avaient pas Galilée, Shakespeare, Rembrandt, etc... Mais avant tout ils n'avaient pas Hitler.

D'autre part, démocrates convaincus et opposés à toute forme de tyrannie, les Américains sont devenus de ce fait anti-nazis, et leur sympathie s'est vite tournée vers l'Angleterre et la France qui cherchaient à résister à ce nouveau fléau. Ainsi les quatre facteurs de l'opinion américaine jusqu'en juillet 1939 paraissent être : la haine de la guerre, la fierté de la Paix, l'anti-nazisme et, comme corollaire, une tendance pro-alliée.

LE CONGRÈS : SES RAPPORTS AVEC LE PRÉSIDENT

Le président Roosevelt, démocrate, a succédé en 1933 au président Hoover, républicain, qui a succombé à la crise déclenchée en octobre 1929. Le président Roosevelt n'a pas été élu dans une atmosphère de bonne humeur : républicains et démocrates, également atteints par une effroyable tourmente économique, se sont fait une guerre acharnée (1).

La personne du président Roosevelt n'est pas indifférente. Il sert ses idées avec passion, il attaque âprement ses adversaires, ne leur fait aucune concession. Convaincu que Wall Street, avec ses facilités de spéculation, était un danger national, il a battu en brèche cette puissante institution qui avait été jusqu'alors l'armature économique du pays. Pour réduire le chômage, il a créé de puissantes entreprises industrielles d'État qui ont fait concurrence aux affaires semblables déjà fortement atteintes ; il a protégé l'ouvrier contre l'abus

(1) En 1932 il y avait 12 millions de chômeurs.
Voici en 1929 et 1932 les cours de 8 valeurs *sérieuses* :

	Septembre 1929	1932
Allied Chemical	337	42
American Sugar	81	13
— Tel. Tel.	304	70
Bethlehem Steel	129	7
Chrysler	67	5
General Electric	74	7
Westinghouse	261	15
Woolworth	101	22

L'ensemble des titres traités à Wall Street représentait 92 milliards de dollars en 1929 et 17 milliards de dollars en 1932.

des bas salaires, résultats de la crise. Bref, son programme de *New Deal* n'a pas été sans porter atteinte à des gens et à des intérêts qui souffraient déjà, ni compromettre sérieusement le crédit de l'État. La situation que lui avait léguée le parti républicain était trop mauvaise pour que sa politique, — ou toute autre politique, — pût réussir, et sa popularité baissa puisqu'il ne fut réélu en 1937 qu'avec une majorité fortement diminuée (1).

Les républicains reprirent courage, certains démocrates s'effrayèrent des résultats du *New Deal* et crurent qu'il valait peut-être mieux qu'en 1941 le parti démocrate eût un candidat moins radical.

Ce très bref exposé de politique intérieure américaine est de réelle importance, car le public français ne doit pas penser que, dans les débats du Congrès terminés en juillet, représentants et sénateurs aient eu les yeux exclusivement fixés sur le drapeau américain : il se trouva une majorité pour faire pièce au Président. Le Congrès suivit ses électeurs antihitlériens en votant les crédits pour la Guerre, la Marine et l'Air. Il partagea également leurs craintes d'être entraînés dans une nouvelle guerre en refusant d'accepter l'amendement proposé par le Président, vulgairement appelé *cash and carry* (2). La lutte fut âpre : le Président développa l'idée que le *Neutrality Act* de 1937 n'entrait pas dans le cadre du droit international, qu'il fallait aider les nations qui, confiantes dans la paix, n'avaient fabriqué ni armes ni munitions ; qu'en ce faisant on facilitait également l'effort d'armements que les États-Unis étaient obligés d'accomplir pour leur propre compte, que les nations prêtes à la guerre réfléchiraient à deux fois en voyant que les États-Unis mettraient leurs ressources à la disposition des nations pacifiques. Il fut rudement combattu par les républicains et une fraction démocratique conservatrice, qui s'unirent sous le nom d'isolationnistes.

Le sénateur Borah, un de leurs chefs, affirma que ses ren-

(1) Sénateurs, 1933 : républicains, 16 ; démocrates, 76 ; 1937 : républicains, 23 ; démocrates, 69.

Représentants, 1933 : républicains, 90 ; démocrates, 328 ; 1937 : républicains, 170 ; démocrates, 262.

(2) « Payez et emportez. » Le Président proposait que les belligérants pussent prendre tout ce dont ils auraient besoin, sous la réserve de le payer comptant et de l'emporter sous leur propre pavillon.

seignements particuliers l'autorisaient à déclarer que la guerre n'était pas à craindre et que le Président cherchait par tous les moyens à renforcer sa position personnelle pour les prochaines élections et à juguler les principes démocratiques que défendait le Congrès (1). Cependant, en Europe, l'affirmation, émise par une personnalité, que le président Roosevelt avait déclaré que la France et l'Angleterre pourraient compter dès maintenant sur le concours des États-Unis eut la plus mauvaise répercussion, et finalement le comité du Sénat refusa de prendre en considération le nouvel amendement par douze voix contre onze. La Chambre des représentants émit également à une faible majorité un vote négatif : le Président dut s'incliner, non sans affirmer encore une fois que la loi de 1937 était pleine de dangers.

Sa conviction ne devait pas changer et, un mois et demi après son échec, il convoquait le Congrès en session extraordinaire, le 21 septembre, aux fins d'un nouvel examen du *Neutrality Act*. Sans doute estimait-il que l'opinion publique avait changé suffisamment pour reprendre avec succès un projet sur lequel il venait d'être battu. On peut être assuré que le Président n'a pas pris cette décision à la légère. Dans les circonstances actuelles, le Président des États-Unis a besoin de toute son autorité ; son prestige intérieur, son prestige extérieur doivent demeurer intacts.

L'OPINION PUBLIQUE DEPUIS JUILLET 1939

Le 5 septembre 1939, en vertu de la Constitution, le président Roosevelt dut proclamer cet acte de neutralité de 1937 qu'il s'était efforcé de changer. Le même jour, Wall Street est en ébullition : six millions de titres changent de mains avec des hausses allant jusqu'à 30 pour 100, et ce sont les valeurs de fabrications de guerre (2), c'est-à-dire celles dont, — selon la déclaration solennelle du Président, — les

(1) La canditature très raisonnable du président Roosevelt pour l'obtention d'un troisième mandat pose un gros problème intérieur. Il ne faut pas oublier que les hommes qui ont élaboré la Constitution de 1789 étaient hantés par le souvenir de la tyrannie et qu'ils l'ont établie avec le souci particulier qu'aucune de leurs institutions n'ait trop de pouvoir ou trop de durée. Washington lui-même, bien que vivement sollicité, a refusé un troisième terme de présidence.

(2) *War babies* en jargon de Wall Street.

produits ne peuvent être vendus à l'étranger directement ou indirectement, qui montent le plus. La seule explication de ce paradoxe ahurissant est que le baromètre de Wall Street indique que le *Neutrality Act* ne répond plus au sentiment général. Que s'est-il donc passé ?

Dès le rejet de l'amendement du *Neutrality Act*, l'Angleterre a confié au Canada toutes les commandes qu'elle réservait aux États-Unis. Les ouvriers spécialisés dans la construction des moteurs, des cellules d'avions, etc..., ont pris le chemin du Canada, laissant aux Américains leurs six millions de chômeurs. Ainsi les commandes leur échappaient. Ils étaient en difficulté pour exécuter leur propre programme d'armements, ils aidaient à monter au Canada de grandes usines qui, la guerre finie, pourraient faire concurrence à leurs produits. De tout cela le président Roosevelt les avait avertis.

Devant la menace grandissante de l'hitlérisme, ils ont également compris que le sénateur Borah, avec ses renseignements particuliers sur les chances de guerre, les avait lourdement trompés ou s'était lourdement trompé. Ce glissement de l'opinion publique s'est accentué au fur et à mesure que l'attitude germanique devenait plus intransigeante envers la Pologne : la conclusion de l'accord nazi-soviétique démontrait aux Américains que le fou qu'ils croyaient esclave de son idéologie s'était transformé en vulgaire malfaiteur, à la grande stupeur de ceux qui avaient adopté le nazisme par haine du communisme.

Aux États-Unis, où l'on cherche à traduire tous les phénomènes de la vie dans le langage des chiffres, le meilleur « Bureau d'opinion publique » a gravement fait savoir que, vers le 20 septembre (1), la popularité du président Roosevelt était remontée à 61 pour 100, alors qu'elle était tombée à 53 pour 100 au début de l'année.

(1) Ce sont les journaux qui ont tout d'abord eu l'idée de ce referendum : devant les résultats très probants, l'idée est exploitée maintenant commercialement. Avez-vous besoin de savoir de quelle manière les citoyens de l'Arizona utilisent des briquets automatiques ? On vous fera connaître leur pourcentage général, ainsi que le pourcentage par âge, par sexe, pour la ville, pour la campagne, pour les gens pauvres, pour les gens riches, etc. On est tenté de sourire tout d'abord ; mais puisque ce moyen a été adopté par les Américains, on peut être certain qu'il est « effective », qu'il « rend ».

D'autre part, voici comment se répartissaient les sympathies américaines à la fin de septembre, d'après un excellent magazine, *Fortune* : en faveur des Alliés, 82 pour 100; indifférents, 17 pour 100 ; en faveur des nazis, 1 pour 100.

On peut admettre que parmi les indifférents se cachent quelques pro-nazis honteux. Mais quand on a demandé comment on entendait aider les différents belligérants : 0,1 pour 100 voulaient secourir les nazis immédiatement ; 3 pour 100 voulaient secourir les Alliés tout de suite ; 17 pour 100 ne voulaient aider ces derniers qu'en cas de revers ; 40 pour 100 voulaient qu'on adoptât l'amendement *cash and carry* et 20 pour 100 ne comprenaient pas la question, s'en désintéressaient ou voulaient qu'on aidât également les deux camps.

Ainsi s'affirment encore une fois avec force les facteurs anti-nazi et anti-guerre. Tout ce qui s'est passé depuis la convocation extraordinaire du Congrès confirme pleinement ces chiffres abstraits. Si, en sa qualité de chef d'État neutre, le Président n'a pu faire la critique du nazisme qu'en termes voilés, il a en revanche affirmé à plusieurs reprises que l'amour de la paix n'était pas l'apanage d'un seul parti politique ; et ce sont ces paroles qui ont été les plus applaudies.

De leur côté, les isolationnistes, dès l'annonce de la convocation du Congrès, ont rempli les journaux de leurs lettres, de leurs discours, de leurs communications à la radio. Tous sont anti-nazis, depuis le sénateur Borah, qui laisse entendre que ses sympathies vont aux peuples qui ont le même idéal que le peuple américain, jusqu'au sénateur Barbour (républicain, New-Jersey), qui ne mâche pas ses mots et écrit que, « comme la majorité de ses compatriotes, il casserait volontiers la g... de Hitler ».

En revanche, tout leur effort se concentre à diffuser le « slogan » : « Changer l'acte de neutralité, c'est la guerre », avec le corollaire implicite : « Roosevelt, c'est la guerre ». La formule sans doute la plus frappante est celle du sénateur Vandenberg (républicain, Michigan) : « On ne peut servir d'arsenal à un adversaire sans servir de cible à l'autre. » Ils appellent à la rescousse Lindbergh, le héros national, qui écrit une grande lettre, assez médiocre du reste, dans laquelle on relève la phrase suivante : « Puisque la civilisation améri-

caine porte en elle tous les germes des civilisations française, anglaise, allemande, c'est avant tout elle qu'il faut protéger. »

Les isolationnistes font venir à Washington toutes sortes de délégations d'« Associations de paix », de « Mères de famille ». Ils se font envoyer dépêches et lettres pour appuyer leur campagne. Tel sénateur est photographié avec les 1 700 dépêches et les 11 000 lettres qu'il a reçues la veille. On est surpris de l'énormité du procédé et du crédit qu'on peut accorder à une correspondance aussi sujette à caution. Tous les moyens leur sont bons, car, on ne saurait assez le répéter, il ne s'agit pas de décider d'une question de droit international, il s'agit de régler dès maintenant les élections de 1941. La prospérité du pays (sans tenir compte des commandes de guerre) renaît lentement, mais sûrement (1), et avec elle la popularité du Président. Le temps travaille pour lui : on est donc obligé de lui livrer bataille dès maintenant en employant comme arme redoutable la phobie de la guerre, calamité effroyable aux résultats imprévisibles.

A l'heure où ces lignes sont écrites, la défaite des isolationnistes semble des plus probables ; cependant on aurait tort d'en être assuré avant le vote final qui mettra d'accord sénateurs et représentants : en dehors des amendements insidieux les isolationnistes voudraient peut-être avoir recours aux traquenards de la procédure qui sont nombreux (2). A moins de surprise imprévisible, les chances sont que le Président l'emportera, non aussi rapidement qu'il l'espérait, peut-être même avec un projet qui ne sera pas entièrement à sa convenance ; cependant tout porte à croire qu'à l'issue des débats le peuple américain se serrera autour de lui et s'occupera moins des colloques du Congrès.

Si l'on veut bien faire abstraction du résultat de la lutte et des répercussions intérieures de cette question extérieure, on peut dégager les notions suivantes : les Américains sont

(1) L'Office du travail évalue à 300 000 les ouvriers repris par les usines au mois d'août et, sur ce nombre, à 100 000 ceux qui ne travaillent pas directement ou indirectement à des commandes de guerre. Ce même mois, le capital des valeurs de Wall Street était remonté à 40 milliards de dollars.

(2) En principe, une minorité bien organisée peut arriver à faire échouer tout projet par une manœuvre dénommée « filibuster ». « L'opinion publique », déjà lassée des efforts outrés des isolationnistes, n'accepterait sans doute pas qu'on employât ce subterfuge dans une question aussi lourde d'importance.

des démocrates convaincus ; parce que démocrates ils sont anti-nazis, parce qu'anti-nazis ils cherchent à se protéger d'abord, à aider les Alliés ensuite. D'autre part, la guerre ne leur dit rien qui vaille, elle excite leur rancœur contre ces vieilles civilisations qui cherchent à leur donner des leçons alors qu'elles pourraient en prendre ; ils ont peur, non pas une peur physique qui leur est inconnue, mais une peur morale : depuis que l'Europe existe, elle se bat ; alors faut-il se battre encore pour fixer de nouvelles frontières qui seront toujours mauvaises tant que la paix ne se fera pas dans les cœurs ?

Comme l'a dit récemment aux Communes un ministre anglais, le meilleur agent de propagande des Alliés aux États-Unis, c'est Hitler. On peut concevoir qu'il intensifie sa propagande au point de nous assurer un concours des États-Unis plus efficace encore. Il serait utile cependant de ne pas compter uniquement sur sa collaboration et d'avoir dès maintenant un programme positif, — la destruction du nazisme est un programme négatif, — qui fasse vibrer l'âme américaine.

Répétons-le, la démocratie américaine est en communauté d'esprit avec les démocraties anglaise et française, mais la démocratie américaine, pacifiste dans un nouveau monde pacifique, redoute que la guerre actuelle ne soit qu'un épisode des longues luttes européennes. Lui donner l'assurance d'un plan pacifique pratique serait vaincre toutes ses craintes et lui communiquer un enthousiasme moral qui lui manque. Pour le reste, on peut être assuré que le président Roosevelt sait voir, comprendre, prévoir.

MICHEL CALMANN.

NAPOLÉON ROMANCIER

Méditant à Sainte-Hélène sur sa prodigieuse destinée, Napoléon s'écriait : « Quel roman que ma vie ! » Ce roman, le plus étonnant qu'un homme ait vécu, il l'avait forgé de ses fortes mains sur la terre, avec la chair et le sang des peuples, dans une tension douloureuse et continue de tout son être. Vivant un tel roman, a-t-il pu sortir de lui pour en imaginer un autre (1) ?

Jacques Bainville, observant l'Empereur de son regard pénétrant, crut découvrir en lui un homme de lettres. Il est certain que tous les Bonaparte ont eu le goût des lettres et des arts. C'est chez eux un trait de famille, qu'ils semblent tenir de leurs origines florentines et, plus directement, de leur père Charles Bonaparte, poète et lettré. Quand ils furent sur les trônes, tous ont protégé les lettres et les arts. Joseph, Louis et Lucien étaient possédés du démon littéraire et de la vanité d'auteur. Mais seul Napoléon portait en lui les dons du grand écrivain. Sa pensée prenait forme aussitôt conçue. Elle jaillissait comme l'éclair et se répandait, limpide et tumultueuse à la fois, en images saisissantes, en formules d'airain, sur un rythme entraînant.

Non seulement il a dicté d'innombrables lettres, dont certaines sont des chefs-d'œuvre de précision, de force et d'éclat, mais il a certainement publié de nombreux articles, insérés dans le *Moniteur* ou cachés dans d'autres gazettes françaises et même étrangères. Il y eut un Napoléon journaliste, qui mériterait une étude spéciale. Mais ses chefs-d'œuvre

(1) Simon Askenazy, *Manuscrits de Napoléon en Pologne*, Varsovie, 1929. — Baron Hoschschild, *Désirée, reine de Suède et de Norvège (d'après ses papiers)*, 1888. — Comtesse d'Armaillé, *Désirée Clary*. — Sir Dunbar Plunket Barton, *Bernadotte*.

sont les *Bulletins de la Grande Armée* et ses proclamations militaires. Nul n'a mieux su que lui parler aux hommes dans l'action.

Il était sensible à la musique, à la poésie rêveuse d'Ossian, aux tragédies héroïques de Corneille. Sous le Consulat il disait à Rœderer : « Jusqu'à seize ans, je me serais battu pour Rousseau contre tous les amis de Voltaire. Aujourd'hui, c'est le contraire... *La Nouvelle Héloïse* est pourtant un ouvrage écrit avec bien de la chaleur. Il sera éternellement le livre des jeunes gens. Je l'ai lu à neuf ans. Il m'a tourné la tête. »

Sans doute un homme de lettres habitait-il en lui avec beaucoup d'autres personnages. Mais dans son âme tout cédait, tout s'effaçait devant son impérieux besoin d'action. Il était l'action faite homme. Il ne méditait et n'imaginait que pour agir. Tandis que chez la plupart des hommes le rêve et l'action sont séparés et le plus souvent ne se rejoignent jamais, car ceux qui rêvent en général n'agissent pas, Napoléon au contraire accomplit d'emblée l'œuvre humaine dans sa plénitude. Son imagination concrète et pratique se transforme aussitôt en acte. Il est à la fois poète et réalisateur. C'est par là qu'il est *l'Unique*, que l'humanité en est vaine et qu'il demeure pour ceux qui l'étudient, et même pour ceux qui le critiquent, un sujet inépuisable d'admiration et de curiosité.

Sa puissante imagination n'a donc que très rarement fonctionné à vide et, en quelque sorte, pour le plaisir, comme celle d'un romancier. Dans l'intimité, il se plaisait quelquefois, le soir, pour surprendre ou effrayer ses familiers, à inventer des contes fantastiques, à la manière des Anglais qui, dans les longues soirées d'hiver, aiment les histoires de revenants. Il fit ainsi verser des larmes à Joséphine et à Hortense. Mais on ne connaît de lui que très peu d'écrits qu'on puisse qualifier d'œuvres d'imagination.

On en a cherché parmi les papiers de jeunesse qu'il confia, dans les jours qui suivirent Waterloo, à son oncle le cardinal Fesch. Ces papiers, acquis par la bibliothèque de Florence, ont été publiés en 1895, sous le titre de *Napoléon inconnu*, par Frédéric Masson et Guido Biagi. Trois des morceaux détachés qu'ils contiennent ont été considérés comme des œuvres d'imagination. Ce sont *le Comte d'Essex* (*nouvelle*

anglaise), *le Masque prophète* et la *Nouvelle corse*. Ils datent de l'été de 1789, quand le lieutenant Bonaparte tenait garnison à Auxonne. Mais il est aisé de se rendre compte que *le Comte d'Essex* et *le Masque prophète* ont été rédigés d'après les notes que le jeune officier, avide de s'instruire, prenait alors sur l'histoire de l'Angleterre et sur celle des Arabes. Il n'y a là rien de lui. La *Nouvelle corse* lui appartient. Elle représente un vieux Corse, réfugié avec sa fille sur un îlot rocheux et battu par les flots pour échapper à la tyrannie des Français, qui ont massacré tous les siens. A cette époque, Paoli était encore pour toute la famille Bonaparte le héros national. La France n'avait pas encore entamé l'âme insulaire de Napoléon. Mais la *Nouvelle corse*, écrite dans un style volcanique et incohérent, est inachevée. On ne peut guère la retenir que comme un témoignage de l'état d'esprit de Napoléon à cette époque.

Il y a quelques années, un savant polonais, M. Szymon Askenazy, publiait à Varsovie et à Paris, à un nombre restreint d'exemplaires, l'ébauche d'un roman, datant de 1795, dont le manuscrit original de treize pages *in-folio* était de la main même de Napoléon et dont l'authenticité ne peut être mise en doute. C'est de ce document unique et précieux, mais encore peu connu, qu'il s'agit ici. Il est intitulé *Clisson et Eugénie* (1) et a tous les caractères de ces romans autobiographiques où la fiction se mêle à la réalité et par lesquels beaucoup de jeunes gens (ou de jeunes filles) s'essayent dans la littérature. Le plus grand nombre s'arrête à ce début. C'est le roman qui sort de l'être au moment où l'imagination s'éveille, le premier et souvent le dernier rêve qui se dissipe au souffle amer de la vie ; enfin c'est le roman

Du poète mort jeune auquel l'homme survit.

Comment le manuscrit de *Clisson et Eugénie* est-il parvenu jusqu'à nous ? Un riche collectionneur polonais, le comte Dzialynski, passionnément attaché à la France napoléonienne, l'acheta en 1822 au docteur Antommarchi, revenant de Sainte-Hélène, avec un lot de papiers datant de la jeunesse de Bonaparte. Ces documents furent aussitôt authen-

(1) Les mots *et Eugénie* ont été raturés postérieurement de la main de Napoléon.

tifiés par le duc de Bassano, le comte de Montholon, le baron Fain et par le baron Monnier, qui dirigeait les bureaux de la secrétairerie d'État impériale. Antommarchi les tenait sans doute du cardinal Fesch. Ils sont maintenant la propriété de l'État polonais.

Clisson et Eugénie fut inspiré à Napoléon, alors âgé de vingt-cinq ans, par son amour, ses fiançailles et son mariage manqué avec Désirée Clary. Voici dans quelles circonstances il connut cette jeune fille qui fut, nous assure Montholon, son premier amour, car sa jeunesse sauvage et timide n'avait connu jusque-là que d'innocentes rencontres ou de vulgaires aventures.

Au mois de juin 1793, toute la famille Bonaparte, fuyant la Corse, débarquait à Toulon dans le plus grand dénuement. A ce moment, trois conventionnels en mission, Augustin Robespierre, Albitte et le Corse Salicetti, entraient à Marseille, qui venait, après une insurrection royaliste, de se soumettre au gouvernement de Paris. Grâce à la protection de Salicetti, Joseph Bonaparte fut nommé commissaire des guerres à titre provisoire. En sortant des bureaux d'Albitte, Joseph vit dans un coin une gracieuse jeune fille endormie. C'était Désirée Clary, qui attendait des nouvelles d'un de ses frères en prison. Mais il semble plutôt que la future reine de Suède attendît la fortune en dormant. Joseph reconduisit la jeune fille chez ses parents et fit bientôt libérer son frère.

Les Clary, riches commerçants, d'opinion libérale et royaliste, comme toute la haute bourgeoisie de Marseille, avaient beaucoup souffert de la répression qui sévissait alors dans leur ville. Le vieux père était mort de chagrin. Un des fils s'était suicidé. Les autres fils et les gendres étaient en fuite ou emprisonnés. La mère et les filles abandonnées virent en Joseph un protecteur inespéré. Il était de jolie figure, de manières affables et cherchait à s'établir pour sortir de la gêne et secourir sa famille. Les Clary étaient fort riches. Désirée était charmante, malgré des traits irréguliers, avec son teint mat de Provençale, ses yeux noirs, ses lèvres épanouies et le charme encore enfantin de ses seize ans. Joseph l'eût volontiers épousée. Mais Mme Clary voulait d'abord marier son aînée, Julie, âgée de vingt-deux ans, laide et chétive, et c'est Julie que Joseph dut

accepter, sans se faire prier, mais à regret, comme fiancée.

Quelques mois après, le capitaine Bonaparte révélait devant Toulon son génie naissant. Grâce à ses plans et à son ardeur, le port était repris aux Anglais. Il était nommé général de brigade. Au début de 1798, le héros de Toulon arrive à Marseille. Il est reçu chez les Clary, dans leur belle maison de la rue des Phocéens. Ce jeune général de vingt-cinq ans enflamme l'imagination de Désirée. Son avenir paraît assuré et séduit les Clary.

Il est maigre et sombre, torturé sur tout le corps par la gale, qu'il a contractée à Toulon en arrachant un écouvillon des mains d'un artilleur mourant. Mais ses yeux gris bleu savent s'adoucir quand il veut plaire, sous ses longs cheveux bruns. Sa parole est pleine de feu. Il récite les poésies d'Ossian, alors fort à la mode. Une idylle s'ébauche entre Napoléon et Désirée, qu'il baptise dès lors Eugénie (1) et qui devient « sa bonne petite Eugénie ».

Bientôt, dévoré d'activité, le jeune général, devenu inspecteur des côtes, part pour Nice, culbute une division autrichienne, confie ses plans d'attaque générale à Augustin Robespierre, qui doit les porter à son frère Maximilien, et se rend à Gênes en mission. Joseph, plus pratique, se hâte de faire décider son mariage et, au début d'août, épouse Julie Clary, qui sera plus tard reine de Naples, puis d'Espagne. Bien lui en prend, car, quelques jours après, arrive la nouvelle du 9 Thermidor. Robespierre et son frère Augustin sont exécutés. Le général Bonaparte, leur protégé, est dénoncé et emprisonné. La famille Clary n'a plus besoin des Bonaparte, qui même la compromettent.

Cependant Eugénie-Désirée aime toujours Napoléon. Enfin libéré, celui-ci revient, en avril 1795, à Marseille où toute la famille Bonaparte est réunie autour de l'heureux Joseph. Napoléon revoit Eugénie, l'assure de sa fidélité. Nommé en Vendée, il doit repartir pour Paris. Mais il promet qu'il fera changer son affectation et sera de retour à Marseille en automne. C'est donc à cause d'elle qu'il a refusé d'aller en Vendée. Ils s'engagent et se jurent un amour éternel. La famille Clary paraît consentante. Napoléon compte acheter une maison en Provence, s'y établir et paraît alors se satis-

(1) Elle s'appelait d'ailleurs Désirée-Eugénie.

faire d'un bonheur bourgeois, une chaumière et un cœur. Il emporte avec lui un médaillon de cheveux d'Eugénie.

Avant même d'arriver à Paris, il apprend qu'il est mis en réforme. Le voilà sans argent sur le pavé de la capitale, logé au *Cadran bleu* pour trois francs par semaine. Il fait des efforts désespérés pour trouver une place et dissimule comme il peut sa misère à « la bonne petite Eugénie » et à sa famille. Eugénie lui écrit, s'inquiète de sa santé et lui renouvelle ses serments. Mais les Clary, en bons commerçants, s'informent. Ils voient la carrière du fiancé compromise. Dans leur courte clairvoyance, ils croient cette carrière ruinée pour toujours. N'ont-ils pas déjà assez, comme on l'a dit, d'un Bonaparte dans leur famille ? Le fiancé de Désirée leur paraît en somme un famélique, d'allure bizarre et probablement dépourvu d'avenir. Puis de nouveaux troubles éclatent à Marseille et ils partent pour Gênes, emmenant avec eux Joseph et sa femme. Dès ce moment, Eugénie-Désirée n'aura plus la permission d'écrire à Napoléon.

Devant ce silence, celui-ci s'inquiète. Il fait à sa fiancée un brillant tableau de la vie de Paris, comme pour exciter sa jalousie. N'a-t-il pas déjà rencontré Joséphine de Beauharnais chez Mme Tallien ? Il interroge Joseph. Mais Joseph, aîné jaloux de son cadet, conseiller sournois des Clary, se dérobe. Napoléon envoie tristement un portrait que lui avait demandé sa fiancée. Joseph le gardera si Eugénie n'en veut plus. C'est bien ce que désirait Joseph. « La vie, écrit alors Napoléon, est un songe léger qui se dissipe. Je sens, en traçant ces lignes, une émotion dont j'ai eu peu d'exemples dans ma vie. » Il pense au suicide : « Tout me fait braver le sort et le destin et, si cela continue, je finirai par ne pas me détourner quand passe une voiture. » Puis il revient à la charge. N'a-t-il pas obtenu une mission en Turquie, où les Clary ont des comptoirs, pour réorganiser l'artillerie du Sultan ? Ne pourrait-il célébrer son mariage à Gênes, avant de s'embarquer pour Constantinople avec Eugénie ? Mais ni Eugénie, ni Joseph, ni Julie ne répondent. Enfin, dans les premiers jours d'octobre, Eugénie, sur les conseils de sa mère et de Joseph, a-t-elle déclaré plus tard, écrivit à Napoléon pour lui rendre sa parole (1).

(1) Hoschschild, p. 14.

C'est alors, sans doute au mois de septembre 1795, ayant vingt-six ans accomplis, que Napoléon, voyant l'amour et le mariage lui échapper, abandonné par la fortune, triste et découragé, écrit son petit roman *Clisson et Eugénie,* soit qu'il ait voulu l'envoyer, pour tenter de l'émouvoir encore, à l'oublieuse fiancée, soit plutôt qu'il ait pris le parti de s'arrêter à ce moment de sa vie pour jeter un regard sur lui-même et ensevelir ce premier amour défunt sous le linceul brillant de la poésie.

Pourquoi, dans cet écrit plusieurs fois remanié, couvert de ratures, qui porte la trace de sa nervosité, a-t-il pris le nom de Clisson ? Prévoyait-il devenir un jour, comme le fameux connétable de Clisson, compagnon de Duguesclin, l'adversaire acharné des Anglais ? Ce nom paraît lui avoir été suggéré par un de ses amis de Valence, François de Sucy de Clisson, commissaire des guerres et descendant par les femmes du connétable. On connaît de lui une curieuse lettre, datée de 1797, dans laquelle il prédit au général Bonaparte « le trône ou l'échafaud ». Ainsi Clisson, c'est Napoléon, et le roman débute par son portrait :

« Clisson était né pour la guerre. Encore enfant, il connaissait la vie des grands capitaines. Il méditait les principes de l'art militaire dans le temps que ceux de son âge étaient à l'école et cherchaient des filles. Dès l'âge de porter les armes, il marqua chaque pas par des actions d'éclat. Il était arrivé au premier grade de la milice militaire, quoique adolescent. Le bonheur seconda constamment son génie. Ses victoires se succédaient et son nom était connu du peuple comme celui d'un de ses plus chers défenseurs. » Cependant son âme n'était pas satisfaite. « Clisson, comme tous les hommes, était né pour le bonheur et il n'était encore parvenu qu'à la gloire. »

Possédé du désir d'aimer, Clisson rentre en lui-même. Ses exploits ne lui ont fait que des envieux et des ennemis. On appelle orgueil sa grandeur d'âme ; on lui reproche sa fermeté. Pour la première fois il contemple son âme encore neuve. Tout entier à une seule pensée, l'amour, il fuit le monde. « Son imagination ardente, écrit-il, son cœur de feu, sa raison sévère, son esprit froid (1) ne pouvaient que s'ennuyer

(1) Cette définition de Napoléon par lui-même est sans doute la meilleure qu'on ait jamais trouvée.

de la câlinerie des coquettes, des jeux de la galanterie... ; il n'entendait rien aux jeux de mots. »

Accoutumé aux fatigues, il se mit à errer dans les bois, « s'élevant au-dessus des folies et de la bassesse humaines. » Tout alors lui sembla nouveau :

« Quelquefois, sur les bancs argentés par l'astre des amours, il se livrait aux désirs et aux palpitations de son cœur. Il ne pouvait plus s'arracher au spectacle mélancolique et doux de la nuit éclairée par la lune. Il y restait jusqu'à ce qu'elle disparaissait, que l'obscurité effaçait sa rêverie, et plus triste, plus agité, il allait querir un repos dont il avait besoin.

« La rêverie remplaçait la réflexion. Il voyait avec un plaisir inconnu jusque-là le spectacle des variétés de la nature, la naissance et la fin du jour, le chant des oiseaux, le murmure des eaux, les nattes des prairies... Il passait des heures entières méditant au fond des bois et le soir il y restait jusqu'à minuit, dans des rêveries, à la lueur de l'astre argenté des amours.

« Cette réaction sur lui-même lui fait comprendre qu'il était d'autres sentiments que celui de la guerre, d'autres penchants que la destruction. Le talent de nourrir les hommes, de les élever, de les rendre heureux, vaut bien celui de les détruire. »

Ne croit-on pas entendre les accents de Rousseau annonçant parfois ceux de Chateaubriand ?

C'est dans cette disposition d'âme que Clisson rencontre Eugénie accompagnée de son amie Amélie, beauté fière et affectée, qui fait ressortir la douceur et la simplicité d'Eugénie. (On sait que ce sont ces qualités que Napoléon a toujours prisées chez la femme.) Eugénie montre d'ailleurs les plus belles dents du monde et tend timidement, en la retirant aussitôt, une petite main où « la blancheur de la peau contraste avec le bleu des veines ».

« Amélie était comme un morceau de musique française, que l'on entend agréablement... parce que tout le monde sent l'harmonie. Eugénie était comme le chant du rossignol ou un morceau du Paesiello, qui ne plaît qu'aux âmes sensibles seulement, dont la mélodie transporte et passionne les âmes faites pour la sentir vivement, tandis que cela paraît du médiocre au commun. »

Amélie n'inspire l'amour que par sa beauté. « Eugénie pouvait seule plaire à l'homme ardent qui n'aime pas par goût, par galanterie, mais avec la passion d'un sentiment profond... » Seule elle était digne des héros.

Si la douceur d'Eugénie a séduit « le sévère Clisson », celle-ci, au contraire, paraît d'abord un peu effarouchée par son fougueux adorateur, mais cela ne dure pas :

« Le cœur de Clisson, accoutumé aux victoires, aux grandes entreprises, donna bientôt à sa passion un caractère de force et d'inflexibilité qui lui appartenaient. La bonne Eugénie comprit que son sort était de s'attacher à la destinée de ce grand homme et lui promit un bonheur éternel. Clisson le lui promit aussi. »

Ici se trouve une lacune dans le manuscrit. Une partie du texte paraît avoir été détruite par Napoléon, sans doute dans un sentiment de discrétion, et l'on ne saurait trop le déplorer. Nous apprenons donc brusquement que Clisson et Eugénie se sont mariés, qu'ils ont des fils et une fille, Sophie, qu'Eugénie est jalouse. Pendant un orage, qui annonce des malheurs, elle fond en larmes, tandis que la petite Sophie se cache dans sa robe, et dit à Clisson : « Si tu dois cesser de m'aimer, arrache de cette main jadis caressante la vie à ton Eugénie. » Clisson l'apaise, lui jure sur la tête de Sophie que « son mari ne cessera jamais d'être son amant et ne survivra pas à sa perte ».

A ce moment, un bruit de chevaux se fait entendre. Clisson reçoit l'ordre de partir sans délai pour prendre le commandement d'une armée et quitte Eugénie en pleurs.

Il va de victoire en victoire ; il est blessé, et chaque jour glorieux lui apporte une lettre d'Eugénie. Mais n'a-t-il pas la fâcheuse idée de lui envoyer, pour la consoler, le jeune Berville, « qui est à l'aurore des passions » et « qui cherche à placer son cœur » ? Eugénie, assez naïve, paraît-il, « pour ne pas se défier de l'amour quand il se présente sous les formes de l'amitié », oublie Clisson et bientôt ne lui écrit plus. Napoléon se doutait-il alors qu'il connaîtrait, quelques mois après, en Italie, une situation toute pareille : l'infortune conjugale au milieu des victoires ? Ainsi l'Amour avec sa petite flèche se moque des gros canons.

Alors le dénouement se précipite. Clisson se décide à mourir :

« Adieu la compagne de mes plus beaux jours ! J'ai goûté dans tes bras le bonheur suprême. J'avais épuisé la vie et ses biens. Que me restait-il pour l'âge futur que la satiété et l'ennui ? J'ai, à vingt-six ans, épuisé les plaisirs éphémères de la réputation, mais dans ton amour j'ai goûté le sentiment suave de la vie de l'homme. Ce souvenir déchire mon cœur. Puisses-tu vivre heureuse, ne pensant plus au malheureux Clisson ! Embrasse mes fils, qu'ils n'aient pas l'âme ardente de leur père ! Ils seraient comme lui victimes des hommes, de la gloire et de l'amour. »

Ayant donné sa lettre à un aide de camp, Clisson « se mit à la tête d'un escadron, se jeta tête basse dans la mêlée et expira percé de mille coups ».

Ainsi finit ce petit roman, dans lequel on retrouve, avec l'inexpérience d'un débutant, l'éloquence déclamatoire de Rousseau et les images vaporeuses d'Ossian. Mais on y reconnaît aussi la griffe du lion. D'abord dans le ton héroïque, qui est déjà le ton naturel de Napoléon à vingt-six ans. Puis dans le style énergique et les observations profondes qui se mêlent au récit et semblent annoncer Stendhal. Si Napoléon, n'ayant pas rempli sa destinée, avait été réduit à l'imaginer, il est probable que ce grand homme, original en tout, eût créé un genre nouveau, à la fois héroïque et psychologique, le roman d'analyse et d'action.

L'action, elle débordait de son imagination et de tout son être. Mais ce mathématicien aimait aussi, comme il disait souvent, « couper ses idées en quatre ». Il confiait plus tard à Mme de Rémusat : « J'ai toujours aimé l'analyse, et si je devenais sérieusement amoureux, je décomposerais mon amour pièce par pièce. » Étonné, comme tout le monde l'était autour de lui, de son destin hors série, curieux de soi-même et fouillant tout son être pour y découvrir les causes de sa fortune singulière, Napoléon ne pouvait écrire, comme il l'a tenté, qu'un roman d'analyse sur sa propre vie.

On voit aussi dans *Clisson et Eugénie* la conception noble et saine qu'il avait de l'amour dans le sentiment qui l'emportait vers une jeune fille simple et naïve pour fonder un foyer. Le destin lui ménageait une autre rencontre. Au moment

même où Désirée Clary rendait sa parole au général pauvre et disgracié, le 13 vendémiaire, comme un coup de tonnerre, l'élevait au premier rang : sauveur du Directoire, général de division, commandant de l'armée de l'intérieur, bientôt général en chef de l'armée d'Italie. Le lendemain, il écrivait ironiquement à Joseph : « Le bonheur est pour moi..., ma cour à Eugénie. » Les Clary avaient mal prévu !

Six mois après, le 9 mars 1796, le général Bonaparte épousait Joséphine de Beauharnais, de cinq ans plus âgée que lui. Elle se rajeunit de quatre ans à la mairie, tandis que lui-même se vieillissait de dix-huit mois. Des charmes un peu mûrs, une indolente beauté déjà meurtrie sous les fards, une expérience fertile en séductions révélèrent au jeune général, sans l'aide des poèmes d'Ossian, tout un monde nouveau et lui inspirèrent, entre Barras et M. Charles, le sentiment le plus fort de sa vie, car les héros sont pétris dans le même limon que les autres hommes. Il croyait aussi en épousant cette créole très parisienne et vicomtesse, bien qu'elle eût fait surtout des relations en prison, s'être élevé fort au-dessus des Clary et de « ce coquin de Joseph », comme il disait.

Eugénie, redevenue Désirée, paraît avoir éprouvé un vif dépit en voyant les trente-deux ans de Joséphine préférés à ses seize ans. On trouva plus tard dans ses papiers la copie d'une lettre à Napoléon, où elle se justifie en accusant. « Vous m'avez, lui disait-elle, rendue malheureuse pour le reste de ma vie. » Elle menace même de se tuer, ce qui faisait alors, à vrai dire, partie du langage galant. Mais n'avait-elle pas la première provoqué la rupture ? Ce manque de logique sera peut-être jugé un peu féminin. Mais Napoléon, de son côté, croyait que Désirée, l'ayant aimé, lui restait pour toujours acquise, et cet excès de logique est assurément tout à fait masculin.

Ce ne fut pas tout. Le roman de *Clisson* eut un autre épilogue. Désirée, qui avait suivi Joseph et Julie à Rome, fut fiancée par leurs soins au jeune général Duphot, assassiné peu après par la populace devant le palais Corsini. Elle refusa Junot, futur duc d'Abrantès. « Ma destinée, a-t-elle dit, était d'être recherchée par des héros. » Elle eût volontiers accepté Marmont, gentilhomme et de belle tournure. Napoléon apprit

en Égypte que Joseph lui avait fait épouser Bernadotte, qui se posait déjà comme son rival (1). C'était un fort bel homme, brave et rusé. Il se vantait d'avoir le nez d'aigle du grand Condé. Mais Fouché, qui alors ne l'aimait pas, disait, en plaisantant, de ce nez d'oiseau : « Ce n'est pas un aigle, c'est un merle. » « J'ai consenti à l'épouser, avouera plus tard Désirée, quand on m'a assuré que c'était un homme capable de tenir tête à Napoléon. » Elle lui avait donc gardé rancune.

Désirée adora Bernadotte, qui fut d'ailleurs un excellent mari. Elle pleurait quand il la quittait, et elle pleurait encore quand il revenait de peur qu'il ne repartît. Gérard l'a représentée assise près d'un lac solitaire, laissant errer dans l'espace ses yeux rêveurs. Elle était dépourvue d'esprit, mais ne manquait pas de malice. Bernadotte l'appelait *Bonnette*. Il connaissait ses premiers liens avec Napoléon et l'employait, sans qu'elle s'en doutât entièrement, à se renseigner sur les dispositions du Consul et de l'Empereur. Il disait, en riant, que c'était « sa petite espionne ». Napoléon, au contraire, était persuadé que, par Désirée, il tenait Bernadotte, dont l'opposition tenace ne désarmait pas et, après 1806, devint presque de la haine.

C'est par considération pour Désirée que Napoléon édifia, sans y prendre garde, la fortune de Bernadotte. Il voulut être le parrain de son fils Oscar ; il le nomma maréchal, prince de Ponte-Corvo, lui fit don rue d'Anjou d'un magnifique hôtel. Il ne voulut pas sévir contre lui malgré ses intrigues coupables ou ses défaillances : « J'aurais dû le faire fusiller, dira-t-il plus tard à Sainte-Hélène, et je regrette de ne l'avoir point fait. »

Désirée se laissait vivre entre son mari et son fils. Elle paraissait peu à la Cour et se moquait de Joséphine, qu'elle appelait *la vieille*. Elle riait aussi de la cour platonique que faisait Bernadotte à Mme Récamier, ainsi que des assiduités dont le bouillant Béarnais était l'objet de la part de Mme de Staël qui, de son exil, lui écrivait : « Ton regard ardent est ma patrie. »

(1) Bonaparte, dans une lettre du 25 juillet 1798, adressée à Joseph, souhaitait le bonheur de Désirée. Il venait alors d'apprendre par ses frères que Joséphine le trompait. « Pour devenir misanthrope il ne me reste plus, écrivait-il à Joseph, qu'à te voir me trahir. »

Quand Bernadotte, en 1810, devint Prince royal de Suède, Désirée ne put se décider à quitter Paris, sa sœur Julie, qu'elle chérissait, son petit cercle d'intimes (où l'on remarque, parmi ses adorateurs, l'amiral Truguet et Ange Chiappe, l'ancien conventionnel), pour un pays glacé, perdu dans les brouillards du Nord. Elle prit le nom de comtesse de Gothland et ne bougea pas de la rue d'Anjou, même quand Bernadotte prit les armes contre la France. Napoléon et Bernadotte s'entendirent tacitement pour conserver entre eux ce lien innocent et cette source pure de renseignements profitables à tous deux. Talleyrand et Fouché avaient l'œil sur elle. En 1813, Bernadotte pensa devenir roi de France en évinçant les Bourbons. *Bonnette* se serait alors vengée de Joséphine. Mais son destin était de régner en Suède.

Pendant le mois d'avril 1814, Bernadotte, qui était entré en Belgique avec son armée, quitta son quartier général de Liége pour retrouver sa femme à Paris. Il descendit dans l'hôtel de Joseph, gardé par des cosaques. Qui lui eût dit, quand il se fit, vingt ans avant, tatouer sur le bras droit ces mots : *Mort aux tyrans*, qu'il serait un jour reçu par Louis XVIII ? Il conseilla au roi de gouverner la France avec une main de fer et un gant de velours. Il fut aussi reçu par Hortense, puis par Ney, Augereau et Marmont. Chez le maréchal Lefebvre, duc de Dantzig, compagnon de sa jeunesse, il exprima le regret de ne pas trouver chez elle « la bonne maréchale », immortalisée depuis par Victorien Sardou sous le nom de *Madame Sans-Gêne*. Mais l'ancienne blanchisseuse, passant la tête par une porte entrebâillée, lui dit avec un accent faubourien : « La maréchale est chez elle, mais elle ne vous recevra pas, traître ! » Paris avait parlé !

Désirée ne se rendit définitivement en Suède qu'en 1823, quand Bernadotte devint roi sous le nom de Charles-Jean XIV. Elle fut elle-même couronnée sous le nom de *Desideria*. Mme Clary, sa mère, n'avait donc pas si mal prévu puisque sa fille s'assit sur un trône beaucoup plus solide que celui de Napoléon, et qui revint plus tard à son fils Oscar Ier. Celui-ci avait épousé une fille d'Eugène de Beauharnais, qui s'appelait Joséphine comme sa grand-mère. Desideria ne revit plus la France. Bernadotte, malgré leur longue séparation, était toujours attaché à *Bonnette*. Quand ce cadet de Gascogne

qu'était Bernadotte parlait en 1838, après une émeute à Stockholm, de verser des torrents de sang : « Ne le croyez pas, disait tranquillement la reine de Suède, il ne ferait pas de mal à un poulet. » Ce mot est devenu dicton en Suède.

Pendant les dernières années qu'elle passa à Paris sous la Restauration, il arriva une singulière aventure à Désirée. Tout Paris la crut amoureuse du duc de Richelieu, président du Conseil. Elle approchait alors de la cinquantaine, était affligée d'un fort embonpoint et avait perdu sa beauté. Richelieu, homme du plus noble caractère, était près de la soixantaine et n'avait jamais passé pour galant. Désirée s'attachait à ses pas, payait ses laquais et le précédait partout où il devait aller. Elle fit même le voyage de Marseille pour le rencontrer sur la Côte d'Azur et descendit dans les mêmes auberges. Pareille aventure est arrivée, dit-on, à d'autres présidents du Conseil, mais, en général, il ne s'agit pas d'une princesse royale, tout au plus d'une reine de beauté. Le pauvre duc ne savait plus à quel saint se vouer et maudissait « son espionne suédoise », dont sa mort seule le délivra. Chacun riait de l'une et de l'autre. La comtesse de Boigne, dans ses Mémoires si médisants, a voulu jeter le ridicule sur Désirée, qu'elle a traitée d'extravagante. Mais on a pensé, dans l'entourage de la reine de Suède, que la politique, plutôt que l'amour, guidait ses pas et qu'en recherchant la faveur du premier ministre de France, de l'ami de l'empereur de Russie, son but secret était de venir en aide au grand prisonnier de Sainte-Hélène, à *Clisson enchaîné.*

Croyons-le. Croyons qu'en Désirée, déjà vieille et fanée, un peu d'Eugénie survivait encore. Croyons même qu'elle était d'accord avec l'ancien maréchal de France, devenu roi de Suède, pour soulager le martyre de celui qui, si riche de gloire et de douleur, avait conservé parmi ses papiers les plus précieux, comme un bouquet de fleurs séchées, le manuscrit de *Clisson et Eugénie.* Désirée aussi avait gardé copie de ses lettres d'amour. Elle survécut trente-neuf ans à Napoléon, n'étant morte qu'en 1860, et ses petits-enfants, Français par le sang, ont pu lui dire, comme à la paysanne de Béranger : « Parlez-nous de lui, grand-mère ! Parlez-nous de lui ! »

Que serait-il arrivé si la Désirée de seize ans avait épousé le Napoléon de vingt-cinq ans ? Moins d'un an après son mariage

avec Bernadotte, Désirée eut un fils qu'elle nomma Oscar, d'un nom tiré des poèmes d'Ossian, que Napoléon lui avait appris à aimer. Si ce fils avait eu Napoléon pour père, toute l'histoire changeait, car les grands événements, comme Napoléon lui-même le disait si souvent, ont généralement de petites causes.

Après 1804, il n'y aurait pas eu d'incertitude pour la succession impériale, pas d'intrigues de Talleyrand et de Fouché pour imposer à Napoléon un successeur de leur choix : Joseph, Murat ou Bernadotte. En 1810, Désirée étant impératrice et mère, il n'y aurait pas eu de divorce, pas de mariage autrichien. Sans le mariage autrichien, sans l'aveugle confiance de Napoléon pour son beau-père l'empereur d'Autriche, il n'y avait pas de campagne de Russie. En 1814, Désirée, de même condition que son mari et rivée à son sort, ne l'aurait pas abandonné comme Marie-Louise. Mais au lieu du petit roi de Rome, âgé de trois ans, l'Empereur aurait eu à ses côtés un fils de vingt ans, élevé par lui, destiné au trône, chéri de l'armée, populaire dans la nation. Les souverains alliés auraient-ils osé évincer de la succession impériale un jeune homme sur le front duquel brillait déjà la couronne, qui pouvait déjà régner sans régence et qui était d'âge à se défendre ? On peut en douter. Qu'on se rappelle les hésitations d'Alexandre Ier !... Mais on ne saura jamais si la France eût trouvé sous un Oscar-Napoléon le bonheur qu'elle attend toujours.

Ainsi la lettre que Désirée avait écrite, en septembre 1795, au général Bonaparte pour rompre ses fiançailles avec lui a peut-être eu de grandes conséquences. Mme de Sévigné dirait que cette petite lettre avait été mise à la poste de toute éternité. Encore une fois, comme au temps de la Belle Hélène, le caprice d'une femme aura décidé du sort des empires et, d'une main légère et fatale, dénoué les fils du destin.

ÉMILE DARD.

REBECCA

SIXIÈME PARTIE (1)

I

— C'est bien ce qui a dû se passer, pourtant, répondit le coroner à l'assertion de Tabbe. Je ne pense pas que M. de Winter ni aucun de nous vous rende responsable de l'accident. Vous avez remis le bateau en état au début de la saison, vous l'avez déclaré sain et solide, et c'est tout ce que je désirais savoir. Mme de Winter a malheureusement relâché sa surveillance un instant et y a perdu la vie, le bateau ayant coulé avec elle. Ce n'est pas le premier accident de ce genre qui ait eu lieu. Je vous répète que vous n'y êtes pour rien.

— Excusez-moi, monsieur, reprit le constructeur de bateaux, mais ce n'est pas exactement tout. Et je voudrais ajouter quelque chose avec votre permission.

— Très bien, continuez, dit le coroner.

— Voilà, monsieur. L'année dernière, après l'accident, il y a beaucoup de gens à Kerrith qui ont dit des choses désagréables sur mon travail. Il y en a qui ont dit que j'avais laissé Mme de Winter commencer la saison sur un vieux bateau pourri. J'ai manqué deux ou trois commandes à cause de ça. C'était très injuste, mais le bateau avait coulé et je ne pouvais rien dire pour ma défense. Puis il y a eu le naufrage du grand bateau, comme vous savez, et le petit voilier de Mme de

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre, 1er et 15 octobre, 1er novembre.

Winter a été retrouvé et ramené à la surface. Le capitaine Searle m'a donné l'autorisation hier d'aller l'examiner, et je l'ai fait. Je voulais m'assurer que le travail que j'y avais exécuté était solide, en tenant compte du fait que le bateau était resté douze mois et plus au fond de l'eau.

— C'était très naturel, dit le coroner. J'espère que vous avez été satisfait.

— Oui, monsieur. Il n'y avait rien de défectueux au voilier, quant au travail que j'y avais fait. Je l'ai examiné dans tous les coins. Il avait chaviré sur un banc de sable, c'est le scaphandrier qui me l'a dit. Il n'avait pas touché le roc, le récif étant à un mètre cinquante au moins. Le bateau était sur le sable et il ne porte pas une seule marque faite par un rocher.

Il s'arrêta. Le coroner le regarda interrogativement.

— Eh bien ? fit-il. Est-ce là tout ce que vous aviez à dire ?

— Non, monsieur, répondit Tabbe avec emphase, ce n'est pas tout. Je désire savoir ceci : qui a fait des trous dans les planches ? Ce ne sont pas les rochers, le plus proche, je le répète, était à un mètre cinquante de là. D'ailleurs, c'étaient des trous faits avec une pointe en métal.

Je ne le regardais pas. Je regardais par terre. Il y avait du linoléum sur le plancher. Du linoléum vert. Je me demandais pourquoi le coroner ne répondait rien. Pourquoi ce silence se prolongeait-il ? Quand il parla enfin, sa voix paraissait lointaine.

— Que voulez-vous dire ? demanda-t-il. Quelle espèce de trous ?

— Il y en avait trois en tout, dit Tabbe. Un en avant, près de l'anneau, au-dessous de la ligne de flottaison ; les deux autres tout près l'un de l'autre, au milieu de la quille. Et ce n'est pas tout : les robinets de sûreté étaient ouverts.

— Les robinets de sûreté ? Qu'est-ce que c'est ? demanda le coroner.

— Le dispositif qui ferme les tuyaux venant d'un lavabo, monsieur. Il y avait, à l'avant du bateau, un robinet pour le lavage ; de plus, Mme de Winter avait fait installer dans son voilier un petit cabinet de toilette, muni lui aussi d'un robinet. On tient toujours fermés ces robinets quand on est en mer, sans quoi l'eau entrerait dans le bateau. Quand j'ai

examiné le voilier, hier, les deux robinets de sûreté étaient grands ouverts.

Il faisait chaud, beaucoup trop chaud. Pourquoi n'ouvrait-on pas une fenêtre ? Nous allions étouffer dans cette atmosphère.

— Avec ces trous dans sa coque et les robinets de sûreté ouverts, monsieur, il ne fallait pas longtemps à un petit bateau comme ça pour sombrer. Pas plus de dix minutes, à mon avis. Ces trous n'existaient pas quand le bateau a quitté mon chantier. J'étais content de mon travail, et Mme de Winter aussi. Mon opinion, monsieur, c'est que le bateau n'a jamais chaviré : on l'a coulé exprès.

« Il faut, pensais-je, que j'essaye de gagner la porte. Il faut que j'essaye de retourner dans la salle d'attente... » Quelqu'un se levait devant moi et parlait, tout le monde parlait. Je ne savais pas ce qui se passait. Je ne pouvais rien voir. Il faisait chaud, tellement chaud ! Le coroner demandait à tout le monde de se taire, et il dit quelque chose concernant « M. de Winter ». Maintenant, Maxim était debout. La chaleur montait du sol vers moi, en ondes lentes. Elle atteignait mes mains humides, elle touchait mon cou, mon menton, mon visage.

— Monsieur de Winter, vous avez entendu la déposition de James Tabbe à qui le bateau de Mme de Winter avait été confié ? Savez-vous quelque chose au sujet de ces trous faits dans la coque ?

— Absolument rien.

— Avez-vous idée de ce qui a pu les causer ?

— Évidemment non.

— C'est la première fois que vous en entendez parler ?

— Oui.

— Cela vous trouble ?

— Cela m'a déjà suffisamment troublé d'apprendre que j'avais fait une erreur d'identification il y a plus d'un an, et voilà qu'on me dit maintenant que ma première femme ne s'est pas seulement noyée dans la cabine de son bateau, mais que des trous ont été percés dans la coque avec l'intention bien arrêtée de faire couler le bateau. Et vous vous étonnez que cela me trouble ?

« Non, Maxim, non ! Tu vas l'indisposer. Tu sais ce que

Frank t'a dit. Il ne faut pas l'indisposer. Pas cette voix. Pas cette voix irritée, Maxim ! Je t'en prie, chéri, je t'en prie ! Oh ! Dieu, faites que Maxim ne se mette pas en colère ! »

— Je vous prie de croire, monsieur de Winter, que nous sommes profondément émus par l'épreuve que vous traversez. Certes, vous avez été douloureusement surpris en apprenant que votre femme avait été noyée dans sa cabine et non en nageant, comme vous le supposiez, et j'enquête pour vous à ce sujet. Je désire, pour votre bien, découvrir exactement comment et pourquoi elle est morte. Ce n'est pas pour mon plaisir que je dirige cette enquête.

— Je m'en doute.

— Espérons-le. James Tabbe vient de nous dire que le bateau qui contenait les restes de la première Mme de Winter avait trois trous dans sa coque, et que les robinets de sûreté étaient ouverts. Mettez-vous son témoignage en doute ?

— Mais non, naturellement ! Il est constructeur de bateaux et sait ce qu'il dit.

— Qui s'occupait du bateau de Mme de Winter ?

— Elle-même.

— Elle n'employait pas de matelot ?

— Non, personne.

— Le bateau était à l'ancre dans le port privé de Manderley ?

— Oui.

— Si un étranger était venu saboter le bateau, on l'aurait vu ? Aucune voie publique ne donne accès au port ?

— Aucune.

— Ce port est isolé, n'est-ce pas, et entouré d'arbres ?

— Oui.

— Un malfaiteur aurait-il pu s'y introduire sans être vu ?

— Peut-être.

— Mais James Tabbe nous a dit, et nous n'avons aucune raison de ne pas le croire, qu'un bateau avec de tels trous dans sa coque et les robinets de sûreté ouverts ne pouvait pas voguer plus de dix à quinze minutes.

— C'est exact.

— Par conséquent, nous pouvons donc écarter l'idée que le bateau aurait été saboté avant que Mme de Winter

s'y embarquât pour sa promenade nocturne. Dans ce cas, le bateau aurait coulé à la sortie du port.

— En effet.

— Par conséquent, nous devons admettre que les trous ont été faits dans la coque et les robinets de sûreté ouverts cette nuit-là même, et alors que le bateau était déjà en mer.

— Je le suppose.

— Vous nous avez déjà dit que la porte de la cabine était fermée, les hublots aussi, et que les restes de votre femme étaient par terre. Est-ce que vous ne trouvez pas cela très étrange, monsieur de Winter ?

— Assurément.

— Vous n'avez pas de suggestions à faire ?

— Non.

— Monsieur de Winter, aussi pénible que cela puisse être, je me vois obligé de vous poser une question très personnelle.

— Bien.

— Les relations entre la première Mme de Winter et vous étaient-elles tout à fait bonnes ?

Elles devaient venir, évidemment, ces taches noires devant mes yeux, dansantes, vacillantes dans l'air trouble, et il faisait chaud, tellement chaud avec tous ces gens, tous ces visages, et pas une fenêtre ouverte. La porte, qui m'avait semblé proche, était bien plus éloignée de moi que je n'avais cru ; en revanche, il semblait que ce fût le plancher qui vînt à ma rencontre. Dans l'étrange brume qui m'entourait, la voix de Maxim résonna, claire et forte :

— Quelqu'un pourrait-il aider ma femme à sortir ? Elle va se trouver mal.

J'étais de nouveau assise dans la petite pièce. L'agent de police était penché sur moi, me tendant un verre d'eau, et il y avait une main sur mon bras, la main de Frank.

— Je suis désolée, dis-je. C'est idiot. Il faisait si chaud dans cette salle !

— Il n'y a pas d'air là-dedans, dit l'agent. Des dames s'y sont déjà évanouies.

— Vous vous sentez mieux ? dit Frank.

— Oui, oui, beaucoup mieux.

— Je vous ramène à Manderley, Maxim me l'a demandé.

— Je préférerais rester. Je voudrais attendre Maxim.

— Maxim peut être retenu longtemps.

Pourquoi parlait-il ainsi ? Que voulait-il dire ? Pourquoi ne me regardait-il pas ? Il me prit le bras et me conduisit dans le vestibule et vers la sortie, puis il me fit descendre le perron. Nous arrivâmes à sa petite voiture ; il ouvrit la portière et m'aida à m'installer. Puis il monta lui-même dans l'auto et la mit en marche.

— Le coroner va continuer à harceler Maxim ; il lui fera perdre patience, il lui fera dire des choses qu'il ne pense pas. Il va lui poser questions sur questions, Frank, et Maxim ne le supportera pas.

Frank ne répondit pas. Il conduisait très vite. Pour la première fois depuis que je le connaissais, il ne trouvait pas de sujet anodin de conversation. Cela prouvait qu'il était préoccupé, très préoccupé.

— Cet individu était là, dis-je, cet individu qui est venu un jour à Manderley, voir Mrs Danvers. Pourquoi assistait-il à l'enquête ? De quel droit ?

— C'était le cousin de Rebecca.

— Ce n'est pas bien que Mrs Danvers et lui soient là et entendent les dépositions. Je n'ai pas confiance en eux, Frank.

Une fois encore, Frank ne répondit pas. Je comprenais que sa fidélité à Maxim était telle qu'il ne voulait pas se laisser entraîner dans une discussion, même avec moi. Il ne savait pas jusqu'à quel point j'étais au courant des faits. Nous arrivâmes enfin à la maison et tournâmes devant le perron.

— Ça va, maintenant ? me demanda Frank. Vous allez vous étendre ?

— Oui, fis-je, peut-être.

— Je retourne à Lanyon, dit-il. Maxim peut avoir besoin de moi.

Revenue à Manderley, je montai dans ma chambre et m'étendis sur mon lit. Je mis mes mains sur mes yeux, mais je continuais à voir la salle d'audience et le visage ridé, appliqué et sévère du coroner, avec son pince-nez d'or...

Je devais m'être endormie, car un coup de tonnerre me réveilla. Je m'assis sur mon lit. La pendule marquait

cinq heures. Je me levai et allai à la fenêtre. Il n'y avait pas un souffle de vent. Les feuilles pendaient aux arbres dans une attente immobile. Le ciel était d'un gris de plomb. Un éclair déchira le ciel. Un second roulement au loin : pas de pluie. Je sortis dans le couloir et écoutai : je n'entendis rien. J'allai jusqu'à la galerie : aucun signe de vie. Le hall était assombri par la menace d'orage. Je descendis sur la terrasse. Il y eut un nouveau coup de tonnerre. Une goutte de pluie tomba sur ma main. Il faisait très sombre. J'apercevais la mer au delà de la vallée, pareille à un lac noir. Une autre goutte tomba sur ma main, un autre coup de tonnerre retentit. Je rentrai et allai m'asseoir dans la bibliothèque. A cinq heures et demie, Robert vint me dire :

— La voiture de monsieur vient d'entrer dans le parc, madame.

— Est-ce monsieur qui conduit ?

— Oui, madame.

J'essayai de me lever, mais mes jambes étaient molles et ne me portaient pas. Je restai debout, appuyée au divan. J'avais la gorge sèche. Au bout d'une minute, Maxim entra dans la pièce. Il s'arrêta sur le seuil, l'air fatigué, vieilli. On voyait au coin de ses lèvres des rides que je n'avais jamais remarquées auparavant.

— C'est fini, dit-il.

J'attendis. Je ne pouvais toujours pas parler, ni aller à lui.

— Suicide, dit-il, sans preuves suffisantes pour définir l'état mental de la disparue. Ils n'y comprenaient rien, évidemment.

Je m'assis sur le divan.

— Suicide, dis-je, mais pour quel motif ?

— Dieu le sait ! Ils n'ont pas eu l'air de croire qu'un motif était nécessaire. Le vieil Horridge me perçait de son regard en me demandant si Rebecca avait des ennuis d'argent. Des ennuis d'argent ! Dieu du ciel !

— Pourquoi es-tu resté tout ce temps ?

— Le coroner reprenait sans cesse les mêmes points. Des petits détails du bateau qui n'intéressaient personne. Les robinets de sûreté étaient-ils durs à tourner ? Où se trouvait exactement le premier trou par rapport au second ? La

porte de la cabine fermait-elle bien ? Quelle pression d'eau fallait-il pour pousser la porte ? Je croyais que je deviendrais fou, mais j'ai gardé mon sang-froid. C'est de te voir là, près de la porte, qui m'a rappelé ce que j'avais à faire. Si tu ne t'étais pas évanouie là, je ne m'en serais peut-être pas tiré. Je suis fatigué, chérie, si fatigué que je ne vois plus, que je n'entends plus, que je ne sens plus rien.

Il s'assit sur le rebord de la fenêtre, penché en avant, la tête dans ses mains ; j'allai m'asseoir à côté de lui. Quelques minutes plus tard, Frith fit son entrée, suivi de Robert apportant la table à thé.

— Où est Frank ? demandai-je.

— Il est passé chez le vicaire. J'aurais dû y aller aussi. mais j'avais hâte d'être près de toi.

— Pourquoi le vicaire ? demandai-je.

— Il y a quelque chose ce soir à l'église.

Je le regardai, stupéfaite. Puis je compris. On allait enterrer Rebecca.

— C'est pour six heures et demie, dit-il. Personne n'est au courant, sauf Frank, le colonel Julyan, le vicaire et moi. Il n'y aura aucun autre assistant.

Maxim partit. La pluie se mit à tomber un peu après sept heures. Doucement d'abord, avec un petit bruissement dans les arbres, et si fine que je ne la voyais pas, puis plus bruyamment et plus vite. Je n'entendis pas Frith entrer.

— Pardon, madame, dit-il, monsieur rentrera-t-il tard ? Il y a un monsieur qui le demande. Je ne savais pas ce qu'il fallait dire. Il insiste tellement pour voir monsieur !

— Qui est-ce ? demandai-je. Vous le connaissez ?

Frith parut gêné.

— Oui, madame, dit-il. C'est un monsieur qui venait souvent ici du vivant de Mme de Winter. Il s'appelle M. Favell.

— Faites entrer M. Favell.

— Bien, madame.

Au bout d'un instant, Frith revint, introduisant Favell. Il était bien tel que je l'avais vu, mais un peu plus brute, si c'est possible, un peu plus négligé. Ses yeux étaient injectés de sang. Je me demandai s'il avait bu.

II

— Maxim n'est pas là, répondis-je à Favell, et je ne sais quand il rentrera. Ne vaudrait-il pas mieux que vous prissiez rendez-vous pour le voir un matin, au bureau ?

— Ça ne me dérange pas d'attendre, dit Favell, et je ne pense pas d'ailleurs que j'aurai à attendre bien longtemps. J'ai jeté un regard en passant dans la salle à manger, et j'ai vu que le couvert de Maxim était mis pour le dîner.

— Nous avons changé nos projets, dis-je. Il est très possible que Maxim ne soit pas là de la soirée.

— Il a filé ? dit Favell avec un petit sourire qui me déplut. Il faut dire que c'est ce qu'il aurait de mieux à faire, étant donné les circonstances. Il y a des gens qui ne supportent pas les commérages ; mieux vaut les éviter, ce n'est pas votre avis ?

— Je ne sais pas de quoi vous parlez, dis-je.

— Vraiment ? dit-il. Allons, allons, vous n'espérez pas me faire croire cela, n'est-ce pas ? Mais, dites-moi, vous allez mieux ? Ce n'était pas drôle pour vous, cet évanouissement à l'audience. Je serais bien venu à votre secours, mais j'ai vu que vous aviez déjà un cavalier servant. Frank Crawley n'a pas dû s'ennuyer. Vous lui avez permis de vous reconduire.

— A quel sujet désirez-vous voir Maxim ? demandai-je.

Favell se pencha sur la table et prit une cigarette dans la boîte.

— Ça ne vous dérange pas que je fume ? dit-il. Vous ne craignez pas que ça vous donne mal au cœur ? On ne sait jamais avec les jeunes femmes.

Il me regarda par-dessus son briquet.

— On dirait que vous avez un peu grandi depuis la dernière fois que je vous ai vue, dit-il. Je me demande ce que vous avez fait. Des balades au clair de lune avec Frank Crawley ? — Il souffla un nuage de fumée. — Dites-moi, cela vous dérangerait de demander à ce vieux Frith de m'apporter du whisky ?

Je sonnai. Il s'assit sur le bord du divan en balançant les jambes, avec son petit sourire sur les lèvres. Ce fut Robert qui vint à mon appel.

— Du whisky pour M. Favell, dis-je.

— Eh bien! Robert? dit Favell. Il y a bien longtemps que je ne t'ai vu. Brises-tu toujours le cœur des filles de Kerrith?

Robert rougit Il me regarda, horriblement gêné.

— Ça va, mon vieux! Je ne te vendrai pas. File me chercher un double whisky.

Robert disparut. Favell riait en secouant la cendre de sa cigarette par terre.

— J'ai baladé Robert pendant un de ses jours de sortie, dit-il. Rebecca avait parié une livre que je ne le ferais pas. J'ai gagné mon pari. Une des soirées les plus drôles de ma vie. Ce que j'ai pu rire, Seigneur! Robert déchaîné vaut son pesant d'or. Et je dois dire qu'il s'y connaît en femmes.

Robert revint avec le whisky et le soda sur un plateau. Il était encore très rouge, très confus. Favell, souriant, le regarda verser le whisky, puis il se mit à rire en se renversant contre le bras du divan.

Robert lui jeta un pauvre sourire. Il avait l'air très malheureux. Favell n'en rit que plus fort. Robert sortit.

— Pauvre gars! dit Favell. Je ne crois pas qu'il ait beaucoup fait la noce depuis. Ce vieil idiot de Frith le tient serré.

Il se mit à boire en regardant autour de lui, arrêtant de temps à autre ses yeux sur moi avec un sourire.

— Je crois que je me ferai une raison si Max ne rentre pas dîner, dit-il. Qu'en pensez-vous?

Je ne répondis pas. J'étais debout contre la cheminée, les mains derrière le dos.

— Vous ne laisseriez pas cette place inoccupée à table, n'est-ce pas? dit-il.

— Monsieur Favell, dis-je, je ne voudrais pas être impolie, mais je dois vous dire que je suis très fatiguée. Si vous ne pouvez pas me dire à quel sujet vous désirez voir Maxim, il ne sert à rien que vous restiez ici. Mieux vaudrait faire ce que je vous ai conseillé et passer au bureau demain matin.

Il se leva et vint à moi, son verre à la main.

— Non, non, dit-il, non, non, ne soyez pas méchante. Moi aussi, j'ai eu une journée épuisante. Ne me laissez pas tomber. Je suis tout à fait inoffensif, je vous assure. Maxim

a dû vous raconter des tas d'histoires sur moi. Vous me prenez pour le loup-garou, n'est-ce pas ? Mais ce n'est pas vrai du tout. Je suis, je vous le répète, parfaitement inoffensif. Et je trouve votre attitude magnifique dans toute l'histoire, absolument magnifique. Je vous tire mon chapeau, c'est vrai.

Ces derniers propos étaient prononcés d'une voix pâteuse. Je regrettais d'avoir dit à Frith de le faire entrer.

— Vous arrivez ici à Manderley, dit-il en balançant mollement le bras.. Vous recevez cette grande baraque sur le dos, vous faites la connaissance de centaines de gens que vous n'aviez jamais vus, vous supportez ce vieux Max et sa mauvaise humeur, vous vous fichez du tiers comme du quart et vous allez votre petit bonhomme de chemin. Je trouve que c'est un rudement bel effort et je le répéterai devant n'importe qui.

Il n'était pas tout à fait d'aplomb sur ses jambes. Il se redressa et posa le verre vide sur la table.

— Cette affaire m'a donné un coup, vous savez, dit-il. Un sacré coup. Rebecca était ma cousine. Je l'aimais rudement bien.

— Oui, dis-je. Je vous plains beaucoup.

— Nous avions été élevés ensemble, continua-t-il. Aimant les mêmes choses, les mêmes gens. Riant des mêmes plaisanteries. Je crois que personne au monde ne l'a aimée plus que moi. Et elle m'aimait. Tout ça a été un satané coup.

— Oui, répétai-je, oui, naturellement.

— Et qu'est-ce que Maxim a l'intention de faire à propos de ça ? Voilà ce que je veux savoir. Croit-il qu'il n'a qu'à rester tranquille maintenant que cette enquête ridicule est terminée ?

Il ne souriait plus et se pencha vers moi.

— Je demande justice pour Rebecca, et je l'obtiendrai, reprit-il, parlant de plus en plus fort. Suicide !... Dieu tout-puissant, ce vieux gâteux de coroner a fait dire au jury que c'était un suicide ! Nous savons, vous et moi, que ce n'était pas un suicide, hein ? — Il s'approcha encore de moi. — Hein ? répéta-t-il lentement.

La porte s'ouvrit et Maxim entra ; Frank le suivait. Maxim s'arrêta net et regarda Favell.

— Que diable faites-vous ici ? dit-il.

Favell se retourna, les mains dans les poches. Il attendit un instant, puis se mit à sourire.

— Eh bien ! Max, mon vieux, j'étais venu vous féliciter du résultat de l'enquête.

— Voulez-vous quitter cette maison, dit Max, ou préférez-vous que Crawley et moi vous jetions dehors ?

— Un peu de calme, un peu de calme ! dit Favell.

Il alluma une autre cigarette et s'assit de nouveau sur le bras du divan.

— Vous ne tenez sans doute pas que Frith entende ce que j'ai à dire ? fit-il. C'est pourtant ce qui se passera si vous ne fermez pas cette porte.

Maxim ne bougea pas. Je vis Frank fermer la porte très doucement.

— Maintenant, écoutez-moi, Max, dit Favell. Vous vous êtes admirablement tiré d'affaire, convenez-en. Mieux que vous n'espériez. Oui, oui, j'étais à l'audience cet après-midi. J'ai vu votre femme s'évanouir à un moment critique, et il y avait de quoi. C'était moins une, hein, Max ? Vous avez eu de la chance que l'enquête ait tourné comme ça ! Vous n'aviez pas fait la leçon à ces crétins du jury ? Non ? On aurait pu le croire.

Maxim fit un pas vers Favell, mais celui-ci leva la main.

— Un moment, vous permettez ? dit-il. Je n'ai pas tout à fait fini. Vous devinez bien, mon vieux Max, que je pourrais rendre les choses assez déplaisantes pour vous, si je voulais ? Et quand je dis déplaisantes..., dangereuses.

Je m'assis dans le fauteuil à côté de la cheminée. Je tenais les bras du fauteuil très serrés. Frank s'approcha et se tint derrière moi ; mais Maxim ne bougeait pas. Son regard ne quittait pas Favell.

— Vraiment ? dit-il. Et comment cela, dangereuses ?

— Écoutez, Max, dit Favell. Je suppose qu'il n'y a pas de secrets entre vous et votre femme et, si j'en crois les apparences, Crawley que voilà complète le trio. Je peux donc parler ouvertement, et c'est ce que je vais faire. Vous savez tous ce qu'il y avait entre Rebecca et moi. Nous étions amants. Je ne l'ai jamais nié et je ne commencerai pas à le faire. Parfait. Je croyais jusqu'à présent, comme tous les autres

crétins, que Rebecca s'était noyée dans la baie et qu'on avait retrouvé son corps à Edgecoombe plusieurs semaines après. Ç'a été un coup pour moi alors, un sacré coup. Mais je me suis dit : « C'est bien une mort pour Rebecca ; elle est partie comme elle a vécu, en luttant. » Et voilà que j'ouvre le journal du soir, il y a quelques jours, et j'apprends que le scaphandrier du pays était tombé sur le bateau de Rebecca et qu'il y avait un corps dans la cabine. Je n'y comprenais rien. Qui diable Rebecca avait-elle pu emmener dans son voilier ? Ça n'avait pas de sens. Je suis venu jusqu'ici, me suis installé dans une auberge près de Kerrith et ai vu Mrs Danvers. Alors elle m'a dit que le corps retrouvé dans la cabine était celui de Rebecca. J'ai continué à croire, comme tout le monde, que le premier corps avait été reconnu par erreur, et que Rebecca s'était trouvée enfermée dans la cabine en descendant y prendre un manteau. Enfin, cet après-midi, j'assistc à l'audience, comme vous savez. Et tout va sur des roulettes, n'est-ce pas, jusqu'à la déposition de Tabbe. Mais après ? Hein ! Max, mon vieux, qu'avez-vous à dire au sujet de ces trous dans la coque et de ces robinets de sûreté ouverts ?

— Vous figurez-vous, dit Maxim lentement, qu'après ces heures de discussion je m'en vais recommencer avec vous ? Vous avez entendu les dépositions et le verdict. Cela a suffi au coroner, et cela doit vous suffire.

— Un suicide, alors ? dit Favell. Rebecca se suicidant ? Cela lui ressemble, n'est-ce pas ? Écoutez-moi. Vous ne saviez pas que je possédais cette lettre. Je l'ai gardée parce que c'est la dernière qu'elle m'ait écrite. Je m'en vais vous la lire. Je crois qu'elle vous intéressera.

Il sortit une feuille de sa poche. Je reconnus cette écriture fine, aiguë et penchée.

« J'ai essayé de te téléphoner de l'appartement, mais on ne répondait pas, lut-il. Je rentre directement à Manderley. Je serai ce soir à la maisonnette. Si tu reçois ce mot à temps, veux-tu prendre ta voiture et m'y rejoindre ? J'y passerai la nuit et laisserai la porte ouverte. J'ai quelque chose à te dire, et je voudrais te voir le plus tôt possible. — Rebecca. »

Il remit la feuille dans sa poche.

— Ce n'est pas précisément la lettre d'une femme qui va se tuer, dit-il. Je l'ai trouvée en rentrant chez moi, vers quatre heures du matin. Je ne me doutais pas que Rebecca était venue à Londres ce jour-là, sinon je me serais arrangé pour la voir. La déveine a voulu que j'aie été en soirée cette nuit-là. Quand j'ai lu cette lettre à quatre heures du matin, j'ai pensé qu'il était trop tard pour rouler pendant six heures jusqu'à Manderley.

« Je me suis couché avec l'idée de téléphoner dans la journée. C'est ce que j'ai fait vers midi, et j'ai appris alors que Rebecca s'était noyée.

Il était assis là, regardant Max. Aucun de nous ne parlait.

— Supposons que le coroner ait lu cette lettre cet après-midi, ça aurait un peu compliqué les choses pour vous, vous ne croyez pas, Max, mon vieux ?

— Alors, dit Max, pourquoi n'êtes-vous pas allé la lui remettre ?

— Du calme, mon vieux, du calme ! Ne nous emballons pas. Je ne vous veux pas de mal, moi. Dieu sait que vous n'avez jamais été mon ami, mais je ne vous en garde pas rancune. Tous les maris des jolies femmes sont forcément jaloux, et il y en a qui ne peuvent pas s'empêcher de jouer les Othello. C'est leur nature. Je ne leur en veux pas, je les plains... Alors, Max, je joue cartes sur table. Pourquoi ne nous mettrions-nous pas d'accord ? Je ne suis pas riche, j'aime trop le jeu pour ça. Mais ce qui me met par terre, c'est de n'avoir pas le moindre capital derrière moi. Alors, si j'avais une rente assurée de deux ou trois mille livres par an pour le reste de mon existence, je pourrais m'en tirer très convenablement. Et je ne vous ennuierais plus jamais, je le jure devant Dieu, plus jamais.

— Je vous ai déjà demandé de quitter cette maison, dit Maxim. Je ne vous le demanderai plus. La porte est derrière vous. Vous pouvez l'ouvrir vous-même.

— Un instant, Maxim, dit Frank. Ce n'est pas si simple.

Il se tourna vers Favell.

— Je vois où vous voulez en venir. Il est malheureusement vrai que vous pourriez, comme vous l'avez dit, compliquer les choses et causer des difficultés à Maxim. Je ne pense pas qu'il s'en rende compte aussi clairement

que moi. Quelle est la somme exacte que vous proposez à Maxim de déposer pour vous ?

Je vis Maxim devenir tout blanc et une petite veine se gonfler sur son front.

— Ne te mêle pas de ça, Frank, dit-il. Cela me regarde entièrement. Je ne m'en vais pas céder à un chantage.

— Je ne pense pas que votre femme désire être montrée au doigt comme la veuve d'un assassin, d'un type qu'on a pendu, dit Favell, et il se mit à rire en me regardant.

— Vous croyez me faire peur ? dit Maxim. Eh bien ! vous vous trompez. Faites ce que vous voudrez, je n'ai pas peur. Il y a un téléphone dans la pièce à côté. Voulez-vous que j'appelle le colonel Julyan et que je lui demande de venir ici ? C'est lui le juge. Votre histoire l'intéressera.

Favell le regarda en riant.

— Bien joué, dit-il, mais le bluff ne prend pas. Vous n'oserez pas téléphoner au vieux Julyan. J'ai assez de preuves pour vous faire pendre, mon bon Max.

Maxim traversa lentement la bibliothèque et passa dans la petite pièce voisine. J'entendis le déclic du téléphone.

— Arrêtez-le, dis-je à Frank. Arrêtez-le, au nom du ciel !

Frank me regarda et sortit vivement. J'entendis la voix de Maxim, très froide, très assurée.

— Donnez-moi le 17 à Kerrith, dit-il.

Favell regardait la porte avec une expression intense. Puis j'entendis Maxim dire à Frank :

— Laissez-moi faire. — Et, deux minutes plus tard : — Le colonel Julyan ? Ici, Winter. Oui, oui, je sais. Pourriez-vous venir tout de suite ? Oui, à Manderley. C'est assez urgent. Je ne peux pas vous expliquer pourquoi par téléphone, mais je vous mettrai immédiatement au courant. Je vous demande pardon de vous déranger comme cela. Oui. Merci beaucoup. Au revoir.

Il sortit de la petite pièce.

— Julyan vient tout de suite, dit-il.

Il alla ouvrir les fenêtres toutes grandes. Il pleuvait toujours à torrents. Maxim était debout, immobile, et nous tournait le dos, aspirant l'air frais.

— Maxim, dit Frank doucement, Maxim.

Il ne répondit pas. Favell se mit à rire et prit une nouvelle cigarette.

— Si vous tenez à être pendu, mon vieux, moi, ça m'est égal, dit-il.

Il prit un journal sur la table et, se jetant sur le divan, croisa les jambes et se mit à tourner les pages. Frank hésitait, ses yeux allaient de moi à Maxim. Puis il s'approcha de mon fauteuil.

— Vous ne pouvez rien faire ? dis-je tout bas. Et si vous alliez à la rencontre du colonel pour l'empêcher d'entrer ici ? Vous lui expliqueriez que c'était une erreur.

Maxim à la fenêtre dit sans se retourner :

— Frank ne quittera pas cette pièce. C'est moi qui décide en cette affaire. Le colonel Julyan sera ici dans dix minutes exactement.

Nous ne parlions plus. Favell lisait son journal. Il n'y avait pas d'autre bruit que celui de la pluie. Elle tombait sans interruption, régulièrement, avec un bruit monotone. Je me sentais découragée, sans forces. Je restais assise, les mains croisées sur ma robe, regardant la pluie tomber, regardant Maxim qui, devant la fenêtre, me tournait le dos.

Il pleuvait trop fort pour qu'on entendît l'auto. Nous ne connûmes l'arrivée du colonel Julyan que lorsque la porte s'ouvrit et que Frith le fit entrer. Maxim se retourna aussitôt, quittant la fenêtre.

— Bonsoir, dit-il. Vous êtes venu très vite.

— Oui, répondit le colonel Julyan. Vous m'avez dit que c'était urgent, alors je suis venu tout de suite. Heureusement, on n'avait pas rentré ma voiture. Quelle journée !

Il regarda Favell d'un air hésitant, puis vint à moi et me serra la main.

— Vous devez bien penser, commença Maxim, que je ne vous ai pas demandé de venir, un jour comme aujourd'hui, pour passer un moment à bavarder en attendant l'heure du dîner. Je vous présente Jack Favell, le cousin germain de ma première femme. Je ne sais pas si vous vous connaissez.

Le colonel Juyan inclina la tête.

— Votre visage m'est familier, dit-il. Je vous ai sans doute rencontré ici autrefois.

— Sûrement, dit Maxim. Allez-y, Favell.

Favell se leva du divan et remit le journal chiffonné sur la table. Ces dix minutes semblaient l'avoir dégrisé. Il marchait droit et ne souriait plus. J'avais l'impression qu'il n'était pas absolument satisfait du tour que prenaient les événements, et il n'était pas préparé à la rencontre avec le colonel Julyan. Il commença d'une voix haute, assez autoritaire :

— Écoutez, colonel, ce n'est pas la peine de tourner autour du pot. La raison qui m'amène ici, c'est que je ne suis pas satisfait du verdict prononcé cet après-midi.

— Oh ! fit le colonel Julyan, est-ce que ce ne serait pas à Winter à protester plutôt qu'à vous ?

— Je ne pense pas, dit Favell. J'ai le droit de parler, non seulement en qualité de cousin de Rebecca, mais en tant que son futur mari si elle avait vécu.

Le colonel Julyan parut abasourdi.

— Oh ! dit-il. Oh ! dans ce cas, c'est différent. Est-ce vrai, Winter ?

Maxim haussa les épaules :

— C'est la première fois que j'entends parler de cela, dit-il.

Le colonel les regardait tour à tour, ne sachant que penser.

— Alors, Favell, dit-il, de quoi vous plaignez-vous ?

Favell le regarda un instant. Je voyais qu'il élaborait dans son esprit une manœuvre qu'il n'était pas encore assez dégrisé pour mener à bien. Il porta lentement la main à la poche de son gilet et en tira la lettre de Rebecca.

— Cette lettre a été écrite quelques heures avant que Rebecca exécutât son prétendu suicide en mer. La voici. Je vous prie de la lire et de dire si la femme qui a écrit cette lettre était décidée à se tuer.

Le colonel Julyan tira ses lunettes de leur étui et lut la lettre, puis il la rendit à Favell.

— Non, dit-il, au premier regard, non. Mais je ne sais pas à quoi la lettre se rapporte. Vous le savez peut-être, Favell, ou bien vous, Winter ?

Maxim ne répondit pas. Favell roulait la lettre entre ses doigts sans quitter des yeux le colonel.

— Ma cousine me donnait un rendez-vous précis dans cette lettre, vous en convenez ? dit-il. Elle me demandait formellement de venir à Manderley cette nuit-là parce qu'elle avait quelque chose à me dire. Ce que cela pouvait être, je ne crois pas que nous le saurons jamais, mais c'est hors de la question. Elle a fixé le rendez-vous, et elle devait passer la nuit à la maisonnette afin de me voir seul. Le fait qu'elle fût partie en mer n'avait rien pour me surprendre ; elle faisait souvent ainsi une promenade d'une heure ou deux au retour d'une journée fatigante à Londres. Mais percer des trous dans la cabine, et se noyer volontairement, comme n'importe quelle petite femme neurasthénique, ça non, colonel !

Il était rouge et il hurla les derniers mots. Son attitude le desservait et je voyais aux fines rides qui entouraient la bouche du colonel Julyan que celui-ci n'avait pas de sympathie pour Favell.

— Mon cher ami, lui dit-il, il est tout à fait inutile de vous emporter contre moi. Je ne suis pas le coroner qui dirigeait l'enquête cet après-midi, ni un membre du jury qui prononça le verdict. Je ne suis que le magistrat du district. Je suis naturellement désireux de vous être utile de mon mieux, de même qu'à Winter. Vous dites que vous vous refusez à croire que votre cousine se soit suicidée. D'autre part, vous avez entendu comme nous tous la déposition du constructeur de bateaux. Les robinets de sûreté étaient ouverts, il y avait des trous. Bien. Allons jusqu'au bout. Que s'est-il passé, selon vous ?

Favell tourna la tête et regarda Maxim. Il roulait toujours la lettre entre ses doigts.

— Rebecca n'a jamais ouvert les robinets, ni fait ces trous dans la coque. Rebecca ne s'est jamais suicidée. Vous m'avez demandé mon avis et, par Dieu ! vous l'aurez. Rebecca a été assassinée. Et si vous voulez savoir qui est l'assassin, il est là devant la fenêtre, avec ce satané sourire supérieur sur son visage. Il n'a même pas pu attendre le bout de l'an pour épouser la première fille qu'il ait rencontrée. Voilà l'assassin, il s'appelle M. Maxim de Winter. Regardez-le bien. Il fera un beau pendu, n'est-ce pas ?

Et Favell se mit à rire, d'un rire d'ivrogne, aigu et excessif, sans cesser de tourner la lettre de Rebecca entre ses doigts.

III

Dieu soit loué pour le rire de Favell ! Dieu soit loué pour son doigt tendu, sa face congestionnée, ses yeux fixes injectés de sang ! Dieu soit loué pour son attitude titubante ! Car c'est cela qui lui aliéna le colonel Julyan et le mit de notre côté. Je vis le dégoût sur son visage, la rapide crispation de ses lèvres. Le colonel Julyan ne le croyait pas. Le colonel Julyan était pour nous.

— Cet homme est ivre, fit-il. Il ne sait ce qu'il dit.

— Je suis ivre ? hurla Favell. Oh ! non, mon bel ami ! Vous avez beau être magistrat, et colonel par-dessus le marché, ça ne m'en impose pas. J'ai la loi avec moi pour une fois et je ne me laisserai pas faire. Il y a d'autres magistrats dans ce sale pays. Des types qui ont quelque chose dans la cervelle, et qui comprennent ce que c'est que la justice. Pas des soldats mis à la retraite pour incompétence et qui se baladent avec une ferblanterie de médailles sur la poitrine. Max de Winter a assassiné Rebecca, et je le prouverai.

— Un instant, monsieur Favell, dit doucement le colonel Julyan. Vous assistiez à l'audience, n'est-ce pas ? Je me rappelle vous y avoir vu. Si vous avez eu à ce point le sentiment d'une injustice, pourquoi ne l'avez-vous pas dit tout de suite au jury, au coroner ? Pourquoi n'avez-vous pas produit cette lettre ?

Favell le regarda et se mit à rire.

— Pourquoi ? dit-il. Parce que ça ne me plaisait pas, voilà ! Je préférais en toucher un mot à Winter personnellement.

— C'est pour cela que je vous ai téléphoné, dit Maxim, quittant la fenêtre. Je lui ai posé la même question. Pourquoi n'a-t-il pas fait part de ses soupçons au coroner ? Il a répondu qu'il n'était pas riche et que, si je prenais soin de lui assurer deux ou trois mille livres par an, sa vie durant, il me laisserait tranquille. Frank était là, et ma femme. Tous deux l'ont entendu. Vous pouvez le leur demander.

— C'est parfaitement vrai, monsieur, dit Frank, c'est un chantage pur et simple.

— Évidemment, dit le colonel Julyan ; seulement, le chantage peut causer une foule de désagréments à de nombreuses personnes, même si le maître chanteur se trouve en prison à la fin du compte. Parfois des innocents se trouvent eux aussi en prison. Nous voulons éviter cela dans le cas présent. Je ne sais pas si vous êtes suffisamment lucide pour répondre à mes questions, Favell ; mais si vous modérez votre ton et évitez les digressions inutiles, nous pourrons venir rapidement à bout de cette affaire. Vous avez porté une accusation grave contre Winter. Cette accusation repose-t-elle sur une preuve ?

— Une preuve ? dit Favell. Qu'est-ce qu'il vous faut ! Ces trous faits dans le bateau ne vous suffisent pas ?

— Certes non, à moins que vous ne puissiez citer un témoin qui ait vu les percer. Où est votre témoin ?

— Au diable les témoins ! dit Favell. Sûr que c'est Winter qui l'a fait. Qui d'autre aurait tué Rebecca ?

— Kerrith a de nombreux habitants, dit le colonel Julyan. Vous n'avez pas plus de preuves contre Winter que vous n'en auriez contre moi, par exemple.

— Je vois ce que c'est, dit Favell. Vous êtes pour lui. Vous ne voulez pas laisser tomber Winter parce que vous dînez chez lui et qu'il dîne chez vous. C'est un grand homme dans le pays ; c'est le propriétaire de Manderley. Pauvre petit snob !

— Attention, Favell, attention !

— Vous vous croyez les plus forts, hein ? Je vous trouverai des preuves, n'ayez pas peur. Je vous dis que Winter a tué Rebecca, à cause de moi. Il savait que j'étais son amant et il était jaloux, follement jaloux. Il savait qu'elle m'attendait dans la maisonnette de la plage, et il y est allé cette nuit-là, et il l'a tuée. Puis il a mis son corps dans le bateau et l'a coulé.

— C'est une hypothèse adroite à sa manière, Favell, mais je vous répète que vous n'avez pas de preuve. Produisez le témoin qui ait vu la chose, et je commencerai à vous prendre au sérieux. Je connais cette maisonnette sur la plage, une espèce de pavillon pour les pique-niques, n'est-ce pas ?

— Attendez, dit lentement Favell, attendez... Il y a une chance que Winter ait été vu cette nuit-là, une chance sérieuse. Cela vaudrait la peine de chercher de ce côté-là. Que diriez-vous si j'avais un témoin ?

Le colonel Julyan haussa les épaules. Je vis Frank jeter un regard interrogateur vers Maxim, qui ne dit rien. Je regardais Favell. Soudain, dans un éclair de peur et d'horreur, je compris qu'il disait vrai. Il y avait eu un témoin, cette nuit-là. De petites phrases revenaient dans ma mémoire. Des mots que je n'avais pas compris, des paroles que j'avais prises pour les pensées fragmentaires d'un pauvre idiot : « Elle est au fond, n'est-ce pas ? Elle ne reviendra pas. » « Je ne l'ai dit à personne. » « On ne la retrouvera pas, n'est-ce pas ? Les poissons l'ont mangée, hein ? » Ben savait. Ben avait vu. Ben, avec sa bizarre cervelle fêlée, avait été témoin de tout. Il se cachait dans le bois, cette nuit-là. Il avait vu Maxim détacher le voilier, s'éloigner en mer, et revenir seul dans le canot. Je me sentais pâlir, je m'adossai aux coussins du fauteuil.

— Il y a l'idiot du village qui passe son temps sur la plage, dit Favell. Il était toujours là quand je venais retrouver Rebecca. Je l'ai souvent vu. Il dormait dans les bois ou sur la plage quand il faisait chaud. Le gars est timbré, il ne serait jamais venu de lui-même. Mais je me charge de le faire parler s'il a vu quelque chose cette nuit-là. Et il y a une belle chance pour qu'il ait vu quelque chose.

— Qui est-ce ? De qui parle-t-il ? demanda le colonel Julyan.

— Il doit vouloir parler de Ben, dit Frank avec un nouveau regard à Maxim. C'est le fils d'un de nos fermiers. Mais il ne sait pas ce qu'il dit, ni ce qu'il fait. Il est idiot de naissance.

— Qu'est-ce que ça fait ? dit Favell. Il a des yeux, non ? Il sait ce qu'il voit. Il n'aura qu'à répondre oui ou non. Ça commence à vous embêter, hein ? Vous n'avez plus cette belle assurance !

— Pourrait-on trouver ce garçon et l'interroger ? demanda le colonel Julyan.

— Bien sûr ! dit Maxim. Frank, dites à Robert de courir jusqu'à la ferme et de ramener Ben.

Frank hésita. Je vis qu'il me regardait du coin de l'œil.

— Allez-y, pour l'amour du ciel ! dit Maxim. Il faut en finir.

Frank sortit. Je recommençai à sentir cette ancienne douleur dans la poitrine. Frank revint au bout de quelques minutes.

— Robert a pris ma voiture, dit-il. Si Ben est chez lui, il n'en a pas pour plus de dix minutes.

— Il est sûrement chez lui par cette pluie, dit Favell. Il va venir et vous verrez comment je le ferai parler.

Il rit en regardant Maxim. Il était toujours très rouge ; de petites gouttes de sueur perlaient sur son front. Il prit une nouvelle cigarette.

— Vous êtes un vrai petit syndicat, ici, à Manderley, dit-il. Personne ne trahit les autres. Jusqu'au magistrat du pays qui fait partie de la bande. Nous excuserons la jeune épouse, évidemment. Une femme ne témoigne pas contre son mari. On a naturellement fait la leçon à Crawley. Il sait qu'il perdrait sa place s'il disait la vérité. Et si je vois clair, il y a un peu de rancune dans son cœur contre moi. Vous n'avez pas eu beaucoup de succès avec Rebecca, hein ! Crawley ? La promenade au clair de lune n'a pas donné ce que vous vouliez ? C'est plus facile, cette fois. La jeune épouse vous sera reconnaissante de lui tendre votre bras fraternel chaque fois qu'elle s'évanouira. Il lui sera joliment commode, ce bras, lorsqu'elle entendra le juge condamner son mari à mort.

Cela se passa très vite, trop vite pour que je pusse voir ce que faisait Maxim. Mais je vis Favell chanceler, buter contre les bras du divan et tomber par terre. Le colonel Julyan ne dit rien. Il avait l'air très sombre et vint près de moi.

— Je crois que vous feriez mieux de monter, me dit-il doucement.

Je secouai la tête.

— Non, murmurai-je, non.

— Dans l'état où est cet homme, il est capable de dire n'importe quoi. Ce que vous venez de voir n'était pas bien joli, n'est-ce pas ? Votre mari a certes eu raison, mais c'est dommage que cela se soit passé en votre présence.

Je ne répondis pas. Je regardais Favell qui se releva lentement, puis s'assit lourdement sur le divan en portant son mouchoir à son visage.

— Quelque chose à boire, dit-il, donnez-moi quelque chose à boire.

Maxim regarda Frank qui sortit. Frank revint presque tout de suite avec le whisky et le soda sur un plateau. Il prépara un verre qu'il tendit à Favell. Favell but avidement, comme un animal. Il y avait une espèce de sensualité laide dans la manière dont il portait le verre à sa bouche. Ses lèvres se plissaient bizarrement sur le verre. Il y avait une marque pourpre sur sa mâchoire, à l'endroit où Maxim l'avait frappé. Maxim était retourné à la fenêtre. Je regardai le colonel Julyan et vis qu'il observait Maxim. Son regard était étrangement intense. Mon cœur se mit à battre très vite. Pourquoi le colonel Julyan regardait-il ainsi Maxim ? Cela signifiait-il qu'il commençait à douter, à soupçonner?

Favell finit son whisky et remit le verre sur la table à côté du divan. La sonnerie du téléphone retentit soudain ; Frank alla répondre. Il revint presque aussitôt et regarda le colonel Julyan.

— C'est votre fille, dit-il. On demande s'il faut encore vous attendre pour dîner.

Le colonel Julyan secoua la main avec impatience.

— Dites-leur de se mettre à table, fit-il, dites-leur que je ne sais pas quand je rentrerai.

Frank retourna dans la petite pièce pour faire la commission, pâle et grave, puis il dit :

— J'ai entendu Robert rentrer avec l'auto.

Il se dirigea vers le hall. Favell avait levé la tête. Il se dressa et resta debout, les yeux fixés sur la porte, un vilain sourire sur son visage. La porte s'ouvrit et Frank rentra. Il se retourna pour parler à quelqu'un resté dans le hall.

— Allons, Ben, dit-il doucement, M. de Winter veut vous donner des cigarettes. Il n'y a pas de quoi avoir peur.

Ben entra timidement. Il tenait son suroît dans ses mains. Il avait l'air bizarre sans chapeau. Je m'aperçus pour la première fois qu'il avait le crâne rasé. On eût dit que la lumière l'éblouissait. Il regardait d'un air idiot autour de la

pièce en clignant les paupières de ses petits yeux. Il m'aperçut et me fit un sourire pâle et presque tremblant. Je ne sais s'il m'avait ou non reconnue. Puis Favell s'avança lentement et resta debout devant lui.

— Bonjour, lui dit-il. Qu'es-tu devenu depuis notre dernière rencontre ?

Ben le regarda. Il n'y avait aucune expression sur son visage. Il ne répondit pas.

— Voyons, dit Favell, tu sais bien qui je suis ?

Ben continuait à rouler son suroît entre ses doigts.

— Hein ? fit-il.

— Prends une cigarette, dit Favell en lui tendant la boîte.

Ben regarda Maxim et Frank.

— Oui, oui, dit Maxim, prends-en autant que tu en veux.

Ben prit quatre cigarettes et en glissa deux derrière chaque oreille, puis il recommença à rouler son couvre-chef.

— Tu me reconnais, n'est-ce pas ? insista Favell.

Mais Ben ne répondait toujours pas. Le colonel Julyan s'approcha de lui.

— Vous allez rentrer chez vous dans un moment, Ben, dit-il. Personne ne vous fera de mal. Nous voudrions seulement que vous répondiez à une ou deux questions. Vous connaissez M. Favell, n'est-ce pas ?

Cette fois, Ben secoua la tête.

— Je l'ai jamais vu, dit-il.

— Ne fais pas l'idiot, dit brutalement Favell ; tu sais très bien que tu me connais. Tu m'as vu à la maisonnette de la plage, la maisonnette de Mme de Winter. Tu m'y as vu, n'est-ce pas ?

— Non, dit Ben. J'ai vu personne.

— Triple idiot et menteur ! s'écria Favell. Tu diras encore que tu ne m'as jamais vu, l'année dernière, me promener dans les bois, avec Mme de Winter, et entrer dans la maisonnette ? Ne t'avons-nous pas surpris une fois à nous espionner par la fenêtre ?

— Hein ? fit Ben.

— Voilà un témoin convaincant, dit le colonel Julyan, sarcastique.

Favell se tourna vers lui.

— C'est un coup monté, dit-il. Quelqu'un a donné de l'argent à cet idiot pour qu'il se taise. Je vous dis qu'il m'a vu des douzaines de fois. Est-ce que ça te rafraîchira la mémoire ?

Il fouilla dans sa poche-revolver et en sortit un portefeuille. Il agita un billet d'une livre devant Ben.

— Tu me reconnais maintenant ? dit-il.

Ben secoua la tête.

— J'ai jamais vu, dit-il. — Puis, saisissant le bras de Frank : — Est-ce qu'il est venu pour m'emmener à l'asile ? demanda-t-il.

— Mais non, dit Frank, bien sûr que non, Ben !

— Je ne veux pas aller à l'asile, dit Ben. Ils sont méchants avec le monde là-bas. Je veux rester à la maison. J'ai rien fait de mal.

— C'est très bien, Ben, dit le colonel Julyan. Personne ne veut vous mettre à l'asile. Êtes-vous tout à fait sûr que vous n'avez jamais vu cet homme ?

— Non, dit Ben, je l'ai jamais vu.

— Vous vous rappelez Mme de Winter, n'est-ce pas ? continua le colonel Julyan.

Ben jeta un regard hésitant vers moi.

— Non, dit doucement le colonel, pas cette dame-là. L'autre dame qui allait à la maisonnette.

— Hein ? dit Ben.

— Vous vous rappelez la dame qui avait un bateau ?

Ben cligna des yeux.

— Elle est partie, dit-il.

— Oui, nous savons cela, dit le colonel Julyan. Elle allait se promener en mer sur son bateau. Étiez-vous sur la plage quand elle est partie sur son bateau pour la dernière fois ? Un soir, il y a plus d'un an, et elle n'est plus revenue ?

Ben jouait avec son suroît. Il regarda Frank, puis Maxim.

— Hein ? fit-il.

— Tu étais là, n'est-ce pas ? dit Favell en se penchant en avant. Tu as vu Mme de Winter entrer dans la maisonnette, et puis tu as vu M. de Winter aussi. Il l'a rejointe dans la maisonnette. Que s'est-il passé alors ? Allons, que s'est-il passé ?

Ben recula jusqu'au mur.

— J'ai rien vu, dit-il. Je veux rester à la maison. J'irai pas à l'asile. Je vous ai jamais vu. Jamais. Je vous ai jamais vu avec elle dans les bois.

Il commençait de sangloter comme un enfant.

— Misérable crétin, dit Favell lentement, sale vermine!

Ben s'essuyait les yeux avec sa manche.

— Votre témoin ne semble pas vous être d'un grand secours, dit le colonel Julyan. Cette comédie a plutôt été une perte de temps, que vous en semble ? Vous avez autre chose à lui demander ?

— C'est un complot, hurla Favell, un complot contre moi. Vous êtes tous dans le coup, tous. On a payé ce crétin, je vous dis. Payé pour qu'il débite ce sacré tissu de mensonges.

— Je crois qu'on peut laisser Ben rentrer chez lui, dit le colonel Julyan.

— Ça va, Ben, dit Maxim. Robert va vous reconduire. Et personne ne vous mettra à l'asile, ne craignez rien. Dites à Robert de lui servir quelque chose à l'office, ajouta-t-il en s'adressant à Frank. De la viande froide, ce qu'il voudra.

— Le prix du service rendu, dit Favell. Il a bien travaillé pour vous, Maxim.

Frank emmena Ben. Le colonel Julyan regarda Maxim.

— Ce garçon était très effrayé, dit-il. Il tremblait comme une feuille tandis que je le regardais. Il n'a jamais été maltraité ?

— Non, dit Maxim, il est absolument inoffensif, et je l'ai toujours laissé tranquille.

— On a dû lui faire peur, une fois ou l'autre. Il faisait des yeux blancs comme un chien qui s'attend à être battu.

— Vous auriez dû le faire, dit Favell. Il se serait bien souvenu de moi, si vous l'aviez battu. Mais non, on va lui donner un bon souper pour sa peine.

— Il n'a pas servi votre cause, dit le colonel avec calme. Nous en sommes toujours au même point. Vous ne possédez pas l'ombre d'une preuve contre Winter et vous le savez. Vous dites que vous étiez le futur mari de Mme de Winter et que vous aviez des rendez-vous clandestins avec elle dans cette maisonnette sur la plage, et le pauvre idiot qui était ici à l'instant jure qu'il ne vous a jamais vu. Vous ne pouvez même pas prouver ce point.

— Je ne peux pas ? dit Favell, et je le vis sourire.

Il alla vers la cheminée et sonna.

— Que faites-vous ? demanda le colonel Julyan.

— Attendez, vous allez le savoir, dit Favell.

Je devinai tout de suite ce qui allait se passer. Frith répondit au coup de sonnette.

— Dites à Mrs Danvers de venir, lui dit Favell.

Frith regarda Maxim. Maxim acquiesça de la tête. Frith sortit.

— Mrs Danvers, n'est-ce pas là femme de charge ? demanda le colonel Julyan.

— C'était aussi une amie personnelle de Rebecca, dit Favell. Elle était auprès d'elle depuis des années quand elle s'est mariée. On peut dire que c'est elle qui l'a élevée. Vous allez voir que Danny n'est pas un témoin de l'espèce de Ben.

Frank revint dans la bibliothèque.

— Mrs Danvers va venir, expliqua le colonel Julyan. Favell semble croire que nous tirerons quelque chose d'elle.

Frank regarda rapidement Maxim. Le colonel Julyan saisit ce regard. Je vis ses lèvres se serrer. Je n'aimais pas ça. Non, je n'aimais pas ça. Nous attendions tous, regardant la porte. Et Mrs Danvers entra. Peut-être était-ce parce que je la voyais généralement seule et qu'à côté de moi elle paraissait grande et osseuse, mais je la trouvai ce soir-là recroquevillée, rétrécie, et je remarquai qu'elle devait lever les yeux pour regarder Favell, Frank et Maxim. Elle était debout sur le seuil, les mains croisées, nous regardant les uns après les autres.

Traduit de l'anglais par Denise Van Moppès.

(La dernière partie au prochain numéro.)

DAPHNÉ DU MAURIER.

L'ALERTE AUX GAZ

La sirène s'est fait entendre. Pendant quatre minutes elle pousse un gémissement interrompu toutes les vingt secondes par un silence de dix secondes ; c'est l'alerte annonçant l'approche d'avions ennemis. Docilement vous prenez vos masques et des couvertures, vous fermez vos portes et vos fenêtres, vous tournez les compteurs d'eau, de gaz et d'électricité et vous descendez à la cave-abri.

Il peut être utile d'apprécier l'importance de ces mesures. On a calculé que, dans une ville, il n'y avait guère qu'un tiers de la surface du sol qui fût occupé par des maisons, les deux autres tiers étant représentés par des rues, des cours ou des jardins. Par conséquent si tout le monde était à l'abri, les deux tiers des bombes éclateraient sans produire d'effets meurtriers. Cette conclusion n'est pas tout à fait exacte. En effet, les grosses bombes explosives, de 100 à 1 800 kilogrammes, éclatant dans une rue, produisent un tel déplacement d'air qu'elles ébranlent les maisons voisines et les font s'écrouler. Il est vrai que ces bombes alourdissent les avions qui les portent et les rendent plus vulnérables aux avions de chasse ou à l'artillerie antiaérienne. Il est peu probable qu'on y ait recours dans le cas d'un bombardement à longue distance.

Voici ce qu'a appris l'expérience de la guerre d'Espagne. On a jeté sur Madrid 21 000 bombes. Le nombre des tués a été de 7 000 et celui des blessés de 12 000. Il a donc fallu plus d'une bombe pour atteindre un individu. Mais ce qui est peut-être plus intéressant à retenir, c'est que la généralité des victimes a été atteinte dans des espaces découverts et

que presque personne n'a été touché dans des abris. Cela démontrerait l'utilité de ceux-ci. A Barcelone, lors des premiers bombardements par avion, la population, insouciante, ne se gara pas ; les pertes furent considérables. Par la suite on se mit à l'abri et la mortalité fut réduite à presque rien.

Mais vous n'avez pas encore entendu les coups de sifflet des motocyclistes qui signalent l'alerte aux gaz et vous ne vous êtes pas exercé aux parades contre ce genre d'offensive.

Voici quelques informations sur les gaz de guerre et sur les moyens d'éviter ou de combattre leurs effets nocifs. Sans doute, en cas d'alerte, le civil n'a qu'à suivre les indications de son chef d'îlot et de l'équipe sanitaire accourue à son secours. Mais sa collaboration sera d'autant plus efficace qu'il connaîtra mieux les buts à atteindre et les moyens d'y parvenir. D'ailleurs, il peut se faire que vous soyez surpris par un nuage toxique hors de la présence d'un chef d'îlot et il n'est pas mauvais d'être en état de se tirer seul de ce mauvais pas.

Je donnerai des indications sur les principaux parmi les divers types de gaz de guerre, sur leur mode d'action et sur les moyens de porter secours à leurs victimes. Je laisserai de côté toute la question de la thérapeutique consécutive, à partir du moment où le gazé aura été transporté au poste sanitaire. Je me bornerai aux soins d'urgence applicables au cours de l'alerte et à l'assistance que peut apporter un profane un peu averti avec des moyens de fortune. Ces soins d'extrême urgence sont, d'ailleurs, des plus importants. De leur application correcte dépend souvent le sort des gazés.

Tout d'abord il faut reconnaître que les probabilités d'une attaque par les gaz d'une ville suffisamment éloignée des centres d'attaque de l'ennemi ne sont pas très grandes. L'emploi des gaz se comprend sur le champ de bataille. L'ennemi occupe une position dont on ne peut le déloger. On fait pleuvoir sur le point convoité une grêle d'obus à gaz qui répandent un épais nuage toxique et rendent la position intenable. Mais, dans une ville, les obus à gaz semés par des avions tomberaient forcément assez loin les uns des autres et les bouffées de gaz toxiques qu'ils dégageraient n'auraient pas une densité suffisante pour causer de sérieux dommages. Cependant des bombes de 200 kilogrammes ont un rayon d'action de 500 mètres.

Mais en bombardant une ville, on ne cherche pas seulement à tuer les habitants, on se propose aussi de détruire les habitations. Les bombes explosives ou incendiaires, ayant des effets plus destructeurs, seront sans doute préférées par les belligérants. D'ailleurs à Madrid on ne s'est pas servi de bombes à gaz et il ne semble pas que les Allemands en aient utilisé contre Varsovie. Néanmoins, il n'est pas mauvais de connaître le danger auquel on peut être amené à faire face.

D'abord comment un individu isolé, n'étant pas averti par l'alerte aux gaz, pourra-t-il se rendre compte d'une attaque par bombes toxiques ? Les bombes explosives éclatent avec une détonation violente et produisent des dégâts considérables. Les bombes incendiaires, moins bruyantes, laissent un foyer lumineux dégageant une température supérieure à 2 000 degrés. On soupçonnera une bombe d'être toxique si elle est peu bruyante, peu brisante et si elle ne menace pas de causer un incendie. Cependant les bombes toxiques à base d'arsines sont assez fortement explosives. Les probabilités deviendront plus grandes si l'on perçoit des odeurs anormales de moutarde (ypérite), de géranium (léwisite), d'eau de Javel (chlore), de foin pourri (phosgène), de pain d'épice (chloropicrine), etc., et si l'on éprouve des phénomènes d'irritation du côté des yeux, du nez, de la gorge, des voies aériennes.

Dans ces conditions il faut mettre son masque le plus tôt possible. Si on ne l'a pas à sa portée, il faut se protéger le nez et la bouche avec un linge mouillé, de préférence humecté avec une solution de bicarbonate de soude à 22 pour 100. Pour sortir de la zone dangereuse, il faut se garder de courir, car en courant on fait de grandes inspirations et on absorbe de fortes proportions de poison. Il faut marcher posément, en se dirigeant contre le vent, lequel entraîne en sens inverse la nappe gazeuse suspecte. Comme d'une façon générale les gaz de guerre sont des gaz lourds, on évitera de se réfugier dans des creux. Le séjour dans une cave peut être dangereux si elle n'est pas étanche. Il serait préférable d'être au premier ou au second étage d'une maison.

Après ces indications générales, passons à l'étude des divers gaz employés à la guerre. On les range dans les quatre groupes suivants : 1° irritants ; 2° vésicants ; 3° suffocants ; 4° toxiques. Je les prendrai dans un ordre différent. Ma

classification sera : 1° toxiques ; 2° irritants ; 3° suffocants ; 4° vésicants.

GAZ TOXIQUES

Par toxiques, on désigne les gaz qui, sans produire aucune action irritante sur la peau ou les muqueuses, pénètrent dans le sang, le rendent impropre à distribuer l'oxygène dans l'organisme et provoquent l'asphyxie.

Les deux gaz toxiques dont on peut redouter la présence sont l'acide cyanhydrique et l'oxyde de carbone.

L'acide cyanhydrique, qui se révèle par une odeur d'amandes amères, est d'une très grande toxicité. A concentration suffisante, il peut amener la mort en quelques minutes avec des convulsions. Cependant, comme il est très volatil et s'altère rapidement, il s'est montré peu efficace à la guerre et n'est guère utilisé.

L'oxyde de carbone n'est qu'accessoirement un gaz de combat. Il est produit dans l'explosion de la mélinite. Pendant la guerre de 1914 des soldats allemands, retirés dans un abri au voisinage duquel avaient éclaté des obus à la mélinite, furent trouvés morts sans blessure. Ils avaient été intoxiqués par l'oxyde de carbone. C'est ce fait qu'invoquèrent nos ennemis pour légitimer l'emploi des gaz comme armes de guerre. Des abris peuvent donc être rendus dangereux s'ils sont envahis par de l'oxyde de carbone dégagé par une bombe explosive. Mais des bombes incendiaires peuvent aboutir au même résultat, car l'oxyde de carbone est produit en abondance au cours d'un incendie. Contrairement à l'opinion courante, ce gaz est inodore ; l'odeur qu'on lui attribue est due à d'autres gaz pyrogénés qui lui sont associés.

Dans les bouleversements résultant d'un bombardement, des ruptures de conduites de gaz d'éclairage sont susceptibles de se produire et d'amener des intoxications. L'odeur caractéristique de ce gaz sera un avertissement suffisant.

D'autre part, des civils réfugiés dans un abri peuvent y être bloqués par l'effondrement d'une maison. Ils sont pour un temps plus ou moins long obligés de vivre dans un milieu confiné. Ils absorbent l'oxygène de l'air et le remplacent par de l'acide carbonique qui est un poison. L'air contient norma-

lement 21 pour 100 d'oxygène. Si cette proportion tombe à 14 pour 100, l'atmosphère devient irrespirable. On peut être averti de l'approche du danger en essayant de faire flamber une allumette : au-dessous de 16 ou 17 pour 100 elle ne s'enflamme pas. Cette expérience ne doit pas être faite s'il s'agit de gaz d'éclairage.

Dans ces différents cas la mort peut se produire par deux mécanismes : par syncope ou par asphyxie.

On sait qu'on peut tuer instantanément un lapin en lui faisant boire de force un petit verre de cognac. L'eau-de-vie arrivant à la gorge provoque sur le bulbe un phénomène d'inhibition qui arrête net le pouls et la respiration. Un même phénomène peut se produire lors de l'inspiration des premières bouffées de chloroforme. Un gaz toxique quelconque peut provoquer une semblable inhibition : c'est la syncope. Le malade tombe brutalement ; il n'a ni pouls ni respiration ; il est d'une pâleur cadavérique. Dans l'asphyxie la marche des accidents est plus lente. Le malade se plaint de maux de tête, de vertiges, il devient loquace, s'agite, titube, semble ivre, puis il s'endort et tombe dans le coma. La respiration et le pouls s'arrêtent. L'asphyxié est violet.

Ce sont là des phénomènes connus et dont on a eu l'occasion de parler en dehors de l'état de guerre. Les soins à donner ont été décrits de longue date. Il importe de tirer au plus tôt la victime hors de l'atmosphère dangereuse. Puis, si le sujet est inconscient, qu'il soit en état de syncope ou d'asphyxie, il faut s'efforcer de rétablir au plus tôt son pouls et sa respiration. Pour cela on peut employer les tractions rythmées de la langue, qui agissent sur le bulbe et provoquent, par action réflexe, les contractions du cœur et du diaphragme. On peut recourir également à la respiration artificielle par le procédé ancien de Sylvester ou par le procédé plus moderne de Schaefer. Je suppose connues ces différentes méthodes et je ne les décris pas pour ne pas allonger cet article.

GAZ IRRITANTS

Les gaz dits irritants comprennent les lacrymogènes et les sternutatoires.

Les lacrymogènes sont employés par la police pour obliger

à se rendre les malfaiteurs ou les fous qui s'enferment dans des locaux dont ils ne veulent pas sortir. Ces gaz font pleurer et rendent momentanément aveugle. Ils sont peu dangereux ; ils ont été pourtant employés à la guerre. Ce sont des composés chlorés, bromés ou iodés. Les premiers ont une odeur d'eau de Javel.

Les sternutatoires sont plus nocifs. Ils appartiennent au groupe des arsines. Ils sont en général à l'état de poussière impalpable et peuvent ainsi s'incruster dans les vêtements, ce qui prolonge leur action. Ils font éternuer et provoquent une abondante fonte de cerveau. Mais ils peuvent aller plus loin et déterminer de la congestion pulmonaire ou même de l'œdème du poumon. Ce sont des accidents que nous retrouverons plus loin et nous indiquerons alors la conduite à tenir à leur sujet.

GAZ SUFFOCANTS

Les gaz de guerre dits suffocants sont des dérivés du chlore. Leur type est le phosgène qui est de l'oxyde de carbone chloré. Le laboratoire municipal de Paris a créé des dérivés du phosgène qui, en souvenir du mot « municipal », ont été appelés palite et surpalite. Le chlore d'ailleurs peut être utilisé directement. Il se reconnaît à l'odeur d'eau de Javel. Le phosgène a une odeur de terreau ou de foin pourri ; la palite une odeur éthérée.

Les gaz chlorés sont relativement fugaces et facilement chassés par le vent, mais ils sont très irritants pour les voies aériennes. Ils provoquent une congestion pulmonaire violente avec secrétion abondante de mucosités qui inondent les bronches et étouffent le malade.

Celui-ci peut mourir subitement par le mécanisme de la syncope blanche dont nous avons parlé. Il peut succomber en quelques minutes par suffocation du fait de l'œdème pulmonaire et de l'inondation bronchique. Les malades commencent par éprouver un chatouillement à la gorge, puis une sensation de constriction du thorax. Ils sont pris d'une toux violente, étouffent littéralement et, dans les cas graves, émettent par le nez ou la bouche une mousse rosée qui n'est autre que le liquide épanché dans leurs bronches.

Après une atteinte même assez vive le malade semble se remettre et être hors de danger. Ce peut être une rémission trompeuse. En réalité une partie de ses poumons a été atteinte et ne fonctionne plus. Sa respiration est suffisante, s'il ne bouge pas. Mais s'il fait un effort ou s'il prend froid, des accidents violents peuvent se reproduire et cela pendant près de quarante-huit heures.

Ces détails sont importants à connaître, car ils règlent la conduite à tenir. Si le malade est en état de syncope blanche, il faut au plus tôt pratiquer la respiration artificielle. Mais, en dehors de ce cas, il faut se garder d'une semblable manœuvre. On doit se rendre compte que le malade est dans un équilibre instable et que la moindre erreur de tactique peut exagérer les accidents ou les faire reparaître avec violence s'ils avaient paru se calmer. Il faut mettre le malade au repos le plus absolu, le coucher, la tête un peu haute, le couvrir pour qu'il ne prenne pas froid, le calmer, le rassurer, lui interdire de parler. S'il tousse, ne pas lui donner à boire ; se borner à lui faire prendre des perles d'éther, si, par précaution, on en a pris avec soi. En tout cas transporter le malade, couché sur un brancard, le plus tôt possible vers un poste de secours.

GAZ VÉSICANTS

Le type des gaz vésicants est l'ypérite. C'est un composé sulfuré et chloré qui doit son nom à ce qu'il a été employé à Ypres par les Allemands en 1917. On reconnaît sa présence à l'odeur de moutarde qu'il répand.

En réalité l'ypérite mérite à peine le nom de gaz. C'est surtout un liquide huileux, visqueux, de coloration jaune brunâtre. Comme elle bout à 216°, elle est peu volatile ; elle reste longtemps liquide et dégage relativement peu de vapeurs. Elle peut se présenter sous forme de brouillard, c'est-à-dire sous forme de gouttelettes liquides en suspension dans l'air. Cet état liquide explique l'extraordinaire ténacité de l'ypérite qui ne s'évapore que lentement, persiste parfois plus d'un mois et, au bout de ce temps, peut encore produire des accidents redoutables.

L'ypérite est nocive sous ses trois états : vapeur, brouillard,

liquide. Vapeur, elle peut atteindre les yeux et les voies aériennes. Brouillard, elle peut être arrêtée dans les narines ou la gorge et y porter plus spécialement son action. Sous forme liquide, elle peut attaquer la peau, soit qu'elle y soit versée directement soit qu'elle l'atteigne indirectement à travers les vêtements. Elle traverse même le cuir des chaussures. Cette atteinte à la peau, jointe à la difficulté de se débarrasser de l'ypérite, est une des grandes préoccupations des services sanitaires.

L'ypérite, déposée à l'état liquide sur la peau, ou atteignant les muqueuses sous forme de vapeur ou de brouillard, pénètre dans les cellules de l'organisme qu'elle rencontre et les fait mourir. Mais, et c'est encore une particularité assez fâcheuse de cet agent, elle le fait insidieusement et sans provoquer sur le moment de sensation désagréable. C'est au bout d'une demi-heure seulement que l'atteinte des yeux se manifeste par du larmoiement et du gonflement des paupières. Les accidents respiratoires ne se montrent qu'au bout de deux ou trois heures et consistent en enrouement, toux. Ils peuvent aller par la suite jusqu'à la pneumonie, l'œdème pulmonaire, l'élimination de lambeaux de muqueuse bronchique mortifiée. Il faut plus de trois heures pour que la peau ypéritée montre de la rougeur et ce n'est guère qu'après vingt-quatre heures que la vésication apparaît, si elle doit se produire.

La plupart de ces accidents se produiront donc assez longtemps après la période d'alerte à laquelle je me suis proposé de limiter mes explications. Mais il est important de connaître l'évolution ultérieure des événements de façon à pouvoir, dès le début, en détourner le cours. En raison de l'action insidieuse de l'ypérite, il ne faut pas attendre que la victime présente un phénomène anormal. Si l'on soupçonne que l'on est en milieu ypérité, c'est surtout sous forme de liquide qu'il faut rechercher cet agent redoutable, soit sur la peau, soit sur les vêtements. Et il faut agir vite, car l'ypérite appliquée sur la peau met dix minutes seulement à la traverser. Si l'on intervient assez tôt, on évite la production de lésions ; sinon la mortification des tissus est effectuée et l'on ne peut plus empêcher le déroulement du drame pathologique : élimination des parties détruites, cicatrisation

avec tous les risques d'infections secondaires surajoutés.

Mais s'il est important d'intervenir vite, cette intervention est dangereuse pour celui qui veut la pratiquer. En raison de sa ténacité, l'ypérite adhère à tout ce qu'elle touche et l'on a beaucoup de peine à s'en débarrasser. Si du liquide toxique a été déposé sur la peau, on conseille de l'absorber avec du papier buvard ou du coton, sans frotter. Mais c'est là une opération dangereuse pour le sauveteur. Celui-ci en effet doit veiller à ce que l'ypérite qui imbibe le buvard ne vienne pas au contact de ses doigts, ce qui pourrait provoquer des brûlures. Il est recommandé de se servir de pinces ou de pincettes si possible.

Pour se rendre compte des précautions minutieuses qu'exige le traitement des ypérités, il faut se représenter ce que sont les postes sanitaires où l'on transporte les victimes des bombardements aériens. Un quartier spécial y est consacré aux ypérités ; ce quartier est isolé par des cloisons étanches pour empêcher les vapeurs d'ypérite de s'infiltrer dans les autres parties du poste. Le personnel sanitaire y est revêtu d'une combinaison en tissu imperméable ; il porte le masque et les mains sont enveloppées dans des moufles. L'ypérité aussitôt introduit est déshabillé, douché, savonné, avant d'être soumis aux traitements médicaux nécessaires. Ses vêtements, ainsi que tout ce qu'il a touché, sont emportés et détruits, à moins que le toxique dont ils sont imprégnés puisse être neutralisé chimiquement sans dommage pour eux.

On comprend ainsi combien il est difficile de porter secours à un ypérité sur le lieu même où il a été atteint. Tout au plus peut-on, après avoir absorbé l'ypérite avec du papier buvard ou du coton, essayer d'enlever ce qui reste du liquide avec de l'eau de Javel et de l'eau oxygénée, du pétrole ou de l'essence d'automobile, si l'on en trouve à proximité. Mais le mieux est de diriger l'ypérité au plus tôt sur le poste sanitaire.

Mais il est des précautions qu'il faut prendre pour soi-même, même si l'on est indemne. Si l'on est en milieu ypérité, il faut éviter de toucher à rien, car on ne sait pas si un objet quelconque n'a pas reçu des gouttes du liquide toxique et si son contact n'est pas devenu dangereux. Il faut se méfier particulièrement des aliments et de l'eau qui auraient pu être souillés. Il faut n'utiliser que des boissons contenues dans

des bouteilles ou des aliments enfermés dans des boîtes métalliques, des conserves par exemple. Les locaux ypérités doivent être en totalité désinfectés par des équipes spéciales.

A côté de l'ypérite on peut ranger dans la classe des gaz vésicants la léwisite. Comme composition chimique elle appartient à un groupe différent, à celui des arsines. Elle dégage une odeur d'essence de géranium. Les accidents qu'elle provoque sont très semblables à ceux de l'ypérite et même plutôt plus graves. Son action est plus rapide et surtout elle est immédiatement douloureuse ; elle n'est pas insidieuse comme celle de l'ypérite.

Des notices spéciales sont répandues par le gouvernement ou par des œuvres ayant des attaches officielles afin de mettre le public au courant de ce qu'il a à faire en cas de péril aérien. Ces notices sont très bien faites et contiennent de précieuses indications. Il m'a semblé cependant qu'en matière de guerre des gaz il était possible d'ajouter à ces notices quelques précisions complémentaires. Je n'ai pas voulu me livrer à une description médicale complète des différentes variétés d'intoxications que l'on a à redouter. Je me suis borné à donner quelques détails sur les différents types de gaz. La conduite à tenir variant suivant les cas, il m'a paru intéressant de le signaler aux victimes éventuelles. De cette façon le civil averti pourra mieux se défendre contre les atteintes gazeuses.

Espérons cependant que nous n'aurons pas à subir une attaque par les gaz et que tout l'exposé ci-dessus n'aura été qu'une précaution inutile.

DOCTEUR P. GALLOIS.

GEORGES GOYAU

Le public, je le sais, n'a que faire de nos émotions personnelles. Mais si, comme je le crois, la haute valeur de ceux qui disparaissent se mesure non seulement à l'importance de leur œuvre, mais encore, mais surtout peut-être, au nombre et à la ferveur des affections qu'ils ont fait naître, à la profondeur des regrets qu'ils laissent, on me permettra bien de dire ici la profonde et, dans l'ordre de l'amitié, l'inconsolable douleur que m'a fait éprouver la mort, hélas ! trop prévue, de l'incomparable ami que nous venons de perdre. En disant cela, je sais que je me fais l'écho de beaucoup d'autres...

Il faut pourtant se ressaisir et parler, oh ! sans illusion. Nos meilleures pages, pauvres êtres imparfaits que nous sommes, resteront toujours enfouies au fond de nous-mêmes, et personne ne les lira jamais. Il faut se résigner à être superficiel et incomplet.

En évoquant dans cette *Revue*, à laquelle il a donné la plus grande partie de son œuvre, la noble figure de Georges Goyau, je voudrais essayer de ne pas trop répéter ce que j'ai pu dire de lui ici et ailleurs (1). Sa physionomie est du reste assez riche pour se prêter aisément à une nouvelle esquisse.

Je revois encore Georges Goyau tel qu'il était à notre première rencontre. Nous venions de comparaître l'un après l'autre, aux examens oraux de l'École normale, devant l'excellent M. de La Coulonche. Il me rejoignit sous les ombrages du Luxembourg. On lui aurait donné quinze ans. Petit, maigre, imberbe, il avait déjà cette franchise et cette gentillesse de manières qu'il a conservées toute sa vie, cette fermeté précise de langage, et ce bon sourire, et cette pureté du regard qui frappaient tous ceux qui l'approchaient. J'avais entendu parler de lui, de ses succès scolaires au lycée Louis-le-Grand et au concours général : il écrivait en latin comme un humaniste de la Renaissance, et je ne fus pas surpris de le voir figurer en tête de sa promotion.

L'année suivante, je le rejoignis à l'École, venant du lycée

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1920 et du 15 avril 1922, et notre petit livre, *Georges Goyau : l'homme et l'œuvre.* (Paris, Perrin, 1922).

Henri IV. Sous la houlette du bon Georges Perrot, l'École normale était alors ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, la chère patrie de l'intelligence et de l'amitié. On s'y ouvrait à toute sorte de questions ; on y travaillait beaucoup ; on y discutait ferme ; mais les plus âpres discussions s'y terminaient par quelque franc et cordial éclat de rire. Georges Goyau était l'un des discrets animateurs de cette ruche bourdonnante. Toujours affable, simple et modeste, toujours prêt à rendre service, à s'interrompre de son travail acharné pour assister un camarade de sa précoce et déjà formidable érudition, il lisait et retenait tout, il avait des clartés de tout ; et toute sa science qui, soumise à la plus scrupuleuse critique, était d'excellent aloi, lui servait à appuyer sur des fondements de plus en plus larges et solides les ardentes convictions chrétiennes qui, depuis toujours, étaient les siennes. Par l'aménité et la sûreté de son caractère, par sa belle conscience intellectuelle et morale, il se faisait aimer de tous, et la rare qualité de l'âme qu'on lui devinait ajoutait à cette affection une nuance de respect qui n'était pas habituelle à notre exigeante jeunesse.

Bien qu'il fût un humaniste accompli, ainsi qu'en témoigne la forte construction de ses moindres articles et de tous ses livres, bien qu'il ait eu pour maître à l'École Brunetière, lequel professait alors ses cours fameux sur *l'Évolution des genres* et sur *Bossuet*, les études proprement littéraires ne l'attiraient pas. Au fond, il était plus intellectuel qu'artiste, et il avouait en riant que le monde des sons lui était fermé. Le monde des formes colorées et vivantes ne lui était certes pas interdit, loin de là, mais il éprouvait le besoin de les convertir en idées. L'art pour l'art lui paraissait un jeu puéril et un peu inhumain. Il se fit donc historien, et d'abord historien de l'antiquité romaine, apparemment pour apporter sa contribution personnelle à l'étude des origines et de l'établissement du christianisme : telle était sans nul doute la signification secrète de sa thèse inachevée sur *Dioclétien*. Il estimait d'autre part que la connaissance exacte et précise des choses du passé était la meilleure préparation à une intervention vraiment efficace dans la mêlée contemporaine.

Car il ne perdait pas de vue les choses du présent. A l'École même, un petit livre anonyme, *Du toast à l'Encyclique*, qu'il avait écrit en collaboration avec ses deux amis, Jean et Bernard Brunhes, témoignait de leur commun enthousiasme pour les « directions » politiques et sociales de Léon XIII. Nous faisions tous quatre nos premières armes de journaliste dans une humble feuille hebdomadaire qui s'intitulait bravement *la Concorde*. Vers le même temps, Georges

Goyau entrait en relations avec Henri Lorin, l'un des plus généreux et des plus actifs apôtres et théoriciens du mouvement catholique social. Muni dès lors de toutes ses idées directrices, il se faisait nommer en 1892 à l'École française de Rome. Là, devenu bien vite l'un des familiers du Vatican, il se développait et s'épanouissait en tous sens : il envoyait de remarquables *Lettres romaines* au *Journal des Débats*, poussait sa thèse, écrivait, en collaboration avec André Pératé et Paul Fabre, la moitié d'un très beau livre sur *le Vatican*, un substantiel et suggestif volume d'histoire et de doctrine sur *le Pape, les catholiques et la question sociale* ; et, ses deux années de vie romaine achevées, il s'apprêtait à entrer dans l'enseignement.

Ma grande intimité avec Georges Goyau date surtout des années qui ont suivi l'École normale, où, en dépit de nos préoccupations communes, les cloisons étanches qui se dressent inévitablement entre les promotions et les études différentes nous avaient un peu séparés. La vie nous rapprocha vite. Il a été de tout temps pour moi ce qu'il a été, je le sais, pour tous ses nombreux amis, et même pour bien des indifférents : une sorte de Providence toujours active, toujours veillante, toujours prévenante, et toujours si discrète ! Il ne savait pas refuser un service, dût ce service lui coûter toute sorte de démarches et d'ennuis, — que de traits, à cet égard, l'on pourrait citer ! — et, le plus souvent, il n'était pas nécessaire de le lui demander. Si tous ceux qu'il a obligés lui rendaient aujourd'hui témoignage, on remplirait des volumes de leurs dépositions. Le sachant très encombré et accaparé, je lui prêchais parfois un peu d'égoïsme, — sans aucun succès. Il tenait de sa mère, dont il était l'image et la tendre fierté, cette bonté intarissable et rayonnante qui fut peut-être sa qualité maîtresse et qui le place si haut dans l'ordre des valeurs morales. Ceux-là mêmes qui n'avaient à juger que les productions de son esprit sentaient cela et étaient conquis.

Tel était Brunetière. Grand connaisseur d'hommes et grand découvreur de talents, Brunetière avait ses vues sur lui. Il l'enleva à l'Université de Fribourg où nous devions aller professer l'un et l'autre, lui, la littérature latine, et moi, la littérature française, et il l'attacha à la *Revue*. C'était une nouvelle carrière qui s'ouvrait à notre ami. Il dit adieu, peut-être sans déchirement, à l'antiquité, à l'enseignement, et il partit à la découverte de l'Allemagne religieuse.

Je ne puis pas, dans ces quelques pages, caractériser et définir, comme elle mériterait de l'être, l'œuvre écrite de Georges Goyau. Il y faudrait, avec certaines compétences particulières qui me font

défaut, une longue étude détaillée et précise qu'une plume autorisée nous donnera sans doute quelque jour. Et d'ailleurs elle est encore présente à l'esprit de nos lecteurs. Chacun sait qu'elle est fort considérable. Plus de cinquante volumes, pleins de faits, d'idées, d'aperçus et de suggestions de toute sorte ; des brochures, des préfaces, une foule d'articles dispersés dans les revues, les journaux, les recueils, les bulletins, les dictionnaires. Si l'on recueillait tout ce papier noirci, on verrait, je crois, qu'ayant vécu quatorze ans de moins, Georges Goyau a autant écrit que Voltaire : cela, sans parler de sa correspondance, qui doit être aussi volumineuse que celle du patriarche de Ferney. On ne compare, bien entendu, ni les œuvres, ni les âmes.

L'originalité essentielle de cette œuvre qui touche à tant de sujets et à tant de questions, c'est, ce me semble, qu'étant par ses dessous, par son inspiration, rigoureusement « scientifique », elle aboutit à des conclusions nettement apologétiques. Sans avoir, comme tant de nos contemporains, la superstition de la science, ce probe historien ne néglige dans ses enquêtes aucune des méthodes que la science actuelle a mises en honneur pour la découverte de la vérité. Mais, en même temps, si l'examen des faits lui paraît conduire à des observations favorables à la croyance catholique, il ne se croit pas tenu de passer ces indications sous silence, et il les enregistre avec un réel plaisir. Ceux qui, dans son livre sur *le Vatican*, voudront bien lire le chapitre intitulé *la Papauté après Trente et la pensée moderne*, auront, je crois, la clef de l'œuvre tout entière de Georges Goyau.

Cette œuvre, fruit d'un labeur écrasant, et dont la volontaire objectivité laisse pourtant entrevoir, presque malgré son auteur, l'ardente vie intérieure dont il était animé, ne représente qu'un des aspects d'une personnalité prodigieusement active et qui, pour les autres, se dépensait sans compter. Notre ami eût volontiers repris à son compte le mot du grand Arnauld qu'il aurait l'éternité tout entière pour se reposer. Un mariage admirablement assorti était venu combler tous ses vœux d'affection et d'apostolat. Trop brève union qui, au bout de quelques années, fut impitoyablement tranchée par la mort. Georges Goyau se remit lentement de ce coup cruel ; il ensevelit sa douleur dans un redoublement d'activité laborieuse et charitable ; il la convertit en sainteté.

La grande guerre le trouva à son poste de dévouement infatigable. Dans l'hôpital auxiliaire qu'il dirigea quatre ans, que de misères physiques et morales il a soulagées, consolées, relevées ! Il n'avait plus le temps d'écrire. A la paix, il se remit au travail. Une délicate

amitié féminine qui, par le temps prit un nom plus tendre, lui avait permis de reconstituer son foyer. Après sa grande *Histoire religieuse de la France*, il hésitait entre plusieurs vastes projets. Il songea même à une étude sur *la Religion de Voltaire*. Finalement, il se décida pour une *Histoire des missions* que, ne pouvant traiter d'ensemble, il débita en monographies successives, parmi toute sorte d'autres essais et d'articles divers. En même temps il se faisait conférencier et acceptait une chaire d'histoire missionnaire à l'Institut catholique.

Les honneurs, qu'il n'avait pas recherchés, lui étaient venus assez tard : il les rapportait tous à la grande idée religieuse qu'il représentait. Depuis deux mois il était commandeur de la Légion d'honneur. Il était entré à l'Académie, « travailleur parmi des travailleurs », avait-il dit avec une courageuse imprudence. On le prit souvent au mot. D'autres diront mieux que moi les innombrables besognes dont il se chargeait. A la mort de René Doumic, quoique déjà malade, il accepta, pour mieux servir, la succession difficile du secrétariat perpétuel, et le choix unanime de ses confrères lui fut d'ailleurs une grande joie. Son autorité croissait et s'étendait avec les années. Chez nous et à l'étranger, même à Rome, on le considérait un peu comme une sorte de Père laïque de l'Église. Nul doute qu'il n'ait été l'un des bons ouvriers de la pacification religieuse qui s'est faite en France depuis vingt ans.

Il vieillissait ainsi, toujours aimable, toujours souriant, toujours serviable, respecté de tous, doux envers la vieillesse et envers la souffrance comme il devait l'être envers la mort. Son âme, naturellement franciscaine, s'épurait encore. La flamme malicieuse qui parfois brillait dans ses yeux et qui s'égayait surtout des malices d'autrui s'éteignait peu à peu. Sa frêle machine, qui avait toujours été chargée de si peu de matière, se réduisait, s'amenuisait encore, se spiritualisait de plus en plus. Il était mûr pour l'éternité.

Il nous quitte dans la tourmente de cette affreuse guerre, qu'il voyait venir avec sa clairvoyance attristée de chrétien et de bon Français, lorsqu'il nous eût été si utile pour les reconstructions prochaines. Croyons, comme lui, que tout est mieux ainsi.

Dans l'une des lettres que le cardinal Mercier me fit l'honneur de m'écrire, parlant de Georges Goyau, il le définissait « un apologiste et un saint ». Sous une telle plume, ce mot dit tout. Sur cette tombe fraîchement ouverte, je le dépose pieusement, comme la plus glorieuse et la plus juste des épitaphes.

VICTOR GIRAUD.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

OFFENSIVES VERBALES : RIBBENTROP ET MOLOTOF

L'Allemand a peut-être l'esprit géométrique ; il est totalement dépourvu d'esprit de finesse. Il ne se rend pas compte que la même ruse ou la même fourberie, précisément parce qu'elle a réussi une fois, peut-être deux fois, doit échouer la troisième. En 1914, Bethmann-Hollweg ne comprit pas que la Russie qui, en 1909, lors de la crise ouverte par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, avait capitulé devant la sommation du comte de Pourtalès, ne pourrait pas céder une seconde fois sans perdre son prestige de grande Puissance dans les Balkans. En 1939, Hitler et Ribbentrop n'ont pas vu que l'Angleterre et la France, parce qu'elles avaient accepté, à Munich, moyennant certaines promesses, le fait accompli en Tchécoslovaquie, ne supporteraient pas un nouvel acte d'agression et l'oubli de la parole donnée. Averti de la manière la plus précise par les discours des chefs d'États, par des communications diplomatiques, par la presse, Ribbentrop qui, au cours de cette crise décisive, fut le mauvais génie du Fuhrer, crut encore que Londres et Paris ne bougeraient pas ou ne feraient qu'une démonstration militaire sans conséquences, et précipita l'invasion de la Pologne. Les hommes d'État et les publicistes qui, depuis 1918, ont plaidé et replaidé la non-responsabilité de l'Allemagne et de l'Autriche, se sont bornés à soutenir que, si la Russie avait laissé écraser la Serbie, il n'y aurait pas eu de guerre. Et, cette fois, ils prétendent, avec des arguments du même genre, que si l'Angleterre et la France avaient laissé supprimer la Pologne, comme elles l'avaient malheureusement permis pour la Tchécoslovaquie, la guerre n'aurait pas éclaté. Raisonnement par trop simple qui est exactement celui du bandit qui, ayant exigé d'un passant la bourse ou la vie et l'ayant assommé

parce qu'il esquissait un geste de défense, décline toute responsabilité. Avec les Allemands, c'est toujours la victime qui a commencé !

De pareils sophismes ne trompent plus personne, même lorsqu'ils bénéficient de la caution de M. Molotof. Le président Roosevelt a prononcé, à ce sujet, le 26 octobre, la sentence définitive : « Nous, Américains, nous commençons à connaître la différence entre la vérité d'un côté et le mensonge de l'autre. Peu importe combien de fois le mensonge est réitéré, la répétition ne transforme pas le mensonge en vérité. » Ces fortes paroles s'appliquent, comme un soufflet, au discours que M. de Ribbentrop a prononcé le 28 à Dantzig où il avait convoqué les *Gauleiter* nazis de la région. On l'y a entendu, pendant une heure et quart, se répandre en injures contre l'Angleterre et l'accuser d'être seule responsable de la guerre. L'ancien ambassadeur à Londres ne pardonne pas aux Anglais l'échec piteux de sa mission et le peu de cas que l'opinion britannique fit de sa remuante personne. Comment ne serait-il pas inquiet des responsabilités qu'il a accumulées sur sa tête ? N'est-ce pas lui qui a vaincu les hésitations de Hitler en l'assurant que l'Angleterre et la France ne feraient pas la guerre ? Il sait qu'un jour ou l'autre il aura de terribles comptes à rendre et que déjà un parti puissant, en particulier dans l'armée, l'accuse. C'est, à l'entendre, l'Angleterre qui a toujours voulu empêcher l'Allemagne de vivre et de disposer de l'espace vital dont elle a besoin. La Pologne aurait-elle eu l'audace de résister aux exigences de l'Allemagne si elle n'avait été encouragée par l'Angleterre ? C'est donc celle-ci qui a provoqué et déclaré la guerre. Le ministre des Affaires étrangères parle à peine de la France. Il espère encore qu'il pourra la dissocier d'avec l'Angleterre ! C'est manquer à un point invraisemblable de perspicacité et de discernement. La fureur du ministre s'attaque à M. Chamberlain qui a si clairement établi que Hitler et son gouvernement avaient manqué à la parole solennellement donnée à Munich. On veut, s'écrie-t-il, séparer le peuple allemand de son chef ; mais le peuple allemand, c'est Adolf Hitler, comme Adolf Hitler, c'est le peuple allemand. Paroles véridiques qu'il ne faudra jamais oublier.

Dès le surlendemain, M. Neville Chamberlain, à l'occasion de son exposé hebdomadaire aux Communes, faisait justice, en quelques phrases méprisantes, des impudentes assertions de Ribbentrop : « Le monde entier sait que ce n'est pas vrai. Le monde entier sait qu'aucun gouvernement n'a jamais cherché plus ardemment à éviter la guerre et n'a couru de plus grands risques pour maintenir la paix. »

M. de Ribbentrop prêche la croisade contre l'Empire britannique ; il invite la Russie soviétique à s'y associer ; et c'est pourtant ce même Ribbentrop qui, après la présentation des lettres qui l'accréditaient comme ambassadeur à Londres, en octobre 1936, déclarait à la presse : « Notre Fuhrer est convaincu qu'il n'y a qu'un seul danger réel qui menace l'Europe et l'Empire britannique, c'est l'expansion du communisme, le plus terrible des fléaux, terrible parce qu'il semble qu'on ne s'aperçoit généralement du danger que lorsqu'il est trop tard. » On ne devrait pas ignorer en Allemagne que de pareilles palinodies révoltent l'opinion britannique. De son côté, lord Halifax, faisant allusion aux efforts de la propagande germanique pour séparer la France de l'Angleterre, déclarait : « Jamais tentative plus maladroite n'a été faite pour diviser nos deux pays. Jamais confiance plus entière et plus intime n'a régné entre eux. » Et il établissait avec une précision implacable les responsabilités personnelles de Ribbentrop : « Ce n'est pas l'Angleterre qui a lancé un défi à l'Allemagne, c'est le gouvernement allemand qui, persistant dans ses actes d'agression, en dépit de nos avertissements répétés, nous a forcés à prendre les armes. »

A lire les diatribes calomnieuses de M. de Ribbentrop, on aurait pu croire qu'une puissante offensive se préparait contre les Iles Britanniques et contre l'Empire. Rien cependant n'est venu jusqu'ici confirmer ces menaces. De nouvelles assurances ont été données officieusement que ni la Belgique, ni la Hollande n'avaient à craindre une violation de leur neutralité. On ignore naturellement si certaines décisions ont été prises après les nombreuses consultations auxquelles a procédé le Fuhrer. Il exerce le commandement suprême de l'armée et les généraux se demandent, non sans inquiétude, s'ils ne vont pas se trouver, un prochain jour, obligés d'exécuter quelque ordre téméraire. Il semble, en réalité, que Hitler hésite et attende quelque heureuse inspiration qui le tirerait de l'embarras où il s'est mis. De tous côtés, se dressent des obstacles et des dangers. Il était habitué aux succès faciles et rapides et il se demande si son étoile n'aurait point pâli. Les renseignements qui viennent d'Allemagne le dépeignent agité, nerveux, troublé. Il donne l'impression d'un hanneton enfermé dans une chambre et qui va lourdement se cogner à toutes les vitres. Pour prix du reniement de ses doctrines et de l'abandon de sa mystique, en compensation du sacrifice qu'il s'est résigné à faire, à ses nouveaux amis de Russie, de l'influence historique de la culture allemande dans les pays de la Baltique, la Russie

lui apporte-t-elle le moyen de conclure la paix ou de gagner la guerre ?

M. Molotof a fait tenir au gouvernement britannique une protestation au sujet de la doctrine de guerre économique définie et pratiquée par l'Angleterre et la France sur toutes les mers. Elles ont, on le sait, établi une liste très ample des marchandises qu'elles considèrent comme contrebande de guerre et qu'elle saisissent sur les navires de commerce à quelque nationalité qu'ils appartiennent. Les pays neutres peuvent continuer à échanger avec l'Allemagne les mêmes produits qu'en temps de paix et en quantité sensiblement égales ; mais ils ne peuvent pas profiter de leur neutralité pour se charger de fournir à l'Allemagne les matières premières et les denrées qui lui manquent. Notre très distingué ministre du blocus, M. Pernot, s'est expliqué clairement sur ce point le 27 octobre ; il a montré que les Alliés peuvent, en exerçant une surveillance rigoureuse et sans nuire aux neutres, priver l'Allemagne d'environ un tiers de ses importations. Il faut y ajouter un cinquième qui provenait des pays belligérants. C'est donc environ la moitié de ses importations qui peuvent manquer à l'Allemagne ; elle s'en inquiète et M. Molotof, en ami serviable, serait bien aise de la délivrer de ce souci. Ne s'agit-il que d'une protestation de principe dépourvue de sanctions ?

On pensait que le président du Conseil des Commissaires du peuple, dans le discours qu'il a prononcé le 31 octobre en ouvrant la session extraordinaire du Soviet suprême, éclaircirait ce point et quelques autres. Il est resté sur la réserve. Il s'est borné à donner son approbation à la thèse de Ribbentrop et à renchérir sur ses accusations contre l'Angleterre. C'était le moins qu'il pût faire en sa faveur. Il affirme que la France et l'Angleterre font à l'Allemagne une guerre idéologique, ce qui est manifestement absurde. Si d'ailleurs c'était la vérité, nul ne devrait s'en féliciter plus que M. Molotof puisque l'idéologie germanique, au moins jusqu'à une date très récente, était en opposition flagrante avec le communisme. On comprend que M. Molotof soit gêné pour expliquer aux députés du Soviet suprême sa collusion avec le nazisme allemand et sa politique d'impérialisme conquérant. Il soutiendra donc l'Allemagne « dans ses aspirations à la paix », mais il maintiendra la neutralité de l'U. R. S. S. Il prétend n'avoir pas fait la guerre à la Pologne et s'être contenté de secourir « la population sœur de l'Ukraine et de la Russie blanche ». M. Molotof n'annonce donc ni un concours armé à l'Allemagne, ni une collaboration contre le blocus franco-britan-

nique. Il considère que l'ancienne Pologne ne sera jamais rétablie et que, par conséquent, la guerre étant désormais sans objet, il ne reste qu'à faire la paix. Il oppose même la résolution russe de garder « les mains libres et de pratiquer avec esprit de suite la neutralité », à la politique turque qui, en signant l'accord avec la France et l'Angleterre, « a accepté, non sans risques pour elle, de soutenir l'une des parties belligérantes ». On comprend que le langage de M. Molotof n'ait apporté à l'Allemagne qu'une satisfaction mitigée. C'est seulement sur le terrain économique que la collusion germano-soviétique peut donner des résultats, d'ailleurs limités.

M. Molotof s'est expliqué sur ses négociations avec les pays baltiques et en particulier avec la Finlande. Il s'est extasié sur « l'extrême modestie » de ses demandes. Il n'insiste pas pour un pacte d'assistance mutuelle que la Finlande rejette. Il demande que la frontière finlandaise, trop proche de Léningrad, soit reculée d'une dizaine de kilomètres et qu'un territoire soit cédé à bail à la Russie à l'entrée du golfe de Finlande pour y établir une base navale. En échange l'Union soviétique céderait à la Finlande une partie de la Carélie qui l'avoisine à l'est et renoncerait a son opposition à la remilitarisation des îles d'Aland. Il termine par une pointe de menace au cas où la Finlande ne se mettrait pas en garde contre toute pression étrangère. Le gouvernement et le peuple finlandais font preuve d'un admirable sang-froid ; ils se préparent à toute éventualité, en gardant l'espoir de se tirer d'affaire moyennant certaines concessions qui ne compromettraient pas l'indépendance du pays. Moscou tient d'abord à éliminer toute influence étrangère et à établir aux yeux du monde que la Finlande est comprise dans la sphère d'influence russe. La Finlande, soutenue par d'actives sympathies, notamment celle du président des États-Unis, éprouvera que le courage et la fermeté sont, même pour un petit pays en face d'un très grand, le chemin du salut et en tout cas celui de l'honneur.

S'il est vrai que le principal mobile qui a décidé le gouvernement soviétique à dépecer la Pologne de concert avec Hitler soit la crainte de l'Allemagne, on comprend qu'il lui soit assez difficile de le proclamer et l'on sera, pour une fois, d'accord avec M. Léon Blum qui écrit dans *le Populaire* : « Il est vraiment impossible de pousser plus loin l'hypocrisie cauteleuse et pateline, le déni outrageant de la vérité. » On y sent percer la haine à l'égard des démocraties occidentales qualifiées de « capitalistes » et coupables d'opposer une résistance victorieuse au virus du bolchevisme ; malgré la crainte

qu'elle inspire, les sympathies idéologiques vont plutôt à l'Allemagne dont le système de gouvernement s'apparente à celui de la Russie : qui se ressemble s'assemble.

En Pologne écartelée, les procédés des deux gouvernements tendent à des résultats différents, mais sont pareillement sauvages et barbares ; et l'on ne sait lesquels inspirent le plus la pitié, des Polonais tombés sous le joug de Moscou ou de ceux qui sont devenus les esclaves des Allemands. En Galicie ukrainienne et en Russie-blanche, le communisme opère avec ses méthodes coutumières ; il organise la guerre de classes, il procède hâtivement à la soviétisation par la destruction des éléments les plus cultivés : grands propriétaires polonais, bourgeois des villes, prêtres, simples *koulaks* coupables de posséder un lopin de terre et quelques vaches. La guerre au christianisme, surtout au catholicisme, sévit. Le pays était prospère ; on y propage des doctrines de haine et de destruction et, sous prétexte de le russifier, on le ruine. Parmi les régions annexées par l'Allemagne, il faut distinguer celles qui faisaient avant 1918 partie de l'empire allemand où l'on déracine systématiquement les familles polonaises pour les remplacer par des Allemands arrachés à leurs foyers dans les pays baltes ; il en est ainsi en Pomérélie, à Gdynia, cette magnifique création polonaise, en Posnanie, en Silésie, en Galicie jadis autrichienne. Les anciennes minorités allemandes exercent leurs vengeances et leurs spoliations ; on arrache les inscriptions en langue polonaise. Les Polonais ne sont plus que des citoyens de seconde classe qui doivent obéissance à la race supérieure. On refoule les habitants vers la région de Varsovie qui semble destinée à former une minuscule Pologne sous le protectorat du Reich. Partout la terreur et la famine. D'avoir osé défendre leur pays contre la plus inique des invasions est imputé à crime aux malheureux Polonais que l'on fusille sous prétexte de représailles. On se réjouit de voir la maladie et la faim décimer, dans les villes comme Varsovie, ceux qui ont échappé aux bombes et aux obus. On parle avec mépris du « désordre polonais » et on se montre incapable de ravitailler la population conquise. L'Allemand se venge lâchement de l'humiliation d'avoir vécu pendant vingt-cinq ans comme citoyen polonais : les vieilles haines historiques se donnent sauvagement carrière. Quant au sort des malheureux juifs, on devine ce qu'il peut être !

BARBARIE TOTALITAIRE ET CIVILISATION CHRÉTIENNE

Esclavage de populations entières employées aux plus durs travaux sous la menace des mitrailleuses et la surveillance de soldats féroces ; familles arrachées au sol natal, à la maison des ancêtres, pour faire place à des gens d'une autre race ; les humains traités comme bétail en foire sans les ménagements que l'on a pour les animaux en raison de leur valeur marchande : c'est le spectacle lamentable qui révolte à chaque pas les témoins étrangers en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Autriche. Tout signe de mécontentement, de lassitude ou de douleur est interprété comme un acte de résistance aux volontés du peuple roi et passible des pires châtiments. Il était réservé aux régimes totalitaires, la Russie soviétique d'abord, l'Allemagne hitlérienne ensuite, de rétablir la torture comme une institution normale, un moyen de gouvernement légitime. Et quelles tortures ! Tout ce que les découvertes de la science pouvait mettre de plus raffiné au service de la bête humaine. Le traitement que Hitler inflige à un homme tel que le chancelier Schusschnigg, à qui il ne peut reprocher que d'être resté fidèle à son serment et à sa patrie, suffirait à le déshonorer ; autrefois on se faisait gloire de traiter généreusement l'adversaire vaincu et désarmé, mais résister à l'Allemagne et à son chef est devenu crime de lèse-majesté. Le gouvernement britannique a eu l'heureuse initiative de publier, dans un *Livre blanc*, les rapports de sir Neville Henderson sur les horreurs commises par la Gestapo de Himmler contre les malheureux, suspects de ne pas admirer sans réserves le nazisme ou simplement coupables d'être juifs ou d'avoir quelque ancêtre juif. Ce sont des témoins, des victimes échappées à l'enfer des camps de concentration qui racontent ce qu'ils ont vu, entendu et souffert. On ne saurait rien lire de plus atroce, de plus sadique. Ce sont ces mêmes gens qui ont envahi la Bohême et la Pologne sous prétexte que les minorités allemandes y étaient maltraitées ! Le martyre de ces deux peuples devrait servir d'enseignement à tous ceux que pourrait menacer un jour ou l'autre la conquête allemande. Et pourtant, en face de ces spectacles qui révoltent la conscience, qui sont humiliants pour l'humanité, il y a en Europe des hommes politiques, des journalistes, qui épiloguent doctement sur la neutralité, qui interrogent les livres techniques pour savoir si cette neutralité permet de juger de pareils forfaits. Si l'Angleterre et la France étaient vaincues, si leur voix vengeresse ne pouvait

plus s'élever, toute l'Europe s'abîmerait dans la plus atroce des servitudes. Suprême et redoutable honneur pour elles ! Rien qu'en réduisant leurs ventes à l'Allemagne les neutres pourraient hâter la fin de telles horreurs et se mettre eux-mêmes à l'abri pour jamais de pareils attentats ? Puisse ne pas venir un jour où ils regretteront de ne l'avoir pas fait !

Une voix du moins, la plus dépourvue de toutes armes matérielles qui soit au monde, vient de s'élever avec une majestueuse sérénité pour juger et condamner : celle de Pie XII. L'encyclique *Summi pontificatus*, la première du nouveau pape, donnée à Castel-Gandolfo le 20 octobre, n'a pas déçu ceux qui attendaient de celui qui siège au-dessus des nations, non seulement un ferme enseignement doctrinal, mais aussi un jugement impartial sur l'heure ténébreuse que traverse l'Europe. Une seule nation y est nommée par son nom, celle qui subit le martyre : « Le sang d'innombrables êtres humains, même non combattants, élève un poignant cri de douleur, spécialement sur une nation bien aimée, la Pologne qui, par sa fidélité à l'Église, par ses mérites dans la défense de la civilisation chrétienne inscrits en caractères indélébiles dans les fastes de l'histoire, a droit à la sympathie humaine et fraternelle du monde, et attend, confiante en la puissante intercession de Marie *auxilium christianorum*, l'heure d'une résurrection en accord avec les principes de la justice et de la vraie paix. »

Ces principes, le Pape, dans la première partie de sa Lettre, les définit clairement. Reprenant et appliquant aux circonstances nouvelles l'enseignement de Léon XIII dans l'Encyclique *Immortale Dei*, il montre quel est le véritable caractère de l'État et que ses droits ne sont ni absolus ni illimités. La déification de l'État est l'erreur fondamentale des gouvernements totalitaires. La conception qui délie l'autorité civile, si légitime et nécessaire qu'elle soit, de toute dépendance à l'égard de Dieu est une erreur. L'Église a toujours rendu à César ce qui appartient à César, mais elle exige que l'on rende à Dieu ce qui lui appartient ; cette distinction est le fondement de toutes les libertés légitimes. Là où l'on revendique pour l'État « une autonomie fondée seulement sur une morale utilitaire, le droit humain lui-même perd l'autorité morale qui lui est nécessaire... Le pouvoir fondé sur des bases aussi fragiles peut obtenir parfois des succès matériels capables de susciter l'étonnement d'observateurs superficiels. Mais vient le moment où triomphe l'inéluctable loi qui frappe tout ce qui a été construit sur une disproportion ouverte

ou dissimulée entre la grandeur du succès matériel et extérieur et la faiblesse de sa valeur interne et de son fondement moral, disproportion qui se rencontre toujours là où l'autorité publique méconnait ou renie l'empire du Législateur suprême qui, s'il a donné la puissance aux gouvernements, en a aussi déterminé les limites. »

Le genre humain est un, mais les nations sont diverses ; elles sont, comme les individus, soumises à une loi d'interdépendance. La conception autonomiste et absolutiste de l'État nuit à l'ordre social comme à l'ordre international. « La conception qui assigne à l'État une autorité illimitée est une erreur qui n'est pas seulement nuisible à la vie interne des nations, à leur prospérité et à l'augmentation croissante et ordonnée de leur bien-être ; elle cause également du tort aux relations entre les peuples, car elle brise l'unité de la société supranationale, ôte son fondement et sa valeur au droit des gens, ouvre la voie à la violation des droits d'autrui et rend difficile l'entente et la vie commune en paix. Le genre humain... est uni par des liens mutuels, moraux et juridiques, en une grande communauté, ordonnée au bien de toutes les nations et réglée par des lois spéciales qui protègent son unité et développent sa prospérité. » Profonde vérité, l'une des plus méconnues à notre époque ! « Les principes du droit naturel exigent le respect des droits de chaque peuple à l'indépendance, à la vie et à la possibilité d'une évolution progressive dans les voies de la civilisation ; ils exigent, en outre, la fidélité aux traités stipulés et sanctionnés conformément aux règles du droit des gens. La condition nécessaire et préalable à toute vie commune pacifique entre les nations, l'âme même des relations juridiques existant entre elles, se trouve dans la confiance mutuelle, dans la prévision et la persuasion d'une réciproque fidélité à la parole donnée. » L'oubli de ces règles est la cause profonde de ce recul de la civilisation qui est la marque ignominieuse de notre époque. Pie XII est fondé à dire : « Les angoisses du présent sont une apologie du christianisme qui ne saurait être plus impressionnante. Du gigantesque tourbillon d'erreurs et de mouvements anti-chrétiens ont mûri des fruits si amers qu'ils en constituent une condamnation dont l'efficacité dépasse toute réfutation théorique. »

C'est aussi un jugement d'ordre moral que ce puissant mouvement d'opinion qui, aux États-Unis, a emporté le vote du Sénat d'abord, celui de la Chambre des représentants ensuite, à la majorité inattendue de 242 voix contre 181, en faveur de la proposition Pittman ostensiblement approuvée et appuyée par le Président. Nos lecteurs

trouveront dans ce numéro un excellent article de M. Michel Calmann sur ce sujet. L'embargo sur le commerce des armes, restauré par le *Neutrality Act*, est levé. L'Amérique reste neutre ; les deux grands partis et le Président sont d'accord pour déclarer que les soldats américains ne viendront pas en Europe ; mais elle a le droit de fournir des armes à tous les belligérants. En vertu de la clause *cash and carry* l'acheteur est tenu de payer comptant les marchandises dont il a besoin et de se charger lui-même du transport. L'Angleterre et la France sont en mesure de le faire, l'Allemagne ne le peut pas. En fait, tandis que le *Neutrality Act*, avant la revision définitivement promulguée le 4 novembre, favorisait l'agresseur, le nouveau texte assure aux Puissances démocratiques un avantage important puisqu'elle met à leur service les ressources illimitées de l'industrie américaine.

M. Roosevelt et son distingué ministre des Affaires étrangères, M. Cordell Hull, ont très adroitement manœuvré et remportent un succès qui aura des conséquences considérables. Ils y ont été aidés par les erreurs de psychologie de la propagande germanique et du gouvernement de Berlin. Le torpillage de l'*Athenia*, dans la première semaine de la guerre, la mésaventure du *City-of-Flint* ces jours derniers, le manque de tact de la Ligue germanique des États-Unis, les attaques injurieuses contre l'Angleterre, le martyre de la Pologne par le consortium Hitler-Staline, ont soulevé parmi le peuple américain une violente indignation. Ni le Président, ni ses ministres, ni les sénateurs et députés de la majorité n'ont dissimulé que la revision de la loi de neutralité a pour objet délibéré d'aider les Alliés sans cependant faire participer les États-Unis à la guerre. Le langage de Molotof, reprochant au Président son intervention en faveur de la Finlande, a soulevé une tempête d'indignation dans les masses américaines. Ainsi, de toutes parts, s'organise la résistance de la conscience civilisée contre la barbarie totalitaire. Elle vaincra.

Le roi des Belges est allé brusquement, le 6 novembre, conférer à La Haye avec la reine de Hollande. En même temps les deux pays redoublaient de précautions. Les deux souverains ont jugé nécessaire de faire une déclaration commune témoignant de leur profond désir d'une « paix équitable ».

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.



IMAGES DE GUERRE

Aux Armées, 15 *novembre.*

LE PREMIER COMBAT

La nuit est d'un noir de suie. Parisiens qui vous plaignez que votre ville soit obscure, vous ne sauriez croire, quand elles sont sans lune, combien les nuits sont noires sur le front. Je débouche dans un bourg lorrain dont la pluie fait chanter les gouttières. Quelques feux de cigarettes et de pipes, dans les rues étroites, contre les maisons : soldats qui, après la soupe, vont et viennent en menus groupes. On entend des éclats de voix, des rires.

On me conduit au quartier du général commandant la N^e^ division. Un chef à l'esprit net, ouvert, et dont on sent qu'il est tout près de ses officiers et de ses hommes.

— Nous avons eu hier une prise d'armes, me dit-il. Le général commandant l'armée est venu remettre la Légion d'honneur au lieutenant V..., du N^e^ escadron motocycliste. C'est la première unité française qui ait franchi la frontière et le lieutenant, à la tête d'un peloton de vingt cavaliers, a soutenu avec beaucoup de sang-froid et de courage le premier combat de la guerre. J'aime mieux qu'il vous conte lui-même son exploit. Pas devant moi : il parlerait moins librement. Vous le trouverez à sa popote avec ses camarades ; c'est l'heure de leur dîner.

Un officier, obligeamment, m'emmène. Nous pataugeons dans les ruelles sombres...

— Nous y voici, annonce enfin mon compagnon.

A sa suite, je monte le perron d'une petite maison et j'entre dans une très modeste salle à manger de campagne où les cinq officiers de l'escadron, un capitaine et quatre lieutenants, sur une toile cirée rouge et blanche, à côté d'un poêle qui ronfle, achèvent un simple repas. Ils me font un accueil d'amis. On débouche une bouteille et je bois à leur santé.

Ce sont des réservistes. Le capitaine était, il y a deux mois, employé dans une grande usine d'automobiles, un des lieutenants était représentant de commerce, un autre propriétaire exploitant, le troisième agent d'assurances, le quatrième, le lieutenant V..., universitaire, chargé de cours à l'école de Saint-Maixent. L'escadron entier est composé de façon pareille. Tous réservistes et des professions les plus variées, depuis le boursier jusqu'au maçon. Recrutement de Limousins surtout, mêlés de quelques Basques et de Parisiens.

Le lieutenant V..., je le connais déjà. Je l'ai rencontré l'année dernière à Saint-Maixent où je faisais une conférence. Alors nous avions causé. Je ne me doutais pas qu'à dix mois de là nous nous retrouverions ainsi aux avancées de la Lorraine.

C'est un garçon de trente ans ; il a des yeux luisants, un visage dru et ferme. Il est gai et montre souvent, quand il rit, une denture de loup. Hier intellectuel, il n'est plus, sous sa casaque de cuir, qu'un soldat.

Après s'être un peu fait prier, sur ma demande et devant l'insistance de ses camarades, il se lève, prend son carnet de poche et, d'une voix décidée, sobrement, retrace l' « affaire » :

— Le 8 septembre, le capitaine m'a donné l'ordre d'aller le lendemain reconnaître et occuper, si c'était possible, le village de B..., à six kilomètres au nord-est de la frontière. Je pars au petit jour avec mon peloton. Quand nous avons passé les poteaux rouges et noirs, nous avons été contents. En vue du village, nous descendons des machines et nous les menons à la main jusqu'aux premières maisons. Un fort joli village, très propre, fleuri à toutes ses fenêtres. Il est vide ; nous ne rencontrons personne. Nous occupons les habitations une à une, avec beaucoup de prudence, car il y a des mines partout, derrière les portes, dans les compteurs électriques, les fourneaux à gaz, sur les cheminées, dissimulées par un portrait de Hitler, sous une casquette, sous une lampe...

— N'oublie pas les édredons, interrompt un lieutenant, et les couvertures, et les appareils de T. S. F...

— Oui, tout était miné, dit V... Mines à percussion ou à traction. Un de mes gars a même failli sauter en voulant détacher une chèvre. Une mine était disposée contre son piquet.

— Ces gens-là ont le génie du mal, dit le capitaine. Mais quand nous avons dû lâcher la position, après le repli stratégique, nous avons retourné tous les engins contre eux, en les plaçant à d'autres endroits, bien entendu. De telle sorte que par leurs propres mines ils ont perdu beaucoup de monde.

— Après avoir occupé les maisons, reprend V..., j'envoie une estafette prévenir le capitaine que son ordre est exécuté. Je joins à ma note quelques fleurs de géranium, premier butin en terre allemande.

« Au bout d'une heure environ, j'aperçois une assez forte troupe ennemie, cent cinquante hommes peut-être, qui sortent des bois situés au nord et marchent vers nous. Je les laisse avancer, car nous avons reçu l'ordre de ne pas tirer les premiers. Ils arrivent tout près de B... et, là, deux Allemands ouvrent le feu. Nous ripostons. Un certain flottement se produit chez l'ennemi. Nous en profitons pour nous retrancher dans la rue sud du village, notre effectif étant trop faible pour garder toute la position.

« Les Allemands tentent de déborder par la gauche, puis par la droite. Nos fusils mitrailleurs les arrêtent. Ils profitent alors de passages souterrains qui relient les caves de maison à maison et tombent sur nous. Un combat de rue s'engage, dur, très dur. On tire à bout portant. Un officier allemand est tué. Je suspends le feu pour permettre à ses hommes d'enlever son cadavre. Un peu plus tard, un de mes mitrailleurs, très brave, R..., tombe à son tour. L'ennemi ne nous rend pas notre politesse. Son feu redouble tandis que nous tirons le corps de R... avec des cordes.

« A midi et demi, nous commençons à plier sous le nombre. J'envoie un de nos bonshommes avertir le capitaine et demander le soutien de l'artillerie. Mon dragon passe à travers une vraie bourrasque de balles. Le capitaine me le retourne avec l'ordre de tenir coûte que coûte. Presque aussitôt nous entendons « taper » les 75.

« Nous avons été bien soutenus ; neuf cents à mille obus sont tombés sur les positions occupées par les Allemands. Ils n'ont pu s'y maintenir et, lentement, avec beaucoup de fermeté, ils ont fait retraite, emmenant leurs tués et blessés. Je les ai talonnés, reprenant maison après maison. Au coucher du soleil, tout était fini. Deux escadrons de cavalerie sont venus nous relever à dix heures. Le lendemain, ils étaient épaulés par l'infanterie.

« Voilà tout, fait-il. Nous avons eu de la chance...

Et il se rassied.

— Ce que ne dit pas V..., ajoute le capitaine, c'est qu'il a sauvé ses hommes d'un pas difficile. Tous, mais lui d'abord, ont été splendides au feu. Nous sommes fiers d'eux et de lui.

Le bout de ruban rouge, cousu à la veste de leur camarade, fait à ces quatre hommes, c'est visible, autant de plaisir que si eux-mêmes l'avaient reçu.

Les vingt soldats du peloton ont été cités à l'ordre de l'armée.

LA PIERRE D'HAUDROY

7 *novembre*. — Vingt et un ans après le jour où les parlementaires allemands, précédés du drapeau blanc, sont venus, très humbles, demander les conditions d'armistice au général Debeney.

Non loin du champ de bataille de Guise, annonciateur de celui de la Marne, dans ce paysage faiblement ondulé qui a vu périr tant des nôtres, se dresse un simple monument, *la Pierre d'Haudroy*. Il porte ces six mots : « Ici triompha la ténacité du Poilu. »

Les étendards des combattants de l'autre guerre et ceux des combattants d'aujourd'hui flottent de chaque côté du socle. Trois aumôniers s'avancent, un prêtre catholique, un pasteur, un rabbin. L'un après l'autre, ils récitent une courte prière dans un silence qui n'est coupé que par le froissement des drapeaux. Une haie de troupes, figée, présente les armes. Devant elle, un rang de généraux français et britanniques. Derrière, un peuple villageois, le front nu. Des avions passent dans le ciel. Un ancien combattant, grand

mutilé, s'avance. La voix monocorde, comme il sied aux paroles religieuses, il récite :

— Pendant la guerre de 1914, la France a perdu 1 390 000 hommes...

Un jeune soldat, habillé de kaki, le visage clair et ferme sous le casque brun, répond :

— Morts pour le Droit et la Liberté !

Et les versets se succèdent :

— L'Angleterre a perdu 800 000 hommes...

— Morts pour le Droit et la Liberté !

— L'Italie a perdu 560 000 hommes...

Chaque appel rend la minute plus oppressante. Il semble que ces millions de morts, ces immenses bataillons de victimes se soient levés tous ensemble des cimetières du front et qu'ils aient pris leur place près de nous, serrés sur des lieues par les champs humides. A présent, ils sont là tous, comme des témoins et des juges, traînant autour d'eux un étrange reflet qui ne vient pas du soleil, mais de leur sacrifice. Et les figures des nations meurtries par la sauvagerie allemande semblent flotter dans les plis des drapeaux : Belgique menacée de la même invasion qu'hier, Roumanie où des assassins veulent frayer la voie aux hordes de Hitler. Et la Serbie si vaillante, et le Portugal si généreux. Et ces Dominions britanniques, essaimés sur la vaste terre, qui sont venus mêler leur sang au sang des vieux pays.

Toutes ces nations ont combattu pour le Droit et la Liberté. Tous ces morts ont péri pour le même idéal, pour la civilisation née de la Croix. C'est pourquoi cette heure les rassemble tous, à l'aube de la lutte nouvelle où le sort du monde est engagé.

Tandis que les fleurs s'amoncellent au pied du monument et que les troupes défilent, je sens, comme je ne l'ai jamais senti, le lien qui attache l'ancienne guerre à celle d'à présent. C'est la même, en vérité. La jeune génération fait la relève de l'ancienne. Les hommes en habits bleus avaient donné leur vie pour éviter la guerre à leurs fils. Ce sont ces fils qui, vingt et un ans plus tard, reprennent le sac et le fusil pour sauver l'Europe de la barbarie monstrueuse que leurs pères avaient cru museler.

Vingt et un ans seulement. Le Destin n'a pas donné davantage. Juste le temps de faire un soldat !...

LES NOUVELLES CROIX DE BOIS

— Voici une *destruction*, me dit l'officier qui veut bien me servir de guide.

Sur la N... un pont détruit. Détruit par nous à la suite des opérations d'octobre. La rivière, élargie par les pluies des derniers jours, coule comme une boue fluide. Une arche seule a sauté. Les autres piles tiennent, montrant leurs lits de briques et de pierres. Près de moi un arbre aux trois quarts déraciné ride le courant de ses branches. Le ciel est limpide, d'un bleu doux. Quelques maisons, grises et roses, avec de beaux toits de tuiles veloutés de mousse, les pieds dans l'eau, nous regardent de l'autre rive. Derrière elles, vers l'Allemagne, les coteaux blondis par l'automne luisent sous le soleil. Pas un bruit, pas même un murmure de feuilles ; le vent est trop léger. Spectacle de guerre mélancolique, pourtant serein. On sent qu'il n'est pas définitif, qu'il attend lui aussi, et qu'un retour des hommes pourrait le transformer soudain en un spectacle de paix...

Je reviens vers le village. Il est évacué, comme la plupart de ceux qui se trouvent si près de la ligne de feu. Rien de plus poignant. Les pauvres gens sont partis en quelques heures, laissant tout derrière eux. Sur l'appui des fenêtres, des pots de fleurs, saisis par la gelée. Devant les portes, entre des fusains, des bancs de bois patientent. Des instruments agricoles, charrues, herses, rouleaux, sont accotés aux murs. Des poules, des pigeons sautillent sur les fumiers. Un chat dort sur la margelle d'un puits. Une truie énorme, suivie d'une douzaine de petits, se promène avec lourdeur et importance. Et dans les champs voisins, des meules de paille et de foin semblent prêtes à entrer dans les granges dont bâillent les portes ouvertes.

Ces Français, qui ont fait le premier des sacrifices en abandonnant leur foyer, je voudrais espérer que les Français du Centre ou du Sud chez qui on les a transportés, leur mince ballot à la main ou sur l'épaule, les enfants serrés contre la jupe des mères, les ont accueillis comme des frères douloureux. Ce sont eux le plus à plaindre, on ne le dira jamais assez. Et la dette de la nation envers eux ne sera jamais payée tout à fait.

A côté de l'église dont le clocher penche, un cimetière, net et tranquille, où le soleil enveloppe de beaux thuyas. Je pousse la grille. Tout près, contre la grande allée, dans un carré bordé de buis, six petites croix de bois. Dorment là des soldats des premiers combats. Sur leurs corps la terre renflée luit comme si le fossoyeur y avait jeté hier la dernière pelletée. Leurs camarades ont planté à la tête un minuscule drapeau. Quelques bouquets flétris, mais aussi des fleurs fraîches, des chrysanthèmes, des pensées. Et à chacun une couronne de perles, bien modeste, bien campagnarde, ornée d'un petit christ en porcelaine peinte. Le suprême compagnon et, si j'osais dire, mais tout est saint ici, même les mots, le suprême Camarade.

Je me penche sur les croix. Ce sont tous de très jeunes hommes. Leur nom est écrit à l'encre noire, leur matricule, leur classe. Deux appartenaient à la classe 1935. Pauvres enfants !...

Comme je sors, tête basse, et vais sur la route, mon ami l'officier me montre le ciel :

— Un combat d'avions, sans doute entre deux patrouilles de reconnaissance. A plus de six mille mètres.

Aidé d'une jumelle, je regarde, ne vois rien d'abord. Puis j'aperçois des points blancs et gris qui courent, se mêlent, se poursuivent, disparaissent, surgissent de nouveau. Une douzaine d'avions sont engagés. On n'entend ni le ronron des moteurs, ni le crépitement des mitrailleuses. Ils sont trop haut. Derrière plusieurs appareils traînent des rubans de fumée blanche qui dessinent des courbes, des spirales, fantasques arabesques bientôt effrangées par le vent comme des plumes ou des dentelles.

Nous les contemplons longtemps. Les Allemands doivent avoir le dessous, car le groupe s'en va vers l'est. Comme ils s'effacent, d'un léger nuage nous voyons sortir une autre série de points blancs, en forme de V celle-là, beaucoup plus nombreuse et qui, d'un vol régulier, se dirige vers le sud. Est-ce une attaque massive d'avions ennemis ?

— Non, murmure l'officier, des oies sauvages...

Les grands oiseaux, sans doute effrayés par le combat, vont chercher des cieux plus calmes. Saisissant contraste que celui des ailes vivantes et des ailes de métal, jouet et

arme des hommes, si pareilles à ces hauteurs qu'on peut s'y tromper.

L'heure avance, il faut repartir. Le soir, j'ai appris que nous avions eu un observateur tué, un autre blessé, mais que deux Messerschmitt, avec leurs équipages, avaient été « descendus ».

UN SPECTACLE D'AUTREFOIS

Près du camp de S...-A..., à deux pas de la frontière. Le général commandant le groupe d'armées vient saluer le Xe régiment de chasseurs à cheval qui, après s'être vaillamment comporté dans les combats des dernières semaines, retourne à sa division d'origine pour être remplacé par une autre unité.

A gauche de la route, une longue prairie limitée par un écran de bois. Leurs cimes déjà nues entament le ciel gris. Les quatre escadrons sont rangés l'un près de l'autre, en bel arroi. Les chevaux pommelés ou alezans sont fins, souples, frais. Les cavaliers, sous l'uniforme couleur de bronze, donnent une impression de solidité. En tête de chaque escadron, le fanion aux nuances vives dont s'éclairent par moments les ors. L'un d'eux, souvenir du Maroc, est formé de queues de cheval noires et blanches que les coups de vent font onduler. Un peu à l'écart, entre ses gardes, l'étendard du régiment.

Soudain des trompettes sonnent : « Garde à vous ! » puis « Aux champs ! » Les notes allègres frappent l'air froid. Un groupe d'officiers arrive au galop. Les hommes ont la tête fixe, aucun cheval ne s'ébroue... Simplement, le général salue le drapeau. Puis, entouré du commandant d'armée, d'autres généraux, à pied maintenant, d'un pas vif il passe devant le front des troupes. Quand il a atteint l'extrême droite du régiment, une nouvelle sonnerie retentit. Sur un commandement bref, les escadrons un à un se forment en files et vont, au trot, se masser à un kilomètre de là. Bientôt on ne les voit plus ; un vallonnement les cache, et des arbres.

Les généraux demeurent seuls sur leur tertre de gazon. Quelques minutes s'écoulent. Et voici qu'un bruit sourd s'éveille et grandit. Une forme mouvante apparaît au loin.

Les casques ont une oscillation de vagues, les armes luisent, on voit briller des fers de chevaux... Au galop, le régiment tout entier, dans un ordre précis, gardant ses rangs et ses distances, traînant ses quelques canons et caissons sur la prairie devenue boueuse, défile devant les chefs. Les fanions flottent, déployés par la course. Les officiers, l'épée en main, saluent. Instant très court, plein d'harmonie et de sobriété. La belle troupe peu à peu gagne une colline dont le penchant regarde les plateaux allemands.

Sur ces champs, piétinés jadis par les troupes si courageuses et, hélas ! si mal conduites du second Empire, je crois avoir vu passer des cavaliers de Meissonier, de Detaille ou d'Alphonse de Neuville. Le tableau étonne dans cette guerre « motorisée », où la machine de plus en plus efface l'homme. Cette chevauchée splendide, détachée sur la noble tapisserie des bois, semble l'adieu de la vieille armée française à la jeune armée à qui elle a remis ses couleurs et confié sa gloire.

LA FÉERIE DE LA GUERRE

C'est l'aviation ; ce sont les chars. Ce qu'il y a de plus léger, de plus aérien dans l'immense organisme militaire d'aujourd'hui. Ce qu'il y a de plus pesant, de plus dépendant du sol.

La vitesse atteinte dans l'air à présent est si grande que les rencontres d'avions ne peuvent durer que quelques secondes. Un croisement d'éclairs, d'une variété infinie. S'il y a poursuite, un seul instant l'allonge sur des lieues de ciel. Pas de théorie de combat qui vaille. On monte, on tire, à cinq mille balles par minute ; on abat l'ennemi ou l'on tombe soi-même. Aigles qui ne se battent plus avec le bec et les serres, mais avec une foudre multipliée.

Nous sommes arrivés à la guerre de Wells. 1918 la faisait prévoir. 1939 l'inaugure. Les chars, surtout les chars lourds, sont des machines de Martiens. Du bout de l'horizon on les voit glisser d'un mouvement rapide et uniforme, écrasant les sillons, épousant les pentes, anéantissant les obstacles, haies, arbres, maisons, sans que rien d'humain se manifeste dans leurs contours. Ces scarabées monstrueux, camouflés à la couleur de l'herbe et des pierres, et que la boue déguise mieux

encore, leurs flancs pourtant contiennent des hommes. Quatre hommes, dont un officier, sont tassés dans l'étroit espace blindé où leurs mains ont juste assez de jeu pour régler la marche ou l'arrêt du monstre, le tir des mitrailleuses et des canons. Tous très jeunes, ils sont vêtus de « combinaisons » de chauffeurs, sans qu'un galon même distingue l'officier, aussi sale que ses compagnons, aussi hirsute, aussi rayonnant de foi et d'orgueil. Car je n'ai pas vu d'arme dont les servants soient plus fiers que ceux qui manœuvrent ces blockhaus mobiles. Leurs petits équipages sont unis par l'amour de leur machine. Ils font corps avec elle. Que des inventions aussi rigoureuses excitent une tendresse si forte est étrange. Mais l'âge de la mécanique est venu et notre jeunesse lui voue la passion que jadis nous inspirait l'art. Un monde nouveau paraît où les métaux, les réactions chimiques, l'électricité, les ondes jouent les rôles essentiels. Terre promise dont le seuil nous fait frissonner, nous les vieux, mais dont nos fils sont satisfaits...

LA « LIGNE »

Encore Wells. Mais ici la guerre s'enfonce au profond de la terre pour en mieux dominer la surface. Seuls les kilomètres de rails et de barbelés qui en protègent les avancées peuvent déceler un *ouvrage*. Ses coupoles lourdement bétonnées se fondent dans l'herbe au ras des collines qu'il a forées comme un taret géant. Une bouche basse et grillée y donne accès, défendue par un armement formidable et tout un système de herses et de portes renouvelé du moyen âge. Là, à quarante ou cinquante mètres sous le sol, commence un labyrinthe qu'on ne peut parcourir qu'en wagonnets et ascenseurs. Étonnant mariage du Métro et du cuirassé de combat. Tout y est d'une prévision, d'une technique minutieuses. Qu'un danger soit signalé par les périscopes de guet, l'équipe de service calcule aussitôt l'emplacement de l'ennemi, le téléphone transmet les ordres, la radio avertit l'arrière. D'énormes pièces montent dans les coupoles d'où elles écraseront l'assaillant en avant des plantations de rails qui fixeront ses chars. Toute attaque de la Ligne est condamnée aux plus lourdes pertes.

Les hommes vivent ici comme des marins. Même distribution des veilles. Leurs couchettes sont des cadres, répartis en petites chambrées. Ils ont des salles de réunion bien ventilées, d'où j'entends jaillir des musiques de radio.

Le moral, dans ces catacombes de la guerre, comme partout ailleurs au front, il n'en faut point parler. C'est inutile et les mots manquent. Soldats et officiers n'ont qu'une pensée : « Quand nous attaquera-t-on ? » L'attente crispe ces garçons qu'a pâlis un peu la lumière des lampes. Jamais assaut n'a fait monter aux cœurs français un tel désir.

L'un des ouvrages que j'ai visités est commandé par un capitaine originaire d'Algérie, aux yeux d'Orient, au nom arabe, un beau nom qui signifie « victorieux ». Avec lui, comme avec nos tirailleurs, nos spahis, notre incomparable Légion, l'empire français d'Afrique monte la garde aux bords du Rhin.

Preste, ardent, il montre une magnifique humeur. Pas un de ses hommes qui ne se ferait tuer pour lui, cela se lit dans leurs regards quand il vient vers eux, le béret alpin sur l'oreille, de son pas allongé de chasseur. En le quittant au seuil du fort, trop ému de ce que j'avais vu, entendu, ne sachant en vérité plus que lui dire, après ce que je lui avais déjà dit, je l'ai embrassé...

L'ESPRIT DE LA FRANCE

Il est ici, aux armées. Nulle part ailleurs. Il a rejailli tout à coup, du danger, comme la Pallas antique du front de Zeus. Michelet l'avait dit dans une noble page : la France est le pays des prodigieux réveils. On la croit lasse, amollie, en proie aux luttes des sectes, on s'apitoie sur elle, elle va expirer, elle est dissoute. Mais qu'alors l'ennemi s'avance, elle bondit dans le temps d'un éclair, étroitement réunie, purifiée, brillante d'une jeunesse nouvelle. A l'appel du clairon, elle brandit sa vieille et forte épée. C'est la France des Rois, la France de la République, de l'Empire, la France de Condé, de Turenne, de Hoche, de Kléber, de Napoléon, la France de Joffre et de Foch. La France tout court. Sans compter l'adversaire, elle se jette au-devant de lui, le visage rayonnant d'ardeur, en criant : « On me cherche ? Je suis là ! »

Ah! c'est que nous sommes un vieux peuple militaire, une nation nerveuse, mais solide, que les siècles ont cimentée, dont les convulsions civiles n'ont pu que rider la surface et qui se retrouve aussitôt, pareille à ce qu'elle fut toujours, dès qu'un péril menace sa vie ou son honneur.

Hitler et sa bande, comme avant eux Bismarck, se sont bien trompés. On entend Ribbentrop répéter à son Fuhrer dans les semaines d'août : « La France ? Rien à craindre de son côté. Elle se décompose. Son empire est trop grand pour elle. Elle fera tout pour éviter la guerre, car ses fils n'en veulent plus ; la politique d'atelier et de cabaret leur suffit. La guerre ! Mais si elle s'y laissait entraîner, la France aussitôt s'écroulerait ! »

L'halluciné de Berchtesgaden l'a cru. Aujourd'hui, il peut mesurer son erreur.

Il ne la connaît pas encore pourtant tout entière, car il n'a pas vu nos soldats. Il n'a pas vu toute notre jeunesse, les yeux clairs et droits, le menton ferme et la bouche serrée sous le casque, qui maintenant monte la garde de Belfort à la mer. Il n'a pas vu nos hommes coude à coude, tous les rangs confondus, les métiers effacés, prêts à souffrir, à mourir avec joie, bien plus, prêts à attendre en silence, eux, ces Français qui aiment à parler et qui furent toujours impatients du combat. Il ne sait pas quelle volonté les pousse, quel feu les anime. Quand, les mois passant, après sa première défaite il ouvrira enfin les yeux sur ce qu'est la *vraie France*, avant le désespoir il éprouvera un indicible étonnement.

OCTAVE AUBRY.

LE PARADOXE DU CHRISTIANISME ALLEMAND

Taine a écrit dans une page justement célèbre de son *Régime moderne* ces mots souvent cités sur la bienfaisance de l'Évangile : « Le christianisme est la grande paire d'ailes indispensables pour soulever l'homme au-dessus de lui-même, au-dessus de sa vie rampante et de ses horizons bornés. Toujours et partout, depuis dix-huit cents ans, sitôt que ces ailes défaillent ou qu'on les casse, les mœurs publiques et privées se dégradent. L'égoïsme brutal et calculateur reprend l'ascendant, la cruauté et la sensualité s'étalent, la société devient un coupe-gorge et un mauvais lieu. Il n'y a que le christianisme pour nous retenir sur notre pente fatale et le vieil Évangile, quelle que soit son enveloppe présente, est encore aujourd'hui le meilleur auxiliaire de l'instinct social. » Tout cela reste vrai et c'est pourquoi tous ceux qui pensent, avec Taine, que le christianisme excelle à tempérer les mauvais instincts des hommes, ont tremblé quand ils ont vu l'Allemagne de M. Hitler s'appliquer haineusement, en même temps qu'elle préparait sa revanche, à remplacer l'Évangile du Christ par on ne sait quel absurde Évangile de la race, fondé sur le sang. Le sang ! il coule à flots, hélas ! Et la déchristianisation d'un vaste pays, au cœur de l'Europe, a singulièrement contribué à cette orgie meurtrière où l'Allemagne aujourd'hui semble se plaire.

La position du germanisme à l'égard du judaïsme, — autre victime de la croix gammée, — a été maintes fois définie. On est moins renseigné, me semble-t-il, sur la sourde hostilité

et la profonde méconnaissance dont le christianisme, et surtout son esprit, ont presque toujours été l'objet, plus particulièrement depuis la prépondérance prussienne, dans les territoires qui forment aujourd'hui le Reich. Peut-être n'est-il pas sans intérêt de chercher à connaître ces sentiments essentiellement nationaux-socialistes.

L'antichristianisme allemand et l'antichristianisme français se ressemblaient au XVIIIe siècle. On était alors, dans ces deux pays, hostile au christianisme, et surtout aux Églises, par amour de la *raison* et de la *science*, les Allemands disaient par amour des *lumières*. L'anticléricalisme français, aujourd'hui si démodé et si édulcoré, est assez exactement resté tel. Il reproche à la religion de former des individus superstitieux, trop enclins à tenir pour vrais des dogmes indémontrables, trop portés à faire fi de leur « dignité d'êtres pensants » devant l'autorité traditionnelle. L'antichristianisme allemand se présente sous une figure très différente, surtout de nos jours, et surtout depuis la première guerre mondiale de 1914 à 1918. Les Allemands ont découvert que l'Évangile ne cadre pas avec leur génie national, qu'il préconise de fausses vertus, des vertus qui ne sauraient passer pour telles aux yeux des patriotes de la nouvelle école. Il faut, par conséquent, rejeter cette foi, à tout le moins l'amender. De cette religion, à tort universelle, il faut faire une religion sainement nationale, digne de l'Allemagne de la croix gammée.

Déjà le savant Lassen, dans son *Indische Alterthumskunde*, opposait, au siècle dernier, « le paganisme libéral des Germains » au « Dieu égoïste des Hébreux ». Le non moins savant Gervinus se plaignait que la mansuétude catholique « eût gâté ses belliqueux ancêtres ».

Cette façon de voir n'était pas, dans l'Allemagne d'hier, très commune. Les Allemands, à la vérité, se créaient bien, et de plus en plus, un Dieu national à leur image et pour leur usage. Le vieux Dieu allemand de Guillaume II n'a-t-il pas fait beaucoup parler de lui pendant la Grande Guerre ? Ne perçoit-on pas dans la cosmogonie et la théologie, d'ailleurs enfantines, que le kaiser ne manquait pas une occasion d'étaler, l'influence des historiens et des philosophes pangermanistes qui travaillèrent pendant tout le XIXe siècle à faire du christianisme une religion moins chrétienne et plus alle-

mande ? La religion officielle, toutefois, la confession où tous les Allemands se mêlaient et communiaient avec le reste du monde, n'était pas celle-là. On eût indigné Guillaume II, et plus encore sa très conformiste épouse, à leur laisser entendre qu'entre leur christianisme et la vraie foi chrétienne il y avait un abîme.

L'avènement de M. Hitler au pouvoir transforma la situation et, depuis lors, le christianisme allemand, celui du moins que l'autorité tolère, n'est plus pareil au christianisme des autres peuples. Sous son aspect catholique comme sous son aspect protestant, le christianisme traditionnel déplaît aux purs du régime et toutes sortes de luttes confessionnelles, sur lesquelles on n'a eu que trop d'occasions de se renseigner par les journaux, ont mis aux prises les vieux croyants et les novateurs sur divers points du Reich, entre 1933 et 1939. M. Hitler, personnellement, évitait de se compromettre dans ces querelles. Il lui est arrivé de faire appel à un vague Être suprême qu'il appelle le Tout-Puissant ; il ne renie pas formellement le christianisme, il se contente de marquer sa faveur à ceux qui le veulent nationaliser (*Deutsche Christen*) et sa défaveur à ceux qui lui restent fidèles sous sa forme traditionnelle et universaliste (*Bekenntnisskirche*) ; mais ses agents, c'est-à-dire ses ministres, ses commissaires, ses évêques, ses philosophes, ses théoriciens, ses prophètes, tous ceux-là que Frédéric II appelait *mes pédants*, s'en donnent à cœur joie de répandre la vraie doctrine nationale-socialiste en matière confessionnelle. Sous le nom vague de christianisme positif, elle n'a presque rien gardé du christianisme authentique. Ce n'est pas, — il faut honnêtement l'écrire, — le néo-paganisme, cette renaissance de la vieille mythologie allemande, sur lequel on a beaucoup disserté à l'étranger, souvent en fâcheuse ignorance de cause, qui est devenu doctrine officielle. M. Alfred Rosenberg a pu écrire dans *le Mythe du XXe siècle* (1) cette phrase blasphématoire : « Une condition essentielle de l'instruction allemande consiste à reconnaître que le christianisme ne nous a pas apporté la civilisation, mais que le christianisme doit au contraire ses vertus durables au caractère germanique. » Ludendorff, rédigeant pour le livre abominable de sa femme, *Libérons-nous du Christ* (2), une préface encore plus abominable,

(1) *Der Mythus des XX^t^ Jahrhunderts*, 83e-86e édition ; Munich, 1935.
(2) *Erlösung von Christo ;* Munich, Éditions Ludendorff, 1931.

a pu déclarer : « Le christianisme a détruit l'âme du peuple allemand et rendu plus difficile aux hommes l'accomplissement de leur tâche divine », aucune Église du Reich ne professe encore un tel *credo*. Quelques excentriques ont pu tenter de remettre en honneur, sous prétexte d'hypernationalisme et d'hypertraditionalisme, le culte de Thor et de Freya, ces manifestations restèrent exceptionnelles. Le courant antichrétien n'en est pas moins d'une violence extrême dans tout le Reich et la disparition de l'esprit évangélique figure au premier rang des « réformes nécessaires » par où la croix gammée prétend donner à l'Allemagne rénovée un visage plus beau. Le résultat, aujourd'hui, est visible à tous. M. Hitler a vraiment lieu d'être satisfait.

Les griefs du national-socialisme envers le christianisme ont leurs racines dans ce nationalisme intransigeant, né lui-même du pangermanisme, qui prédomine aujourd'hui en Allemagne. Le nazisme reproche au christianisme de n'être pas allemand, de ne pas s'accorder avec le génie particulier de la race allemande. Le christianisme n'est-il pas venu de l'Orient ? Jésus-Christ n'est-il pas né Juif, au sein du peuple juif ? On entend, dans tous les milieux ralliés au régime, formuler ce reproche. Et c'est un fait bien significatif que le zèle apporté par certains penseurs et pasteurs, restés à les en croire chrétiens, mais soucieux de se montrer « patriotes », à lancer dans la circulation une théorie en vertu de laquelle Jésus-Christ, né en Galilée, laquelle n'était pas juive (?), n'appartiendrait pas en fait à la race sémitique. D'autres théoriciens de la croix gammée, froidement résolus à aller jusqu'à l'extrême et à purger le Reich, s'il est possible, de toute influence chrétienne, ne prennent même pas la précaution de prouver que Jésus-Christ n'était pas Juif. Juif ou non, sa doctrine ne convient pas au peuple allemand, et ce que l'Allemagne pourrait faire de mieux serait de jeter par-dessus bord, une fois pour toutes, ces compromis hypocrites en vertu desquels le Reich s'est trop longtemps proclamé chrétien. Le peuple allemand est, suivant le néologisme international à la mode, un peuple dynamique, soit un peuple guerrier. Il lui faut, déclarent les nazistes, une religion et une Église à son image (*eine Volkskirche*). Combien conforme aux aspirations des Germains le Walhalla, où les ombres des guerriers

tombés dans les combats passaient l'éternité à faire des libations dans des coupes d'or ! Combien fade, au sentiment des Germains fidèles aux vertus ancestrales, le Paradis chrétien, où les morts, devenus des anges, chantent, en s'accompagnant sur la harpe d'or, les louanges d'un Dieu de douceur et de pardon !

Un des plus grands hommes du régime actuel, le Fuhrer des paysans, M. Darré, a publié en 1930 un livre considéré comme essentiel : *la Nouvelle noblesse du sang et du sol* (1). On y peut lire ce qui suit : « La conversion des Germains au christianisme dépouilla la noblesse germanique de ses bases. On ne saurait exagérer le bouleversement de toutes les idées morales qui résulta de la conversion des Germains au christianisme, ni l'action dissolvante de cette conversion sur les mœurs et les lois. » Et voici qui n'est pas moins net : « Le bolchevisme russe, observe M. Darré, a ruiné la conception de l'autorité et de la moralité jusqu'alors existantes en Russie. Le christianisme, en son temps, avait fait de même. Et force est bien de convenir que, dans le choix des moyens, le christianisme ne s'était pas montré moins rude que le bolchevisme. » Mettre ainsi sur le même pied le bolchevisme et le christianisme, quelle sinistre plaisanterie ! M. Darré, au surplus, écrirait-il encore de cette encre, alors que le camarade Staline est devenu l'ami du Fuhrer ? Depuis quelques semaines, on se ménage de Russes à Germains, mais ce qui est écrit est écrit. Il est d'ailleurs piquant de voir M. Darré contester l'excellence de la morale bolcheviste. Sans doute met-il fort au-dessus celle de la croix gammée. En fait, elles se valent comme abjection.

Le christianisme ne s'est pas imposé aux Germains pendant le premier millénaire de notre ère, il leur a été inculqué par la violence, en contradiction avec leur caractère national, donc il ne vaut rien pour eux ; voilà, encore une fois, la thèse aujourd'hui préconisée aux pays du Rhin et du Danube. L'anticléricalisme hitlérien est à base raciste, alors que l'anticléricalisme n'a jamais été tel en France. Combien d' « anticléricaux » français se piquent de reconnaître la beauté morale, la noblesse, la pureté de l'idéal chrétien et se bornent à cri-

(1) *Neuadel aus Blut und Boden* ; Éditions Lehmann, Munich, 1934.

tiquer l'application imparfaite aux nécessités de la vie quotidienne qu'en fait censément le clergé !

Il est intéressant de mettre en regard de la thèse naziste, proclamant l'incompatibilité du christianisme et du germanisme, les pages où Camille Jullian, retraçant la manière dont la Gaule s'ouvrit à la religion du Christ, énonce des idées diamétralement opposées (1). La Gaule païenne, déclare cet historien, entra dans le christianisme « sans regret ». Et de même que s'était rapidement opérée la fusion entre la religion gauloise et la religion romaine, l'adhésion au christianisme s'accomplit sans choc violent. Entre le druidisme et le christianisme il y avait, au dire de Camille Jullian, des points de contact évidents et qui jouèrent un rôle : « Par-dessus la mythologie classique, écrit-il, un peu trop indifférente aux choses de l'au-delà, le christianisme vint renouveler pour tous les hommes cette certitude d'éternité que les Gaulois avaient déjà reçue de l'enseignement des druides. » Combien ces lignes de Camille Jullian ne donnent-elles pas à réfléchir ! N'expliquent-elles pas la psychologie, si contrastée, du peuple français et du peuple allemand ? N'éclairent-elles pas d'un jour cru la levée de boucliers qui se produisait encore dans le Reich, à la veille de cette guerre, contre le christianisme ? Ici et là on accueillit tout différemment, jadis, la foi nouvelle. La Gaule, certes, eut ses martyrs. On ne songe pas à contester leur nombre, ni à oublier leurs mérites ; mais avec quelle rapidité leur sang généreux donna une fructueuse moisson ! C'est déjà au IVe siècle qu'on trouve en Gaule un saint Martin de Tours, si parfaitement chrétien par l'humilité, la charité, et l'on serait tenté d'ajouter la tolérance, puisqu'il était hostile à la mise à mort des hérétiques. Camille Jullian ayant exposé ses vertus, « sa haine des persécutions, sa pitié inépuisable, son ferme bon sens », demande avec émotion : « N'est-ce pas l'idéal d'un saint français ? » Ce n'est pas en tout cas l'idéal d'un saint allemand sous le règne de la croix gammée.

C'est pourtant grâce à l'adhésion d'un roi de sang germanique aux principes du Christ que toute la Gaule devint chrétienne, mais c'est encore là un fait que les historiens allemands se gardent bien de mettre en relief. Clovis d'ail-

(1) *De la Gaule à la France*, Paris, 1922.

leurs avait déjà « trahi » en épousant une princesse chrétienne, et puis il régnait sur des Gallo-Romains, abâtardis et christianisés. Isolé dans son idolâtrie de fier Sicambre, il sentait confusément que son métier de roi conquérant serait rendu plus facile et sa conquête plus assurée s'il adoptait la religion des autochtones. Sa conversion se fit, au demeurant, en conformité rigoureuse avec les us et coutumes germaniques. Et c'est un historien allemand au chauvinisme éprouvé, c'est M. Paul Rohrbach, dont le pangermanisme est du meilleur aloi, qui l'observe dans son ouvrage intitulé *la Pensée de Dieu dans le monde* (1). Les chefs germains qui, peu à peu, abandonnèrent leur dieu pour adopter le christianisme agissaient ainsi, à l'en croire, par réalisme : c'est le mot employé par M. Rohrbach. N'était-ce pas une épreuve de force, une *Kraftprobe* gigantesque, demande-t-il, que ce duel où s'affrontaient les vieux dieux germaniques et le Dieu chrétien des Méridionaux et Orientaux, sémitisés et romanisés ? Et si le Dieu chrétien se révélait le plus fort, les Germains n'étaient-ils pas excusables de répudier leur divinité vaincue et d'adorer le Dieu vainqueur ?

Déjà les Germains ne respectaient que la force. Devenus des Allemands, ils n'ont pas changé. Leur dieu est un dieu grégaire, un dieu collectif, le dieu du peuple en armes. Les grands mystiques qui, repliés sur eux-mêmes, cherchent l'Éternel dans leur cœur à leur seul usage, en marge du culte public, furent toujours, de l'autre côté du Rhin, des êtres plutôt exceptionnels. La religion est bien plus pour l'Allemand un lien entre le peuple et la divinité qu'entre la personne humaine et Dieu. Bismarck déclarait en pleine guerre franco-allemande : « Si je ne croyais pas à un ordre divin, qui a destiné la nation allemande à quelque chose de beau et de grand, je renoncerais tout de suite à mon métier de diplomate et je n'aurais d'ailleurs jamais embrassé cette carrière. » Guillaume II sacrifiait instinctivement à la même conception pseudo-religieuse quand il déclarait, aux applaudissements de ses auditeurs, dans un discours resté célèbre : « Dieu ne se serait pas donné tant de peine avec notre peuple allemand s'il n'avait eu sur lui des visées toutes spéciales. » Admirons l'anthropomor-

(1) *Der Gottesgedanke in der Welt*; Hans Bott Verlag, Berlin, Tempelhof, 1939.

phisme ingénu, pour ne pas écrire révoltant, de cette théologie de bas étage dont il y a tout lieu de croire qu'elle était sincère. En s'exprimant de la sorte, le kaiser allemand faisait du teutonisme, comme le Bourgeois gentilhomme de la prose, sans le savoir. Et, non moins inconsciemment, il préparait la voie aux antichrétiens du III[e] Reich. La formidable *Kraftprobe* de 1914 à 1918 ayant tourné au détriment du germanisme, les Germains de la défaite, obéissant aux réflexes ancestraux, désertèrent les autels d'un Être sûprême qui avait mordu la poussière. Il entre très probablement, s'il est possible d'apprécier des phénomènes sociaux de cette sorte, une ample dose de dépit et de rancune dans la guerre au christianisme dont le régime hitlérien donne le spectacle. Les peuples et les individus à mentalité primitive sont coutumiers de telles réactions. Une illustre romancière italienne n'a-t-elle pas montré un brave Napolitain, d'esprit simple, jetant au fond d'un puits, d'un geste courroucé, le saint de bois resté sourd à ses prières ?

Mais revenons aux Germains d'autrefois et observons d'un peu plus près la façon dont ils furent amenés au christianisme. Si l'on en croit Grégoire de Tours, historien de la monarchie franque, le baptême de Clovis n'agit guère sur sa conduite ni sur celle des siens. Il continua de faire mourir par le poignard ou le poison les membres de sa famille ou les personnes de son entourage, coupables d'avoir encouru son déplaisir. La fortune des armes et la grâce de Dieu avaient fait de lui le souverain chrétien d'un beau royaume où la civilisation nouvelle, à son aurore, jetait déjà des rayons très doux, mais les mœurs de la dynastie restaient barbares. Camille Jullian affirme, dans sa généreuse ferveur, que ce nouvel empire franc « avait été créé pour convertir le monde au Christ ». S'il n'y avait eu que Clovis et sa cour pour accomplir la vocation de l'empire franc, celui-ci eût tragiquement manqué à son destin. Les évêques disséminés sur tout le territoire montraient heureusement des dispositions meilleures. Et leur piété ne les empêchait pas de gouverner à merveille dans le temporel. Prêchant d'exemple, il leur arrivait de défendre leur cité, les armes à la main. Quand l'ennemi approchait de la ville, — et c'était chose fréquente, — c'était autour d'eux que, d'instinct, s'organisait la résistance : « Si la cohésion de

notre pays, observe encore Camille Jullian, s'est reconstituée sous Clovis et ses fils, dites-vous bien que ce sont les évêques, les apôtres de la foi chrétienne, qui l'ont voulu, qui y ont travaillé. » Ainsi Camille Jullian, appuyé sur des textes scrupuleusement étudiés, confirme la belle image de Joseph de Maistre : « Les évêques ont construit cette monarchie comme les abeilles construisent une ruche. »

Clovis, devenu chrétien, mais seulement du bout des lèvres, ne fit rien pour christianiser ses frères de race, les Germains de Germanie. Ses successeurs firent un peu plus. Éloi, le célèbre ministre de Dagobert, finit en évangélisant les Frisons, mais c'est de bien plus loin, c'est d'Irlande et de Grande-Bretagne que vinrent les courageux missionnaires qui convertirent méthodiquement les tribus germaines au christianisme. Banni du royaume de Bourgogne en 610 par la reine Brunehaut, le moine irlandais Colomban, suivi de quelques disciples, remonte le Rhin, se jette dans les forêts mystérieuses qui bordent ses rives, évangélisant les tribus sauvages, renversant les idoles de Woden, Donar et Saxnot quand il en trouve et répandant sur le sol le contenu des immenses chaudières où bouillonnait la cervoise, destinée aux beuveries rituelles. Colomban parvint ainsi jusqu'au lac de Constance, où il lui arriva de précipiter de sa propre main les statues des faux dieux. Il devait trouver en Winfried, ardent missionnaire du Wessex et plus connu sous le nom de saint Boniface, un digne successeur. Winfried ouvrit à l'Évangile certains territoires allemands restés particulièrement fermés à la bonne nouvelle. Il travaillait en étroite harmonie avec la papauté et c'est lui qui, pour la première fois, oignit le roi franc en 752, à Soissons. Ami des tâches difficiles, il résolut, après avoir réussi en Thuringe, de convertir les Frisons, païens entre les païens. Il obtint d'abord quelques succès et faillit même baptiser un duc de cette tribu, nommé Radbod. Radbod était entré déjà dans le bassin baptismal quand il s'avisa de demander si les Francs, qu'il détestait, avaient droit, comme chrétiens, au paradis et s'il risquait d'en rencontrer là-haut. Winfried ayant honnêtement répondu par l'affirmative, Radbod sortit en hâte du bassin et refusa d'y rentrer. Winfried, toutefois, ne se laissa pas décourager par cet échec ni par beaucoup d'autres. Il s'obstinait à séjour-

ner parmi ce peuple cruel, si bien que la Frise orientale devint son tombeau. Il finit dans un affreux massacre, victime de son zèle apostolique. Il est affligeant de penser que ce rôle héroïque, qui lui coûta la vie, et qui, n'en déplaise aux prophètes de la croix gammée, ouvrit à la civilisation un pays jusqu'alors inculte, a cessé d'être apprécié comme il le mérite par tout un peuple égaré.

Les choses en étaient arrivées à ce point quand Charlemagne entreprit sa guerre, plus exactement ses guerres, contre les Saxons. Les Saxons et les Frisons, peuples de la Basse Allemagne, restaient au VIIIe siècle rigoureusement réfractaires à la foi chrétienne. C'étaient encore les Germains tels que les avait décrits Tacite. Ils adoraient les mêmes dieux sanguinaires et cruels, non point dans des temples (ils n'avaient pas de classe sacerdotale), mais au creux de ces forêts inextricables dont l'Allemagne d'alors était couverte. Chaque colline, chaque fleuve servaient d'asile à quelque génie local, objet d'un culte grossier. L'adoration d'Odin allait de pair avec celle d'Irmensul, dont le nom commémorait sans doute la victoire remportée par Hermann ou Arminius sur les légions romaines, dans la forêt de Teutoburg. Le souvenir du chef chérusque était resté vivant parmi les tribus saxonnes. Elles allaient affronter Charlemagne avec cette même fureur que leurs ancêtres avaient apportée dans la lutte contre le chef romain Varus, lieutenant d'Auguste. Charlemagne affilié au Pape, Charlemagne soumis au Pape, qui l'encourageait à convertir les derniers Germains attachés au paganisme, n'était-il pas, à sa façon, un fils de Rome, un ennemi, par conséquent, détestable entre tous ?

Charlemagne lutta contre les Saxons d'une manière presque ininterrompue de 768 à 800. Le territoire saxon était vaste puisqu'il s'étendait du Rhin à l'Elbe et du confluent de la Werra et de la Fulda au Jutland. Charlemagne pensa venir à bout de ses ennemis en construisant à Paderborn une forteresse où il tint un premier Champ de Mai. Nombreux furent les chefs germains qui vinrent lui rendre hommage, plusieurs d'entre eux dans la robe blanche des néophytes chrétiens, mais à peine leur vainqueur avait-il quitté la place que ces butors mal convertis retournaient, eux et leurs tribus, à leurs idoles, à leurs maléfices, à leurs sacrifices

humains. La résistance finit par s'incarner dans la personne d'un prince non moins despotique que Charlemagne, Witikind, chef des Westphaliens, beau-frère d'un roi danois qui lui donnait asile quand la guerre prenait un tour critique. Par la ténacité et la ruse, Witikind égalait Arminius. Il bénéficia parmi les siens d'une popularité dumême genre et ses exploits sont aujourd'hui, de la part des théoriciens nationaux-socialistes, au nom du malfaisant idéal raciste, l'objet de la même adoration.

Charlemagne pensa maintes fois avoir dompté les Saxons, mais la moindre défaillance de sa part provoquait une nouvelle révolte. Quand parvint dans les forêts germaines la nouvelle de la défaite subie à Roncevaux par l'Empereur à la barbe fleurie, Witikind leva de nouveau l'étendard de la rébellion. Le dernier mot dans cette lutte suprême devait rester à Charlemagne, mais Witikind obtint à plusieurs reprises de sérieux avantages. En 778, il entraîna sur ses pas jusqu'au Rhin des hordes déchaînées, brûlant derrière elles églises et manoirs, restaurant partout le culte des faux dieux. A leurs massacres Charlemagne répondit par des massacres, non moins impitoyables. On se rappelle le guet-apens dont il tira vengeance à Verden, exigeant en compensation pour Witikind, qui s'était éclipsé, la livraison de quatre mille cinq cents guerriers qui furent séance tenante passés par les armes. *Atroci gladio,* pour parler avec un historiographe de l'Empereur. Il faut d'ailleurs en convenir, ces méthodes employées par Charlemagne atteignirent leur but et, s'il avait été plus doux, peut-être aurait-il moins réussi. La résistance des Saxons tomba, ils devinrent chrétiens de nom. Witikind lui-même s'avoua vaincu. Charlemagne lui envoya au delà de l'Elbe, où il était allé chercher refuge, une délégation chargée de lui démontrer qu'Odin et Donar l'ayant abandonné, il ne lui restait plus qu'à plier le genou devant le Dieu chrétien. *Nec illi auxilio Thonar et Woden erant.* Witikind dut admettre ce raisonnement, puisqu'on le vit en 785, au Champ de Mai d'Attigny, recevoir le baptême. Conclusion qui vient à l'appui de la thèse formulée par M. Paul Rohrbach et d'après laquelle ces guerres entre Germains païens et chrétiens n'étaient autre chose, au fond, que de sanglantes épreuves de force entre le Dieu de l'Évangile et les dieux de la

mythologie scandinave. Au plus fort, la victoire. Décimés, traqués, exténués, les Saxons reconnurent enfin la supériorité de Celui qu'adoraient l'empereur Charlemagne, les papes Adrien Ier et Léon III. Ils se convertirent en masse comme ils avaient résisté en masse.

La Germanie entra alors, bon gré mal gré, dans le cercle des nations chrétiennes, mais quelques siècles encore s'écoulèrent avant qu'on pût parler d'une sorte de civilisation germanique. Et qui sait s'il ne faut pas attribuer à cette adhésion tardive au culte pratiqué depuis si longtemps par les grands peuples hellénisés et latinisés d'Europe le caractère spécial qu'affecta de tout temps le christianisme en Allemagne. Si seulement l'Allemagne en était restée là ! Il ne s'agit même plus aujourd'hui d'un caractère spécial, mais bel et bien d'un reniement dont les résultats déjà apparaissent tant à la diplomatie de M. Hitler qu'à sa façon de mener les hostilités. Triste retour à la barbarie ! On a chuchoté de tout temps à Rome, dans les couloirs du Vatican : *I Tedeschi sono tutti un poco eretici*, les Allemands sont tous un peu hérétiques. Ils deviendraient sauvagement hostiles, si l'irréligion préconisée par ceux que j'appelle les prophètes et les pédants attitrés de la croix gammée devait l'emporter.

Il serait excessif, toutefois, d'affirmer que l'Allemagne a complètement cessé dès maintenant d'être chrétienne. Non, il reste dans le IIIe Reich, d'ailleurs comme en Russie soviétique, une forte proportion de chrétiens, solidement attachés à leur christianisme, mais comment n'être pas frappé, à lire et à écouter les discours prononcés en Allemagne, à s'instruire des nouveautés littéraires, à parcourir périodiques et journaux de toutes sortes qui nous parviennent de Berlin et de Munich, par la désaffection qu'ils attestent à l'égard du catholicisme et du protestantisme ? Comment pourrait-on méconnaître cette hostilité, sourde ou avouée, marquée par les Allemands de 1939 à la foi que le sacrifice de saint Boniface et l'acharnement de Charlemagne firent triompher, il y a plus de mille ans, sur les rives du Rhin et de l'Elbe ? La guerre a trouvé la croix gammée aux prises avec la croix chrétienne, c'est un fait. Et scrupuleux, méticuleux, tout gonflés comme ils sont de prétentions historiques, les théoriciens du national-

socialisme s'en prennent aux racines mêmes de ce qu'ils estiment le mal. La campagne de dénigrement menée contre le rôle de Charlemagne fait partie d'un vaste plan, tendant à discréditer le christianisme dans le Reich « parce qu'il n'y est pas à sa place » et parce que les « valeurs » artificiellement créées sous ses auspices contrarient le vrai génie national. Le plus estimé des littérateurs hitlériens est, comme on sait, M. Hans Grimm, le romancier de *Peuple sans espace* (1). M. Hans Grimm, qui se pique de philosophie, a naturellement disserté lui aussi sur le caractère allemand, la nature du christianisme, les guerres de Charlemagne et autres sujets à l'ordre du jour. Sur l'œuvre des Carolingiens en général et de Charlemagne en particulier il s'exprime avec une sévérité tranchante : « La vieille liberté allemande, écrit-il (en s'abstenant d'ailleurs d'expliquer ce qu'il entend par là), fut par les Carolingiens à jamais étouffée. » Et il ajoute : « Que de bonnes choses allemandes ont péri avec la victoire de Charlemagne sur les Saxons ! »

Ce paradoxe se retrouve délayé, développé à l'envi, dans les écrits d'une classe nombreuse de savants, archéologues, préhistoriens, empressés à démontrer que ces sauvages, détruits par Charlemagne, lui étaient en fait très supérieurs, au moins moralement. Nordiques à l'état dur, Nordiques pratiquant toutes les vertus « héroïques », naturelles à cette race, ces vaincus auraient mérité de rester vainqueurs. On lit à l'appui de cette thèse dans le très curieux ouvrage de M. Dietrich Klagges sur *l'Enseignement de l'Histoire comme éducation nationale-politique* : « Affirmer joyeusement la vie, combattre dans la sincérité et la fierté, voilà le véritable héroïsme germain et aussi le véritable héroïsme national-socialiste. L'affreux mensonge suivant lequel nos aïeux étaient des barbares sans éducation et sans intelligence est depuis longtemps réfuté (?). Ils furent les premiers, au contraire, à concevoir le monde comme un tout, à fixer les lois de l'expérience, de la vie, de l'observation de la nature et à donner une philosophie (2). »

L'étude des vestiges anciens trouvés en territoire allemand

(1) *Volk ohne Raum*; Éditions Albert Langen, Munich, 1926.

(2) Dietrich Klagges : *Geschichtsunterricht als national-politische Erziehung*. Francfort-sur-Mein, 1937.

a confirmé dans leur orgueil les préhistoriens du racisme : « La préhistoire, écrit encore M. Dietrich Klagges, montre clair comme le jour que nos ancêtres n'ont jamais été des hommes primitifs, mais toujours des hommes de civilisation créatrice et qui, de tout temps, firent progresser l'humanité. » M. Dietrich Klagges pose en fait que l'âge de bronze coïncida en Germanie avec une civilisation brillante, bien plus brillante, en tout cas, que celle des peuples de l'Europe méridionale, des peuples méditerranéens et des peuples asiatiques à la même époque.

Les monuments de cette *Kultur* étant peu nombreux et susceptibles d'interprétations très diverses, les préhistoriens jouent sur le velours. Et comme ils s'en donnent à cœur joie ! Plus « nordique » encore que M. Dietrich Klagges, M. Hermann Wirth, dans son livre intitulé *l'Aurore de l'Humanité* (1). M. Wirth conclut des monuments et témoignages laissés en pays allemand par l'âge de pierre à la réalité de l'Atlantide d'une part, et d'autre part à l'existence d'une race arctico-nordique ou atlantico-nordique, c'est-à-dire germanique, qui aurait déterminé, en se répandant à travers l'Europe, l'éclosion de la civilisation communément appelée hellénique : « L'origine purement atlantique de la civilisation crétoise, écrit M. Hermann Wirth, ne fait pas de doute. » Est-elle vraiment si peu douteuse ? Il faudrait, à en croire M. Wirth et sur la foi de ses découvertes dans le domaine des écritures préhistoriques, reviser totalement les idées hier encore admises sur la marche de la civilisation européenne. Elle n'est pas venue de l'Orient vers le Nord, elle a pris son essor dans les glaces arctiques, dans les forêts de Scandinavie et de Germanie. Si les Romains ont été puissants, courageux et virils, c'est parce qu'ils représentaient un avant-poste nordique. De toute leur énergie physique et avec toute leur conscience de race, ils luttaient contre l'Orient sémitique. Ce ne sont pas les Phéniciens qui ont inventé l'écriture, « ils l'ont héritée des Nordiques », de ces peuples atlantico-nordiques dont M. Wirth et les préhistoriens de son école ont prouvé ou croient avoir prouvé l'existence. La fragilité de toutes ces théories, l'orgueil forcené qu'elles dénotent tombent sous le sens. Tout cela n'est que pure hypothèse,

(1) *Aufgang der Menschheit*; Iéna, 1918.

pour ne pas écrire mensonge et folie. Étant donné l'essor que ces doctrines ont pris, la diffusion dont elles sont l'objet, l'attention qu'on commence à leur accorder hors d'Allemagne (et ceci est grave), il serait bon que les préhistoriens de France, savants modestes et consciencieux, les soumissent à une critique serrée. Tout cela peut être absurde, tout cela peut être de pure fantaisie, tout cela n'en impressionne pas moins « le grand public » étranger, que la propagande allemande cherche à atteindre.

On trouve l'écho de ces doctrines agrémentées d'abondants commentaires dans le fameux livre déjà cité de M. Alfred Rosenberg : *le Mythe du XXe siècle*, la Somme la plus authentique, avec *Mein Kampf*, de la triste philosophie hitlérienne. Comme tous les Allemands qui se mêlent aujourd'hui d'écrire sur le christianisme et son avenir en pays germanique, M. Rosenberg s'est trouvé en face du problème des origines et devant la figure de Charlemagne. Il s'est exprimé dans le même sens que les adversaires déclarés du christianisme. Charlemagne concevait « l'unité germanique », certes, mais il agit en Germanie sous l'égide de Rome pour l'universalisme romain, pour le compte d'un catholicisme funeste, œuvre d'une Rome orientalisée, sémitisée, dégénérée. La « vraie idée du Reich allemand », ce n'est pas Charlemagne qui l'a proclamée, mais bien, — je reproduis textuellement M. Rosenberg, — son adversaire irréductible, Witikind. Les Saxons eurent raison de résister, leur barbarie était cent fois supérieure à la civilisation franque et romanisée que l'empereur Charles, à tort appelé le Grand, introduisait contre vents et marées en Germanie. Ces attaques directes et indirectes contre le christianisme ont, chez les « penseurs » nazistes, un corollaire : leur conception particulière de la Réforme. Dans sa lutte contre Rome, Luther se montra bien inspiré. Son initiative honnêtement poursuivie aurait donné aux Allemands une religion purement nationale, une religion fondée sur la race. C'est dans le sang allemand, a déclaré le général Ludendorff, que le Dieu allemand s'est révélé à son peuple, mais Luther eut ce tort impardonnable de s'arrêter à mi-chemin, de rester chrétien après avoir cessé d'être romain. L'œuvre de « délivrance » qu'il aurait dû accomplir, c'est l'Allemagne hitlérienne qui l'achèvera.

Est-ce bien certain ? Nous sommes sûr du contraire. Et tel est aussi le sentiment de ce cardinal Faulhaber et de ce pasteur Niemoeller qui, dans le catholicisme et dans le protestantisme, luttent avec énergie pour la survivance en pays allemand du vrai catholicisme et du vrai protestantisme. On n'a pas appris grand chose sur leur compte depuis la guerre, mais il y a tout lieu de croire que le pasteur Niemoeller est toujours en prison et que le cardinal Faulhaber, malade, fait l'objet, à Munich, d'une étroite surveillance de la part des autorités séculières. De sorte qu'à juger d'après ce qu'on voit, on pourrait vraiment penser (d'autant plus que le péril bolcheviste menace tout le Reich) que le christianisme allemand sortira plus affaibli encore de la guerre.

Les philosophes et polémistes de la croix gammée sont peut-être autorisés à tirer des conditions où la Germanie devint chrétienne, conditions que nous avons brièvement rappelées, des arguments en faveur de leur thèse, à savoir que le christianisme n'est pas adapté au caractère du peuple allemand ; mais la victoire que le christianisme finit par remporter sur le « paganisme saxon », cet amour de l'Église, disons même des Églises, qu'atteste un petit nombre de monuments artistiques, littéraires, musicaux, et certains systèmes philosophiques, si allemands à la fois et chrétiens, ne vont-ils pas à l'encontre de ces doctrines trop absolues et trop rigoureuses dont le racisme à prétention spirituelle déguise mal le matérialisme épais ? Le matérialisme allemand, voilà l'ennemi. Depuis l'avènement de M. Hitler, il domine en Allemagne plus que jamais. Et comme il fait la vie dure au christianisme et à ceux qui, courageusement, le confessent encore dans un Reich dévergondé ! Déjà les coryphées de l'Allemagne officielle exultent et vont annonçant que le peuple allemand, sûr d'avoir désormais trouvé sa voie, ne s'en écartera pas « de mille ans ». Étrange présomption ! coupable folie d'une collectivité, systématiquement corrompue par ses mauvais bergers et ses mauvais maîtres ! Seule, d'ailleurs, la défaite ouvrira les yeux à ces insensés.

MAURICE MURET.

LA CAMPAGNE DES ALLEMANDS EN POLOGNE

Le gouvernement hitlérien avait besoin d'une décision rapide en Pologne, de manière à en avoir fini avec elle avant que l'Angleterre et la France eussent le moyen d'intervenir si elles restaient fidèles à leurs engagements. La zone fortifiée du *Westwall* (rempart de l'ouest), que nous appelons la ligne Siegfried, leur en donnait les moyens en leur permettant de ne laisser que relativement peu de monde dans l'ouest et de porter la majeure partie de leurs forces contre la Pologne.

Il fut constitué deux groupes d'armées contre celle-ci, sous le commandement du général von Brauschitz, dont le général Halder était chef d'état-major général.

Le groupe du nord, sous les ordres du colonel-général von Bock, comprenait deux armées : celle de Prusse orientale, sous les ordres du général de l'artillerie von Kuchler, celle de Poméranie sous les ordres du général de l'artillerie von Kluge.

Le groupe du sud, sous les ordres du colonel-général von Rundstedt, s'était déployé en Silésie et en Slovaquie et comprenait trois armées : autour de Breslau, l'armée du général de l'infanterie von Blaskowitz, face au sud de la Posnanie ; en Haute-Silésie, l'armée du général de l'artillerie von Reichenau ; en Slovaquie, l'armée du colonel-général List.

On a estimé à environ 70 divisions la force totale de ces armées. D'après certains renseignements polonais, il serait

resté une vingtaine de divisions sur le front ouest. Une quinzaine d'autres divisions étaient orientées pour renforcer éventuellement ce front. Une dizaine restaient disponibles à l'intérieur du Reich, prêtes à se porter d'un côté ou de l'autre. Les troupes blindées et motorisées devaient jouer un rôle important dans la manœuvre allemande. On connaissait avant la guerre : 5 divisions mécaniques cuirassées ; 4 divisions mécaniques légères ; 4 divisions d'infanterie motorisées, par conséquent 13 au total. Deux autres divisions mécaniques ont été identifiées au cours des opérations du côté de la Prusse orientale et il est possible qu'on ait motorisé en totalité ou en partie d'autres divisions d'infanterie.

Le haut commandement allemand avait adopté l'idée générale de manœuvre suivante : attaquer par les deux ailes la masse des forces polonaises se trouvant en Posnanie et dans la grande courbe décrite par la Vistule dans l'ouest de la Pologne, les fixer et les anéantir avant qu'elles réussissent à se mettre en sûreté à l'est de ce fleuve. Pour peu que l'offensive allemande se montrât suffisamment pénétrante dès le début, les routes et les voies ferrées conduisant dans l'intérieur du pays devaient se trouver tout de suite gravement menacées. L'exécution de cette partie du plan incombait au groupe d'armées du nord et aux deux armées, de gauche et du centre, du groupe d'armées du sud, qui devaient tendre à se rejoindre de manière à réaliser l'encerclement complet du gros des forces polonaises.

Au début de ce mouvement, les armées von Reichenau et List devaient contourner la région industrielle de Haute-Silésie par le nord et par le sud pour éviter la destruction des usines et des mines au cours d'une lutte locale. Cela fait, l'armée von Reichenau coopérerait avec l'armée von Blaskowitz à l'invasion du centre de la Pologne, tandis que l'armée List marcherait sur Cracovie et la Galicie de manière à gagner rapidement du terrain vers l'est et le nord-est et empêcher les troupes polonaises de se réfugier en Hongrie et en Roumanie.

Dès que cette première partie du plan serait suffisamment amorcée, des divisions cuirassées et motorisées placées aux extrémités du dispositif général chercheraient à se rejoindre dans la vallée du Bug moyen pour empêcher, par un deuxième encerclement de plus vaste rayon, les fractions de l'armée

polonaise qui n'auraient pas été prises dans le premier, de gagner l'est de la Pologne au delà du Bug pour y continuer la lutte.

* * *

Les comptes rendus allemands ont prêté à leurs adversaires la prétention de conquérir et d'annexer tout le terrain jusqu'à l'Oder. En réalité le haut commandement polonais, sans avoir des ambitions aussi vastes, voulut défendre l'intégrité de son territoire, tenir en particulier le Corridor pour ne pas être coupé de la mer, et la Posnanie, riche région agricole. Il ne voulait pas, non plus, abandonner sans résistance la Haute-Silésie et devait couvrir la région industrielle constituée au centre de la Pologne. Il espérait tenir assez longtemps pour que l'action des Alliés, en particulier sur mer et dans l'air, la soulageât sérieusement. Il envisageait même de pouvoir mettre la main sur Dantzig et prendre l'offensive en Prusse Orientale.

Malheureusement la forme et l'étendue des frontières se développant sur plus de 2 000 kilomètres, entourées par la Prusse orientale au nord, par la Slovaquie au sud, rendait bien difficile la défense du terrain à l'ouest de la Vistule moyenne. Celle du Corridor, en raison de son peu de largeur, et de l'offensive qui serait certainement dirigée contre ses deux côtés, — de Prusse Orientale et de Poméranie, — était plus difficile encore, sinon impossible. Qu'on joigne à cela que, pour ne pas être accusée de provocation par l'Allemagne, la Pologne n'avait que très incomplètement amorcé sa mobilisation. Elle n'avait pas, au moment où se produisit l'invasion allemande, sans déclaration de guerre, plus de 750 000 hommes sous les armes alors qu'elle en aurait pu mobiliser 1 700 000. En outre, à plus de 3 000 avions allemands, elle ne pouvait en opposer que 800, dont la majeure partie, regardés comme remarquables, deux ans plus tôt, étaient maintenant surclassés par les modèles allemands plus récents. Ses ressources en troupes blindées et motorisées et en canons antichars étaient également très inférieures à celles des armées allemandes. La mobilisation générale, décidée *in extremis*, fut paralysée par l'action foudroyante des unités cuirassées et de l'aviation allemandes.

Le dispositif polonais initial fut le suivant :

Faisaient face au nord :

De Souwalki à Ostrolenka, le groupe de la Narew, général Fialkowski, 2 divisions d'infanterie et 2 brigades de cavalerie.

D'Ostrolenka à Lysbak (Lautenbourg), l'armée de Modlin, général Przedzemirski, 2 divisions d'infanterie et 2 brigades de cavalerie.

De Lysbak à Bydgosz (Bromberg), l'armée de Poméranie, général Bortnowski, 4 divisions d'infanterie et de la cavalerie.

Un groupement spécial de 2 divisions devait se réunir à Torun (Thorn) pour agir contre Dantzig ; il n'eut pas le temps d'entrer en action.

Il ne semble pas que tous ces groupements du nord aient été réunis sous un commandement unique.

L'armée de Posnanie, général Kuczeba, s'étendait de Bydgosz à Kalisz, 5 divisions d'infanterie et de la cavalerie. Cette province s'avançait comme un coin en Allemagne, prenant en flanc par le sud la Poméranie et par le nord la Silésie. Il n'y avait que 180 kilomètres de la station frontière de Bentschen à Berlin. Mais cette armée se trouvait elle-même gravement menacée sur ses deux flancs par les groupements offensifs allemands débouchant de Poméranie et de Silésie.

Puis venait l'armée de Lodz, général Romel, de Kalisz à Czestokowa, 4 divisions d'infanterie et de la cavalerie ; elle devait défendre la Silésie en liaison avec l'armée de Cracovie.

Celle-ci, général Szylling, s'étendait de Czestokowa à Nowy Targ, 5 divisions d'infanterie. Enfin de là à la frontière roumaine, une armée des Carpathes, général Fabrizzi, ne comprenait qu'une division et demie d'infanterie. On comptait de ce côté sur une solide défensive capable de limiter sérieusement, sinon d'empêcher complètement l'invasion.

Deux réserves générales, l'une de 4 divisions d'infanterie et de 2 brigades de cavalerie sous les ordres du général Domb-Bernatzki, dans la région à l'ouest d'Annopol, pour soutenir les armées de Lodz et de Cracovie, l'autre de 2 divisions vers Bialystok pour soutenir les armées du nord, devaient être constituées. Elles n'eurent pas le temps de se réunir et furent dépensées, sous la pression des événements, à mesure que leurs

éléments arrivaient, et on ne put en reconstituer d'autres plus à l'est.

Le grand quartier général était resté installé à Varsovie. Presque tout de suite, en raison de la rapidité des avances allemandes, les liaisons devinrent tout à fait précaires, si bien que le haut commandement se trouva dans la presque impossibilité de faire sentir son action. Cette circonstance explique le décousu des opérations.

Le 30 août, le grand quartier général polonais avait reçu un avis sérieux l'informant que les Allemands seraient prêts à marcher dans la nuit du 30 au 31 et qu'il se produirait deux efforts principaux, l'un partant de la Prusse Orientale vers le sud, l'autre de la Haute-Silésie vers le nord-est. Mais il n'eut le temps de prendre aucune mesure pour y parer.

* * *

En fait, l'offensive allemande, violemment déclenchée dans la nuit du 31 août au 1er septembre sur tout le front, exception faite de la Posnanie, possédait l'initiative des opérations ; la supériorité du matériel et du nombre devait la lui assurer pendant toute la campagne. Dès cette nuit-là, plusieurs villes polonaises furent bombardées par avions sans aucun avertissement préalable.

Les divisions mécaniques blindées devançaient largement les colonnes de toutes armes, avec une vitesse et une puissance d'armement bien supérieures à ce qu'étaient jadis celles de la cavalerie. Une fois leur percée faite, elles devaient continuer leur mouvement vers l'intérieur de la Pologne, de manière à couper toutes les liaisons, désorganiser les services d'arrière et rendre ainsi le commandement impossible. Le manque de soutien immédiat leur causa quelques échecs, rachetés ensuite par l'arrivée des colonnes de toutes armes. Mais elles ouvrirent des brèches dans le dispositif général polonais trop distendu. Dès le deuxième jour de la campagne, toutes les conceptions du haut commandement polonais étaient bouleversées par la désorganisation résultant de l'apparition des unités blindées ennemies sur les arrières des troupes de première ligne.

L'aviation allemande s'attacha à détruire l'aviation polonaise sur ses terrains, en même temps qu'elle entravait la mobilisation et les transports par chemin de fer.

*
* *

Avant même que le groupe de la Narew et l'armée de Modlin eussent pu commencer leur marche vers le nord, ils furent violemment assaillis par le gros de l'armée von Kuchler qui, par de durs combats, les repoussa sur la Narew, tandis qu'une partie de cette armée obliquant vers l'ouest venait attaquer Grudziondz (Graudenz) pour tendre la main à l'armée von Kluge venant de Poméranie.

Celle-ci avait comme objectifs de nettoyer tout le Corridor, d'empêcher toute tentative polonaise contre Dantzig, et d'assurer la liaison directe avec la Prusse Orientale. Au lieu de marcher droit à l'est par la partie la plus étroite du Corridor, comme les Polonais s'y attendaient, elle s'orienta face au sud-est contre la ligne de la Vistule, entre Bydgosz (Bromberg) et Grudziondz, de manière à menacer les directions de retraite de l'armée polonaise de Poméranie et à la couper de l'armée de Posnanie. Il en résulta une surprise complète et, après l'enlèvement de la ligne de la Brahe, l'avance continua sans arrêt. Dès le 3 septembre, des forces polonaises importantes se trouvèrent coupées. Le 4, les avant-gardes de l'armée von Kluge atteignaient la Vistule près de Khelmno (Kulm). La jonction était faite le lendemain avec l'armée de Prusse Orientale dont la droite marchait sur Modlin. Les troupes de l'armée polonaise de Poméranie firent des tentatives réitérées de percée pour reconquérir une route de retraite : deux divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie y parvinrent avant le 5 au prix de lourdes pertes, mais le reste, environ 15 000 hommes, fut obligé de déposer les armes. C'était une première bataille d'encerclement. Ces progrès de l'armée von Kluge menaçaient déjà très gravement les communications de l'armée polonaise de Posnanie.

En même temps, les deux armées von Reichenau et List, du groupe d'armées du sud, s'étaient portées en avant en contournant la région industrielle de Haute-Silésie. La puissance et la soudaineté de ces offensives débordant la zone industrielle furent telles que les Polonais n'eurent pas, d'après les comptes rendus allemands, le temps d'y effectuer des mises hors de service sérieuses. Czestochowa fut occupée par l'armée von Reichenau dès le 2 septembre. Le 5, elle atteignait déjà

Kielce, débordant ainsi la gauche de l'armée du général Romel. Les unités mécaniques de cette armée poussaient



CARTE DES OPÉRATIONS EN POLOGNE

Les flèches noires indiquent la marche des armées allemandes, les flèches blanches celle des armées soviétiques.

avec ardeur sur les routes conduisant à Varsovie, coupant les communications des armées polonaises. Le 7 septembre, leurs premiers éléments n'étaient déjà plus qu'à une soixan-

taine de kilomètres au sud de la capitale. Elles avaient dépassé l'importante ville industrielle de Lodz. Certaines avaient franchi la Vistule au sud de Demblin et arrivaient déjà dans la région de Lublin. Derrière elles, les divisions d'infanterie allemandes avançaient à marches forcées.

Pendant ce temps, l'armée List avait enlevé Cracovie. Elle progressait rapidement vers l'est et le nord-est.

Au nord, l'armée von Kluge et la droite de l'armée von Kuchler étaient arrivées à Bromberg. Il devenait déjà bien difficile à l'armée polonaise de Posnanie de se retirer à temps pour passer à l'est de la Vistule. Abandonnant cette province sans même y avoir combattu, elle se dirigeait sur Koutno et la ligne de la Bzura dans l'espoir de gagner Varsovie et d'échapper *in extremis* à l'encerclement. Mais il était déjà trop tard. L'aviation allemande concourait, avec les divisions mécaniques précédant l'infanterie, à gêner sa marche. Au sud, l'armée allemande de Breslau, général von Blaskowitz, s'était portée en avant, face au nord, pour tomber dans le flanc sud des Polonais refluant de Posnanie, leur barrer toute retraite vers le sud ou le sud-est, et couvrir ainsi le mouvement de l'armée von Reichenau. Ainsi s'amorçait, le 7 septembre, entre Koutno, Lodz et la Bzura, l'encerclement de la plus importante masse polonaise.

A l'annonce des premières défaites, le haut commandement polonais avait espéré pouvoir tenir derrière la Narew, à Modlin, dans la tête de pont de Varsovie, derrière la Vistule, et en Galicie, derrière son affluent de droite, le Dunajec. Puis, quand il apprit, le 8, que la Narew au nord, le Dunajec au sud, étaient déjà franchis par les Allemands, il avait envisagé la résistance derrière le Bug, la Vistule et le San. Le général Kuczeba, avec la fraction de l'armée de Poméranie qui avait pu le joindre, avait repris Koutno et Lodz. Il voulait percer vers le sud-est en direction de Demblin, assigné également comme direction au général Romel.

L'effet des bombardements aériens de Varsovie et les menaces d'encerclement qui s'amorçaient avaient cependant déjà décidé le grand quartier général polonais à quitter la capitale le 6. Il devait se transporter à Siedlec. Mais apprenant que des unités blindées allemandes avaient franchi la Narew et marchaient vers le sud, il ne s'arrêta pas dans cette

localité et poussa jusqu'à Brest-Litowsk. Puis, le 10, à la nouvelle que les Allemands avaient forcé le passage du Bug, il se retira sur Wladimir-Wolynsk, et enfin sur Koloméa. Ces déplacements successifs devaient rendre encore plus aléatoires la transmission des comptes rendus et l'exercice du commandement.

Cependant, tandis que l'armée polonaise de Posnanie se battait à Koutno et à Lodz, l'armée von Reichenau avait réussi à encercler, entre Radow et la Vistule, une grande partie des troupes polonaises de Haute-Silésie : 60 000 prisonniers étaient tombés le 12 entre ses mains. Le général Romel parvint pourtant à percer et à franchir la Vistule à Demblin : il devait diriger la fin de la défense de Varsovie. L'armée von Reichenau continua ensuite sa route vers le nord.

L'armée polonaise de Posnanie lutta pendant une dizaine de jours entre Koutno, Lodz et la Vistule, avec l'énergie du désespoir, dans toute une série de combats acharnés et confus où, à plusieurs reprises, les Allemands subirent de sanglants échecs locaux. L'armée de Poméranie du général von Kluge, venant de Bydgosz (Bromberg) par Hohensalza, les repoussait vers le sud-est. L'armée von Blaskowitz leur avait déjà coupé toute retraite au sud de la Bzura. L'armée de Prusse Orientale leur barrait les routes du nord en investissant Modlin. Enfin, à l'est, l'armée von Reichenau, arrivée aux portes de Varsovie, finissait de fermer le cercle autour des troupes du général Kuczeba. Leurs efforts acharnés pour s'ouvrir un passage ne devaient cependant prendre fin qu'au bout de longues journées de lutte incessante, dont nous indiquerons plus loin le terme. En même temps, à l'est de Varsovie, les divisions mécaniques allemandes venant du nord et du sud avaient coupé successivement toutes les routes et les voies ferrées conduisant vers l'est, et l'aviation allemande bombardait impitoyablement villes et même villages, routes et trains de chemin de fer.

En Galicie, l'armée List avait continué à avancer rapidement. Le 12 septembre, elle approchait de Przemysl, occupait Sambor et ses avant-gardes atteignaient Lwow. Le 14, elle coupait la voie ferrée de Lublin à Lwow vers Rawa-Rouska (Rawa-Rousskaia) et Tomaszow. Le 15, la place forte de Przemysl tombait et les avant-gardes atteignaient Wladimir-Wolynsk. Le 16.

Lwow était déjà investi de trois côtés et diverses colonnes polonaises, essayant de se replier vers le sud-est, coupées. Le général Sosnkowski, ancien ministre de la Guerre, qui n'avait pas de commandement au début des opérations, avait été envoyé quelques jours plus tôt pour organiser la défense en Galicie orientale : il arriva trop tard. Il pourra seulement se tirer d'affaire avec quelques officiers à la suite d'un dangereux parcours de 200 kilomètres effectué dans une région remplie de détachements d'abord allemands, puis soviétiques.

Pendant que ces opérations décisives se déroulaient dans le centre et le sud de la Pologne, les forces blindées allemandes opéraient dans la vallée du Bug, dans sa partie orientée sud-nord ; celles venant du nord atteignaient, le 14 septembre, Brest-Litowsk dont les Polonais avaient fait sauter une partie des forts ; le noyau allait tomber le 16. Le même jour, le contact avec les forces blindées allemandes venant du sud était établi à Wloduwa sur le Bug (sud de Brest-Litowsk). Sur la Vistule, la place de Demblin était tombée. Varsovie était complètement encerclée. Des détachements polonais tenaient encore la campagne dans la région de Souwalki et d'Augustowo, mais une division encerclée près d'Ostrow-Mazowiecki avait dû déposer les armes. La place d'Ossowiec était tombée le 13. Gdynia, défendue par à peu près la valeur d'une division, avait été prise le 14.

Une dernière conception du haut commandement polonais, au cours de ces tragiques journées, avait été de tenir sur le Dniester, en avant de Koloméa, le dos à la frontière roumaine. Mais il ne restait à sa disposition que bien peu de troupes. Le 16 au soir étaient arrivées quelques nouvelles moins mauvaises. Les Allemands avaient subi un échec devant Lwow. Leurs troupes mécaniques commençaient à manquer d'essence. Mais, le 17, se produisit la marche en avant des troupes soviétiques. Le gouvernement polonais passa le même jour la frontière roumaine. Le haut commandement n'avait plus aucune liaison avec les troupes combattant encore : dans la nuit du 17 au 18, il franchit à son tour la frontière avec une dizaine de mille hommes.

Ce jour-là, le communiqué allemand annonçait la disparition du gouvernement polonais et annonça l'encerclement définitif du reste des troupes du général Kuczeba à Wycho-

groud entre la Bzura et la Vistule. Leur résistance acharnée ne prit cependant définitivement fin que le 20, laissant aux mains des Allemands 105 000 prisonniers, dont le nombre augmenta encore les jours suivants, et 320 canons. En Galicie, à la suite de combats très durs entre Sanok et Tomaszow, le butin final avait consisté en 60 000 prisonniers et 130 canons.

Le commandement suprême allemand regardait la campagne comme terminée. Le front atteint par lui face à l'est atteignait Lwow, Wladimir-Wolynsk, Brest-Litowsk et Byalistok. Il ne restait plus qu'à nettoyer la vaste zone occupée de quelques détachements dont la résistance ne pouvait plus exercer d'influence sur l'issue de la campagne.

Pourtant Varsovie, Modlin et la presqu'île de Héla allaient encore résister plusieurs jours.

* * *

Voyons maintenant comment se produisit l'intervention de l'U. R. S. S.

Le matin du 17 septembre, une note fut remise à l'ambassadeur de Pologne et communiquée aux autres membres du corps diplomatique. La campagne qui vient de se dérouler, y était-il dit, a montré qu'il n'y a plus de gouvernement polonais et pas davantage d'État polonais. Cette circonstance réduit à néant les traités conclus par cet État avec l'U. R. S. S. C'est pourquoi, tout en restant neutre, celle-ci ne peut se dispenser d'intervenir pour se prémunir contre tout danger pouvant la menacer de ce côté. Elle ne peut en outre se désintéresser du sort des Ukrainiens et des Blanc-Russiens qui vivent sur le territoire polonais et restent sans défense. En conséquence, les troupes de l'armée rouge franchiront la frontière pour les prendre sous leur protection.

Le 18, un communiqué commun du gouvernement allemand et de celui de l'U. R. S. S. spécifia que leur seule intention était « de rétablir en Pologne l'ordre et le calme troublés par l'écroulement de l'État polonais, et d'aider la population à transformer les conditions de son existence gouvernementale ».

Dès le 17 au matin, c'est-à-dire dans des conditions telles qu'aucune mesure de défense n'avait pu être prise contre elles, les troupes soviétiques se portèrent en avant, sur tout le front

oriental, précédées, comme les troupes allemandes, de très nombreuses unités mécaniques blindées. Nous ne jugeons pas utile de raconter le détail de leurs opérations. Elles ne devaient rencontrer, vu la surprise, que très peu de résistance, et du reste, sur la longue frontière entre les deux pays il n'y avait que peu de troupes. Malgré les cris de triomphe de la presse soviétique, l'armée rouge n'a aucune gloire à tirer de cette invasion d'un pays à peu près sans défense et auquel l'U. R. S. S. était liée par un pacte de non-agression, d'autant plus qu'elle ne s'est portée en avant et n'a poignardé la Pologne dans le dos qu'après que le triste sort de celle-ci eut déjà été réglé sans recours.

Partout, dès leur arrivée, les nombreux agitateurs politiques qui accompagnaient l'armée rouge, munis d'une abondante littérature de propagande, engageaient les paysans et les ouvriers à s'emparer des biens des propriétaires et organisaient, selon le modèle bolchévik, des soviets appuyés par une milice communisante mettant ceux-ci à même de se livrer à la liquidation de leurs adversaires politiques. La presse de l'U. R. S. S. n'a cessé de répéter que les troupes soviétiques étaient venues délivrer les Ukrainiens et les Blanc-Russiens de l'oppression des seigneurs polonais. Partout où il y a eu combat, cette presse a dit qu'il s'agissait de bandes de propriétaires et d'officiers, et déclaré que la population avait accueilli avec enthousiasme les troupes de l'armée rouge. Rien n'est cependant moins certain. D'après des renseignements qui semblent sérieux, nombre de dirigeants des mouvements ukrainiens locaux, en particulier des intellectuels et des membres du clergé, auraient été assassinés, tout comme les propriétaires polonais.

Il convient de signaler que le gros effort de progression des troupes soviétiques s'est porté principalement au sud, de manière à occuper le plus tôt possible la frontière de Roumanie et celle de Hongrie. Peut-être cette mesure fut-elle prise d'accord avec les Allemands, afin de couper la retraite au plus grand nombre possible de Polonais. Mais il y a autant de chances pour que ce fût avec le dessein de prendre un contact direct avec le territoire hongrois.

L'occupation simultanée de la Pologne par les Allemands et les Bolchéviks rendait nécessaire, pour éviter les conflits

locaux, le tracé d'une ligne de démarcation. Il y en eut successivement deux.

La première, du 22 septembre, passait le long de la Pissa, de la Narew, du Bug, de la Vistule et du San. Elle amenait les troupes rouges jusque dans la partie de Varsovie située sur la rive droite de la Vistule. Elle fut modifiée le 29 et le tracé fut reporté plus à l'est, le long du Bug, de manière à passer à peu près par la limite orientale des provinces dont la population est complètement polonaise. Du Bug, à hauteur du coude du San, elle se dirige vers cette rivière qu'elle remonte ensuite jusqu'aux Carpathes.

* * *

L'héroïque résistance de Varsovie se prolongea encore pendant plusieurs jours, malgré la certitude que la guerre en rase campagne était terminée, malgré le bombardement sans répit de l'artillerie lourde et de l'aviation, malgré la destruction des monuments, les attaques aériennes contre les hôpitaux, les pertes imposées à la population civile.

Le 26 septembre, le manque de munitions et de vivres, la destruction du système de distribution de l'eau potable, la crainte des épidémies, décidèrent les autorités polonaises à demander un armistice pour traiter de la capitulation. Cet armistice fut accordé le lendemain : les pourparlers devaient être terminés avant le 29. Il n'empêcha pas ce même jour un sévère bombardement de Modlin. La reddition eut lieu le 29 à midi. En témoignage d'estime pour le courage des défenseurs, les officiers polonais furent autorisés à conserver leurs armes blanches.

La propagande du Reich avait publié le 26 un long communiqué pour affirmer que l'aviation allemande n'avait bombardé ni les églises ni les hôpitaux et s'était bornée à attaquer des objectifs militaires. Tous les témoins neutres, y compris les membres du corps diplomatique, ont déclaré le contraire.

La presqu'île de Héla, dont la garnison se composait en partie, comme celle de Gdynia, de marins, dut capituler en même temps.

Ces derniers soubresauts de la résistance firent encore tomber 120 000 prisonniers aux mains des Allemands, mais ils ont donné au monde l'exemple d'un courage suprême

dans des circonstances désespérées et inscrit de nouvelles pages de gloire dans l'histoire de la valeureuse et infortunée Pologne.

De nombreux détachements isolés continuèrent encore pendant quelques jours la lutte dans la région entre la Vistule et le Bug moyen. Les communiqués allemands ont signalé un combat sur le San, le 26 septembre, entre une colonne polonaise et un détachement blindé allemand, et, le 27, la capitulation d'une division de réserve et d'une brigade de cavaliers à Bielgoraï. Enfin, le 7 octobre, un groupe important, sous les ordres du général Klecberg, le dernier mentionné dans les communiqués allemands, mettait bas les armes ; il comptait environ 8 000 hommes. Cette obstination à combattre fait honneur à ces malheureuses troupes.

* * *

Le trait le plus caractéristique de la courte campagne de Pologne est le rôle joué par les formations blindées et l'aviation, grâce surtout, il faut le souligner, à leur écrasante supériorité numérique. La division polonaise ne disposait que de 18 canons antichars, alors que la division allemande en possède 72. En outre, l'été, exceptionnellement sec, avait presque tari les cours d'eau et asséché de vastes étendues marécageuses qui, en temps normal, auraient été impraticables pour les véhicules blindés. Quant à la lutte contre les avions, la division polonaise ne possédait que 4 pièces de D. C. A., alors que la division allemande en a 12. En face des 11 divisions cuirassées allemandes, lourdes et légères, les Polonais ne pouvaient mettre en ligne qu'une douzaine de bataillons de chars légers au blindage en général insuffisant et armés seulement de mitrailleuses, tandis que beaucoup de chars allemands étaient armés de canons.

L'aviation polonaise, surprise sur ses terrains par l'attaque inopinée des escadres aériennes allemandes, subit dès les premiers jours des pertes écrasantes qui la mirent presque complètement hors de cause. Cela permit à l'aviation allemande l'action intense à la bombe et à la mitrailleuse qu'elle pratiqua sans scrupule contre les objectifs civils autant que contre les objectifs militaires. La D. C. A. polonaise était trop peu nombreuse pour rétablir l'équilibre.

L'infanterie polonaise, au point de vue du courage et de la ténacité au combat, s'est montrée largement l'égale de l'infanterie allemande. Tous les communiqués allemands, au milieu de leurs cris de victoire, conviennent que celle-ci n'a été obtenue qu'au prix de durs combats.

La cavalerie polonaise était nombreuse. On l'avait développée en pensant que l'adversaire le plus probable serait l'U. R. S. S. qui possède elle-même une cavalerie très importante et où le réseau routier très médiocre assure à l'arme montée un rôle de premier plan. Malgré un courage brillant attesté par les pertes très élevées de la cavalerie, en particulier en colonels et en commandants de brigade, cette arme n'a pu, même en se sacrifiant, empêcher l'action des chars ennemis.

La petite marine polonaise a été bloquée dès le début par la flotte allemande très supérieure, mais elle coula deux contre-torpilleurs allemands. La plupart de ses bâtiments ont été coulés par le canon ou l'aviation ennemie, à l'exception de trois sous-marins qui ont pu se réfugier en Suède, où ils ont été internés, et d'un autre sous-marin et de trois torpilleurs qui ont pu gagner la Grande-Bretagne, où ils se sont joints à la flotte anglaise.

L'aviation, ainsi que nous l'avons dit, a subi des pertes cruelles, mais elle a su les faire payer cher. Son moral n'a pas faibli, ainsi que le montre le passage en Roumanie, en Lettonie et en Lithuanie de nombreux avions-écoles pour les équipages desquels le voyage aérien était singulièrement dangereux. Quelques avions de guerre, s'échappant de Varsovie au dernier moment, ont même pu gagner l'Écosse.

* * *

Quoi qu'il en soit, la Pologne a fourni une large contribution aux efforts de ses alliés.

Le plus signalé service a été de donner la possibilité à l'Angleterre et à la France d'exécuter sans trouble leur mobilisation et la concentration de leurs forces.

Mais, en outre, l'armée polonaise a infligé aux Allemands des pertes sensibles dont l'*Arbeiter Zeitung* de Zurich a donné connaissance d'après une statistique confidentielle émanant du ministère de la Reichswehr. Ces pertes se seraient élevées à 91 278 morts et 148 355 blessés.

Au cours des opérations, les Allemands auraient perdu 190 tanks et 360 auraient été endommagés. Les pertes en avions se monteraient à 89 appareils de chasse, 216 bombardiers légers, 107 bombardiers lourds et 9 appareils d'observation, 421 en tout.

Par malheur, les centaines de milliers de prisonniers polonais, tombés aux mains des Allemands, vont fournir à ceux-ci une main-d'œuvre agricole et industrielle dont on peut être certain qu'elle sera impitoyablement exploitée.

* * *

Une fois de plus, la Pologne subit une de ces crises dont son histoire a déjà montré d'autres exemples. Ceux qui s'étaient jadis partagé ses dépouilles l'avaient crue morte. Pourtant, les légions polonaises servant dans les armées de notre première République et de l'Empire chantaient alors l'hymne de Dombrowski :

Non, la Pologne n'est pas morte
Tant que nous vivons...

Ce chant était devenu l'hymne national de la Pologne ressuscitée. Les légions polonaises qui se forment en France le chanteront demain à leur tour, et Dieu l'entendra et l'exaucera.

A. Niessel.

HISTOIRE NEW-YORKAISE

PREMIÈRE PARTIE

I

La vieille maison n'est plus : détruite, anéantie, comme tant de vieilles maisons de New-York. A sa place s'élève maintenant une monstrueuse maison de rapport toute neuve, aussi représentative de son époque que l'ancienne construction de pierre brune l'était, avec sa façade néo-georgienne, de la seconde moitié du XIXe siècle. On l'a démolie il y a seulement deux ans, et déjà elle est oubliée...

Dans mon enfance, la maison était celle d'un riche banquier, d'un vrai pirate, car Michaël Denning appartenait à l'époque des hommes d'affaires sans scrupules. Il avait gagné ses millions cruellement et, au regard des principes d'aujourd'hui, criminellement. Lorsque je l'ai connu, vieux, il était grand et encore vigoureux ; il avait la barbe blanche, la voix forte et les manières dominatrices d'un homme qui s'est fait lui-même. Dans son genre, c'était, je crois, une espèce de monstre. Le même type existe de nos jours, mais n'est plus libre de tyranniser, de voler et d'escroquer. Le monde et New-York ont beaucoup changé, à certains points de vue en mieux, à d'autres en pire.

Le vieux Michaël fut longtemps marié à une femme laide et vulgaire qui gourmandait les domestiques, se disputait avec les commerçants et sortait le matin, un panier sous

le bras, pour faire le marché. Il l'avait épousée lorsqu'il était jeune et pauvre ; il avait choisi une forte gaillarde qui devint peu à peu une mégère. Cela lui importait peu car, dans sa jeunesse, il était trop occupé à faire sa fortune, à la perdre et à la refaire de nouveau.

Le vieux forban fit construire la maison, non parce qu'il désirait une belle et luxueuse demeure, ni même par ostentation, mais parce que c'était un moyen de dépenser quelques-uns des millions qu'il possédait alors en excès. Tout fut laissé aux soins de l'architecte et des tapissiers qui, finalement, lui livrèrent une solide monstruosité de noyer ciré, de peluche rouge et de marbre. Sa femme et lui s'y installèrent et donnèrent une grande réception à laquelle tout New-York fut invité. Ils prièrent les gens qu'ils connaissaient et ceux qu'ils ne connaissaient pas. Michaël Denning voulait ainsi affirmer sa puissance. Mais il n'obtint pas l'effet escompté. Aucun de ceux qu'il ne connaissait pas ne vint à sa soirée, et bon nombre de ceux qu'il connaissait s'abstinrent. Les seuls qui vinrent furent les complices en affaires de Denning, quelques femmes déclassées, et un certain nombre d'hommes qui n'osaient pas l'offenser.

Le buffet était garni pour trois fois plus d'invités présents. Après minuit, le vieux Denning, monté sur une chaise dans la salle de bal, s'écria de sa voix de stentor :

— S'il y a encore ici des singes prétentieux, ils feraient mieux de rentrer chez eux, parce que, nous autres, nous allons nous amuser.

Quelques invités se glissèrent dehors et alors, vraiment, il y eut de l'entrain. Rageant et indigné, Denning avait envoyé chercher à l'Opéra et chez Koster et Bial (1) des chanteurs et des danseuses. Un nouvel orchestre complet parut et, au matin, la réception était selon ses vœux, avec du champagne, des choristes, du chant et de la danse. Ce fut un fameux scandale et un succès éclatant. Au milieu de la soirée, sa femme monta à sa chambre, fit ses malles, et quitta la maison pour toujours.

Pendant des années, son attention fut fixée sur ceux qui avaient méprisé son invitation et, quand l'occasion s'en présentait, il ruinait l'un ou l'autre. Quinze ou vingt familles

(1) Ancien café chantant.

importantes perdirent ainsi leur fortune. Parfois on savait que Denning avait causé leur perte, mais le plus souvent la ruine se produisait de mystérieuse façon. Il fut un temps où les vieilles familles tremblaient à la seule mention de son nom. Cela remontait aux années 1870 ou 1880.

A l'approche de la soixantaine, un changement radical s'opéra dans l'existence du vieux Denning. A l'étonnement de tous, il vint à l'église de l'Ascension, et ensuite ne manqua pas un dimanche. Il distribua de l'argent aux œuvres de charité et multiplia les dons aux familles pauvres de la paroisse. Même il s'intéressa personnellement aux malheureux, visita les habitations et les campements de vagabonds. C'est ainsi qu'il rencontra ma tante Sarah.

Ma tante Sarah, une grande femme plutôt mince lorsqu'elle connut Michaël Denning, avait trente et un ans et se résignait déjà à l'état de vieille fille pour le reste de ses jours. Un drame d'amour avait troublé sa jeunesse ; dans la suite de son existence, elle n'avait eu, suivant l'opinion élégante de cette époque, rien autre à faire que se dévouer à l'Église ou à rester tranquillement chez elle. C'était une belle personne, si intensément féminine qu'elle eût pu, à l'époque, être trouvée un peu « chatte ». Elle représentait alors l'idéal féminin : jolie, timide et frêle, sujette à s'évanouir de temps à autre depuis son « déclin ». Elle avait commencé à décliner à l'âge de vingt-deux ans, lorsque son fiancé, un jeune homme appelé Hubert Standish, fut noyé sous ses yeux à Newport.

La famille de tante Sarah était parmi celles qui n'étaient pas venues à la réception du vieux Michaël Denning ; pire que cela, ses parents (mes grands-parents) avaient considéré l'invitation comme une insulte et n'avaient même pas pris la peine d'y répondre. Mon grand-père était avocat et menait une vie régentée par des préjugés, des principes et de la fierté. Mon grand-père ne voulait pas voir Michaël Denning, non parce que c'était un homme vulgaire possédant des millions, mais parce qu'il avait acquis ces millions sans scrupules. Et ainsi, un matin, en s'éveillant, il s'aperçut qu'il était ruiné.

Obtenir ce résultat avait dû imposer à Michaël Denning des heures de travail minutieux, car la fortune de mon grand-père était investie dans de nombreuses entreprises. Mais, à la suite des machinations du forban, mystérieu-

sement, les placements de mon grand-père perdirent toute valeur, et il n'eut plus pour vivre, lui, sa femme et ses deux filles, que ce qu'il gagnait. Puis, ces gains mêmes diminuèrent à la suite d'une campagne sournoise qui répandit ce bruit : c'était un piètre homme d'affaires, sot et indigne de confiance et dont l'honnêteté même n'était peut-être pas absolument établie.

A l'époque où le vieux bandit commença à fréquenter l'église, ma tante Sarah était une vieille demoiselle pauvre, fille d'un homme ruiné, résignée à son sort, comme l'étaient en ce temps-là les femmes bien nées. Je ne sais quelles méthodes employa le vieux Michaël pour faire sa cour à ma tante Sarah. J'ai entendu raconter là-dessus bien des histoires. Il avait alors cinquante-sept ans et dut paraître à tante Sarah un charmant quadragénaire. Sa silhouette était celle d'un homme encore jeune accoutumé aux exercices violents. Je suis bien sûr que Michaël Denning joua parfaitement le jeu qu'il fallait. Il savait ce qu'il faut dire et de quelle façon, se servant de sa grosse voix enrouée comme d'un instrument de charme. La première impulsion de tante Sarah (comme elle le confia à son fils longtemps après) fut de s'enfuir, mais cela lui fut impossible, ce qui signifie, bien entendu, qu'elle n'en avait point envie. En tout cas, elle ne s'enfuit pas, et, après qu'ils eurent visité un certain nombre de familles pauvres, il insista pour la ramener chez elle dans son coupé.

— Personne ne vous verra, dit-il.

Elle rougit probablement et, confuse, céda parce qu'elle ne savait quoi faire d'autre. Elle tint bon seulement sur un point : qu'il fît arrêter la voiture et la laissât descendre deux rues avant sa maison, afin que son père ne sût rien. C'était l'hiver, il faisait déjà nuit et personne ne la vit s'arracher à la tentation de trouver à son goût cet homme mûr qu'on lui avait toujours présenté comme un ogre.

Il ne fit rien pour obtenir un autre rendez-vous. Il descendit simplement, aida la jeune fille à sortir et lui souhaita le bonsoir. Tout fut très correct, sauf ceci : la crinoline se prit dans la portière du coupé, de telle sorte que Sarah tomba en avant et Michaël la tint un moment dans ses bras, soulevée, jusqu'à ce que le cocher l'eût libérée. Situation déplaisante et embarrassante, mais situation comique, et ma tante ne

manquait pas d'humour. Malgré toute sa rougeur, elle dut rire. Lorsqu'elle rentra chez elle, elle fit comme si rien n'était arrivé, mais, une fois au lit, elle resta longtemps éveillée, si bien que sa sœur (qui était ma mère et dormait dans la même chambre) se plaignit de son agitation. Ma mère me dit qu'elle avait cru Sarah malade, car jusqu'alors elle avait toujours dormi tranquillement et profondément. Mais le lendemain matin, elle ne montrait aucun signe de malaise : de bonnes couleurs illuminaient ses joues et, dans ses yeux, brillait une lueur que sa famille n'y avait plus vue depuis la mort de son fiancé.

Ce ne fut pas Michaël Denning qui fit le pas suivant ; il était trop habile et expérimenté pour cela. Pendant des jours, peut-être des semaines, il ne la vit pas, sauf à l'église, le dimanche, où il se montrait vêtu sobrement. Même là, il se gardait de la saluer : il faisait quelque chose de bien plus adroit. Il savait qu'elle regarderait de son côté, malgré elle, et il attendait, la surveillant, jusqu'à ce qu'elle lui volât un regard ; alors il lui souriait seulement, plus avec les yeux qu'avec la bouche (c'était une grimace à lui), pour lui montrer qu'ils avaient un secret que personne au monde ne soupçonnait, sauf son cocher. Puis, un jour, ils se rencontrèrent comme par hasard en visitant des familles pauvres, et de nouveau elle revint avec lui en coupé, à la nuit, et il la déposa à deux rues de son appartement. Cette fois, elle n'avait pas cherché à refuser... Mais elle fit attention, en descendant, de ne point accrocher sa crinoline.

Dans un roman, je suppose que Michaël Denning l'eût séduite et abandonnée, déshonorée, avec un enfant illégitime, comme vengeance finale contre son père ; mais cela ne se passa pas ainsi. Denning, malgré son âpreté en affaires et son manque de scrupules, n'était pas un méchant homme. D'ailleurs, ce qu'il voulait était à la fois plus beau et plus naïf que la simple séduction. Certainement, nul à l'époque ne s'en douta. On attribuait son changement soudain et son intérêt pour les bonnes œuvres à toutes sortes de raisons : le repentir, l'ambition mondaine, la peur de l'au-delà : mais aucune de ces suppositions n'était juste.

Il n'était sûrement pas repentant. Au sujet de ses propres pirateries, je l'ai entendu dire une fois :

— Tous les hommes d'affaires sont fourbes. Vous ne pouvez pas manier la boue sans vous salir. Quelques-uns sont plus malins que les autres et font les choses en grand. Aucun homme dans les affaires ne peut être un vrai gentleman dans tout le sens du mot. C'est aussi pourquoi ce « monde » de New-York est si ridicule, car il a pour origine une bande d'hommes d'affaires véreux qui ont la prétention d'être des gentlemen.

Et ce n'était certes pas la peur de l'au-delà, car il avait là-dessus une philosophie très nette :

— Vivez aussi intensément que vous pouvez : cette vie est la seule de laquelle vous soyez sûrs.

Cela eût pu être l'ambition mondaine, mais il ne tenait pas à être invité à des réceptions. La vérité est qu'il avait beaucoup d'argent (des tas de millions) et que, commençant à vieillir, il aspirait à fonder une dynastie afin que le nom de Denning subsistât. Mais personne ne se douta de cela avant sa mort.

Je pense que le choix qu'il fit de tante Sarah fut accidentel. Il cherchait, certes, une femme qui lui convînt, une femme pas assez jeune pour le rendre ridicule et pas assez âgée pour ne plus être capable de lui donner des enfants. Il voulait aussi quelqu'un de bonne origine, d'un milieu qu'il n'avait pas connu. Ma tante Sarah était tout cela, et surtout il tomba amoureux d'elle. Elle était jolie, féminine et douce, et il était sentimental à sa manière : la vue de tante Sarah penchée sur le lit d'un enfant malade achevait de l'émouvoir.

Leurs amours continuaient secrètement. Leur lieu de rencontre était le coupé de Denning ou des paliers de misérables maisons. Puis, un jour, Michaël dit à ma tante :

— Nous allons nous marier.

D'abord, elle pleura et protesta. Tout cela n'était-il pas autant de sa faute que de celle de Michaël ? N'avait-elle pas pris plaisir à flirter ? Après ce qui, je suppose, s'appelait alors « une jolie scène », elle céda et consentit. Il fut convenu qu'elle ne dirait rien chez elle. Ils se marieraient, puis partiraient un soir pour Charleston. Elle écrirait alors une lettre à sa famille. J'ai encore cette lettre. Elle est écrite à l'encre violette, d'une main étonnamment ferme, bien que l'on eût toujours fait croire à ma tante qu'elle était faible, sans

défense, et victime du sort. Cette lettre est maintenant vieille et jaunie, mais il en émane encore de la passion et de la décision. On y lit : « Cher père, je vous prie de ne pas croire que j'ai perdu l'esprit ni que j'invente un mensonge absurde. Ne soyez pas inquiet si je ne rentre pas ce soir : je pars en voyage de noces. J'épouse Michaël Denning. Non, je ne suis pas folle. Peut-être aurais-je dû vous le dire plus tôt, mais je redoutais les scènes, et j'étais déterminée à le faire, n'importe comment (ces quatre ou cinq dernières semaines), depuis qu'il m'avait demandé ma main.

« Je suppose que vous désirez savoir où diable j'ai pu le rencontrer ? Eh bien ! c'était au chevet des pauvres que nous visitions. Il n'est pas du tout ce que vous pensez. Je l'aime et veux me confier à lui pour le reste de ma vie. Il est probable que vous voudrez me renier : j'en serai navrée, mais j'ai l'intention de m'attacher à lui, et ne doute pas que nous puissions arranger tout cela un jour. Nous allons à Charleston, puis à la Nouvelle-Orléans et pensons être de retour en juin.

« Bien affectueusement à tous. Votre fille indigne et affectionnée,

« Sarah. »

Ce mariage fit sensation à New-York. Michaël Denning épousant la fille d'une de ses victimes n'était pas un de ces événements auxquels on assiste deux fois dans sa vie.

II

Quand ils revinrent à New-York, tante Sarah écrivit à sa mère pour lui annoncer leur retour et son parfait bonheur. Elle envoya avec la lettre une magnifique corbeille de fruits de serre et spécifia que, pendant la quinzaine suivante, elle habiterait la grande maison de pierre brune construite par Michaël. Ensuite, elle serait à Newport, où elle passerait l'été dans la maison que Michaël venait d'acheter.

Le premier été à Newport ne fut pas un succès. Au début, les gens que rien n'obligeait à ménager Michaël s'éloignaient des Denning ; mais, avant la fin de la saison, quelques vieux amis de tante Sarah vinrent lui faire visite. La Sarah qu'ils virent était une autre femme : elle n'était plus habillée de

gris foncé ou de noir, mais portait des toilettes coûteuses et paraissait jolie, éclatante et heureuse. Lorsqu'ils revinrent à New-York, à l'automne, le monde commença à s'ouvrir pour eux ; ils recevaient des visites et allaient quelquefois dîner en ville. Ce n'était pas aussi difficile que cela l'eût été vingt ans plus tôt, car New-York changeait. De tous côtés surgissaient de nouvelles rues, de nouvelles constructions, des gens nouveaux. Le petit monde provincial du New-York de Washington Square s'évanouissait, laissant derrière lui de ravissantes vieilles maisons et des familles qui ne pouvaient s'accommoder des transformations, et, oubliées dans l'obscurité de rues étroites, vivaient seules pendant deux ou trois générations jusqu'à ce qu'elles disparussent sans laisser de traces.

Tante Sarah aida beaucoup son mari dans son ascension mondaine. Et la dynastie se fondait. Neuf mois après son mariage, Sarah donna le jour à un fils, qui reçut le prénom d'Ogden, nom de famille de la mère de Michaël, et qui, dès cet instant, eut la responsabilité d'une grande fortune ainsi que celle, comme fils unique, de continuer la lignée de Michaël Denning ; car, à sa naissance, sa mère fut mourante et, une fois rétablie, apprit qu'elle n'aurait plus d'enfants.

Ogden était né portant en lui un germe morbide qui venait peut-être de quelque ascendant ne possédant ni la vigueur de son père, ni l'énergie de sa mère. Petit garçon, il était de santé faible et montrait une timidité naturelle accrue par l'adulation, car Michaël, alors vieux de plus de soixante ans, adorait l'enfant avec l'exagération d'un père âgé, ayant constamment cette idée de derrière la tête que son fils devait être un gentleman. Il n'eût pu être autre chose, et je pense que, le sachant, le vieillard en était parfois attristé. Il savait, le vieux Denning, à peu près tout ce qu'il y a à savoir sur l'existence. Il avait débuté par la pauvreté et les privations et avait toujours ressenti en son cœur du mépris pour les hommes vivant de revenus hérités, tremblant de terreur, à chaque krach, que cet argent pût s'évanouir et les laisser dans la gêne. Lui avait été ruiné, sans le sou, une demi-douzaine de fois, mais avec, en lui-même, la certitude de toujours pouvoir réédifier une autre fortune ; aussi n'avait-il jamais peur. Et voilà qu'il devinait que son fils

serait un de ces hommes faibles passant leur existence dans la terreur de perdre leur argent. Malgré tout, il continuait à faire de son fils un monsieur. New-York était alors une ville gauchement adolescente où les fils et petits-fils d'anciens flibustiers tentaient de créer une société à l'image de celle d'Europe. Ils ne savaient comment s'y prendre ; aussi aboutirent-ils à la création d'un monde en toc, ostentatoire, sans culture, vulgaire, et presque entièrement fondé sur la grosse fortune.

Le vieux Michaël Denning savait que les beaux jours de la flibusterie tiraient à leur fin et qu'une décadence prématurée survenait. De beaucoup plus intelligent que la plupart de ses contemporains, il devina le secret du nouveau New-York, le New-York faisant et détruisant les familles en une ou deux générations, les hommes en une nuit. Aussi, lorsque son fils eut quinze ans, résolut-il de l'envoyer dans le Far-West. Il acheta un ranch et annonça au jeune homme que, de dix-huit ans à sa majorité, il vivrait à Wyoming. Ce fut tante Sarah qui empêcha la réalisation de ce projet. Elle ne lui fit pas ouvertement d'opposition, mais elle en retarda la réalisation, si bien qu'un matin, avant qu'il eût abouti, on trouva Michaël Denning inanimé dans sa chambre.

Il eut des obsèques distinguées auxquelles beaucoup de gens assistèrent : avec l'aide de tante Sarah, il était devenu non seulement mondain, mais respectable. Mes grands-parents eux-mêmes assistaient à la cérémonie, car ils avaient depuis longtemps pardonné à tante Sarah et au vieillard.

Denning leur laissa de quoi bien vivre pendant le reste de leurs jours ; ma mère reçut aussi un legs, mon grand-oncle William lui-même eut une donation. Ce grand-oncle jouera plus tard un rôle dans cette histoire, mais, durant les dernières années de la vie de Michaël Denning, il était devenu son grand ami. L'oncle William était le frère de mon grand-père, quoiqu'il eût l'âge de ma mère et de tante Sarah. Il avait toujours mené une vie de plaisir et Michaël Denning voulait qu'il fût assuré d'avoir assez d'argent pour continuer jusqu'au bout l'existence à laquelle il était habitué.

A la mort du vieux flibustier, son fils Ogden, âgé de seize ans, était aussi différent que possible de son père au même âge. A seize ans, Michaël Denning gagnait sa vie en travaillant dans une ferme. A dix-huit, il était venu à New-

York pour conduire des bestiaux ; à vingt et un, il s'était marié à une femme qu'il croyait aimer, qu'il aimait peut-être, une femme aussi dure que lui-même. A seize ans, son fils avait des chevaux, un valet de chambre, un yacht, et avait fréquenté les écoles les plus coûteuses et les plus élégantes. Peut-être un tel train donnait-il l'impression qu'Ogden était insupportable et snob. Il n'était en réalité rien de tout cela. Grand garçon timide, gauche, pâle et doux, Ogden possédait un charme qui lui venait de sa mère plus que de son père ; en lui, rien de turbulent. On savait à peine qu'il entrait dans une pièce, mais bientôt on ressentait une impression agréable, chaude et un peu fantastique. Il était beau, avait la peau blanche, des cheveux brun roux ondulés, des yeux d'un bleu lumineux comme ceux de son père, sauf qu'il leur manquait la lueur de furieuse vitalité qui animait ceux de Michaël. Il montait bien à cheval, nageait, gouvernait son bateau, mais ne faisait tout cela que pour être agréable à son père : celui-ci croyait que ce sont choses que doit faire un gentleman. Solitaire par nature, ce qu'il aimait vraiment était la poésie et la peinture. Je sais que, dès l'âge de quinze ans, il souffrait des horreurs que sa mère avait installées dans la grande maison lorsqu'elle en prit possession : mauvais tableaux, affreuses tapisseries, mobilier abominable, bric-à-brac et palmiers.

Je l'aimais. Je l'aimais pour sa simplicité et pour sa loyauté sûre. Lent à se lier avec les gens, une fois qu'il les avait adoptés il montrait envers eux une fidélité canine.

Après les obsèques de son père, ma tante Sarah décida qu'elle avait assez de New-York, qu'elle allait fermer la maison et partir pour Londres. Ogden et elle séjournèrent en Europe pendant sept années consécutives, jusqu'à ce qu'elle eût trouvé la mort dans un accident. Encore aujourd'hui je ne sais si Ogden aimait la vie qu'il mena durant ces années. Ils fréquentaient des ducs et des banquiers ; tante Sarah recevait beaucoup. En été, ils habitaient un palais à Venise et passaient une partie de l'hiver sur la Riviera.

Pendant ces sept années, je ne le vis que deux fois. Vers la fin de cette période, alors qu'il partageait sa vie entre Venise, Londres et la Riviera, je travaillais déjà au bureau de mon père.

III

Quand j'eus dix-neuf ans, mes parents m'envoyèrent faire un grand voyage. Ils croyaient que l'éducation d'un jeune homme n'est pas complète s'il n'a vu Paris, la tour de Pise, la Chapelle Sixtine et les ruines de la Rome antique. Ils me donnèrent beaucoup d'argent et, obéissant comme un bon fils, je visitai tous les lieux qu'ils m'avaient désignés. Mais je déteste les endroits célèbres et spectaculaires ; aussi me hâtai-je à travers Rome, Florence et les villes italiennes, afin d'avoir encore assez de temps, avant de retourner au collège, pour faire un voyage à pied dans la Forêt Noire.

J'arrivai en Bavière au début de septembre et me mis en route seul ; le temps était superbe et le monde que je découvrais me semblait enchanté. Pour moi, c'était comme un paradis perdu, comme un pays merveilleux dans lequel j'avais vécu au cours d'une autre vie et que je retrouvais maintenant. Je croyais tout connaître, montagnes, forêts de pins emplissant l'air de leurs effluves dans la chaleur du jour, ruisseaux frais et vifs, chutes d'eau, et même les petites gentianes et les campanules constellant les talus herbeux.

Quittant Munich, je m'enfonçai de plus en plus profondément dans les montagnes et, de plus en plus loin des villes et des frivolités, dans un monde paisible, délicieux, oublié. Tôt le matin, quand je sortais, le brouillard traînait encore comme des voiles de gaze parmi les troncs bruns des grands sapins. A midi, quand il s'était évaporé, je m'arrêtais à quelque petite auberge cachée dans les arbres pour boire de la bière et déjeuner ; et, au milieu de la Forêt Noire, je tombai amoureux, pour la première et unique fois de ma vie, d'une jeune fille à qui je ne parlai pas, sauf pour lui dire un amical *Grüss Gott* (1) en passant.

Cela advint dans une petite ville d'eaux appelée Bad Münster. Je ne connais personne en ayant jamais entendu parler, et maintenant, lorsque j'y songe, il me semble parfois que c'était une chimérique contrée, privée d'existence réelle,

(1) « Dieu vous bénisse » ou plus simplement « Bonjour ».

née de l'enchantement du Schwartzwald, foyer légendaire des gnomes, des lutins et des déesses. Tard dans la nuit, à ce moment qui se situe entre la veille et le sommeil, je me demande si la jeune fille était réelle ou seulement une espèce de fée des bois ; si elle-même et tout ce qui est arrivé après que je l'eusse aperçue n'étaient pas simplement une illusion, un rêve duquel je m'éveillerai un jour ?

Cet endroit, abrité dans une vallée, propre et joli comme un village de poupée, possédait un petit casino situé au bord d'un torrent dévalant à travers les sapins jusqu'au centre même de la ville ; une demi-douzaine de médiocres villas aux jardins pleins, en cette saison, de dahlias et de reines-marguerites ; à toutes les fenêtres, des jardinières et des pots garnis de pétunias et de géraniums roses. Les hôtes du village étaient de petits boutiquiers qui ne pouvaient s'offrir un séjour dans des endroits comme Carlsbad, Bad Nauheim ou Marienbad.

Lorsque je le vis, je pensai : « Je séjournerai ici trois ou quatre jours pour me reposer. » J'y demeurai en réalité dix jours et fus de deux semaines en retard pour ma rentrée au collège. L'hôtel était construit sur trois côtés d'un jardin descendant vers le bord de la rivière ; j'y trouvai une chambre avec balcon ayant vue sur la cour et la chute d'eau. Le soir, un orchestre jouait dans le jardin et les hôtes s'asseyaient autour des tables, écoutaient, mangeaient des sandwichs et buvaient de la bière. C'étaient des êtres simples et cordiaux.

Le matin du troisième jour, la veille de celui que j'avais primitivement fixé pour mon départ, j'allai sur mon balcon pour prendre mon petit déjeuner. L'air était frais et vif, le soleil perçait à travers le brouillard encore accroché aux sapins, le bruit de la chute d'eau s'entendait malgré le chant de la cuisinière, installée sur la terrasse au-dessous du balcon. Et cependant ce matin semblait différent, parce qu'*elle* était là, sur le balcon juste en face, prenant son café avec un jeune homme.

Spectacle charmant ! On eût dit le petit hôtel transformé pour un opéra-comique, le héros et l'héroïne étant en scène. Elle était habillée d'une robe d'organdi à manches ballon laissant ses bras nus ; elle ne pouvait avoir plus de dix-huit ou dix-neuf ans. Ses cheveux roux dorés étaient entièrement

bouclés, le clair soleil du matin les entourait d'une sorte de halo. Son compagnon, vêtu pour la marche d'une culotte de cuir et d'une chemise en batiste au col ouvert, était brun avec un long visage aristocratique et des yeux noirs. Je sentis aussitôt combien ces deux êtres étaient différents des autres habitants de l'hôtel et du village. Je les voyais parfaitement, quoique je ne pusse entendre leur voix. Puis, tout à coup, elle rit, renversant la tête en arrière : c'était un rire délicieux, dans lequel il y avait une gaieté insouciante, et je compris avec une brusque envie d'adolescent qu'elle était amoureuse. Le jeune homme se pencha au-dessus de la table pour un baiser ; à ce moment, ils m'aperçurent, et elle rit de nouveau.

Je ne les revis qu'au début de la soirée, alors que la première fraîcheur commençait à glisser de la forêt de sapins. Ils vinrent au jardin et prirent de la bière. Ils étaient assis à peu de distance de moi ; la jeune fille me faisait face, de sorte que je pouvais la regarder de temps à autre sans être remarqué. L'homme lui tendait du feu pour sa cigarette, et à cette vue je sentis une crispation de jalousie. La lumière du jour s'évanouit peu à peu ; à la fin il fit si noir que, sans la chaude lumière venue par les portes ouvertes de la salle à manger où dînaient les clients de l'hôtel, je n'aurais pu voir son visage. A l'hôtel, il y avait de jolies filles, mais vulgaires. Comme cette femme était différente ! Le couple se leva et rentra. A ce moment, je vis qu'elle était grande et marchait avec une admirable souplesse. Je suppose que j'étais mûr pour tomber amoureux et que j'eusse été attiré par n'importe quelle jolie femme.

Le lendemain matin, je me hâtai de m'habiller, tout en jetant un regard de temps à autre à travers les persiennes afin de voir si elle était venue sur le balcon pour déjeuner, mais je ne la vis pas. Je déjeunai : elle n'apparaissait toujours pas, et quand je questionnai la femme de chambre, elle me dit qu'ils étaient déjà sortis pour gagner la forêt. A partir de ce jour, je me fis réveiller dès l'aube, afin de ne pas manquer de la voir. Je demandai à la femme de chambre qui ils étaient ; elle me répondit : « C'est M. et la doctoresse Müller. » J'étais jeune, mais connaissais assez le monde pour savoir qu'un tel couple n'était pas, à coup sûr, « M. et la doctoresse Müller ».

Je fis des choses tout à fait déraisonnables, telles qu'essayer de découvrir quelle direction ils avaient prise, afin de les suivre. Pendant quatre jours, j'errai dans les sentiers de la forêt et, le cinquième, je les rencontrai au bord du torrent, bien au-dessous de l'hôtel. L'homme était étendu et dormait, la tête posée sur les genoux de la jeune fille. J'eus conscience d'être indiscret et sot.

Je m'apprêtais à rebrousser chemin, mais au même instant, comme consciente d'être observée, la jeune fille se retourna, me regarda, et je fus contraint de continuer à suivre le sentier en me dirigeant vers elle, comme si j'étais arrivé auprès d'eux tout à fait par hasard. Elle me sourit, puis mit un doigt sur ses lèvres. C'était un sourire charmant, et je sentis mon visage s'enflammer, mon cœur se mettre à battre ; mais je réussis à passer devant elle sans avoir l'air trop stupide.

Mon tourment ne se bornait pas à se manifester le jour. Je ne pouvais dormir la nuit, m'agitais, pensais à elle et à son amant dans la chambre en face. J'essayais de m'imaginer à la place de cet homme, continuant à voir les dents blanches de la jeune femme, ses yeux noirs et les petites boucles d'or rouge qui couvraient sa tête.

Certes, j'aurais dû m'en aller, mais, le matin venu, il m'était impossible de partir.

Je tentai de provoquer des confidences de la part du gras directeur et de sa femme, non moins replète, mais avec ses bribes d'anglais et mon mauvais allemand nous ne pouvions pas pousser loin la conversation. Quand je demandai d'où venait le couple, il répondit : « de Vienne », et ce fut tout ; mais il me regarda avec une lueur ironique dans les yeux, comme s'il devinait mes sentiments et mes préoccupations.

Je vis le couple une demi-douzaine de fois pendant les jours suivants ; une fois, nous nous croisâmes dans la rue, et, avec un sourire moqueur (comme si, elle aussi, savait ce que je ressentais), elle dit :

— *Grüss Gott.*

Je me retournai pour la revoir encore, et, se retournant elle-même, elle m'accorda un sourire. Mon cœur bondit ; je pensai : « Vivre avec une telle femme ! Non, l'amour ne

peut pas être aussi merveilleux ! » J'aimais sa vivacité, son ironie et sa coquetterie.

Puis, un soir, quand je rentrai, j'appris qu'ils étaient partis. Je demandai à l'hôtelier pour quel endroit, il me dit :

— Pour Munich ; mais ils ne s'y arrêtent pas, ils retournent en Autriche.

Pendant un fol instant, je pensai à les suivre. Peut-être pourrais-je la voir seule ? Mais que ferais-je en ce cas ? Que pourrais-je dire qui ne fût pas ridicule ? Que pouvait être pour une femme comme elle un jeune Américain timide et mal dégrossi ?

Je devais m'embarquer à Hambourg, mais j'avais manqué mon bateau. Je restai éveillé toute la nuit et partis au matin. Quand j'eus payé ma note, l'hôtelier me dit :

— Maintenant, je vous dirai tout au sujet de M. et de la doctoresse Müller. Vous rentrez chez vous, cela n'aura pas d'importance ; seulement, il faut me promettre que vous n'en parlerez à personne dans cette ville.

Je promis, et il reprit :

— C'est le prince de Hohenheim, l'héritier de la principauté. Je ne connais pas la femme ; peut-être s'appelle-t-elle réellement Müller. J'ai travaillé à la cuisine du château, c'est pourquoi il est venu chez moi.

Je partis pour Munich, mais ne découvris aucune trace du couple. Je décidai alors de gagner Hambourg. J'avais la douloureuse certitude que je ne reverrais jamais la jeune fille rencontrée là-bas, dans la forêt enchantée.

Je m'embarquai sur un bateau allemand et me laissai aller à questionner chacun sur Hohenheim, dans le vague espoir de découvrir qui était la jeune fille. J'étais aussi curieux du jeune homme. Il était indiscutablement attirant, beau, brillant ; sur le noble visage brun, il y avait autant d'intelligence que de beauté. Je découvris pas mal de choses, tant dans les livres que par mes compagnons de voyage. Hohenheim était une principauté indépendante, point grande, située entre l'Allemagne et l'Autriche ; le prince régnant, un vieillard ; son héritier, un neveu d'une trentaine d'années, élégant, bel homme et distingué. C'était lui qui se trouvait à Bad Münster. L'un des passagers, brasseur à Munich, me confia qu'il était célèbre par ses succès auprès des femmes.

Je ne pus rien apprendre sur sa compagne. Lorsque j'arrivai à New-York, mon père et ma mère, tous deux en deuil, m'accueillirent sur le quai. Ma mère pleurait. Une semaine plus tôt, tandis que j'étais en mer, ma tante Sarah, la mère d'Ogden, avait été tuée dans une catastrophe de chemin de fer, près de la station frontière franco-suisse de Vallorbe. Ogden, qui l'accompagnait, avait un bras cassé.

— A part cela, dit mon père, il va très bien.

Une chose curieuse est que, lorsqu'ils m'annoncèrent la nouvelle, j'eus une brusque vision de tante Sarah. Je la voyais, grande, vive, frivole et moqueuse, et, dans le même moment, il me vint à l'esprit pour la première fois qu'il existait une étrange et subtile ressemblance entre elle et la jeune fille de la Forêt Noire.

Je retournai au collège et reçus de temps à autre des lettres d'Ogden, peu différentes de celles que j'avais toujours reçues, racontant ses voyages, décrivant les gens qu'il rencontrait, un tableau qui avait excité son enthousiasme. C'est seulement par des amis revenant d'Europe et qui l'y avaient vu que nous sûmes ses réactions à la mort de sa mère. Ce n'était pas ce à quoi je m'attendais. A en juger par ses habitudes et son caractère, on eût pensé qu'il se cacherait quelque part pour pleurer solitairement. Au lieu de cela, il s'était lâché la bride pour la première fois de sa vie et menait grand train.

Je l'enviais, pensant : « Si j'avais de l'argent pour vivre comme lui, j'oublierais sans doute cette femme. » Elle continuait à me troubler profondément. Son image gâtait tous les plaisirs que je pouvais prendre. Si j'étais attiré par une jolie fille, je me trouvais, au beau milieu de mon admiration, comparant le brillant de ses cheveux et la couleur de ses yeux à ceux de la jeune fille de Bad Münster. Mais surtout c'était le souvenir du sourire, ce sourire qu'elle m'avait adressé, un doigt sur les lèvres, pour m'empêcher de rompre le sommeil du jeune homme brun qui dormait, la tête appuyée sur ses genoux. Puis, un jour, près de trois ans après la mort de sa mère, Ogden m'envoya un mot, de la grande maison de pierre brune de New-York. Revenu sans prévenir personne, il s'était marié, désirait que je vinsse dîner un soir pour faire connaissance avec sa femme.

IV

J'y allai, me demandant qui il avait bien pu épouser sans que la nouvelle en transpirât. Il me reçut dans le long salon ouvrant sur le hall, encore décoré dans le style hideux de l'époque. Il paraissait vieilli, plus mince et plus pâle, et il y avait en lui quelque chose d'étranger qui, au début, mit une contrainte entre nous. Nous prîmes des cocktails, puis il dit timidement :

— Ma femme est en retard... Je crois qu'elle te plaira.

Il ne dit pas cela avec irritation, mais presque avec orgueil, comme s'il eût été amoureux d'elle à tel point qu'elle eût le droit d'être en retard.

— Qui est-elle ? demandai-je à brûle-pourpoint.

— Une Autrichienne... Je te parlerai d'elle quand tu l'auras vue.

Je me tenais le dos tourné vers la porte opposée au grand escalier de marbre, mais il y avait devant moi une immense glace. Je regardais vaguement l'escalier, lorsqu'elle apparut soudain, descendant avec lenteur, une main appuyée sur la rampe. Je crois que ce fut ce geste qui éveilla tout d'abord mes souvenirs. Il y avait en ce geste quelque chose de jeune, d'éternellement jeune et en même temps de sensuel, comme si elle aimait le contact du marbre blanc poli. Puis, tout à coup, *je vis*. La jeune femme qui descendait lentement l'escalier n'était autre que la jeune fille que j'avais vue me sourire auprès du torrent dans la Forêt Noire...

Je n'aurais pu reconnaître aucune autre femme dans une ambiance et une toilette si différentes, mais *elle*, je l'aurais reconnu n'importe où. Elle était vêtue magnifiquement et portait l'admirable collier de perles que le vieux Michaël avait donné à ma tante Sarah lors de leur mariage. Ses cheveux étaient toujours coiffés en courtes boucles.

Je me détournai brusquement de la glace afin de voir non le reflet, mais la réalité ; je me rappelle que mon cœur battait à se rompre et que j'eus une violente envie de fuite éperdue. Mais déjà elle était dans cette hideuse pièce, et nous nous dirigions vers elle. Elle sourit, et je pensai, pris d'un fol espoir : « Peut-être va-t-elle se souvenir de moi ? »

Mais non ! Elle vint à moi comme à un étranger, me tendant la main, une blanche main sans bagues, et je me sentis soudain défaillir à la certitude que le jeune homme gauche qui l'avait suivie, elle et son amant, dans la Forêt Noire, ne lui avait fait aucune impression. J'eus conscience qu'il y avait en elle un léger changement, comme si un voile eût été jeté sur son éclat. Ogden dit :

— Voici mon cousin William, et le meilleur ami que j'aie au monde.

Brusquement je le détestai, car par ces paroles il me liait les mains et m'ôtait tout espoir. Le dîner était soigneusement composé et comptait de nombreuses primeurs. On servit dix plats et cinq sortes de vin. Je ne me rappelle rien de la conversation, sauf qu'elle était un peu embarrassée, jusqu'à ce qu'Ogden se mît à parler de portes sculptées de style baroque qu'il avait achetées à Vienne ; alors il s'échauffa.

— Je vais refaire toute la maison, dit-il, c'est bien plus amusant que d'en construire une nouvelle. Éléna et moi avons acheté beaucoup de choses à Vienne, à Salzbourg et à Innsbruck..., toujours du baroque, ajouta-t-il, enthousiaste.

Je connaissais peu le style baroque, car, à cette époque éprise du pseudo-gothique, il était considéré comme vulgaire et démodé. Éléna et moi ne nous y intéressions guère. Elle était assise au bout de la longue table, paraissant encore plus belle que jamais dans sa longue robe de brocart d'argent. Cette robe était plus décolletée qu'il n'était convenable dans le New-York d'alors. J'étais un peu choqué et pensais : « Elle ne devrait pas porter de telles robes. » Je ne me rendais pas compte que j'étais moins choqué que jaloux.

Nous passâmes au salon. Le reste de la soirée s'écoula, du moins pour moi, dans une sorte à la fois de rêve et de cauchemar ; j'étais ravi de l'avoir retrouvée et tourmenté de savoir qu'elle restait loin de moi, comme aux jours de la Forêt Noire.

Elle parlait rarement, d'une voix charmante, basse, un peu rauque, avec un léger accent irrésistible. Elle restait taciturne. Je songeais : « Peut-être s'ennuie-t-elle déjà », car je savais qu'Ogden pouvait être très ennuyeux ; mais peu à peu je compris que ce morne état provenait de quelque chose de plus profond que l'ennui. Et je continuais à évoquer

l'amoureux brun aux yeux noirs et à la bouche sensuelle, qui ne s'intéressait évidemment pas aux choses d'art, mais à la vie et à l'amour. Quelle différence avec Ogden, précieux, pâle, beau et curieusement *mort*! Ce qu'il lui fallait, à elle, c'était la vie, et Ogden (je le savais alors plus par instinct que par expérience) ne pourrait jamais lui apporter ce dont elle avait besoin. Qu'il devait être un maladroit et pauvre amant ! Bientôt, elle se leva et dit :

— Je vais chanter pour vous.

Elle alla au piano, s'assit, et chanta trois ou quatre romances en allemand, d'une délicieuse voix fraîche qui évoquait la jeune fille rencontrée dans la Forêt Noire. Quand elle eut fini, elle dit :

— Je crois que je vais aller me coucher, maintenant. Je suis très fatiguée du voyage.

Nous l'accompagnâmes jusqu'à l'escalier de marbre, et, comme elle se retournait avant d'en gravir les marches, elle me regarda soudain. Ce ne fut qu'un coup d'œil ; cependant, il était chargé d'un sens mystérieux et, dès lors, — oui, je le crois, — d'une invite. Elle dit :

— J'espère que nous vous verrons beaucoup, William.

Et elle monta. Nous gardâmes le silence jusqu'à ce qu'elle eût disparu. Ogden murmura alors :

— Oui, elle est fascinante. Elle fera sensation à New-York, — comme s'il parlait, non d'une femme, mais d'un tableau ou d'un meuble.

C'était tout à fait dans la manière d'Ogden. Il désirait qu'elle fût admirée, et lui-même envié. Quand elle fut partie, nous allâmes dans la bibliothèque pour prendre du whisky et un autre cigare. Cette pièce n'avait pas changé depuis la mort de Michaël : pesante et laide, toute en acajou et cuir noir. Le maître d'hôtel parti, je regardai Ogden :

— Eh bien ! vas-tu me parler de ta femme ?

Si je n'avais pas été amoureux, j'aurais dit : « Je l'ai déjà vue. » Mais je pensais qu'il était préférable de ne pas parler de cette rencontre survenue trois ans plus tôt. S'il ignorait le passé de sa femme, il était indélicat de le lui révéler, et puis, j'obéissais à un autre sentiment : si le mariage était malheureux, ne pourrais-je conquérir Éléna ? Il valait mieux me taire et cacher mes impressions de naguère.

Tout d'abord Ogden ne répondit pas à ma question; puis, me regardant avec acuité, il dit :

— Je veux tout te raconter, mais il faut me promettre de ne jamais répéter un mot de ce que je vais te dire.

— Je te le promets, dis-je. Tu peux te fier à moi.

Il commença par me parler de la période dissolue de sa vie où il buvait, courait après les actrices et les demi-mondaines.

— Je n'ai jamais vécu avec aucune : elles étaient toutes si communes ! Mais cela m'amusait et m'aidait à oublier la mort de ma mère.

Je savais que, comme beaucoup d'hommes de caractère faible, il avait paradé avec ces créatures devant le monde afin de se faire passer pour un homme à femmes. Il avait loué une villa à Nice, où il vivait assez tranquille, dormant le jour, passant la nuit dans les restaurants et les casinos. Un soir, vers onze heures, alors qu'il jouait à Monte-Carlo, il se sentit brusquement fatigué, dégoûté, et prit un fiacre pour rentrer à sa villa de Nice. C'était une nuit froide, mais splendide et claire. Enveloppé d'une couverture, il roulait tranquillement, regardant les lumières de la Corniche. Pourtant, la satiété de la vie bruyante qu'il avait menée devenait de plus en plus forte, jusqu'à ce qu'il en vînt à décider de retourner en Amérique.

Lorsque le fiacre eut atteint cette partie de la Corniche, près de Nice, où la route passe au-dessus d'un profond ravin, il ordonna au cocher d'arrêter, afin de descendre pour marcher. La vue était magnifique, avec les lumières de Villefranche dans le lointain et la lune couvrant d'argent la mer. Il resta longtemps à regarder le large ; et voilà qu'il entendit quelqu'un pleurer.

Suivant le bord de la route, il se dirigea vers l'endroit d'où s'élevaient les sanglots et vit, à la lueur de la lune, la silhouette d'une femme étendue sur les rochers, près de la route. S'agenouillant, il se pencha sur elle et la releva. Elle ne résista pas, mais ne put tout d'abord répondre à ses questions. Enfin, elle dit :

—Allez-vous-en, je vous prie, et laissez-moi tranquille.

Mais il refusa de partir.

— Dites-moi où vous habitez et je vous y reconduirai en voiture.

— Ne vous inquiétez pas pour moi, répondit-elle simplement. Je n'habite nulle part. Je suis à bout... Veuillez vous en aller.

Enfin, il la persuada de se lever et, hors de l'ombre des rochers, vit qu'elle était très belle. Il reprit :

— Si vous ne voulez pas me dire où vous habitez, permettez-moi de vous emmener ce soir à ma villa, et demain, quand vous vous sentirez mieux, vous pourrez partir. Je ne vous ennuierai pas et ne vous poserai aucune question.

Il discuta longtemps et, finalement, elle céda, en partie, je pense, parce qu'elle était très fatiguée, et en partie parce qu'elle ne se souciait pas de ce qui pouvait lui arriver. Ainsi la ramena-t-il chez lui. Il vit alors qu'elle était, malgré ses larmes et ses habits souillés, encore plus belle qu'il n'avait cru, et même plus que belle.

Il réveilla une des femmes de chambre et fit apporter du bouillon et des fruits, puis on mit l'inconnue au lit, dans une chambre éloignée de celle d'Ogden. Elle ne prononçait aucune parole, sauf pour répondre oui ou non quand on lui demandait ce qu'elle désirait boire et manger. Il y avait en elle quelque chose d'égaré, comme chez un oiseau sauvage apporté dans une maison et mis en cage.

Au matin, la femme de chambre dit que la jeune dame était très malade et ne semblait pas savoir où elle se trouvait : c'était le début d'une longue maladie qui bouleversa les plans de retour d'Ogden en Amérique. Les médecins diagnostiquèrent une fièvre cérébrale et, pendant plus de trois semaines, la jeune femme resta en danger.

Chose curieuse : personne sur la côte ne semblait s'inquiéter de sa disparition. Il n'y eut pas d'enquêtes de police, et quand les docteurs insistèrent pour savoir son nom, Ogden engagea des détectives. Ils revinrent au bout de trois jours et firent part des informations qu'ils avaient recueillies : il s'agissait d'une doctoresse Müller, Autrichienne, logée dans une petite pension de famille de Monte-Carlo. La propriétaire, une Italienne, ne s'était pas inquiétée de l'absence de son hôte, la doctoresse Müller ayant laissé ses valises en disant qu'elle reviendrait dans quelques jours.

Beaucoup d'hommes, je pense, l'auraient envoyée à un hôpital ou à une clinique, mais Ogden fut toujours roma-

nesque ; aussi la garda-t-il dans sa villa, lui assurant les meilleurs soins. Sans cela, il est probable qu'elle fût morte ; mais, finalement, un matin, elle ouvrit les yeux et revint à la vie.

Tout d'abord elle fut terrifiée, puis, quand les médecins le permirent, elle demanda à voir son bienfaiteur. Il vint et s'assit près du lit, semblant, j'imagine, plus rassurant que la plupart des hommes en de telles circonstances. Son instinct de femme dut l'avertir qu'elle n'avait rien à craindre de lui. Il expliqua qui il était. Il lui dit même, non sans peine, combien il était riche, qu'il ne pouvait arriver à dépenser ses revenus, et qu'elle n'avait pas à se tracasser au sujet des dépenses. Alors, elle lui annonça qu'elle-même se trouvait dans une belle situation et demanda combien sa maladie avait coûté afin de le rembourser.

Les jours suivants, quoiqu'elle reprît des forces et que les couleurs revinssent sur son visage, elle ne montrait aucun désir de vivre. Elle semblait enveloppée dans un épais voile d'indifférence. Peu à peu il tomba amoureux d'elle, amoureux à sa manière, c'est-à-dire lentement et profondément, comme il eût pu le faire pour une statue antique. Elle était pour lui quelque chose de très précieux qu'il fallait adorer.

Ogden souffrait d'une sensibilité aiguë. Son charme pour autrui (et sa plus grande faiblesse, à son propre point de vue) résidait, je crois, dans ce fait qu'il se mettait toujours à la place de l'autre personne. Quand il vous parlait, vous aviez parfois l'impression qu'il ne s'adressait pas du tout à vous, mais à lui-même, et il semblait qu'au cours de la conversation il se substituât constamment à vous, ne disant rien qui pût être pénible ou embarrassant. Pour cette raison, il ne posa aucune question à la jeune fille. Ce fut seulement au bout de six semaines qu'il lui demanda :

— Où avez-vous l'intention d'aller en partant d'ici ?

Elle lui répondit avec indifférence :

— Je ne sais pas.

— Pourquoi ne pas retourner auprès de votre famille et de vos amis ?

— Je n'ai pas de foyer et j'ai perdu mes amis... depuis longtemps, répondit-elle d'un air morne.

Enfin il trouva le courage de parler. Il lui dit non seulement qu'il était amoureux d'elle, mais que le destin sem-

blait indiquer qu'il devait l'épouser. Cela calmerait sa vie agitée, sans direction depuis la mort de sa mère. Il ajouta timidement :

— Pourquoi ne m'épouseriez-vous pas ?

Elle ne lui répondit pas tout de suite ; il lui énuméra tout ce qu'il pourrait lui offrir : maisons, bijoux, argent, ne parlant absolument pas de lui. Elle le regarda longuement en silence, consultant son instinct. Cet instinct lui dit sans doute : « Voilà un homme bon et charmant, faible et plein de bonne volonté, qui ne te gênera pas beaucoup. »

Je connais le regard à demi moqueur, gai, appréciateur qu'elle accorde à l'homme qui l'intéresse, regard qu'elle m'avait lancé au bas de l'escalier de marbre. Elle savait aussi, je pense, qu'elle était de cette sorte de femmes qui ne peuvent vivre dans la solitude. Pour la première fois, elle rit et répondit : « Pourquoi pas ? » Ogden lui avoua qu'il sentait bien qu'elle ne l'aimait pas, mais que, cependant, il estimait pouvoir la rendre heureuse.

Ce soir-là, après le dîner, elle dit :

— Vous jouez gros jeu en épousant une femme dont vous ignorez tout.

Ogden, redevenant soudain romanesque, fit la réponse qu'appelait une telle remarque :

— Je sais tout de vous : je sais tout ce que je désire savoir.

Mais cela ne la satisfit point :

— Non. Il faut que je vous dise pourquoi vous m'avez trouvée au bord de la route. Je ne vous épouserai que si vous m'écoutez, car il faut que vous sachiez. Alors, quoi qu'il advienne, vous ne pourrez jamais me reprocher de vous avoir trompé.

Et elle lui parla de celui avec qui je l'avais rencontrée dans la Forêt Noire.

LOUIS BROMFIELD.

Texte français de Suzanne Albert-Guillaume.

(La dernière partie au prochain numéro.)

CENT ANNÉES D'IMMUNOLOGIE

Si, dans quelques siècles, un historien voulait résumer la principale modification que les cent dernières années ont apportée à l'humanité, peut-être dirait-il : « Oui, il y a eu des transformations politiques, sociales, économiques. L'industrie s'est créée ; ces cent années, c'est l'électricité, ce sont les chemins de fer, c'est l'auto, c'est l'avion. C'est le développement prodigieux des deux Amériques. C'est la colonisation de l'Afrique. Mais la principale révolution, ce fut la lutte contre les maladies infectieuses. La masse de ceux qui vivaient à cette période s'en est à peine rendu compte, mais nous qui, voyant les choses avec le recul de plusieurs siècles, pouvons plus aisément apprécier leur valeur, croyons que cette lutte, qui fut une victoire quotidienne contre la maladie, a modifié l'humanité. Trois générations ont suffi. »

Avant 1840, l'homme était presque sans défense contre les virus qui l'assaillaient. En face d'une affection grave, la sagesse suprême consistait simplement à ne pas troubler l'œuvre de la nature. L'attaque directe contre la maladie était impossible. Une épidémie survenait-elle, l'homme désarmé attendait passivement, ou presque, sa disparition spontanée.

En 1940, l'âme du combat est tout autre. Ces cent années ont créé la science de l'immunité et de la chimiothérapie, c'est-à-dire ont marqué le début de la lutte contre les infections parasitaires.

Synthèse exagérée comme toutes les synthèses. Ne néglige-t-elle pas la plus belle des découvertes médicales,

celle de Jenner : la prophylaxie de la variole par la vaccine ? Elle passe sous silence les deux premières chimiothérapies : la guérison du paludisme par le quinquina, celle de telle maladie spécifique par le mercure. Pourtant, dans son ensemble, cette synthèse est exacte.

Bien rares sont à l'heure actuelle les infections contre lesquelles nous sommes complètement désarmés. Nombreuses les maladies que nous pouvons éviter ou guérir. Non exceptionnelles les affections qui ont à peu près disparu, du moins dans nos pays. C'était hier la variole, c'est aujourd'hui la typhoïde, ce sera demain la diphtérie, maladies qui, seules, méritent le nom de « maladies honteuses » puisqu'on peut maintenant se protéger contre elles.

Abordons un des côtés du problème en résumant les grandes lois de l'immunité. Le public les ignore. Même pour ceux qui s'adonnent à son étude, les faits sont tellement épars à la fois et disparates, souvent contradictoires, toujours individuels, qu'il n'est pas sans intérêt d'indiquer ici ses grandes lignes directrices.

*
* *

Supposons, avec Wells, l'arrivée sur la terre d'êtres ne pouvant lutter contre les infections bactériennes. En quelques heures, ils auraient disparu. Dès la première inspiration, si ces êtres respiraient, leur organisme serait envahi par les bactéries de l'air. La moindre ingestion d'aliments toujours bactérifères provoquerait, si ces êtres avaient un tube digestif, une entérite mortelle. La plus minime des excoriations cutanées serait le point de départ d'une septicémie toujours fatale. Il n'y aurait ni lutte anatomique (défense fixe), ni phagocytose (défense mobile), ni pouvoir bactéricide des humeurs (défense chimique), triple contre-attaque presque toujours victorieuse que nous opposons à l'infection.

Il n'y a donc pas sur notre globe un seul être vivant qui ne jouisse spontanément d'une immunité extrêmement forte vis-à-vis de la plupart des microbes, vis-à-vis même de nombre de toxiques.

A cette immunité les biologistes donnent le nom d'*immunité naturelle*. Sans elle, nous ne pourrions résister aux êtres qui nous entourent, car tous les êtres qui nous

entourent, s'ils ne sont pas nos proies, sont nos ennemis.

« Nous ne pensons à la défense de l'organisme que lorsqu'elle laisse la maladie se démasquer, de même que, comme l'a dit G. Picard, on ne voit guère le droit que là où il y a un procès » (Bordet). Les biologistes se plaisent à citer de ces exemples d'immunité naturelle particulièrement marquée. La chèvre serait presque insensible à la morphine, l'escargot à la strychnine, le hérisson à la morsure des vipères. On peut inoculer sans dommage à certaines variétés de chenilles quelques milliards de bacilles tuberculeux, etc. L'homme présente lui aussi une merveilleuse immunité naturelle. Il inhale et ingère chaque jour plusieurs milliards de germes qui envahiraient son organisme s'il n'était pas protégé par les barrières muqueuse et épithéliale, par la phagocytose, par la fixation de ces germes dans les ganglions, par le pouvoir bactéricide des humeurs ou des tissus. Mieux encore, la plupart des germes infectieux qui atteignent le bœuf, le cheval, le chien, etc., ne peuvent troubler son état de santé. L'observation et l'expérimentation sur des volontaires l'ont démontré.

L'organisme humain est donc immunisé contre ces virus. Comment ? Il est probable que, dans nombre de cas, les propriétés physiques ou chimiques de nos tissus ne conviennent pas aux germes qui ne peuvent alors se multiplier. Dans d'autres cas, ces germes sont immédiatement neutralisés, qu'ils soient fixés, détruits ou éliminés. Souvent le mécanisme est autre, et c'est ici que se situe la merveilleuse découverte de Charles Nicolle sur les *maladies inapparentes*.

Nicolle injecte à un homme volontaire du virus de la maladie des jeunes chiens. Cet homme ne présente aucun signe clinique d'infection. On pourrait donc croire qu'il a détruit rapidement ce germe. Les faits sont autres, car si l'on fait à cet homme, le sixième ou le huitième jour après l'inoculation, une prise de sang et qu'on injecte ce sang à un animal neuf, on constate sa virulence. Donc le virus de la maladie des jeunes chiens s'est développé dans l'organisme humain. Mais ni les centres thermiques, ni le système nerveux, ni le tube digestif, etc., n'ont été sensibles à ce germe ou à ses toxines. Pendant ce temps, silencieusement, l'organisme s'est mis à l'œuvre pour vaincre cette infection inapparente, puisqu'elle ne s'est extériorisée par aucun symptôme apparent. Quelle

est, contre un virus déterminé, l'importance de cette immunité naturelle ? On pourrait supposer qu'elle est, soit absolue, soit nulle. Ce serait une erreur. La loi du « tout ou rien » chère aux biologistes n'est pas ici applicable. L'immunité naturelle a ses degrés.

Pour nous en convaincre, observons le conflit : organisme humain-bacille diphtérique. Le mot de conflit est rigoureusement exact. Car c'est un véritable duel entre deux organismes, celui du bacille diphtérique et le nôtre. Nombreux sont les hommes qui ont, vis-à-vis de ce germe, une immunité absolue et qui, dans un milieu contaminé, ne sont pas infectés. D'autres ont une immunité légère, et une angine fugace, sans complications, traduira seule la maladie. Dans un troisième groupe, l'immunité naturelle est à peine ébauchée et une diphtérie classique apparaîtra. Si elle est absolument nulle, l'organisme est sidéré par la toxi-infection ; c'est la diphtérie maligne. De même, expérimentalement, on peut, en variant les conditions de telle ou telle infection, reproduire tous les degrés de la maladie. Mais les faits sont plus complexes. Chez l'homme, en effet, l'immunité naturelle varie d'un moment à l'autre. On peut s'en rendre compte en la mesurant, ce qui techniquement n'est pas impossible. Ces variations expliquent qu'un sujet en milieu épidémique résiste plusieurs mois à l'infection, jusqu'au moment où une maladie intercurrente, un coup de froid, etc., le met en état de moindre résistance.

Enfin, certaines immunités que nous croyons naturelles sont en fait des immunités acquises par un état infectieux antérieur, peut-être par l'hérédité. Une diphtérie, une scarlatine, une typhoïde non diagnostiquées, tant elles étaient bénignes, ont immunisé contre ces états infectieux. C'est *l'immunisation occulte* de Lereboullet, Debré et Joannon. Tels sont les divers aspects de cette immunité naturelle.

Comme nous l'avons dit plus haut, sans elle l'humanité aurait péri dès la première génération. Mais l'homme, sur tant de points destructeur de la nature, ici l'a heureusement asservie. Il a réussi, sinon à la modifier, du moins à diriger les réactions de l'organisme, créant ainsi un des plus importants chapitres de *l'immunité acquise.*

***

Deux grandes classes à distinguer dans cette immunité. L'immunité *active* et l'immunité *passive*. Résumons-les d'un mot. L'immunisation active est produite par la vaccination. La sérothérapie synthétise l'immunisation passive.

En apparence seulement il est paradoxal d'affirmer que la meilleure façon d'immuniser un sujet contre une infection consiste à lui faire contracter cette infection. Si elle a été assez sévère, à partir de ce moment il est devenu réfractaire à une réinoculation. L'immunité dans ce cas est, en général, — car il y a des exceptions, — solide et durable. La scarlatine, la typhoïde, etc., en sont des exemples, mais le plus intéressant de tous est celui de la variole, puisque, au XVIIIe siècle, on immunisait ainsi, en utilisant les virus les moins sévères, la variolisation d'homme à homme pour immuniser contre la variole. Cette pratique, — dangereuse, — fut importée par lady Montaigu en Angleterre et probablement elle ne fut pas étrangère à l'admirable découverte de Jenner. Le cow-pox, affection bénigne (vaccine), immunise contre une maladie très grave, — la variole, — exemple unique d'une maladie immunisant contre une autre maladie, très probablement de nature différente.

Et puis c'est la découverte de Pasteur : l'immunisation par les *virus atténués*. C'est l'histoire du charbon animal avec l'expérience de Pouilly Le Fort, la plus belle peut-être de toutes les expériences en pathologie expérimentale. C'est celle de la rage, où l'immunisation est produite par l'inoculation de moëlle de lapin, dont la dessiccation a diminué le pouvoir virulent. Tout a été dit sur l'œuvre de Pasteur, et encore maintenant, dans les recherches sur l'immunisation dans les maladies nouvelles, a-t-on souvent avantage à utiliser l'une ou l'autre des techniques qu'il a mises au point.

Que donne sur l'homme cette méthode des vaccinations par virus atténués ? Contre la peste bubonique elle a donné de bons résultats, mais c'est surtout dans l'immunisation contre la tuberculose qu'elle a été féconde. En effet, l'emploi du B. C. G. est actuellement généralisé. Ces lettres désignent simplement le bacille de Koch cultivé sur milieu bilié et qui, ainsi que l'ont vu Calmette et Guérin, est, bien que vivant,

doué d'une virulence à peu près nulle. Aussi l'organisme vierge de toute infection tuberculeuse peut-il sans inconvénient l'ingérer ou même le recevoir par voie sous-cutanée. En revanche, ce bacille si peu virulent a acquis (ou a conservé) à un haut degré des propriétés immunisantes.

Évidemment, l'immunisation n'est pas absolue ; elle peut échouer, mais néanmoins cette méthode permet de sauver chaque année, dans le monde, quelques dizaines de milliers d'enfants que le contact avec leurs parents tuberculeux aurait probablement voués à la mort.

Tout le problème est là : conserver aux virus leur pouvoir immunisant, supprimer leur pouvoir infectant.

Introduisons, en effet, dans l'organisme des germes pathogènes. Parfois il n'y aura aucune réaction, et l'organisme sidéré par l'infection se laisse envahir. Mais, dans la majorité des cas, l'organisme ne restera pas passif. Il luttera et l'apparition d'*anticorps* sera le témoin de cette réaction. Ces anticorps sont multiples : agglutinant, lysant, immunisant, etc., véritable mosaïque, écrivait Maurice Nicolle.

Certaines des propriétés de ces virus sont donc à éteindre ou à atténuer (pouvoir agressif), d'autres à exalter, et c'est l'orientation la plus féconde de la bactériologie que de dissocier leurs propriétés. Ainsi on les asservit, ou, mieux encore, on les domestique : problème théoriquement simple, de fait insoluble parfois.

Nous allons retrouver cette même directive dans les autres chapitres de l'immunisation active. L'idée la plus simple, — et seules les idées simples sont fécondes, — consistait à remplacer les bactéries vivantes par des bactéries mortes. L'expérience est loin d'être toujours positive. Tuons en effet une bactérie pathogène sans précaution spéciale, en faisant bouillir par exemple un tube de culture ou en l'additionnant de sublimé, injectons-en une certaine quantité à une souris ou à un rat. Nous ne provoquerons à peu près jamais d'immunité. Le fait de tuer brutalement une bactérie modifie de façon telle son protoplasma qu'elle n'est plus elle-même et, par conséquent, ne provoquera pas en général dans l'organisme animal d'anticorps actif contre elle-même. Mais tout dépend de la manière dont on a tué ce germe. Au lieu d'antiseptiques brutaux ou de températures élevées, utilisons un antisep-

tique discret ou une faible élévation thermique, alors, du moins pour certains germes, nous arrivons à immuniser l'animal.

En particulier contre les infections déterminées par un germe du groupe bactériologique assez cohérent représenté par l'ensemble des bacilles typhiques, dysentériques et cholériques, cette méthode a donné des résultats remarquables. Il en est de même pour la vaccination contre le virus pesteux (B de Yersin). L'immunisation contre la fièvre typhoïde qu'ont réalisée Wright en Angleterre, H. Vincent en France, est probablement une de celles qui ont sauvé le plus de vies humaines. Malgré le scepticisme de certains, scepticisme qui, poussé trop loin, est un crime (1), l'expérience de la guerre de 1914 a montré que la solide vaccination d'une armée supprimait 99 pour 100 des cas de fièvre typhoïde. Il peut arriver que cette immunisation soit insuffisante. Certains accidents sérieux, voire mortels, lui sont peut-être imputables. Mais ces faits sont tellement exceptionnels qu'en pratique on n'a pas à en tenir compte. La fièvre typhoïde en miniature provoquée par l'injection de vaccin immunise contre l'infection eberthienne, qui est mortelle dans 10 pour 100 des cas.

L'étude des maladies infectieuses avait montré que certains tissus étaient particulièrement réceptifs à l'inoculation des germes pathogènes, d'où l'idée de Besredka de pratiquer l'immunisation *locale*, cutanée, contre l'infection charbonneuse expérimentale. Cette immunisation locale est utilisée dans certains cas en clinique.

Mais, pendant ce temps, d'autres travailleurs, par des techniques différentes, attaquaient les problèmes que les méthodes précédentes n'avaient pas permis de résoudre. On sait que, dans un mémoire resté à juste titre célèbre, Roux et Yersin, en 1888, avaient montré que les microbes agissaient moins par eux-mêmes que par leurs produits de sécrétion : les toxines. Les unes sont solubles, les autres font partie du corps bactérien : exotoxines et endotoxines. En particulier, on reproduit les symptômes de deux affections par l'injection de toxines : les paralysies de la diphtérie, les convulsions du tétanos.

(1) Une campagne analogue se dessine, contre les vaccinations antitétanique et antidiphtérique ; elle est tout aussi criminelle. Heureusement pour nos soldats, les pouvoirs publics n'en ont pas tenu compte.

On utilisait ces toxines pour immuniser les chevaux contre diphtérie et tétanos. Mais chez l'homme cette immunisation, qui n'est pas sans danger, ne pouvait être tentée.

Ramon, après une longue série d'études, réussit ce tour de force de transformer ces toxines. Résumons ses recherches : il diminuait considérablement leur pouvoir toxique sans modifier leur pouvoir immunisant. Ainsi était créée la classe de ce que nous pourrions appeler les toxines non toxiques : les *anatoxines*. Ramon et ses collaborateurs, en particulier Robert Debré, appliquent à l'homme ces méthodes de vaccination active contre diphtérie et tétanos. Cette vaccination a supprimé presque complètement la diphtérie de l'armée et diminuerait dans une très grande proportion les cas de tétanos en temps de guerre.

Mais des méthodes nouvelles d'immunisation dans d'autres affections tendent maintenant à se faire jour. Nous faisons allusion à la très belle découverte de Theiler sur l'immuno-chimiothérapie dans les piroplasmoses des bovidés.

Cette méthode étant peu connue, entrons dans quelques détails. La piroplasmose se caractérise par la présence dans le sang de parasites, véritables hématozoaires, et par divers symptômes urinaires, digestifs, etc. Elle décime les troupeaux de l'Afrique australe. Or, la chimiothérapie a une action tellement éphémère qu'on ne peut protéger les animaux par cette seule méthode. Alors Theiler inocule le virus aux bovidés. Quand, au bout de quelques jours, l'examen microscopique montre qu'ils ont des piroplasmas dans le sang, il leur fait une injection thérapeutique de tel ou tel agent chimique.

L'animal guérit grâce à cette chimiothérapie, mais cette guérison a exigé un effort de la part de l'organisme, effort qui n'est pas perdu. La lutte contre les virus qui s'est poursuivie dans les tissus que stimulait la présence de l'agent thérapeutique a abouti à une immunisation persistante. C'est en appliquant une méthode voisine dans une trypanosomiase que, dans des recherches non encore publiées, deux auteurs ont réussi à vacciner les rats contre cette infection. On peut ainsi espérer vacciner les populations du Cameroun et de l'A. E. F. contre la trypanosomiase si grave qui constitue la maladie du sommeil.

En revanche, il convient de retrancher, au moins provisoi-

rement, du cadre de l'immunité la méthode thérapeutique à laquelle la plupart des clercs et tous les laïcs donnent le nom de vaccinothérapie. Si, dans certains cas, mais dans certains cas seulement, son action curatrice est indéniable, le mécanisme de cette action est très discutable. Cette terminologie est donc défectueuse ; l'injection de germes pathogènes pratiquée dans le dessein de guérir une affection déterminée par ces agents bactériens ne rentre donc pas dans le cadre de l'immunité ou de la vaccination.

Ainsi nous voyons que, suivant les maladies en cause, nous pouvons, pour provoquer l'immunité, utiliser : des germes vivants, des virus atténués, des corps bactériens tués, des toxines modifiées ou non, des infections associées à un produit chimique. Pourtant certaines infections restent irréductibles et ni les unes ni les autres de ces méthodes n'arrivent à déclencher la vaccination, soit que ces infections ne déterminent pas d'immunité, ce qui est possible, soit qu'une technique favorable ne soit pas encore trouvée.

Il n'y a pas, en effet, de procédé absolument général. Chaque groupe d'agents pathogènes réagit de façon variable. La méthode active contre la tuberculose échouera dans la fièvre typhoïde et on ne peut généraliser à la diphtérie les procédés mis en œuvre contre la variole ou le choléra.

S'il n'y a pas de technique générale, il y a pourtant des lois générales. La vaccination, quelle que soit la méthode utilisée, va provoquer dans l'organisme une réaotion qui lui permettra de lutter victorieusement contre le déclenchement ultérieur de l'infection en cause. D'où les trois caractères suivants : cette réaction est spécifique, c'est dire qu'on ne pourra, par injection de bacilles typhiques, immuniser fortement contre une infection à paratyphiques A ou B ; cette immunisation, qui résulte du conflit entre l'organisme humain et la bactérie, met un certain temps à apparaître, de quelques jours à quelques semaines, suivant les conditions ; en revanche, elle rachète cet inconvénient en persistant en général des années, ne diminuant que peu à peu. *Spécificité, lenteur d'apparition, longue durée,* tels sont les trois caractères généraux de l'immunisation active.

*
* *

Tout autre est l'immunisation passive. Certes, elle est spécifique, elle aussi, mais elle sera d'apparition immédiate et de durée courte. Commençons par l'historique.

C'est en 1888 que Richet et Héricourt publièrent l'expérience suivante : si on inocule à des lapins un staphylocoque spécial, les animaux succombent toujours. Mais si on leur injecte le sang d'un chien qui a guéri de cette infection staphylococcique, ils guérissent. C'était l'*hématothérapie expérimentale*. Les mêmes auteurs feront d'ailleurs à l'homme la première injection de sang d'animal immunisé pour lutter contre une infection. Sans citer les auteurs français, Behring et Kitasato généralisent et perfectionnent l'hématothérapie.

Ils montrent que les principes curateurs existent dans une partie spéciale du sang, le sérum, d'où le nom qui a fait fortune de sérothérapie, et appliquent cette méthode à la diphtérie.

Roux perfectionne la technique en montrant que, pour avoir du sérum actif, le cheval est l'animal de choix, que la préparation de cet animal se fait par injections successives et à doses progressives de toxine antidiphtérique. Avec Chaillou et Martin, ils publient au congrès de Budapest une statistique impressionnante. Puis, quelque temps après, c'est le sérum antitétanique qui apparaît, puis d'autres encore.

Quelles sont donc les affections justiciables de la sérothérapie ?

Avant tout, les infections qui intoxiquent l'organisme. La sérothérapie a, en effet, une action plus antitoxique qu'anti-infectieuse. Il n'est donc pas étonnant que les sérums qui ont le plus de succès à leur actif soient justement les sérums antidiphtérique et antitétanique, puisque diphtérie et tétanos sont plutôt des intoxications que des infections.

Cependant, dans d'autres toxi-infections, le sérum est actif. Citons rapidement les plus utilisés. C'est le sérum antiméningococcique préparé par Dopter. Les médecins de ma génération se rappellent son efficacité, mais actuellement, probablement par suite d'une mutation dans les germes infectants, cette action curatrice est discutable. C'est le sérum antigangréneux dû à Weinberg, remarquablement actif dans les gangrènes de guerre. En pratique civile, il donne de

bons résultats dans les appendicites gangréneuses et dans certaines gangrènes pulmonaires. Dans la dysenterie bacillaire, les recherches de Flexner et de Dopter ont abouti à la création d'un sérum très actif.

La plupart des infections streptococciques et certaines colibacilloses sont remarquablement améliorées par les sérums antistreptococcique et anticolibacillaire de Vincent.

Contre la polyomyélite ou paralysie infantile, A. Pettit a préparé un sérum dont les succès sont incontestables. Enfin, dans une intoxication spéciale, celle que provoque la piqûre des serpents, le sérum de Calmette-Phisalix est très actif. D'autres sérums (antipneumonique en particulier) sont actuellement à l'étude.

Parfois même, on utilise le sérum humain provenant de sujets guéris, et certains cas de poliomyélite, de rougeole (Netter et Debré), de typhus exanthématique qui semblaient devoir succomber rapidement n'ont guéri que par injection de sérum humain prélevé sur des malades convalescents de ces affections.

Que fait donc la médecine en pratiquant la sérothérapie ? Elle introduit dans l'organisme humain les anticorps ou, si l'on préfère, les antitoxines préformées par le cheval au moment de son immunisation, antitoxines qui se trouvent à doses massives dans son sérum. Aussi comprend-on les différences fondamentales que nous avons déjà indiquées entre les immunisations passive et active. Dans l'immunisation passive, celle que réalise la sérothérapie, l'organisme humain n'a pas à réagir. Ce n'est que le théâtre où se joue le drame entre ces deux antagonistes : les toxines formées dans le foyer d'infection et diffusées dans les tissus, d'une part, les antitoxines contenues dans le sérum injecté, dans l'autre. Cette action est immédiate.

Ce caractère de rapidité précise donc l'indication de la sérothérapie. Un sujet a été mordu par un serpent et va succomber en quelques heures. Il est atteint de tétanos qui le tuera en quarante-huit heures ou de diphtérie qui l'emportera en cinq ou six jours. Seule l'immunisation passive, c'est-à-dire la sérothérapie, est à mettre en jeu. Il est illusoire de tenter chez lui une immunisation active qui ne se manifesterait que tardivement. En revanche, cette action du sérum

est fugace. En quelques jours, dix, quinze ou vingt tout au plus, les antitoxines contenues dans le sérum ont été fixées, éliminées ou détruites. Son action ne se prolonge donc pas. Peu importe d'ailleurs, puisque, dans la plupart des cas, le malade est déjà guéri. Cette rapidité d'action est utilisée par le médecin non seulement en face d'un cas avéré cliniquement, mais encore, dans certaines conditions, quand il veut exercer une action prophylactique.

Il y a quelques années, quand un cas de diphtérie se déclarait dans une famille, on était amené parfois à injecter le sérum aux autres enfants. Une telle pratique n'est plus guère utilisée que dans certaines conditions. Quand on craint le tétanos (plaie de guerre ou souillée de terre), comme le sérum antitétanique n'a qu'une action légère sur le tétanos déclaré, il est indispensable de pratiquer le plus rapidement possible une injection sérique à titre prophylactique. Cette méthode, dans le temps de paix comme l'a vu Bazy, mais surtout en temps de guerre, a diminué des neuf dixièmes les cas de tétanos.

Donc, deux immunisations, passive et active, toutes différentes. Pourtant, en pratique, on peut être amené à les associer. Nous ne faisons pas allusion ici à certaines recherches qui ne sont guère sorties du laboratoire, au cours desquelles on injectait des bactéries tuées, imprégnées de sérum, mais à la prophylaxie du tétanos.

En présence d'une plaie souillée, on peut en effet craindre un tétanos soit rapide, soit tardif. Dans de tels cas on est amené à faire la double immunisation, par le sérum pour empêcher le tétanos rapide, et, comme les injections de sérum ne peuvent guère être multipliées, par l'anatoxine dont l'action plus lente à se manifester, mais plus durable, protégera le sujet contre les tétanos tardifs. De même, dans une affection du mouton, la clavelée, on inoculera simultanément le virus vivant et le sérum anticlaveleux. L'animal guérit de sa maladie grâce au sérum et est immunisé grâce à sa maladie.

La tendance future en thérapeutique, — c'est déjà presque la tendance actuelle, — sera, croyons-nous, de renforcer l'immunisation par son association avec la chimiothérapie dont le développement actuel est magnifique (Ehrlich, Levaditi, etc.). De nombreux faits ont prouvé déjà l'efficacité de la conjugaison de ces deux méthodes.

* * *

Nous croyons avoir montré l'importance de l'immunité dans le domaine de la médecine actuelle. De tout temps, en effet, il y a eu dans la science médicale, science qui est aussi un art, une aile marchante, si on adopte la terminologie militaire, mettons, pour user d'un parler plus biologique, une zone germinative ou d'accroissement. La plus active, ces cent dernières années, a été la création de l'immunologie. La lutte contre les maladies infectieuses (hygiène et thérapie) procède de cette science.

Le résultat de cette lutte est aisé à résumer.

En 1938, la moyenne de la vie humaine est de dix ans supérieure à cette même moyenne il y a cent ans. Autrement dit, nous vivons en moyenne soixante ans, alors que la génération de nos arrière-grands-pères ne vivait que cinquante ans. Y a-t-il jamais eu dans le cours des siècles un progrès comparable ? Nous n'ignorons pas combien la science est internationale, nous savons que dans maintes branches de l'activité intellectuelle nous ne sommes pas les premiers et que, sur de nombreux points, notre œuvre est inférieure à celle des étrangers. Pourtant, au risque d'encourir un reproche facile, nous croyons devoir, peut-être trop orgueilleusement, souligner la part que notre pays a prise dans cette lutte contre les maladies infectieuses. Il nous a paru qu'en France nous ne nous en rendions pas suffisamment compte. Malgré les apparences, nous sommes encore victimes du « complexe d'infériorité », non pas certes personnel, mais national, qui avait étouffé la génération d'avant la guerre de 1914, l'empêchant de prendre conscience d'elle-même. Ainsi, chacun de nous compense l'orgueil naturel, mais toujours exagéré, qu'il a pour son œuvre propre par l'indifférence, le scepticisme pour les recherches effectuées dans les laboratoires ou les services voisins. Cette neutralité est d'autant moins bienveillante que les auteurs de cette découverte sont nos collègues les plus directs.

Résumant les découvertes de l'immunologie moderne, nous voyons qu'elle procède avant tout et par-dessus tout de l'œuvre de Pasteur, grand par lui-même, grand par ses élèves. C'est la notion des bactéries, des toxines bactériennes

et de l'immunité active. La France a donné au monde l'hémato-thérapie qui deviendra la sérothérapie. En France naît l'immunité locale. Des laboratoires français sont issues les découvertes de l'anaphylaxie, des anatoxines et celles des infections inapparentes. Sans le génie français, pionnier ou généralisateur, immuniserait-on contre la fièvre typhoïde, la diphtérie, le tétanos ? De toute cette œuvre, médecins et savants français, nous devons être fiers, puisque c'est notre patrimoine. N'allons pas trop loin pourtant. Gardons-nous du chauvinisme scientifique, le plus absurde de tous. D'ailleurs, en science comme en politique, le passé ne compte plus. Seules sont intéressantes les découvertes futures. Si nous voulons ne pas être inférieurs à nos devanciers, les générations nouvelles sont à éduquer ; les laboratoires, non pas à créer (il y en a peut-être trop), mais à mieux outiller ; les chercheurs surtout à rétribuer normalement, c'est-à-dire plus qu'un balayeur municipal ou qu'un manœuvre spécialisé. Cinq ans, dix ans de travail obscur, décevant, effectué par un Sisyphe enthousiaste dans le fond d'un laboratoire, sont parfois nécessaires pour arriver à un résultat tangible. Même si ce labeur n'aboutit pas à une constatation d'apparence pratique, même si la conclusion est négative, néanmoins ce résultat, ou négatif, ou partiel, ou théorique, permettra à un chercheur plus heureux ou plus sagace d'aboutir.

Ce labeur ingrat a donc été utile. Cette lutte contre la maladie constitue, comme l'a écrit Charles Nicolle, « la plus belle leçon de solidarité humaine ». Probablement mieux, et plus que n'importe quel progrès, elle est la mesure de notre civilisation (1).

CHARLES RICHET.

(1) A l'heure tragique que nous vivons, il n'est pas inutile de montrer le rôle que joue le développement de l'immunité dans la diminution du nombre des malades observée parmi les troupes en campagne.

Jadis, pendant la guerre de 1870, il y avait deux fois plus d'hommes succombant aux maladies que par le feu de l'ennemi. En Mandchourie, dans la guerre russo-japonaise, pour la première fois il y eut plus de pertes par le feu que par la maladie. En 1914-1918, il n'y eut que trente malades contre soixante-dix blessés et gazés, et cela, malgré la longue durée de la guerre, le paludisme d'Orient et la grippe de 1918.

REBECCA

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

— Bonsoir, Mrs Danvers, dit le colonel Julyan.
— Bonsoir, monsieur, répondit-elle de la vieille voix, morte, mécanique, que j'avais entendue si souvent.
— Tout d'abord, Mrs Danvers, je voudrais vous poser une question, dit le colonel Julyan : étiez-vous au courant des relations de la première Mme de Winter et de M. Favell que voici ?
— Ils étaient cousins germains, dit Mrs Danvers.
— Je ne parle pas de relations de famille, Mrs Danvers. Je fais allusion à des rapports plus intimes.
— Je ne comprends pas très bien, monsieur.
— Allons, Danny, dit Favell, vous savez très bien où il veut en venir. Je l'ai déjà dit au colonel Julyan, mais il a l'air de ne pas me croire. Rebecca et moi, nous étions ensemble depuis des années, n'est-ce pas ? Elle était amoureuse de moi, n'est-ce pas ?

A ma grande surprise, Mrs Danvers le regarda un moment sans parler et il y avait du dédain dans son regard.
— Elle n'était pas amoureuse de vous, dit-elle.
— Espèce de vieille folle..., commença Favell, mais Mrs Danvers l'interrompit.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre, 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre.

— Elle n'était pas amoureuse de vous, ni de M. de Winter. Elle n'était amoureuse de personne. Elle méprisait tous les hommes.

Favell rougit de colère.

— Écoutez-moi. Est-ce qu'elle ne descendait pas le sentier des bois pour me retrouver la nuit ? Est-ce qu'elle ne passait pas les week-ends à Londres avec moi ?

— Et alors ? dit Mrs Danvers avec une soudaine violence. Et alors ? Elle avait bien le droit de s'amuser, peut-être ! L'amour était un jeu pour elle, un jeu, et c'est tout. Elle me l'a dit. Elle se moquait de vous comme des autres. Je l'ai vue rentrer, s'asseoir sur son lit et se tordre de rire en pensant à vous tous.

Il y avait quelque chose d'horrible dans ce soudain torrent de paroles. Quelque chose d'horrible et d'inattendu. Maxim était devenu tout pâle. Favell le regardait fixement comme s'il n'avait pas compris. Le colonel Julyan tortillait sa petite moustache. Personne ne dit rien pendant quelques minutes. On n'entendait que deux bruits : la pluie qui tombait et les pleurs de Mrs Danvers. J'aurais voulu quitter la pièce en courant et crier, crier.

Personne n'alla vers elle pour lui parler ou la consoler. Elle pleurait toujours. Enfin, au bout d'un très long temps, elle commença à se dominer ; peu à peu ses sanglots cessèrent. Elle était debout, immobile, le visage crispé, les mains chiffonnant l'étoffe noire de sa jupe. A la fin, elle se tut. Le colonel Julyan lui parla, lentement, doucement.

— Mrs Danvers, lui dit-il, croyez-vous à l'existence d'une raison, si lointaine soit-elle, qui aurait pu inciter Mme de Winter à se suicider ?

Mrs Danvers continuait à froisser sa jupe ; elle secoua la tête.

— Non, dit-elle, non.

— Vous voyez ? dit vivement Favell.

— Taisez-vous, je vous prie, dit le colonel Julyan. Laissez à Mrs Danvers le temps de réfléchir. Nous convenons tous qu'au premier abord la chose paraît absurde. Je ne discute pas la sincérité ni l'authenticité de cette lettre. Elle vous l'a écrite au cours des heures qu'elle a passées à Londres. Elle avait quelque chose à vous dire. Peut-être que, si nous

savions quelle était cette chose, nous aurions la solution de cet angoissant problème. Faites lire la lettre à Mrs Danvers. Elle pourra peut-être vous éclairer.

Favell haussa les épaules. Il tira de nouveau la lettre de sa poche et la jeta par terre, aux pieds de Mrs Danvers. Elle se pencha et la ramassa. Nous regardions ses lèvres bouger tandis qu'elle la lisait. Elle la lut deux fois, puis elle secoua la tête.

— Cela ne veut rien dire, fit-elle. Je ne sais pas à quoi elle faisait allusion. Si elle avait eu quelque chose d'important à confier à M. Jack, elle m'en aurait parlé d'abord.

— Vous ne l'avez pas vue ce soir-là ?

— Non, j'étais sortie. J'ai passé l'après-midi et la soirée à Kerrith. Je ne me le pardonnerai jamais.

— Ainsi, vous ne lui connaissiez aucune préoccupation, vous n'avez aucune suggestion à nous faire, Mrs Danvers ? Ces mots : *J'ai quelque chose à te dire*, n'évoquent rien pour vous ?

— Non, monsieur, répondit-elle. Rien du tout.

— Quelqu'un sait-il comment elle a passé cette journée à Londres ?

Personne ne répondit. Maxim secoua la tête. Favell jurait tout bas.

— Écoutez, dit-il, elle a déposé cette lettre chez moi à trois heures de l'après-midi. La concierge l'a vue. Elle a dû se mettre en route pour rentrer immédiatement après.

— Mme de Winter avait rendez-vous chez le coiffeur de midi à une heure et demie, dit Mrs Danvers. Je me le rappelle, parce que j'avais téléphoné quelques jours auparavant. Elle déjeunait toujours à son club quand elle sortait de chez le coiffeur. Il est à peu près certain qu'elle y a déjeuné ce jour-là.

— Disons qu'elle a mis une demi-heure pour déjeuner; qu'a-t-elle fait de deux à trois ? Il faudrait vérifier cela, dit le colonel Julyan.

— Bonté du sort ! qu'est-ce que ça peut bien faire ? s'écria Favell. Elle ne s'est pas tuée, et c'est la seule chose qui compte.

— J'ai son agenda dans ma chambre, dit lentement Mrs Danvers. Il est possible qu'elle y ait noté ses rendez-vous

pour ce jour-là. Elle inscrivait tout, et elle marquait d'une croix les choses qui étaient faites. Si vous pensez que cela peut servir à quelque chose, j'irai chercher cet agenda.

— Qu'en dites-vous, Winter ? demanda le colonel. Voyez-vous une objection à ce que nous examinions cet agenda.

— Bien sûr que non, dit Maxim.

Une fois encore, je vis le colonel Julyan lui lancer un regard vif et curieux. Et, cette fois, Frank le remarqua. Mrs Danvers reparut, l'agenda à la main.

— J'avais raison, dit-elle tranquillement. Elle avait noté ses rendez-vous, comme je le disais. Les voilà à la date de sa mort.

Elle ouvrit l'agenda, un petit carnet de cuir rouge, et le remit au colonel Julyan. Il y eut un long silence tandis qu'il examinait la page. J'enfonçai mes ongles dans mes paumes. Je ne pouvais pas regarder Maxim.

— Ah ! fit le colonel, le doigt au milieu de la page. — Il va se passer quelque chose, pensai-je, quelque chose de terrible. — Oui, reprit-il, c'est bien ça. Coiffeur à midi, comme Mrs Danvers nous l'a dit. Et une croix. Elle avait donc été à ce rendez-vous. Déjeuner au club, et une croix. Mais qu'est-ce que nous avons là ? Deux heures, Baker. Qui est-ce, Baker ?

Il regarda Maxim qui secoua la tête, puis Mrs Danvers.

— Baker ? répéta-t-elle. Je n'ai jamais entendu ce nom-là.

— Pourtant il est noté là, dit le colonel en lui tendant l'agenda. Voyez vous-même : Baker. Elle a fait une grande croix à côté. Elle a certainement vu ce Baker. Je pense que si nous savions qui était Baker, nous toucherions au fond de la chose. Elle n'était pas entre les mains d'usuriers ?

Mrs Danvers le toisa avec dédain.

— Mme de Winter ? dit-elle.

— Ou de maîtres-chanteurs ? continua le colonel Julyan avec un regard vers Favell.

Mrs Danvers secoua la tête.

— Elle n'avait pas d'ennui, personne qui l'eût menacée, personne dont elle eût peur ?

— Mme de Winter, peur ? dit Mrs Danvers. Elle n'avait peur de rien, ni de personne. Il n'y avait qu'une chose qui la tourmentait, l'idée de vieillir, d'être malade, de mourir dans son lit. Elle me l'a dit cent fois. « Quand je m'en irai, Danny,

je veux que ça aille vite, comme quand on souffle une bougie. » C'est la seule chose qui m'ait consolée après sa mort. Il paraît qu'on ne souffre pas en se noyant.

Le colonel Julyan hésitait, tordait sa moustache. Je le vis lancer un nouveau regard vers Maxim.

— A quoi bon toutes ces fariboles ? dit Favell en s'avançant. Nous nous écartons de la question. Qu'est-ce que Baker a à faire dans tout ça ? C'est probablement un marchand de bas de soie ou de produits de beauté. S'il avait eu la moindre importance, Danny l'aurait connu. Rebecca n'avait pas de secrets pour Danny.

Mais je regardais Mrs Danvers. Elle tenait le carnet et en tournait les pages. Soudain, elle eut une exclamation :

— Il y a quelque chose là, dit-elle, à la dernière page, avec les numéros de téléphone. *Baker*, et un numéro à côté : 0488, mais il n'y a pas le nom du bureau.

— Bravo, Danny ! dit Favell. Vous devenez maligne sur vos vieux jours. Mais c'est un an trop tard.

— Oui, dit le colonel Julyan ; je vois le numéro 0488 à côté de *Baker*. Pourquoi n'a-t-elle pas mis le nom du bureau ?

— Essayez tous les bureaux de Londres, ricana Favell. Cela vous prendra toute la nuit, mais nous ne sommes pas pressés. Max ne regarde pas à la note du téléphone, n'est-ce pas, Max ? Vous voulez gagner du temps, et c'est ce que je ferais si j'étais à votre place.

— Il y a quelque chose à côté du numéro, mais on ne voit pas très bien ce que ça veut dire, fit le colonel Julyan. Jetez un coup d'œil, Mrs Danvers. Est-ce que ce ne serait pas un M ?

Mrs Danvers reprit l'agenda.

— Peut-être, dit-elle d'un air de doute. Ce n'est pas ainsi qu'elle traçait les M en général, mais elle a peut-être griffonné ça vite. Oui, ce pourrait être un M, une abréviation pour Mayfair.

— Mayfair 0488, dit Favell, quel cerveau, quel génie !

— Alors, dit Maxim allumant sa première cigarette, il faut faire quelque chose. Frank, téléphonez à Londres et demandez Mayfair 0488.

La douleur était aiguë dans ma poitrine. Je me tenais immobile ; Maxim ne me regardait pas.

Frank alla dans la petite pièce. Nous attendîmes tandis qu'il demandait le numéro. Il revint au bout d'un moment. « On me rappellera », dit-il à mi-voix. Le colonel Julyan croisa ses mains derrière son dos et se mit à marcher de long en large dans la pièce. Au bout de quatre minutes à peu près, la sonnerie du téléphone se mit à retentir, aiguë, insistante. Frank alla répondre :

— Mayfair 0488 ? dit-il. Pouvez-vous me dire si vous avez ici quelqu'un du nom de Baker ?... Ah ?... Excusez-moi. Oui, j'ai dû me tromper de numéro. Merci beaucoup.

Il revint dans la bibliothèque.

— C'est une lady Eastleigh qui a le numéro Mayfair 0488. Elle habite une maison de Grosvenor Street. On n'y a jamais entendu parler de Baker.

Favell fit entendre un grand rire gloussant.

— Eh bien ! il faut continuer, monsieur le détective en chef. Quel est le bureau suivant sur votre liste ?

— Essayez à Museum, dit Mrs Danvers.

La comédie recommença. Le colonel Julyan reprit sa promenade à travers la pièce. Cinq minutes se passèrent et la sonnerie du téléphone recommença de tinter. Frank alla répondre. Il avait laissé la porte grande ouverte ; je le voyais penché sur la table du téléphone.

— Allo ? Museum 0488 ? Pourriez-vous me dire si vous avez ici quelqu'un du nom de Baker ?... Oh !... Ah !... Qui parle ? Un gardien de nuit ? Oui, oui, je comprends. Pas de bureaux. Non, naturellement. Pourriez-vous me donner l'adresse ? Oui, c'est assez important.

Il nous dit par-dessus son épaule :

— Je crois que nous le tenons.

Il revint, un bout de papier à la main.

— C'était le gardien de nuit d'une maison de Bloomsbury, dit-il. Personne n'y habite. Elle était louée par un médecin qui y donnait ses consultations dans la journée. Il paraît que le docteur Baker a cessé d'exercer et quitté la maison il y a six mois. Mais nous le retrouverons facilement. Le gardien m'a donné son adresse. Je l'ai inscrite sur ce papier.

II

Ce fut à ce moment que Maxim me regarda. Il me regarda pour la première fois de la soirée. Et je lus l'adieu dans ses yeux. C'était comme s'il avait été accoudé au bastingage d'un paquebot et que je fusse restée au-dessous de lui sur le quai. Nous ne nous parlerions plus, car le vent et la distance dissiperaient le son de nos voix, mais je verrais ses yeux et il verrait les miens avant que le paquebot quittât le quai.

— Parfait, dit-il. Et quelle est cette adresse ?

— Quelque part près de Barnet, dans la banlieue nord de Londres, dit Frank en lui remettant le papier. Mais il n'y a pas le téléphone.

— Bien travaillé, Crawley, dit le colonel Julyan, et vous aussi, Mrs Danvers. Est-ce que la chose s'en trouve un peu éclaircie pour vous à présent ?

Mrs Danvers secoua la tête.

— Mme de Winter n'a jamais eu besoin de médecin. Nous avons juste fait venir une fois le docteur Phillips, de Kerrith, quand elle s'est foulé le poignet. Je n'ai jamais entendu parler de ce docteur Baker.

— Je vous dis, s'écria Favell, que ça doit être une espèce de fou qui a découvert un nouveau procédé pour teindre les cheveux ou blanchir la peau ; on aura donné son adresse à Rebecca, ce matin-là, chez le coiffeur, et elle y sera allée après déjeuner par pure curiosité.

— Non, dit Frank, je crois que vous vous trompez. Baker n'était pas un charlatan. Le gardien de nuit qui a répondu à Museum 0488 m'a dit que c'était un gynécologue très connu.

— Hum, dit le colonel Julyan, tirant sur sa moustache, elle aurait donc eu quelque chose ! C'est curieux qu'elle n'en ait dit mot à personne, pas même à vous, Mrs Danvers.

Mrs Danvers semblait abasourdie par ce que nous venions d'apprendre sur Baker.

— Peut-être ne voulait-elle pas vous inquiéter, dit le colonel Julyan. Sans doute avait-elle pris rendez-vous avec

ce médecin, l'a-t-elle consulté, et vous aurait-elle mise au courant à son retour.

— Et la lettre à M. Jack ? dit soudain Mrs Danvers. Cette lettre à M. Jack : *J'ai quelque chose à te dire. Il faut que je te voie.* Elle voulait le mettre au courant lui aussi.

— C'est vrai, dit lentement Favell. Nous oublions la lettre. — Il la tira une fois encore de sa poche et lut tout haut : « J'ai quelque chose à te dire et je voudrais te voir le plus tôt possible. — Rebecca. »

— Il n'y a aucun doute, dit le colonel Julyan en se tournant vers Maxim. Je parierais mille livres là-dessus. Elle voulait raconter à Favell le résultat de la consultation chez le docteur Baker.

— Vous devez avoir raison, après tout, dit Favell. Il semble qu'il y ait un rapport entre la lettre et ce rendez-vous. Mais de quoi s'agissait-il ? C'est ça que je voudrais savoir. Qu'avait-elle ?

— Ce doit être facile à savoir, dit Frank. Voici l'adresse actuelle du docteur. Je peux lui écrire et lui demander s'il se rappelle un rendez-vous de l'an dernier avec Mme de Winter.

— Je ne sais s'il répondra, dit le colonel Julyan. Le secret professionnel, vous savez... La seule façon d'en tirer quelque chose serait que Winter le vît en particulier et lui expliquât les circonstances. Qu'en dites-vous, Winter ?

Maxim quitta la fenêtre.

— Je suis prêt à faire tout ce que vous jugerez utile, dit-il tranquillement.

— Autant de temps de gagné, hein ? dit Favell. On peut faire bien des choses en vingt-quatre heures. Attraper un train, monter dans un paquebot, s'envoler en avion.

Je vis le regard intense de Mrs Danvers aller vivement de Favell à Maxim et je m'aperçus alors que Mrs Danvers n'était pas au courant de l'accusation de Favell. Elle commençait enfin à comprendre. Je le lisais sur son visage. Le doute y était inscrit, puis l'étonnement et la haine mêlés, puis la certitude. Une fois de plus, ses longues mains osseuses serrèrent convulsivement l'étoffe de sa robe et elle passa sa langue sur ses lèvres. Elle continuait à regarder Maxim, ne le quittant pas des yeux.

« C'est trop tard, pensai-je, elle ne peut plus rien contre nous, le mal est fait. »

— Que proposez-vous ? dit Maxim au colonel. Dois-je aller demain matin à Barnet ? Je peux télégraphier à Baker pour qu'il m'attende.

— Il n'ira pas seul, dit Favell avec un rire bref. J'ai le droit d'exiger cela. Envoyez-le avec l'inspecteur Welch et je ne ferai aucune objection.

— Je ne vois pas la nécessité de faire intervenir l'inspecteur Welch dans cette affaire... pour le moment, dit le colonel Julyan.

Sa voix était différente, plus rude. Je n'aimais pas la façon dont il avait dit « pour le moment ». Pourquoi avait-il dit ça ?

— Si j'accompagne Winter et reste avec lui tout le temps et le ramène ici, cela vous suffira-t-il ? demanda le colonel.

Favell regarda Maxim, puis le colonel Julyan. L'expression de son visage était laide, calculatrice, et il y avait aussi une lueur de triomphe dans ses yeux bleu clair.

— Oui, fit-il lentement, je pense que oui. Mais pour plus de sûreté, ça ne vous ferait rien que je vienne aussi ?

— Non, dit le colonel Julyan. Je crois malheureusement que vous avez le droit de demander ça. Mais si vous venez, j'ai le droit, moi, d'exiger que vous ne soyez pas ivre.

— Ne vous inquiétez pas de ça, dit Favell, qui se mit à sourire. Je serai très sobre. Sobre comme le juge quand il condamnera Maxim dans trois mois. Je commence à croire que ce docteur Baker va nous donner la preuve que je cherche.

Il nous regarda l'un après l'autre et se mit à rire. Je crois que lui aussi avait enfin compris le sens de cette visite au docteur.

— Eh bien ? dit-il, à quelle heure partons-nous demain matin ?

Le colonel Julyan regarda Maxim :

— A quelle heure pouvez-vous être prêt ?

— A l'heure que vous voudrez, dit Maxim

— Neuf heures ?

— Neuf heures, dit Maxim.

— Et comment savoir s'il ne filera pas cette nuit ? dit Favell. Il n'aurait qu'à aller au garage et prendre sa voiture.

— Ma parole vous suffit-elle ? dit Maxim en se tournant vers le colonel Julyan.

Et, pour la première fois, le colonel Julyan hésita. Je le vis regarder Frank et une rougeur couvrit le visage de Maxim. Je vis une petite veine battre sur son front.

— Mrs Danvers, dit-il lentement, lorsque Mme de Winter et moi monterons nous coucher ce soir, voudrez-vous venir vous-même fermer la porte à clef, de l'extérieur ? Et vous nous réveillerez demain matin à sept heures.

— Oui, monsieur, dit Mrs Danvers.

Elle avait toujours les yeux fixés sur lui et ses mains continuaient à chiffonner sa jupe.

— Entendu comme cela, dit le colonel Julyan avec brusquerie. Je serai là à neuf heures précises. Vous aurez de la place pour moi dans votre voiture, Winter ?

— Oui, dit Maxim.

— Et Favell nous suivra dans la sienne ?

— Sur vos talons, mon cher ami, sur vos talons, dit Favell.

Le colonel Julyan vint à moi et me prit la main.

— Bonne nuit ! dit-il. Je n'ai pas besoin de vous dire ce que j'éprouve pour vous en ce moment. Tâchez de faire coucher votre mari de bonne heure. Il aura une journée fatigante.

Il garda ma main un instant, puis s'éloigna. Il évitait mes yeux. Frank tint la porte ouverte pour le laisser sortir. Favell se pencha et prit dans la boîte à cigarettes de quoi remplir son étui.

— Je ne pense pas qu'on me garde à dîner, dit-il.

Personne ne répondit. Il alluma une des cigarettes et souffla un nuage de fumée.

— Je passerai donc une soirée très calme à l'auberge du grand chemin, dit-il. Quelle nuit, bon Dieu ! Ça ne fait rien, je penserai à demain. Bonne nuit, Danny, ma vieille ; n'oubliez pas d'enfermer M. de Winter, n'est-ce pas ?

Il vint à moi, la main tendue. Comme une enfant mal élevée, je mis les miennes derrière mon dos. Il rit et s'inclina.

— Que c'est dommage ! n'est-ce pas ? dit-il. Un vilain monsieur comme moi qui vient tout vous gâter ! Ne vous en faites pas, ce sera passionnant pour vous quand la presse

de chantage commencera à publier l'histoire de votre vie et que vous verrez en manchette : « De Monte-Carlo à Manderley. Les aventures de la femme d'un assassin. » Meilleure chance la prochaine fois !

Il s'en alla en faisant un signe de la main vers Maxim resté près de la fenêtre.

— A bientôt, mon vieux ! dit-il. Faites de beaux rêves.

Il se retourna vers moi en riant, puis sortit. Mrs Danvers le suivit. Maxim et moi restions seuls.

— J'irai avec toi demain, dis-je à Maxim.

Il ne répondit pas tout de suite.

— Oui, finit-il par dire d'une voix sans expression. Oui, il faut que nous restions ensemble.

Frank revint. Il s'arrêta, la main sur la poignée de la porte.

— Ils sont partis, dit-il, Favell et le colonel Julyan.

— C'est bien, Frank, dit Maxim.

— Puis-je faire quelque chose pour vous ? dit Frank. Télégraphier, arranger quelque chose ? Je ne demande pas mieux que de veiller toute la nuit si cela peut vous être utile.

— Ne vous tourmentez pas, dit Maxim. Il n'y a rien à faire... pour l'instant. Plus tard, peut-être. Nous verrons cela, le moment venu. Ce soir, nous voulons être seuls. Vous nous oomprenez, n'est-ce pas ?

— Oui, dit Frank, bien sûr !

Quand Frank fut parti, la porte refermée sur lui, Maxim vint à moi près de la cheminée. J'ouvris mes bras et il s'abattit contre moi comme un enfant. Nous restâmes longtemps ainsi sans rien dire...

III

Je m'éveillai le lendemain un peu après six heures ; je me levai et allai à la fenêtre. Un voile de rosée s'étendait sur le gazon, et les arbres étaient enveloppés de brume blanche. Il y avait une fraîcheur dans l'air, un petit vent vif et l'odeur froide et calme de l'automne.

Maxim continuait à dormir et je ne le réveillai pas, car notre journée allait être longue et fatigante. Alors que je commençais à m'habiller, j'entendis un pas léger s'arrêter devant

la porte, et la clef tourner doucement dans la serrure. Il y eut un instant de silence, et le pas s'éloigna. C'était Mrs Danvers.

Elle n'avait pas oublié. J'avais entendu le même bruit la veille au soir, quand nous étions remontés de la bibliothèque. Elle n'avait pas frappé à la porte, elle ne s'était pas fait connaître ; il n'y avait eu que le bruit des pas et le mouvement de la clef dans la serrure. Cela me ramena à la réalité.

Je descendis déjeuner. Maxim me rejoignit. De temps à autre, il regardait la pendule. J'entendis Robert poser les valises dans le hall avec la couverture, puis le bruit de l'auto qu'on amenait devant le perron.

Je sortis sur la terrasse. Maxim m'appela. Je rentrai et Frith m'aida à mettre mon manteau. J'entendis le bruit d'une seconde voiture : c'était Frank.

— Le colonel Julyan vous attend à la grille, dit-il. Il a jugé inutile de monter jusqu'à la maison.

— Bien, dit Maxim.

— Je serai au bureau toute la journée et j'attendrai votre coup de téléphone, dit Frank. Vous aurez peut-être besoin de moi à Londres, après avoir vu ce Baker.

— Oui, dit Maxim, peut-être.

— J'espère que le long trajet ne vous fatiguera pas trop, madame, me dit-il.

— Oh ! ça ira, dis-je.

— Nous ferions mieux de partir, dit Maxim. Le vieux Julyan va s'impatienter. Au revoir, Frank.

Je grimpai dans la voiture à côté de Maxim. Frank ferma la portière. Nous nous arrêtâmes à la grille pour accueillir le colonel Julyan. Il monta dans le fond de la voiture et parut étonné de me voir.

— Vous n'auriez pas dû venir. Vous pouviez me confier votre mari, vous savez.

— J'ai voulu venir, dis-je.

Il s'installa dans le coin.

— Ce type, Favell, a dit qu'il nous rejoindrait au carrefour. S'il n'y est pas, ne l'attendez pas ; nous nous passerons

fort bien de lui. Je souhaite que ce garçon de malheur ne se soit pas réveillé à temps.

Mais quand nous arrivâmes au carrefour, je vis le long capot vert de sa voiture et mon cœur se serra. Favell était assis au volant, sans chapeau, une cigarette aux lèvres. Il grimaça un sourire en nous voyant et agita la main. Je m'installai pour la longue route, ma main sur le genou de Maxim. Les heures passèrent et les kilomètres se succédèrent. Je regardais la route devant moi, dans une espèce de torpeur. Dans le fond de la voiture, le colonel Julyan dormait. L'auto verte nous suivait de près, parfois nous dépassait, parfois se laissait distancer, mais nous ne la perdîmes jamais. A une heure, nous fîmes halte pour déjeuner. Je m'attendais presque à voir Favell nous rejoindre dans le restaurant, mais, quand nous en sortîmes, j'aperçus sa voiture devant un café, de l'autre côté de la route.

Nous atteignîmes les faubourgs de Londres vers trois heures. La traversée de Londres me parut interminable, et quand nous retrouvâmes l'espace libre au delà de Hampstead, il y avait une espèce de battement dans ma tête et mes yeux étaient brûlants. Maxim était pâle, des cernes entouraient ses yeux, mais il ne disait rien.

Après Hampstead, le colonel tira une carte à grande échelle de la poche de son veston et se mit en devoir de diriger Maxim vers Barnet. Barnet atteint, il faisait arrêter Maxim à chaque instant.

— Pourriez-vous nous dire où se trouve la villa Roseland ? Elle appartient à un docteur Baker qui est retiré et est venu s'installer ici depuis peu.

Alors le passant s'arrêtait, fronçant les sourcils, l'ignorance inscrite en clair sur ses traits.

— Le docteur Baker ? Je ne connais pas de docteur Baker. Il y a bien une villa des Roses près de l'église, mais elle est habitée par un M. Wilson.

— Non, c'est la villa Roseland que nous demandons, la maison du docteur Baker, disait le colonel Julyan.

Et nous repartions pour nous arrêter de nouveau devant une nurse et une voiture d'enfant.

— Pourriez-vous nous indiquer la villa Roseland ?

— Je regrette, je suis nouvelle dans le pays.

Ce fut un facteur qui, finalement, nous indiqua la maison. Une maison carrée, couverte de lierre, sans nom sur la grille et devant laquelle nous étions déjà passés deux fois. Machinalement, je pris mon sac et me mis sur le visage ce qui restait de poudre dans la houppette. Maxim rangea la voiture sur le bord de la route.

— Eh bien ! nous voici arrivés, dit le colonel Julyan, et il est exactement cinq heures douze. Nous allons les déranger au milieu de leur thé. Il vaut mieux attendre un peu.

Maxim alluma une cigarette, puis me tendit la main, sans parler. Un livreur nous dépassa en sifflant sur sa bicyclette. Un autocar s'arrêta au coin et deux femmes en descendirent. Une horloge, quelque part, sonna le quart. J'apercevais Favell à demi étendu dans sa voiture derrière nous, fumant une cigarette.

— Ce Baker ne doit pas être grand jardinier, dit le colonel Julyan. Regardez ces branches qui surplombent le mur : elles auraient dû être taillées.

Il se tut un instant, puis ouvrit la portière et descendit de voiture.

— Allons, Winter, dit-il, ne croyez-vous pas que le moment soit venu ?

— Je suis prêt, dit Maxim.

Nous descendîmes de la voiture. Favell nous rejoignit.

— Qu'est-ce que vous attendiez ? Vous aviez peur ? demanda-t-il.

Personne ne lui répondit. Nous entrâmes dans le jardin et suivîmes l'allée qui menait à la maison. J'aperçus un tennis derrière la maison, et j'entendis le rebondissement d'une balle.

— Ils doivent avoir fini leur thé, dit le colonel Julyan. Il hésita un instant en regardant Maxim, puis il appuya sur la sonnette ; elle retentit quelque part, vers le fond de la demeure. Nous attendîmes longtemps. Une très jeune servante vint nous ouvrir ; elle parut surprise de nous voir si nombreux.

— Le docteur Baker ? demanda le colonel Julyan.

— Oui, monsieur. Si vous voulez entrer.

Elle ouvrit une porte à gauche du vestibule. Ce devait être le salon. Nous attendîmes environ cinq minutes. Il me

semblait que je vivais la vie de quelqu'un d'autre et que j'étais venue dans cette maison pour y présenter une liste de souscription charitable. La porte s'ouvrit enfin et un homme entra. Il était de taille moyenne, avec un visage plutôt allongé et un menton hardi. Les cheveux couleur de sable grisonnaient. Il portait un pantalon de flanelle et un blazer bleu foncé.

— Excusez-moi de vous avoir fait attendre, dit-il, un peu surpris, comme la servante, de nous voir si nombreux. J'ai dû monter me laver les mains. J'étais en train de jouer au tennis quand vous avez sonné. Asseyez-vous donc.

Il se tourna vers moi. Je pris le fauteuil le plus proche et attendis.

— Vous devez trouver que c'est une véritable invasion, docteur, dit le colonel Julyan. Je m'excuse bien sincèrement de vous déranger de la sorte. Je m'appelle Julyan. Je vous présente M. de Winter, Mme de Winter et M. Favell. Vous avez peut-être vu le nom de M. de Winter dans les journaux, ces temps-ci.

— Oh ! fit le docteur Baker, oui, oui, il me semble. A propos d'une enquête, n'est-ce pas ? Ma femme lit tout ça.

— Le jury a prononcé un verdict de suicide, dit Favell en s'avançant, que je déclare absolument hors de question. Mme de Winter était ma cousine. Je la connaissais intimement. Elle n'aurait jamais rien fait de pareil, et, qui plus est, elle n'en avait aucune raison. Ce que nous désirons savoir, c'est pourquoi diable elle était venue vous voir le jour même de sa mort ?

— Vous feriez mieux de laisser Julyan ou moi expliquer cela, dit Maxim doucement. Le docteur Baker ne comprend pas un mot de ce que vous lui racontez là.

Il se tourna vers le docteur qui se tenait debout entre eux deux, une ride entre les sourcils et son sourire de bienvenue gelé sur ses lèvres.

— Le cousin de ma première femme n'est pas satisfait du verdict, dit Maxim, et nous sommes venus vous voir aujourd'hui parce que nous avons trouvé votre nom et le numéro de téléphone de votre ancien cabinet de consultation dans l'agenda de ma femme. Il semble qu'elle ait pris rendez-vous avec vous et s'y soit rendue à deux heures le dernier

jour qu'elle devait passer à Londres. Pourriez-vous vérifier cela pour nous ?

Le docteur Baker écoutait avec grand intérêt, mais quand Maxim eut fini, il secoua la tête.

— Je regrette infiniment, dit-il, mais vous devez vous tromper. Je me rappellerais le nom de Winter. Je n'ai jamais de ma vie soigné une Mme de Winter.

Le colonel Julyan sortit son portefeuille et lui tendit la page qu'il avait arrachée à l'agenda.

— Voilà, dit-il, c'est écrit : *Baker, deux heures*, et une grande croix à côté indiquant que le rendez-vous a eu lieu. Et voici le numéro de téléphone : Museum 0488.

Le docteur Baker examina le feuillet.

— C'est curieux, très curieux. Oui, le numéro est exact.

— Ne pouvait-elle pas vous avoir consulté sous un faux nom ? dit le colonel Julyan.

— C'est possible, mais je n'ai jamais encouragé ce genre de choses.

— Auriez-vous quelque trace de cette visite dans vos fiches ? dit le colonel Julyan. Je sais que ma question est contraire aux usages, mais les circonstances elles-mêmes sont très exceptionnelles. Nous avons l'impression que son rendez-vous avec vous peut avoir quelque rapport avec le cas qui nous occupe et son... suicide.

— Assassinat, dit Favell.

Le docteur Baker leva les sourcils et regarda interrogativement Maxim.

— Je ne savais pas qu'il fût question de cela, dit-il doucement. Dans ce cas, je vais faire tout mon possible pour vous aider. Si vous voulez bien m'excuser quelques minutes, je vais aller consulter mes fiches. Prenez des cigarettes, je vous prie. Il est trop tôt pour le porto, n'est-ce pas ?

Le colonel Julyan et Maxim secouèrent la tête. Je pensais que Favell allait dire quelque chose, mais le docteur Baker avait quitté la pièce avant qu'il eût eu le temps de prononcer un mot.

— Pourquoi ne nous a-t-il pas offert de whisky ? fit Favell. Il doit le garder sous clef. Il ne me plaît pas trop. Je ne pense pas qu'il nous serve à grand chose.

Maxim ne disait rien. J'entendais le bruit de la balle de tennis. Le docteur Baker revint, portant un grand registre et une boîte de fiches. Il les posa sur la table.

— J'ai descendu le fichier de l'année dernière, dit-il. Je ne l'ai pas feuilleté depuis que nous avons déménagé. Je n'ai abandonné la médecine que depuis six mois.

Il ouvrit le registre et se mit à en tourner les pages. Je le regardais, fascinée. Il allait sûrement trouver. Ce n'était plus à présent qu'une question de secondes.

— Le sept, le huit, le neuf, murmura-t-il, rien ici. Le douze, dites-vous ? A deux heures ? Ah !

Aucun de nous ne bougea. Nous regardions tous son visage.

— J'ai vu une Mme Danvers, le 12, à deux heures, dit-il.

— Danny ? Ça, par exemple..., commença Favell, mais Maxim lui coupa la parole.

— Elle avait naturellement donné un faux nom, dit-il. C'était évident depuis le début. Vous rappelez-vous cette visite, docteur ?

Mais le docteur Baker feuilletait déjà ses fiches. Je vis ses doigts plonger dans la case marquée D. Il trouva presque tout de suite le document et le parcourut rapidement.

— Oui, dit-il lentement. Oui, Mme Danvers. Maintenant, je me rappelle.

— Grande, mince, brune, très élégante ? dit le colonel Julyan doucement.

— Oui, fit le docteur, oui.

Il lut ses fiches, puis les remit dans le casier.

— Évidemment, dit-il, en regardant Maxim, ceci est contraire à nos usages professionnels. Nous recevons les malades comme au confessionnal. Mais votre femme est morte, et je comprends bien que les circonstances sont exceptionnelles. Vous désirez savoir si je connais quelque motif pour lequel votre femme se serait tuée ? Je pense que oui. La femme qui se faisait appeler Mme Danvers était gravement malade.

Il s'arrêta. Il nous regarda tous l'un après l'autre.

— Je me la rappelle parfaitement, dit-il en reprenant ses fiches. Elle était venue me voir, pour la première fois, une semaine avant la date que vous indiquez. Elle se plaignait

de certains symptômes et je l'ai radiographiée. L'objet de sa seconde visite était de connaître le résultat de la radiographie. Je n'ai pas ces radios ici, mais j'en ai la description. Je la revois debout dans mon cabinet, tendant la main vers les radios. « Je veux savoir la vérité, me disait-elle. Je ne veux pas de ménagements et de bonnes paroles. Si je suis fichue, vous pouvez me le dire. »

Il se tut et consulta de nouveau ses fiches. J'attendais. Pourquoi n'en finissait-il pas et ne nous laissait-il pas partir ? Nous étions forcés de rester là, à attendre, les yeux fixés sur son visage.

— Donc, dit-il, elle demandait la vérité, et je la lui ai dite. Certains malades s'en trouvent mieux. Cette Mme Danvers, ou plutôt Mme de Winter, n'était pas femme à se contenter d'un mensonge. Elle a très bien supporté le coup. Elle m'a dit qu'elle s'en doutait depuis un certain temps. Puis elle m'a versé mes honoraires et elle est partie. Je ne l'ai jamais revue.

Il referma le fichier et le registre :

— La douleur était encore légère, mais le mal était profondément enraciné, dit-il, et, à trois ou quatre mois de là, elle n'aurait plus vécu qu'avec de la morphine. Une opération n'aurait servi à rien. Je le lui ai dit. Il n'y a rien d'autre à faire dans les cas de ce genre que de donner de la morphine et d'attendre.

Personne ne dit un mot. La petite pendule faisait tic-tac sur la cheminée et les garçons jouaient au tennis dans le jardin. Un avion bourdonnait dans le ciel.

— D'aspect, reprit le docteur, elle semblait parfaitement saine. Un peu maigre, je me rappelle, un peu pâle, mais c'est la mode. Mais la douleur se serait accrue de semaine en semaine et, comme je vous l'ai dit, à quatre ou cinq mois de là elle en aurait été à la morphine.

Je me rappelle avoir entendu le colonel Julyan parler, dire quelque chose sur l'amabilité du docteur Baker et la peine qu'il avait prise.

— Vous nous avez appris tout ce que nous désirions savoir. Et si nous pouvions avoir la copie de ces fiches, cela nous serait très utile.

— Mais naturellement ! dit le docteur.

Tout le monde était debout. Je serrai la main du docteur Baker et nous le suivîmes dans le vestibule.

— Faudra-t-il envoyer le rapport à vous ou à M. de Winter ? dit le docteur au colonel.

— Nous n'en aurons peut-être pas besoin, dit le colonel Julyan. L'un de nous, Winter ou moi, vous écrira. Voici ma carte.

— Je suis heureux d'avoir pu vous rendre service, dit le docteur Baker

IV

Nous étions debout, près de l'auto. Le colonel Julyan présenta son étui à cigarettes à la ronde. Favell avait le teint gris et semblait bouleversé. Je remarquai que ses mains tremblaient en allumant sa cigarette. L'horloge de l'église sonna six heures. Favell se mit à parler. Sa voix était détachée, mais son visage restait toujours gris.

— Un cancer ! dit-il. Sait-on si c'est contagieux ?

Personne ne lui répondit. Le colonel Julyan haussa les épaules.

— Je ne m'en suis jamais douté, reprit Favell. Elle n'avait rien dit à personne, même à Danny. Quelle histoire effroyable, hein ! Qui aurait pensé ça de Rebecca ? Vous n'avez pas envie de boire quelque chose ? Moi, je suis complètement à plat, je l'avoue. Un cancer !

Il s'adossa à sa voiture et mit ses mains sur ses yeux.

— Pouvez-vous conduire votre voiture, dit Maxim, ou voulez-vous que Julyan s'en charge ?

— Laissez-moi une minute, murmura Favell. Ça va aller. Vous ne pouvez pas comprendre. Ça m'a porté un de ces coups...

— Tenez-vous, pour l'amour du ciel, dit le colonel Julyan. S'il vous faut de l'alcool, rentrez dans la maison et consultez Baker. Il doit savoir traiter les cas de ce genre ; mais ne vous donnez pas en spectacle dans la rue.

— Oh ! vous êtes magnifique, vous, dit Favell en se redressant et en regardant le colonel Julyan et Maxim. Vous n'avez plus à vous inquiéter. Maxim est en bonne posture, maintenant, hein ? Vous le tenez, votre motif, et Baker vous

le fournira noir sur blanc sans frais de port, dès que vous le lui demanderez. Vous pourrez, pour la peine, dîner à Manderley une fois par semaine et vous vous sentirez fier de vous. Sûr que Maxim vous demandera d'être le parrain de son premier enfant.

— Si nous montions en voiture ? dit le colonel Julyan à Maxim sans répondre à Favell. Nous pourrons faire nos plans tout en roulant.

Maxim ouvrit la portière et le colonel Julyan monta dans l'auto. Je repris ma place. Favell était toujours adossé à sa voiture et ne bougeait pas.

— Je vous conseille de rentrer directement chez vous et de vous mettre au lit, dit sèchement le colonel Julyan, et conduisez doucement, sinon vous irez en prison pour homicide. Je dois aussi vous prévenir maintenant, car je ne vous reverrai plus, que j'ai, en ma qualité de magistrat, certains pouvoirs dont vous constaterez l'existence si vous remettez jamais les pieds à Kerrith ou aux environs. Le chantage n'est pas un bien beau métier, monsieur Favell, et nous savons comment traiter ceux qui l'exercent.

Favell regardait Maxim. La teinte grise de son visage s'effaçait et son ancien et déplaisant sourire revenait à ses lèvres.

— Oui, ç'a été un coup de veine pour vous, Max, n'est-ce pas ? dit-il lentement. Vous croyez avoir gagné, hein ? Mais la loi peut vous rattraper, et moi aussi...

Maxim mit la voiture en marche. Favell recula vers le trottoir, toujours souriant. Au moment de tourner le coin de la rue, je regardai derrière moi et je le vis debout qui nous suivait des yeux ; il agita la main, il riait. Nous roulâmes quelque temps en silence, puis le colonel Julyan prit la parole :

— Il ne peut rien faire, dit-il. Ce sourire et ce salut font partie de son bluff. Tous ces types se ressemblent. Il n'a pas l'ombre d'une preuve où accrocher sa thèse. Le témoignage de Baker en aurait vite raison.

Maxim ne répondit pas. Je le regardais de côté, mais son visage ne m'apprit rien.

— J'avais bien l'impression que Baker nous donnerait la solution, dit le colonel Julyan. Le caractère clandestin de

ce rendez-vous et le fait que Mme de Winter n'en avait rien dit à Mrs Danvers prouvent qu'il y avait quelque chose de mauvais. C'est terrible, évidemment. Cela pouvait suffire à faire perdre la tête à une jeune et jolie femme.. Je pense que vous ne vous étiez jamais douté de rien, Winter ? ajouta le colonel Julyan.

— Non, répondit Maxim, non.

— Il y a des gens qui ont une peur morbide du cancer, continua le colonel Julyan. Des femmes surtout. Ça a dû être le cas. Elle avait du courage pour tout, sauf pour cela. Elle ne pouvait accepter l'idée de souffrir. Je pense qu'il ne serait pas mauvais que je laissasse entendre à Kerrith et dans le comté qu'un médecin de Londres nous a donné la raison du suicide, au cas où l'on bavarderait. Les gens sont drôles, parfois.

— Oui, dit Maxim. Je comprends.

Nous traversions les faubourgs du nord et repassions par Finchley et Hampstead.

— Six heures et demie, dit le colonel Julyan. Quelles sont vos intentions ? J'ai une sœur qui habite Saint John's Wood et j'ai bien envie d'aller lui demander à dîner à l'improviste, après quoi je prendrai le dernier train à Paddington Je suis sûr qu'elle sera également ravie de vous voir tous les deux.

Maxim hésita et me regarda.

— C'est très aimable à vous, lui répondit-il, mais je crois que nous préférons aller de notre côté. Il faut que je téléphone à Frank, et j'ai encore certaines choses à faire. Je pense que nous dînerons tranquillement n'importe où et que nous passerons la nuit dans une auberge sur la route.

— Parfait, dit le colonel. Je vous comprends. Cela vous ennuierait-il de me déposer chez ma sœur ? C'est dans une de ces avenues-là.

Au moment de prendre congé du colonel, Maxim dit :

— Il est impossible de vous remercier pour tout ce que vous avez fait aujourd'hui. Vous devinez ce que j'éprouve sans que j'aie besoin de vous le dire.

— Mon cher, dit le colonel Julyan, je suis trop heureux. Si seulement nous avions su ce que Baker savait, rien de tout cela ne serait arrivé. Mais ne pensez plus à tout cela. Je suis sûr que Favell ne vous causera plus d'ennuis. S'il recom-

mence, je compte sur vous pour m'en aviser aussitôt. Je sais comment en venir à bout. A votre place, ajouta-t-il sans nous regarder, je prendrais des vacances, je partirais en voyage. La Suisse est très agréable en cette saison. Il y a des promenades ravissantes.

Il hésita, s'éclaircit la voix.

— Il est possible que certaines difficultés surgissent, dit-il, non du côté de Favell, mais du fait de quelque personnage du pays. On ne sait pas au juste ce que Tabbe a pu dire, ce qu'on a colporté... C'est absurde, évidemment, mais vous connaissez le dicton : « Loin des yeux, loin du cœur. » Quand les gens ne sont pas là, on ne parle pas d'eux. C'est ainsi.

Il resta un moment à rassembler tout ce qu'il avait emporté et à se rendre compte s'il n'avait rien oublié.

— Je crois que j'ai bien tout : carte, lunettes, canne, pardessus, tout y est. Alors, au revoir tous les deux. Ne vous fatiguez pas trop. La journée a été dure.

Nous reprîmes notre route. Je m'étendis à demi sur mon siège et fermai les yeux. Maintenant que nous étions de nouveau seuls et que l'angoisse s'était dissipée, j'éprouvais une sensation de soulagement presque trop forte. C'était comme la percée d'un abcès. Je sentis la main de Maxim se poser sur la mienne...

Quand Maxim arrêta la voiture, j'ouvris les yeux et me redressai. Nous étions à Londres, devant un des innombrables petits restaurants des rues étroites de Soho. Je regardai autour de moi, engourdie et stupide. Nous descendîmes d'auto. Il n'y avait personne dans le restaurant que le maître d'hôtel, un garçon et une jeune femme derrière la caisse. Il faisait sombre et frais.

— Après le dîner, nous repartirons tout doucement, dit Maxim. Nous trouverons un village sur la route où passer la nuit, et nous serons à Manderley demain matin.

Ses yeux étaient sombres dans la pâleur de son visage.

— Crois-tu que Julyan a deviné la vérité ? demanda-t-il.

Je le regardai sans parler.

— Il sait, dit Maxim lentement. Il sait, sûrement.

— S'il sait, il ne dira jamais rien. Jamais, jamais.

— Non, fit Maxim.

Nous restions paisibles et silencieux dans notre coin sombre.

— Je pense, reprit Maxim, que Rebecca m'avait menti exprès. Un bluff suprême. Elle voulait que je la tue. Elle avait tout prévu. C'est pour ça qu'elle riait. C'est pour ça qu'elle est morte en riant. Ç'a été sa dernière farce, la meilleure. Et je ne suis pas sûr qu'elle n'ait pas gagné, même maintenant.

— Que veux-tu dire ? Comment peut-elle avoir gagné ?

— Je ne sais pas. — Il se leva de table. — Je vais téléphoner à Frank, ajouta-t-il.

Ce restaurant était agréable et intime. Maxim et moi étions ensemble. Tout était arrangé. Rebecca était morte. Rebecca ne pouvait plus nous faire de mal. Maxim revint.

— Eh bien ! dis-je, comment va Frank ?

— Frank va très bien, dit Maxim. Il attendait mon coup de téléphone depuis quatre heures. Je lui ai raconté ce qui s'est passé. Il a paru content, soulagé. Mais il y a quelque chose de bizarre, ajouta Maxim, un pli entre les sourcils ; il croit que Mrs Danvers est partie. Elle a disparu. Sa chambre est vide et le porteur de la gare est venu chercher ses bagages vers quatre heures. Frith a téléphoné à Frank à ce moment-là, et Frank lui a dit d'envoyer Mrs Danvers au bureau. Il l'a attendue, mais elle n'est pas venue. Dix minutes environ avant que je communique avec lui, Frith avait appelé Frank pour lui dire qu'on avait téléphoné de Londres pour Mrs Danvers, qu'il avait branché la communication sur la chambre de celle-ci, et qu'elle avait répondu. Ce devait être vers six heures dix. A sept heures moins le quart, il a frappé à sa porte et trouvé la chambre vide. On l'a cherchée partout sans la trouver. On pense qu'elle est partie. Elle a dû quitter la maison par les bois. Elle n'est pas passée par la grille.

— N'est-ce pas une bonne chose ? dis-je. Cela évite des tas d'ennuis. De toutes façons, il aurait fallu la congédier. Je pense qu'elle avait deviné, elle aussi ; elle avait une drôle d'expression hier soir.

— Je n'aime pas ça, dit Maxim.

— Elle ne peut rien faire, insistai-je. C'est Favell, évidemment, qui lui a téléphoné. Il a dû lui faire part de ce que

Baker avait dit, et aussi le colonel Julyan, que s'il y avait la moindre tentative de chantage, nous devrions l'en aviser. Ils n'oseront pas ; c'est trop dangereux.

— Je ne pensais pas à un chantage, dit Maxim.

— Que peuvent-ils faire d'autre ? Il faut suivre le conseil du colonel Julyan, oublier tout cela. C'est fini, chéri, fini. Nous devrions en remercier Dieu à genoux.

Maxim ne répondit pas. Il regardait devant lui dans le vide. Tout allait changer. Je ne serais plus intimidée par les domestiques. Mrs Danvers partie, j'apprendrais peu à peu à diriger la maison. J'irais parler au chef à la cuisine. On m'aimerait, on me respecterait. On oublierait bientôt que Mrs Danvers eût jamais commandé. J'apprendrais aussi à diriger le domaine. Je demanderais à Frank de m'expliquer ce qu'on faisait à la ferme.

— Tu as fini ? demanda soudain Maxim. Je ne veux plus que du café. Noir, très fort, s'il vous plaît, et l'addition, ajouta-t-il en s'adressant au maître d'hôtel... Écoute, reprit-il, quand nous fûmes dehors : crois-tu que tu pourrais dormir dans la voiture si je t'enveloppais dans la couverture ? Il y a des coussins et aussi mon pardessus.

— Je croyais que nous coucherions en route, dis-je, dans un hôtel.

— Je sais, mais j'ai l'impression qu'il faut rentrer cette nuit. Crois-tu pouvoir dormir dans la voiture ?

— Oui, dis-je en hésitant, peut-être.

— Il est huit heures moins le quart. En partant tout de suite, nous pouvons être là-bas à deux heures et demie.

— Tu vas être fatigué, dis-je, tellement fatigué...

— Non. — Il secoua la tête. — Je serai très bien. Je veux rentrer. Il y a quelque chose de grave. Je le sais. Je veux rentrer.

Son visage était anxieux, étrange. Il ouvrit la portière et se mit à disposer la couverture et les coussins dans le fond de la voiture.

— Que peut-il y avoir de grave ? dis-je. C'est drôle de se tourmenter ainsi quand tout est arrangé. Je ne comprends pas.

Je grimpai dans le fond de la voiture et m'installai en chien de fusil. Il m'enveloppa dans la couverture.

— Tu es bien ? demanda-t-il.

— Oui, dis-je en souriant. Je suis très bien. Je vais dormir. Je ne tiens pas à m'arrêter dans un hôtel. C'est beaucoup mieux de rentrer directement. Nous serons à Manderley avant le lever du soleil.

Il s'installa au volant. Je fermai les yeux. La voiture partit et je sentais le léger balancement des ressorts sous moi. J'enfouis mon visage dans un coussin. Le mouvement de la voiture était régulier et mon esprit suivait son rythme. Les images défilaient par centaines derrière mes yeux fermés : choses vues, choses sues et choses oubliées... Je tombai dans un bizarre sommeil entrecoupé de rêves et de réveils soudains.

— Quelle heure est-il ? demandai-je tout à coup.

Maxim se retourna. Son visage était pâle et fantomatique dans l'ombre de la voiture.

— Il est onze heures et demie, dit-il. Nous avons fait plus de la moitié du chemin. Essaye de dormir encore.

— J'ai soif, dis-je.

Il s'arrêta à la ville suivante, où je bus du thé. Nous remontâmes en voiture ; je refermai les yeux, et je me réinstallai sous la couverture. La voiture partit. Je me remis à rêver confusément. Je tenais un miroir, mais un visage s'y reflétait qui n'était pas le mien. Il était très pâle, très joli, auréolé de cheveux sombres. Les yeux se plissèrent et sourirent. Les lèvres s'écartèrent. Le visage dans le miroir me regardait et riait. Et je vis Rebecca assise devant la coiffeuse de sa chambre et Maxim lui brossant les cheveux. Il tenait les cheveux dans ses mains et les roulait pour en faire une épaisse et longue corde. Elle, s'enroula comme un serpent ; il la prit à deux mains, et, tout en souriant à Rebecca, la mit autour de son cou. Je m'arrachai brusquement à ce rêve.

— Non ! hurlai-je. Non, non ! Allons en Suisse. Le colonel Julyan a dit qu'il fallait que nous allions en Suisse.

— Qu'y a-t-il ? demanda Maxim.

Je m'assis et rejetai mes cheveux qui couvraient mon front.

— Je ne peux pas dormir, dis-je.

— Tu as dormi pendant deux heures. Il est deux heures et quart. Nous sommes à quatre milles de Lanyon.

Il faisait froid. Je frissonnais dans l'ombre de la voiture.

— Je viens à côté de toi, dis-je. Nous serons à la maison à trois heures.

Je m'assis à côté de lui, regardant devant moi à travers le pare-brise. Je posai la main sur son genou tout en claquant des dents. Les collines s'élevaient devant nous, puis plongeaient et s'élevaient de nouveau. Il faisait très sombre ; les étoiles avaient disparu.

— Quelle heure as-tu dit qu'il était ? demandai-je.

— Deux heures vingt.

— C'est drôle... On dirait que l'aube va poindre par là, derrière les collines. Mais ce n'est pas possible, il est trop tôt.

— Ce n'est pas par là, dit-il. Tu regardes à l'ouest.

— Je sais, dis-je. C'est drôle, n'est-ce pas ?

Il ne répondit pas et je continuai à observer le ciel. Il semblait s'éclairer à mesure que je le regardais. C'était comme la première lueur rouge du levant. Peu à peu, elle s'étendit à travers le ciel.

— C'est en hiver qu'on voit l'aurore boréale, n'est-ce pas ? demandai-je. Pas en été ?

— Ce n'est pas l'aurore boréale, dit-il, c'est Manderley.

Je le regardai et vis son visage, ses yeux.

— Maxim, dis-je, Maxim, qu'y a-t-il ?

Il conduisait de plus en plus vite. Nous gravîmes encore une colline et vîmes Lanyon étendu dans un creux à nos pieds. A notre gauche, le fil argenté de la rivière s'élargissait vers l'estuaire de Kerrith, à six milles de là. La route de Manderley était devant nous. Il n'y avait pas de lune. Le ciel au-dessus de nos têtes était d'un noir d'encre. Mais à l'horizon il était éclaboussé de pourpre, comme taché de sang, et des cendres volaient à notre rencontre avec le vent salé de la mer...

DAPHNÉ DU MAURIER.

Traduit de l'anglais par Denise Van Moppès.

LES PRÊTRES AUX ARMÉES

La France est le seul pays, je crois, où les clercs, séminaristes, prêtres séculiers et religieux, soient, en tous temps, astreints au service militaire (1), et, en cas de guerre, enrôlés dans les armées combattantes de la même manière que les laïcs.

Un des privilèges de l'état ecclésiastique découlant du principe de Droit canon, qui interdisait à ces ministres de paix de porter les armes et de répandre le sang, exempta jusqu'à la fin du XIXe siècle les ecclésiastiques du service militaire. En campagne, ils contribuaient à la défense de la patrie en étant aumôniers militaires, en relevant et soignant les blessés. Ce que la Révolution n'avait pas osé faire, puisque la Convention avait exclu le clergé « salarié » de sa levée en masse, déclarant qu'il y avait incompatibilité entre le ministère ecclésiastique et le service des armes, la IIIe République, au moment de la tempête anticléricale, le décréta. En 1889, 1906 et 1913, des lois ayant pour but avoué de porter un coup mortel aux vocations sacerdotales, mirent « les curés sac au dos ». En fait, le résultat ne fut pas celui qu'escomp-

(1) Le Concordat italien de 1929 stipule : « Les étudiants en théologie, ceux des deux dernières années de préparation à la théologie se destinant au sacerdoce et les novices des instituts religieux peuvent, sur leur demande, renvoyer d'année en année l'accomplissement des obligations du service militaire. Les clercs ordonnés dans les ordres sacrés et les religieux qui ont émis leurs vœux sont dispensés du service militaire, sauf le cas de mobilisation générale. En ce cas, les prêtres passent dans les forces armées de l'État, mais ils conservent l'habit ecclésiastique, afin qu'ils exercent parmi les troupes leur ministère sacré, sous la juridiction ecclésiastique de l'ordinaire militaire. Les autres clercs ou religieux seront de préférence affectés aux services sanitaires. Toutefois, même si la mobilisation générale est proclamée, sont dispensés de se présenter à l'appel les prêtres ayant charge d'âmes. On considère comme tels les ordinaires, les curés, les vice-curés ou coadjuteurs, les vicaires et les prêtres préposés à poste fixe à la direction d'églises ouvertes au culte. »

taient les auteurs de la loi et l'expérience se révéla excellente à beaucoup de points de vue. Néanmoins, l'Église ne pouvait pas ne pas protester contre une législation qui portait atteinte aux immunités canoniques. Elle protesta, mais elle accepta pourtant cette situation de fait, et lorsque vint la guerre de 1914, trente mille prêtres séculiers et religieux de France partirent sous les drapeaux. La Sacrée Pénitencerie apostolique, tout en maintenant « le principe que le prêtre qui blesse, que le prêtre qui tue encourt une irrégularité qui le prive du droit de célébrer les fonctions ecclésiastiques », suspendit pour la durée des opérations militaires les effets de cette irrégularité. Les prêtres soldats purent donc, en toute tranquillité de conscience, accomplir le devoir militaire que les circonstances leur imposaient, tout en remplissant, dans toute la mesure du possible, leurs fonctions sacerdotales.

Ce que fut le prêtre soldat, ce que fut le religieux combattant pendant la guerre de 1914-1918, beaucoup d'écrivains l'ont écrit et décrit (1). A maintes reprises, on a dit leur héroïsme, leur abnégation, leur dévouement, leur courage et l'entrain avec lequel ils se proposèrent pour tant et tant de missions périlleuses. Les 16 000 citations, les 10 000 Croix de guerre, les 900 croix de la Légion d'honneur, les 1 600 Médailles militaires, les 600 Médailles des épidémies qui leur furent décernées, constituent, avec leurs 5 000 morts, dans leur livre d'or, des chiffres éloquents.

Il va sans dire que je n'ai pas, en citant ces chiffres, l'intention de monopoliser l'héroïsme et le dévouement au profit du clergé catholique. Pasteurs protestants et rabbins rivalisèrent, à cet égard, avec nos prêtres soldats et nos aumôniers. La plus parfaite entente régna d'ailleurs toujours entre eux (2). Mais la France étant par essence et par tradi-

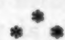
(1) Cf. entre autres : Georges Goyau, *l'Église de France durant la guerre* (dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er décembre 1916, p. 492-528) ; Maurice Barrès, *les Diverses Familles spirituelles de la France* (édition définitive), Paris, Plon, 1930, in-12, p. 15 et ss. ; J. Brugerette, *le Prêtre français et la société contemporaine*, Paris, Lethielleux, 1938, in-8, t. III, p. 372 et ss.

(2) Continuant cette tradition, la Ligue des Droits du Religieux ancien combattant (D. R. A. C.) a, en septembre 1939, pris l'initiative d'organiser dans ses bureaux un centre de liaison et de ravitaillement des aumôniers *des différents cultes* aux armées.

tion une nation catholique, les faits et gestes de ses prêtres attirent davantage les regards.

Ces prêtres, diront peut-être certains, n'ont fait en somme que leur devoir, comme tant et tant d'autres citoyens français. Certes, il y eut au cours de la guerre de 1914 d'innombrables héros ailleurs que dans les rangs du clergé. Mais, d'une part, on n'empêchera pas que le clergé ne constitue dans la nation une élite, et qui oserait contester l'importance de la conduite des élites pour la vie et le moral d'un pays ? Ce clergé, enfin, aurait pu et dû *régulièrement*, canoniquement, ne contribuer à la défense nationale que dans l'aumônerie ou les services sanitaires. Il n'est pas indifférent de faire ressortir de quelle manière il s'est comporté, de quelle manière il se comporte dans des fonctions et dans un rôle à première vue si différents de son habituel ministère.

Bien que, dès le début des hostilités sur le front français, une vingtaine d'ecclésiastiques, prêtres ou séminaristes, soient tombés au champ d'honneur, il serait prématuré de prétendre, pour la guerre de 1939, dresser des statistiques, citer des actions d'éclat (1), donner des exemples d'héroïsme. Je voudrais seulement montrer que les prêtres de France (prêtres séculiers et religieux) sont partis comme en 1914, mais dans une autre atmosphère ; je voudrais dire ce qu'ils sont, ce qu'ils font dans ce début de guerre, et indiquer comment est actuellement organisée l'aumônerie militaire.



On attribue généralement la disparition, dans les masses populaires, de l'anticléricalisme en grande partie au coude à coude qui, dans la tranchée, pendant quatre ans, lors de la guerre de 1914, avait rapproché le prêtre soldat du paysan et de l'ouvrier. Beaucoup se rendirent compte alors de la valeur et du sens des passions électorales. Ces religieux et ces « curés » que tant d'orateurs de réunions publiques ou d'assemblées parlementaires avaient représentés comme des « profi-

(1) L'une des premières citations à l'ordre du jour, durant la guerre actuelle, a été obtenue par le sous-lieutenant abbé Gabriel Tanguy, du diocèse de Paris (vicaire à Sainte-Marie des Fontenelles), pour le courage qu'avec la patrouille qu'il commandait il montra le 19 septembre 1939 « en pénétrant dans une zone habituellement parcourue par l'ennemi en avant des avant-postes, pour l'habileté de leurs investigations et pour la précision et l'intérêt des renseignements rapportés ».

teurs », des « accapareurs », de mauvais Français, s'étaient révélés « braves types » et « bons garçons », toujours prêts à rendre service, ayant l'esprit large. Leur sacerdoce, loin de leur donner des idées étroites, leur rendait au contraire l'âme toujours compatissante. Cette expérience et cette fraternité d'armes de l'autre guerre ont créé l'atmosphère qui entoure nos prêtres dans ce début de guerre. Le voulût-on, qu'il serait impossible de faire circuler, cette année, quelque chose d'analogue à la *rumeur infâme* lancée au commencement de la guerre de 1914 :

« On racontait, ou plutôt on chuchotait alors mystérieusement à l'oreille des paysans crédules, que la guerre avait été provoquée par le clergé, qui en avait fourni les fonds à l'Allemagne pour servir les noirs desseins de domination que, malgré ses défaites, nourrissait encore le parti clérical. On précisait la nouvelle en assurant qu'au Congrès eucharistique qui se tint à Lourdes en juillet 1914 le Kaiser en personne se trouvait parmi les pèlerins, et qu'au cours de la cérémonie de clôture le légat du Pape et les évêques présents lui remirent le trésor de la grotte, des sommes fabuleuses amassées depuis longtemps pour subvenir aux frais de la guerre. On complétait l'odieuse fable par cette autre affirmation que le denier de Saint-Pierre, accumulé depuis quarante ans au Vatican, en de mystérieuses cachettes, par Léon XIII et par Pie X, avait pris, comme l'or français, le chemin de Berlin. Croirait-on que la rumeur infâme trouva un écho jusque dans nos départements envahis, où les curés qui, aux yeux de l'ennemi, personnifiaient l'âme de la résistance, les curés dont on brûlait les églises et les presbytères, furent odieusement accusés de pratiquer l'espionnage pour le compte de l'Allemagne ! »

De semblables inepties ne trouveraient, à l'heure actuelle, créance auprès de personne. Cela à soi seul permet de toucher du doigt la différence de climat. Le Saint-Siège, l'Église et ses ministres jouissent auprès des populations les plus rurales d'un prestige et d'une considération dont les causes sont multiples et dont les effets rejaillissent sur la manière dont les prêtres sont accueillis aux armées.

*
* *

Comme la durée d'une guerre est toujours incertaine, et qu'il n'y aura jamais trop de prêtres auprès des troupes, quelques évêques, grâce à des dispenses octroyées par Rome, ont procédé dans les premières semaines de la guerre à des ordinations hâtives de jeunes diacres ou sous-diacres mobilisés qui auraient dû n'être ordonnés que dans quelques mois. Ordinations de guerre qui n'eurent pas la solennité et la pompe des autres, mais auxquelles les circonstances donnaient un caractère infiniment émouvant.

A Paris, Son Éminence le cardinal Verdier, la deuxième semaine de guerre, ordonna ainsi quatre prêtres dans une chapelle. M. l'abbé Thellier de Poncheville qui en fut le témoin ému, au soir de cette cérémonie la commentait, en dégageait le sens :

« L'un de ces prêtres improvisés était déjà parti comme lieutenant dans une unité combattante. Trois jours de permission exceptionnelle, ce sera peu pour entasser tant d'événements magnifiques et pour recueillir tant de grâces : sa retraite, son ordination, sa première messe ! Mais si le temps manque, la ferveur surabonde au cœur de ces privilégiés. Ont-ils jamais connu une telle intensité de prière en des minutes aussi pathétiques ?

« Ils reçoivent le don suprême des mains du cardinal Verdier, en présence du Nonce apostolique, dans une simple chapelle de religieuses. Ce n'est plus la splendeur triomphale de Notre-Dame, ni la noblesse austère de Saint-Sulpice... Quand reverrons-nous sous ces voûtes rassurées le long cortège des aubes blanches manifestant au peuple chrétien la perpétuelle fécondité de l'Église et faisant tressaillir de joie son cœur de mère ?

« Peu importe, aujourd'hui, l'absence de pompe extérieure ! Les yeux des assistants ne fixent que les visages. On y perçoit un recueillement si profond, une émotion si grave ! Mais qui dira les secrètes paroles d'amour murmurées au fond des âmes ?...

« A peine les jeunes ordonnés ont-ils le répit nécessaire pour inaugurer paisiblement l'offrande quotidienne du saint sacrifice. Ce lieutenant d'infanterie et son confrère, qui est

artilleur, achèveront leur action de grâces sur les routes de l'Est, où ils courent rejoindre leurs camarades.

« Leur seconde messe, en quel lieu sauvage la diront-ils ? L'une des suivantes ? Sur le parapet de la tranchée, s'ils sont appelés à unir pleinement leur immolation à celle de leur Dieu. Combien d'autres célébreront ainsi leur dernière messe, étendus sur la terre des batailles, où leurs lèvres défaillantes rediront des mots semblables à ceux de la Consécration : *Voici mon sang répandu avec le vôtre pour la rémission des péchés et le salut de la France* ! »

Le 24 septembre, ce fut sur la ligne de feu, dans un village évacué de Lorraine, situé en avant de la ligne Maginot, qu'au son du canon Son Excellence Mgr Heintz, évêque de Metz, ordonna un jeune diacre du diocèse d'Amiens, le sergent d'infanterie Georges Prache. La petite église était remplie d'officiers et de soldats du régiment. Au moment toujours si poignant de la première bénédiction donnée par le nouveau prêtre, l'abbé Prache commença par bénir les photographies de son père et de sa mère qu'il avait placées sur la table de communion. Puis, successivement, tous les officiers, sous-officiers et soldats, colonel en tête, défilèrent devant lui et furent par lui bénis. Le canon n'avait cessé de gronder, accompagnant les orgues tenues par un aumônier militaire, et la cérémonie s'achevait à peine qu'une reconnaissance d'avions ennemis provoqua une alerte.

* * *

On estime qu'il y a actuellement environ douze mille prêtres sous les armes.

Le nombre des mobilisés par diocèse est naturellement infiniment variable. A Paris, c'est le tiers : 524 prêtres sur 1 400. Le diocèse de Lille en a 480 sur 1 380, l'archidiocèse d'Albi une centaine sur 500, le diocèse de Saint-Claude une centaine sur 300, l'archidiocèse de Lyon 370 sur 1439, l'archidiocèse de Rouen 240 sur 732, le diocèse d'Arras 280 sur 1 000, le diocèse de Châlons 100 sur 244, le diocèse de Limoges 53 sur 350, le diocèse d'Agen 50 sur 284. Dans le diocèse de Versailles, au collège diocésain Saint-Charles de Juvisy, sur 14 prêtres professeurs, 9 sont mobilisés.

Comme depuis quelques années beaucoup de futurs

prêtres suivent, au séminaire, les cours de préparation militaire supérieure, il y a, parmi les prêtres mobilisés dans les unités combattantes, un certain nombre d'officiers. D'autres le sont depuis la guerre de 1914, d'autres enfin, vocations tardives, étaient, au moment de leur entrée dans les ordres, officiers d'active ou de réserve. Dans le diocèse de Paris, la moitié des prêtres mobilisés sont officiers, plusieurs sont colonels.

Les hasards de la mobilisation rassemblent parfois des prêtres officiers ou prêtres soldats des diocèses les plus divers. C'est ainsi qu'à l'état-major de l'armée de l'Air on trouve le lieutenant-colonel abbé Michaud, professeur à la Faculté de droit canonique de Lyon ; le capitaine abbé Lemoine, directeur du collège Stanislas de Montréal, le capitaine abbé Meunier, du diocèse de Clermont ; le sergent-chef abbé Hérissé, surveillant général du collège diocésain Saint-Charles de Juvisy ; le soldat abbé Bordereau, du diocèse de Nice.

Tous ces prêtres soldats ou officiers, tout en se consacrant avant tout à leurs obligations militaires, s'efforcent de dire leur messe chaque matin et exercent dans leur régiment, avec discrétion et tact, mais sans respect humain et avec souvent beaucoup de zèle, un ministère sacerdotal efficace et réconfortant.

L'abbé Michelet, du diocèse de Bourges, par exemple, affecté à un parc de réparations d'artillerie, se trouve dans ce qu'il appelle « une sorte d'usine de guerre ambulante qui compte six cents ouvriers ». Il s'est déjà, par le groupement d'une trentaine d'entre eux, improvisé « aumônier d'une future section de L. O. C. (Ligue ouvrière chrétienne) ».

Le lieutenant abbé Jacquart, du même diocèse, écrit : « J'ai l'impression de réaliser mon sacerdoce d'une façon extraordinaire au contact direct d'âmes qui ne demandent qu'à s'ouvrir... Entre prêtres mobilisés (une quinzaine au régiment), par petits groupes, au hasard de nos cantonnements, nous nous réunissons le soir pour dire Complies. »

Et le sergent-chef abbé Morel, encore du diocèse de Bourges : « Je vous écris de la zone des armées, mais d'un coin aussi tranquille que n'importe quel village de France. Rien, jusqu'ici, en fait d'ouvrages de guerre. Seul prêtre dans ma formation, une auto chirurgicale légère, je suis chargé du contingent des hommes ; pour l'organiser, je me suis souvenu

du système scout des patrouilles, distribuant les responsabilités de détail. Dans quarante-huit heures, nous aurons un foyer d'accueil pour les hommes ; nous n'en profiterons pas, car nous partons prochainement, mais d'autres viendront après nous. »

Un certain nombre de prêtres, soldats ou officiers, se trouvant dans des villages incomplètement ou non évacués, dont les curés sont mobilisés, remplacent ceux-ci auprès des habitants civils.

Enfin, pour donner une idée de l'esprit qui anime ces prêtres, voici, choisis entre cent, trois nouveaux extraits de lettres :

Le sergent abbé Grisomanche, du diocèse de Clermont, a fait ce qu'il appelle « sa veillée d'armes », le dimanche 3 septembre, dans un village de l'Est dont le curé mobilisé partait le soir même. Avec la messe qu'il peut célébrer au moins de temps en temps, et « la méditation continuelle qu'on peut faire pendant les exercices militaires », il estime qu' « on peut tenir et être prêtre, sans soutane, cent pour cent ». Il offre ses « sacrifices pour ses jeunes de Saint-Vincent-de-Paul et pour tous ceux qu'il aime ». Il constate qu'à la messe militaire du 10 septembre, où il a fait chanter les soldats, ceux-ci « ont prié comme des enfants de la première communion », et il conclut : « C'est beau tout de même d'être prêtre : j'ai fait le sacrifice de ma vie si Dieu veut me prendre. »

Le soldat abbé Paré, du diocèse de Bourges, se trouvant à 1 500 mètres de la ligne de feu écrit à son archevêque : « J'ignore ce que le Seigneur fera de moi. En tout cas, le sacrifice de ma vie est fait, pour la France bien sûr, mais surtout pour le sacerdoce. Si Dieu ne permet pas que je revienne, que mon sacrifice serve la paix par l'éclosion de nombreuses vocations. »

Un grand séminariste du même diocèse confie : « Nous voilà bien à la guerre et aux premières loges, je m'abandonne au vouloir divin..., j'accepte tout ce que sa sainte volonté aura décidé pour moi. Nous sommes en ligne en territoire allemand. J'ai appris hier, avec peine, la mort de plusieurs excellents camarades. C'est un déchirement, mais l'espérance prime tout. Je me tiens prêt ; cela ne m'enlève pas la joie ni le sourire. Au contraire. Si Dieu décide de me

garder, je ne refuse pas de travailler. S'il veut qu'il en soit autrement, que sa volonté s'accomplisse ! »

Plusieurs prêtres, soldats ou officiers, se sont déjà proposés comme volontaires pour des missions périlleuses. J'en connais également qui, dans des centres de mobilisation, ont tenu à partir pour le front à la place de jeunes pères de famille.

* * *

Les religieux de tous ordres, Jésuites, Dominicains, Franciscains, Capucins, Assomptionnistes, Pères des Missions africaines de Lyon ou des Missions étrangères de Paris, Lazaristes, Pères Blancs, Pères du Saint-Esprit, Frères des Écoles chrétiennes, Maristes, Bénédictins, Oblats de Marie-Immaculée, etc., sont partis, par centaines, avec le même élan que le clergé séculier. Tous, des plus hauts grades aux plus humbles fonctions, accomplissent leur devoir dans les unités combattantes les plus diverses, infanterie, cavalerie, génie, marine, air, etc. Abandonnant l'un sa cellule de moine, l'autre sa chaire d'Écriture sainte, ils se sont replongés dans la vie active et tumultueuse des camps, sans oublier, eux non plus, leur sacerdoce.

Donner des chiffres précis est difficile. On estime cependant qu'environ, par exemple, un millier de Jésuites (50 pour 100 de leur effectif français), 500 Capucins, 200 Lazaristes (50 pour 100 de leur effectif français) sont actuellement sous les armes. La province de France des Franciscains (dont le territoire comprend vingt-deux départements) en a 130. La province de France des Dominicains, sur 400 religieux, en a 178. Les trois quarts de la province du Nord des Oblats de Marie-Immaculée sont partis, etc.

Les circonstances m'ont permis de jeter les yeux sur la correspondance d'un certain nombre de Pères jésuites. On m'a demandé de taire les noms, mais voici quelques extraits :

Du sergent Père B...-Ch... : « Voyagé toute la journée de dimanche sur un wagon plate-forme. N'était la cause du voyage qui, malgré tout, nous serrait le cœur, c'est le voyage le plus reposant, je crois, de tous ceux que j'ai faits dans ma vie, étendu sur la paille, la tête appuyée sur le sac en regardant défiler le paysage. L'atmosphère très sympathique dans

une compagnie où l'ordre et la tenue des troupes frappent beaucoup les gens d'ici. Je vous quitte pour rejoindre ma tente, comme Achille, mais d'assez bonne humeur. »

Le Père de B... se félicite de ses compagnons, parmi lesquels se trouvent « six prêtres, dont un Trappiste, et autant de notaires ».

Un jeune Père aussitôt arrivé à son dépôt s'est appliqué à découvrir les L. O. C. et les J. O. C. qui s'y trouvaient. « Le contact s'est opéré très facilement et maintenant tous ces éléments forment bloc. »

Ailleurs, un Jésuite fait avec bonne humeur la corvée du fumier, tandis qu'un autre transporte de l'essence.

Du Père R. P... : « Notre cantonnement est une petite gare de marchandises que nous partageons avec une compagnie de souris et des régiments de moustiques, la nuit... Nous avons touché des munitions pour soutenir un siège de plusieurs mois. Il ne semble donc pas que la reddition soit imminente. En tout cas nous la ferions payer très cher, comme il convient. J'enverrai au moins le dernier pigeon voyageur pour appeler les civils à l'aide... »

Le Père J. L... est affecté comme sergent infirmier à un régiment de chasseurs alpins où il a un Dominicain comme sergent-chef. « Si nous avons du temps, dit-il, nous pourrons discuter théologie. »

Le lieutenant Père de S... a dans sa batterie un Salésien et un Bénédictin. « Nous avons, écrit-il, prédit à notre capitaine qu'à la prochaine promotion il ne serait pas nommé commandant, mais cardinal-protecteur. »

Du scolastique Ch. B... : « Ce que je regrette le plus, c'est de n'être pas encore prêtre, ce qui me permettrait d'aider bon nombre de soldats qui passent par la salle d'opérations à faire le sacrifice de leur vie et à partir en paix pour l'au-delà... Avec quelle émotion j'approche de la table de communion, portant quelquefois sur moi quelques traces du sang qui a coulé en abondance à la salle d'opérations, et avec quelle ferveur je l'offre en union avec celui du Christ s'offrant sur l'autel ! Je vis pour ainsi dire continuellement dans cette pensée. Elle alimente mes prières, mes visites au saint Sacrement. D'un autre côté, la vue de tant de misères est inspiratrice de dévouement, de don de soi. On comprend mieux

ce que c'est que la charité, combien la guerre est la plus horrible des choses et combien grande est la responsabilité de ceux qui ont déclenché tant de maux. C'est satanique, cette destruction, cette boucherie. On en a quelquefois gros sur le cœur en face de telles plaies. Des chirurgiens en ont les larmes aux yeux. Je ne me serais jamais attendu à tant de sympathie, de commisération, de bonté de leur part. Ils sont presque maternels et les soldats en sont touchés. « *Vous êtes chic* », disait le sergent-chef d'hier soir. Et cela contraste étrangement avec ce qui se passe à une vingtaine de kilomètres d'ici, où l'on s'entre-tue parce qu'un fou a décidé de dominer l'Europe... ».

* * *

L'aumônerie militaire est une institution très ancienne. Elle existait dans les armées de l'ancien régime. C'est uniquement dans ses rangs et dans les services sanitaires que servit longtemps et que devrait régulièrement servir le clergé. A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, diverses lois avaient complètement désorganisé l'aumônerie militaire. Au début de la guerre de 1914, il fallut l'improviser. Les noms d'Albert de Mun et de Geoffroy de Grandmaison restent attachés à cette institution, qu'ils organisèrent en levant, avec l'agrément du gouvernement, tout un corps d'aumôniers volontaires.

Quand éclata la guerre de 1939, l'aumônerie militaire de l'armée de terre était, en France, depuis plus d'un an, complètement organisée, d'accord avec l'autorité militaire, par Mgr Sudour, vicaire général de Paris, délégué dans les fonctions de directeur général de l'Aumônerie militaire de terre et de l'air par l'assemblée des cardinaux et archevêques de France.

Il y a présentement, faisant partie des cadres de l'armée, 400 aumôniers pour l'armée de terre, 49 pour la marine et 26 pour l'armée de l'air. Les divisions de cavalerie ont chacune deux aumôniers, les divisions d'infanterie en ont trois. Il y a en outre des aumôniers de corps d'armée et des aumôniers d'armée, lesquels sont chargés d'assurer le service du culte dans les hôpitaux d'évacuation primaire et les hôpitaux complémentaires. Mgr Sudour est affecté au G. Q. G.

Les aumôniers militaires sont *nommés* par les ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Air, mais ils sont *choisis* par la hiérarchie ecclésiastique, « dont l'autorisation est nécessaire

au candidat pour formuler sa demande ». Ces aumôniers sont traités comme des officiers ; ils reçoivent la solde d'un capitaine ayant quatre ans de grade, mais, devant être prêtre avant tout, donc l'homme de tous, aussi bien de l'officier supérieur que du simple soldat, bien qu'ils doivent observer toute la discipline militaire, ils n'ont ni rang ni grade dans la hiérarchie. En principe, ils ne doivent porter aucun galon au bonnet de police qui leur sert de coiffure ; certains chefs de corps préfèrent cependant les voir porter les trois galons de capitaine, exigent même parfois qu'ils les portent. Entre les aumôniers, il n'y a non plus aucune hiérarchie. Ils ont en général entre quarante et cinquante-huit ans, et, du point de vue militaire, ils sont dégagés de toute obligation, réformés, exemptés, mais aptes physiquement à assurer leur ministère dans les armées en campagne, ou font partie du service auxiliaire, ou appartiennent à la deuxième réserve, exceptionnellement à la première. Aucun prêtre, quelle que soit sa situation militaire, voire son grade, ne peut se faire verser dans l'aumônerie militaire sans l'autorisation de son évêque, lequel peut avoir des raisons de la refuser, car, en définitive, c'est l'autorité ecclésiastique qui, tant à l'égard de l'autorité militaire qu'à l'égard du pays, est responsable du choix du personnel de l'aumônerie militaire.

Les aumôniers militaires ne dépendent plus du service de santé, mais directement des généraux commandant les grandes unités.

Leur première tâche est de rechercher tous les prêtres mobilisés comme officiers, sous-officiers ou soldats dans les divers régiments et d'organiser avec eux le service religieux auprès des troupes. Les prêtres, soldats ou officiers, tout en étant astreints aux obligations de leur grade et à la tenue militaire, restent prêtres, nous l'avons dit, et remplissent un rôle éminemment et magnifiquement sacerdotal dans leurs régiments. Les aumôniers divisionnaires les visitent fréquemment, leur procurent ce dont ils peuvent avoir besoin pour leur ministère, leur facilitent celui-ci le cas échéant. C'est seulement en France, paraît-il, que les aumôniers militaires portent la soutane (1). Ailleurs, ils ont un uniforme d'officier. Plus

(1) Dans leur *Manuel de l'Aumônerie militaire* (Paris, Alsatia, 1939, in-12, p. 49), l'abbé de Dartein et le P. Décourt déclarent à ce sujet : « Le port de la sou-

qu'une véritable soutane, c'est d'ailleurs le plus souvent une soutanelle courte, tombant sur une culotte de cheval ou des jambières de cuir. Un ceinturon de cuir, sur la poitrine une croix d'argent suspendue p r un cordon noir et orange, une capote militaire, le casque ou le bonnet de police complètent son accoutrement.

La journée de l'aumônier divisionnaire se passe, après sa messe du matin précédée et suivie de messes de prêtres soldats qu'il sert, en conversations avec les soldats et les officiers et en visite à travers les cantonnements qui s'échelonnent souvent sur un certain nombre de kilomètres. J'en ai vu un dernièrement venu à Paris se procurer non seulement des colis de livres, mais des ballons de football, des jeux de cartes et mille objets les plus hétéroclites destinés aux dix-sept mille hommes dont il a spirituellement et moralement à s'occuper.

Il y eut dans le clergé français un grand élan, un empressement inouï vers l'aumônerie militaire. Mgr Sudour reçut beaucoup plus de demandes qu'il n'en pouvait satisfaire. Actuellement, tous les cadres sont pleins et cependant quatre cents prêtres se sont encore fait inscrire pour remplacer les aumôniers qui pourraient être malades ou défaillants pour une raison ou pour une autre.

Pendant la guerre de 1914, quatre évêques, — Mgr Ruch, alors coadjuteur de Nancy ; Mgr de Llobet, alors évêque de Gap ; Mgr Perros et Mgr Moury, vicaires apostoliques, — mobilisés avec leur classe, étaient devenus aumôniers militaires. La majorité de l'actuel épiscopat de France est constituée par d'anciens prêtres soldats, sous-officiers ou officiers, maintenant dégagés de toute obligation militaire, ou d'anciens aumôniers militaires. Dans les lettres ou les paroles qu'ils adressent aujourd'hui à leurs prêtres mobilisés, on sent tout ce qu'évoque en eux la vie aux armées. Dans la guerre pré-

tane est obligatoire ; l'autorité militaire fut obligée de le rappeler pendant la dernière guerre (celle de 1914), certains aumôniers s'en étant dispensés pour prendre un uniforme de fantaisie. Il n'y a qu'en France que ce privilège ait été consenti aux prêtres, et c'est un avantage dont tous devraient comprendre la valeur : non seulement le ministère de l'aumônier s'en trouve grandement facilité, car il n'a pas besoin de se faire connaître, mais, par sa simple présence, il rappelle à tous la religion qu'il personnifie, sans compter que, où qu'il soit, quelle que soit la situation où il se trouve, l'aumônier est toujours respecté et est lui-même obligé d'observer la tenue qui convient à un prêtre. »

sente, un seul évêque est mobilisé, Mgr Audrain, évêque auxiliaire de Versailles. Il était capitaine et a été, dès le début des hostilités, versé dans l'aumônerie militaire comme aumônier divisionnaire.

Tous les diocèses de France et presque toutes les congrégations religieuses ont tenu à avoir un ou plusieurs de leurs prêtres parmi les aumôniers militaires.

Les aumôniers militaires de la Marine, qui sont les uns (vingt) à terre, les autres (vingt-neuf) sur les navires, ne dépendent pas de Mgr Sudour, mais de l'évêque de Fréjus et Toulon, Mgr Simeone, qui a le titre officiel d'inspecteur apostolique pour le spirituel de la Flotte française et qui, étant âgé de soixante-seize ans, a, pour l'aider ou le suppléer dans cette charge, un vicaire général, Mgr Bressolles, le jeune et distingué vice-recteur de l'Institut catholique de Paris.

L'aumônerie de la Marine a été organisée à la fin de la précédente guerre, en avril 1918, à la suite d'un accord spécial conclu entre le Saint-Siège et le gouvernement de M. Clemenceau. Cette organisation a ceci de particulier que tous les clercs, prêtres ou séminaristes, qui servent dans la marine, soit comme officiers, soit comme matelots, soit comme aumôniers, ne dépendent, du point de vue spirituel, que de l'évêque de Fréjus, qui, canoniquement parlant, est ce qu'on appelle en style ecclésiastique un « ordinaire », ayant seul le pouvoir de les diriger et gouverner dans toutes les affaires qui regardent la direction et la charge des âmes.

Les aumôniers de la Marine portent, comme les aumôniers de l'armée de terre, le costume ecclésiastique. Leur croix pastorale a une ancre au milieu et le cordon auquel elle est attachée est bleu clair. Un de ces aumôniers me décrivait avec émotion et enthousiasme le spectacle des messes qu'à bord d'un croiseur il célèbre chaque dimanche, sur la plage arrière du navire, au-dessous des canons, en présence de tout l'équipage, officiers en tête.

L'aumônerie de l'Air qui, elle, dépend de Mgr Sudour, est une création si récente que les aumôniers ne sont pas encore nommés au moment où ces lignes sont écrites. Il y en aura non seulement dans les bases aériennes et les centres régionaux, mais dans les écoles de l'air et les colonies. Leur croix aura des ailes et un cordon noir et bleu.

Tous les prêtres, — officiers ou soldats, — et tous les aumôniers militaires sont unanimes pour se féliciter de l'accueil sympathique qu'ils ont reçu, tant de la part des officiers qui leur donnent les plus grandes facilités pour l'accomplissement de leur ministère, que de la part des soldats qui sont avec eux confiants et déférents. Tous sont d'accord aussi pour vanter l'état d'esprit et le moral des troupes. « Il n'est pas un soldat, si peu de culture qu'il ait, qui n'ait conscience, dans cette guerre, de faire partie d'une grande croisade spirituelle », me disait dernièrement un aumônier militaire.

Un autre, le R. P. Jésuite de Reviers de Mauny, l'ancien commissaire général du Pavillon pontifical de l'Exposition de 1937, m'écrit du front de l'Est où il se trouve avec une division normande : « Le moral de la division est magnifique. Ces Normands ont tout quitté, leurs femmes, leurs terres, leurs bêtes (!) avec un esprit de sacrifice émouvant. Ma journée se passe de l'un à l'autre à bavarder et prendre contact. Les messes du dimanche sont sincères. Hier, église comble. *Credo, O salutaris* et *Nous voulons Dieu* chantés comme au Pavillon pontifical. Les officiers sont les premiers à montrer leur foi. Pour moi, la vie est magnifique. Je suis en plein apostolat et nullement à plaindre. Si ce calme plat continue, je vais commencer des causeries religieuses et créer une salle de lecture. »

On peut affirmer que les prêtres qui se trouvent dans les armées françaises de 1939, que ce soit comme officiers, sous-officiers ou soldats ou comme aumôniers militaires, sont à la hauteur du rôle splendide qui les attend.

Parce que notre clergé de France a une spiritualité et une tenue remarquables, grâce à eux, il y aura dans la vie du soldat, si dure et si cruelle qu'elle soit, des heures lumineuses. Toujours gais compagnons, pleins d'entrain et de bonhomie, par milliers et sur tous les points du front, ils seront, aux heures sombres, l'espérance, la force et la consolation.

PAUL LESOURD.

SILHOUETTES DE GUERRE

LE GÉNÉRAL SIKORSKI

Saluons d'abord en la personne du général Sikorski un ancien collaborateur de la *Revue*, dans laquelle il a publié, en 1932, une étude sur la campagne allemande pour la revision du Traité de Versailles, avec des prévisions pessimistes que l'avenir ne devait malheureusement que trop confirmer.

Dès cette époque, le général Sikorski, qui décrivait les diverses phases par lesquelles était passée cette question redoutable, ne gardait aucune illusion sur son issue fatale pour l'avenir de la Pologne. Lorsque le Reich aurait créé sur le plan international toute l'agitation possible au sujet du Corridor polonais et de Dantzig, le traité lui-même serait mis en cause, finalement l'Allemagne en viendrait au suprême argument, l'appel à la force des armes. Quelle serait alors l'attitude de la Pologne dans cette tragique opposition entre l'« espace vital » réclamé par l'Allemagne et l'artère vitale que représentent pour la Pologne le Corridor et Dantzig ? Voici quelle a été, en 1932, la réponse du général Sikorski :

« Pour la Pologne, la question ne se pose pas et ne se posera jamais. Quoiqu'elle soit ardemment pacifique, — elle en a donné mainte preuve au cours de ces dix dernières années, — la Pologne se soulèverait jusqu'au dernier homme et ne se laisserait pas mutiler impunément.

« Mais, tandis qu'elle lutterait pour sa propre existence, pour son indépendance et son intégrité nationales, l'Allemagne, elle, agissant conformément d'ailleurs à une tradition

d'impérialisme agressif qui se perpétue sans changement depuis que la Prusse l'entraîne dans sa destinée, ne cherait qu'à franchir la première étape décisive vers une hégémonie européenne. Il faut l'aveuglement de ceux pour qui les leçons de l'histoire et les faits le mieux démontrés ne comptent pas pour supposer qu'elle limiterait ses ambitions et s'arrêterait en si beau chemin. »

On ne saurait être plus tristement prophète en son pays, car c'est là tout le drame qui vient de se dérouler en quelques semaines, au centre duquel se trouve aujourd'hui le général Sikorski, chargé, comme chef de l'État et des armées, de refaire, aux côtés des Alliés, une Pologne libre, hors de l'emprise allemande et de la contagion bolchévique.

* * *

Le général Ladislas-Eugène Sikorski est né le 20 juin 1881 à Tuszow, près de Sandomir. Après avoir terminé ses classes secondaires, il s'inscrivit à l'École polytechnique de Lwow et obtint le diplôme d'ingénieur en 1907. Il fit ensuite ses études militaires à l'École des officiers de Vienne, puis occupa un poste d'ingénieur des Ponts et Chaussées dans l'administration autrichienne, tout en devenant l'un des principaux organisateurs du mouvement militaire clandestin dans l'ancienne Pologne d'Autriche. Comme la jeunesse ardente de cette époque, il pressentait que l'heure de la délivrance était proche et il s'y préparait, sans souci de sa propre sécurité, car la répression était dure.

Pour marquer les grandes lignes de la carrière du général, il suffit de rappeler qu'au début de la guerre de 1914 il dirige le département militaire du Comité national de Cracovie et organise les légions polonaises, formées sur l'initiative de Joseph Pilsudski. Ainsi, ces deux compagnons d'armes préparaient déjà sous l'occupation ennemie la libération du territoire polonais, pressentant de quel côté viendrait la victoire.

A partir de 1918, Sikorski, comme colonel, prend une part active à la défense de Lwow et, en divers combats, il s'affirme comme chef, avec des talents stratégiques de premier ordre, dans la dernière phase de la guerre qui précéda la défaite de l'Allemagne. Mais, pour la Pologne, la guerre était

loin de finir, car la Russie, qui avait lâchement abandonné ses alliés par le traité de Brest-Litowsk, ne voulait pas faire figure de vaincue en rentrant dans ses frontières de Puissance asiatique.

C'est alors qu'éclata la guerre polono-soviétique, au cours de laquelle ce jeune général de trente-huit ans prit le commandement de la 5e Armée, dont le rôle fut décisif, car elle avait la lourde tâche d'arrêter la marche de l'armée rouge sur Varsovie. Dans ces opérations qui décidèrent du sort de la Pologne, Sikorski joua l'un des principaux rôles. Soutenant le choc de l'armée du maréchal Toukhatchewski, il l'immobilisa durant un temps suffisant afin de permettre à Pilsudski de la tourner pour l'encercler, et finalement dégager Varsovie.

Le général Weygand, qui assistait à cette manœuvre, pourrait témoigner que le moment décisif de la bataille de Varsovie fut celui où Sikorski, qui tenait tête à des forces bien supérieures, arriva à l'état-major de Pilsudski pour apporter tous les renseignements stratégiques sur la position de l'ennemi, fixant le point où il fallait frapper. Le coup sur Varsovie était manqué, et il ne restait à l'armée de Toukhatchewski d'autre voie que la retraite, pour éviter le désastre.

Bien d'autres détails pourraient être donnés sur cette action militaire qui, après la bataille de Varsovie, se poursuivit sur le front de Volhynie, où l'armée rouge subit un nouvel échec. La part du général Sikorski dans cette série de victoires ne lui fut point discutée, car nous le retrouvons à la fin de cette guerre, en 1921, chef d'État-major général, avec charge d'organiser l'armée polonaise suivant les conceptions techniques et stratégiques d'un chef victorieux, ayant commandé devant l'ennemi.

* * *

C'est maintenant sur un autre terrain qu'il faut suivre le général Sikorski, dont les qualités de chef devaient aussi s'exercer dans des fonctions gouvernementales, qu'il n'avait d'ailleurs nullement recherchées. Après la mort tragique du premier président de la République, M. Gabriel Narutowicz, en novembre 1922, le général Sikorski est nommé, en pleine crise, chef du gouvernement et prend, avec la présidence du Conseil, le portefeuille de ministre de l'Intérieur. Il rétablit

l'ordre, préserve la Pologne de toute secousse politique; la vie de la nation redevient normale en quelques semaines. C'est dans ces heures si difficiles pour son pays renaissant qu'il donna la mesure de ses capacités d'homme d'État. Il obtint notamment, le 14 mars 1923, avec le concours du ministre des Affaires étrangères, le comte Skrzynski, la reconnaissance des frontières orientales de la Pologne par la Conférence des ambassadeurs à Paris.

Comme ministre de la Guerre, il pose les bases, en 1924-1925, de l'organisation définitive de l'armée polonaise, qui atteint un haut niveau technique, mis en évidence par les manœuvres générales de l'été de 1925 et reconnu pour la première fois par les missions étrangères qui assistaient à ces manœuvres; à la tête de ces missions se trouvaient de grands chefs militaires de l'Europe, les généraux Gouraud, Ironside et Graziani.

Dans sa conduite de la politique extérieure, le général Sikorski n'a jamais cherché à la faire osciller, suivant les circonstances, entre la France, l'Allemagne ou la Russie. Il avait pour but immédiat, — fidèle à l'alliance avec la France, — de créer une forte armature militaire à son pays. Il concevait, bien avant les événements de ces dernières années, la formation d'un bloc des nations de l'Europe centrale et orientale, qui devait servir de barrière aux éventuels empiétements de l'Allemagne ou de la Russie. C'était une politique dont les circonstances, depuis lors, ont démontré la justesse.

La différence des conceptions et des méthodes n'a jamais exclu la haute estime, le respect que professaient l'un pour l'autre le maréchal Pilsudski et le général Sikorski. Mais ce que celui-ci n'acceptait pas, c'était de prendre rang dans le parti qui lui succéda au pouvoir, dont les tendances en politique intérieure et extérieure ne s'accordaient plus avec tout ce qu'il avait appris, tout ce qu'il voyait et redoutait pour l'avenir de son pays, en patriote clairvoyant.

Retiré de la politique, il a cependant fait entendre sa voix lorsque la France a signé le pacte avec la Russie, pressentant bien ce qu'on pouvait attendre d'un pareil rapprochement.

C'est en 1926 que le général Sikorski quitte le pouvoir pour reprendre des fonctions militaires qui ne devaient être que de courte durée. Il est nommé commandant de la

région militaire de Lwow, poste qu'il occupe jusqu'en 1928. A cette date il est placé en disponibilité. C'est alors que, pour servir son pays sous une autre forme, il se consacre à l'étude des grands problèmes militaires et fait paraître une série d'importants ouvrages qui, traduits en plusieurs langues, valent à leur auteur une solide renommée d'écrivain militaire (1).

Dans la préface du livre sur *la Campagne polono-russe de* 1920, le maréchal Foch trace un saisissant tableau de ce que fut la résistance polonaise dans l'attaque sur Varsovie, et montre par quelle habile manœuvre l'armée de Sikorski parvint à couper le mouvement enveloppant des Russes et à y jeter un complet désarroi.

Dans la préface du livre *la Guerre moderne*, le maréchal Pétain loue l'auteur de ce que, loin de se rallier à certaines théories racistes qui représentent la guerre comme une fatale nécessité pour le genre humain, le général Sikorski s'applique au contraire à rechercher d'une façon réaliste les moyens propres à maintenir l'état de paix. Ce qui est plus flatteur encore, il considère qu'il est éminemment représentatif de cette Pologne dont la mission dans l'histoire fut toujours de défendre les valeurs qui sont à la base même de la civilisation occidentale.

De cette haute conscience du général Sikorski nous avons une autre preuve dans une énergique déclaration que celui-ci opposa à la solution que l'Allemagne entendait donner à la brûlante question du Corridor polonais. Le Reich offrait, en 1932, de la régler tout simplement en invitant la Pologne à s'annexer par compensation Memel et la Lithuanie. A cette proposition le grand écrivain militaire fit une noble réponse, conforme à toutes les traditions polonaises : « Que signifie cette façon de faire bon marché de l'indépendance d'un État dont l'autonomie a été reconnue par les traités ? »

* * *

Nous voici maintenant au 1er septembre 1939. La Pologne subit le choc d'une invasion depuis longtemps préparée par l'Allemagne et pour laquelle celle-ci cherchait un prétexte

(1) *La Campagne polono-russe de* 1920, préface du maréchal Foch (Payot). — *Le Problème de la paix*, préface de M. Paul Painlevé (Ed. de la Vie latine). — *La Guerre moderne*, préface du maréchal Pétain (Berger-Levrault).

d'intervention que son adversaire se refusait à lui fournir par une mobilisation prématurée.

Le général Sikorski offre immédiatement ses services au gouvernement polonais et cherche à rejoindre sur le front des armées le maréchal Rydz-Smigly. Celui-ci ne manifeste aucune impatience de s'assurer le concours du général Sikorski, dont il ne pouvait cependant récuser la compétence, la valeur technique, les talents. L'entrée en guerre des Russes rendit du reste toute résistance impossible. Le général Sikorski, après une dernière tentative pour employer sa science militaire et son dévouement patriotique, dut se retirer en Roumanie, avec la rage dans le cœur pour n'avoir pu servir son pays en cette glorieuse mais lamentable épreuve.

Là encore, les événements ont confirmé une déclaration faite quelques mois avant la guerre à des collègues de l'armée française, suivant laquelle le général Sikorski estimait indispensable à la Pologne l'appui de la Russie pour le ravitaillement en munitions, mais affirmait que tout était préférable à l'entrée des troupes rouges sur le territoire de son pays.

Si le général Sikorski n'a pu servir comme chef d'armée et se joindre aux héroïques défenseurs de Varsovie, un autre rôle lui était réservé pour le salut de la Pologne. Le haut commandement, en la personne du maréchal Rydz-Smigly, et le gouvernement, représenté par le président de la République et ses ministres, s'étant réfugiés en Roumanie, ne pouvaient assumer les responsabilités du pouvoir lorsque tout était à refaire sur les ruines d'un passé tragique. Tout était perdu, fors l'honneur !

Le président de la République, M. Moscicki, eut le mérite de comprendre qu'il n'était plus l'homme de cette situation nouvelle, et il usa des pouvoirs que lui donnait la Constitution pour nommer président de la République le président du Sénat, M. Raczkiewicz. Celui-ci, à son tour, dégagé des influences et des tendances politiques qui avaient pesé sur les décisions du précédent gouvernement, se tourna aussitôt vers l'homme qui avait été écarté par les partis au pouvoir, alors qu'il n'avait que trop prévu les événements. C'est dans ces conditions que le général Sikorski accepta tout à la fois le commandement en chef de l'armée formée en France et la présidence du gouvernement polonais, attestant

ainsi que la Pologne ne vivait plus que pour combattre à nos côtés et pour renaître dans ses anciennes frontières.

*
* *

Le programme du général Sikorski tient en quelques mots dans sa proclamation de président du Conseil :

« Mon gouvernement est un cabinet de guerre et d'union. Il s'assigne pour tâche essentielle de former sans tarder une armée polonaise, afin de continuer, avec ses grands Alliés et jusqu'à la victoire, la lutte de la civilisation contre la barbarie. »

Après avoir dit, comme Clemenceau : « Je fais la guerre », le général Sikorski se place sur un plus vaste plan, celui de l'ordre futur européen, où chaque État, petit ou grand, devra vivre libre. Puis il ajoute :

« Je n'ai pas la prétention de définir ici en quelques mots ce que nous attendons. Il est clair cependant qu'il faut libérer le monde de la menace continuelle de la guerre et du lourd fardeau des armements qu'elle entraîne. Il faut refaire une Europe viable où toutes les nations actuellement opprimées par l'Allemagne ou la Russie, telles que la Pologne et la Tchécoslovaquie, trouveront à la fois leur pleine indépendance et la sécurité. »

Il est à remarquer ici que le général Sikorski cite la Tchécoslovaquie à côté de la Pologne, et cela aussi est tout un programme qui contredit, pour ne pas dire plus, l'attitude du précédent gouvernement polonais, lors de l'occupation par l'Allemagne de la Tchécoslovaquie. Le général Sikorski a compris cette leçon du passé.

Quel que soit le désir de tous de pénétrer l'avenir et de prévoir l'issue de cette guerre, on comprendra que le général Sikorski ne puisse fournir, jusqu'à nouvel ordre, que des vues générales et doive rester dans la plus grande réserve sur ses plans de guerre ou de paix. La tâche immédiate qui s'offre à lui est de créer son armée et de la mettre en mouvement, non pas en dispersant ses troupes dans d'autres formations, mais en les réunissant en un groupe autonome, homogène, qui aura sa vie propre, auprès des armées françaises et anglaises.

De même, le chef de l'État polonais doit maintenir et faire fonctionner un gouvernement fortement constitué, avec tous ses rouages, avec sa diplomatie, car ce gouvernement

a été reconnu non seulement par les Alliés, mais encore par le plus important des neutres, les États-Unis, après le beau geste spontané du Président Roosevelt. C'est cet État, cette diplomatie, cette armée qui font partie intégrante de la coalition contre l'Allemagne, et, au jour proche ou lointain de l'issue victorieuse, dicteront leurs conditions dans le traité de paix.

Pour la Pologne, qui n'a qu'une revendication à présenter, celle de revivre dans ses limites naturelles et d'assurer sa sécurité définitive, il n'y a pas d'autre problème à résoudre que de réadapter au sol natal tout ce qui aura continué à fonctionner sur le sol étranger. Ceci n'est pas un rêve, mais le but de guerre d'une Pologne qui n'a pas disparu de la carte d'Europe, comme l'a proclamé Hitler.

Il nous suffira d'ajouter que le général Sikorski, si représentatif qu'il soit des qualités de sa race, est en même temps un type de soldat que la France ne peut méconnaître. Sa conception politique, fondée sur l'alliance française, lui a valu dans son pays l'épithète d'« Occidental ». Retenons-la aujourd'hui comme un éloge, car la bataille qui se livre maintenant, c'est bien la lutte de l'Occident civilisé contre le déchaînement de la barbarie germano-bolchéviste, dont la Pologne vient d'être la victime.

Pour le général Sikorski, le drame de la Pologne qui subit aujourd'hui, dans un double martyre, l'oppression allemande et le poison bolchévique, ne se joue pas sur une carte géographique, autour d'une simple question de frontières. Comme au temps de la lutte suprême de Sobieski contre les Turcs, c'est l'avenir de la chrétienté, la cause de la civilisation humaine et chrétienne qui est en jeu, avec tout ce qu'elle renferme de haute culture millénaire, d'humanité et de justice. Cette conscience de la grandeur du rôle de la Pologne, dans une véritable croisade contre les deux Puissances de proie, est la pensée inspiratrice de tous les sacrifices chez un peuple qui ne veut pas mourir.

MAURICE LEWANDOWSKI.

AVIATEURS DE FRANCE 1939

Chères ailes françaises, votre nom seul suffisait à évoquer, il y a quelques mois, la jeunesse, l'entrain de nos dernières générations, la conviction, l'héroïsme des aînées, de celles qui avaient « fait » l'autre guerre. Ces deux simples mots semblaient flotter dans le vent des terrains, sous le soleil qui fait miroiter carlingues et hélices, dans notre ciel bleu tout franc, tout clair.

Un homme, un monstre plutôt, a tout changé. L'air est devenu un champ de batailles ; les grands terrains abandonnés par prudence sont des déserts d'où s'est retirée la vie ; notre flotte est allée se cacher, éparse dans la nature... Les « anciens » mènent dans les états-majors la nouvelle guerre aérienne où se multiplient les rôles de l'aviation, guerre savante, complexe, guerre de matériel et d'usines autant que guerre d'équipages. Les jeunes, les exécutants, ont spontanément troqué l'insouciance pour la gravité qui convient aux défenseurs du ciel de France. Un vaste mimétisme s'est imposé, adaptant choses et gens de l'air au poids de cet angoissant automne.

* * *

Un grand chef, un vrai, préside à nos destinées aériennes, le plus capable de mener au combat une armée difficile, délicate à manier... Son nom est sur toutes les lèvres ; tous les aviateurs le connaissent : « Un des plus beaux carnets de vol de la guerre 1914-1918 » ; le pilote sans défaillance de la Croisière noire ; le chef d'état-major général de l'armée de l'Air, devenu, le 2 septembre, « général commandant en chef des Forces aériennes » ; plus simplement le général Vuillemin,

dans lequel chacun retrouve inchangé, au gré de ses souvenirs, sous la seule réserve du nombre des galons et des étoiles, le capitaine, le commandant ou le colonel Vuillemin.

Il a toujours aimé et compris « ses aviateurs », autant qu'il aimait l'aviation. Et, devenu le chef suprême de tous, il fonde aujourd'hui sa très grande autorité autant sur ses qualités militaires de commandement que sur ses qualités d'homme : admirable équilibre, lucidité, solidité du jugement. Ceux dont les yeux ont croisé une fois son clair regard ne l'oublient pas. Son accueil, pour être totalement dépourvu de faste et de convention, est marqué d'une dignité qui en impose. Ce général, en qui s'incarnent la bonté, la loyauté, la simplicité, devient, si les circonstances le veulent, « sévère, mais juste », comme les sages. Il exige, et il obtient autant par sa fermeté que par son cœur. Ménager de ses troupes, qu'il n'a exposées et n'exposera qu'à bon escient, il en connaît cependant les magnifiques ressources. Il leur étend sa modestie et est gêné par l'éloge qu'on en ferait comme il le serait par le sien propre

L'armée de l'Air, à tous les degrés, sent qu'elle a trouvé son chef, celui qui peut lui demander les sacrifices extrêmes. Elle lui rend son affection, l'aime comme un père et l'entoure d'un mélange de respect et d'admiration.

Pour connaître cette armée, il faut aller près d'elle, au voisinage du front, sur les terrains de guerre où elle s'est installée pour être plus rapide dans ses diverses interventions : renseignement (« reconnaissance » pour les buts lointains, ou « observation » pour les abords des lignes), chasse et aussi bombardement. Quelques heures passées aux postes de commandement, des conversations de popote, un tour aux terrains, et vous gagnez la confiance des aviateurs, dès qu'ils se sentent compris par un camarade, avec ou sans galon.

D'abord ils vous paraîtront différents par leurs fonctions, par leurs grades, leurs âges, leurs origines. Le chasseur, encore frémissant du duel d'homme à homme où il a mis toutes ses forces vives, ne songe, même au sol, qu'au combat

individuel, alors que les hommes du renseignement parlent « équipage » et « mission ». L'observateur, officier détaché d'une autre arme, méthodique, pondéré, semble aussi loin de son jeune mitrailleur, assez timide débutant, quelque peu ému du baptême du feu, que du sous-officier pilote, chevronné et rechevronné qui, à défaut des mitrailleuses boches, a du moins connu depuis longtemps tous les « barouds » aériens, tempête, nuit, brouillard, givre, et apporte à l'équipage son expérience blasée de vieux routier de l'air.

Et cependant, au fond, ils sont bien pareils, marqués du même signe, unis par cette religion de l'air qui demande à chacun la même foi, presque le même fanatisme.

Chez tous se remarque d'abord une égale simplicité, une égale horreur du « bobard ». L'enflure et l'exagération leur sont odieuses. Pour eux la réalité est tragique, mais simple. La vérité est leur élément, au même titre que la mort qui les frôle sans cesse. Aussi la brièveté des rapports officiels leur suffit. Ils souffrent en revanche de ces récits où ils sont défigurés, trahis par les excès d'un reportage à la poursuite de détails mélodramatiques.

Chez tous aussi, le subit abandon des fantaisies d'allure et de vêtements qui leur valaient, au temps heureux de la « prétendue » paix, bien des succès comme bien des jalousies. Où sont passés le coquet et désinvolte élève pilote, le bel officier aviateur pour lequel des visages se retournaient aux bars des Champs-Élysées ? Où sont les casquettes trop penchées sur l'oreille ? Les larges pantalons au pli impeccable, les cols blancs et les manchettes fines ?

dans l'humidité et déjà la boue, officiers, équipages, mécaniciens, « rampants » veillent sans se lasser et préparent les sorties. L'un après l'autre ils émergent de la futaie, la démarche alourdie par leurs grosses bottes de caoutchouc noir ou beige (Où sont les bottes « aviateur » de 1917, alors symbole de l'élégance et de l'arrière ?), le buste épaissi de chandails que recouvre un imperméable, des écharpes enroulées sans art, et tout un aspect d'hommes des bois que viennent seules démentir des casquettes aux

galons dédorés ; les mains rouges de froid, abîmées par les soins à donner aux machines ; les teints hâlés, les traits tendus, et les visages barbus. Barbes imposées par la précarité des installations, barbes si imprévues sur ces joues habituées à la lame qui rase de près, barbes si amusantes par les contrastes qu'elles offrent. On a dit qu'elles donnaient à ces jeunes hommes des ressemblances avec les portraits du Titien ou du Greco ; à nos yeux elles évoquent plus simplement des étudiants de jadis, — avec la Bohême en moins, — et cette satisfaction d'échapper à la banalité par un détail de toilette qui constitue en même temps l'économie d'un effort. Dans une escadrille de chasse, sur le terrain de ..., le port de ce viril attribut est si répandu que l'escadrille est dite « escadrille des barbus » et présente une collection de favoris, « boucs » et colliers.

Que dire de leurs installations ?

Ces abris, ces cagnas de septembre et octobre 1939 attendrissent le revenant de 1914 ; il retrouve chez leurs bâtisseurs les mêmes fiertés puériles et les mêmes insuffisances dont il fit preuve lui-même il y a vingt-cinq ans. Tout cela est d'un sommaire, d'un précaire touchants. On voudrait cependant pouvoir assurer que la première pluie n'inondera pas le sol de l'abri sans pente, que le premier feu n'enfumera pas le P. C. sans tirage suffisant, que le vent n'enlèvera pas ce toit de mottes et de feuillages... Mais tout cela n'est rien puisque règne la bonne humeur. Un poste usé de T. S. F. donne quelques nouvelles, le téléphone de campagne fonctionne tant bien que mal sur la table qui moisit, les châssis huilés arrêtent la pluie, un disque de phono tourne dans une cambuse baptisée « Villa des sans-amour » ; de joyeux cuistots préparent le café ; et l'on espère que les lettres ne mettront plus dix jours pour parvenir à leurs destinataires.

Au surplus l'on n'a guère le temps de s'ennuyer; il faut soigner les appareils, protéger les « zincs » et les entretenir comme des enfants qu'on aime.

Une ballade autour des « taxis » de l'escadrille s'impose...

Ils voisinent, pacifiques et débonnaires, comme de grands jouets abandonnés, avec les charrues et les carrioles ; les poules picorent à l'entour ; les chiens se familiarisent avec ces nouveaux hôtes qui, dans un instant, sur un ordre reçu de l'armée ou du corps d'armée, s'envoleront pour la défense de tous les autres villages de France.

Mais en attendant ils restent tapis, confondus avec le sol et la forêt, invisibles de l'observateur

qui doit, même s'il connaît leur emplacement, faire effort pour les retrouver : il repère d'abord un gros museau de métal, puis, de-ci de là, sans ordre, une hélice, une plaque de mica, l'extrémité d'un plan, et il les devine plutôt qu'il ne les voit.

Dans une unité de grande reconnaissance ou d'observation, c'est autour de la salle de renseignements que tout gravite. On y travaille en commun, et tous exploitent, en une merveilleuse entente, les résultats obtenus par chacun. Dans la fumée des pipes, les tenues sombres des aviateurs se mêlent aux uniformes variés des officiers observateurs ; les calques sont étalés sur des tables de bois blanc ; aux murs, des cartes à toutes les échelles sont sillonnées des fils multicolores qui jalonnent les itinéraires des missions, et criblées des petits disques signalant les terrains occupés. On se penche sur les schémas de la ligne Siegfried, sur les plans des organisations de la D. C. A. ennemie et de ses projecteurs ; on commente, on examine ; on compare sur les dernières photos les progrès réalisés par l'ennemi depuis la veille dans la construction des ponts de bateaux

; on étudie les nouveaux axes de tir que semblent révéler les clichés pris à basse altitude de l'ouvrage Z en béton. Grâce aux indications du pilote et aux repères des plans directeurs on assemble les épreuves qui viennent d'être tirées, et ce n'est pas une mince besogne, quand la mission a pénétré de plusieurs centaines de kilomètres en territoire ennemi ; qu'elle a franchi le Rhin en deux points

qu'elle a poussé jusqu'au cœur de l'Allemagne, et qu'elle

rapporte cent soixante-huit clichés de son entrée à sa sortie des irréelles frontières aériennes. Quand l'assemblage sera terminé, la collection, munie de son numéro, de sa date et de son pedigree, quittera le P. C. de la formation pour être soumise aux savantes études des états-majors et à une exploitation quasi-microscopique. Mais l'honneur de telle ou telle fructueuse mission reste à l'escadrille ; aussi chacun travaille-t-il de son mieux à la présentation des résultats.

Chez les chasseurs l'âme est au poste de commandement. Celui-ci est installé dans le hangar mal clos d'une usine abandonnée ; aux murs sont déjà accrochés des trophées de combats aériens ; une lourde pièce du haubanage d'un Messerschmitt, transformée en presse-papier, écrase les comptes rendus. Un autre fonctionne dans une tente, le lieutenant y a rassemblé ses pilotes ; assis sur leurs talons, sur des bancs de fortune ou sur un coin de table, ils sont groupés en cercle comme pour une veillée d'autrefois. Un grand calme règne ; seul l'officier parle, d'une voie contenue ; il raconte la vie de l'escadrille, son déroulement quotidien, posément, sans phrases ; il lit des extraits du journal d'opérations ; il blague tel ou tel, il plaisante le dernier venu, . Et quelque chose passe sur ces jeunes têtes attentives, penchées, quelque chose comme un souffle d'amitié, de communauté, d'égalité devant le devoir et le danger...

Ainsi, de place en place, d'heure en heure, à la faveur de ces intimités, les souvenirs envahissent les mémoires, les récits viennent aux lèvres, tout simples et unis, sans épithètes, voilés de réserve et de discrétion.

Dans les fourrés humides de X... le lieutenant ... a convoqué, par quelques mots qui créent tout de suite l'atmosphère, tous ceux de son escadrille « qui avaient vu du Boche » ; et ce fut le plus pittoresque des alignements : grands et petits, gros et minces, jeunes ou mûrs, disparates comme les pays d'où ils venaient, mais tous porteurs du mystérieux signe français. Puis, sur un second appel, on vit

sortir de ce rang la quintessence, le fin du fin, « ceux qui avaient abattu du Boche ». Et ils écoutèrent, mi-satisfaits, mi-bougons, le récit, fait par d'autres, d'exploits qu'ils jugeaient d'une extrême simplicité. Un seul s'emballa quelque peu, un jeune qui, fort d'une expérience toute fraîche, se plaignait des « sales habitudes que prend le Boche ». Et il expliquait comment il sauva son adjudant, attaqué par derrière par un Messerschmitt qu'il abattit net, tandis qu'à son tour, pris de la même façon, il échappait à son poursuivant par une brusque chandelle de son souple Curtiss. A côté se tient le jeune sergent ... qui, abattu par un Messerschmitt, le 26 septembre, sauta en parachute de son appareil en flammes, rejoignit le soir même sa formation et reprit l'air le surlendemain pour « descendre » à son tour un avion allemand ; son manteau de cuir cache la Médaille militaire que le ministre de l'Air était venu lui remettre quelques jours auparavant.

A M... il fallut presque extraire de force de son cantonnement, pour le présenter au général W..., ce modeste lieutenant ..., qui portait encore, à défaut d'un pantalon par trop mutilé par le combat, une vareuse déchiquetée par les balles, et qui ne songeait qu'à s'excuser « d'avoir peut-être élargi la mission dont il était chargé ».

Ce calme pilote qui, l'an dernier, nous conduisait dans la paix du ciel vosgien, au-dessus de Gérardmer, et que nous retrouvons avec joie sur le terrain de ..., attendit l'instant de la séparation pour nous confier qu'il avait effectué en un mois dix grandes reconnaissances, et qu'il repartait dans une heure avec le Potez que l'on préparait là-bas ; il le piloterait d'ailleurs pour la première fois, le « sien », le vrai sien ayant été atteint par plusieurs balles l'avant-veille et se trouvant en convalescence au parc de N...

Un sous-lieutenant au groupe ..., dut arracher, bribe par bribe, à un équipage atteint de quasi mutisme, le récit d'une incroyable randonnée , jusqu'à des centaines de kilomètres des lignes ; c'était par une nuit très claire ; on volait bas, à 80 et 100 mètres ; on comptait les wagons dans les gares, les fourgons sur les routes ; des portes s'ouvraient dans les villages, « un rais de lumière, un paysan sortait, sa femme, un chien... » ; tout semblait bien calme quand subitement le Bloch, — celui-là même contre

lequel s'adosse en cet instant le pilote, — « le taxi de l'aventure » est pris par un projecteur situé sur le plateau et va être livré au tir de la D. C. A... Un seul moyen de salut : plonger plus bas dans la vallée pour échapper au faisceau lumineux qui ne peut y descendre. Et alors commence une extraordinaire partie de cache-cache nocturne ; chaque fois que l'avion veut s'élever de son étroit chenal, il est pris par les impitoyables rayons. Il replonge et poursuit sa mission jusqu'au bout, à ras du sol.

Une seule fois nous entendîmes le ton se hausser. On parlait de courage admirable, voire d'héroïsme ; le commandant ..., le visage balafré d'une cicatrice de 1914, s'exaltait en citant le sous-lieutenant Jean B..., jeune polytechnicien observateur, « un type magnifique, un as, un cran merveilleux ». Nous le cherchions vainement des yeux, mais... il était à l'hôpital de D. avec quatre éclats dans le crâne et une grave blessure à la jambe. Et le bon commandant s'autorisait de cette absence pour continuer son éloge : « Quand on le releva, parmi les débris de l'avion, il ne songea qu'à dire que sa mission photo était bonne jusqu'à la plaque 46, et son dernier geste, sur le brancard qui l'emportait, était pour nous saluer militairement. »

Les récits que se plaît surtout à raconter cette jeunesse, ce sont ses jeux, ses manœuvres habiles où elle conspire avec la nature amie pour abuser l'adversaire, « ce bon vieux soleil dans lequel on se planque pour échapper au Boche aveuglé », ces ouates providentielles des nuages où se cacha le sous-lieutenant ... quand, après avoir jeté ses tracts aux soldats des casernes de B... et aux Rhénans stupéfaits, de quarante mètres de haut, « comme d'un balcon », il dut se dérober à la chasse ennemie alertée contre lui.

Mais la plus pure impression nous fut donnée le jour où le lieutenant ..., distingué, réservé, un peu sec, décomptait les succès de son escadrille, en citant et présentant les vainqueurs : adjudant A., un avion abattu ; sergent-chef B., deux ; sergent-chef C., deux, etc. Quand le palmarès fut terminé, un silence se fit et se prolongea, les pilotes se regardaient avec une sorte de gêne dont le sens nous échappait et qui pesait sur tous. Alors, d'une voix discrète, le lieutenant ... ajouta : « Et moi, un abattu, et certain. » Et chacun respira ;

tout ce qui devait être dit avait été dit. La vraie fraternité des armes régnait, celle qu'on ne connaît pas de l'autre côté du front.

*
* *

Tels sont les hommes qui veillent sur notre ciel, jour et nuit, sans relâche, par tous les temps. Ils ne parlent jamais des dangers de leur tâche, des difficultés du pilotage sans visibilité, de l'épuisement physique, d'une D. C. A. active qui les guette sur tous les itinéraires de nos explorations aériennes.

Les hommes du renseignement sont fiers d'être « les yeux du commandement ». Et si ce commandement demande quinze à vingt reconnaissances parfois en vingt-quatre heures, — missions de jour ou missions de nuit, missions à vue, missions photo, missions sur les lignes, missions de pénétration profonde, — on fait les quinze à vingt reconnaissances. On vole à 50 mètres d'altitude ou on vole à 8 000, on vole en P. S. V., mais on passe, et l'on rapporte les renseignements.

Ceux de la chasse, habitués à patrouiller à plus de 500 kilomètres à l'heure, trouvent tout naturel de faire du piqué à 700 ; ils savent que si, en quelques secondes, ils peuvent arroser l'adversaire d'une gerbe de mille balles de mitrailleuses, celui-ci est armé pour une riposte semblable ; mais ils savent aussi, par une prompte expérience, que leur Morane ou leur Curtiss se redresse en un instant, plus facilement et plus vite que l'allemand.

Derrière eux, les officiers et pilotes, provisoirement affectés loin des armées, réclament une affectation, qui à un groupe d'observation, qui à une escadrille de chasse ; plus loin les élèves s'entraînent sur les pistes de nos écoles, tandis que, chaque jour, une jeunesse ardente afflue au ministère pour s'informer des conditions d'admission dans l'armée de l'Air.

René Giscard d'Estaing.

LA DESTRUCTION DES SOUS-MARINS

En mer... novembre 1939.

M. Winston Churchill a déclaré que les Alliés coulaient de deux à quatre sous-marins par semaine. Dans un seul jour, le vendredi 13 octobre, le premier lord de l'Amirauté considérait comme certain que quatre sous-marins allemands avaient été anéantis, dont deux des plus grands et des plus récents submersibles germaniques. Enfin l'Amirauté française vient de donner comme officielle la destruction de vingt-trois submersibles ennemis. Comment avons-nous obtenu ces résultats ? Rien de mieux pour le savoir que d'embarquer à bord d'un patrouilleur. Nous sommes reconnaissants à l'amiral Darlan et au ministre, M. Campinchi, de nous en avoir facilité les moyens.

Présentons d'abord, le submersible. C'est un navire amphibie qui possède le privilège de naviguer en surface, à l'aide de moteurs à combustion interne du type Diesel, et en plongée, grâce aux accumulateurs, accumulateurs au plomb ou au cadmium-nickel. Les Allemands ont annoncé qu'ils avaient pu remplacer les accumulateurs par un mode de propulsion en plongée à l'aide d'un gaz obtenu par une décomposition électrolytique de l'eau de mer. Nous attendrons d'être fixés sur l'efficacité de ce procédé.

Toutefois, contrairement à ce qu'on suppose, la navigation en surface est le procédé normal de marche d'un sous-marin. La disparition de la surface s'effectue en purgeant l'air des ballasts qui assurent la flottabilité du navire, ce qui permet l'entrée de l'eau de mer.

Les Allemands possédaient en 1918 des submersibles de 1930 tonnes en surface (les 139 et 141), la plupart de leurs unités dépassaient 800 tonnes (type 105 à 114) ; les 117 à 121 notamment déplaçaient 1 160 tonnes ; les 135 à 138, 1 180 tonnes. La flotte germanique ne comptait alors dans ses rangs aucune unité inférieure à 500 tonnes. Aujourd'hui, nos ennemis entrent en guerre avec vingt-huit petits sous-marins de 250 tonnes, sans rayon d'action ; le tonnage moyen de leurs unités n'est que de 400 tonnes environ. Quant à la vitesse moyenne elle était en 1914 de 16 nœuds en surface et de 8 nœuds en plongée. A l'heure actuelle, le sous-marin de 250 tonnes ne dépasse pas 7 nœuds en plongée et 13 nœuds en surface. Ce qui a changé cependant, ce sont les appareils auxiliaires : appareils de visée, périscopes, dispositifs d'attaque et de détection qui permettent aux Allemands d'attaquer dans de meilleures conditions qu'en 1918. Enfin, leurs torpilles, comme les récents événements se sont chargés de le montrer, sont plus efficaces et plus rapides qu'il y a vingt ans. Leur diamètre est passé de 500 à 533 millimètres.

N'empêche que le sous-marin porte en lui une tare congénitale : sa vulnérabilité qui tient à plusieurs causes. D'abord à la complexité et la fragilité de ses organes de navigation, notamment de ses gouvernails de plongée qui l'obligent, à la moindre avarie, à remonter à la surface. Puis à son manque de stabilité en plongée, étant donné que, dans cette position, il doit y avoir un équilibre parfait entre la poussée d'Archimède et le poids du navire. La moindre rupture de cet équilibre contraint le submersible à remonter. Enfin et surtout, si le sous-marin est dans une position instable en plongée, il est extrêmement vulnérable en surface à cause de son manque de flottabilité et aussi du fait de sa construction. Le sous-marin, en effet, est formé d'une coque intérieure résistante, capable de supporter la pression d'une immersion en profondeur de 80 à 100 mètres, soit de 8 à 10 kilogrammes par centimètre carré, et d'une coque extérieure en tôle légère constituée par les ballasts, destinés à être remplis d'eau de mer afin de permettre au submersible de plonger. La moindre déchirure dans cette coque risque de déterminer la perte du navire.

Voilà les raisons pour lesquelles les sous-marins deviennent

une proie facile dans certaines circonstances d'attaque. Or, si les sous-marins n'ont pas fait de progrès sensationnels depuis 1918, en revanche les marines alliées, bénéficiant des expériences de la dernière guerre, ont mis au point un remarquable système de destruction des submersibles qui exige d'énormes moyens d'action : patrouilleurs, sous-marins, avions, mines, etc..., mais dont l'efficacité est démontrée. Exposons ces procédés de lutte contre les sous-marins tels que nous les voyons fonctionner, au cours de notre embarquement à bord d'un aviso du N[e] secteur de l'Atlantique.

LA DESTRUCTION EN SURFACE

Toute la tactique alliée consiste à empêcher le sous-marin de paraître en surface. Cela pour de nombreuses raisons : la première, c'est que, dans cette position, il peut attaquer au canon les navires marchands non escortés et non armés. Or les approvisionnements d'un sous-marin en projectiles sont importants. En l'obligeant au contraire à utiliser la torpille en plongée, on force le sous-marin à interrompre rapidement sa campagne puisque le nombre de ces coûteux engins est tout à fait limité. Les sous-marins allemands de 250 tonnes n'ont que trois tubes lance-torpilles de 533 millimètres. Ceux de 500 tonnes, 5 tubes dont un arrière, et ceux de 712 tonnes six tubes dont deux arrière. En second lieu, la visibilité du sous-marin en surface est beaucoup plus grande. Les reconnaissances aériennes l'aperçoivent immédiatement et repèrent sa position en vue de la chasse. Ajoutons, en dernier lieu, qu'en surface le submersible est à sa vulnérabilité maximum étant donné qu'il tombe sous le coup des salves d'artillerie des destroyers, des torpilles de ses congénères sous-marins, des bombes ou des rafales de mitrailleuses de l'aviation.

Nous avons, depuis le début de la guerre, d'assez nombreux exemples de sous-marins surpris en surface ou obligés de remonter dans cette position, qui ont été pris sous le feu des patrouilleurs de toute sorte et coulés. Il y a mieux, l'Amirauté britannique nous a informé, le 21 octobre, que, pour la première fois, un duel s'est engagé entre un sous-marin allemand et un bateau marchand britannique armé. Ce

combat, dit le communiqué, s'est terminé à l'avantage du bateau de commerce qui, non seulement a su éviter les attaques du submersible, mais a pu engager avec lui au canon une passe d'armes au cours de laquelle la coque extérieure du sous-marin ayant été percée, celui-ci n'a pas pu plonger et a été finalement achevé par un contre-torpilleur.

Cela démontre la nécessité d'armer tous nos navires de commerce ou de les former en convois, de façon à proscrire toute attaque d'un submersible en surface. Et c'est ici le cas de regretter que l'*Émile Miguet* ait pu, profitant de sa vitesse supérieure, s'affranchir de la servitude du convoi, ce qui a permis à l'artillerie d'un sous-marin d'attaquer et de détruire notre beau pétrolier. Un tel accident ne se renouvellera plus puisque, en principe, tous nos navires de commerce importants seront armés et même convoyés.

Les bateaux-pièges, les Q *boats*, ont pu, dans la dernière guerre, couler quatorze sous-marins. Ces bateaux-pièges étaient nés de cette idée très simple qu'on pouvait agir efficacement contre les sous-marins en donnant à un navire de guerre l'apparence d'un inoffensif navire de commerce battant pavillon neutre. Cette ruse réussit pendant quelque temps, mais elle fut vite éventée ; aucun sous-marin ne fut plus victime d'un bateau-piège à partir du milieu de 1917. Il est douteux que, dans cette guerre-ci, on puisse compter sur les bateaux-pièges pour couler des submersibles ennemis. Mais peut-être découvrirons-nous d'autres stratagèmes.

Quant à l'aviation alliée, qui n'avait frappé que cinq sous-marins en 1914-1918, elle se manifeste cette fois-ci comme devant être un adversaire très dangereux pour le submersible, non seulement parce que l'avion explore l'horizon et décèle les sous-marins, même en plongée, mais aussi parce qu'il est un instrument idéal d'offensive en surface.

Il ne faut pas omettre, enfin, que nos sous-marins sont redoutables pour leurs adversaires allemands d'abord parce qu'ils n'ont d'autre chose à faire que de guetter leurs congénères ; en second lieu parce que les Allemands doivent rester toute la journée sous l'eau pour venir la nuit en surface recharger leurs accumulateurs, tandis que les nôtres peuvent se tenir à la surface pendant le jour pour conserver leurs batteries chargées. C'est en effet une servitude pour le sous-

marin que cette nécessité de recharger ses accumulateurs avant de recommencer ses croisières en plongée, servitude qui peut lui coûter cher, car il est souvent surpris au cours de cette opération.

LA DESTRUCTION EN PLONGÉE

Si la plongée n'est pas le mode de navigation normale d'un sous-marin, c'est en revanche sa position classique d'attaque à la torpille. Aussi doit-on multiplier les moyens de le détruire à ce moment-là, où il bénéficie d'une invisibilité relative. Pour y parvenir il est nécessaire de former des convois escortés ; on place ainsi l'adversaire dans l'alternative, ou de ne pas torpiller de navires marchands, ou de subir en immersion la représaille foudroyante des escorteurs.

Au premier rang des moyens de destruction en plongée, indiquons les patrouilleurs dont l'arme est la grenade sous-marine. Dans la dernière guerre, si les sous-marins ont pu souvent échapper au châtiment, c'est que nous n'avions pas assez de patrouilleurs ; d'autre part, ceux-ci ne possédaient pas au début de grenades efficaces. Néanmoins, sur 178 sous-marins anéantis au cours de la dernière campagne, 72 l'ont été du fait de destroyers et de patrouilleurs. Aujourd'hui, la chasse est extrêmement fructueuse. Dès qu'un sous-marin est signalé, soit parce qu'il a torpillé un navire marchand, soit parce qu'il a été vu par l'aviation, la meute des patrouilleurs, alertée par la T. S. F., se précipite vers la zone suspecte. Nos navires de chasse disposent maintenant d'appareils de détection qui permettent l'écoute sous-marine, c'est-à-dire de suivre le sillage du sous-marin à la trace, non pas comme un chien sur une piste à l'odorat, mais selon des procédés nouveaux sur le secret desquels nous n'insisterons pas et qui expliquent en partie le succès de la campagne anti-sous-marine. L'ancien procédé de repérage au bruissement de l'hélice répercuté sur l'hydrophone a fait son temps, car ce bruissement se confond avec le propre bruit du chasseur.

Le commandant du navire sur lequel nous sommes embarqués nous explique :

— Nous lançons la grenade de deux façons : soit par le « grenador », cette sorte de chariot suspendu à l'arrière et

qui égrène au commandement son chapelet de grenades dans le sillage du chasseur ; soit avec ce lance-bombes qui nous rappelle un mortier de tranchée. J'utilise l'un ou l'autre de ces procédés selon la position relative du sous-marin à « grenader » par rapport à mon navire, à sa vitesse et à son rayon de giration.

— Ne devez-vous pas, pour utiliser le grenador, passer sur le sous-marin lui-même ?

— En effet, les charges de fonds contenues dans ces cylindres peuvent peser jusqu'à 100 kilos d'explosifs capables, à plus de 50 mètres, de déterminer des déchirures fatales dans les œuvres vives du sous-marin. Nous réglons l'explosion de ces engins à notre gré, à l'aide de ces régulateurs d'immersion.

— A quelle profondeur ?

— Elle varie généralement entre 15 et 50 mètres, selon la plongée de l'ennemi à détruire, car celui-ci cherche à se soustraire en plongeant à 50 et même à 80 mètres. Vous remarquerez que l'eau est incompressible et que l'explosion provoque une sorte de marteau d'eau qui agit non en cercles concentriques, mais par des ondes elliptiques : ce qui est particulièrement dangereux pour une masse flottante puisque l'action du marteau se fait plutôt sentir de bas en haut.

Les services d'information britanniques viennent de nous donner un récit pittoresque d'une attaque à la grenade suivie de succès. « Les chasseurs s'étaient élancés à la vitesse de 30 nœuds vers leur proie et les grenades sous-marines étaient jetées en grande quantité, selon un système de barrage expérimenté avant la guerre. Les détonations assourdies de ces boîtes métalliques massives, de près de 50 centimètres de diamètre, semblaient comprimer l'atmosphère et faisaient bouillonner la mer comme lorsqu'elle est battue par une violente pluie. En explosant à des profondeurs différentes sous l'eau, elles secouaient les bâtiments qui les avaient lancées et s'épanouissaient en trombes de mousse blanche qui éclataient à la surface en jets colorés de gris par l'explosif ».

Voici l'épilogue de cette chasse à la grenade. « Un demi-mille à l'arrière d'un des contre-torpilleurs apparaît la tourelle, puis la longue coque d'un sous-marin, proue d'abord,

dans un remous d'eau. La poupe du submersible était encore couverte par les flots que le capot du kiosque s'ouvrait et que l'équipage, sautant à la mer, abandonnait le sous-marin qui commençait à piquer du nez pour disparaître bientôt dans la mer. »

Les naufragés, recueillis par les navires anglais, ont exprimé leur angoisse ; ils entendaient le son des hélices des chasseurs qui, battant l'eau, se faisaient de plus en plus proches, puis la détonation des grenades se succédant d'une façon alarmante ; presque aussitôt toutes les lumières s'éteignaient, les instruments de bord étaient détruits par des secousses, des fuites se produisaient dans la coque, l'eau filtrait par toutes les conduites et le long des rivets disloqués. L'air manquait, il fallait revenir à la surface pour permettre à l'équipage de se sauver.

Mentionnons, en dehors des patrouilleurs de surface, les avions lançant sur des sous-marins en plongée des bombes sous-marines à retardement, qui sont réglées pour exploser à une profondeur constante de quelques mètres seulement, car elles sont en principe destinées à anéantir des sous-marins visibles de l'aéronef et immergés.

— Les submersibles, me fait remarquer un aviateur, ont bien des périscopes zénithaux, grâce auxquels ils sont censés apercevoir nos appareils. En fait, ils ne nous voient pas plus qu'ils ne nous entendent. Rien de plus facile pour nous que de les surprendre en voyant la traînée blanche formée par leur périscope.

Mon interlocuteur ajoute :

— Un hydravion du *Béarn* a eu la chance de couler un ennemi justement dans ces parages et dans les circonstances suivantes : nos aviateurs, qui patrouillaient dans le ciel breton et avaient reçu l'ordre de protéger le passage de navires marchands, aperçurent un sous-marin allemand au moment où il s'apprêtait à torpiller un de nos paquebots, le L. S. Avec un remarquable esprit de décision, le pilote ralentit sa vitesse et piqua sur la silhouette glauque. L'observateur lâcha sa bombe au bon moment, celle-ci frappa la coque de son ennemi, dont la perte fut homologuée parce qu'elle fut prouvée par des témoignages contrôlés et par la présence de taches d'huile significatives. Le second maître

Puyo Omer a reçu la Légion d'honneur pour ce fait d'armes.

Un des grands procédés de destruction passive des sous-marins, c'est le champ de mines. Nous avons indiqué dans un de nos articles (1) que, dans la dernière guerre, les mines avaient fait vingt victimes sur 178 sous-marins coulés. Mais, en 1914, nos mines fonctionnèrent d'abord très mal. Montant à la surface à marée basse, elles étaient dédaignées par les sous-mariniers allemands qui serpentaient au milieu d'elles. Ce n'est qu'en 1917 que les choses changèrent et que les mines commencèrent à couler les sous-marins.

Il n'est pas douteux, aujourd'hui, étant donné les améliorations apportées au mouillage des mines et l'importance de la charge de ces engins, que ceux-ci provoqueront l'anéantissement d'un nombre considérable de submersibles. Des champs de mines, en effet, ont été mouillés dans tous les endroits où nos ennemis sont appelés à faire des croisières et notamment à l'entrée du Pas-de-Calais. Il existe des mines dérivantes, qui vont au fil de l'eau, et qui sont avec juste raison prohibées par les lois internationales, car elles constituent un grand danger pour la navigation neutre. En conséquence, les seules mines dont nous fassions usage sont les mines mouillées, retenues au fond de l'eau par un câble qu'on appelle un orin et qui explosent quand on les heurte. Le mouillage de ces mines, qui n'est pas sans danger pour celui qui les pose ou les manie, est opéré, soit par des bâtiments de surface, soit par des sous-marins spéciaux...

En dehors des barrages permanents, les marines alliées mouillent des filets armés avec des mines qui ont le double avantage d'exploser quand le sous-marin touche le filet et de prévenir de son passage les chasseurs qui le guettent. Nous avons également employé dans la dernière guerre des mines remorquées. Les sous-mariniers allemands craignent ces engins aveugles que sont les mines. Le commandant Michelsen, envisageant un nouveau conflit, a publié dans les Mémoires du service historique, ce jugement sur les mines : « Leur valeur contre les sous-marins pourra être considérée comme plus grande que celle des grenades, si l'on admet que l'on puisse utiliser partout les mines comme on l'a fait au cours de la

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai 1936.

dernière guerre. » Les commandants de sous-marins allemands peuvent être persuadés que les Alliés ne manqueront pas de pousser l'utilisation des mines à son maximum pour neutraliser la campagne sous-marine à outrance qui ne respecte rien.

Nous avons passé en revue les principaux moyens de destruction des sous-marins, mais il est une autre cause sérieuse de leur disparition : ce sont les dangers nautiques courus par une navigation très délicate, réalisée dans des circonstances pénibles, sans point de repère, sans aucun éclairage terrestre, avec des navires qui, souvent, ont subi des avaries au cours des mauvais temps qu'ils ont traversés. Pendant la dernière guerre, trente-trois sous-marins ont péri pour des causes inconnues. On peut admettre que la moitié de ces navires ont succombé du fait de l'explosion d'une mine (1), mais plus de quinze d'entre eux ont été les victimes d'un accident de navigation.

Concluons donc que la guerre sous-marine, telle que l'a rêvée le chancelier Hitler, sera un échec pour lui. Les pertes alliées en navires marchands sont peu élevées par rapport au trafic franco-anglais, tandis que la destruction des sous-marins ennemis est énorme eu égard à la flotte en service. Les débuts de la campagne sous-marine nous permettent donc de bien augurer de l'avenir. Ce n'est pas une raison, cependant, pour ne pas développer nos moyens d'action, ni surtout pour commettre des imprudences en sous-estimant les forces de l'adversaire dont l'offensive reste à redouter

René La Bruyère.

(1) Ce qui porterait à trente-six le nombre des sous-marins coulés par les mines (déclaration de l'amiral Michelsen).

LA SITUATION MILITAIRE

L'ATTENTE

Nous voici à l'entrée de l'hiver. Il faut jeter un regard en arrière et faire le point ; il faut aussi établir un programme d'activité, de travail, qui nous prépare aux luttes sévères de 1940. Qu'un appel impérieux soit adressé à tous, gouvernants, chefs d'armée, industriels, pour que soient exploitées, sans en perdre aucune, les journées, les heures, les minutes qui nous sont accordées. Le temps tombé dans le gouffre du passé ne se rattrape jamais. Le regret affreux, parce qu'il est sans remède, serait de s'apercevoir à l'heure décisive, que tout n'a pas été fait de ce qui pouvait être fait.

Un examen sans complaisance des trois premiers mois de guerre doit nous mettre en présence de nos erreurs, de nos faiblesses, de nos insuffisances. Il ne s'agit pas de nous admirer, de nous trouver intelligents et braves, même quand nous n'avons été ni l'un, ni l'autre. Il s'agit, au contraire, d'accroître, en l'améliorant, notre force et, pour cela, de rechercher impitoyablement dans quelles circonstances et pourquoi elle a été plus ou moins déficiente.

Reclassons les valeurs morales dans l'ordre qu'impose la guerre. Être intelligent, c'est très peu de chose ; être brave, ce n'est pas assez. C'est le courage, l'énergie, c'est-à-dire l'opiniâtreté, quoi qu'il arrive, dans la bravoure, que nous devons placer au-dessus de tout. Pratiquons-la à l'arrière, silencieusement, modestement, sans en faire un ridicule étalage, mais pratiquons-la. Quittons le ton geignard pour parler de la guerre, cessons de demander au premier venu, qui n'en sait rien, quand finira la guerre, ne nous suspendons

pas aux communiqués pour obtenir le dopage dont notre faiblesse a besoin et qu'elle s'irrite de n'y pas trouver. Inspirons-nous de cet admirable propos extrait d'une lettre d'un soldat : « Ma philosophie de guerre se résume brièvement : il faut vaincre. Le pouvons-nous ? Je ne m'en occupe pas. Il faut : voilà tout ! »

* * *

Nous sommes entrés en guerre avec une armée moins solide que celle de 1914. Les détracteurs de la loi de trois ans ont pu faire la comparaison. En 1914, les divisions du temps de paix formaient les deux tiers de l'armée de campagne, et encore n'avaient-elles dû incorporer pour se mobiliser qu'un nombre relativement faible de réservistes. Elles se sont montrées capables d'être immédiatement engagées dans des opérations violentes qui ont duré sans interruption du 20 août au 11 septembre. Elles ont fait preuve d'une remarquable endurance. Les divisions de réserve, étant relativement moins nombreuses, avaient pu recevoir un noyau actif beaucoup plus important qu'en 1939. Alors qu'en 1939 il existe des régiments de réserve, dits régiments de formation, dont le colonel seul appartient au cadre actif, en 1914, tous les régiments, bataillons et compagnies étaient commandés par des officiers du cadre actif et, dans chaque compagnie, on trouvait en outre cinq sous-officiers en moyenne de l'armée active.

Dans le rapport qui a précédé la loi des cadres de 1875, le général Chareton, son auteur, écrivait : « Tant valent les cadres, tant valent les troupes, dit un vieil adage militaire. Or les cadres ne peuvent pas être improvisés, ils sont l'œuvre du temps qui leur donne l'instruction et l'esprit militaire ; nous en avons fait nous-mêmes la triste expérience durant la dernière guerre. Il y a donc nécessité de les entretenir en temps de paix. » Ce que la défaite nous avait appris, la victoire nous l'a fait un peu trop oublier. Et cependant, la tâche de l'officier subalterne est devenue singulièrement lourde.

Les types d'armes se sont multipliés ; fusils, fusils-mitrailleurs, lance-grenades, mitrailleuses, mortiers, canons combattent côte à côte à l'intérieur du bataillon. La puis-

sance des feux a eu pour conséquence une extension démesurée des fronts ; l'expérience du champ de bataille en révèlera peut-être l'exagération et imposera la revision de conceptions nées de calculs faits sur les terrains de manœuvre. Dans l'état actuel de la tactique, l'officier, le gradé subalternes, le soldat combattent plus isolés que jadis, plus abandonnés à eux-mêmes. S'ils ne sont pas très instruits et fortement trempés, ils sont facilement troublés par leur solitude même et incertains de ce qu'ils ont à faire. Personne ne met en doute que la vigueur morale soit à la base de la valeur d'une troupe, mais la vigueur morale elle-même implique la conscience d'une parfaite possession du métier.

Une autre difficulté, et non des moindres, dans la guerre moderne, c'est l'éloignement du chef ; les conditions du combat, l'échelonnement des forces en profondeur, l'étendue du champ de bataille le maintiennent très loin des formations de première ligne. Le chef s'habitue à ne plus commander que sur la carte ; il perd de vue l'importance de son action personnelle ; il la perd de vue au point de ne plus avoir d'autre liaison avec sa troupe que par le va-et-vient des ordres et des comptes rendus.

Cela commence déjà au grade de colonel et est assez habituel au-dessus. Le combat de la division a souvent, de ce fait, une allure décousue et un peu incohérente. A vrai dire, il en serait autrement si, dans notre armée, nous avions un peu plus souci de l'instruction pratique des grandes unités. Nous jouissons, à cet égard, d'une médiocre réputation à l'étranger. On dit que nos soldats sont intelligents, courageux, débrouillards, nos officiers cultivés et laborieux, mais que nos grandes unités sont mal entraînées à la manœuvre. De fait, cet aspect élevé de l'instruction dans notre armée n'est pas en honneur. J'ai personnellement entendu affirmer par un de nos grands chefs que l'instruction avec la troupe s'arrêtait au bataillon et qu'au-dessus il n'y avait plus que des exercices de cadres. Nous avons vu cependant, dans les grandes batailles de 1918, beaucoup de nos généraux manier leur division avec une remarquable aisance. Ils ne la devaient pas à des exercices de cadres. Une belle tradition se perd vite en temps de paix.

Pour moi, je crois que dans l'instruction collective de la division commandée par son chef réside la véritable préparation à la victoire. L'expérience montre que de beaux exercices aboutissent fréquemment à la confusion, et c'est peut-être pour cela qu'on ne les renouvelle pas volontiers. Peut-on penser que sur le champ de bataille et sous le feu cette confusion ne soit pas pire encore ?

Ces trois mois de guerre nous ont déjà permis de faire de grands progrès ; mais il en reste à faire de plus grands encore. Ne faut-il pas profiter pour cela du répit que l'hiver nous accorde ?

Chacun sait aujourd'hui les faiblesses de l'instrument qu'il est appelé à manier ; il serait gravement coupable de ne pas les corriger. Fortifier la cohésion, la discipline, l'encadrement, faire les mutations et les amalgames nécessaires, pousser l'instruction à tous les degrés, n'est-ce pas un programme de travail suffisant, et réalisable, dans ces trois mois d'hiver ?

* * *

Nous avons laissé, le 17 octobre dernier, les avant-postes français et allemands face à face au voisinage de notre frontière. Il y a, entre les deux lignes, une distance qui varie de quelques centaines de mètres à un ou deux kilomètres. Dans cet espace intermédiaire qui constitue une sorte de *no man's land*, des patrouilles, des reconnaissances circulent, surtout la nuit. De temps à autre, un coup de main, préparé par un violent bombardement, est dirigé sur un point d'accès ou d'enveloppement facile. Le commandement, pour un motif quelconque, veut obtenir quelque chose de plus que le compte rendu souvent imprécis d'une patrouille ; il réclame un document, une pièce à conviction et la meilleure des pièces à conviction, c'est le prisonnier. Les Allemands ont réussi quelquefois ; le plus souvent, ils ont échoué.

Il suffit de ce bref exposé pour souligner la situation sur le front français. Elle peut paraître paradoxale. Deux grandes armées s'y trouvent en contact étroit sur un front de 160 kilomètres d'étendue ; elles s'observent, se taquinent avec des patrouilles ou des détachements insignifiants ; elles ne

veulent, ni l'une ni l'autre, engager la bataille ; elles s'attendent. L'attitude est la même dans le ciel. Les patrouilles de chasse n'évitent pas le combat ; mais elles ne le cherchent pas. Les éléments qui se rencontrent sont des détachements de sûreté qui, de part et d'autre, remplissent leur mission de couverture.

Jusqu'au début de novembre, l'aviation allemande de reconnaissance s'était toujours abstenue de franchir nos lignes et de pénétrer à l'intérieur de notre territoire. Cette attitude a été modifiée dans la suite. Le 17 novembre, en particulier, des avions allemands ont poussé des reconnaissances lointaines jusque dans le sud-ouest et le sud-est de la France. Ce furent des raids d'appareils isolés dont la tentative était surtout spectaculaire. Autre chose serait d'atteindre les mêmes objectifs avec des avions nombreux et porteurs d'une charge de bombes suffisante pour obtenir un résultat appréciable. Il ne semble d'ailleurs pas que les Allemands songent, *pour le moment*, à donner à la guerre aérienne une forme violente.

* * *

Il est manifeste que la guerre économique préoccupe vivement l'Allemagne et qu'elle représente aux yeux de Hitler le danger principal. Rompre le blocus est, depuis le début des hostilités, sa préoccupation constante ; elle n'a cessé d'inspirer sa conduite. Il a cru d'abord y réussir par le pacte avec l'Union des Soviets ; mais ce pacte, malheureusement conçu, ne lui a valu que des déboires. Il ne peut plus aujourd'hui, surtout après la conclusion de l'accord anglo-franco-turc qui lui a fermé les Dardanelles, conserver l'illusion qu'à travers la Russie pourra s'établir vers l'Allemagne un courant d'importations venues de toutes les parties du monde et susceptible de satisfaire aux besoins des armées immenses qu'il lui faut opposer à la Grande-Bretagne et à la France.

Il a fait le rêve insensé de répondre au blocus de l'Allemagne par le blocus de la Grande-Bretagne. Il a repris le plan de guerre sous-marine jadis conçu par Tirpitz et qui a finalement échoué en 1918. Hitler attribue cet échec à la mauvaise exécution de ce plan, appliqué trop tard et contrarié par trop de réserves d'ordre politique ou sentimental. Dès les premiers

jours de septembre il a commencé. Mais il ne savait pas que, depuis vingt ans, l'Amirauté britannique n'avait cessé d'étudier les procédés susceptibles de parer à ce danger et que la défense était aujourd'hui devenue plus forte que l'attaque. Les pertes de sous-marins ont été telles, dès les premières semaines, qu'un résultat relatif est apparu seul possible : l'Allemagne succombera au blocus britannique bien avant que la Grande-Bretagne succombe au blocus allemand.

Hitler ne cède pas ; il ne peut pas céder ; c'est une question de vie et de mort. Suivant sa coutume, il s'irrite, il vocifère, il injurie, il menace. Il a proclamé son but de guerre : la destruction de l'Empire britannique.

On lui prête le projet d'un débarquement en Écosse. Personne n'a pu prendre une pareille idée au sérieux ; le fait même qu'elle se publie suffit d'ailleurs à démontrer qu'elle n'a pas de fondement. Il faut revenir au principe fondamental de l'union des forces, de toutes les forces, à la guerre totale.

Hitler appliquera la totalité de ses moyens à la destruction de l'Empire britannique ; peut-être est-ce une folie ; peut-être aussi est-ce la seule voie de salut possible. Ni par la diplomatie, ni par les sous-marins et le blocus, ni par les avions, ni par le débarquement il ne peut réussir, parce que chacune de ces méthodes a été considérée séparément, seule. Il doit les combiner toutes. Là où Napoléon a échoué, il peut réussir, croit-il, parce que la puissance aérienne ajoutée à la puissance navale moderne transforme les données du problème. Mais une condition première doit être réalisée d'abord : disposer sur le littoral du continent, face à la Grande-Bretagne, d'une base aéro-navale convenable.

Cette base doit être cherchée en Hollande de préférence à la Belgique. Le mieux serait que la Belgique continuât d'être neutre. Si la Belgique cesse d'être neutre, Allemagne, France, Belgique, Hollande ne forment plus qu'un unique théâtre d'opérations. L'Allemagne est, dès lors, obligée de consacrer une partie importante de ses forces à faire face aux armées françaises entrées, elles aussi, en Belgique ; il se peut même qu'elle ne puisse se maintenir ni à Flessingue, ni à Rotterdam, que la ligne Siegfried soit menacée d'être tournée par le nord, vers Maëstricht. Si, au contraire, la Belgique

demeure neutre, l'armée française continue d'être enfermée entre le Luxembourg et le Rhin, au sud de la ligne Siegfried. L'armée allemande, qui a occupé la Hollande, a alors les mains libres face à la Grande-Bretagne.

* * *

La masse principale des forces allemandes est réunie depuis un mois sur le front occidental. Elle est évaluée à une centaine de divisions, soit environ 2 500 000 hommes. En imaginant la réunion d'une telle quantité d'hommes, auxquels s'ajoutent un nombre énorme de chevaux et de véhicules, il ne faut pas voir petit ; il ne faut pas supposer un dispositif rappelant sous une forme quelconque un rassemblement pour une parade.

La concentration de cent divisions est plutôt virtuelle que réelle ; elle s'étale sur des régions entières sous peine de soumettre les troupes à des privations et même à des souffrances inutiles, sous peine d'imposer en même temps aux populations une charge accablante. Avec les moyens de transport et les réseaux routiers dont disposent les armées modernes, elles peuvent s'étendre sans inconvénient. Un dispositif très large est même celui qui se prête le mieux à l'exécution rapide, presque instantanée, d'un rassemblement serré, orienté dans une direction quelconque.

Ceci posé, il suffit de regarder une carte de l'Allemagne occidentale pour se rendre compte qu'il y aura des forces apparentes au voisinage immédiat de la Hollande et de la Belgique tant que cette masse de cent divisions sera maintenue sur le front occidental. Il n'est pas besoin, dans ces conditions, d'une accumulation particulière des troupes sur la frontière de ces deux pays pour qu'ils se sentent et qu'ils soient effectivement menacés.

Il suffirait d'un délai très court pour que des forces allemandes importantes pénètrent en Hollande. Leur but serait d'atteindre le littoral de la mer du Nord, à Rotterdam et à Flessingue. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Le succès ne pourrait résulter que d'un coup de surprise ; mais la surprise est-elle possible dans une atmosphère tendue comme celle où nous vivons ? Des troupes même motorisées n'iraient jamais assez vite pour prévenir l'inondation à Rotterdam, ou

l'arrivée des Anglais par mer à Flessingue. Une manœuvre sur Flessingue menacerait Anvers ; elle provoquerait donc aussi la Belgique.

L'union étroite de la Belgique et de la Hollande s'impose aux deux pays ; c'est leur seule chance de salut. Le roi Léopold et la reine Wilhelmine l'ont d'ailleurs si bien compris qu'ils ont voulu manifester cette union avec éclat par leur offre de modération en commun dans l'intérêt de la paix. L'Allemagne n'a pas d'intérêt actuel, au contraire, à réduire ces deux pays par la force. Le risque à courir serait trop grand et le succès incertain. Mais elle travaille à leur faire accepter sa contrainte. L'art suprême serait de réaliser, avec la Hollande d'abord, un accord bénévole ou qui, du moins, aurait l'apparence de l'être, lui permettant de trouver quelque part la base aéro-navale indispensable. Peu importeraient les réactions ennemies, pourvu que la Belgique maintînt sa neutralité envers et contre tout le monde. C'est là le jeu que joue, maintenant Hitler, en employant ses méthodes habituelles : menaces, intimidations, promesses, engagements même ; rien ne lui coûte, car rien ne compte que son intérêt du moment. Nous n'avons pas le droit de douter de la clairvoyance, ni de la fermeté des Hollandais et des Belges.

Leur intérêt est d'ailleurs le même que le nôtre. Si la France et la Grande-Bretagne venaient à succomber, la Hollande et la Belgique savent qu'elles seraient fatalement réduites, elles aussi, à la vassalité. La manière de Hitler s'est trop affirmée depuis trois ans pour que les petits peuples conservent un doute sur le sort qui leur serait réservé, si l'Allemagne triomphait.

* * *

On entend constamment répéter que cette guerre est étrange. Pourquoi ? Faut-il croire que la guerre a une forme déterminée, invariable, qui s'impose toujours, quelles que soient les circonstances ? Faut-il croire que la bataille est l'unique moyen, l'unique aspect de la guerre ? Parce que Bismarck et Moltke ont su, en 1870-1871, préparer la guerre et la conduire de telle manière que la France fût écrasée en quelques mois, doit-on croire que ce soit là la forme

nécessaire de la guerre moderne ? Nous avons déjà vécu le démenti de 1914-1918.

La vérité est qu'à la guerre, comme ailleurs, ce n'est pas la forme qui importe, c'est le but à atteindre, c'est le résultat. Si Hitler se refuse à courir les risques d'une bataille décisive, c'est qu'il estime insuffisantes les chances qu'il a de la gagner. Si la France et la Grande-Bretagne raisonnent de même, c'est qu'elles ne disposent pas encore de tous les moyens que le temps doit leur donner ; c'est aussi qu'elles croient, en attendant, user l'Allemagne par le blocus plus que l'Allemagne ne peut les user. Mais nous ne devons pas confondre attente et inactivité.

Faute de nous trouver suffisamment prêts, nous prolongeons, les uns et les autres, l'état de paix sous le manteau de la guerre. Ne croyons pas que nous échappions pour cela à la loi de la force qui est celle de la guerre. Le jugement final sera rendu sur les champs de bataille ; là nous subirons l'épreuve décisive. Pensons-y constamment ; travaillons sans relâche ; profitons, pour devenir toujours plus forts, du temps qui nous est accordé.

Général Duval,
en retraite.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA MENACE ALLEMANDE SUR LES PAYS-BAS ET LA BELGIQUE

On a pu croire, durant quelques jours, que la guerre allait changer de caractère et que les événements se précipiteraient. Le 7 novembre, l'Europe apprenait que, la veille, à 20 heures 15, le roi des Belges avait soudainement quitté Bruxelles en automobile, accompagné de M. Spaak, ministre des Affaires étrangères, pour se rendre à La Haye où il avait conféré, jusqu'à deux heures du matin, avec la reine des Pays-Bas et M. Van Kieffens, son ministre des Affaires étrangères. Quel était l'objet de cette visite inattendue ? Elle coïncidait avec une série d'informations concordantes : des forces considérables, dont plusieurs divisions motorisées, étaient échelonnées le long des frontières orientales de la Belgique et de la Hollande. On précisait qu'elles étaient sous les ordres de l'un des chefs qui ont conduit l'offensive brusquée contre la Pologne. Hitler avait-il pris sa décision ? La violation de la neutralité de la Belgique ou de la Hollande, peut-être de la Belgique et de la Hollande, n'était certes pas une considération de nature à l'arrêter. Qu'il ait multiplié les assurances de son intention de la respecter, n'était-ce pas une raison de plus de croire qu'une attaque prochaine se préparait ? Depuis Frédéric II, l'Allemagne n'est jamais à court de mauvais prétextes pour justifier ses agressions. Ce n'était sans doute pas pour rien que des traîtres soudoyés avaient fait passer en Allemagne de nombreux uniformes hollandais, près de 5 000, dit-on ; c'est un procédé dont l'état-major allemand est coutumier. La presse, depuis quelques jours, se répandait en violentes attaques contre la Belgique et la Hollande qu'elle accusait de favoriser la cause des Alliés en se prêtant trop facilement aux exigences du contrôle maritime anglo-français et de manquer aux devoirs d'une véritable neutralité.

Bref, des indices nombreux et concordants donnaient à croire qu'une invasion des Pays-Bas se préparait à très brève échéance.

Quel aurait pu en être l'objectif ainsi que les modalités ? Deux cas pouvaient se présenter. Tout d'abord les armées allemandes chercheraient à franchir la Meuse en Belgique et dans le Limbourg hollandais et envahiraient en même temps le nord des Pays-Bas. Le but de la manœuvre serait double : occuper les côtes hollandaises et belges, surtout les embouchures du Rhin et de la Meuse et les îles de la Zélande, afin d'avoir une base excellente pour les opérations aériennes contre la Grande-Bretagne; ensuite, après avoir enfoncé les défenses belges, chercher dans les Flandres un champ favorable aux armes motorisées et à l'aviation pour livrer bataille aux forces belges appuyées par les armées franco-britanniques. Le second cas serait une invasion des Pays-Bas à l'exclusion de la Belgique, l'Allemagne évitant de se mesurer avec les armées franco-britanniques ; elle chercherait à s'établir sur les côtes hollandaises afin d'abréger la distance qu'auraient à survoler ses escadrilles pour attaquer la Grande-Bretagne et dans l'espoir de se procurer dans le Zuiderzée et dans le dédale des îles zélandaises des repaires pour ses sous-marins.

Le roi Léopold III reçut-il, sur l'imminence d'un tel péril, des informations si alarmantes qu'elles auraient déterminé son rapide voyage à La Haye ? On n'a, sur ce point, aucune certitude. L'hypothèse a même été émise que Hitler et Ribbentrop auraient fait sonder les intentions du gouvernement belge pour le cas où les armées allemandes auraient envahi la Hollande au nord du Rhin ; ils auraient promis de respecter le territoire de la Belgique si elle ne se solidarisait pas avec la Hollande et n'appelait pas à son aide les Franco-britanniques. On a même indiqué que, dans ce cas, des compensations substantielles auraient été offertes à la Belgique, par exemple les provinces catholiques méridionales de la Hollande, la rive gauche du Rhin et de la basse Meuse, car l'Allemand, capable de se prêter à un marché infâme, croit aisément que d'autres pourraient aussi l'accepter. L'agence *Belga*, dès le lendemain de l'entrevue des deux souverains, s'efforça d'en donner une explication lénitive. Il ne s'agissait que d'une coopération des deux pays avec le « groupe d'Oslo », dont les délégués étaient précisément réunis, afin d'étudier certaines difficultés relatives à l'attitude des États neutres du nord en face des multiples et délicats problèmes que soulèvent la guerre et le blocus. On apprit bientôt, en effet, non sans

quelque surprise, que le résultat pratique de la conférence du roi Léopold et de la reine Wilhelmine était un télégramme adressé à Berlin, à Londres et à Paris, par lequel les deux souverains offraient leurs bons offices aux belligérants pour le cas où ils seraient disposés à entamer des pourparlers en vue de la paix.

Quel était l'objet de cette initiative généreuse sur le résultat de laquelle on ne pouvait, ni à Bruxelles ni à La Haye, se faire d'illusions ? Il s'agissait peut-être, au moment où l'Allemagne s'apprêtait à violer la neutralité belge et hollandaise, de lui donner une marque de bonne volonté ; elle souhaiterait, en effet, mettre fin aux hostilités afin de digérer tranquillement le fruit de ses rapines et d'anéantir ce qui reste des peuples tchèque et polonais. L'offre du 8 novembre était le prolongement de celle du 28 août. Si les armées de Hitler entraient dans les Pays-Bas, l'injustice apparaîtrait plus flagrante et le viol plus odieux. Suprême espoir peut-être d'arrêter l'avalanche prête à tomber sur les paisibles Provinces-Unies et sur la Belgique. Mais il est évident aussi, — et il n'était pas nécessaire de le déclarer explicitement pour que cela sautât aux yeux, — que le seul fait du voyage et de l'initiative commune des deux souverains démontrait leur intime solidarité dans la paix comme dans la guerre ; s'ils étaient attaqués tous les deux, ils se défendraient de concert ; si la Hollande seule était envahie, la Belgique marcherait avec elle ; leurs causes sont liées. L'effet, en Europe et en Amérique, de cette manifestation a été excellent et considérable.

L'initiative des deux souverains a offert, à la Grande-Bretagne et à la France, l'occasion de préciser, une fois de plus, leurs résolutions et leurs buts. Les deux gouvernements rendent pleine justice aux intentions pacifiantes du roi Léopold et de la reine Wilhelmine ; ils ne souhaitent pas prolonger les hostilités une heure de plus qu'il ne serait nécessaire, mais cette guerre, qui leur a été imposée par les agressions réitérées du Reich contre l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne et par le manquement cynique à la parole donnée à Munich, les gouvernements de Londres et de Paris sont résolus à la prolonger autant qu'il sera nécessaire pour obtenir la restauration des États détruits et des garanties de sécurité pour tous les peuples. Le 7, lord Halifax, avec l'élévation d'esprit qui le caractérise, disait dans un discours radiodiffusé : « Nous nous battons pour préserver le règne du droit et de la charité dans les relations d'homme à homme et dans la grande société des États civilisés... Ayant à faire face aux forces du mal, nous n'avons à choisir qu'entre deux lignes de conduite ;

il faut ou résister ou acquiescer. Et l'acquiescement, c'est le déshonneur... Ce n'est qu'au prix d'un déshonneur suprême que nous aurions pu éviter la guerre. Aujourd'hui, c'est à l'agresseur qu'appartient le déshonneur suprême comme la folie suprême. » Le 8, le discours de Hitler à Munich montrait qu'il pensait à toute autre chose qu'à entrer dans les vues des souverains de Belgique et de Hollande ; il y faisait l'éloge de la « civilisation nazie » qui, en effet, a montré en Pologne et en Bohême ce dont elle est capable. Il réitérait ses rengaines sur « la sécurité » et sur « l'espace vital » du peuple allemand ; il déclarait que l'entente avec le bolchevisme russe était « une victoire de la raison », ce qui constitue, pour l'avenir, une indication à retenir. Il ajoutait : « L'Allemagne va maintenant parler un langage qui sera compris... J'ai donné des ordres à Goering afin de tout préparer pour une guerre de cinq ans. » Le 9, c'est M. Chamberlain qui, souffrant, faisait lire au Guildhall par sir John Simon un discours où, analysant la situation des Alliés et les avantages qu'ils ont déjà remportés, il affirmait : « Nous avons été obligés de prendre les armes ; nous ne les déposerons pas jusqu'à ce que nous soyons assurés que l'Europe est libérée des menaces qui ont si longtemps paralysé la vie des peuples. » Et M. Paul Reynaud, le même jour, au dîner de l'American Club, formulait en deux mots la ferme résolution des Français : « Nos ennemis ont voulu la guerre totale ; nous voulons, nous, et nous sommes décidés à obtenir la paix totale. » Ainsi, avant les réponses officielles, personne ne pouvait ignorer que la proposition belgo-hollandaise n'aurait pas de suites.

Le 12 novembre, les réponses du roi Georges V et du Président de la République française étaient remises aux souverains des Pays-Bas et de la Belgique. Elles étaient ce que l'on pouvait attendre : très amicales, mais très fermes. La paix, la France et l'Angleterre lui ont fait des sacrifices aussi méritoires qu'inutiles. La paix juste que souhaitent le roi Léopold et la reine Wilhelmine et que recommandent le Pape et le Président des États-Unis, n'est pas concevable sans la réparation des injustices commises à l'égard des États dont on a détruit l'indépendance et sans des garanties formelles que de pareilles agressions ne seront plus possibles à l'avenir. C'est donc à l'Allemagne qu'il appartient de dire si elle est prête à accepter de telles bases de négociation. Cependant la réponse officielle de Hitler se faisait attendre. Est-ce parce qu'il avait d'autres soucis que nous dirons tout à l'heure ? Elle fut enfin connue le 17. Le chancelier n'a même pas eu la courtoisie de répondre personnellement aux deux

souverains ; il fit simplement faire par le ministre des Affaires étrangères, Ribbentrop, une déclaration verbale à leurs représentants diplomatiques. Le raisonnement est simple. Les conditions formulées dans les réponses de la France et de l'Angleterre équivalent, selon le Fuhrer, à un rejet des propositions belge et hollandaise ; il n'a donc pas à y répondre. Il a toujours voulu la paix ; mais puisqu'on lui impose la guerre, il la fera jusqu'à la victoire et c'est seulement alors que l'on pourra reparler de paix. Sa décision « définitivement arrêtée » est maintenant fixe : c'est « la destruction de l'Empire britannique ». Il n'est pas question de la France ; sans doute Hitler n'a pas perdu tout espoir de la séparer de l'Angleterre. On peut juger par là s'il est bien renseigné !

Verrons-nous donc bientôt se développer quelque plan colossal contre l'Empire britannique ? Il s'agirait, a précisé la T. S. F. allemande, non de le détruire, mais d'évincer l'Angleterre « d'espaces où elle n'a rien à faire ». En attendant, l'agression qui a certainement été préparée et probablement résolue, dont on avait même cru pouvoir fixer la date au 12 novembre, ne s'est pas produite. Il se peut qu'elle ne soit qu'ajournée. Le *Vœlkischer Beobachter* du 17 s'exprimait encore en termes ménaçants à l'égard de la Belgique. Des avions allemands ne cessent de survoler la Hollande, la Belgique, la Suisse. Le 20, la D. C. A. hollandaise en a abattu un et a protesté à Berlin par voie diplomatique. Mais l'effet de surprise est manqué. L'Allemagne prétend frapper vite et fort ; elle pratique la *Blitzkrieg* (la guerre-éclair). Sans doute les difficultés et les dangers d'une telle entreprise ont-ils été mis sous les yeux de Hitler par les chefs responsables. La Hollande se couvre par l'inondation, organise la défense des chaussées et des passages qui restent praticables ; ses troupes mobilisées attendent avec calme l'heure du suprême péril. Le 11, M. Van Kieffens faisait devant le Parlement des déclarations énergiques. Il montrait dans l'indépendance de son pays l'une des assises de l'ordre européen ; ceux qui ont tenté de la détruire ont toujours eu à s'en repentir ; le gouvernement de la Reine ne faillira pas à son devoir. En Belgique, le général Denis, ministre de la Défense nationale, exposait les raisons de « son optimisme et de sa confiance en l'avenir ». « Notre armée est puissante et décidée. Elle a pu prendre dans d'excellentes conditions toutes ses positions défensives. Elle a derrière elle un peuple uni, honnête et droit, qui veut garder les institutions qui ont fait sa force, qui ne menace personne, mais qui est décidé à défendre

jusqu'à la mort le territoire de la patrie et les institutions qu'il s'est librement données. » Envahir la Hollande et la Belgique en hiver, risquer de voir s'enliser dans les boues des Pays-Bas les engins motorisés, ne serait-ce pas une témérité dangereuse ? Les pays du nord, le « groupe d'Oslo », pourraient se solidariser avec la Hollande et la Belgique. Il est certain que l'invasion des Provinces-Unies par les Allemands soulèverait aux États-Unis une tempête d'indignation. Voilà sans doute de bonnes raisons d'hésiter. Mais il y en a une autre, plus péremptoire : il y a l'attentat de Munich. Là doit être cherchée l'explication de ce qu'a pu présenter de déroutant et d'incertain la politique de Hitler depuis le 8 novembre.

L'ATTENTAT DE MUNICH

La *Burgerbraukeller* est, pour les nazis, un lieu historique et sacré, l'ancien quartier général du parti encore en formation ; Hitler et ses vétérans aiment à s'y retrouver et à s'y retremper dans le sectarisme héroïque des origines. Le 8, dans la soirée, le Fuhrer y avait donc convoqué des amis et des partisans triés sur le volet ; il vint au rendez-vous plus tôt qu'il n'était prévu, parla moins longtemps que de coutume, abrégea la réunion et s'en fut précipitamment reprendre son train pour retourner à Berlin. Dix minutes environ après son départ, une bombe à mécanisme d'horlogerie éclatait dans la brasserie, à l'endroit même où, quelques instants plus tôt, pérorait le chancelier, tuait six personnes, en blessait une soixantaine, tous nazis fervents ; cependant aucun personnage de marque n'était atteint. Comment, dans un tel lieu et dans de telles conditions, pareil attentat avait-il pu être préparé et perpétré ? A ces questions troublantes, la propagande de Gœbbels a trouvé des réponses qui, d'ailleurs, ont varié ; on a arrêté de nombreuses personnes ; la terreur policière règne à Munich ; on a enfin annoncé, le 21, que l'on tenait le coupable, un certain Elser, qui aurait fait des aveux et qui aurait agi à l'instigation de Gregor Strasser. Mais la police a des moyens de faire avouer les boucs émissaires qu'elle choisit.

A l'étranger, dans les pays neutres voisins du Reich, on n'a pas hésité à reconnaître dans un tel attentat la main de la Gestapo. Comment, en effet, supposer Himmler et ses sbires assez incapables pour n'avoir pas mieux protégé la personne sacrée du Fuhrer ? Comme Himmler n'est pas encore fusillé, il est naturel de conclure que l'attentat a été organisé par la police, avec ou sans la permission

de Hitler. Sa fuite rapide dix minutes avant l'explosion n'indique-t-elle pas qu'il était au courant et qu'il a froidement laissé massacrer ses amis ? Quel aurait été le mobile de la police dans une combinaison diabolique qui rappelle les pratiques de l'*Okrana* tsariste et de la *Tchéka* bolcheviste ? Galvaniser l'enthousiasme défaillant du peuple allemand pour son idole, attribuer le crime à l'*Intelligence Service* britannique, exciter au paroxysme la haine contre l'Angleterre avant d'entreprendre contre elle une guerre « totale » de destruction et de massacre, procéder enfin à quelque vaste épuration dans les milieux suspects de mauvais esprit : communistes, catholiques, juifs, monarchistes et hobereaux du parti militaire.

On ne sait, en vérité, à quelle hypothèse s'arrêter. Une lourde chape de plomb policière pèse sur le peuple allemand. C'est un fait cependant que de nombreuses arrestations ont été opérées dans les milieux de l'ancienne aristocratie, parmi les militaires et parmi les partisans des Hohenzollern. Il se peut que le peuple allemand désemparé, trompé par ses maîtres et acculé à une guerre dont il a horreur, tourne les yeux vers la famille impériale dont un membre très en vue, le fils du Kronprinz, est en Angleterre. L'un des fils de Guillaume II, Joachim-Albert, serait mort, dit-on, récemment dans des conditions mystérieuses. On parle de vastes opérations de police ; ce serait un nouveau 30 juin, mais cette fois ce seraient les éléments démagogiques et bolchevisants qui manieraient la hache. Les précisions manquent encore. Peut-être manqueront-elles toujours.

Mais, à quelque hypothèse que l'on s'arrête, on est amené à conclure que la décomposition intérieure du Reich est plus avancée que l'on ne pensait et que les ennemis du régime sont plus actifs qu'il n'apparaissait. S'il s'agit d'une machination policière, en quel discrédit le régime n'est-il pas tombé pour que le recours à une pareille réclame ait paru indispensable ? Pour que l'on juge nécessaire d'exciter par de tels moyens l'animosité des Allemands contre l'Angleterre quelle n'est donc pas l'impopularité de cette guerre ? Si les auteurs de l'attentat sont des communistes, quelle sanction rapide au crime de la collusion avec la Russie pour l'assassinat de la Pologne, et comme on comprend que le gouvernement ne l'avoue pas ! Si c'est la *mafia* des amis de Rœhm et de Gregor Strasser, en face de quelle pourriture interne se trouve-t-on ? Si ce sont des monarchistes, des militaristes, des juifs, des catholiques, que dire de cette décomposition de l'État hitlérien ? Si ce sont les adversaires du régime ou

les ennemis de l'Allemagne qui ont préparé le coup, ils n'y ont pas réussi sans complicités ; et, en tout cas, de quelle incapacité la police politique, pilier de la dictature hitlérienne, n'a-t-elle pas fait preuve ? Sous quelque aspect que l'on envisage cette dramatique affaire, elle apparaît comme un symptôme très alarmant ; et l'on comprend que Hitler ait renoncé à envahir les Pays-Bas avant d'avoir mis de l'ordre dans sa propre maison. Le chœur des thuriféraires s'est empressé de clamer que « la main de la Providence protège Hitler ». Ne serait-ce pas plutôt le doigt de l'implacable Némésis qui le désigne ?

Comment, dans ces conditions, s'étonnerait-on des hésitations où se débat la politique et la stratégie de Hitler ? Il sent le vide se creuser autour de lui et monter la réprobation universelle. Dès lors, il est vraisemblable que sa politique inclinera de plus en plus du côté où l'engage le pacte du 23 août, et qu'elle se rapprochera chaque jour davantage des doctrines et des méthodes du communisme. L'aile gauche du nazisme, écrasée avec Rœhm le 30 juin 1934, aura sa revanche. Et c'est du côté de la Russie que Ribbentrop et les conseillers de Hitler le pousseront à chercher à sa situation désespérée l'issue qu'il ne trouvera pas en Occident. Pour attaquer l'Empire britannique, c'est aux Indes ou sur la route des Indes, qu'il faut chercher le point faible. Mais la Russie se prêtera-t-elle à une politique offensive ? L'Allemagne ne peut rien faire dans cette direction si ce n'est avec elle, par elle et, en définitive, pour elle. On parle aussi d'une poussée vers les Balkans. En face de ces deux éventualités, la presse italienne réagit vivement. M. Mussolini ne permettra pas une descente de l'influence bolcheviste vers le Danube et la mer Égée ; l'Italie est, par l'Albanie, puissance balkanique ; elle cherche à grouper en une sorte de ligue défensive les États balkaniques et même la Hongrie et la Roumanie, afin de prévenir toute velléité d'une poussée russe dans cette direction et, par voie d'incidence, celle aussi d'une poussée allemande. Mais dans les Balkans s'exerce l'influence de la Turquie, amie de l'Angleterre et de la France, et qui, dans l'entente balkanique, a pris un rôle de direction. Sa politique de paix et d'expansion, l'Italie préfère la mener seule dans son intérêt. Il n'est pas certain qu'elle puisse s'en tenir toujours à cette attitude. Plus l'Allemagne hitlérienne penchera vers les solutions communistes, plus l'Italie mussolinienne sera entraînée en sens opposé.

SOLIDARITÉ FRANCO-BRITANNIQUE

Mais cette forme nouvelle de l'action germano-russe, cette complicité plus complète de la destruction allemande avec la destruction russe sont de nature à inciter le gouvernement de M. Daladier à persévérer dans la ligne de conduite qu'il a adoptée à l'égard des communistes. La collusion Hitler-Staline a ouvert les yeux de nombreux Français qui avaient adhéré au parti communiste ; les organisations ouvrières ont, pour la plupart, rejeté de leur sein les éléments inféodés à Moscou. Une partie considérable des forces prolétariennes évolue vers un syndicalisme légitime et de bon aloi qu'il faudra organiser, sur le terrain professionnel et corporatif, à l'abri d s entreprises intéressées des politiciens. Mais un état-major d'intellectuels et de profiteurs continuait une propagande qui devenait, dans les conditions nouvelles créées par la complicité de Hitler et de Staline, de la haute trahison. Cette minorité a continué de recevoir de Moscou des directives et des ordres et s'efforce d'exploiter l'amour des Français pour la paix au profit de ceux qui sont responsables de la guerre. Le gouvernement a agi vigoureusement en faisant arrêter la plupart des chefs communistes, en particulier les députés qui ne sont pas excusables d'ignorer la réalité des faits ; la justice instruit le procès de ceux sur lesquels elle a pu mettre la main ; les plus compromis, comme Thorez et Marty, sont en fuite. Les journaux bolchevistes ont été supprimés et la propagande est étroitement surveillée. Mais, dans cette voie salutaire, il faut aller jusqu'au bout et ne pas s'en tenir à des demi-mesures. Des troupes en action sont inaccessibles aux insinuations perfides des révolutionnaires cachés sous le masque du pacifisme ; mais des soldats inoccupés, surtout ceux de l'arrière, peuvent devenir les dupes d'agents de l'ennemi habilement persuasifs. Il faut protéger notre admirable armée contre les manœuvres cauteleuses des stipendiés de l'étranger. Cette politique nécessaire engage l'avenir. La dernière ressource d'une Allemagne en voie de désagrégation, et qui voit venir l'inéluctable catastrophe, serait de fomenter chez ses adversaires des troubles et la démoralisation. C'est à l'intérieur, cet hiver, qu'il faut gagner la bataille.

On y réussira notamment en stimulant l'activité économique. La complète solidarité avec l'Angleterre et son Empire est, à ce point de vue, indispensable. Aussi *le Temps* a-t-il pu dire que l'accord qui

est intervenu le 17 novembre, entre la France et l'Angleterre, en conclusion d'une séance du Conseil suprême à Londres « constitue incontestablement, à tous les points de vue, l'événement le plus important qui se soit produit depuis le début des hostilités ». Cet heureux résultat a été préparé par le voyage de M. Paul Reynaud à Londres et les importants entretiens qu'il y a eus avec le chancelier de l'Échiquier et plusieurs ministres britanniques auxquels il a tenu ce langage franc et loyal que les Anglais apprécient toujours. A ce conseil, il n'a pas été question seulement de la conduite de la guerre sur terre, sur mer et dans les airs ; on y a décidé les mesures nécessaires pour mettre en commun les ressources de toute nature des deux Empires et pour assurer la meilleure utilisation de ces ressources. « Les deux pays établiront désormais en commun leurs programmes d'importations et éviteront toute concurrence entre les achats qu'ils doivent faire à l'étranger pour l'exécution de ces programmes. »

Il y a là, comme le remarquait le *Times*, plus qu'une alliance ; c'est la coordination des efforts dans tous les domaines, car la guerre, aujourd'hui, met en jeu la totalité des forces financières, économiques et morales d'un pays autant que de ses forces militaires. Cette solidarité repose d'abord sur une entière confiance et une complète identité des intérêts et des objectifs visés. Les accords du 17 novembre constituent une étape décisive de l'action commune franco-anglaise. Six comités exécutifs sont créés qui s'occupent respectivement de l'aviation, des armements et matières premières, du pétrole, du ravitaillement, des transports maritimes, de la guerre économique. Les productions nationales deviendront strictement complémentaires; les achats à l'étranger seront faits d'un commun accord. Un comité de coordination franco-britannique veillera à subordonner les efforts des différents comités à l'intérêt des Alliés engagés dans la guerre et à trancher les difficultés éventuelles. Un organisme unique, traitant pour le compte des deux pays associés, mettra les pays fournisseurs de matières premières en présence de la totalité des ressources financières et économiques des deux associés.

« Ainsi, dit un commentaire officieux de la déclaration des deux Premiers ministres, s'amorcera une coopération internationale qui, tournant le dos à toutes les conceptions autarciques, proposera à l'activité des neutres un accroissement des échanges par la concentration et la direction des efforts. » Les gouvernements de la France et de l'Angleterre viennent de remporter une mémorable victoire sur la

routine et sur l'égoïsme particulariste. Mais il faut prendre garde aux retours offensifs des préjugés et des habitudes. Il y a là une innovation qui aidera puissamment à gagner la guerre et qui peut devenir, après la guerre, l'amorce d'un ordre économique nouveau. C'est la première réaction contre les excès du nationalisme totalitaire.

Le Reich hitlérien cherche anxieusement les moyens de rompre le cercle d'isolement économique dont la supériorité navale des Alliés l'entoure. L'Angleterre et la France visitent, en conformité avec les principes du droit des gens, les navires neutres et confisquent la contrebande de guerre ; les Allemands, eux, reniant une fois de plus leur signature, prétendent les couler au moyen de mines sous-marines dont l'emplacement est tenu secret ; ils auraient, dit-on, inventé des « mines magnétiques » qui monteraient d'elles-mêmes, par un phénomène d'aimantation, vers les coques en fer des navires. Plusieurs bateaux neutres ont été coulés ces jours derniers et une partie des équipages a péri. M. Chamberlain a annoncé que les Alliés, en représailles, saisiraient toute marchandise en provenance directe ou indirecte d'Allemagne.

Partout les procédés allemands sont de plus en plus inhumains. Les manifestations désarmées, et combien légitimes, du patriotisme des étudiants tchèques de Prague ont été le prétexte d'atroces répressions et de nombreuses exécutions. Hitler a cru que l'on pouvait supprimer par la force des nations vivantes. On peut s'imaginer, pour quelques mois, y réussir par un atroce régime policier et les pires cruautés ; un jour vient, inéluctable, où l'erreur devient manifeste et où elle se venge. M. de Monzie disait très finement il y a quelques jours : « Nous n'avons pas la prétention d'être les magisters d'une Europe pacifiée ; mais nous voulons qu'il n'y ait pas de barbares, nous voulons vivre avec un certain retour à l'esprit du christianisme, à l'esprit évangélique. » L'isolement moral de l'Allemagne n'est pas le moins dangereux blocus qu'elle ait à subir.

RENÉ PINON.

ERRATUM. — Dans l'article, *l'Alerte aux gaz*, paru dans la livraison de la *Revue* du 15 novembre, page 258, ligne 27 à compter du haut, lire : *avec une solution de bicarbonate de soude à* 22 *pour* 1000.

Le Directeur-Gérant : ANDRÉ CHAUMEIX.

un
va-
ir,
la

pre
tiés
les
la
lus
nes
des
no-
urs
des
ré-
di-

ns.
me
ces
su-
na-
ier
ent
t il
les
pas
du
lle-

la
ter
00.



LES ENVIRONS D'ADEN

PREMIÈRE PARTIE

> « Hud était un prophète envoyé par Allah aux Addites, premiers habitants de l'Hadramout. Ceux qui se détournèrent de son enseignement furent étouffés par des vents brûlants ou changés en singes. Leurs descendants vivent encore, dit-on, dans une montagne des environs d'Aden. »
>
> (Dr Van der Meulen, *National Geographic Magazine*, 1932.)

I

PSSTT ! Par ici ! Psstt !

Il y avait, contre mon attente, pas mal de monde, ce matin-là, rue Chaptal, aux guichets de la Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de musique. On faisait la queue tant à la caisse qu'aux services du contrôle et de la répartition de droits. J'éprouvai donc quelque plaisir de m'entendre appeler de façon discrète.

— Psstt !...

Sans me faire prier davantage, je me dirigeai vers le grillage derrière lequel une forme fluette s'agitait.

— C'est bien votre bulletin que vous désirez ? Ne bougez pas. Ne dites rien. Je vais m'arranger pour vous l'avoir tout de suite.

— Merci mille fois ! murmurai-je. Vous avez toujours été la complaisance même, monsieur Jean.

Devant m'embarquer le surlendemain, à Marseille, pour

un petit voyage aux buts imparfaitement définis, j'avais décidé de consacrer cette ultime matinée parisienne à battre le rappel de mes menus revenus professionnels. Un certain nombre de modestes tiroirs me restaient de ce fait à racler. L'économie domestique des travailleurs intellectuels de chez nous repose sur des principes méticuleux, dont je soupçonne le lecteur de n'avoir qu'une notion assez vague. *Grosso modo*, qu'il apprenne donc que perception et répartition des sommes dues pour la reproduction des ouvrages de l'esprit sont assurées par trois organismes rigoureusement spécialisés. Aucun arbitraire, qu'on m'en croie, n'est de mise dans la délimitation de ces domaines. Veut-on avoir une idée de cette complexité bienfaisante, qui permet aux moindres cabrioles de la fantaisie d'être scrupuleusement dénombrées et taxées ? Au risque d'user jusqu'à l'empeigne ses fameuses chaussures, Corneille, par exemple, devrait de nos jours s'en aller solliciter de trois sociétés différentes le versement des légitimes bénéfices du *Cid*. Accompagnons-le, par curiosité, d'abord rue du Faubourg-Saint-Jacques. La Société des Gens de Lettres va s'y faire un plaisir de lui remettre ce qu'a rapporté la reproduction de son œuvre dans les journaux français et étrangers. Passons ensuite, rue Ballu, à la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. Ici mijotent les pourcentages perçus sur la représentation théâtrale de la pièce, y compris ceux que rapportent les diverses moutures qu'on en a pu tirer, notamment l'opéra de Massenet. Troisième station : ce sera notre chère rue Chaptal, temple, depuis l'avènement du film parlant, des redevances cinématographiques. Ce qui va être versé ici, ce sont les droits produits par les *lyrics*. A quoi s'applique ce néologisme audacieux ? Hélas ! j'en rougis : aux stances de l'Infante, et aussi à celles de Rodrigue...

Percé jusques au fond du cœur
D'une atteinte imprévue aussi bien que mortelle...

Je ne suis pas très certain, je l'avoue, que *le Cid* ait été, comme on dit, déjà porté à l'écran. Mais il y a là une promesse de satisfactions spirituelles qui ne peut plus guère être retardée. Hollywood finira par s'en rendre compte : un texte pareil contient des rôles qui semblent avoir été écrits tout exprès pour Fred Astaire et Ginger Rogers.

— Voici vos papiers !

Je les retirai de la grille sous laquelle M. Jean me les tendait. D'abord les bulletins de vérification, noircis de mornes colonnes de chiffres ; puis deux ou trois récépissés de versement ; le bon de caisse, enfin ! Celui-ci surtout m'intéressait. J'y risquai un coup d'œil. Allons, allons, il ne fallait pas trop se plaindre ! Il y avait encore des gens de goût dans le cinéma, Dieu merci !... plus qu'au théâtre et qu'en poésie, en tout cas. J'étais un peu dédommagé de mes deux visites rues Ballu et Faubourg-Saint-Jacques où les résultats n'avaient pas été, ce matin du moins, très encourageants...

Je répétai :

— Vous êtes l'obligeance même, monsieur Jean.

— Trop heureux de vous avoir été agréable ! Et votre argent ? Si vous désirez que j'aille le toucher pour vous ?

— A ce point, je n'ose...

— Mais si ! mais si ! Voyez donc, ils sont au moins une dizaine à la caisse. C'est un bon quart d'heure que vous gagnerez, sinon plus...

— Sans compter celui dont vous venez de me faire faire l'économie !... Eh bien donc, tel que vous me voyez, j'accepte. Mais comment vous exprimer, encore une fois... ?

— Du tout, du tout ! C'est moi, au contraire... Je vais avoir justement quelque chose à vous demander.

Assis à la table la plus écartée du hall, afin de ne point donner à des grincheux possibles le spectacle du traitement de faveur dont j'étais l'objet, j'attendais maintenant, dans la quiétude absolue de mon âme, le retour de M. Jean. Depuis les quelques années que nous nous connaissions, échangeant de brèves paroles tous les trois ou quatre mois, je ne l'avais jamais entendu appeler qu'ainsi. J'ignorais si c'était là son nom ou son prénom, et je dois dire que, jusqu'à ce jour, je ne m'en étais pas inquiété autrement.

C'était un vieillard maigrelet, toujours fort soigné de sa personne, bien que vêtu de costumes à carreaux de couleurs peut-être un peu agressives. Les teintes pour lesquelles il paraissait avoir un faible était le vert bouteille et l'aubergine. D'énormes lunettes d'écaille l'affublaient, derrière lesquelles clignotaient, entre de roses paupières sans cils, de singulières

prunelles pervenche, émouvantes et comiques à la fois. Émouvante et comique, oui, c'était bien l'impression que produisait ce petit homme à qui voulait se donner la peine d'y prêter tant soit peu attention. Oh ! je le sais, j'en parle à mon aise, sans doute, et à la lueur de ce qui a suivi. Tout le monde ne peut, au débotté, s'en aller villégiaturer une semaine à l'extrémité sud-ouest de la péninsule arabique. Pour en revenir à M. Jean, je ne possédais, à cette époque, presque aucun détail le concernant. On m'avait dit que c'était un ancien acteur. Atteint de laryngite chronique, il avait mieux aimé renoncer au théâtre qu'à ces cigarettes de gros tabac qu'on le voyait perpétuellement en train de rouler. A ce tournant de sa vie, il avait d'ailleurs eu une chance relative. Des gens qui s'intéressaient à lui, au lieu de le laisser entrer dans quelque lugubre maison de retraite pour vieux comédiens, lui avaient trouvé ce petit emploi dans les services de la Société de la rue Chaptal. Il n'avait pas cessé d'y remplir sa tâche à la satisfaction de tout le monde, depuis sa nomination qui remontait à une dizaine d'années.

Pour le moment, il revenait vers moi, une quittance dans une main, dans l'autre une liasse de billets de banque qui aurait pu être plus massive.

— Voilà ! dit-il. Signez ici, sur le timbre. Signez et datez.

Je le regardai. Il était émouvant de gentillesse. Émouvant, oui, mais comique aussi, je l'ai dit, comique de manière irrémédiable. Je ne m'en étais encore jamais avisé à ce point. Une envie subite d'éclater de rire me prit. Dans la lignée des plus cocasses héros de notre répertoire vaudevillesque, je venais, me semblait-il, de découvrir celui avec lequel son étonnant physique avait dû lui donner le plus de chances de cadrer : le cousin Bobin, le pépiniériste du *Chapeau de paille d'Italie*. Oui, c'était lui, Bobin, Bobin qu'irrésistiblement il me rappelait.

C'en était trop ! Si je voulais conserver mon sérieux, il me fallait trouver quelque chose à dire, n'importe quoi, tout de suite, sinon...

— Est-ce que vous n'avez pas à me parler ? balbutiai-je.

— En effet ! murmura-t-il mystérieusement.

En même temps, il me désignait du doigt la boutonnière

de son veston. Celle-ci s'ornait du ruban lilas des palmes académiques.

— C'est un secret que je vous prie de me garder. De toute façon, vous ne m'en voudrez pas pour la requête que je vais me permettre...

— Vous plaisantez ? De quoi s'agit-il ?

Le pauvre diable ! Il était si ému que je venais de réussir à récupérer mon sérieux.

— De quoi il s'agit ? commença-t-il. Mais du 31 mai prochain ! Vous voyez à quoi je fais allusion.

— Pas du tout ! Le 31 mai prochain, qu'est-ce qu'il va se passer ?

— Comment, vous l'avez déjà oublié ? fit-il avec une moue de reproche. C'est ce jour-là que le nouvel hôtel de notre Société doit être inauguré par M. le Président de la République, assisté de MM. les ministres des Postes et des Beaux-Arts.

Il baissa la voix.

— Un certain nombre de distinctions honorifiques doivent être attribuées à cette occasion. Or, sur la liste de propositions qu'il vient à cet effet de transmettre au ministre, notre actif directeur général, M. Alpi Jean-Bernard, a eu la bonté de me comprendre pour la rosette d'officier de l'Instruction publique.

— Excellente idée ! Personne n'a plus de titres que vous...

Il rougit de plaisir.

— C'est ce qu'a bien voulu me dire M. Alpi Jean-Bernard. Seulement... Hélas ! il y a en effet un *seulement*...

— Seulement quoi ?

— Je n'ai que six années d'ancienneté comme officier d'académie. Or, il en faut huit.

— C'est idiot, tout à fait idiot ! dis-je. Mais on doit pouvoir arriver à s'arranger. N'y a-t-il pas un règlement qui prescrit que le délai en question peut être diminué en raison de services exceptionnels ? Tout cela se résume, je pense, à une affaire de piston.

Les pâles yeux bleus de M. Jean brillèrent.

— Vous êtes merveilleusement au courant. Il paraît que j'aurais les plus grandes chances si un certain nombre de personnalités consentaient à apostiller la requête qui va être adressée au ministre en ce sens. Plusieurs membres de notre

Société, dont nos deux présidents d'honneur, MM. Gabriel Pierné et Paul Valéry, ont bien voulu m'accorder leur signature. J'ai pensé que vous aussi, peut-être, vous consentiriez...

— C'est pour moi que sera tout le plaisir, vous n'en doutez pas... Où est la requête dont il s'agit ? Donnez-la-moi tout de suite, afin que...

— Elle est là-haut, dans mon bureau, au second étage. Mais je ne veux point vous retarder. Je vous l'apporterai un de ces jours, si vous me permettez de passer chez vous, en dehors de mes heures de travail. Rien ne presse.

— Tout presse, au contraire, dis-je. Allez me chercher votre papier, immédiatement. Je m'embarque après-demain à Marseille.

— Oh ! fit-il, dans ces conditions...

En moins de cinq minutes, il fut de retour, la précieuse pétition à la main. Au-dessous des trois ou quatre illustres signatures qui l'honoraient déjà, j'apposai mon paraphe, rapidement, sans même me donner le temps de prendre connaissance du texte. J'avais encore à me rendre boulevard de la Madeleine, aux Messageries Maritimes, afin d'y retirer mon titre de passage, ainsi que le plan du *Compiègne*, le brave et cher paquebot au bar duquel il me tardait déjà tant d'être assis.

La buée de la gratitude troublait les lunettes de M. Jean. Il me remercia avec effusion.

— Alors, comme cela, vous serez à Marseille après-demain ? Un nouveau voyage, je pense, pour nous écrire quelque jolie chose de plus ? Et peut-on savoir où, cette fois, vous avez l'intention de vous rendre, c'est-à-dire de nous emmener ?

J'eus un geste évasif.

— Je l'ignore encore, répondis-je. Mon billet est pris pour Aden. Après, je verrai...

— Aden ! répéta-t-il, c'est pour Aden que vous vous embarquez ?

Il venait de pousser une sorte de soupir d'extase. Un soupir pareil, venant d'un tel être, et consécutif à des formalités aussi modestes !...

— Vous connaissez Aden ? demandai-je, rempli de surprise.

M. Jean secoua la tête. Il me parut subitement auréolé, transfiguré.

— Aden ! dit-il. Si vous saviez, avec ce seul mot, que de choses vous venez d'éveiller en moi ! C'est là que j'ai eu les succès les plus flatteurs de ma carrière, vous comprenez ?

II

— Enfin, s'exclama M. Caussidière, vous aurez beau dire, vous n'arriverez pas à me persuader que vous avez fait près d'une semaine de Méditerranée, autant de mer Rouge, uniquement pour venir ici mettre à jour votre courrier !

— Vous auriez tort de ne pas le croire, répondis-je. Initialement, je vous jure que je n'ai pas prévu d'autre emploi de mon temps. Que voulez-vous, lorsqu'il s'agit pour moi de travailler un peu, la plupart des pays, du fait des gens, me sont devenus impossibles. A Aden, ce n'est pas la même chose. On trouve des raseurs, comme partout. Mais ceux qui y passent n'éprouvent guère la tentation d'y prolonger leur séjour.

— Initialement, avez-vous dit ? Dois-je comprendre que, depuis que vous êtes parmi nous, un nouveau but serait sur le point de s'offrir à votre activité ?

— Peut-être !

— Ah ! tant mieux ! Et peut-on savoir ?

— Bien sûr ! bien sûr ! Pas avant demain, toutefois. Une question, en effet, au préalable. Est-ce bien toujours demain, dans la matinée, que nous attend cet excellent M. Zafarana, à qui vous m'avez promis de me présenter ?

— Oui, demain matin, à dix heures.

— Vous en êtes certain ?

— Absolument. Et il ferait beau voir qu'il nous décommandât !

Ces paroles étaient échangées sur la terrasse de M. Caussidière, agent des Messageries Maritimes à Aden, chez qui je recevais, depuis trois jours que je me trouvais dans cette cité singulière, une parfaite hospitalité. Le bungalow des Messageries, construit, comme celui de Saint-Denis de la Réunion, dans le vieux style de la Compagnie des Indes, est,

avec ses planchers en bois de teck luisant et ses larges varangues grillagées, l'une des demeures les plus anciennes d'Aden, les mieux exposées, les plus confortables. On y vit à l'abri de l'écrasante chaleur. De tout le jour, je m'étais bien gardé d'aller provoquer celle-ci au dehors. A présent, le soir venait. Le soleil s'apprêtait à plonger dans la mer blanche et rose. Bientôt, on pourrait commencer à respirer.

— C'est fou, reprit M. Caussidière, qui ne lâchait pas son idée, c'est fou ce que vous aurez écrit de lettres aujourd'hui! Il n'y avait plus de timbres en bas, au bureau. Mon petit employé parsi a été obligé d'aller en chercher à la poste.

— Ne m'avez-vous pas prévenu hier, répliquai-je, que la malle pour l'Europe part demain matin ? J'ai tout de même quelques relations à Paris. Leur écrire d'ici me dispensera de voir les gens pendant un certain temps, lorsque je serai de retour. Et puis, du moment que vous parlez timbres, il y a vraiment du plaisir à utiliser ceux d'Aden. Ils sont si jolis, si pittoresques! Le brun, de trois quarts d'anna, surtout, avec son soldat méhariste ! Et le bleu foncé, de deux annas et demi, avec sa vue du port de Makalla !...

— Le plus réussi, dit-il, me semble être celui qui représente la prise d'Aden, en 1839, rouge lie de vin. Le gouverneur m'a confié qu'il ne manquait jamais de s'en servir lorsqu'il écrivait à sa mère.

— La mère de sir James Wellsted vit toujours ?

— Cela n'a rien que de très naturel. Sir James vient à peine de dépasser la soixantaine.

Il consulta sa montre.

— A ce propos, veillons à ne pas nous mettre en retard.

Je m'étirai dans mon rocking.

— On est si bien ici ! fis-je paresseusement. Croyez-vous qu'il soit très utile de bouger ? N'y aurait-il pas un moyen quelconque d'éviter cette petite cérémonie ?

— Quoi ? dit M. Caussidière scandalisé. Est-ce du cocktail de Son Excellence que vous voulez parler ?

— De quoi parlerais-je ? Allez-y, si vous ne jugez pas possible de vous en dispenser. Mais je ne suis pas d'ici, moi. Je ne vois pas pourquoi, dans ces conditions... C'est par pure courtoisie que sir James m'a invité à ce fameux cocktail, à cause de la visite que vous m'avez obligé de lui faire. Je

suis persuadé que, s'il ne me voit pas tout à l'heure à la Résidence, il se fera sans peine une raison.

— J'imagine que vous connaissez assez les Anglais pour savoir que la politesse, chez eux, consiste à s'ennuyer en commun avec dignité, répliqua M. Caussidière assez vertement. En venant à Aden, vous avez souscrit, laissez-moi vous le dire, à un certain nombre d'obligations de ce genre. Je vous ai évité toutes celles que j'ai pu. Mais il y a des limites auxquelles...

— Qu'est-ce que vous me racontez là ? Si je vous avais écouté, j'aurais passé mes journées, sous un soleil à assommer un éléphant, à corner des cartes de visite dans toute la ville.

— On croirait, ma parole ! dit M. Caussidière un peu aigre, que vous regrettez votre visite d'hier matin. Vous n'en donniez pourtant pas l'impression quand vous étiez dans le cabinet du gouverneur. Vous avez causé d'affilée une bonne demi-heure tous les deux. Permettez-moi, entre parenthèses, de vous adresser mes félicitations. Vous m'avez étonné avec votre science des choses et de l'histoire de l'Arabie. Sir James lui-même m'en a paru surpris. Le lieutenant James Wellsted, son grand-oncle, dont il porte à la fois le nom et le prénom, je suis sûr qu'il n'y a pas beaucoup de gens à Aden à soupçonner qu'il a existé il y a un siècle. Moi, pour ma part, j'avoue que je l'ignorais totalement.

Je souris, plus flatté que je ne voulais le laisser voir.

— Hélas ! dis-je, mieux vaut peut-être ne pas trop mettre à l'épreuve la science en question. Elle n'est qu'une forme de cette politesse que vous préconisiez tout à l'heure, et qui consiste à s'efforcer d'utiliser avec chacun de ses interlocuteurs le langage qui a le plus de chances de lui être familier. Je ne suis pas venu ici sans avoir essayé de compléter quelque peu les notions fort rudimentaires, je vous assure, que je possède de ces régions. Dans le palmarès de ceux qui ont consacré leur existence à les explorer, à côté des étoiles de première grandeur, les Palgrave et les Doughty, les Philby et les Lawrence, Wellsted occupe un rang tout à fait honorable. Ses voyages à travers l'Oman et l'Hadramout ont été de ceux qui ont le plus contribué à asseoir la domination de l'Angleterre en Arabie. Avec cette complète homonymie, il n'était guère possible qu'aucun lien de parenté n'existât entre le lieutenant Wellsted et l'actuel gouverneur d'Aden.

C'est ce que je me suis dit lorsque, hier matin, j'ai amené la conversation là-dessus. Tant mieux, puisque sir James a été satisfait de voir qu'un Français pouvait être au courant de détails qui le touchent de façon aussi étroite !

M. Caussidière toussota.

— Je crois, en effet, commença-t-il, qu'en ce sens il aura été ravi...

Je considérai mon interlocuteur non sans une pointe d'inquiétude.

— En un sens ? qu'entendez-vous par là ?

Il sourit.

— Eh ! mon Dieu, c'est bien simple, et j'aurais tort à cet égard de vous cacher la vérité. Les Anglais, cher monsieur, se méfient toujours plus ou moins des gens qui leur semblent un peu trop au courant de leurs affaires. L'intérêt qu'on croit leur marquer a tôt fait de devenir pour eux de l'indiscrétion. Sir James, j'en suis convaincu, aura été très flatté de ce que son grand-oncle ne soit pas pour vous un inconnu. Peut-être aura-t-il moins goûté votre connaissance de la politique britannique dans la péninsule. Je me souviens de la mine qu'il a faite lorsque vous lui avez parlé des démêlés de ses prédécesseurs avec les petits sultans locaux, ceux de Lahedj, de Kharmakar, de Mascate, de Makalla, que sais-je encore ? Ce n'est pas à lui, maintenant, j'en ai l'impression, qu'il faudrait aller raconter que vous êtes venu à Aden uniquement pour expédier votre courrier en retard.

— Efforcez-vous donc d'être aimable ! fis-je en riant. Puisqu'il en est ainsi, j'ai moins envie que jamais de me rendre à ce cocktail.

— Vous plaisantez ! dit M. Caussidière, bon enfant. Tout cela ne diminue en rien le plaisir très réel, je vous l'affirme, que Son Excellence a pris à votre conversation. Elle ne va pas manquer, j'en suis persuadé, de vous le redire elle-même, à la Résidence, dans quelques minutes. C'est une nuance, une simple nuance que j'ai tenu à vous signaler. Vous ne m'en gardez pas rancune, je suppose ?

— A votre tour, vous voulez rire !

— Bravo ! Parce que, autrement, je serais désolé...

En réalité, il n'était pas mécontent du tout de m'avoir donné cette petite leçon.

Le sémaphore, en face de nous, surplombait la rade, avec ses bras tout chargés de chapelets de signalisations. Ses poulies grinçaient, hissant globes de cuir et pavillons. Un gypaète tournait autour, en cercles de plus en plus resserrés. Finalement, il vint se percher au sommet du grand mât, et demeura là, immobile, héraldique, juste au-dessus de l'*Union Jack* dont les plis pendaient, inertes et las, le long de la hampe, dans le ciel privé de tout souffle aérien. De la ville, tout en bas, à mesure que le soir venait, des bruits montaient ; la vie, la circulation commençaient à renaître. Piaulements de dromadaires, sifflets d'agents de police hélant les premières automobiles, nasillardes chansons somalies. Des Anglais en casque et en short se dirigeaient vers leurs golfs et leurs tennis. Des rickshaws dévalaient, tout blancs, des pentes de la montagne toute noire. Une patrouille de soldats sikhs passa. Entre la double rangée de bouées étincelant sur la mer violette, un grand navire entrant dans le port défilait avec majesté. M. Caussidière me le nomma.

— Le *Narkunda*. Un des plus gros de la P. & O. Il vient de Bombay. C'est lui qui va, demain matin, emporter nos lettres.

Et ayant de nouveau regardé sa montre.

— Allons ! Cette fois, il n'est que temps !

Aux flancs du Djebel Shamsham, la tragique montagne de lave d'Aden, la vaillante automobile de M. Caussidière s'élevait à présent à toute vitesse, et c'était cette vitesse seule qui faisait claquer, à l'avant du capot, notre minuscule fanion tricolore. La brise de mer était en retard ce soir-là. Déjà, pourtant, les couleurs se brouillaient. Elles se fondaient en une sorte de lilas uniforme et profond que commençaient à trouer, sur terre et au ciel, des lampes et des étoiles de plus en plus lumineuses. Les phares des autos, dans la zone intermédiaire, ressemblaient à des mouches de feu, paraissant et disparaissant.

A intervalles réguliers, pris dans les projecteurs de notre voiture, des policemen hindous surgissaient, éclairés violemment, faces ténébreuses enturbannées de groseille ou d'orange. Imperturbables, gantés de crispin blanc par une chaleur de quarante degrés, ils jalonnaient, bornes vivantes, le chemin de la Résidence. Le bruit de notre moteur couvrait

les autres bruits, urbains ou suburbains. Mais les odeurs, elles, continuaient à nous faire cortège : poisson frit dans l'huile, benjoin, encens et bouse de chameau, misère et poésie de l'Orient, impossibles à discriminer, depuis l'origine des temps liées de façon inextricable !... Me débarrasserai-je un jour de ce virus ? Allons, il faut s'y résigner, je vois que ce n'est pas pour demain !

Une grille, tout à coup... Des turbans, de nouveau, des turbans groseille et orangés, mais associés, cette fois, à des chocs de crosses sur le gravier, des éclairs de fourreaux et de fusils vaguement entrevus dans l'ombre... Le poste de garde de la Résidence ! A droite, à gauche, une trentaine de limousines, de cabriolets déjà rangés... Diable ! diable ! nous ne risquons pas d'être seuls, ce soir, au cocktail de Son Excellence le colonel sir James Wellsted, K. C. M. G., et puis C. I. E., et puis O. B. E., gouverneur et commandant en chef !...

M. Caussidière dit nos noms à une espèce de grand lascar vêtu de satin turquoise galonné d'argent.

— Ne me perdez pas de vue, me murmura-t-il, s'étant retourné sur le seuil de la porte d'entrée. Je vous ferai signe quand il s'agira de partir. Nous avons promis à nos amis Miers d'être chez eux au plus tard à neuf heures. Or, le *Cratère*, vous savez, ce n'est pas précisément la porte à côté.

III

Du plus loin qu'il m'aperçut, le gouverneur me fit un petit signe de tête. Il me parut de bonne humeur, et content, ma foi ! de me voir là. Je me demandai si la nature de M. Caussidière n'était pas de pousser un peu les choses au noir.

M'ayant présenté à Son Honneur le chef de la Justice, ainsi qu'au commodore de l'Air, avec qui il s'entretenait quand j'étais entré, il me prit à l'écart presque aussitôt.

— Eh bien ! me demanda-t-il, sur un ton d'aimable moquerie, le souvenir des intrigues de Leurs Hautesses les Sultans de Lahedj et de Kharmakar vous empêche-t-il toujours de dormir ?

— Toujours, dis-je du tac au tac. Mais c'est du second, je le confesse, que je suis de plus en plus préoccupé.

— Eh ! eh ! fit-il, me menaçant du doigt. Cela signifie

que vous avez suivi mon conseil. Je vois que vous avez vu notre ami M. Zafarana, et qu'il était dans un de ses bons jours.

Sir James me prouvait par ces quelques mots qu'il avait présents à la mémoire tous les détails de notre conversation de la veille. Questionné par lui sur la manière dont je comptais, durant cette semaine, employer mon temps, je lui avais répondu que je n'avais point de programme arrêté, mais que, m'intéressant vaguement aux sculptures et inscriptions sabéennes, j'avais déjà pris rendez-vous, sur le conseil de M. Caussidière, avec un certain M. Zafarana, propriétaire de l'*Oriental Bazar*, sur le *Croissant*, qui est quelque chose comme la place de l'Opéra d'Aden. C'était ensuite que nous en étions venus à parler de son grand-oncle Wellsted, ainsi que des sultans de Lahedj et de Kharmakar. A son tour interrogé par moi, un peu *ex abrupto* je l'avoue (mais rien n'était plus pur que ma pensée !), sur la façon dont l'Angleterre avait pu s'y prendre pour venir à bout, il y avait quarante ans environ, de l'opposition de ce dernier, sir James m'avait répondu, avec un sourire un peu narquois : « C'est une histoire qu'il n'est pas tout à fait de ma haute dignité de vous conter. Je n'ai jamais eu, d'ailleurs, assez de temps devant moi pour bien l'approfondir. Mais, j'y songe, vous allez voir M. Zafarana. Vous ferez d'une pierre deux coups. S'il est en veine de confidences, ce qu'il vous apprendra sur Kharmakar passera en authenticité tout ce qu'il pourra vous révéler sur Saba. » Et, après une seconde de réflexion, Son Excellence avait ajouté : « L'histoire dont il s'agit a jadis couru les rues de cette ville. En vous en donnant la peine, vous finiriez toujours par la connaître. Autant pour moi, dans ces conditions, avoir contribué à vous mettre un peu sur la voie. Lorsque vous en connaîtrez les détails, je suis certain que vous admettrez en conscience que je ne pouvais faire davantage pour vous. » Là-dessus, M. Caussidière et moi, nous avions pris congé. Mais sir James, ainsi qu'on le constate, n'avait rien oublié de notre entretien, et c'était à cette visite au propriétaire de l'*Oriental Bazar* qu'il venait de faire allusion...

— C'est demain matin seulement, Monsieur le gouverneur, précisai-je, oui, demain matin que j'ai rendez-vous avec M. Zafarana. Et je souhaite de tout cœur qu'il soit, comme vous dites, dans un de ses bons jours.

Cependant, M. Caussidière s'était glissé de notre côté.

— Il ne faut pas, me souffla-t-il, accaparer trop longtemps Son Excellence. Nombre de ses invités n'ont pas encore obtenu d'elle la minute de tête à tête à laquelle chacun se figure en principe avoir droit. Vous finiriez par vous faire mal voir d'eux, surtout des femmes.

— Entendu ! répondis-je. Vous aurez, en tout cas, été à même de constater que sir James ne m'a pas trop fait grise mine.

— Personne n'en est plus ravi que moi, dit-il. Mais venez donc. Il y a un tas de gens qui désirent aussi vous connaître. Tenez, le capitaine Wattson, par exemple. Il insiste depuis un bon moment.

— Qu'est-ce qu'il me veut, le capitaine Wattson ?

— Vous demander une conférence.

— Ça, c'est un comble ! Vous savez bien que je n'en fais jamais.

— Pas en anglais, voyons ! En français.

— Encore moins ! Et au nom de qui et de quoi me réclame-t-il cela, votre capitaine ?

— Au nom du Cercle dramatique et musical d'Aden, dont il est président. C'est à ce titre qu'il est chargé d'organiser, chaque saison, les diverses manifestations artistiques, littéraires, théâtrales...

— Théâtrales ? m'écriai-je. Que ne le disiez-vous plus tôt ! Oh ! mais alors, c'est différent, tout différent.

Écartant M. Caussidière éberlué d'un revirement aussi subit, je marchai à la rencontre du capitaine Wattson.

— Ce serait une véritable joie pour moi, cher monsieur. Mais je crains de ne rester pas assez de temps parmi vous. En outre, je suis si mauvais orateur !

Gentiment, il se récriait. J'eus raison de son obstination en passant, de façon insensible, à un autre sujet. Il y en avait un qui lui était cher, l'historique de l'œuvre dont il avait la charge. Il m'oublia à son profit, et reçut avec une fierté naïve les compliments que je ne me fis pas faute de lui adresser.

— Admirable ! proclamai-je, admirable ! Musique, pièces de théâtre, cinéma ! Et en combien d'années ce résultat a-t-il été atteint ?

— En moins de dix ans. C'est en 1930 seulement qu'a été fondé notre cercle. Moi-même, je ne le dirige que depuis quatre ans. Je ne dois pas frustrer mes devanciers de la part d'éloges qui leur revient.

— En moins de dix ans ? Bravo ! Et avant cette date, sans doute, il n'y avait jamais eu à Aden de représentations théâtrales ?

— Non ! Notre cercle est le premier de ce genre, et...

— Ce n'est pas tout à fait ce que je veux dire. Vous parlez d'une compagnie d'amateurs. Mais il y aurait pu y avoir ici des tournées d'acteurs professionnels.

Le capitaine Wattson parut gêné.

— Peut-être ! Je ne crois pas ! Je l'ignore. Pas de mon temps, en tout cas. D'ailleurs, des représentations de ce genre dépasseraient le cadre, avant tout intime et mondain, que nous nous sommes assigné. Vous comprenez que, dans ces conditions, je n'aie pas songé à m'informer...

— Je comprends à merveille, fis-je. Moi-même je n'attache pas, comme bien vous pensez, beaucoup d'importance à la question.

Je mentais, comme on pense aussi. Il y avait une chose que je venais de comprendre à merveille, en tout cas : ce n'était point sur la société d'Aden, officiers et hauts fonctionnaires, que j'avais à compter pour m'aider à réunir certaine documentation. Le gouverneur en personne n'avait-il pas pris soin de m'avertir ? Comment eussé-je pu espérer obtenir de ses subordonnés toute une catégorie de renseignements qu'il ne se considérait pas lui-même comme en droit de me fournir ?

— Allons ! pensai-je, ne songeons à exiger de la minute qui passe que ce qu'elle est en mesure de nous offrir. Jouissons de celle-ci, qui me paraît pleine au surplus des plus aimables compensations !

Et sur ce, d'un pas résolu, je me dirigeai vers le bar.

J'y retrouvai M. Caussidière, au milieu d'une guirlande de jeunes femmes auxquelles il me présenta sans retard. Elles étaient belles comme le sont les Anglaises quand elles veulent s'en donner la peine. Tout ce petit monde me parut fort gai. Des boys, vêtus de neige immaculée, coiffés et cein-

turés d'aurore, avaient fort à faire pour renouveler champagne, whisky, sorbets au gin et cocktails multicolores. Ces blondes et pâles créatures savaient à merveille y faire honneur. On ne se serait pas mieux comporté dans un mess d'officiers de cavalerie. D'énormes papillons veloutés, tavelés d'argent, volaient avec lenteur autour des globes électriques. Tout en bas, dans un gouffre profond de cinq cents pieds, l'immense rade multipliait ses feux. Les projecteurs d'un gigantesque croiseur blanc badigeonnaient à grands coups de pinceau aveuglants les monstrueuses montagnes ténébreuses. De petits rires couraient dans le bar. Des lèvres d'un rose lilas suçaient les chalumeaux dorés. Je crois que je ne m'étais jamais senti plus heureux. J'avais l'impression que deux choses seulement valent la peine d'être descendu sur la terre : boire glacé et contempler des épaules nues.

— Arrivez, arrivez donc ! me cria M. Caussidière. On a besoin de vous. Ces dames sont en train de discuter des travestissements qu'elles porteront au prochain bal costumé. Elles réclament vos conseils. Ils ne serviront d'ailleurs pas à grand chose, vu que, toutes, elles se garderont bien de les suivre et de se montrer sous les déguisements qu'elles diront avoir choisis. Le thème adopté par leur commission est la *Tempête*. Qu'en pensez-vous ?

— J'en pense que, de toutes les féeries de Shakespeare, c'est celle où il existe le moins de rôles féminins.

— Vous ne songez qu'à Miranda ! me rétorqua fougueusement Mrs Reynolds, femme d'un capitaine de la *Royal Air Force*. C'est le personnage le moins drôle, à notre avis. Tout le monde le reconnaîtra. Mais il y a aussi Ariel. On se représente sans doute mieux Ariel sous les traits d'une femme que d'un homme.

— Il est un fait, dit M. Caussidière avec galanterie, c'est que je vous imagine beaucoup plus dans ce rôle que je ne m'y vois personnellement.

— Et puis, il y a la Reine de Tunis, la fille d'Alonzo, cette Claribel qu'on n'aperçoit pas, dont le nom seul est prononcé, mais un nom si merveilleux qu'il justifie d'avance n'importe quelles débauches d'imagination. Puis, il y a toute la pléiade des divinités et des nymphes soumises à Prospero. Enfin, il y a Prospero lui-même, et les autres personnages

masculins. Pourquoi pas ? Ça, c'est du vrai déguisement ! C'est cela qui sera le plus amusant !

— Au bal de Rangoon, dit la petite Mrs Perkins, à qui sa crinière rousse donnait un peu l'air de lady Hamilton en bacchante, au bal de Rangoon, la femme du colonel du 6e chevau-légers, lady Brogdow, qui était belle comme le jour, ne craignit point de se déguiser en Caliban. J'ajoute que tout le succès fut pour elle.

— Le plus gros succès que j'aie vu, mais pour d'autres raisons, dit Mrs Hemdry, ce fut, il y a trois ans, au *King David*, à Jérusalem. On avait choisi pour thème le *Roi Lear*. Les deux filles du haut-commissaire, dont tout le monde savait qu'elles menaient à leur père une vie infernale, ne trouvèrent rien de mieux que de paraître en Goneril et en Regane.

— A Melbourne également, dit Mrs Carruthers, j'ai vu quelque chose qui n'était pas mal : la femme d'un révérend, âgée de près de soixante ans, et qui apparut, bien entendu, déguisée en Juliette.

— Desdémone ! murmura Mrs O'Neill, qui avait la chevelure blond paille et dont l'âme était poétique, oui, voilà l'héroïne que, depuis mon enfance, j'ai rêvé le plus d'incarner !

— Eh bien ! ma chère, il y a peu de chances pour que votre rêve se réalise jamais, du moins à Aden ! dit la bouillante Mrs Reynolds.

— Pourquoi donc ?

— Pourquoi ? C'est vrai, vous ne pouvez pas savoir. Il n'y a pas assez longtemps que vous êtes ici.

Elles se regardèrent, éclatèrent de rire.

— Si nous parlions d'autre chose ? proposa la sage Mrs Hemdry.

Ce que l'on réunit d'ordinaire sous l'unique dénomination d'Aden comprend en réalité deux agglomérations opposées, distantes d'une dizaine de kilomètres. Il y a d'abord, de fondation toute récente, *Steamer-Point*, qui est la ville maritime et européenne. Puis, il y a Aden proprement dit, qu'on appelle aussi le *Cratère*. C'est l'antique cité indigène, aussi vieille que les origines du monde, puisque, dans la Bible, le prophète Ézéchiel mentionne déjà son nom. Nous, nous habitions Steamer-Point. C'était, au contraire, au Cratère que se trou-

vait la demeure des Miers, les amis chez qui nous nous rendions. Notre automobile, à fond de train, longeait la baie fourmillante d'étoiles.

— Eh bien ! fit M. Caussidière, se frottant les mains, eh bien ! n'est-ce pas toujours la même chose ? Pour quelqu'un qui a fait tant de manières avant d'accepter de se rendre là-haut, avouez que vous ne vous y êtes pas trop ennuyé !

— J'avoue, j'avoue ! dis-je avec empressement. Et, qui plus est, c'est la vérité.

— Qu'est-ce que je vous avais prédit ? Vous verrez que nous finirons par vous garder beaucoup plus d'une semaine. La vie à Aden est bien plus agréable qu'on ne se le figure tout d'abord. Et puis, écoutez-moi donc ! Ça a l'air d'une blague, mais il y a tout de même de si jolis environs !

IV

Ce n'était pas la première fois que j'étais reçu chez les Miers, les amis français chez qui nous nous rendions. La famille Miers était la plus ancienne famille européenne d'Aden. A Steamer-Point, en dehors des dynasties de négociants parsis, juifs ou levantins, il n'y avait que des fonctionnaires, qui ne seraient restés pour rien au monde dans ce terrible pays, l'heure de leur retraite sonnée.

Les Miers, eux, étaient arrivés de leur vallée du Rhône natale, il allait y avoir quelque chose comme quatre-vingt-dix ans, presque tout de suite après la conquête anglaise, et, n'étant pas fonctionnaires, ils étaient restés.

Leur maison s'élevait au centre de la ville indigène. Construite à l'époque héroïque où les pires aventures avec les tribus étaient à redouter, on n'aurait certes pas contristé les Miers en venant leur dire qu'elle tenait moins de la villa de plaisance que du caravansérail et du fortin. C'était une vaste bâtisse carrée, avec d'épaisses murailles et des voûtes pour toutes les pièces du rez-de-chaussée. Les appartements particuliers se trouvaient au premier étage, ainsi que la salle à manger. En bas, il y avait les bureaux, les entrepôts, les ateliers de décorticage où, durant la journée, pareilles à d'éclatants oiseaux de volière, une centaine de négresses s'affairaient, parmi d'innombrables monticules de graines

et d'écorces odorantes. A l'abri des atteintes de l'écrasant soleil du dehors, on respirait ici la fraîcheur de la nuit. On y respirait également les senteurs du café, des baumes, de l'encens, de la myrrhe, merveilles par lesquelles le commerce des Miers rejoignait, après un millénaire écoulé, celui de Sindbad le Marin. Lors de la première visite que j'avais faite ici, voilà six ans, au retour d'un voyage à Zanzibar et aux Comores, je n'avais pu, je me rappelle, en croire mes sens éblouis. J'avais beau, à l'instar de Balthazar et de Melchior, saisir et presser dans mes mains ces trésors sacrés de mon enfance, plus je me répétais leurs noms prodigieux, moins je parvenais à me persuader que c'étaient eux qui s'entassaient devant moi.

Paul, le chef actuel de la famille Miers, était un homme d'une soixantaine d'années. Sa femme restait en France, pour l'éducation de leurs deux filles. Il vivait à Aden avec ses fils, Jacques et Bernard, solides gaillards âgés respectivement de vingt et vingt-cinq ans, qui parlaient cinq ou six dialectes indigènes et faisaient mentir joyeusement le dicton qui veut qu'un Français ne soit ni polyglotte, ni sportif, ni capable de se débrouiller, en dehors de l'ombre de son clocher.

— Soyez les bienvenus ! dit Paul Miers, nous accueillant en haut de l'escalier. Débarrassez-vous, cher monsieur. Quant à vous, mon bon ami, ce n'est pas la peine. Je vois que vous êtes venu sans repasser par votre agence. Autrement, vous ne seriez pas ici...

M. Caussidière sursauta.

— Allons, bon ! Encore quelque tuile ! Qu'y a-t-il ? On vous a téléphoné ?

— Oui, votre commis principal, il y a déjà près de trois quarts d'heure. Il n'a pas osé vous déranger chez le gouverneur. C'est pour vous avertir que le *Général-Metzinger* est annoncé. Il doit même être bien près d'entrer en rade.

— Le *Général-Metzinger* ? Qu'est-ce que vous me racontez là ? Il ne doit arriver que demain matin. J'ai une dépêche du commandant.

— Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ? Il arrive tout de même. La mousson du sud-ouest tape en plein, vous savez. Elle les aura poussés plus qu'ils ne pensaient.

M. Caussidière éclata en récriminations.

— On ne peut pas être un instant tranquille. Je vais lui raconter quelque chose, à ce commandant. De toute façon, ma soirée est fichue !

— Vous pouvez bien le laisser entrer tout seul, ce bateau, dis-je sur un ton conciliant. Depuis le temps qu'il fait la route, il doit commencer à la connaître.

Mon hôte haussa les épaules.

— C'est cela ! dit-il amèrement. Arranger une faute professionnelle par une autre. Et le gouverneur général de Madagascar que vous oubliez ? Il est à bord ; j'ai du courrier pour lui à mon bureau. Je ne peux pourtant point ne pas le lui remettre moi-même !

Déjà, il descendait l'escalier.

— Dînez sans moi ! Je serai de retour vers onze heures et demie.

— Un de mes fils ou moi, nous pouvons fort bien vous accompagner, me proposa Paul Miers.

— Non, non ! cria d'en bas M. Caussidière. Ne compliquons pas encore les choses ! Je reviendrai.

Le dîner n'était pas tout à fait prêt. Nous vînmes nous accouder, nos verres de whisky à la main, à la balustrade du balcon. La chaleur était suffocante. Une odeur de sueur, de suint, d'urine, montait des ténèbres. Des gens dormaient, devant les portes, à peu près nus, sur des espèces de treillis métalliques supportés par quatre piquets, à un mètre environ d'un sol qu'on devinait littéralement farci de mille-pattes venimeux et de scolopendres. La rue était encombrée de chevreaux et de brebis qui poursuivaient de pauvres rêves entrecoupés de timides et doux bêlements.

— Eh bien ? me dit Paul Miers après quelques instants de silence.

— Eh bien quoi ?

— Vous avez vu le gouverneur ? Vous avez dû causer avec lui.

— Guère ! Une minute à peine.

— Cela aura suffi. Étais-je dans le vrai ?

— Vous étiez dans le vrai.

Derechef, il se tut. Seule, la lueur de sa pipe, sur laquelle

il venait de tirer plus fort, fut la marque de sa satisfaction.

— A table ! dit-il enfin. Nous reprendrons cette conversation tous les deux après le dîner. J'aurai d'ailleurs alors quelque chose pour vous, puisque cette histoire a l'air de vous passionner.

Résumons, si l'on y consent, ce qu'avait été jusque-là mon emploi du temps à Aden. J'y étais arrivé le 16 mai, c'est-à-dire l'avant-veille au matin, sans autre véritable but, je le répète, que de me reposer en paix, et peut-être de continuer ensuite, tout doucement, mon voyage en direction de Colombo. Le même jour, les Miers étaient venus dîner à l'agence des Messageries. Le lendemain matin, 17 mai, visite au Gouverneur.

En le quittant, j'avais retrouvé M. Miers au Club nautique, et je lui avais parlé de mon entretien avec sir James. Quel était donc le rapport que ce dernier avait paru vouloir établir entre l'affaire de Kharmakar et mon rendez-vous avec M. Zafarana ? C'était, bien entendu, la question que j'avais posée à Paul Miers. Sa réponse m'avait plongé dans des abîmes de stupéfaction. Or, tout à l'heure, au cocktail de Son Excellence, je venais de me voir administrer la quasi-démonstration que cette opinion était fondée.

— Qu'est-ce qui vous a aidé à vous en rendre compte ? me demanda Miers, comme le dîner s'achevait, et que les deux jeunes gens, sur un signe de leur père, nous avaient laissés seuls.

— Ceci, d'abord ! dis-je, en le mettant au courant de ma conversation avec le capitaine Wattson.

Il eut un rire silencieux.

— Pauvre diable ! finit-il par dire. Vous avez dû l'embarrasser rudement. Vous pensez bien qu'il est informé par le menu de tout le pot-aux-roses, ainsi que la plupart des gens d'ici, d'ailleurs. Oui, mais il se serait fait couper en morceaux plutôt que d'en parler, surtout sous le propre toit de son gouverneur.

— Vous avez dit que vous aviez quelque chose à me montrer ? murmurai-je, après une pause.

— C'est la vérité. Voici !

Pourquoi suais-je de cette façon, à gouttes énormes ?

Je l'ignorais. La chaleur, l'effroyable chaleur, sans doute. Oui, mais il faisait aussi chaud quelques instants plus tôt. Et pourtant, je n'étais pas ainsi. Alors ?

— Qu'est-ce que c'est que cela ?

— Regardez.

Quelque chose de très quelconque. Rien qui, de prime abord, parût de nature à justifier l'espèce de mortelle émotion qui venait de s'emparer de moi. L'exemplaire polycopié d'un programme jauni autant par les années que par les recoins où il avait dû traîner.

— Ah !... balbutiai-je, à peine y eus-je jeté les yeux.

— Voulez-vous que nous lisions ensemble ? demanda Miers.

— Je veux bien.

J'aurais voulu, oui. Mais j'en étais incapable. Quelle étrange, quelle ridicule aventure, mon Dieu ! Ce fut mon hôte qui entreprit cette lecture, m'ayant repris son papier des mains.

« 15 juin 1897, commença-t-il, grande salle de la *British-American Tobacco Company*, sous la présidence d'honneur de S. Exc. sir Richard Wilkinson, gouverneur des territoires d'Aden et dépendances, pour les débuts sur cette scène de M. Stéphane Largillière, du théâtre des *Bouffes-Parisiens*, et de Mlle Albine Ordioni, de l'*Ambigu-Comique* de Paris, première et unique représentation de :

OTHELLO OU LE MORE DE VENISE

Drame en cinq actes, en prose, de William Shakespeare.

Distribution : *Le Duc de Venise*, Clairville ; *Brabantio*, Anselme ; *Gratiano*, Robert-Hubert ; *Ludovico*, H. Zafarana (en représentations) ; *Othello*, S. Largillière ; *Cassio*, Lusignan ; *Jago*, Saint-Pol ; *Roderigo*, Gremilly ; *Montano*, Severac cadet. — *Desdémone*, A. Ordioni ; *Emilia*, d'Escorval ; *Bianca*, Lucette Nattier. — Sénateurs, officiers, messagers, musiciens, matelots et suite.

Mise en scène de M. Heraclius Zafarana, décors et musique de M. Severac cadet.

Etc., etc., etc.

Paul Miers replia posément son programme.

— Que dites-vous de cela ? demanda-t-il.

— Que voulez-vous que j'en dise ? Rien !

J'essayai de rire. Une abominable tristesse me poignait.

— Ou plutôt, si ! Il y a une phrase, prononcée tout à l'heure au cocktail du gouverneur, qui me revient, et qui pourrait n'être pas sans rapport...

Et je racontai à Paul Miers quelle réplique la pauvre Mrs O'Neill s'était attirée lorsqu'elle avait avoué ingénument son désir d'incarner Desdémone.

— Et de cette phrase, dit Miers, que concluez-vous ?

— Je le répète : qu'elle n'est pas sans rapport avec l'histoire qui nous... qui m'intéresse.

— Et, à votre avis, quel est ce rapport ?

— Ah ! m'écriai-je, je suis à bout. C'est à vous maintenant de m'aider, de venir à mon secours.

— Qu'à cela ne tienne ! fit-il. Je vous dirai donc que vous avez vu juste. Quelqu'un assistait à cette représentation du 15 juin 1897, quelqu'un que, primitivement, on n'avait pas songé à y convier. Et ce quelqu'un n'était autre que Sa Hautesse Mohammed Saïd Ali, sultan de Kharmakar, Ourgoub et Hassanieh. Peut-être commencez-vous à comprendre ?

— Peut-être pas encore tout à fait, fis-je avec un sourire. Mais si vous y mettez un peu de patience, je crois bien que j'y arriverai.

Le programme du *More de Venise* était demeuré sur la table. Je le pris. Je le dépliai. Je le relus.

— Des acteurs pareils, qu'est-ce que ça pouvait être ?

M. Miers haussa les épaules.

— Eh ! fit-il, il faut avoir un peu de pitié. Qu'est-ce que vous voulez que ce fût ? Une troupe théâtrale dans l'océan Indien, figurez-vous ! De pauvres gens, de très pauvres gens ! Demain matin, d'ailleurs, vous allez voir ce cher M. Zafarana. S'il veut parler, vous serez édifié. Et s'il ne veut pas, presque autant.

— Clairville, Saint-Pol, Severac ! Je vois leurs noms, je vois bien leurs noms, insistai-je. Mais leurs prénoms ? Quels étaient-ils ? Ne pourriez-vous pas me renseigner sur ce point ?

Et, questionnant ainsi, je ne cessais, dans mon for inté-

rieur, d'admirer le sort qui semblait ne m'avoir envoyé à Aden que pour courir en apparence après les traces de M. Jean !...

V

M. Miers avait éclaté de rire.

— Les prénoms, maintenant ? Ah ! non, tout de même! Où voulez-vous que j'aille les chercher ? Vous êtes réellement trop exigeant ! A quoi rime une telle question, je vous prie ?

— A votre tour, vous allez comprendre. Figurez-vous que j'ai connu, que je continue à connaître un vieil acteur qui a dû appartenir à la troupe dont il s'agit. Mais je n'ai jamais su que son prénom : monsieur Jean.

— C'est peu, en effet, dit Miers. D'autant que, dans ce monde-là, ils s'affublent de pseudonymes à tout bout de champ. Il vaut mieux recourir à une particularité physique. Votre bonhomme, comment est-il ? Peut-être le reconnaîtrai-je d'après les rôles qu'il a tenus ici. Et encore, je ne vous garantis rien. Il y a quarante-deux ans de cela, ne l'oublions pas, j'avais à peine dix-sept ans. Il est vrai, pourquoi ne pas l'avouer, que le passage de ces malheureux m'a laissé un souvenir assez fort, de la pitié, de l'émotion, quelque chose enfin ! Quelle curieuse machine que l'homme, mon Dieu ! Allons, dites-moi, votre ami, comment était-il ? Et d'abord, quel était son emploi ? Comique ? Tragique ?

— Comique, sans l'ombre d'un doute, répondis-je.

— Bon ! C'est un renseignement qui peut servir. Il n'en faut pas exagérer la valeur non plus. Les genres n'étaient pas très bien délimités, comme vous pensez, dans cette troupe-là. Ils jouaient tout, au petit bonheur, suivant les besoins, *Othello* et *Champignol malgré lui*, *Ruy Blas* et *la Porteuse de pain*. Et pendant qu'ils n'étaient pas en scène, les pauvres diables, ils roulaient les décors, simulaient les bruits de coulisse, et tout ce qui s'ensuit. Mais, encore une fois, c'est un renseignement. Puis, il y a aussi la question de l'âge. Ça, c'est important. Tous, ils étaient plus ou moins sur le retour, alors que votre type, puisque il vit toujours, ne devait pas avoir beaucoup plus de trente ans. Oui, c'est cela, n'est-ce pas ? A merveille ! Reprenons notre liste. Il

ne devait y en avoir que deux ou trois qui pouvaient avoir trente ans à cette époque, le nommé Robert-Hubert, qui jouait Gratiano. Était-il assez mauvais, l'animal ! Et borgne, par-dessus le marché ! Ce ne saurait donc être lui. C'est un détail que vous auriez remarqué. Et puis, il y avait Lusignan, Claude Lusignan, le jeune premier, ma chère ! qui jouait Cassio, un assez gentil garçon, ma foi, avec ses petites moustaches brunes. Pas question que ce soit celui-là non plus, dites-vous ? Alors, eh bien ! je ne vois plus que Grémilly. Lui, il jouait Roderigo. Évidemment, c'est le seul rôle à peu près farce de la pièce.

— Comment était-il fait, ce Grémilly ?

— Comment était-il ? Attendez donc ! Tout cela n'est pas d'hier, vous savez. Voyons, si je me souviens bien, il n'était pas joli, joli. Un petit particulier hilare, légèrement albinos, je crois.

— Albinos, dites-vous ? des yeux bleus, d'un bleu presque pervenche, avec des paupières sans cils, gras-de-jambon, suivant l'expression populaire. Voyez-vous à peu près ?

— Oui, il me semble...

— C'était lui, certainement. Ah ! un autre détail. Il fumait, n'est-ce pas ? Il fumait sans cesse ?

— De cela, alors, je suis sûr ! fit Miers avec élan. Après quarante ans passés, c'est extraordinaire : quelqu'un que j'ai dû voir, en tout et pour tout, cinq ou six fois et dont je me souviens aussi bien ! C'est vrai qu'il avait toujours sur ses vêtements une odeur...

— Du gros tabac, hein ! du très gros tabac ?

— Parfaitement ! Inutile de chercher davantage. C'est bien lui, votre monsieur Jean. Nous nous en sommes donné, à son propos, de la peine ! Et, sans doute, pour l'importance que vous devez attacher à tout cela !...

— Et elle ? demandai-je, soudain.

Toute ma vie, oui, toute ma vie, j'en ai la certitude, je me rappellerai cet instant. Dans cette salle à manger déserte, où les pales du ventilateur tournant à toute vitesse avaient, au-dessus de nos têtes, l'immobile aspect d'un halo d'argent, nous nous parlions, lèvres sèches, cœurs oppressés, front contre front. Jacques et Bernard Miers, pendant ce temps-là,

bien tranquilles, chevauchaient leurs chaises sur le balcon, nous tournant le dos avec placidité. Quel calme, quel équilibre chez cette jeunesse ! C'était nous, leur père et puis moi, en route cependant, et à grandes guides, pour la soixantaine, oui, c'était nous, tous les deux, qui étions les enfants.

Paul Miers avait tressailli à ma question.

— Elle ? qui ? bégaya-t-il.

— Comment, qui ? Cela, c'est un comble ! Pas Lucette Nattier, pas cette brave d'Escorval, assurément ! Elle, Albine Ordioni. A l'affaire de Kharmakar, de toutes les trois, une seule est liée, et c'est elle. Allons, reconnaissez-le donc, c'est d'elle, et de personne d'autre, que depuis un moment vous mourez d'envie de parler, vous aussi.

Avec douceur, je répétai :

— Comment était-elle ?

— Comment elle était ? Écoutez-moi donc ! Je n'avais que dix-sept ans, encore une fois. Vous me direz que c'est à cet âge que les impressions sont les plus vivaces... Ah ! et puis, tant pis ! Je vous parlerai, si vous le voulez. Je vous dirai tout. Vous le savez bien, j'en ai trop envie.

Une espèce d'affreuse libellule violâtre, virevoltant, venait de s'abattre entre nous, à côté de ma tasse de café.

— N'y faites pas attention, dit Miers. Une bestiole de par ici. Un phalène de l'Hadramout. Aucun intérêt !

— Charmante bestiole, en effet, pour vous aider à poursuivre une conversation !

— Ah ! fit-il, réprimant un geste d'impatience, lorsque l'on est aussi impressionnable, on reste chez soi. Cela vaut beaucoup mieux.

— D'accord ! Mais pour qui parlez-vous de la sorte ? Pour moi, ou pour Albine Ordioni ?

— Excusez-moi ! Ni pour vous, ni pour elle ! répondit-il, avec un sourire, m'ayant pris la main.

Je sentis durant quelques minutes qu'il était en train de rassembler ses pensées.

— Alors, vous voulez que je vous dise comment elle était ?

— Oui ! murmurai-je. Dites-le-moi. Je le veux. Vous le savez bien.

Singulière aventure, certes ! Cette femme que je n'avais

jamais connue, que je ne connaissais pas, que je ne connaîtrais jamais, j'ignorais pourquoi je n'osais plus en parler qu'à mots couverts, avec une sorte de douloureuse appréhension, comme si maintenant les choses que j'étais destiné à apprendre sur elle dussent m'arracher des morceaux de cœur, des lambeaux de chair, des larmes de sang.

— De pauvres gens, commença Miers avec lenteur, de très pauvres gens ! Il n'y a là rien qui puisse vous surprendre. Ils regagnaient la France après une harassante tournée de dix mois, au cours de laquelle ils avaient joué, dans les conditions que vous supposez, leur extravagant répertoire à Mombasa, à Mahé des Seychelles, à Port-Louis, à Saint-Denis, à Diégo-Suarez ; pas à Tananarive, où Gallieni, qui venait de prendre le pouvoir en mains, avait décidé de ne pas tolérer encore ce genre de petite plaisanterie. Sur cette équipée, je le répète, tachez de faire parler demain matin ce cher Basilio Zafarana. C'est le fils de l'autre, le grand homme, Heraclius, qui cumulait les fonctions de directeur et d'impresario de la troupe ; j'allais dire, leur négrier, ce qui eût été beaucoup plus conforme à la stricte équité, hélas ! Voilà déjà une dizaine d'années qu'il a rendu sa belle âme au dieu des entremetteurs coptes. Basilio a recueilli avec piété son souvenir et son argent. Il vous dira ce qu'il voudra, ce qu'il pourra plutôt, sans manquer à la mémoire de son vénéré père. Entre les roueries de son récit, il y a toujours une chose que vous ne manquerez pas de lire, c'est qu'ils étaient, les infortunés, dans un état bien lamentable, la nuit de mai 1897 où ils débarquèrent ici.

Il essuya ses tempes en sueur.

— Comment, pourquoi ils y restèrent ? Ce serait trop long à vous raconter. Et puis, c'est l'affaire de Zafarana. Que je vous dise simplement ceci : leur dédouanement n'alla pas tout seul. Vous connaissez assez bien les Anglais pour vous douter qu'ils ne raffolent pas précisément de ce genre de visiteurs-là. A Steamer-Point, les mœurs sont rigides, lorsque c'est la forme qui est en jeu tout au moins. On y possède une église anglicane, une église écossaise, une église danoise, dont les chapelains respectifs ne badinent pas, je vous le certifie. Mais enfin, puisque ces douze misérables errants étaient contraints, — vous en connaîtrez la raison, — de faire escale

à Aden, on ne pouvait tout de même pas les jeter aux requins de la rade. Les hommes, à la rigueur, on s'en serait accommodé. Oui, mais il y avait les femmes ! Ce fut tout juste si d'abord, ces trois réprouvées, on ne les obligea pas à demeurer sur leur infâme petit bateau. Bien entendu, en dépit de tous les censeurs et de tous les révérends, ces chicanes idiotes ne firent qu'accroître le désir que tout un chacun avait de plus en plus de les voir.

— Et ils furent autorisés à jouer, finalement ?

— C'est ce que Zafarana vous expliquera. Mais vous pouvez croire que là aussi, et bien plus encore, il y eut du tirage. Oh ! je sais bien, petit à petit tout cela se tassa. On en serait arrivé peu à peu, dans une certaine mesure, à les adopter, et, sans le coup de tonnerre de la fin... Mais j'anticipe ! Et puis, tout cela ne vous intéresse que par rapport à elle, n'est-ce pas ? Vous désirez donc savoir les circonstances dans lesquelles elle m'apparut ? Eh bien ! d'abord, à toutes les représentations qu'ils donnèrent, car je n'en manquai pas une, comme bien vous pensez. J'y faisais passer tout mon argent de poche. Je n'en aurais pas eu assez que j'aurais pris une balle de café ou de coton dans le magasin paternel pour m'en aller la vendre à vil prix aux juifs du Croissant.

Il risqua un coup d'œil du côté du balcon. Jacques et Bernard, toujours à califourchon sur leurs chaises, continuaient à ne pas se soucier le moins du monde de ce que pouvait être notre conversation.

Paul Miers reprit :

— Le jour dont je vais vous parler, ils avaient donné *le Maître de Forges*. Elle, en outre, en lever de rideau, elle avait joué *le Passant*. Avec un ami plus dessalé, parce que mon aîné de deux ou trois ans, je me risquai dans les coulisses. Les coulisses de l'entrepôt de la *British-American Tobacco*, vous voyez ce que ça pouvait être. Malheur de malheur, si le père Miers m'avait aperçu dans un tel lieu, lui à qui les pires quartiers d'Aden paraissaient mille fois plus avouables que le plus inoffensif corridor de théâtre ! Moi, en tout cas, jamais je n'avais été aussi troublé de ma vie, et même, peut-être, qui sait ? je me demande si je l'ai été depuis davantage. Elle, instantanément, je la vis, seule, debout, derrière un portant, sur le point de faire son entrée. Elle ne me remarqua

pas. Et moi, le cœur démoli d'émotion, je commençai par ne pas la reconnaître. Un contraste pareil avec ce qu'elle semblait être sur scène, qui aurait pu croire, se figurer !...

— En elle, tout d'abord, qu'est-ce qui vous a frappé le plus ? insistai-je, sentant moi aussi, avec une espèce d'émoi insensé, mon propre cœur, à saccades folles, se mettre à battre.

— Vous tenez à le savoir ? fit-il. Mais c'est que, moi-même, je ne le sais pas. Je ne le sais pas du tout. Écoutez, cependant : il y a une chose tout au moins que je peux vous dire.

— Laquelle ?

— Voilà ! C'est qu'avec ses mousselines à paillettes, ses paupières bleuies, et tout ce fard à bon marché liquéfié par l'atroce chaleur sur sa pauvre face, elle n'avait pas l'air bien heureux... Ah ! ça, non !

— Qu'est-ce qu'elle est devenue ? demandai-je.

— Elle est morte ! répondit-il.

— Morte !

La façon dont je venais de répéter ce terrible mot le fit tressaillir. Il me regarda.

— Eh bien, quoi ? fit-il avec rudesse. Morte, oui. Et puis après ?

Anéanti, je me taisais. Impitoyable, il poursuivit :

— Vous êtes extraordinaire ! Dame ! je vous l'ai dit, il y a quarante-deux ans de tout cela ! Moi, encore une fois, j'avais dix-sept ans. Elle, elle devait bien en avoir le double. Songez à ce que ça lui ferait aujourd'hui ! Vous n'avez qu'à compter sur vos doigts. Ça y est, les jeux sont-ils faits ? Bravo ! Dans ces conditions, j'espère que vous êtes de mon avis, n'est-ce pas ? Ça vaut mieux ainsi.

— Oui, fis-je, secouant la tête. Vous avez raison. Ça vaut mieux ainsi.

PIERRE BENOIT.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

DANS UN MONDE TROUBLÉ ET BARBARE

MADRID EN 1919

Au printemps de 1919, j'étais de nouveau à Madrid. J'y revenais, cela va sans dire, dans d'autres dispositions qu'en 1915. Cette victoire, dont on avait pu désespérer si longtemps, nous la tenions enfin ! Je n'osais pas me demander à quel prix. C'était un tel soulagement que j'en oubliai les duretés des Espagnols lors de mes récentes missions (1). Je revenais la tête haute dans un pays où l'on m'avait abreuvé d'humiliations. Dans ma joie, je pardonnais tout, je voyais tout en beau.

La gaieté du printemps madrilène, le mouvement des rues, l'afflux des étrangers, tout cela continuait à m'entretenir dans des pensées riantes. Madrid me parut encore plus animé et plus brillant qu'à l'époque de mon dernier voyage. On s'était enrichi à tous les étages de la société. Les paysans avaient vendu leurs denrées et leurs troupeaux à des prix inespérés. La peseta atteignait une hausse désastreuse pour nous, mais qui permettait aux Espagnols une vie plus large chez eux et même fastueuse à l'étranger. Les cafés ne désemplissaient pas, les cercles aristocratiques de la rue d'Alcala étalaient par leurs fenêtres grandes ouvertes un luxe ostentatoire. Dans tous les quartiers, des constructions neuves, des « buildings » administratifs ou commerciaux, des gratte-ciel comme à New-York, de larges avenues percées, des places, des squares aménagés, un magnifique parc créé à l'ouest de la capitale, devant le paysage grandiose du Guadarrama.

La vie paraissait facile, même dans les couches popu-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 septembre, *Mes Ambassades*.

laires. Il est vrai que l'insouciance et la gaieté des masses pouvaient faire illusion. A la table de l'hôtel où j'étais descendu régnait une abondance dont nous étions déshabitués. Après ces quatre années non pas précisément de jeûne, mais de régime sévère, je me décarêmais chez nos voisins. En haut de la Carrera de San Geronimo, il y avait un restaurant italien qui, pour un douro, vous servait un plantureux festin, terminé par une débauche de fruits, des saladiers de fraises arrosées de jus d'orange. A quelques pas plus loin, en face des bureaux du Crédit lyonnais, la Pâtisserie viennoise, — la pâtisserie élégante de Madrid, — regorgeait de monde à l'heure du thé : il fallait faire queue, en attendant une place libre.

Au dehors, des routes nouvelles, véritables autostrades, ce qui était une chose inouïe dans cette Espagne redoutée autrefois pour ses pistes poussiéreuses et ses chemins défoncés. Un peu partout, des hôtels pourvus du confort moderne ouvraient leurs portes, et, dans les régions les plus désolées, des hôtelleries et des refuges où l'on trouvait mieux que l'indispensable et souvent installés avec goût. Le Roi, automobiliste fervent, s'appliquait à développer le tourisme dans toute la Péninsule. Aujourd'hui, après près de trois années de guerre civile et de dévastations, on se demande avec angoisse ce qui reste de tout cela.

* * *

C'est lors de ce voyage que je me rendis compte de tous les trésors artistiques du Musée du Prado et de ce qui fait sa grande originalité. Et ce fut cette fois encore que je pris une idée juste et complète de l'Escorial, ordinairement incompris et visité superficiellement par des touristes pressés, sinon aveuglés par les plus sots préjugés. J'y étais passé un peu trop rapidement en 1896. Depuis, j'y ai fait d'assez longs séjours. Et à mesure que je me familiarisais avec cet énigmatique monument, j'y découvrais de nouvelles profondeurs. L'Escorial est symbolique non seulement de l'âme étrange et secrète de son fondateur, mais de ce qu'il y a de plus intime, de plus impérial et de plus catholique dans l'âme espagnole.

Cette fois, je fus surtout frappé par le paysage qui, dans son austérité, son immensité, est un des plus grandioses et des plus admirables que je connaisse, et par les entours et

les dehors du monastère. J'étais descendu à l'Escorial-d'en-haut, dans un hôtel strictement local, où l'ambiance, comme la nourriture et toutes choses, était farouchement espagnole. Il y avait là des Madrilènes venus pour les vacances de Pâques, et, un peu partout, sur les hauteurs environnantes, de jolies villas habitées seulement en été. Je m'aperçus ainsi que l'Escorial, ce lieu au renom sinistre, est une station estivale, où l'on vient chercher de la fraîcheur, de beaux ombrages et tous les agréments de la campagne, sans parler de la vue incomparable et des spectacles d'art et de beauté que prodigue le monastère. C'est bien ainsi d'ailleurs que l'avait conçu Philippe II : non seulement un lieu de science et d'édification, mais un lieu de plaisance, où l'on vient se mettre au frais en été. Les beaux jardins dont il avait entouré cette résidence royale n'existent plus ou ont été complètement transformés. Ce qui en subsiste suffit pour donner l'aspect d'une oasis de verdures et de cultures autour de l'ascétique édifice, au bord de cette immense plaine désertique, qui se déploie aux pieds du Guadarrama jusqu'aux blancheurs confuses du plateau madrilène.

Philippe II avait voulu faire de son monastère de San Lorenzo tout un monde, et notamment une Université et une bibliothèque. Avant la dernière guerre civile, il y avait toujours un collège qui s'intitulait « Université » et où l'enseignement était donné par les Augustins, qui avaient pris à l'Escorial la succession des Hiéronymites, l'ordre cher à Philippe II et à Charles-Quint. Je m'y trouvai en pays de connaissance. Le supérieur, ou le recteur, de l'Université avait traduit en castillan mon *Saint Augustin*. J'y fus accueilli fraternellement. On me fit visiter ce magnifique établissement qui était organisé sur le modèle oxfordien et peuplé d'élèves appartenant aux plus riches familles du royaume. Tous les sports y étaient largement pratiqués. Un confort des plus modernes et un véritable luxe d'aménagement. Ces jeunes gens avaient même leur journal à eux, comme les religieux avaient leur revue, *la Ciudad de Dios*.

Je fus invité à déjeuner au collège, avec le recteur et quelques professeurs. C'était un vendredi et, à ma grande surprise, le repas commença par un savoureux *cocido*, qui est le pot-au-feu national espagnol et qui se compose non

seulement de bœuf bouilli, mais de toute sorte de légumes et de savoureux ingrédients. J'appris ainsi que les Espagnols sont dispensés par l'Église de l'observance du maigre, le vendredi, en récompense de leur dernière croisade contre les Mores, sous Ferdinand et Isabelle. Ils sont très fiers et très jaloux de ce privilège. Avec le *cocido* du vendredi, ce qui sollicita le plus mon attention au cours de ce repas et des conversations que j'y entendis, ce fut le libéralisme de ces religieux qui, en vrais fils de saint Augustin, se piquaient d'être des intellectuels, et des intellectuels très modernes et très avertis.

Ils étaient les conservateurs désignés de la fameuse et splendide bibliothèque rassemblée par Philippe II à l'Escorial. Ils m'en montrèrent les salles, décorées avec une magnificence de palais, et ils m'en firent entrevoir tous les trésors : les manuscrits grecs et arabes, les incunables, les éditions rares, les somptueuses reliures. Dans une vitrine, quelques reliques et des autographes de sainte Thérèse, auxquels je devais revenir quelques années après. Mais, cette fois, ce n'étaient pas précisément les livres qui m'intéressaient à l'Escorial. J'y venais chercher un décor et des sites pittoresques pour un roman en gestation.

Les salles capitulaires et les musées de l'Escorial, après ceux du Prado, me fournirent tout ce que je pouvais désirer en fait de couleur locale et de documents pittoresques pour le costume et le mobilier de l'époque classique. Je revins à Paris avec un butin abondant, et heureux aussi d'avoir revu une Espagne qui n'était pas l'ennemie de la France.

ALERTES ET ACCALMIES

J'étais en villégiature à Font-Romeu au mois de septembre 1923. La vue du val de Cerdagne et des sierras catalanes m'a toujours enchanté.

Mais l'hôtel où j'étais descendu était plein d'Espagnols, et d'Espagnols de toute catégorie, en raison de la hausse de la peseta, qui leur permettait l'accès de tous nos palaces. Il y avait là beaucoup de Barcelonais qui, sans doute, jugeaient le confort français supérieur à celui de leurs hôtels de Puigcerda. Parmi eux se faisait beaucoup remarquer un leader

autonomiste, dont la renommée un peu trop bruyante avait franchi les monts. Je finis par considérer la présence de ces étrangers comme une calamité insupportable. Habitués à se coucher très tard, ils menaient grand tapage jusqu'à deux heures du matin. Musiques, dancings faisaient rage, pour le désespoir des gens paisibles et des dormeurs. Les joueurs quittaient la salle de jeu encore plus tard, de sorte qu'aux approches de l'aube on était réveillé en sursaut par des hordes qui, vomies par tous les ascenseurs, se répandaient dans les corridors en vociférant et en claquant les portes. Les oonversations et les bruits continuaient dans les chambres, comme il arrive avec des gens accoutumés à ne pas se gêner et pour qui le prochain n'existe pas. Ils me gâtaient le paysage.

Tout à coup, le bruit se répandit d'une révolution en Espagne. Je m'imaginai que cette nouvelle allait produire une émotion profonde dans la colonie espagnole de l'hôtel. Elle fut accueillie avec un calme parfait. On aurait dit que tout le monde était dans le secret, qu'on s'y attendait, et même qu'on souhaitait cet heureux changement. Quelques personnes ne dissimulaient point leur satisfaction, mais discrètement, sans élever la voix. La plupart montraient une sérénité qu'on pouvait prendre pour une parfaite indifférence. Seul, l'autonomiste catalan, petit homme maigre et barbu, disparut tout à coup, comme un diable noir, par le trou d'une cheminée, un soir de sabbat.

Quoi qu'il en soit, c'était bel et bien une révolution.

* * *

Moi qui n'y croyais plus, j'étais fort intrigué. De quoi s'agissait-il au juste ? Étant à deux pas de l'Espagne, je résolus d'y aller voir. La presse française annonçait que le mouvement était parti de l'Aragon et de la Navarre. Cela me décida à me rendre à Saragosse, après m'être renseigné d'abord dans les pays basques. Je m'arrêtai à Saint-Sébastien, où j'interrogeai quelques notabilités politiques, parmi lesquelles un jeune avocat francophile, ancien élève de la Faculté de Bordeaux, M. Victor Pradera, qui, en 1936, devait mourir fusillé par les communistes. J'en profitai aussi pour rendre visite à des religieux français qui avaient là un important collège : les Frères de la Doctrine chrétienne. Ils m'avaient

témoigné beaucoup de bienveillance et rendu maints services lors de mes missions en Espagne. Je revis notamment un Frère Lupicin, créature du bon Dieu, lequel avait pris tellement à cœur ma récente candidature académique qu'il avait fait, paraît-il, une neuvaine et jeûné pour mon succès. Quand il me dit cela, je fus profondément touché d'un tel témoignage de sympathie venant d'un inconnu. Le cher Frère Lupicin est mort. Que le bon Dieu récompense cette belle âme en son paradis !

Il me semble que c'est aux Frères que je dus de faire la connaissance de Victor Pradera, nature enthousiaste et généreuse, vrai tempérament d'orateur, qui trouvait le moyen d'être aussi éloquent en français qu'en espagnol ou en basque.

Par lui j'appris tout de suite ce qui s'était passé et la signification politique des derniers événements. En réalité, cette révolution était un coup d'État de droite, organisé par un groupe de militaires, à la tête desquels était le capitaine général Primo de Rivera. Celui-ci y avait été aidé par un de ses collègues, le général Sanjurjo, qui commandait le corps d'armée de Saragosse. Dans tout le pays, on en avait assez des menées anarcho-socialistes, des grèves perpétuelles, des attentats terroristes, des assassinats politiques : le ministre libéral Eduardo Dato venait d'être abattu en pleine rue par un *pistolero*, et, plus récemment, le cardinal-archevêque de Saragosse, qui m'avait reçu en 1915 et qui m'avait manifesté des sentiments d'amitié pour la France. Les éléments sains de la Péninsule étaient excédés de cet état de choses : il fallait en finir, arrêter la propagande révolutionnaire. Quelques militaires à poigne avaient eu le courage de le tenter. Le rôle le plus actif, me disait-on, avait été joué précisément par ce général Sanjurjo qui commandait à Saragosse. J'étais curieux de voir ce héros : ce qui me permettrait d'assister aux fêtes de Notre-Dame-del-Pilar, lesquelles allaient être célébrées solennellement.

***

De Saint-Sébastien, j'allai d'abord à Pampelune, par un petit chemin de fer de montagne qui serpente interminablement à travers des paysages extraordinairement sau-

vages et pittoresques. Je revis la cathédrale et son cloître, je fis le tour des vieux remparts, d'où l'on domine une âpre région, d'un aspect déjà presque africain. Le lendemain, je rejoignis la ligne de l'Èbre à Castejon, et, pour le soir, j'étais à Saragosse.

Je trouvai la ville parfaitement tranquille. Nul indice d'agitation révolutionnaire. Il n'y avait d'extraordinaire que les préparatifs de la procession. Toutes les rues étaient pavoisées, les maisons fleuries de plantes vertes. Grande affluence d'étrangers et de campagnards dans les cafés et les hôtels. Grand tintamarre sur le champ de foire et les promenades. Car la foire faisait partie des fêtes religieuses.

Je demandai une audience au général Sanjurjo : elle me fut accordée tout de suite. Mais il ne me fut pas facile de joindre ce haut personnage. Je croyais savoir qu'il remplissait les fonctions de capitaine général, en même temps que celles de gouverneur militaire. C'est pourquoi, étant convoqué pour huit heures du soir, je me rendis à la capitainerie. Là, un planton me fait monter un escalier, traverser un corridor, puis un autre, au milieu duquel il m'abandonne devant un vieux monsieur en civil, que je fus bien obligé de prendre pour le général.

— Je ne suis pas Sanjurjo ! me répondit assez sèchement ce monsieur.

En effet, ce devait être son successeur. Mais je n'y compris rien d'abord. Sur les conseils du planton, je me fais conduire au gouvernement militaire, que je trouve plongé dans les ténèbres. Un soldat, couché en travers de la porte, me répond que Son Excellence ne rentrera pas avant minuit et que, pour l'instant, elle est au gouvernement civil... Découragé, j'allais renoncer à l'entreprise, lorsque l'idée me vint de relire ma convocation. Elle était effectivement rédigée au nom de « Don José Sanjurjo Sacanell, gouverneur civil et général gouverneur militaire de cette province ». J'avais tout bonnement oublié la révolution, c'est-à-dire que le gouverneur militaire avait été bombardé gouverneur civil par le nouveau régime.

Rebroussant chemin encore une fois, je mets le cap sur le gouvernement civil, où je tombe dans le brouhaha d'une installation encore récente. Un jeune officier en uniforme

siège dans l'antichambre. Dans les couloirs et les escaliers règne l'agitation un peu désordonnée de nos bureaux au temps de la guerre. On m'avertit que le général est en conférence avec des industriels de la région. Enfin, vers les neuf heures, il parut. C'était un petit homme noir de poil, aux yeux vifs, aux cheveux en brosse, le type du soldat d'Afrique, un vrai broussard. Nous nous entendîmes facilement. Quand je l'interrogeai sur le coup d'État auquel il avait participé, il se donna l'air d'être fort étonné : « Mais, quoi ? Il n'y avait rien du tout. La situation était on ne peut plus normale, à part peut-être une opération de police, à laquelle il avait fallu se décider. On avait coffré ou expulsé quelques malandrins, à la grande satisfaction des honnêtes gens !... »

C'était la formule que j'avais entendu si souvent répéter en France dans les milieux bourgeois : « Si l'on se décidait à arrêter quelques canailles, tout irait beaucoup mieux ! » Mais, en France, on ne se décide plus à ce genre de nettoyage. Il n'y a plus de gaillards de la trempe d'un Saint-Arnaud, ou d'un Sanjurjo, pour recommencer un Deux-décembre de salut public.

Après cette déclaration, le général demeura complètement hermétique. Pas un mot de plus sur les événements. Et toutefois notre entretien dura au moins une heure. Après M. Victor Pradera, il me refit à sa façon l'explication et l'apologie du coup d'État...

* * *

Je ne m'en tins pas là. Je visitai quelques notabilités dans le monde catholique et conservateur. Je causai avec des socialistes chrétiens, car il y en avait en Espagne comme en France. Je n'en obtins que de vagues considérations générales, de timides allusions pleines de réticences : étant fonctionnaires, ils avaient peur de se compromettre. Néanmoins, je compris à travers ces mots couverts qu'ils désapprouvaient le mouvement.

Ces chrétiens sociaux m'ont toujours paru fort dangereux. Dès cette époque, chez nos industriels de l'Est, ils étaient considérés comme tels. En tout cas, ils font, sans bien s'en rendre compte, le lit de l'anarchie et du communisme. En donnant une telle importance aux besoins maté-

riels des masses, en donnant le pas au social sur le spirituel, ils rejoignent inconsciemment le matérialisme socialiste. Ils tendent à aménager le monde de façon à lui faire oublier l'autre royaume, celui dont le Christ s'est dit le seul Roi. Nous sommes bien ici-bas, plantons-y notre tente. Mais vous aurez beau faire des concessions, augmenter le bien-être et les jouissances, ce ne sera jamais assez. Vous serez toujours distancés par ceux qui veulent avoir tout et jouir de tout en ce bas monde. Le prolétaire vous plante là, pour courir au communisme. Il se retourne contre vous. Et, pour comble d'aveuglement, vous désavouez vos défenseurs, comme ces Espagnols désavouaient les Sanjurjo et les Primo de Rivera. Éternels bénisseurs des Arbres de la liberté, vous y êtes éternellement pendus par ceux qui les ont plantés et qui sont vos éternels ennemis.

Mais, heureusement, il y a des exceptions. J'en trouvai chez les Bénédictins français, au couvent de Notre-Dame-de-la-Cogullada, tout près de Saragosse. Les chemins étant atroces, je dus m'y faire transporter en tartane, véhicule à deux roues, horriblement cahotant, où je pensai verser cent fois au milieu des fondrières et des énormes cailloux de la route. Mais les cochers, comme les « autistes » espagnols, sont d'une intrépidité et d'une brutalité que rien n'arrête. Ils franchissent l'obstacle, dussent-ils en crever, eux, leur machine, ou leur bête... Enfin, j'arrivai sain et sauf au monastère, où je fus très libéralement accueilli par le prieur, Dom Babin, un Bourguignon, je crois, homme de grand sens et de haute culture, qui, pendant la guerre, avait écrit dans *le Correspondant* de très pénétrants articles sur l'opinion espagnole.

Sans se départir de la prudence ecclésiastique, il me parut satisfait des récents événements politiques. Et il ne me cacha pas ses craintes. Il était effrayé de la mentalité des paysans avec lesquels il était en rapports quotidiens. Il se scandalisait surtout de leurs blasphèmes, ces truculents blasphèmes espagnols qui atteignent à une violence et à une abjection inouïes dans l'ordure. Moi qui en avais entendu tout le chapelet chez nos Mahonais et nos Valenciens d'Algérie, je ne voulais en voir que le pittoresque un peu monté de ton, et je savais que, chez la plupart de ces hommes, ces

jurements n'avaient rien de proprement blasphématoire et d'antireligieux, que ce n'était souvent qu'une façon d'accentuer une affirmation ou de soulager leur colère. Le prieur secouait la tête. Il me disait :

— Vous verrez : pour peu que l'autorité se relâche en ce pays, vous assisterez à des jacqueries, à des atrocités auprès desquelles les horreurs des révolutions françaises n'auront été que des gentillesses !...

Le Père Babin avait raison : l'autorité n'aurait pas dû se relâcher. Mais l'autorité ne suffit pas. Ce n'est pas tout que de coffrer les mauvais bougres. Il faut savoir faire à temps les réformes et les concessions qui s'imposent. Et puis, comment gouverner aujourd'hui sans avoir les masses avec soi ? Le directoire de Primo de Rivera n'était pas populaire. Et pourtant, il y avait dans le peuple espagnol une grande misère. Cela, je l'ai entendu répéter par des hommes de tous les partis, bien que cette misère ne fût pas apparente. Non seulement le directoire n'avait pas le peuple avec lui, mais il réussit finalement à mécontenter l'armée, d'où le mouvement était sorti. Et, bien entendu, tout ce qui se piquait d'intellectualité, les universitaires surtout, lui était hostile. En ces années qui ont précédé la chute de la monarchie, l'*Ateneo* de Madrid était devenu un véritable centre révolutionnaire. Le Front populaire s'est chargé d'administrer à ces imbéciles la leçon qu'ils méritaient.

Le plus grave peut-être, ce n'est pas seulement d'avoir négligé ces puissances d'opinion, c'est d'avoir divisé et affaibli les partis conservateurs, en mécontentant tout ce qui était libéral dans les hautes classes et l'aristocratie. Toute une catégorie de monarchistes était tombée en suspicion. A Irun, j'avais rencontré un ancien ministre qui s'apprêtait à passer la frontière à la première alerte. Quelques mois plus tard, à Rome, j'aperçus, errant avec toute sa famille dans les musées du Vatican, un autre ministre libéral qui avait jugé à propos de quitter Madrid. Cette politique de relèvement dégénérait en une lutte de partisans. Mauvaise affaire !

* * *

Maintenant que les événements sont accomplis, justifiant les prédictions de Dom Babin, je remarque que, dès cette époque de 1923, j'en avais prévu la contre-partie, c'est-à-dire la révolte de l'âme nationale espagnole contre l'ignoble tyrannie anarcho-communiste. Franco a recommencé la guerre de reconquête contre le barbare, comme au temps du Cid et d'Alphonse de Castille. Et comme les grands rassembleurs de la terre espagnole qui l'ont sauvée du joug de l'Islam, il n'a pas craint de faire appel aux Mores et d'opposer à la barbarie asiatique la barbarie africaine.

Je reconnais, une fois de plus, une intégrité morale admirable en ce peuple qui, somme toute, n'a pas bougé depuis les Mores ; qui, en dépit des siècles et des pires traverses, a toujours le même ressort de réaction contre l'ennemi... Contre l'invasion des pestes orientales, l'Espagne reste la suprême réserve de l'Occident...

J'agite ces pensées, le dernier soir de mon séjour, en retournant contempler la féerie crépusculaire sur les berges de l'Èbre. Je n'y vois plus, comme le premier soir, une vaine fantasmagorie de couleurs et de reflets, mais le symbole du vrai Moghreb espagnol, ce ferme Occident latin : *Finis terrarum*, borne des terres, sur laquelle écumeront en vain les extrêmes démences d'une humanité convulsive.

J'écrivais cela en 1923. La reconquête des nationalistes espagnols semble me donner raison. Ah ! si seulement j'avais complètement raison ! Si j'étais bon prophète, non seulement pour l'Espagne, mais pour l'Europe entière ! Si, après cette victoire de la liberté et de la dignité humaines, la conscience européenne rejetait enfin le mythe abject de la Révolution !...

J'ai dit : « Il faut avoir les masses avec soi. » Oui, sans doute, dans l'état actuel de l'Europe, après cent cinquante ans d'industrialisme intense et de démagogie. Mais l'avènement des masses est un recul honteux de l'humanité. Rien ne se fait de bien que par les individus supérieurs, et encore en supposant chez ceux-ci un désintéressement égal au génie, une charité d'apôtre jointe à une intelligence souveraine. Que ce bien est rare et limité ! Comme l'écrivait Vol-

taire à ce sombre imbécile de Jean-Jacques : « Ce qui fait et fera toujours de ce monde une vallée de larmes, c'est l'insatiable cupidité et l'indomptable orgueil des hommes. » Ajoutons-y leur bêtise. La cupidité est le pire. Le ventre de l'humanité est le tonneau des Danaïdes ; ils n'en auront jamais assez.

Chrétiens, croyons fermement que, comme le royaume du Christ, notre patrie n'est pas de ce monde !

***

A la fin de 1924, après une année de grand labeur, René Doumic me persuada de partir pour l'Égypte, où il n'était bruit que de la découverte sensationnelle de la momie royale de Tout-Ank-Hamon. La presse américaine surtout faisait une réclame d'enfer autour de l'événement.

J'étais sceptique. Mais je finis par accepter cette enquête qui, pour moi, serait un repos. On parlait bien de l'influence maléfique de la momie, on citait même des cas de mort, punition de la curiosité sacrilège des touristes ou de la brutalité des violateurs de sépultures. Cela ne m'arrêta point. Je commençai tout de suite à m'en repentir. A l'aller, je subis en mer une tornade d'une telle violence, que nous faillîmes couler. Au Caire, mauvais temps continuel, refus du découvreur de me montrer sa découverte, et, dans tout le pays, insécurité, xénophobie et assassinats. Au retour, nouvelle tempête, inconfort du bateau qui de Port-Saïd me conduisit au Pirée. Je trouvai Athènes glacée par un affreux aquilon et envahie par des hordes de réfugiés asiatiques. Dans l'Orient-Express, nous fûmes cambriolés, et je faillis perdre mes bagages. Nous traversâmes des régions d'un pittoresque médiocre, d'une pauvreté triste ou d'une sauvagerie inquiétante. Je m'arrêtai vingt-quatre heures à Milan, en proie à un morne abattement et courbaturé par deux jours et demi de wagon ; je me remis en route, pour retomber dans une France livrée aux batailles des partis et à la hideuse propagande de Moscou.

SUR LES PAS DE SAINTE THÉRÈSE

Toujours attiré par l'Espagne et obsédé par des préoccupations spirituelles qui, avec l'âge, se faisaient de plus en

plus pressantes, je m'étais mis à étudier sainte Thérèse d'Avila ; j'avais conçu le projet de lui consacrer un livre, non point d'édification (cela ne convient guère à un laïque), mais de simple exposé doctrinal, un peu comme faisait Bourget pour ses thèses philosophiques ou sociales. De même que celle de saint Augustin, — et pour les mêmes raisons, — cette haute figure me hantait depuis longtemps. A travers la sainte et la grande mystique, je voyais l'âme d'un peuple et d'un pays.

Je retrouvai l'Espagne en plein régime directorial. Tout semblait y marcher parfaitement. Tout était tranquille, l'ordre régnait. Partout de belles routes neuves, et, le long de ces routes, des hôtelleries et même des refuges touristiques aménagés avec goût et confort. Quand on me parlait de la misère populaire, j'étais bien obligé d'y croire, mais je ne la voyais nulle part, tellement ce peuple savait garder de décence dans sa tenue et de passion pour le plaisir. Du train qui m'amenait, je contemplais dans l'âpre banlieue madrilène une éclosion de villas bourgeoises qui surprenaient un peu au milieu de ce désert, et qui, en tout cas, semblaient annoncer, avec de l'aisance, des habitudes de vie toutes nouvelles.

Comme mon intention était de visiter quelques-uns au moins des anciens couvents fondés par sainte Thérèse, je dus faire des démarches, à Madrid, auprès de la Nonciature, pour obtenir l'autorisation de pénétrer dans quelques Carmels, notamment ceux d'Avila, de Salamanque et de Valladolid. Je sollicitai une autorisation analogue du duc d'Albe, custode du tombeau de la sainte, à Alba-de-Tormès.

C'est ainsi que j'eus l'honneur d'être reçu par Son Excellence le duc d'Albe actuel, dans son magnifique palais de Liria, qui était à la fois un musée, une bibliothèque et un véritable conservatoire d'archives nationales. Ce palais a été détruit et incendié, au début de la récente guerre civile, par des avions marxistes, camouflés, m'assurent des témoins oculaires, en avions nationalistes. Des pièces inestimables ont été alors sauvagement détruites, et ce qui subsistait pe ces trésors pillé et dispersé par la brocante internationale. Ces trésors, je pus en prendre une idée au cours de ma visite, fort obligeamment guidé par le duc lui-même

qui voulut bien nous en faire les honneurs, à l'ambassadeur de France et à moi. M. de Peretti de La Rocca, alors en fonctions à Madrid, avait eu en effet l'amabilité de m'accompagner au palais de Liria.

J'obtins facilement de notre hôte la permission d'entrer dans la chapelle des carmélites d'Alba-de-Tormès, où l'on vénère le tombeau et quelques reliques insignes de sainte Thérèse. Il poussa même la bienveillance jusqu'à m'offrir l'hospitalité dans son palais de Monterey, à Salamanque. Je devais en effet descendre dans cette ville pour aller ensuite à Alba-de-Tormès : « Ma maison est la vôtre ! » me dit le duc, suivant la formule de la courtoisie espagnole. Je me confondis en remerciements et je dus promettre d'aviser le régisseur de Son Excellence de mon arrivée à Salamanque, afin que celui-ci prît les dispositions voulues. Bien convaincu, d'ailleurs, que tout cela était pures politesses et phrases protocolaires...

— Pas du tout ! me dit mon compagnon. Rien n'est plus sérieux ! Vous pensez bien que, devant l'ambassadeur de France, le duc ne se permettrait pas...

J'écrivis donc au régisseur du palais de Monterey pour lui annoncer mon arrivée, en lui précisant l'heure de mon train. Au jour dit, je débarque en gare de Salamanque. Pas de régisseur ! Sur quoi, pensant bien qu'il en était comme j'avais supposé d'abord, je me fis conduire tout bourgeoisement à l'hôtel du Commerce, le meilleur de la ville, me disait-on. Vers dix heures du soir, j'étais attablé à la salle à manger (on dîne tard en Espagne), lorsqu'on vint m'avertir que ledit régisseur désirait me parler. En effet, celui-ci, avec force politesses, me déclara qu'une chambre m'attendait au palais de Monterey. Je répondis qu'il était trop tard pour quitter l'hôtel, où d'ailleurs ma chambre était retenue et occupée par mes bagages ; que je remettais au lendemain ma visite au palais.

C'en était un, effectivement, beau spécimen de style platéresque, surchargé de fioritures architecturales et grand comme un Louvre. Je pénétrai dans un long corridor obscur, qui, par un escalier, m'amena dans le vestibule d'un vaste appartement composé de trois pièces : c'étaient les seules habitables et même les seules bâties de l'immense édifice :

tout le reste était inachevé. Dans la chambre à coucher, très haute de plafond et véritablement palatiale, il y avait un petit lit, à peine plus grand qu'un lit d'enfant, qui me fut proposé. Terrifié à l'idée de m'y recoquiller, et aussi par l'aspect grandiose et vaguement effrayant de cette chambre, je déclinai l'offre.

— Mais, me dit le gardien, c'est le lit de Sa Majesté l'impératrice Eugénie !...

— Raison de plus, dis-je, pour ne pas profaner cette couche historique...

— Mais, insista l'homme, il y a ici près une salle de bains !...

A quoi je répondis que je ne prenais jamais de bain : ce qui dérangea toutes les idées de cet homme sur les étrangers, lesquels, comme on sait, prennent tous des bains. Je le remerciai fort et m'excusai, en protestant que je ne voulais pas abuser de l'hospitalité de Son Excellence, ni surtout le déranger, lui et son épouse, uniques habitants de ce palais.

Toutefois, nous convînmes que, le lendemain, nous irions ensemble, en auto, à Alba-de-Tormès...

* * *

Comme Avila, où j'avais séjourné d'abord, Alba-de-Tormès me fut une demi-déception. Ni le tombeau de la sainte, ni le reliquaire de cristal où est conservé son cœur transverbéré par la flèche d'or du Séraphin, ni l'étincelant ostensoir tout bosselé de pierreries qui contient un morceau de son bras, aucune de ces choses trop riches ou trop pompeuses ne me donna l'émotion que je ressentis, à la bibliothèque de l'Escorial, devant quelques humbles objets lui ayant appartenu, quelques-uns de ses manuscrits recueillis par la piété de Philippe II et des moines. Je pus contempler sous une vitrine l'écritoire de la carmélite, affectant la forme d'un gros livre de piété relié en maroquin noir, avec le compartiment pour les plumes, les deux sabliers de plomb et, au milieu, l'encrier également en plomb. A côté, quatre manuscrits : celui de l'*Autobiographie*, du *Chemin de perfection*, des *Fondations*, de *la Manière de visiter les couvents* : le premier d'une belle écriture très ferme, les autres d'une écriture plus tourmentée et fiévreuse ; elle avait alors mille

soucis, mille occupations, et elle était obligée d'entretenir une correspondance continuelle.

Mais c'est surtout dans l'atmosphère de l'Escorial que je retrouvai le mieux l'âme et l'esprit de la sainte. J'y fis de nouveau un assez long séjour, une véritable retraite, prolongeant mes stations à la basilique, devant le colossal rétable du maître-autel. Dans cette nudité, cette austérité, cette majesté, cet air d'éternité qui semble remplir le lieu, les grandes affirmations de la foi revêtent une certitude plus absolue. Tout, ici, paraît immuable comme le dogme. Au dehors, devant l'immensité du paysage, une impression de paix, de solitude monastique. Même dans les rues, où le silence, de temps en temps, était rompu par des passages d'automobiles ou des débarquements de touristes, l'impression de solitude et de recueillement persistait. On dirait que l'énorme Escorial absorbe les bruits, avec les vivants qui passent.

Le soir, j'errais à travers les salles de la résidence royale, et c'était toujours cette impression d'être hors du temps. Les balanciers des horloges qui ne marquaient plus d'heure avaient cessé de battre. Dans la salle mortuaire de Philippe II, à côté d'une lampe éteinte au long bec charbonneux, il y avait une pendule, en forme d'ostensoir, qui était hallucinante : il me semblait voir la pendule de l'éternité.

De là, j'allais m'accouder sur la terrasse du jardin, en face de la steppe castillane, houle minérale immobile, élargie à l'infini ; ou bien je montais jusqu'à la Chaise du Roi, près des réservoirs à l'eau d'ébène et profonde comme celle des puits, et là, du haut de ce belvédère, je regardais le crépuscule descendre sur le monastère blanc et or, sur les mauves et les gris de ses ardoises, sur ses flèches élancées et les croix de ses coupoles pareilles à une procession en marche, et, dans le lointain, les fonds bleuâtres du Guadarrama, les mirages de la plaine et de l'espace où se creusent comme des golfes et des estuaires célestes...

ILLUSIONS DANS LA TOURMENTE

Quelques mois après mon retour d'Andalousie, la monarchie espagnole sombrait dans une débâcle aussi absurde qu'inattendue. Le Roi, trompé par des conseillers suspects

ou affolés, avait cru devoir se retirer devant le résultat d'élections scandaleusement truquées. Pourquoi ce départ si hâtif, qui ressemblait fâcheusement à une fuite ?... On peut discuter la conduite d'Alphonse XIII. Mais comment rester au milieu d'un peuple en partie désaffectionné ? Et quelles riantes perspectives d'avenir ? De quel cœur assumer la tâche de gouverner les mauvaises bêtes que sont les humains d'aujourd'hui ? Il y a de quoi dégoûter les plus endurcis et les plus avides, à plus forte raison ceux qui se font une haute et noble idée du métier royal. La grève des rois doit répondre à la grève des peuples.

En Espagne, tous les ennemis du régime qui avaient des prétentions à l'intellectualité, les gens d'Université surtout, se déclarèrent enchantés de l'événement. Les révolutionnaires allaient leur montrer bien vite de quel bois ils se chauffaient. Chez nous, la nouvelle fut accueillie de même par les mêmes gens. Elle provoqua la même vague de sottise qu'en 1917 la chute du tsarisme. Les Français sont toujours prêts à acclamer la République, éternelles dupes des mots, sans se demander jamais ce qu'ils recouvrent. L'idole ne tarde pas à devenir sanguinaire. Comme les fétiches du nègre, elle veut du sang, elle en vit. Et c'est pourquoi il ne faut pas se lasser de répéter que toutes les révolutions, — sauf celles qui sont un rétablissement de l'ordre ou un retour à la tradition, — sont, comme disait Renan, des crimes contre les patries. Préparées par des rapaces, suivies par des imbéciles et des fous, elles sont accomplies par des criminels de droit commun : assassinat et vol à main armée, extermination et spoliation, voilà leur œuvre perpétuelle. C'est la règle. Quand elles ont tout détruit, il faut reconstruire à grands frais ce qu'elles ont abattu. Le peu de bien qui en reste, les améliorations ou les réformes qui en subsistent, auraient pu être obtenus par la seule pression de l'opinion publique. On s'en aperçoit trop tard, devant des champs de ruines.

Par quelle aberration, quel bourrage de crânes séculaire peut-on continuer chez nous à fléchir le genou devant ce mythe ignoble de la Révolution ? C'est donc inutilement que tant de grands esprits auront dénoncé avec indignation cette formidable duperie ! Non, non ! Arrachons avec Taine

le voile qui cache le monstre, pareil à la bête hideuse que les prêtres d'Égypte offraient aux adorations des multitudes abruties : le crocodile gorgé de chair humaine et vautré sur un lit de pourpre dans la cella d'un temple immense comme une ville et magnifique comme un palais.

Cette révolution d'Espagne avait été longuement préparée par toute une propagande plus ou moins clandestine, soutenue et financée par les forces occultes, par la Russie soviétique surtout. Sous la dictature de Primo de Rivera, ces agents de l'étranger, ne pouvant faire leur métier trop ouvertement en Catalogne, s'étaient installés dans les Pyrénées Orientales, d'où ils communiquaient facilement avec les révolutionnaires espagnols. Protégés par nos lois et par une foule de complicités secrètes, ils trouvaient chez nous à la fois un refuge, quand ils étaient menacés, et un point d'appui pour leur action. Les odieuses femelles que Moscou envoie partout comme exécutrices de ses basses œuvres travaillaient et fanatisaient les ouvriers agricoles du Roussillon et de l'Ampourdan. Barcelone, vieux foyer révolutionnaire, propageait à travers toute la Péninsule les doctrines de haine et de subversion.

Il faut reconnaître d'ailleurs qu'en Espagne le terrain était extrêmement propice. Depuis des siècles, l'Espagne a l'habitude et comme la manie de la guerre civile. Or, rien ne ressemble plus à la guerre de classes. Nous croyons, en France, que la révolution espagnole de 1931 a été la première. Il y en a eu une foule d'autres. C'est nous qui avons contaminé ce malheureux pays. Et c'est ce que les Espagnols patriotes ne nous pardonnent pas. Je viens de relire dans Menendez y Pelayo les pages consacrées par lui à la contamination française et aux révolutions consécutives qui, pendant tout le XIXe siècle, ont bouleversé et ensanglanté son pays. Elles semblent d'hier. Comme on comprend son sursaut d'indignation et sa réaction violente contre le torrent de sottises venu de l'autre côté des Pyrénées !

« L'Espagne, — dit le grand historien et critique espagnol, — l'Espagne évangélisatrice de la moitié du monde, l'Espagne fléau des hérétiques, lumière du Concile de Trente, épée de Rome, berceau de saint Ignace, voilà notre noblesse

et notre unité. Nous n'en avons pas d'autre. Le jour où cette Espagne achèvera de se perdre, elle retombera au cantonalisme de ses tribus ibériennes, celui des Arévaques et des Vectons, ou des roitelets des taïfas musulmanes...

« C'est à cela que nous nous acheminons, d'une marche plus ou moins lente. Aveugle qui ne le voit pas! Deux siècles de travail systématique et incessant pour produire chez nous la révolution, sur un sol où elle ne peut pas être organique, ont abouti non pas à une rénovation de notre caractère national, mais à le vicier, à le décomposer et à le dépraver. Tout ce qu'il y a de mauvais, d'anarchique et de furieux au fond de nos âmes, tout cela s'est exaspéré. Tout cela remonte à la surface, avec une force sans cesse accrue...

« Maintenant, nous assistons au lent suicide d'un peuple qui, mille fois trompé par les bavardages de ses sophistes, appauvri et diminué, emploie à se détruire le peu de forces qui lui restent et se laisse tromper par les vains prestiges d'une fausse culture étrangère, au lieu de cultiver son propre esprit, l'unique chose qui rachète et qui ennoblisse les races comme les patries ; qui se livre à une liquidation effrayante de son passé, qui insulte à tout moment les ombres de ses grands morts, qui fuit tout contact avec sa propre pensée, qui renie tout ce qui dans l'histoire a fait notre grandeur, qui jette au vent ses richesses artistiques, et qui contemple avec des yeux stupides la destruction de la seule Espagne que le monde connaisse, la seule qui ait une vertu capable de retarder notre agonie (1)... »

Français, prenons notre part de cette dure leçon!

LA JEUNE ESPAGNE

La fantaisie me prit d'aller faire un nouveau tour en Espagne dans le courant d'octobre de 1935. Au même moment, des rumeurs alarmantes commençaient à circuler, des bruits de bouleversements prochains qui me donnaient à penser. Toute la vieille Europe était menacée. Je me disais qu'à la veille de la catastrophe il me fallait voir une dernière fois des merveilles d'art et des beautés naturelles

(1) Menendez y Pelayo, *Heterodoxos*, t. VII, p. 511-516; *Ensayos de critica filosofica.*

que j'avais toujours tant aimées et admirées, en garder une suprême image pour l'avenir, si tout cela était condamné à disparaître. Apporter mon salut de civilisé à toute une noble civilisation sur le point d'être écrasée peut-être par la ruée barbare. La Russie soviétique dressait toujours à l'horizon sa face hideuse, éclaboussée de sang et de boue, et, derrière elle, le grouillement sinistre des assassins et des incendiaires internationaux.

Pourtant, il y avait alors en Espagne une apparence d'accalmie. Le ministre de la Guerre, président du Conseil, je crois, M. Gil Robles, donnait des espérances aux conservateurs, et le président de la République d'alors, M. Alcala Zamora, académicien et républicain modéré, semblait annoncer un retour à la sagesse. Je voulus profiter de ces circonstances favorables. Mon voyage avait été annoncé. Je devais être accueilli par un groupe d'écrivains et de publicistes qui me savaient gré d'avoir tenté, dans mon *Histoire d'Espagne*, de rétablir la vérité en remettant les Arabes à leur place et en réfutant des préjugés accumulés depuis trois cents ans par le fanatisme et les haines partisanes. Il était entendu que ma visite n'avait aucun caractère politique. Je venais voir des palais, des jardins, de grands paysages avant leur profanation ou leur destruction par les hordes révolutionnaires. Je pressentais que tout un magnifique passé allait entrer dans la nuit.

Avec ma sœur qui m'accompagnait, je revis les vieux parterres classiques et bourboniens du Retiro, la Casa de Campo dont les Rouges allaient faire un lieu d'exécutions et un charnier, les résidences royales du Pardo, de la Granja, d'Aranjuez, Ségovie et l'Escorial.

A l'Escorial, un banquet me fut offert par ce groupe de littérateurs et de publicistes qui avaient bien voulu m'accueillir à Madrid. Il y avait là quelques hommes politiques, comme Antonio Goicoechea et José-Maria Péman, brillants orateurs et chefs de groupes importants. Don Ramiro de Maeztu, membre de l'Académie espagnole, qui allait être une des premières victimes de la révolution, prononça un éloquent discours, tout plein d'espoir et de foi, où il acclamait par avance le relèvement national. Des jeunes gens

et des jeunes filles appartenant aux premières familles du pays applaudissaient avec ferveur ces promesses de résurrection et de rénovation. Je pressentis dans cette jeunesse l'élan de révolte et de patriotisme qui allait jeter toute l'Espagne restée saine contre l'invasion marxiste et les sbires de Moscou. Les jeunes filles surtout me frappèrent par leur foi, leur prosélytisme national et social, leur culture aussi. Elles allaient au peuple, organisaient des conférences, parlaient elles-mêmes en public, comme les viragos et les furies de l'anarchie et du communisme. Il y avait décidément quelque chose de changé dans la mentalité de la femme espagnole. Ce n'était plus la poupée que j'avais connue, uniquement occupée de chiffons et de bavardages. Elles étudiaient, prenaient leurs grades universitaires, voulaient agir, avoir une influence politique. Le plus touchant, c'était la candeur de leur foi royaliste, non seulement celle des jeunes femmes, mais de tous les jeunes gens qui étaient là.

En cet automne de 1935, à la veille des bouleversements et des hécatombes que l'on sait, tous semblaient convaincus que la restauration monarchique n'était plus qu'une question de semaines. Nombre d'entre eux s'apprêtaient à partir pour Rome, afin d'assister au mariage de Don Juan, le second fils d'Alphonse XIII, en qui l'on saluait déjà l'héritier du trône. Illusions imprudentes, qui allaient être prochainement dissipées. Et cependant, ce groupe de nationalistes qui me fit l'honneur de m'accueillir à l'Escorial, à deux pas du tombeau du plus national de tous ses rois, c'était la préfiguration du soulèvement de juillet 1936, qui allait libérer la Péninsule de la tyrannie moscoutaire. Les cadres de l'armée de Franco se dessinaient déjà. Et cela justifiait tout ce que j'avais écrit sur l'Espagne. Ce peuple individualiste, ces Latins, ne se soumettraient jamais au joug dégradant du socialisme international et du communisme égalitaire. L'Espagne serait le suprême refuge de la liberté.

* * *

Quelques jours après, un autre banquet me fut offert à Madrid par les mêmes groupements littéraires et politiques. Les mêmes espoirs s'y exaltaient. J'y rencontrai l'ambassadeur d'une Puissance voisine, qui me paraissait partager

toutes les illusions de cette jeunesse. Le verbe haut, avec un air de décision et d'autorité, il disposait de l'avenir, arrangeait la situation à sa convenance. Une fois de plus, je constatai combien les diplomates, en général, sont mal renseignés. Celui-là était jeune, ce qui explique peut-être la précipitation de son jugement. Mais, le lendemain ou le surlendemain, j'en rencontrai un autre, blanchi sous le harnais, celui-là, et qui avait tenu en Europe plusieurs postes importants...

Malgré cette atmosphère de confiance et de sympathie où je me détendais depuis mon arrivée, je remarquais néanmoins certains symptômes peu rassurants. A l'hôtel où j'étais descendu, le service, chez les femmes surtout, frisait l'insolence. Ayant pris un taxi pour une tournée de visites, je vis un individu à mine patibulaire s'installer à côté de mon chauffeur et se faire promener ainsi dans toute la ville. Comme je m'en plaignais, celui-ci me répondit le plus simplement du monde : « Quoi ?... C'est un camarade ! » A l'église élégante des Calatravas, qui, autrefois, était toujours pleine, presque personne à la messe. Plus de prêtres dans les rues, eux qui se montraient partout, même aux terrasses des cafés. Ceux que je repérais par hasard rasaient les murs, avaient perdu leur belle tenue et leur assurance. Dans le métro, où j'étais descendu par curiosité, les voyageurs furent insultés et houspillés par des bandes de voyous qui vociféraient, qui chantaient des refrains révolutionnaires et qui menaçaient de tout casser. A Aranjuez comme au Pardo, les gardiens, sur le vu de nos autorisations officielles, nous escortèrent sans aménité, en fonctionnaires qui ne se gênent plus avec un gouvernement dont les jours sont comptés. Et partout je notais la mauvaise tenue, le débraillé démagogique des agents de police comme des gardes d'assaut. L'armée elle-même, qui, sous Alphonse XIII, avait beaucoup de prestance, glissait à la négligence crapuleuse. Lorsque je fus reçu, à l'ancien palais royal, par le président de la République, M. Alcala Zamora, mon impression ne fut pas meilleure, malgré la grande amabilité de l'accueil présidentiel. C'était, dans les salles basses du palais, une installation sommaire et provisoire. Et j'avais traversé une antichambre pleine de vilaines figures...

A Tolède, des mendiants agressifs, qui avaient l'air de vous demander la bourse ou la vie. Dans les rues, un air de misère et de malpropreté. Celle qui conduit à la cathédrale avait pris le nom de *Carlos Marx*, obscénité anticléricale déposée le long du mur, signature de la Brute fanatisée s'étalant dans son triomphe. A Valence, un dimanche soir, nous tombâmes, en sortant de la gare, au milieu d'une fripouille hurlante qui prenait d'assaut les cafés et les cinémas, dans une effroyable cacophonie de gramophones et de haut-parleurs. C'était déjà l'armée de la révolution lâchée en pleine ville. Pourtant, à côté de la cathédrale vide, il y avait foule dans la célèbre chapelle en rotonde de Nuestra Señora de los Desamparedos, et une foule surtout populaire. A Barcelone, foyer de toutes les révolutions, chose surprenante, tout paraissait tranquille. Nous pûmes admirer à loisir les salles romanes du Palais national, flâner sur la terrasse de Montjuich, devant le splendide horizon marin, au milieu d'enfants joueurs et d'honnêtes familles attablées devant le café au lait de cinq heures. Nous revîmes la sombre et somptueuse église de Belen, Santa Ana, la cathédrale et son pittoresque quartier, plein de vieilles bâtisses médiévales, l'évêché, la Députation provinciale, l'Ayuntamiento et Santa Maria del Mar, la plus grande de toutes les églises barcelonaises, où le gothique flamboyant finit par s'harmoniser avec les fioritures du style rocaille. La Bête est passée, l'exécrable révolution avec ses hordes d'incendiaires et d'assassins. En quel état vais-je retrouver toutes ces choses belles ou vénérables, si j'ai jamais le courage de revenir dans cette malheureuse ville périodiquement souillée et saccagée par la folie et la férocité humaines ?...

Je sentais venir ces abominations en cet automne de 1935. Et ainsi je rentrai en France fort soucieux et en proie aux plus tristes pressentiments.

AU CANADA

Au printemps de 1937, j'acceptai d'aller au Canada représenter l'Académie à un Congrès des Américains de langue française. Du moment qu'il s'agissait d'aller porter le salut de la mère patrie à la première de ses colonies, c'est de tout

cœur que je m'y étais résolu, mais non sans avoir dû vaincre toute sorte de répugnances et d'appréhensions... L'amour du Canada fit que je m'y résignai sans trop de peine.

Je pus, à Cherbourg, m'embarquer sur un magnifique paquebot anglais, type du grand navire moderne, où je trouvai, avec tout le confort souhaitable, un grand luxe d'aménagement et de décoration. C'était peut-être d'un style un peu lourd et d'une richesse un peu trop étalée : un grand palace flottant. Mais comme tout y était commode ! Comme le service était bien réglé et de bonne tenue ! La Compagnie, d'ailleurs, m'avait généreusement traité. Une cabine spacieuse, véritable chambre à coucher, munie de sa garde-robe, de deux lits jumeaux, de deux toilettes, d'une table à écrire, d'une salle de bains. Sans sortir de chez moi, je pouvais passer là fort agréablement les quatre jours et demi de traversée. Et pourtant je puis dire que ces quatre jours me furent un long supplice. Malgré les dimensions colossales du bateau et sa parfaite stabilité, si parfaite que je n'eus pas une minute de mal de mer, je ne me sentais pas très rassuré. Cette crainte de la mer, que je n'avais pas connue pendant des années, elle m'était venue tout à coup pendant une traversée des plus périlleuses en Méditerranée. C'était en 1925, lors de mon second voyage en Égypte. Depuis, je ne m'étais jamais complètement remis de cette émotion. Cette fois, j'avais beau temps. On était en juin, l'époque des grands calmes sur l'Atlantique. Mais, dès le second jour, nous entrâmes dans un brouillard opaque, qui abolissait presque complètement la visibilité. Le navire avait dû ralentir sa marche et, à des intervalles très rapprochés, la sirène poussait son hurlement lugubre. Cela dura trois jours. Cette marche dans la brume, coupée à tout instant par ce rappel du danger, c'était réellement sinistre, surtout la nuit, dans les ténèbres complètes, lorsque cette plainte intermittente, ce beuglement d'agonie vous réveillait en sursaut. A table, on parlait d'icebergs, de banquises toujours à redouter dans la région de Terre-Neuve. Malgré les concerts quotidiens, les sauteries, les cinémas, une torpeur morne pesait sur tout le bateau.

Et j'avais d'autres causes de tristesse, des inquiétudes morales qui n'étaient pas moins obsédantes. Je laissais

derrière moi une France, livrée à une basse démagogie, représentée aux yeux de l'étranger par d'indignes gouvernants, diminuée par des capitulations récentes et toujours sous la menace de l'ennemi extérieur. Quelle figure allais-je faire devant ces vieux Français du Canada ? La seule pensée de leur évoquer une France humiliée m'était une peine affreuse. Heureusement que, pour ces descendants de la grande France d'autrefois, le prestige de la mère patrie est resté si intact et si triomphant que nulle diminution ne peut l'entamer. L'accueil que je reçus allait me faire oublier bien des hontes. De sorte que ce voyage si tristement commencé fut un des plus réconfortants, un des plus exaltants que j'aie jamais faits.

* * *

Et d'abord, la grandeur, l'immensité des paysages. Ce n'est pas la joie, ni l'éclat, ni la couleur chaude de notre Midi, ni le charme ni la majesté des grands souvenirs historiques. On dit : « Ce sont des pays sans histoire ! » Pour nous, peut-être ! Et pourtant nous devrions connaître les luttes héroïques des premiers pionniers français et surtout les épisodes de leur longue résistance, qui, parfois, prend un caractère véritablement épique. Ces grands pays verts, toujours empreints d'une certaine mélancolie un peu froide, même au cœur de l'été, ils parlent le langage le plus direct et le plus émouvant pour le Canadien, qui aura bientôt derrière lui cinq siècles d'histoire.

Lorsque, sous un soleil presque africain, nous pénétrâmes dans l'estuaire du Saint-Laurent, je retrouvai mes impressions du Nil, mais un Nil trois ou quatre fois plus large que celui d'Égypte. Et, après cette remontée triomphale du fleuve, après le défilé des rivages, des collines boisées, des îles et des villes, ce fut l'admirable vue de Québec en amphithéâtre sur son rocher, au milieu des grandes eaux. Mêmes spectacles jusqu'à Montréal, à travers de grandes plaines d'une majestueuse monotonie, interrompue de loin en loin par certains aspects modérés qui rappellent des coins de notre Beauce ou de notre Loire. Mais, partout, jusqu'à New-York, à travers la région des lacs et le long des rives de l'Hudson, cette impression d'immensité sévère, pour ne pas dire d'énormité, persiste.

Sur ce continent transatlantique, rien n'est à notre mesure. On se sent accablé par la grandeur écrasante de paysages sans charme et sans joie, mais qui, tout peuplés qu'ils sont, ont quelque chose de la beauté triste du désert et de ses horizons illimités.

En contraste avec ces immensités, les petites villes françaises du Canada, leurs vieux petits logis à un seul étage, leurs maisons de bois à la toiture de tôle écarlate, tout cela voisinant avec des buildings à l'américaine, des gratte-ciel géants. Transplantées ici, à travers des milliers de lieues, nos mœurs provinciales se perpétuent dans d'humbles négoces, de modestes boutiques comme on en voit dans nos sous-préfectures les plus somnolentes. J'y ai reconnu des types de boutiquiers presque disparus de chez nous, j'ai saisi l'accent de lointains terroirs, les allures, les gestes, les façons économes et discrètes. D'un côté, la survivance de la mentalité française, modeste, mesurée et conservatrice ; de l'autre, le dynamisme aventureux, la tendance au colossal de l'Américain anglo-saxon. A Québec, je sortais de la vieille maison familiale de mon ami, le docteur Arthur Vallée, — logis comme il en existe encore à Mortagne ou à Bayeux, — pour rentrer dans l'énorme caravansérail cosmopolite qu'on appelle le Château Frontenac, où j'étais hospitalisé et où j'avais ma chambre au quatorzième étage. Un confort parfait, une vue splendide sur l'estuaire du Saint-Laurent, mais toujours ce sentiment de démesure, d'étrangeté, de complet dépaysement, l'inadaptation enfin que j'avais éprouvée d'abord devant l'immensité frigide des paysages.

Et pourtant il faisait une chaleur atroce en ces dernières semaines de juin, une de ces chaleurs humides et lourdes qui me rappelait celles du Levant espagnol et des villes maritimes d'Algérie. Sur leur réputation, je redoutais plus encore les températures new-yorkaises et je fus à deux doigts de négliger New-York. Mais tous mes amis canadiens me répétaient : « Vous ne pouvez pas repartir sans avoir vu cette ville monstrueuse, cette activité, ce mouvement, dont vous n'avez pas idée en France. » Je me laissai persuader, d'autant mieux que toutes les facilités m'étaient gracieusement offertes et qu'on poussa la prévenance jusqu'à me donner,

pour cette expédition, le plus averti et le plus aimable des guides, Mgr Olivier Maurault, recteur de l'Université de Montréal. Après sept ou huit heures d'un trajet des plus pénibles par cette chaleur, mais coupé par d'admirables spectacles de nature, nous tombâmes effectivement dans la terrible fournaise que je redoutais. Pour m'en adoucir l'atmosphère cuisante, tout de suite, au saut du train, on me mit dans un ascenseur, on me fit monter sur la terrasse de l'hôtel où je devais gîter, formidable gratte-ciel à je ne sais plus combien d'étages, où on me livra à l'éblouissement du Manhattan nocturne. Cette gigantesque illumination, cet embrasement de tout l'espace visible est certainement quelque chose d'unique, qui justifie les admirations du naïf Européen. Mais devant les cocktails délicieux qui sollicitaient ma soif, dans le courant d'air frais qui passait par moments sur ces hauteurs, je ne pouvais m'empêcher de me dire que cette débauche de luminaire, cette concurrence formidable aux étoiles, c'était pour recommander un pétrole, une compagnie d'assurances ou une marque d'automobiles. Toutes ces splendeurs, ces bouquets de couleurs, ces métamorphoses perpétuelles du feu, toute cette poésie enfin, c'était de la réclame industrielle et commerciale.

L'hôtel était encore plus énorme que ceux de Québec et de Montréal. Une véritable ville, avec ses grandes avenues, ses places, ses jardins, ses dépendances. A travers ce dédale de corridors et de couloirs, il aurait fallu un plan pour se diriger. Est-il besoin d'ajouter que, là encore, le confort était parfait ? Mais l'infernale température m'empêcha de le goûter. Je dus passer mes journées dans ma chambre dûment barricadée et *climatisée*. Je gisais sur une chaise longue entre deux bouches frigorifiques, sans autre divertissement que de me doucher ou de me plonger dans ma baignoire. Je me hasardais seulement à sortir au coucher du soleil. Dans la rue, les agents de police étaient nus jusqu'à la ceinture. C'est sans doute à cause de ces températures extrêmes que la circulation me parut moins intense qu'on ne me l'avait dit. Non, vraiment, ce New-York estival ne semblait pas plus animé que Londres ou Paris. J'habitais à deux pas de la fameuse Cinquième Avenue. Je m'attendais à une tranchée démesurément large et interminable : il n'y

avait de colossal que, çà et là, quelques gratte-ciel, près de quoi la cathédrale catholique de Saint-Patrick a l'air d'un minuscule jouet de Nuremberg. On eut la bonté de me faire parcourir la ville dans toute sa longueur, jusqu'aux lointaines banlieues, et j'avoue que, sauf les beautés naturelles, il n'en est rien resté dans mon souvenir. Je sens bien que je suis injuste, que l'incommodité de la saison m'empêchait de voir et d'aller, que cela influait sur mon jugement. Mais le fait est que je n'avais qu'un désir : m'en aller au plus vite.

Le matin où je pus me réfugier sur un paquebot français en partance, avec l'espoir prochain d'une température plus clémente, fut pour moi le jour de la délivrance. Il faut croire que beaucoup de New-Yorkais étaient dans les mêmes sentiments, car le bateau était pris d'assaut par les partants et par une foule de parents et d'amis qui les accompagnaient, émerveillés du luxe et de la décoration du navire. Pour moi, j'en étais atterré quand je comparais les saugrenuités décoratives de notre paquebot avec la solide correction du navire anglais qui m'avait amené. Que la France, professeur de goût, exhibât aux Américains ces horreurs picturales et ces loufoqueries de style, j'en étais humilié dans mon amour-propre de Français.

***

Mais j'emportais du Canada des impressions inoubliables. Au sortir d'une France envahie par la pègre internationale et les émigrés de toutes les barbaries, j'avais retrouvé là l'image de la vraie France, la nation exemplaire façonnée par dix siècles de monarchie chrétienne. Pour des raisons faciles à comprendre et parce qu'il est menacé par des influences et des propagandes hostiles, le sentiment français est, au Canada, plus vif, plus susceptible que dans la métropole. Et parce qu'il n'a pas été affaibli comme chez nous par les révolutions et les régimes délétères, il est beaucoup plus conservateur. Mais ces conservateurs admettent la France tout entière. Si leurs musiques jouent *la Marseillaise*, la fleur de lis de nos rois s'unit, dans leurs écussons, à la feuille d'érable canadienne. Les trois couleurs voisinent avec les couleurs papales. Ce sont des sonneries françaises qui

rythment le pas de leurs sociétés sportives, organisées jadis par le vieux général de Charette et portant, comme lui, l'uniforme de nos zouaves pontificaux. Et partout, dans toutes les manifestations auxquelles j'ai assisté, j'ai entendu chanter nos vieilles chansons rustiques et populaires, des airs oubliés depuis si longtemps dans la mère patrie. Quelle ne fut pas mon émotion en entendant moduler par des lèvres canadiennes le refrain qui m'avait bercé, petit enfant, dans mon village lorrain : « Ah ! ah !... Cécilia !... » Cela avait sombré complètement dans ma mémoire. Et voici que, tout à coup, sur cette terre lointaine où je n'avais jamais pensé aborder, cela ressuscitait, soulevé avec enthousiasme par tout un chœur, par des milliers de voix jeunes et vibrantes : « Ah ! ah !... Cécilia !... » Spincourt, mon petit jardin, mon église, tout cela émergeait de la nuit du passé, dans un flot de tendresse et de mélancolie nostalgique...

Le culte des souvenirs est pieusement entretenu ; les traditions, les reliques des siècles français jalousement conservées. A Québec, chez les religieuses augustines, on m'a montré des lettres de la duchesse d'Aiguillon, la nièce de Richelieu, qui fut la fondatrice de leur hôpital. Les noms de tous les autres fondateurs, avec ceux des découvreurs et des héros de l'Indépendance, sont inscrits sur les monuments. Dans l'immense hall où le Congrès était réuni, je lisais, sur d'innombrables banderoles, cette devise : « C'est notre doux parler qui nous conserve frères. »

A ces héritiers fervents du « parler » de France j'aurais voulu apporter un salut capable de les émouvoir tous, trouver des accents en harmonie avec cette communion fraternelle. J'avoue que je fus surpris, que je ne m'attendais pas à une manifestation d'une telle ampleur. Les organisateurs avaient convié des représentants de toute l'Amérique, de toutes les régions où la langue française s'est maintenue, des Antilles, de Haïti, de la Louisiane, et même des grandes villes des États-Unis.

Je n'avais pas prévu un pareil auditoire. Et, comme on m'avait demandé une conférence sur « l'esprit français », j'avais cru qu'il s'agissait d'une harangue académique à prononcer dans l'aula de l'Université Laval. Et voici que je me trouvais devant des multitudes, dans une enceinte d'exposi-

tion universelle, où s'amplifiait encore le beuglement tempétueux des haut-parleurs. Heureusement que la patience des Canadiens est à toute épreuve et qu'en vrais descendants de l'Hercule gallique ils sont prêts à écouter des harangueurs et à parler eux-mêmes pendant des heures entières. Enfin, je veux croire qu'à travers mes considérations intempestives sur « l'esprit français » ils auront senti la chaude sympathie, l'élan de cœur avec quoi j'avais répondu à leur appel et que ce n'était pas seulement l'esprit, mais un peu de l'âme de la France que je leur apportais.

Ils me l'ont prouvé par leur accueil. J'avais craint que nos récentes saturnales politiques eussent refroidi leurs sentiments à l'égard de notre pays. Mais ils ont toujours une haute idée de la France. Cette fidélité d'une terre lointaine qui fut l'aïeule de nos colonies et que nous fûmes contraints d'abandonner m'émouvait jusqu'aux larmes. Je songeais au destin de nos autres pays d'empire et je me demandais ce qu'il en adviendrait dans un avenir prochain. J'ai souvent répété, à propos de notre Afrique du Nord, où grandit une race saine, énergique et entreprenante, que la France serait sauvée par ses colonies : les colonies rendraient à la métropole la vie qu'elles ont reçue d'elle. Du moins, cette survivance obstinée de la vieille France au Canada, de ses traditions et de sa culture, tout cela autorisait peut-être quelques beaux espoirs. Dans l'universelle barbarie qui menace les Amériques comme nos vieux continents, un petit foyer de civilisation subsistera...

* * *

Ces idées, — puis-je dire consolantes ? — me hantèrent pendant tout mon séjour. Je rencontrais là des compatriotes, véritables émigrés, gens du Nord surtout, qui fuyaient devant les nouvelles menaces d'invasion et surtout devant le flot montant de l'ignominie et de la tyrannie marxistes. C'étaient des industriels qui venaient chercher là un peu de liberté et de sécurité, qui recommençaient l'aventure comme au temps des Jacques Cartier, des Champlain et des Cavelier de La Salle. Et c'étaient aussi de vieux Français, hommes d'études et de traditions, qui demandaient un coin de terre où mourir en paix. Je me rappelle qu'avant de partir, un de mes

confrères de l'Académie, qui venait de traverser le Canada et qui était encore sous le charme de cette honnêteté antique et de ces mœurs patriarcales, me disait en soupirant : « C'est là-bas qu'on voudrait finir ses jours ! »

J'ai peur que ce ne soit encore une illusion. Le Canada, lui aussi, a ses malfaiteurs politiques et sociaux. Il est candidat à toutes les démences révolutionnaires que nous avons connues ou que nous connaîtrons. Une presse soumise aux influences internationales y travaille déjà l'opinion. Mourir en paix est une faveur qui n'est accordée qu'à quelques élus. Cela devient de plus en plus une chimère. L'état normal du monde, c'est la guerre et la barbarie, la guerre et la barbarie jusqu'à la fin des temps. Et pourtant, il y a des signes d'autre chose, les témoignages d'une autre humanité et d'un autre monde. Il y a les grandes ruines du passé avec ce qui demeure de l'esprit de l'homme : les Pyramides, les cathédrales, Virgile, Dante, les héros, les martyrs, — les allusions à l'Invisible, les promesses du Royaume...

Adveniat regnum tuum!

LOUIS BERTRAND.

LES MARINS EN GUERRE

Si l'ouverture des hostilités sonna un sérieux branle-bas dans les organismes mobilisateurs des ports militaires, la transition de l'état de paix au service en guerre s'effectua le plus naturellement du monde dans les forces maritimes actives. La « Dictature de la mer » (1) s'affirma simplement un peu plus sur l'esprit des marins dès l'instant où l'ennemi réel reprit, dans la série continue des exercices et mouvements de la flotte, la place occupée depuis l'autre guerre par un adversaire figuré.

A vrai dire, notre État-major général, conscient des tâches et du rôle essentiel que devaient imposer à la Marine les conditions probables d'une nouvelle agression germanique, s'était vu, depuis plusieurs années, dans l'obligation de mobiliser progressivement ses forces, d'en modifier fréquemment la répartition, de les tenir en état permanent d'alerte.

On ne s'est guère douté en France, en dehors des milieux maritimes, des « secousses » ressenties sur mer depuis 1935, notamment au cours de la malheureuse crise des sanctions, des troubles en Chine, de la guerre en Espagne, puis en septembre 1938 et en mars 1939, pour assurer la couverture de nos grands intérêts nationaux. A-t-on su qu'il s'était toujours trouvé quelque navire de nos escadres de l'Atlantique, de la Méditerranée ou d'Extrême-Orient en situation de répondre sans délai à toute demande d'intervention des Affaires étrangères, en n'importe quel point des régions où

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

un incident pouvait se produire ? Sait-on qu'il y a quelques mois, le chef du gouvernement fut fort rassuré de savoir que, près de l'un de ces points, à l'heure précise où il pouvait le désirer, seize bâtiments avaient été réunis à tout hasard, loin de leurs bases normales ? Le pays a-t-il enfin une claire notion de l'activité intense déployée par nos navires de toutes catégories depuis le premier jour des hostilités, activité telle que certains de nos torpilleurs n'ont pas, en un mois, passé plus de trois nuits au mouillage ? S'est-il rendu compte que toute la flotte était en pleine action, alors que l'on écrivait et disait couramment que la lutte n'était pas encore réellement engagée sur le front d'Occident ?

Le haut commandement maritime, en s'abstenant de diffuser des commentaires plus détaillés sur ses opérations, ne risque-t-il pas de laisser se former chez nous, malgré les loyales déclarations de nos alliés, l'opinion erronée que la flotte française ne joue dans le contrôle des mers qu'un rôle d'importance secondaire ?

Le risque est sérieux, non pas tant vis-à-vis des marins combattants qui n'ont aucun besoin de publicité pour remplir leur devoir, que de la Marine elle-même qui, le jour où elle devra reconstituer ses forces, défendre sa conception de tel ou tel matériel, de tel ou tel type de navire, pourra se heurter une fois de plus à une opposition insuffisamment avertie des choses de la mer.

Je dois cependant reconnaître ici que le danger de certaines informations est singulièrement grave en matière navale. Il ne s'agit pas sur mer, en effet, de fronts plus ou moins définis ou stabilisés, où la constitution, les déplacements, le sort des forces engagées, ont pu parvenir par des voies directes et rapides à la connaissance de l'adversaire, ainsi que les commentaires des opérations terrestres en fournissent de nombreux exemples. Sur l'étendue immense des océans, tout est guerre de mouvement, hors de portée en général des moyens directs d'observation. La surprise stratégique est de règle constante, soit que l'on cherche à l'utiliser, soit que l'on s'en défende. Aussi le moindre indice peut-il présenter un intérêt insoupçonnable. Le haut commandement maritime est donc parfaitement fondé à observer la discrétion indispensable au succès de ses entreprises.

Si, oubliant ma propre expérience, j'avais pu me laisser aller à concevoir des doutes sur cette nécessité, la visite émouvante que j'eus la bonne fortune de faire à l'« Amirauté française », sur l'invitation du commandant en chef des forces maritimes, les aurait vite dissipés.

* * *

Quelle satisfaction n'y ai-je pas éprouvée tout d'abord en voyant se confirmer, à la lumière des événements, les heureux effets de la fusion, réalisée depuis l'année 1921, des deux hautes fonctions de chef d'État-major général et de commandant en chef désigné pour le temps de guerre ! Quand on a assisté de près, et réfléchi, aux difficultés, aux lenteurs, aux malentendus, aux erreurs même qui résultèrent, il y a vingt-cinq ans, d'interférences entre deux pouvoirs éloignés l'un de l'autre, le premier, « Marine-Paris », d'essence politique mais aussi de tendances militaires, le second, le commandement en chef de l'armée navale, officiellement responsable de la conduite entière des opérations, on ne saurait trop insister sur l'importance extrême du progrès accompli. L'organisation du commandement, telle qu'elle était définie en 1914, aurait pu, il est vrai, s'adapter à la complexité croissante des problèmes, mais il eût fallu pour cela que le chef militaire renonçât en pleine guerre à ses tendances naturelles comme à la longue tradition maritime d'après laquelle la responsabilité la plus élevée était inséparable de la présence à l'endroit le plus exposé du champ de bataille. C'est en partie la forme de guerre maritime imposée par les conceptions germaniques sur l'emploi des sous-marins (conceptions toujours illégales, pour ne pas dire plus) qui a détruit cette noble tradition.

Aujourd'hui donc, pourvu du titre d'amiral de la flotte, qui le place à son rang sur le plan extérieur et consacre à l'intérieur sa responsabilité stratégique exclusive sur tous les théâtres d'opérations proprement maritimes, résidant en principe à proximité du ministre de la Marine et de la direction politique de la guerre, des départements ministériels intéressés à l'action maritime, des grands quartiers généraux des armées de terre et de l'air, en contact étroit et permanent avec son collègue britannique, l'amiral Darlan exerce ses

hautes fonctions dans les conditions les plus favorables. A chaque échelon de la hiérarchie, la responsabilité des amiraux et commandants correspond exactement aux moyens qui sont mis à leur disposition pour s'acquitter des missions prescrites. Il va de soi que ceux à qui peut échoir l'honneur de conduire au combat nos forces principales tiennent toujours un rôle de premier plan.

Le centre nerveux que constitue l'« Amirauté » offre dès l'entrée, à un esprit sensible au caractère artistique des techniques raffinées, une impression de parfaite harmonie. Des locaux et refuges rustiques, mais aussi soigneusement aménagés et tenus, aussi strictement adaptés aux servitudes militaires que les postes centraux de nos grands navires, abritent les appareils de transmission les plus modernes, d'une grande perfection sous le moindre encombrement. Les sensations perçues en mer, sur nos côtes métropolitaines et coloniales, partout où peut s'exercer la recherche, viennent s'enregistrer d'une manière continue, provoquant des réflexes immédiats dans les cellules intéressées. Un simple coup d'œil aux cartes murales, et l'on est fixé sur la rapidité des réactions et sur l'amplitude des mouvements déclenchés au large. Une boutade expressive de notre commandant en chef, en 1914, me revient en mémoire : « Moi, je sonne la cloche, et tout le monde part. »

Aucun superflu, mais tout le nécessaire, y compris la note d'élégance et de sentiment fournie par ce matelot factionnaire en armes, fils de quelque fusilier de Dixmude, si joliment paré de nos couleurs, du bleu de sa vareuse, du blanc immaculé des revers de sa « chemisette », du rouge de sa fourragère, vivant symbole.

Le sens du commandement, la netteté des vues, l'esprit de décision réfléchie, les facultés d'ordre et d'organisation de l'amiral Darlan, se reflètent dans cette installation comme dans sa mise en œuvre. C'est assez dire qu'une entière confiance inspire l'état-major d'élite qui le seconde et que les destinées de nos forces maritimes sont en bonnes mains.



Au début d'une déclaration publiée le 5 novembre par le ministère de l'Information britannique, à la suite d'une visite

de M. Winston Churchill en France, on relève cette appréciation :

« La marine française actuelle est une force puissante et d'une extrême efficacité. Elle est plus puissante en toutes ses armes que la marine allemande, et sa composition est particulièrement appropriée pour combattre les méthodes allemandes de guerre navale. En effet, le réalisme français n'a jamais perdu de vue le fait que l'Allemagne réattaquerait un jour les démocraties occidentales. »

Nos marins ont été heureux d'enregistrer ce témoignage qui répond en tout point aux préoccupations constantes qu'ils ont eues depuis vingt ans, en présence de difficultés de toute nature sans cesse renaissantes : limitations des armements navals, restrictions financières, et bien d'autres encore.

Là aussi, dans la préparation, le sentiment des responsabilités que le métier de la mer imposait déjà a acquis toute sa plénitude et multiplié le rendement, grâce à la réforme effectuée en 1921. Sachant qu'ils devraient exercer en cas de guerre le commandement des forces dont ils auraient, à côté du ministre, poursuivi la reconstitution et dirigé l'entraînement, les amiraux qui se sont succédé à la tête de l'État-major de la rue Royale ont naturellement, avec une conscience accrue, consacré le maximum d'imagination et d'efforts au développement de l'efficacité de la flotte. La responsabilité personnelle du commandant en chef désigné s'affirma dans nos règlements sur l'administration générale, devint principe d'autorité à l'intérieur comme à l'extérieur et rayonna sur toute la Marine dont elle contribua largement à unifier l'esprit. Elle imposa aux titulaires successifs de la grande charge l'obligation, d'autant plus rigoureuse pour des marins qu'ils travaillaient dans un domaine de la défense nationale peu familier malheureusement à beaucoup de leurs compatriotes, de ne jamais s'incliner devant des obstacles qu'ils estimaient devoir franchir. Enfin, elle constitua souvent un argument de haute valeur à l'appui des thèses qu'ils défendaient.

Le réalisme et la continuité de vues qui ont présidé depuis dix-huit ans à l'établissement de nos programmes dérivent directement de ce nouvel état de choses. L'ardeur au travail en fut partout stimulée, au grand bénéfice des compétences

individuelles, si bien qu'à l'État-major général comme dans les forces navales et dans tous les services, comme aujourd'hui à l'Amirauté française, on put subvenir aux besoins rapidement croissants avec des effectifs d'officiers relativement très faibles.

La mobilisation, mise au point lors des précédentes alertes, ne ménagea aucune surprise désagréable ; la proportion des navires disponibles, malgré le dur régime subi au cours des dernières années, atteignit les prévisions les plus optimistes, et le personnel de tous les corps répondit sans réserve à tout ce que l'on attendait de lui.

* * *

Revenons un peu maintenant sur les points essentiels de la déclaration inspirée par M. Winston Churchill.

Une flotte plus puissante « en toutes ses armes » s'imposait en effet. La seule supériorité en tonnage global ne pouvait suffire à garantir la suprématie ; l'Amirauté allemande en fit bien la preuve lorsque, sans trop enfreindre encore la lettre du traité de Versailles, elle conçut astucieusement, il y a une dizaine d'années, ses fameux « cuirassés de poche ». Mieux armés, quoique moins rapides que nos croiseurs du type de Washington, moins armés mais plus rapides que nos anciens cuirassés, pourvus d'un énorme rayon d'action, ils auraient pu attaquer à peu près impunément nos communications maritimes si nous n'avions pas réagi en construisant les deux croiseurs de bataille que, seuls avec l'Italie, nous avions le droit de mettre en chantier avant 1936 d'après les traités navals alors en vigueur. On proclamait bien à Berlin, à cette époque, que les trois *Deutschland* étaient destinés à la défense maritime du Reich en Baltique, mais la mission de ces bâtiments était si clairement définie par leur conception même qu'aucun marin de France ne pouvait s'y tromper.

Passons sur les luttes que la Marine eut à soutenir, d'abord pour obtenir la construction du *Dunkerque* et l'approbation de ses caractéristiques que certains opposants dénonçaient comme excessives, ensuite sur les difficultés qu'elle éprouva à financer la construction du *Strasbourg* ; ne songeons plus qu'à la satisfaction que l'on ressent, en Angleterre

autant qu'en France, à les savoir aujourd'hui en service. La besogne ne leur manquera pas.

On a annoncé en effet que des bâtiments du type *Deutschland* se sont manifestés dans l'Atlantique et l'océan Indien. Ils ne doivent pas s'y sentir très à l'aise, car, quoiqu'ils soient capables de rester des semaines en croisière, le manque de bases sûres de ravitaillement et de refuge doit les gêner sérieusement. Ni la France ni l'Angleterre n'avaient été, fort heureusement, jusqu'à se dessaisir des anciennes colonies allemandes qui, sous les fallacieux prétextes d'espace vital et de matières premières, étaient surtout revendiquées dans un dessein inavoué d'utilisation militaire. Qu'on ne l'oublie pas!

Ainsi entravés dans leur action qui eût pu se montrer si nocive, les navires de haute mer allemands chercheront sans doute à ruser. Il eût été indiscret de ma part d'évoquer au cours de ma visite un sujet d'un caractère aussi réservé. Au surplus, les deux Amirautés conjuguées sont certainement mieux qualifiées que quiconque pour traiter ce problème. Faisons-leur confiance pour en fournir la solution.

Les méthodes de guerre navale auxquelles la déclaration fait ensuite allusion, en l'espèce la guerre sous-marine sans restrictions contre les neutres aussi bien que contre les ennemis déclarés, sont toujours inspirées (nécessité allemande n'a pas de loi) par la difficulté de rompre le barrage mobile de surface, la ligne Maginot maritime, constituée par les croiseurs de bataille alliés. C'est ainsi, par analogie, que l'obstacle constitué sur terre par nos fortifications cuirassées pourrait inciter nos adversaires à déchaîner sans plus de scrupules l'offensive aérienne à outrance si, d'une part, une telle offensive offrait des chances d'être « payante » et si, d'autre part, elle ne devait pas provoquer d'immédiates représailles.

Nos autorités maritimes responsables ne doutaient pas que l'Allemagne, de nouveau pourvue de sous-marins, réattaquerait en employant ses pires méthodes. Aussi s'étaient-elles spécialement attachées à perfectionner les moyens de défense. A l'État-major général, dans les écoles, dans les commissions et centres d'études scientifiques et techniques, on s'était ingénié à dégager les enseignements des dures épreuves déjà subies, chacun s'était torturé l'esprit pour

améliorer les engins en service, pour inventer de nouveaux appareils, pour découvrir des parades plus sûres encore que celles dont le succès s'était affirmé en 1917.

Le développement de l'aviation maritime, à laquelle la Marine attachait dans ce dessein, et dans d'autres, une si grande importance, contribua puissamment à rendre plus ardue la tâche des sous-marins. On s'en rendit bien compte au cours des innombrables expériences et exercices effectués en vue de vérifier l'efficacité croissante des matériels et méthodes en essai. Jamais nos escadres n'appareillaient sans mettre les dispositifs de protection et de contre-attaque à l'épreuve. Et la conviction naquit peu à peu que, si le sous-marin restait dans bien des cas une arme redoutable, il devenait fort douteux qu'il pût, dans l'attaque des communications maritimes, remporter des succès comparables à ceux qu'il avait obtenus de 1915 à 1917.

Les premières semaines d'hostilités ont apporté à cette opinion, que partageaient nos camarades britanniques, une éclatante confirmation. Les pertes alliées, au début surtout parmi les navires qui naviguaient encore isolément, furent certes sévères, sans toutefois atteindre des proportions inquiétantes. En revanche, jamais au cours des meilleures réactions de 1917, on n'avait enregistré pareille hécatombe d'assaillants. Ceux d'entre nous qui ont pratiqué la navigation sous-marine peuvent se représenter l'évolution des états d'âme dans ce premier groupe de bateaux, mettons une trentaine, qui, parti avant l'heure H pour la gloire, à l'allemande, des attaques brusquées et foudroyantes, revint après avoir perdu quelque chose comme le tiers de ses unités et subi des épreuves inimaginables. On se figure l'anxiété des survivants, s'interrogeant sur le sort des disparus, sur les circonstances hypothétiques des disparitions, sur la manière dont ils furent pourchassés, sur la violence des explosions qui secouèrent leurs coques et disloquèrent leurs appareils ; on les entend se lamenter de n'avoir pu, comme aux beaux jours d'autrefois, remonter en surface pour y vivre au grand air les heures de détente nécessaires et recharger leurs batteries, sans voir bientôt quelque avion en patrouille fondre sur eux et les grenader. On serait presque tenté de les plaindre, instinctif réflexe de « gens de mer », si les spectres de leurs malheureuses victimes, torpillées

et noyées sans rémission, ne venaient s'interposer entre eux et nous.

Le moins que l'on puisse déduire de ces évocations, rapprochées d'anciens témoignages allemands, c'est que, dans les flottilles ainsi décimées, le moral a dû subir une grave atteinte. Les unités perdues seront remplacées, le nombre des bateaux pourra même augmenter, mais il sera bien difficile de restaurer la confiance et, partant, de recruter et de former assez d'équipages de valeur.

Et il s'en faut que les Alliés soient arrivés au bout de leurs moyens.

* * *

Déclarations ministérielles, communiqués des Amirautés, articles et nouvelles de presse, informations radiophoniques, permettent au lecteur-auditeur de suivre au jour le jour les résultats concrets ainsi que certaines péripéties de l'action maritime franco-britannique. Que de morales encourageantes, de motifs de confiance raisonnée nous pourrions dégager des chiffres publiés et d'une juste comparaison entre la rigueur actuelle de la police des océans et les improvisations d'autrefois! Que de beaux faits aussi nous pourrions déjà relater à l'honneur des états-majors et des équipages de nos deux flottes militaire et marchande en exploitant, même discrètement, les trésors qui s'entassent dans les archives de l'Amirauté! N'est-ce pas par ces hommes courageux et dévoués que se réalisent en fin de compte les conceptions de la stratégie ? Mais quoique ma pensée aille maintenant vers eux, et vers les chefs qui les conduisent, il me faut, dans ce premier article, conclure sur le plan des généralités, non sans avoir, pour calmer mon torturant regret de ne plus partager leurs dangers et leurs peines sur la mer agitée, récité la si plaisante invocation bretonne : « Vierge Marie, ayez pitié des pauvres marins qui sont à terre ; ceux qui sont sur l'eau, ils se débrouillent. »

Nul doute qu'au delà du Rhin, depuis la sombre année de la défaite, l'on n'ait médité sur les conséquences catastrophiques du blocus maritime. L'amer souvenir des angoisses éprouvées de ce fait avait aiguillé l'esprit permanent de

conquête des dirigeants du Reich vers cette ambitieuse politique d'autarcie, d'espace vital, d'hégémonie continentale. Il s'agissait de dompter la mer après s'en être libéré. Nos officiers cependant, de ce côté-ci, penchés en silence sur leurs cartes marines, où s'allongeaient, s'élargissaient sans cesse les multiples courants de nos communications impériales, où s'inscrivaient des chiffres toujours croissants de troupes et de travailleurs à transporter, par centaines de milliers d'hommes, de matériel et de marchandises par millions de tonnes, se demandaient parfois avec inquiétude si les moyens de remplir une tâche de protection qu'ils savaient capitale leur seraient consentis.

De quel « bord » penchera la balance ? Le pays, en observant ses marins en guerre en même temps qu'il voit plus nettement la dictature de la mer, prise dans son sens le plus général, affirmer sa puissance, peut aujourd'hui se sentir aussi rassuré qu'ils le sont eux-mêmes.

VICE-AMIRAL DURAND-VIEL,
du cadre de réserve.

SALAZAR

A côté des dictateurs qui ont fait tant de bruit dans ces dernières années et dont deux d'entre eux, Hitler et Staline, ont conduit l'Europe au conflit actuel, il existe dans la péninsule ibérique un dictateur qui ne mérite que des éloges parce qu'il n'a travaillé que pour la paix, pour l'ordre intérieur et le relèvement économique de sa patrie : le docteur Antonio de Oliveira Salazar, président du Conseil du Portugal.

Les paroles et les actes des dictateurs qui ont provoqué la guerre nous ont conduits à interpréter ce titre comme un synonyme de violence, de despotisme criminel et de parjure, et nous serions enclins à ne considérer la dictature que comme un régime de force et de spoliation. Il n'en est rien cependant. Elle peut être considérée, à la manière de l'ancienne Rome, comme un état politique rendu nécessaire par la situation désespérée d'un pays. Le désordre et la désagrégation peuvent rendre indispensable, à un certain moment, la présence d'un chef qui détienne une autorité absolue, et, aux dépens même des libertés dont on avait fait un si mauvais usage, rétablisse l'équilibre et la prospérité de la nation.

Salazar est un dictateur de cet ordre. Il ne s'est pas élevé au pouvoir par une action directe sur les masses, ni pour satisfaire une ambition personnelle, mais il y a été conduit par les circonstances et, comme je le montrerai, n'y a été porté que *malgré lui*.

On sait comment le régime parlementaire a été supprimé, en Portugal, par le soulèvement militaire du 28 mai 1926. Le général Gomes da Costa, qui, en 1914-1918, avait commandé les régiments portugais sur le front des Flandres, soulève

quelques éléments de la garnison de Braga et marche sur Lisbonne : deux compagnies, dont une du chemin de fer. C'est souvent comme ça : en juillet 1936, à Séville, ce sont les riz-pain-sel qui ont donné la ville à Franco.

Les troupes ne sont pas encore à Lisbonne que toute la *Camara dos Senhores Deputados* s'est égaillée dans les champs. Gomes da Costa et Carmona, un autre général, aujourd'hui président de la République, s'emparent du gouvernement. En passant le balai et le torchon dans tous les coins, ils trouvent le coffre-fort de l'État complètement vide. Comme les finances ne sont pas le fait des militaires, ils appellent à leur secours un professeur de l'Université de Coïmbra, *catedratico* ès sciences économiques, le docteur Salazar.

C'était le fils d'un paysan de la Beira Alta, qui avait mis à fertiliser sa vie et son cerveau le même courage et la même patience que son père, le *camponez*, à féconder son lopin. Hissé par ses propres mains jusqu'au professorat, il était sorti de ses équations et de ses statistiques avec l'idée de servir son pays. Sa dernière illusion fut de croire qu'il pouvait y arriver en se faisant élire député. Dès la première séance du Parlement, il avait compris toute la mécanique en usage et, sans attendre la seconde réunion, il retournait à Coïmbra, en jetant son mandat aux orties.

Il répond cependant à l'S. O. S. des généraux, il accourt à Lisbonne. Il passe deux ou trois jours à examiner l'état des finances. Il donne ses conclusions. Les militaires, qui n'ont eu peur de rien, frémissent devant une telle sévérité. Salazar les abandonne et rentre à Coïmbra.

1928. Carmona devient président de la République. L'économie portugaise n'est plus qu'un édifice de papiers sans valeur. La finance internationale se réjouit : elle va mettre la main sur le Portugal. Carmona n'hésite plus : il rappelle Salazar. Mais celui-ci réclame les pleins pouvoirs en tout ce qui concerne les finances et l'économie du pays. Il faut bien céder ! On cède. Il arrive à Lisbonne, il éconduit poliment les aigrefins internationaux :

— Merci, messieurs, le Portugal va se débrouiller tout seul !

Quinze jours après, l'argent afflue dans les coffres. C'est un phénomène qui s'est produit dans d'autres pays, mais avec

des résultats moins saisissants, car le Portugal n'a de richesses naturelles que dans le travail de ses paysans et de ses pêcheurs, peu de métaux, pas de charbon, pas d'industrie.

Mais voilà qu'en assainissant les finances Salazar s'aperçoit que le mal est plus profond qu'il ne le croyait. Il constate que, dans un État, tout se tient, que les finances ne sont qu'un aboutissement. La réorganisation du pays, et même de l'esprit du pays, s'impose à ce grand homme d'État qui ne se croyait qu'un économiste. Il applique à ces questions, nouvelles pour lui, sa méditation et son travail acharné. Son génie absorbe peu à peu tout son entourage. Il devient de mois en mois, sans hâte, sans éclat, *sans même le vouloir*, le chef du gouvernement. Cela prend la forme extérieure de la présidence du Conseil, mais c'est, en réalité, une de ces dictatures imposées par les événements, comme en Espagne, comme en Turquie,

C'est la vraie dictature dont j'ai parlé, telle que la concevait l'ancienne république romaine, le dur remède à un état de crise, l'abdication de la liberté pour le salut du pays. Mais l'attitude ambitieuse de certains hommes qui n'ont vu dans la dictature qu'un moyen d'atteindre au pouvoir absolu, de prendre la place du tsar ou de l'empereur, nous a fait donner à ce mot le sens défiguré de despotisme sans contrôle, ce qui n'est pas dictature, mais tyrannie.

Aussi Salazar répugne-t-il à ce titre de dictateur, car, s'il veut bien l'être à la manière de Cincinnatus ou même de Sylla, il n'ignore pas le sens péjoratif que les hommes libres, — ou soi-disant tels, — attachent à ce mot. Se faire appeler Führer ou quelque chose de ce genre répugne absolument à sa nature et même à sa conception du gouvernement. Il ne consent jamais à ce qu'on l'appelle autrement que *Monsieur le ministre*, pas même *Monsieur le président*. Il n'est, dans son esprit, qu'un ministre des Finances, de la Guerre, des Affaires étrangères, mais seulement un ministre, et pas même le chef des ministres. Et quand je dis que Salazar est quelque chose « dans son esprit », cela veut dire quelque chose de solidement établi par la méditation, le sens critique, dans l'absolu d'une des plus hautes intelligences qu'il m'ait été donné de rencontrer.

C'est en 1933 que Salazar arrivait à la présidence du

Conseil. L'année même, comme il avait, cinq ans plus tôt, réalisé la réforme des finances, il réalisait la réforme de l'État, donnait au Portugal une Constitution entièrement nouvelle, fondée sur une Assemblée nationale nullement élue par le marchandage électoral, mais choisie parmi les plus compétents, et sur une Chambre corporative dont les membres sont proposés par les syndicats professionnels.

Toute cette organisation dépend en fin de compte, non pas de la volonté du chef du gouvernement, mais des directives qui se sont imposées à un esprit qui n'a d'autre but que la prospérité de la nation.

C'est en cela que le cas Salazar est unique. Il s'agit d'un homme qui n'a jamais eu ni le goût ni le désir du pouvoir, qui était fait pour la réflexion silencieuse sur des problèmes abstraits, qui n'a pas la moindre parcelle d'ambition ou de gloriole politique, qui ne trouve aucun plaisir d'aucune sorte dans la domination de ses semblables, qui a même, j'en suis assuré, un certain dédain de sa propre puissance, dans la mesure où il ne se fait plus d'illusion sur l'homme, et qui accepte toutes les responsabilités, tous les dangers, tout le labeur écrasant du pouvoir absolu, sans aucune compensation ni de vanité, ni d'argent, ni même de ce plaisir spécial qu'on peut avoir à manier les foules, mais simplement, comme il me le disait lui-même, « parce que c'est une expérience qu'il fallait tenter pour le bien du pays ».

— Je fais froidement mon devoir, ajoutait-il.

Que l'on pèse chacun des mots de cette phrase, et l'on comprendra toute la grandeur de ce personnage ascétique auquel je ne puis comparer dans l'histoire que la haute figure d'Ignace de Loyola. Encore, celui-ci travaillait-il pour Dieu. Salazar ne travaille que pour l'homme ou pour une idée humaine, et avec de la méfiance envers l'homme.

Je m'imagine l'ivresse profonde de ces chefs de peuples, en Allemagne et ailleurs, lorsqu'ils dominent de leur tribune des multitudes délirantes ou lorsqu'ils paradent au front d'armées massives qu'ils ont forgées de leurs propres mains. Salazar ne connaît rien de cette exaltation. Je pense qu'il mesure à sa valeur le délire de la foule : il doit savoir qu'elle est prête à acclamer n'importe qui. Sa nature réfléchie l'éloigne de ces criailleries collectives. Il lui est d'ailleurs

indifférent d'être populaire, au sens où l'entendent les meneurs de masses.

— Je ne veux pas gouverner par le sentiment, me disait-il, mais par la persuasion.

Pense-t-il vraiment que le peuple puisse être persuadé ? Ne sait-il pas, dans son âme de philosophe platonicien (je pense à *la République*), qu'il faut imposer au peuple *son* bien, même s'il ne le comprend pas ? Il ne doit pas ignorer que le peuple ne s'attache pas aux idées, qu'il n'entend que les mots.

Au surplus, il n'est pas populaire, au sens que je viens de dire. Il est trop au-dessus de la foule, dans ses idées comme dans ses méthodes. Les foules aiment les braillards qui descendent jusqu'à elles et les alimentent de flatteries. Voyez ce qu'en dit Coriolan. Il n'y a pas un culte Salazar comme il y a un culte Hitler, ou plus tôt, un fétichisme Führer. Le peuple portugais sait qu'il y a quelque part un Salazar qui le dirige et ne veut que son bien. Il lui en est reconnaissant. Mais il n'y a pas vers cette personne quasi morale ce grand amour femelle qui va vers l'homme, sa figure, sa voix, son habit. Comment le peuple pourrait-il se passionner pour un chef qui ne porte même pas d'uniforme ? Et l'on sait l'influence que peut avoir sur l'imagination collective un petit chapeau et une redingote grise.

De plus, Salazar ne se montre pas volontiers. Il vit confiné dans son cabinet de travail, et la foule ignore à peu près son visage réel. Au demeurant, ce n'est pas un tribun. Son éloquence est faite de pensées et non de phrases : il n'a donc aucune chance d'être compris, ni même apprécié par la masse. Ses discours, quand il en prononce, s'adressent à l'intelligence et non pas à la sensibilité. Leur style est châtié, sévère, réduit aux nerfs et aux muscles. Il ne peut donc faire frissonner la chair de cette fille sensuelle qu'on appelle la multitude.

Esclave de son labeur, il n'a même pas le temps de sortir. En huit ans, il est allé deux fois au théâtre, dont une pour une cérémonie, deux fois au cinéma, dont une officiellement.

— Sans regret, j'imagine...

— Pas du tout, me répond-il, j'adore le cinéma !

Grand liseur de journaux, « pour se tenir au courant », avec le vague espoir de trouver une quelconque vérité permanente dans ces éphémérides du transitoire.

— Je crois que c'est un vice, fait-il en souriant, car ce que j'y apprends n'est sans doute pas en rapport avec le temps que j'y consacre.

Il lit même le compte rendu des séances parlementaires dans les pays qui en ont encore.

— Je ne vous croyais pas si patient...

— Non, cela me confirme dans mes idées et me ramène à un silence prudent. Si je devais parler tous les jours, je n'aurais bien vite plus rien à dire et j'en viendrais nécessairement à dire des sottises.

On le dit avare, et c'est pour la rue un sujet de plaisanteries dont il est le premier à rire. Exemple :

Salazar tombe dans une rivière, il va se noyer. Un homme accourt et lui dit : « Donnez-moi la main ! » Salazar ne bouge pas et se noie de plus en plus. L'homme crie alors : « Prenez ma main ! » Salazar le fait ; il est sauvé. Moralité : Prendre, ce n'est pas donner.

Avare des deniers de l'État, certainement. On ne fait les finances d'un pays qu'avec une âme de ménagère économe. Aux milliards près, il n'y a, somme toute, aucune différence entre le budget d'un ménage et celui d'une nation : il faut que le train de maison soit en rapport avec les recettes, et même qu'on fasse des économies. Pour Salazar ministre des Finances, il n'y a pas de petites économies. J'ai eu entre les mains les comptes d'un ministère, où l'on voyait un point d'interrogation, de la main de Salazar, à côté de « Pétrole : 60 escudos (60 francs) ». Cela voulait dire : « Pourquoi ? Vous avez cependant l'électricité et le chauffage central ! »

C'est ainsi qu'on fait les bonnes maisons.

Avare pour lui-même ? On ne peut pas être avare quand on n'a rien. Et il n'a rien. Il n'y a pas de danger que celui-là place des dollars et autres gulden à l'étranger. Il vit de son traitement de ministre : cinq mille francs par mois. Il habite une petite maison bourgeoise qu'il a louée meublée. Il n'a ni femme ni enfant, ni le temps ni le goût d'avoir des maîtresses. Sa vieille servante, Maria, gère le ménage avec parcimonie, car il y a des frais extérieurs. Encore se dispute-t-il avec elle lorsqu'elle lui demande un léger supplément. Il passe de dures vacances de travail dans sa maison de paysan, à Santa Comba. Dans une cérémonie officielle, il fait une chute

et se brise la cheville. L'État, logiquement, doit prendre à sa charge la note des médecins : Salazar la paye de ses deniers. Dans son esprit, c'est l'homme qui s'est cassé la jambe, non le ministre. C'est autant de gagné pour le budget de l'État : cela représente une salle d'école, un bout de route, les roues d'un wagon, l'amortissement d'autant d'escudos de la dette nationale.

Tout pour le pays, rien contre le pays : telle est sa devise. En l'appliquant il est dur à lui-même, dur aux autres. Le résultat, tout le monde le connaît : prospérité, calme, force, dans un pays qui n'était avant lui que faillite, guerre civile et faiblesse. Plus de dette flottante, des emprunts à 3 pour 100 pour l'aménagement économique, la flotte de guerre, les colonies.

* * *

Tel est l'homme que je vais voir aujourd'hui. Il m'a fait l'honneur et le plaisir de me recevoir dans sa maison, parce qu'il sait que je ne cherche pas un reportage politique, mais un portrait à mon usage : l'homme chez lui.

Petite maison privée, genre bruxellois : cuisine en sous-sol, rez-de-chaussée surélevé, escalier d'entrée pour y atteindre, avec des plantes vertes à chaque marche, deux petites pièces sur le devant, deux étages.

Dans l'antichambre où l'on me fait attendre un instant, il n'y a qu'un bouquet de fleurs en papier de soie sur la table. C'est spécifiquement portugais ; j'ai vu de ces bouquets de papier dans toutes les maisons du pays. Quelques livres sur des rayons. Au mur, dans un cadre, une page autographe d'Anatole France :

— Avez-vous une admiration particulière pour ce vieux sceptique dévoyé dans la sociale ? demanderai-je tout à l'heure à Salazar.

— Pas le moins du monde, c'est un cadeau qu'on m'a fait.

Dans le cabinet de travail, il fait presque noir, persiennes fermées, stores baissés. Ce terrible travailleur souffre des yeux et craint la vive lumière. Il y a partout d'immenses bouquets de roses, naturelles celles-ci. Leur odeur se condense dans cette chambre étroitement close. C'est étrange, cette tendresse d'ascète pour les fleurs. Les hommes comme celui-là ne sont pas faits d'un seul morceau.

La table est placée devant les deux fenêtres ; le siège a le

dos tourné au peu de lumière qui en vient. Tous les papiers soigneusement rangés : on sent la pudeur du travail. Une grande cheminée occupe tout le fond. Sur le manteau, une image du Sacré-Cœur : Salazar est catholique pratiquant. Banalité d'un mobilier de garni. Pas de livres. A une dame qui en avait toujours à la main, Fontenelle disait : « C'est plus facile que de les avoir dans la tête. »

Le voici.

Sa politesse est nuancée : de la cordialité sans abandon, de la réserve sans raideur, une juste adaptation au visiteur, exactement la courtoisie de l'ancien régime : du naturel derrière une barrière infranchissable. Et c'est un fils de paysan. Il parle français très correctement, mais avec un assez fort accent. Comme il exige de sa parole toutes les finesses de sa pensée, il lui arrive de s'arrêter pour chercher le mot précis, ou bien il le demande à Antonio Ferro qui m'accompagne : ce prestigieux écrivain manie notre français aussi bien que son portugais natal.

Tout le monde a vu les portraits de Salazar. Ce qu'ils ne donnent pas, c'est la fatigue du visage et des épaules, ceux d'un homme surmené. Il travaille sept ou huit heures par jour à sa table, et le reste du temps, partout. Il ne mange guère, il dort mal.

— Malgré moi, mon cerveau continue à travailler. Je ne suis pas un homme compartimenté, avec des tiroirs qui s'ouvrent et qui se referment.

Il fait le geste, bien qu'il en ait très peu, mais ici l'image dépasse la pensée, et il la complète.

Je lui demande de m'ouvrir quelques tiroirs. Cette indiscrétion l'amuse. Il s'anime peu à peu. Il a des boutades et des réflexions d'une profondeur à la Sénèque, celui des *Épîtres*, avec, justement, ce côté humain, sans artifice. Je n'en ai donné qu'une ou deux. Le reste fait partie de mes fonds secrets et m'a servi à tracer le portrait moral que j'ai donné tout à l'heure.

Son visage au nez long et mince, aux lèvres étroites, avec ce grand méplat qui part de l'oreille, n'est pas fait pour le rire. Mais il rit parfois, très cordialement, surtout devant les surprises de la phrase, ce qui est le fait d'un lettré. Le regard est aigu, d'une force tranquille, d'une pénétration que rien

ne peut arrêter. Cet homme-là, certainement, n'a jamais été dupe, ou seulement quand il le voulait bien. Insensible à la flatterie, il doit la considérer avec indulgence, comme il sied à un homme qui détient l'autorité et qui sait ce que les autres attendent de lui. Je le crois plus sensible à la franchise, sans doute parce qu'il n'y est pas habitué. Mais comme il connaît profondément l'âme humaine, il doit se méfier aussi de la franchise.

Lorsque je l'ai quitté, je m'interroge longuement.

Quel est son bonheur ?

Dominer les hommes ? Certainement non. Peut-être l'application d'un esprit méthodique à des problèmes très compliqués d'économie et d'évolution sociale, la joie de l'expérimentation. Et très certainement, et avant tout, servir son pays.

Quel est son but ?

Aucune ambition personnelle. S'il n'était pas enchaîné par son œuvre, je le verrais très bien retourner à sa charrue, en l'espèce sa chaire de Coïmbra. Mais il se sent indispensable à l'ordre et à la prospérité de son pays, et quand un tel homme, doué d'une telle autocritique, se croit indispensable, c'est qu'il l'est. Ni racisme ni impérialisme, aucun des excès primaires de certain artiste peintre raté (ah ! s'il avait vendu sa peinture, celui-là !). Maintenir par sa volonté, son travail, et même par une autorité sévère, le mécanisme qu'il a créé et qui assure, encore une fois, l'ordre et la prospérité de son pays. À aucun prix ne le laisser retomber dans les erreurs de jadis, à aucun prix, et même au prix de cette prétendue liberté qui ne libère que les mauvais instincts.

Où va-t-il ?

Il n'en sait certainement rien. Le présent seul l'occupe : c'est l'assiette de l'avenir. En attendant, il a renoncé à toutes les joies pour une seule, mais quelle joie : servir son pays !

Tous ceux qui vont s'imaginant qu'un dictateur ne pense qu'à asservir les autres devraient réfléchir à ce que peut avoir de grandiose et de poignant cet asservissement volontaire de soi-même.

A. t'Serstevens.

P.-S. — Voici quelques citations extraites du discours que, le 9 octobre dernier, M. de Oliveira Salazar prononçait devant l'Assemblée nationale :

« L'Allemagne nous fit savoir qu'en cas de neutralité du Portugal elle respecterait son intégrité et celle de ses possessions d'outre-mer ; l'Angleterre ne nous demanda rien, au nom de notre alliance et de notre amitié séculaires, qui nous contraignît à prendre part au conflit. Nous n'y avions aucun intérêt propre et direct à défendre, en dehors des intérêts qui nous rendent solidaires de tous les autres en tant que membres de la communauté européenne et fils de sa civilisation...

... « La force, qui est essentielle à la vie des sociétés, n'est pas l'*ultima ratio* : c'en est la première. D'elle découlent, morale, droit, organisation sociale. Envisagée comme *ultima ratio*, la force n'assure plus la paix, elle engendre la guerre. A faire la guerre ou à s'armer en vue d'elle, l'Europe, malgré un travail intense et de dures restrictions, s'appauvrit énormément. On entrevoit une prolétarisation croissante des nations européennes, et en présence de l'hypertrophie de l'État qui, à titre de défense collective, concentre en soi toute richesse et tout pouvoir, les hommes, en échange d'un travail servile, se bornent à espérer avoir de quoi suffire aux nécessités fondamentales de la vie. Mais à ce point extrême disparaît cette parcelle de liberté et de dignité humaines que nous nous obstinons à croire essentielle à la vie civilisée.

« Ni rangements ethniques des populations, ni accords économiques, ni sécurité naturelle des frontières ne suffisent à donner la paix, pas plus que ne l'obtiennent les combinaisons diplomatiques qui ne reposent pas sur la coexistence d'intérêts réels, ni les créations artificieuses de la politique, ni l'obstination à soutenir contre la pression de la vie ce que ni l'histoire ni la géographie n'ont cherché à consacrer et à maintenir. La paix est surtout une création de l'esprit, le fruit de la force qui se donne des limites, c'est-à-dire de la conscience qui sait discerner et respecter la ligne de démarcation entre le droit personnel et le droit d'autrui, et même sacrifier son intérêt particulier à un intérêt supérieur qui lui est étranger. »

L'ALLEMAGNE ET LES MATIÈRES PREMIÈRES

Il ne se passe pas de jour que la presse mondiale ne parle de la pauvreté de l'Allemagne en matières premières et n'insiste sur l'impossibilité où cette Puissance, faute d'argent, va se trouver bientôt d'en acheter au dehors. Il y a évidemment beaucoup de vrai dans ces assertions. Toutes les apparences sont en faveur du bloc anglo-français, mais les peuples comme les individus, quand ils sentent leur vie menacée, trouvent parfois dans leur génie l'idée qui doit leur permettre de surmonter les pires difficultés. Aussi éviterons-nous soigneusement, dans cette étude, des conclusions hâtives et des interprétations dangereuses.

C'est vrai, l'Allemagne est très pauvre en matières premières. La guerre réclame la mise en œuvre de trente-quatre d'entre elles ; vingt-trois lui font absolument défaut et quatre seulement couvrent tous ses besoins. Elle se trouve bien à cet égard parmi les nations les plus déshéritées du monde, et c'est pourquoi, à l'époque de sa prospérité, en 1913, importait-elle de ce chef pour une somme globale de 7 732 millions de francs or. Aujourd'hui, elle ne consacre plus que la somme minime de 2 800 millions de marks papier environ aux achats de même nature (1). Le rapprochement de ces deux chiffres indique bien le terrain perdu par le Reich dans le domaine des

(1) Il convient toutefois d'ajouter que le prix de la plupart des matières premières a beaucoup diminué dans le monde depuis vingt-cinq ans.

échanges en un quart de siècle ; les efforts accomplis par le gouvernement de Hitler, dans ces dernières années, pour tirer du sol national le complément de production nécessaire à la vie de son peuple, n'ont fait qu'accentuer cette décadence.

Croire cependant que la « pauvre » Allemagne se lance dans la guerre sans approvisionnements serait commettre une erreur redoutable. Ses dirigeants ont rationné leur population au point de vue alimentaire, nous l'avons vu, non pas parce qu'ils ne pouvaient pas la nourrir décemment, mais bien pour constituer des stocks. S'ils ont accentué parallèlement leurs achats de matières premières depuis trois ans, s'ils ont arraché les grilles des jardins, confisqué les portes de métal des maisons, réquisitionné le moindre objet en fer, en acier, en cuivre, en nickel, s'ils ont accru chaque année davantage les importations de produits pétroliers, c'est sans doute en partie pour couvrir les besoins de réarmement, mais surtout pour s'assurer des réserves de guerre. Ils se rendent parfaitement compte que les hostilités contre les Puissances occidentales ne se dérouleront pas avec la même facilité que les expéditions sur Vienne et Prague ou la conquête de la Pologne. Ils savent bien aussi que, quel que soit le résultat des premiers combats, les Alliés de la liberté ne mettront pas bas les armes, et c'est pourquoi ils ont pris des précautions pour une guerre d'une certaine durée. L'importation de minerai de fer a été multipliée par 25 en 1938 par rapport à 1913 ; celle du fer brut, par 250 ; celle du cuivre a augmenté de 50 pour 100 ; celles du caoutchouc, du pétrole, du manganèse, etc., ont suivi des courbes analogues. Cette politique s'est particulièrement intensifiée dans ces trois dernières années, ainsi que l'indiquent les quelques exemples suivants :

Importations allemandes

	Minerais de cuivre	Cuivre brut
	tonnes	tonnes
1929.	400 000	221 000
1935.	395 000	173 000
1937.	555 000	262 000
1938.	653 900	358 000

	Minerais de fer tonnes	Minerais de manganèse tonnes
1929.	16 900 000	—
1935.	14 000 000	394 256
1936.	18 470 000	229 634
1937.	20 620 000	554 170
1938.	23 613 000	425 700

	Produits pétroliers tonnes	Caoutchouc tonnes
1929.	2 793 200	50 000
1935.	3 826 235	72 000
1936.	4 236 995	73 000
1937.	4 351 345	99 000
1938.	5 002 300	90 200

Il est indéniable qu'une bonne partie de ces importations a été mise en réserve au bénéfice de la guerre ; en chiffrer exactement le montant présente des difficultés insurmontables. Nos voisins savent habilement camoufler leurs statistiques lorsque la défense nationale est en jeu ; aussi n'avons-nous que fort peu d'éléments d'appréciation et aucun ne présente un caractère d'authenticité absolue. En février 1939, M. Brinkmann, dans un discours prononcé à Cologne, affirmait que l'Allemagne disposait d'une réserve de fer de 20 millions de tonnes. MM. Garfias, Whetsel et Ristori, dont la compétence mondiale est incontestée, estimaient, d'autre part, les stocks de réserve de pétrole existant en Allemagne, à la date du 1er janvier 1938, à 1 500 000 tonnes ; comme ceux-ci se sont encore accrus au cours de ces dix-huit derniers mois, on ne risque pas d'être au-dessous de la vérité en les estimant aujourd'hui à 2 millions. Quant au cuivre, on peut, à mon avis, avancer sans crainte d'exagération le chiffre de 200 000 à 300 000 tonnes.

Il y a donc des stocks. Que représentent-ils, si importants qu'ils soient, par rapport aux besoins de guerre ? Quel appoint la production nationale vient-elle apporter à la défense du Reich ? Ce sont ces deux points que nous allons essayer de préciser.

LE FER

De tout temps, l'Allemagne a subi un handicap sérieux du fait de sa pénurie en cette précieuse matière première. Pendant la Grande Guerre, l'occupation des bassins de Briey,

du Luxembourg et de la Pologne russe facilita considérablement le problème de ce ravitaillement. La Suède, d'ailleurs, qui était à cette époque de tendance plutôt germanophile, ne cessait d'apporter à sa voisine un contingent sérieux de ses excellents produits. Le Reich possédait alors suffisamment de devises pour couvrir tous ses achats (1).

Aujourd'hui, la situation est bien changée. Ayant dilapidé son or, l'Allemagne est obligée de réduire au maximum ses demandes extérieures, alors que sa production nationale, qui était de 28 millions de tonnes avant la guerre, est descendue à 11 145 289 tonnes en 1938 (soit le tiers de 1913), malgré l'appoint intéressant que sont venues lui apporter dans ces derniers mois l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne (2). Comme l'Allemagne actuelle, après ses conquêtes, produit plus de fonte, plus de fer, plus d'acier qu'à la veille de la Grande Guerre (3), elle sent que sa situation deviendrait catastrophique dans le cas où ses frontières se fermeraient. On conçoit dès lors que, depuis trois ans, Gœring ait tout fait pour accroître la production nationale, sans se soucier du fait que le traitement de ses minerais, en raison de leur faible teneur, nécessiterait deux fois plus de fonderies, de fours à coke, de charbon et, bien entendu, de main-d'œuvre que celui de l'étranger (4). Des hauts fourneaux importants ont été construits, en particulier dans la région de Salzgitter, pour traiter des gisements très pauvres ; ces hauts fourneaux devaient être terminés au milieu de l'année prochaine. La main-d'œuvre dont dispose le Reich en temps de guerre permettra-t-elle de mener à bonne fin

(1) Il les économisait au maximum en expédiant au dehors un tonnage considérable de charbon dont il possédait de larges excédents.

(2) Dans les 11 145 289 tonnes de la production allemande actuelle, l'Autriche entre pour un million de tonnes (ses minerais sont d'ailleurs nettement supérieurs aux minerais allemands) et la Tchécoslovaquie pour 4 099 000 tonnes de produits très inférieurs ; celle-ci importait d'ailleurs, avant son absorption, près de 2 000 000 de tonnes pour le travail de ses usines de guerre. La Pologne, en revanche, peut fournir 500 000 tonnes de minerai médiocre.

(3) Production allemande (en milliers de tonnes) :

	Fonte	Fer et acier.
1913.	16 764	16 291
1938.	18 080	22 784 (y compris l'Autriche et la Tchécoslovaquie).

(4) On a intensifié parallèlement la fabrication de la fonte et de l'acier Martin.

et dans les délais voulus ces constructions ? C'est le secret de l'avenir. En tout cas, cet appoint ne résoudrait pas le problème.

Quoi qu'il en soit, méfions-nous encore une fois de conclusions trop hâtives, consistant par exemple à inférer de ces difficultés que le matériel d'armement qui commence à apparaître en masse sur les champs de bataille de l'Ouest serait de valeur médiocre. Que les camions du Reich ne possèdent pas toutes les qualités voulues, que les bateaux livrés par lui à la Turquie soient obligés de subir une revision complète après quelques jours de service, que des tourelles cuirassées aient présenté des fissures dès les premiers essais de tir (1), c'est possible, mais c'est peut-être plus la substitution d'ersatz au cuivre, au nickel ou aux métaux rares dans ces constructions que la qualité même du minerai de fer qui se trouve à l'origine de ces malfaçons. Au cours des deux dernières années, les Allemands ont en effet intensifié leurs importations, notamment en provenance de l'Afrique du Nord et de la Suède, qui produisent les meilleurs minerais du monde ; une bonne partie de ceux-ci a été probablement stockée pour les fabrications de guerre à venir ; mais on peut être certain que la grande masse a été employée à la construction du matériel actuel.

En somme, avec les 11 millions de tonnes de sa production nationale, qui ne sont pas extensibles, avec les stocks de sécurité qu'elle a pu réaliser, l'Allemagne partant en guerre dispose au maximum de 31 millions de tonnes de minerais de fer ; cela représente un an de consommation du temps de paix, soit huit à neuf mois seulement du temps de guerre, à condition, bien entendu, que celle-ci ne conserve pas la forme larvée qu'elle revêt actuellement. Nos adversaires devront vivre ensuite d'expédients ; ils récupéreront du matériel usagé sur les champs de bataille ; ils tireront de Pologne quelques millions de tonnes de ferraille. Mais ce glanage restera notoirement insuffisant pour nourrir la guerre, l'importation deviendra indispensable... Comment pourront-ils alors y recourir ?

En temps de paix, le ravitaillement allemand était assuré

(1) Ivan Lajos, *la Vérité sur l'Armée allemande*, p. 115.

par neuf États : la France, l'Espagne, Terre-Neuve, l'Algérie, la Grèce, le Maroc, le Brésil, le Luxembourg et la Suède. Nous couvrions pour notre part, avec le concours de l'Afrique du Nord, une très grosse part de ses besoins. La Suède fournissait à elle seule, en 1937, 10 200 000 tonnes au Reich sur les 14 millions de tonnes qu'elle exportait. Les autres pays n'entraient que pour des quantités minimes dans ses importations.

Avec le blocus, deux champs de production seulement peuvent être atteints par les Allemands : ceux du Luxembourg (1) et de la Scandinavie. Le premier, étant donné le danger qui plane sur lui, ne sera peut-être pas très disposé à satisfaire aux demandes de ses voisins. En ce qui concerne le second, le problème que les Alliés auront à résoudre sera plus compliqué. Les aciéries tchèques possédaient en effet en Suède et en Norvège des contrats avec des exploitations importantes dont l'Allemagne a hérité ; celle-ci s'est assuré, d'autre part, des participations financières dans un certain nombre de sociétés par l'intermédiaire des magnats de sa métallurgie (2) ; elle a enfin, toujours grâce à ceux-ci, conclu des contrats d'importation importants (3). Les liens commerciaux du temps de paix ayant toujours une grande valeur, les Allemands vont utiliser au maximum cette arme économique ; ils feront miroiter aux yeux de leur cocontractants tout l'intérêt qu'ils auraient à ne pas les rompre à l'heure difficile en prévision de l'après-guerre. Mais les Suédois savent bien qu'on se disputera toujours dans le monde l'achat de leurs excellents minerais ; ils n'ont donc aucune inquiétude à cet égard pour l'avenir. La politique jouera finalement seule en cette affaire, et c'est pourquoi le blocus aura, semble-t-il, le dernier mot à dire.

Le marché suédois fermé, l'Allemagne n'aurait plus d'autre ressource que de s'adresser à la Russie. L'Ukraine russe, avec sa production annuelle de 16 millions de tonnes de minerais de fer (4), est à sa portée. Mais cette production est capitale pour l'U. R. S. S. ; elle est entièrement consacrée

(1) Production en 1938, 4 896 000 tonnes.

(2) Elle a acquis la mine de Haksberg.

(3) Krupp a conclu un contrat de cette nature en Norvège pour un million de tonnes.

(4) Sur les 28 millions de tonnes produites par la Russie.

aux usines métallurgiques qui travaillent à la fois pour son équipement économique et sa défense nationale ; elle leur suffit à peine. Il paraît bien improbable, dans ces conditions, que les Soviets livrent à leurs alliés du moment un tonnage important de leurs approvisionnements.

En un mot, on ne voit guère la méthode que l'Allemagne pourrait bien employer après une année de guerre *intensive* pour arriver à résoudre le problème du fer au bénéfice de ses opérations ultérieures..., à moins qu'elle ne parvienne à importer des produits américains à travers la Russie. Nous verrons plus tard que cette hypothèse n'est pas à rejeter.

LES AUTRES MINERAIS

L'Allemagne, si pauvre dans le domaine du fer, est peut-être plus déshéritée encore dans celui des autres métaux qui participent, dans des proportions moins apparentes mais tout aussi réelles, aux constructions de guerre. Le chrome, par exemple, est infiniment précieux pour les blindages ; le nickel est à la base des aciers spéciaux durs et inoxydables.

A part le zinc dont elle est aujourd'hui assez riche, grâce à ses récentes conquêtes (1), et le mercure dont la Tchécoslovaquie lui fournit 70 tonnes, elle est partout déficitaire. Elle n'extrait, par exemple, de son sol que 28 100 tonnes de cuivre métal par an et doit abandonner tout espoir d'améliorer cette situation. Au cours de la dernière guerre, le gouvernement du Reich avait essayé en effet d'intensifier l'extraction de ce minerai ; malgré tous ses efforts, il ne put dépasser le chiffre de 31 000 tonnes en 1916, et jamais depuis lors cette proportion n'a été dépassée. Quant au plomb, elle n'en produit que 60 000 tonnes en face d'une industrie qui en réclame le double (2). Pour le manganèse enfin, l'Allemagne, qui en extrait un chiffre insignifiant (200 tonnes), a trouvé un complément de médiocre valeur en Bohême, en Moravie et en Slovaquie, dans des minerais de très faible teneur ; le reste doit venir de l'étranger.

(1) La production de zinc de l'Allemagne (115 000 tonnes) a été presque doublée par l'annexion de la Tchécoslovaquie (7 200 tonnes) et de la Pologne (92 600 tonnes).

(2) L'annexion de la Pologne ne lui en procure que 8 000 tonnes.

Dans de pareilles conditions, le Reich ne peut conduire sa guerre qu'avec l'appui des peuples du dehors, sous la réserve que ceux-ci veuillent bien s'y prêter.

En ce qui concerne le manganèse, par exemple, il en a importé de 425 000 à 554 000 tonnes par an dans ces trois dernières années. L'Afrique du Sud était son principal fournisseur (75 pour 100) ; la Russie, qui, en 1937 et 1938, lui vendait bon an mal an 60 000 tonnes environ, a réduit ses exportations dans le premier semestre de 1939 au chiffre infime de 2 885 tonnes. Cette Puissance est pourtant largement productrice (1) ; mais sa consommation intérieure augmente rapidement, en fonction même du développement pris par sa métallurgie dans ces dernières années. Il semble malgré tout qu'avec un peu de bonne volonté elle parviendrait à satisfaire les besoins de son associée (2).

Du cuivre, il en existe à portée de sa main, en Yougoslavie (3), mais cette Puissance le lui cédera-t-elle ? Elle en a un urgent besoin pour sa propre armée et déclare d'ailleurs officiellement qu'elle n'accepterait d'en exporter pendant la durée des hostilités que si sa consommation propre était d'abord assurée, si ses clients fournissaient les moyens de transport voulus (4) et surtout si le paiement était acquitté comptant ou par *clearing* (5).

Pour les produits rares enfin, l'Allemagne se trouve exclusivement tributaire des pays d'outre-mer ; seule la contrebande pourrait donc les lui procurer. Le molybdène, qui vient des mines d'Amérique et du Maroc ; le cobalt, qui est entre les mains de la France et de l'Angleterre (6) ; le vanadium, qui est partagé entre le Pérou et l'Afrique du Sud. Quant au tungstène (7), les trois cinquièmes de la production sont extraits du sol chinois et bloqués temporairement par les hostilités sino-japonaises ; le reste vient de l'Indochine, de la

(1) Elle exportait encore 460 000 tonnes en 1936.

(2) L'Italie peut fournir de l'antimoine (elle en produit 534 tonnes), des pyrites (865 000 tonnes), enfin du soufre (348 000 tonnes).

(3) Production : 39 400 tonnes en 1936.

(4) De nombreux wagons yougoslaves sont immobilisés en Allemagne.

(5) La Suède pourrait également lui fournir 5 000 tonnes par an, à moins qu'elle ne préfère les conserver pour sa défense nationale.

(6) 82 pour 100.

(7) 37 500 tonnes.

presqu'île malaise, de la Rhodésie, du Portugal et des États-Unis.

Aussi est-ce dans ce domaine que l'Allemagne a particulièrement intensifié ses approvisionnements. On peut constater qu'elle a doublé ses achats de nickel métal entre 1937 et 1938 et, dans la seule année 1939, doublé encore ceux de minerais de la même catégorie ; elle a accru d'un tiers ses importations de minerais de chrome et de métal chrome, cadmium et wolfram (1). Quelle que soit l'importance de ces stocks, ils ne pourront être renouvelés si le blocus est effectif et mondial. La valeur du matériel de guerre ennemi devrait donc, à la longue, en subir les conséquences.

LE PÉTROLE

Le troisième problème angoissant à résoudre pour l'Allemagne en guerre est celui du pétrole. Pour être à hauteur de la stratégie moderne, cette nation est astreinte à posséder, comme ses adversaires, une armée largement motorisée et mécanisée. Sans les engins cuirassés, le meilleur chef de guerre est incapable d'attaquer des remparts comme les lignes Siegfried ou Maginot et même des fortifications de moindre valeur. Quelle que soit sa bravoure, un peuple insuffisamment doté sous ce rapport, — l'exemple de la Pologne le prouve, — est voué à une défaite certaine. L'Allemagne, en mal de conquêtes, ne pouvait donc équiper autrement son armée.

Nous avons essayé jadis de supputer dans les pages de la *Revue* (2) le montant approximatif de produits pétroliers qui seraient nécessaires à l'armée du Reich en fonction de son armement. D'accord avec les économistes allemands Steinberg et Friedensburg, nous les avions estimés à 12 millions de tonnes environ par an, à condition, bien entendu, que la guerre fût effective sur terre comme dans les airs ; nous n'avons aucune raison actuellement de modifier notre opinion.

(1) *Importations allemandes en tonnes.* — Minerais de chrome : 1937, 42 384 ; 1938, 45 823 ; 1939, 61 726. — Minerais de nickel : 1937, 6 285 ; 1938, 5 526 ; 1939, 11 570. — Chrome métal : 1937, 1 847 ; 1938, 2 971 ; 1939, 3 482. — Nickel métal : 1937, 824 ; 1938, 1 654 ; 1939, 1 385. — Bauxite : 1937, 1 313 000 ; 1938, 1 184 000. — Manganèse : 1936, 229 000 ; 1937, 554 000 ; 1938, 425 000.

(2) Voyez, dans la *Revue* du 1er juin 1938, *le Pétrole et l'automobile dans une guerre mondiale.*

Or, quelles sont les ressources du Reich ? Son stock de réserve atteint, nous l'avons vu, 2 millions de tonnes. Grâce à la politique intense de recherches qu'il a instaurée, le régime nazi a sensiblement doublé son extraction (700 000 tonnes), à laquelle nous devons aujourd'hui ajouter 130 000 tonnes de pétrole polonais provenant des gisements situés dans les provinces temporairement annexées en septembre dernier. Elle extrait enfin de sa houille et de son lignite 1 500 000 tonnes d'essence synthétique de valeurs très diverses (1), production qui pourra être augmentée de 300 000 tonnes dès que les usines d'hydrogénation actuellement en cours d'installation seront terminées.

En somme, l'Allemagne disposerait ainsi sur son sol, pour la première année de guerre, de 4 300 000 tonnes environ, auxquelles on peut ajouter avec quelque réserve 500 000 à 700 000 tonnes venant de Roumanie (2). Tout le reste devrait être tiré de l'étranger. Le benzol et l'alcool utilisés normalement pour la carburation ne sauraient entrer en ligne de compte, étant donné qu'ils sont entièrement réservés en temps de guerre à la fabrication des explosifs. Bref, même en admettant qu'elle possède des réserves inconnues, l'Allemagne ne semble pas pouvoir nourrir une guerre *intensive* d'une durée dépassant sept à huit mois.

Que peut-elle obtenir de l'étranger ?

L'Italie, qui n'est pas productrice et dont le stock actuel ne paraît pas dépasser 700 000 tonnes, ne saurait songer un seul instant, dans une période aussi troublée, à se démunir d'une matière aussi indispensable à sa défense nationale.

La mer étant fermée, les seules sources auxquelles l'Allemagne pourrait puiser sont donc en fin de compte la Roumanie et la Russie, qui disposent respectivement de 5 700 000 et de 29 millions de tonnes de production (3).

C'est par la guerre seulement qu'elle peut atteindre la première. Depuis quelques semaines, l'U. R. S. S., en occupant

(1) Une partie peut être utilisée par l'aviation, l'autre est des plus médiocres.

(2) La Roumanie a fourni un million de tonnes à l'Allemagne en 1938 ; au cours des deux premiers mois de la guerre, elle n'a expédié que 130 000 tonnes au total.

(3) L'Estonie produit actuellement 86 000 tonnes d'huile de schiste et 11 000 tonnes d'essence, dont sont exportées 44 000 tonnes d'huile et 5 000 tonnes d'essence ; l'Allemagne peut trouver là, si la Russie y consent, un petit contingent.

la Galicie orientale, a étendu à son profit un filet protecteur entre le Reich et elle. Ce geste russe, qui supprime tout contact immédiat entre les deux pays, semble bien indiquer que Staline n'entend à aucun prix voir ses compères d'aujourd'hui, ses rivaux de demain, atteindre les rives de la mer Noire. Même si de pareils pronostics se trouvaient démentis (à notre époque, la logique n'a plus guère de place !), si, par conséquent, les Roumains étaient mis en demeure de s'incliner ou de se défendre par les armes, leur patriotisme est trop connu pour qu'on puisse escompter un agenouillement sans combat. En cas de malheur, conscients de leur rôle primordial, ils sauraient, le moment venu, comme pendant la Grande Guerre, prendre les mesures voulues pour rendre inutilisables, pendant de longs mois, leurs sondes et leurs installations.

Reste la Russie.

La production soviétique n'a pas, dans ces dernières années, suivi les développements prévus par le plan quinquennal. Aujourd'hui, sur les 29 millions de tonnes qu'elle produit, plus de 28 millions sont utilisés au bénéfice de la défense et de l'économie nationales. La culture à forme communiste du kolkhoze, culture à grand rendement, qui n'empêche pas, hélas ! la famine en U. R. S. S., est entièrement fondée sur l'emploi du tracteur. Ses transports automobiles s'accroissent d'autre part chaque année démesurément. Comment les Soviets, qui n'exportent plus en temps de paix que quelques centaines de mille tonnes de pétrole, pourraient-ils envisager d'abandonner en période de guerre une partie importante de leur production ?

La Russie, toutefois, possède des stocks que les plus optimistes évaluent à plusieurs millions de tonnes. Un tiers se trouverait en Extrême-Orient, un tiers à la disposition des armées, le reste serait réparti sur l'ensemble du territoire au bénéfice de l'économie nationale. Encore une fois, il semble peu probable que ses dirigeants consentent à subordonner leur sécurité aux intérêts allemands.

Seule une intensification de l'extraction russe permettrait donc de résoudre le problème. Comme dans toutes les communautés revenues à l'économie primitive, l'idée de profit n'étant pas là pour aiguillonner les individus, chacun



LES ROUTES DU PÉTROLE RUSSE

Les cercles noirs indiquent les gisements de pétrole.

ne pense plus depuis longtemps en U. R. S. S. qu'à fournir le minimum de travail ; c'est la cause intrinsèque de l'échec de tous ses plans d'extension de production. Avec le concours de techniciens, de chefs allemands sachant faire travailler le moujik, on obtiendrait probablement un rendement bien supérieur, mais plusieurs années seraient sans doute nécessaires pour mener à bien une pareille évolution. Cette politique entraînerait d'ailleurs l'établissement d'une nouvelle colonie allemande à côté de celle qui existe déjà sur le sol ukrainien. Cette colonisation pourrait servir ultérieurement de prétexte à une annexion que le Reich a toujours envisagée et c'est pourquoi la Russie y regardera peut-être à deux fois avant de faciliter cette manœuvre.

Quoi qu'il en soit, la production du pétrole en Russie sort pour 90 pour 100 des vieux gisements du Caucase : Bakou, Chirak, Grozny, Malkop, Neftedaq, qui bordent la mer Caspienne. On croit généralement que la majeure partie de leurs produits s'écoule par la mer Noire ; c'était vrai il y a quelques années, alors que la Russie était exportatrice. Deux lignes de chemins de fer, trois pipe-lines avaient été construits à cette intention entre Bakou et Batoum d'une part, entre Bakou, Grozny, Armavir et Touapsé d'autre part. Batoum, Touapsé et Novorossiisk (1) possédaient alors et possèdent encore des moyens de stockage importants. C'est dans ces trois ports de la mer Noire que les « tankers » étrangers viennent encore aujourd'hui chercher les quantités très réduites de pétrole exportées, tandis qu'un service de caboteurs soviétique sert à ravitailler les provinces russes riveraines de la mer Noire. Comme celle-ci est actuellement contrôlée par la Turquie et ouverte aux bâtiments de guerre alliés, on peut douter que les Allemands cherchent à utiliser pour leur ravitaillement cette voie dangereuse continuée jusqu'à Vienne par le Danube.

En réalité, l'immense majorité de la production s'écoule par la mer Caspienne, puis par la Volga vers le centre de la Russie, Nijni-Novgorod, où une vaste industrie automobile s'est établie. De là, un canal peut porter les produits sur Moscou, un autre (2) continue la ligne d'eau jusqu'à Leningrad. Comme les chemins de fer russes seraient incapables de faire face à un

(1) Où aboutit une ligne ferrée venant de Grozny.

(2) Terminé depuis un an.

trafic accru vers l'ouest, trafic qui est déjà surchargé du fait de la présence des armées russes mobilisées dans l'est de la Pologne, tout le ravitaillement allemand devrait s'écouler par cette voie d'eau, puis par la Baltique.

La Baltique, où passeraient à la fois le minerai de fer suédois et le pétrole caucasien, serait donc appelée à jouer un rôle considérable dans le ravitaillement ennemi... Mais la Russie se prêtera-t-elle à ce jeu ? N'oublions pas, en tout cas, dans l'hypothèse où de nouvelles surprises nous attendraient de ce côté (1), qu'en fin de compte « le ravitaillement des armées russes d'Europe dépend de la possibilité de travail et de la liberté de transport dans la région située entre le Caucase et le golfe Persique. Qu'une Puissance ennemie l'occupe, simplement qu'on s'y batte et qu'on brûle les puits, la situation du colosse russe deviendrait des plus précaires. C'est bien là son talon d'Achille, auquel ses adversaires ne manqueront sans doute pas de s'attaquer. Aussi, à la lumière de ces faits, comprend-on mieux l'intérêt passionné que montre l'U. R. S. S. à conserver l'amitié de la Turquie autour de laquelle se sont groupés politiquement la Perse, l'Afghanistan et l'Irak dans un pacte. Elle pousse même la condescendance jusqu'à lui épargner sur son territoire la propagande communiste ! Du pétrole en temps de guerre vaut bien une messe (2) ! »

LA HOUILLE

Harpagon, de classique mémoire, n'avait qu'un valet, mais il le transformait en changeant sa souquenille de façon à donner à ses invités l'apparence d'un grand train de maison. La houille est le maître Jacques de l'Allemagne. De cette matière, dont son sol est richement doté, ses dirigeants espèrent pouvoir tirer tout ce qui est nécessaire à la vie économique nationale, d'autant plus que ses savants se sont penchés depuis de longues années sur le problème des *ersatz* et ont trouvé maintes solutions qui font honneur à leur esprit.

En 1914, le Reich jouissait d'une production houillère

(1) Nous ferons une étude spéciale de ces « surprises » éventuelles dans les conclusions de notre article.

(2) Voyez la *Revue* du 1er juin 1938.

largement excédentaire qui lui permettait d'en exporter une bonne partie. Il acquérait ainsi de nombreuses devises qui furent fort utiles au ravitaillement de l'Allemagne pendant les hostilités, notamment auprès des pays nordiques. Depuis cette date, l'évolution de la production allemande a suivi la courbe suivante :

1913.	190 109 000	tonnes
1934.	144 000 000	—
1935.	158 000 000	—
1936.	184 000 000	—
1938.	186 000 000	—

Après l'annexion de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche, elle atteint 203 millions de tonnes, chiffre qui paraîtra bien médiocre par rapport à celui de 1913, si l'on tient compte à la fois de l'importance des populations et du rôle joué à ces deux époques par le charbon dans l'industrie du Reich. Tandis qu'en 1914 celui-ci ne servait qu'à alimenter les hauts fourneaux et les chemins de fer, aujourd'hui, tout en continuant à assumer cette charge, d'ailleurs largement accrue, il entre dans la production de l'essence synthétique, des fibres de textiles artificiels et des corps gras ; il couvre les neuf dixièmes des besoins d'énergie du Reich (1).

Aussi, cet extraordinaire développement du rôle de la houille dans l'économie de nos voisins n'était pas sans leur causer de sérieuses inquiétudes à la veille de la nouvelle guerre. Depuis de longs mois déjà, la production donnait de nombreuses preuves de fatigue. Pour faire face aux besoins nationaux sans cesse grandissants, on avait même dû, en 1938, réduire très sérieusement l'exportation, au grand dommage de la contre-partie habituelle de ces sorties : l'approvisionnement du Reich en matières étrangères (2). Or, au début de 1939, l'application du nouveau plan de quatre ans exigeait la fourniture supplémentaire de 20 millions de tonnes en vue d'alimenter les nouvelles usines Goering, de

(1) Voir à ce sujet la conférence radiodiffusée de M. Robert Fabre, secrétaire général du Comité central des Houillères, le 15 mai 1939. La production d'électricité thermique est passée de 20,67 milliards de kwt en 1937 à 23,53 en 1938.

(2) *Exportations de houille du Reich.* — 1937 : 39 000 000 tonnes ; 1938 : 30 700 000 tonnes.

Importations de houille du Reich. — 1937 : 5 000 000 tonnes ; 1938 : 4 600 000 tonnes.

faire face aux besoins de la fabrication des carburants de synthèse, d'assurer enfin le développement de l'industrie chimique (1) ; on ne savait comment les trouver !

Il ne pouvait être question de créer de nouveaux sièges, de forer de nouveaux puits ; cette méthode eût exigé des années. Il n'était pas davantage possible de développer le machinisme, qui était arrivé à son point maximum dans une branche d'industrie où le travail individuel conserve toujours la primauté (2). Bref, les seuls moyens qu'il était loisible d'envisager consistaient soit à accroître le nombre des équipes de travailleurs pour rendre le travail continu, soit à augmenter la durée du labeur de chaque individu. La première solution réclamait l'embauchage de 40 000 hommes ; on se rendit parfaitement compte de l'impossibilité de les trouver ; tous les chômeurs avaient été depuis longtemps réintégrés dans les mines, les entreprises métallurgiques, l'industrie automobile ; les obligations d'État (service du travail, service militaire, construction des fortifications) absorbaient largement la jeunesse ; la récupération des retraités âgés de plus de cinquante ans ne procurait que quelques unités. Le maréchal Goering se décida donc à adopter la seconde, et, le 2 mars 1939, il prenait une ordonnance portant à huit heures quarante-cinq la journée de travail ; une rémunération spéciale (10 pour 100 d'augmentation en moyenne) et des avantages en nature et surtout en nourriture devaient faire accepter cette sujétion assez mal accueillie par le monde ouvrier (3).

Quel fut le résultat de ces 150 millions d'heures supplémentaires ? Pendant les mois de janvier et de février, on put constater une augmentation sérieuse de la production, puis celle-ci s'abaissa de nouveau (4). Tout était à refaire. Pendant

(1) 6 millions de tonnes pour les usines Goering ; 7 millions de tonnes pour la fabrication des carburants ; 7 millions de tonnes pour les industries chimiques.

(2) L'effectif des piqueurs et rouleurs est de 353 000 hommes dans les houillères allemandes, contre 8 501 machinistes.

(3) Une ordonnance du 11 juillet 1939 a attaché le mineur à la mine comme jadis le serf à la glèbe.

(4) La production quotidienne, en juin 1939, dans la Ruhr, était de 423 000 tonnes ; elle était à peine de 1 pour 100 supérieure au minimum des mois de février et mars. La production demeure en baisse par rapport à 1938 : 1er semestre de 1938 : 32 711 444 tonnes ; 2e semestre : 30 493 824 tonnes ; 1er semestre de 1939 : 31 242 082 tonnes.

ce temps-là, heureusement, la construction des usines destinées à utiliser le supplément de combustibles escompté avait subi un retard analogue, causé surtout par une pénurie intense de wagons. Les besoins n'avaient donc pas augmenté dans la proportion prévue.

Il n'en sera pas de même dans la nouvelle guerre le jour où elle se déclenchera sérieusement. Les chemins de fer seront en mobilisation constante, au bénéfice de l'intérieur comme des armées. Défaut d'importations, la fabrication synthétique de laine, de lin, de chanvre, qui n'atteint aujourd'hui que des chiffres minimes (1), devra être développée à outrance. On fabriquera plus d'aluminium, plus de caoutchouc, plus d'azote synthétique, et les besoins de courants électriques qui, faute de chutes d'eau, sont généralement couverts en Allemagne par la houille, s'accroîtront parallèlement (2). Il ne faut pas oublier enfin que les usines de Tchécoslovaquie et d'Autriche récemment incorporées étaient de tout temps alimentées par la houille allemande ou polonaise (3). Malgré sa richesse, l'Allemagne aurait donc dû, tout au moins, supprimer son exportation pour consacrer l'ensemble de sa production aux besoins nationaux si en septembre dernier un important événement militaire n'était venu, très heureusement pour elle, modifier sa situation.

La conquête de la Pologne apportait en effet au Reich un complément de 36 200 000 tonnes au moment même où la Sarre, qui débite annuellement 11 millions de tonnes, tombait sous le canon français. Elle lui fournit, en outre, ce complément de main-d'œuvre si désiré par Goering pour les mines allemandes, et qui est de premier ordre ; tout le monde connaît l'aptitude spéciale du Polonais à ce genre de travail. L'avenir serait donc sans nuages si la question des transports, qui vient de donner tant de déboires, était réglée. Malheureusement, elle ne l'est pas, et c'est pourquoi le charbon pourrait bien s'accumuler à certaines heures, sans aucun profit pour

(1) 40 000 tonnes contre une importation de produits naturels de 600 000 tonnes en 1938.

(2) Une tonne d'azote synthétique réclame 10 000 kwt de courant ; une tonne d'aluminium synthétique, 20 000 kwt de courant ; une tonne de caoutchouc synthétique, 40 000 kwt de courant.

(3) La Tchécoslovaquie importait d'Allemagne et de Pologne 2 millions de tonnes environ de houille et 3 800 000 tonnes de lignite.

le travail national, sur le carreau des mines.

LE LIGNITE

La houille possède en Allemagne un frère cadet d'une assez belle venue : le lignite, dont la production est venue sérieusement soulager l'industrie houillère grâce à son accélération impressionnante depuis vingt-cinq ans :

1913.	88 233 000	tonnes
1938.	205 000 000	— (1)

Sans doute, la valeur intrinsèque du lignite est bien inférieure à celle du charbon (2) ; il ne peut le remplacer partout. Il participe toutefois largement à l'approvisionnement domestique, sous forme de briquettes (3). Il fournit un tonnage considérable aux usines d'électricité (4), à l'industrie chimique (5) et à nombre d'autres branches d'activité. Il a surtout trouvé depuis peu de très larges applications dans le domaine des carburants.

Le procédé Bergius s'applique en effet indistinctement au charbon ou au lignite, soit par l'hydrogénation directe, soit par celle des goudrons. L'essence ainsi produite est de qualité suffisante pour l'aviation. Si les nazis, à court de pétrole, veulent accroître sa production pendant la guerre, ils ne se heurteront ni à une pénurie de matière première (nous venons de voir l'énormité des ressources), ni à un manque de main-d'œuvre, puisque, dans les mines de lignite où les couches sont très hautes et généralement à ciel ouvert, l'emploi de l'excavatrice est généralisé à outrance. Lorsqu'ils auront construit un nombre suffisant d'usines d'hydrogénation, ils pourront probablement se suffire à eux-mêmes.

Ce n'est pas le cas actuellement. Dans tous ses discours

(1) Tchécoslovaquie comprise.
(2) Les experts allemands l'évaluent aux deux neuvièmes de celle du charbon.
(3) 25 017 000 tonnes de briquettes.
(4) 32 332 000 tonnes en 1937.
(5) 15 557 000 tonnes en 1937.

de 1938, Hitler annonçait la libération prochaine de l'Allemagne sous ce rapport à l'égard de l'étranger. Il a déclaré la guerre avant que l'œuvre fût accomplie. Aujourd'hui, le débit annuel des usines qui existent ou que l'on termine ne s'élève pas à plus de 1 500 000 tonnes. Il faudrait que la lutte fût bien longue pour que nos ennemis eussent le temps de mener à bien leurs plans initiaux. Une fois de plus, le chancelier apparaît comme trop impulsif pour tenir un compte exact des réalités.

CONCLUSIONS

Le tour d'horizon que nous venons de faire sur des paysages fort sévères nous amène à formuler un certain nombre de conclusions qui les éclairent d'une lumière assez heureuse pour l'avenir.

1° On aperçoit nettement d'abord combien la situation du Reich était difficile dans le domaine de la houille à la veille de la guerre. Il ne couvrait plus ses besoins, surtout faute de main-d'œuvre. L'organisme donnait des signes de grippement significatifs. Pour sortir de l'impasse, des moyens énergiques s'imposaient. Il n'est pas illogique de supposer que ce facteur a joué un certain rôle dans la décision prise en août 1939 par le chancelier d'intervenir sans retard en Pologne.

2° Une fois de plus, nous avons constaté combien le mauvais état du réseau ferré exerçait une influence fâcheuse sur les relations économiques à l'intérieur du Reich. La nouvelle guerre, qui a porté remède à la pénurie de main-d'œuvre, ne fera qu'accroître au contraire les difficultés de cette nature. La construction de nouvelles usines, l'ouverture de celles qui sont en cours, l'accroissement du débit des mines nationales subiront de ce fait des retards considérables.

3° L'Allemagne s'est préparée de longue date à la lutte militaire. Elle a accumulé à cet effet des stocks importants de matières premières aussi bien que de matériels de guerre. Ces stocks, joints à la production nationale, semblent devoir être largement entamés au bout d'un an d'hostilités si celles-ci prennent un développement suffisant. Le Reich n'aurait plus dès lors d'autre moyen pour se tirer d'affaire que d'accroître l'importation ou la fabrication des ersatz.

4° Dans ce dernier domaine, le Fuhrer avait annoncé, il y a quelques mois, que le Reich produirait en 1940 toute l'essence nécessaire à son peuple ; il a été trompé ou il a menti délibérément. La construction des usines d'hydrogénation, capables de produire 5 ou 6 millions de tonnes par an, est encore du domaine de l'avenir. Quelle que soit la hâte apportée à leur réalisation, on ne saurait raisonnablement escompter qu'elles seront terminées avant la fin de la guerre.

5° Deux peuples concourent au ravitaillement allemand en pétrole et en fer : la Russie et la Suède.

Normalement, les exportations suédoises de ce minerai passent pour les deux tiers par le port de Narwik, situé sur le versant atlantique, facile par conséquent à surveiller par les Alliés, le dernier tiers par le golfe de Bothnie, qui est gelé pendant l'hiver.

Pour éviter ces deux inconvénients, les exportateurs suédois envisageront peut-être l'acheminement d'une partie de leurs envois par les ports méridionaux du royaume. Cette solution exigerait un aménagement spécial assez long à réaliser. Au surplus, les pièces de l'échiquier nordique peuvent subir, dans un avenir prochain, de tels déplacements que le problème lui-même ne se poserait plus.

6° Les exportations à destination du Reich passent entièrement par la Baltique et la mer Noire. L'U. R. S. S. tient donc ses voisins à sa discrétion ; en les privant de ravitaillements, elle les condamnerait à une mort rapide.

Il est peu probable, malheureusement, qu'elle fasse un pareil geste. Les Bolcheviks ont certes tout intérêt à la défaite finale de l'Allemagne, puisque cette défaite seule affermira définitivement leur autorité sur les provinces récemment conquises, mais leur politique, à côté de la reconstitution de l'empire des tsars, a toujours poursuivi et poursuit encore un autre but, d'ordre idéologique celui-là : le développement à outrance du virus révolutionnaire dans le monde. Plus la lutte s'éternisera, plus les misères augmenteront, plus le terrain deviendra favorable à l'implantation des doctrines communistes. Aussi est-il permis de supposer que Staline apportera, temporairement du moins, son concours au Reich pour lui permettre de nourrir la guerre..., à condi-

tion, bien entendu, que cette opération ne porte pas atteinte à la structure économique de son propre pays.

Seule l'importation peut donc jouer en la matière, et naturellement par des voies assez tortueuses, comme nous allons le voir.

La Russie, tant qu'elle est neutre, jouit du privilège de pouvoir acheter à crédit aux États-Unis, et même faire transporter dans ses ports, sous pavillon américain, les marchandises acquises ; le *Neutrality Act* ne l'atteint pas ; elle peut donc servir de courtier et d'entrepositaire au bénéfice de ses amis de l'Europe centrale.

Dans le cas où une déclaration de guerre interviendrait, l'opération rencontrerait des difficultés plus grandes puisqu'il faudrait payer comptant et charger les matières et les armes achetées dans les ports du nouveau continent sur des bateaux russes ; mais celles-ci ne seraient pas insurmontables.

L'Allemagne vendrait tout d'abord la partie de sa flotte commerciale réfugiée dans certains ports étrangers à la Russie, fort démunie à cet égard, et ces navires viendraient s'employer sous pavillon soviétique dans l'Océan Pacifique. Quant aux devises, l'U. R. S. S., deuxième producteur mondial d'or, les fournirait sans difficultés en contre-partie de l'achat précédent. Si leur montant ne suffisait pas, l'Allemagne, qui n'est pas aussi démunie de capitaux sur les places étrangères qu'on veut bien le dire (l'intensité de sa propagande le prouve), pourrait liquider certaines participations financières que possède son industrie dans les pays neutres. Le transfert des populations baltes montre suffisamment qu'elle n'hésiterait jamais à recourir aux moyens les plus radicaux.

Et voici la suite de l'opération, telle qu'on peut la concevoir :

La Russie, nantie de capitaux, détentrice d'une flotte importante dans le Pacifique, achète en Amérique le pétrole, le fer, les huiles, les métaux rares et même les armes nécessaires à la guerre. Ses bateaux les transportent à Vladivostok, d'où le Transsibérien les achemine vers Petrograd, comme fret de retour des trains qui ravitaillent les troupes russes de l'Extrême-Orient. Les cargaisons gagnent de là les ports allemands par la Baltique, à l'abri des torpilleurs alliés.

Pour les produits pétroliers, une solution encore plus

élégante pourrait être trouvée : les cargaisons importées d'Amérique seraient laissées en Sibérie orientale à la disposition des troupes russes d'occupation, et le pétrole de l'Oural, qui aurait dû leur être expédié normalement pour leur ravitaillement, serait remis au Reich et acheminé vers ses ports par la voie ordinaire de la Volga.

D'autres manœuvres peuvent être imaginées ; à toutes les Alliés doivent être en mesure de trouver des répliques efficaces. Nous ne nous hasarderons pas à les indiquer, car nous risquerions fort de tomber dans un domaine qui, en temps de guerre, ne doit pas être discuté hors des conseils des belligérants. Disons simplement que la guerre des matières premières, la guerre du blocus que nous menons, pose des problèmes d'une envergure suffisante pour entraîner les bouleversements les plus inattendus dans le domaine des relations politiques.

Tel peuple aujourd'hui neutre pourrait peut-être, même sans déplacer un soldat, sans mettre en l'air un avion, par une simple adhésion à l'un ou l'autre des partis en présence, faire pencher le fléau de la balance et, dans tous les cas, accroître ou diminuer la durée des hostilités dans des conditions imprévisibles.

SERRIGNY.

HISTOIRE NEW-YORKAISE

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Éléna était la fille d'un professeur et appartenait à une famille vouée à la musique et aux arts ; restée orpheline à quinze ans, elle avait vécu avec deux tantes qui possédaient une petite maison à Semmering. L'existence ne fut pas gaie avec ces vieilles filles rigides dans leurs pensées, leurs habitudes, leur moralité. Peu d'agrément, sauf en été, quand elle partait à pied pour parcourir soit le Tyrol, soit le Salzkammergut. Les tantes ne s'opposaient pas à ces voyages, parce qu'elle était toujours accompagnée d'amies et du père de l'une d'elles.

Mais, même pendant ces excursions, elle était consciente d'une contrainte qui émoussait sa joie. Enfant, elle sentait déjà en elle quelque chose de profond qui la différenciait des jeunes filles contentes d'épouser des garçons avec qui elles avaient été élevées et de se consacrer pour le reste de leurs jours aux enfants, à la bière, aux valses et au café à la crème fouettée. Peut-être sa nature venait-elle d'un mélange de farouche sang hongrois avec le doux et sentimental sang viennois, car sa mère était une Hongroise de Budapest.

Pendant ces marches, elle s'échappait parfois, excédée par l'insignifiance de ses compagnes, et s'en allait, seule, très

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

haut dans la montagne. Un jour (elle avait vingt ans), alors qu'elle gravissait une pente non loin d'Innsbruck, elle rencontra un homme marchant péniblement entre les sapins. C'était, pensa-t-elle, le plus bel homme qu'elle eût jamais vu : grand et brun, avec des yeux noirs. Il s'était foulé la cheville en tombant, avait des coupures à la main et un côté de sa sombre figure sérieusement écorché. Elle lui parla, ils s'assirent auprès d'un ruisseau, tandis qu'elle tirait des pansements de son sac de montagne. Avec son grand mouchoir de paysan, elle baigna les coupures à la main et fit un bandage ; puis elle aida le jeune homme à serrer sa cheville. Après quoi, ils partagèrent leur repas au bord du ruisseau. Elle lui confia qui elle était ; il lui dit être le docteur Toni Müller, de Munich, et être en vacances.

Leur déjeuner terminé, ils se connaissaient très bien. Éléna lui dit la tristesse de sa vie, ses rêves et ses ambitions ; le jeune homme raconta une longue et ingénieuse histoire, entièrement fausse, sur sa vie d'étudiant. Enfin, tard dans l'après-midi, ils atteignirent le pied de la montagne, Éléna aidant à passer les endroits difficiles. Avant de la quitter, il entra à la petite auberge où elle résidait afin de se présenter au monsieur d'âge mûr à qui les tantes avaient confié la jeune fille.

Éléna partit avec ses compagnons le lendemain matin, sachant peut-être qu'elle ne voyait pas pour la dernière fois le docteur Müller ; et, en effet, un jour plus tard, il arriva dans le village où elle et ses amis s'étaient arrêtés. Il les suivit dans tous leurs déplacements. Éléna s'arrangeait pour le rencontrer secrètement soit dans la forêt, soit dans quelque auberge au bord d'un lac ou d'un torrent. Ils étaient amoureux l'un de l'autre depuis le jour de leur rencontre.

Cependant, les randonnées dans la longue vallée au-dessus d'Innsbruck touchaient à leur fin. Le jeune homme paraissait inquiet et tourmenté. La veille du jour où la jeune fille devait repartir pour Semmering, il lui avoua la vérité : il n'était pas le docteur Müller, mais un prince, seul héritier de la principauté de Hohenheim sur laquelle régnait son oncle.

Éléna était aussi peu de son temps qu'Ogden. Une génération plus tôt, elle fût peut-être devenue épouse morganatique ou au moins maîtresse avouée. Une génération plus tard,

après la guerre, il eût dit : « Je m'en f... ! » et l'eût épousée ; mais cela advint dans un monde incertain et croulant, à une époque de transition. Il lui dit qu'il ne pourrait jamais l'épouser : il n'y avait pas d'autre héritier que lui de la principauté ; un jour, il serait forcé de se marier pour assurer sa descendance. Ce temps n'était pas éloigné, car l'oncle avait soixante-dix ans et insistait pour que la succession fût assurée avant sa mort. Il lui dit tout cela ; mais alors rien ne leur importait, hors leur amour.

Aussi ne retourna-t-elle pas à Semmering. Le soir qui devait précéder le retour du groupe, elle laissa un mot et prit avec le docteur Müller le train de nuit qui traversait la frontière bavaroise. Elle écrivit aux tantes, essayant de leur expliquer ce qui était arrivé ; mais les événements dépassaient leur compréhension et elles ne lui répondirent que pour lui annoncer qu'elles la reniaient et ne voulaient plus jamais la voir ni entendre parler d'elle.

Le prince lui loua un petit appartement à Munich ; elle y vécut secrètement, ne voyant personne, sauf le docteur Müller, qui ne venait qu'à la nuit tombée. Ils ne sortaient jamais dans Munich, mais, quand le prince pouvait quitter Hohenheim, ils partaient ensemble pour quelque endroit éloigné où nul ne pouvait le reconnaître. C'est ainsi qu'ils vinrent dans cette petite station d'été où je les vis un matin sur le balcon.

Ils vécurent ainsi pendant des années, Éléna ne se souciant que de musique, d'amour et de son beau et brun docteur Müller. Le prince s'arrangeait toujours pour éluder sa promesse de se marier. Mais, d'année en année, cela devenait plus difficile et l'insistance se faisait plus forte. Ils vivaient l'un et l'autre dans la terreur du moment où il faudrait se résoudre à une décision.

Finalement, il y eut pression non seulement de la part du vieil oncle, — le prince régnant, — mais de celle des ministres, inquiets des troubles qui se manifestaient dans le pays agité par la propagande socialiste. Enfin, le jour vint où il ne fut plus possible de reculer. Mais le prince demanda un congé de deux mois. Il emmena Éléna à Monte-Carlo et, là, ils vécurent ensemble ouvertement pour la première fois : vie frénétique, agitée, toujours attristée par cette pensée que

chaque jour, chaque heure, chaque minute même était précieuse. Ils étaient convenus de ne jamais parler de la séparation, mais de la considérer comme le départ pour un court voyage. Après, chacun devait se comporter comme si l'autre était mort. Finalement, ce fut Éléna qui tint parole et le prince qui rompit le contrat.

Un soir, dans l'excitation d'un joyeux dîner, elle lui dit adieu, puis rentra à leur villa, prit ses malles et se rendit en fiacre à la pension tenue par une Italienne. Ayant payé une semaine d'avance, elle repartit dans le même fiacre, après avoir dit à la propriétaire qu'elle reviendrait d'ici un jour ou deux. La voiture l'emmena par la Corniche jusqu'au bord du profond ravin proche de Nice ; là, elle paya le cocher, le renvoya, disant avoir l'intention de faire à pied le reste du chemin. Lorsqu'il se fut éloigné, elle marcha le long du parapet jusqu'à l'endroit qu'elle avait choisi pour se jeter dans le ravin. Mais, au moment d'enjamber le petit mur, elle ne put s'y décider. Seule, ayant peur, et honteuse de sa lâcheté, elle se laissa tomber. C'est là qu'Ogden la trouva.

Son récit terminé, il me regarda avec un léger sourire dans les yeux, comme pour s'excuser de la vulgarité mélodramatique de l'aventure.

— Tu vois, dit-il, pourquoi je ne tiens pas à ce que cette histoire soit connue. Je dis simplement qu'Éléna est fille d'un professeur viennois décédé ; cela suffit.

Ce fut longtemps après minuit que je m'en allai. Dévoré par la jalousie, je ne dormis pas cette nuit-là, et, deux jours plus tard, je partais en voyage...

II

Quand je revins, j'appris que mon cousin et sa femme avaient loué un appartement au Waldorf-Astoria, à cinq minutes à pied de leur maison, déjà en transformation selon les projets d'Ogden. Tout l'intérieur de la maison construite pour Michaël Denning était détruit ; il ne restait que la façade et l'escalier de marbre. De la vieille maison remplie de capitons, de lourd acajou, de bambou doré et de tapisseries, l'architecte fit un palais baroque autrichien, pourvu d'une façade georgienne.

La nouvelle maison fit sensation dans le New-York d'alors. Quand la métamorphose fut terminée, Ogden donna un grand bal, auquel les invités furent priés de venir en costumes du XVIIe siècle autrichien. Un monde fou vint à la réception d'Ogden et ceux qui n'avaient pas été conviés intriguèrent pour l'être. Ce fut en quelque sorte une réparation envers le vieux Michaël Denning, dont la première manifestation mondaine avait été accueillie avec tant de mépris.

Ce bal devait servir, dans l'esprit d'Ogden, à lancer Éléna. Il croyait en effet qu'elle devait être lancée de façon extravagante, comme nulle autre femme. Le résultat qu'il attendait fut atteint. Après le bal, Éléna eût pu obtenir ce qu'elle voulait du New-York élégant. Certes, elle rencontra de l'opposition chez certaines femmes qui trouvaient excessives les louanges qu'on accordait à son charme et à sa beauté, mais seule une minorité essaya de contester son triomphe et la victoire, en somme, lui resta.

Ogden et sa femme passèrent leur deuxième été à Newport, quoique Ogden s'ennuyât déjà en Amérique et fût impatient de se retrouver en Europe, où il se sentait bien plus chez lui. Je pense qu'en elle-même Éléna craignait d'y retourner. Vers la fin de l'été, une sorte de nervosité s'empara d'elle ; elle semblait égarée, désespérée. Elle se montra impolie avec des femmes qui auraient pu l'aider à assurer sa situation mondaine. Lorsqu'elle rentra à New-York, je découvris qu'elle s'était arrangée pour s'isoler complètement de la société venue au bal d'Ogden. Néanmoins, elle sortait beaucoup, mais presque toujours avec des gens considérés comme déclassés, faisant scandale : divorcées, femmes ayant ouvertement des amants. Pendant quelque temps, je m'alarmai, pensant qu'il se pouvait, après tout, que je me fusse trompé sur son compte, qu'elle n'était peut-être qu'une fille. Une fois, je me permis de lui reprocher la compagnie dont elle s'entourait : elle ne fit que rire. Parmi les jeunes femmes qu'elle fréquentait, la plus joyeuse et la plus folle se nommait Kate Blakeley. De bonne famille et riche, elle menait une vie très indépendante. Dès le temps où elle était étudiante, elle avait jeté son bonnet par-dessus les moulins. C'était une petite brune aux gais yeux noirs, au rire franc, à l'humour quelque peu licencieux. Son agita-

tion semblait avoir un attrait pour Éléna. Elles devinrent inséparables.

Ogden ne paraissait pas se soucier des relations choisies par Éléna. Le New-York élégant les ennuyait autant l'un que l'autre et il était, je crois, content d'en être débarrassé. Peu lui importait ce que faisait sa femme ou qui elle voyait, pourvu qu'il pût la montrer comme le plus bel échantillon de sa magnifique collection de choses splendides. Il lui permettait une grande liberté : elle n'en abusa jamais, ne prêtant attention à aucun homme.

Parfois, cependant, Ogden avait de terribles accès de jalousie et faisait des scènes à sa femme, l'accusait d'infidélité. Mais ces accès passaient vite et, après, il tombait à genoux et suppliait Éléna de lui pardonner, promettant de ne jamais recommencer. Par pitié, elle pardonnait toujours.

Souvent invité par Ogden à dîner ou à les accompagner au théâtre, je n'acceptais que rarement. Un soir, je découvris pourquoi Ogden insistait tant pour que je me rencontrasse avec Éléna : il pensait qu'elle était en sécurité avec moi ! C'était assez désagréable ; mais ce même soir, me trouvant seul un instant avec elle, elle me dit :

— Pourquoi me fuyez-vous ? Me haïssez-vous ?

Elle me regardait avec ce regard affolant qu'elle m'avait lancé lors de notre première rencontre dans la demeure d'Ogden, alors qu'elle se retournait pour monter l'escalier. De nouveau, ce regard me jeta dans le bonheur, le désespoir et la confusion. Je m'excusai en faisant allusion à mes occupations, mais elle écarta ce prétexte avec dédain :

— De quoi avez-vous peur ? demanda-t-elle. Il m'est désagréable de penser que j'ai détruit l'amitié existant entre deux cousins.

Peut-être alors eussé-je dû tout lui révéler. Mais juste à ce moment Ogden revint. Je pense qu'elle s'était doutée dès le début que j'étais amoureux d'elle, mais à cette minute elle *le sut* pour la première fois. Quand Ogden parut, je devins cramoisi, confus, car j'avais la certitude en mon cœur d'avoir abandonné tout scrupule et d'être prêt à le trahir à la plus prochaine occasion.

Trois jours plus tard, j'allai faire ma visite hebdomadaire au pauvre oncle William, qui vivait maintenant à l'hôtel

Windsor avec les restes de ce que lui avait laissé Michaël Denning. Il n'avait que soixante-cinq ans, mais paraissait beaucoup plus âgé; la force physique et la vitalité lui avaient manqué pour résister à sa folle existence; il pouvait à peine marcher. Aussi nous faisions-nous un devoir, Ogden et moi, de lui apporter régulièrement des nouvelles. Rien ne lui faisait tant de plaisir que l'arrivée d'Ogden accompagné d'Éléna. A la vue de celle-ci, le vieux fêtard se redressait dans son fauteuil roulant et redevenait presque jeune.

Cet après-midi-là, je m'en souviens, l'oncle William se sentait en bonne forme et fit des plaisanteries légères sur Ogden, insinuant qu'il était indigne de posséder une femme aussi belle qu'Éléna. Quand je le quittai, je me heurtai à la porte à Kate Blakeley, pimpante, élégante et provocante sous une toque de fourrure et une voilette à pois. À un certain moment, j'étais presque tombé amoureux d'elle, mais l'image d'Éléna s'était interposée entre nous et Kate ne m'avait plus semblé qu'une médiocre petite chercheuse d'aventures. Nous marchâmes tous deux sous la neige. De quoi parlions-nous je ne me le rappelle plus, mais elle me demanda si je dînais ce soir-là avec Ogden et Éléna. Ma réponse négative provoqua une brusque interrogation.

— Qu'y a-t-il ? Je ne vous vois plus jamais chez eux. Vous êtes-vous disputé avec Ogden ?

Cette question me rendit soupçonneux et me mit sur mes gardes, car je savais que Kate, comme beaucoup de femmes menant libre et joyeuse vie, essayait d'attirer les autres dans les mêmes voies. Je me bornai à répondre un simple « non ».

— Ce qui signifie que cela ne me regarde pas ? dit-elle en riant. Je ne sais ce qui vous arrive depuis quelque temps; autrefois vous étiez drôle, mais vous êtes devenu impossible.

— Peut-être, dis-je, mais, si vous le voulez bien, parlons d'autre chose.

— D'Éléna, par exemple ?

— Oui, d'Éléna. Pourquoi pas ?

— Savez-vous qu'elle n'est pas très heureuse ?

— Je sais peu de chose de son état d'esprit.

— Vous pourriez l'aider en la voyant plus souvent.

Je dis ce que je pensais : elle ne remarquait même pas si

j'étais là ou non. Pour prononcer ces paroles, je faisais effort afin que ma voix ne trahît pas la plus légère émotion.

— Si, elle s'en aperçoit, reprit Kate. Vous savez aussi bien que moi qu'elle n'est pas le moins du monde amoureuse d'Ogden. Je ne nie pas qu'elle l'aime bien, mais il l'ennuie souvent et, dans ces cas-là, il est précieux d'avoir auprès de soi des amis qui sympathisent avec vous.

— Que voulez-vous dire ? demandai-je en rassemblant tout mon courage.

Kate se mit à rire.

— Je ne veux rien dire, sauf ceci : elle fait de son mieux pour tenir le coup, et je pense que vous pourriez l'y aider. Autrement je ne crois pas qu'elle puisse résister plus longtemps. Vous feriez bien de venir ce soir.

III

Ce soir-là, chez Ogden, il y avait environ vingt personnes appartenant pour la plupart à la bande d'Éléna : actrices, divorcées, turfistes, désœuvrés. Une grande liberté et beaucoup d'animation régnaient dans la société ; la conversation semblait même bizarrement déplacée dans le cadre délicat de cette maison. J'avais l'impression d'un ménage malheureux qui aurait convié cette étrange compagnie pour se distraire et oublier les tristesses de son intérieur.

Deux ou trois fois, Éléna me surprit la regardant ; alors il advint quelque chose de merveilleux qui ne s'était encore jamais produit : dans l'échange de nos regards, il y eut une soudaine compréhension. Elle s'arrangea pour me faire savoir à la fois combien elle était profondément malheureuse et qu'elle me savait amoureux d'elle. Regardant Ogden sans honte, je pensais : « Maintenant, voici ma chance ; mais je dois jouer le jeu de façon qu'il ne se doute de rien. » Si son adoration pour Éléna avait été celle d'un homme normal, j'aurais été moins prudent ; mais il y avait là un élément morbide et toujours cette sensibilité excessive lui faisant deviner des choses que personne ne pouvait savoir.

Après dîner, Ogden fit apporter une grande table à jeu dans la pièce qui avait été la bibliothèque de Michaël Denning, et les invités s'installèrent pour un « chemin de fer ». Plus de

gros livres ni d'affreux mobilier de cuir et d'acajou, mais des parois finement sculptées et dorées, des tentures vert et argent. Pièce ravissante, plus un boudoir qu'un bureau.

Éléna dit qu'elle préférait ne pas jouer, et je lui demandai de vouloir bien chanter pour moi comme elle l'avait fait le premier soir, trois ans plus tôt. Elle accepta ; nous nous rendîmes au salon, et elle commença à chanter. Sa robe de velours noir la faisait paraître pâle. Comme beaucoup de femmes séduisantes, elle était extrêmement changeante et à certains moments semblait presque laide. Ce soir-là, c'était une Éléna que je n'avais jamais vue, d'une beauté toute différente de celle que je lui connaissais, étrange et mélancolique.

Elle chanta cinq ou six mélodies, puis laissa tout à coup tomber ses mains sur ses genoux et ne bougea plus. Un long silence régna, puis, dans une sorte d'inconscience, je m'entendis dire ces mots :

— Vous rappelez-vous Bad Münster ?

Elle se tourna vivement vers moi avec, dans les yeux, une expression proche de la terreur. Un frisson la secoua et elle demanda à voix basse :

— Que savez-vous de Bad Münster ?

— C'est là que je vous vis pour la première fois. Regardez-moi, et pensez à Bad Münster, à la petite rivière, et essayez de vous rappeler.

Elle resta un moment silencieuse, me regardant tristement, puis dit :

— Non, je ne me souviens pas de vous ; mais, voyez-vous, j'y suis allée si souvent !...

— Vous rappelez-vous un jeune homme qui venait vers vous, un jour, au bord de la rivière ? Vous étiez assise au soleil, « lui » dormait la tête sur vos genoux ; vous avez souri et mis un doigt sur vos lèvres afin que je ne l'éveille pas.

Une expression de souffrance passa dans ses yeux et, tout à coup, elle se mit à pleurer ; mais elle reprit assez de maîtrise sur elle-même pour dire :

— Oui, je me souviens maintenant : un beau garçon d'environ vingt ans. C'était donc vous ?

— Oui, je suis tombé amoureux de vous dès cet instant.

Je m'approchai et m'assis sur le canapé, à côté d'elle :

— Je suis toujours amoureux de vous, c'est pourquoi je viens ici aussi rarement. Je souffrais trop !

Elle me regarda, étonnée :

— Jusqu'à ces derniers temps, je croyais que vous me détestiez. Cela me rendait très triste, car je vous trouvais si agréable, si compréhensif et si vivant ! J'ai toujours désiré que nous fussions amis, toujours, depuis le premier soir. Parfois j'ai été bien près d'être amoureuse de vous...

Elle avait une franchise, ou peut-être seulement une simplicité que je n'ai jamais trouvée chez aucune autre femme.

— Voyez-vous, continua-t-elle, j'ai été quelquefois si seule ! J'aurais voulu trouver quelqu'un de vivant et de naturel. Je ne veux pas dire vivant à la façon de Kate, mais quelque chose de tout à fait différent. Chez Kate, ce n'est pas la vie, c'est une espèce de maladie qui la fait s'agiter sans arrêt jusqu'au jour où elle s'effondrera. Elle a ce que j'appelle le mal de New-York.

Je pris sa main et y posai mes lèvres, puis, soudain, je me levai, conscient de l'incorrection qu'il y avait à courtiser la femme de mon cousin dans sa propre maison et à tirer avantage de sa confiance aveugle en moi.

Elle sentit que j'étais brusquement devenu prudent, et dit, avec une ombre de mépris dans la voix :

— Vous n'avez pas à vous préoccuper d'Ogden. Il ne viendra pas ici : il aime trop le jeu. Il y restera jusqu'à ce que la dernière carte ait été jetée.

Elle me regarda timidement, puis :

— Si vous avez peur, nous pouvons monter à mon boudoir.

A cet instant, je ne devinai pas exactement ce qu'elle voulait dire, car je ne connaissais pas encore toute l'étendue de sa franchise et de sa simplicité, ni que la pruderie et l'hypocrisie lui étaient complètement étrangères. Elle se leva et, de nouveau, je lui baisai la main. Elle dut comprendre ma souffrance à ce baiser ; je crois qu'il lui inocula un peu de mon aveugle passion. Elle dit :

— Vous tremblez ! Je ne savais pas que vous en fussiez à ce point.

Chose étrange, je sentais de la pitié dans sa voix. Je la suivis au premier étage.

C'était folie dans la maison même d'Ogden, mais pas

plus à elle qu'à moi l'idée ne vint que nous pussions être découverts, ou, si elle lui vint, elle était alors si malheureuse qu'elle ne se souciait plus de ce qui arriverait. Mais elle avait dit vrai : Ogden ne quitta pas le tapis vert et nous fûmes seuls pendant près de deux heures. Je lui dis tout de moi, et, si nous parlâmes de Bad Münster avec un peu de réticence, sans aucune allusion à Toni, nous fîmes nos plans pour l'avenir. Son grand désir était de ne pas faire de peine à Ogden.

— Il a été très bon et généreux pour moi, et il a si peu de choses dans l'existence ! Rien que des livres, de vieux meubles et de vieilles portes.

Elle ajouta :

— Vous me reprochez d'avoir pris Kate comme amie : elle peut nous aider, comprenez-vous ? Kate mentira toujours afin de me donner une excuse pour m'en aller.

Avait-elle choisi Kate pour amie dans la pensée qu'elle pourrait lui être utile un jour ? Elle ajouta :

— Vous auriez pu obtenir mon amour presque tout de suite ; j'étais si malheureuse !

Ainsi, par mes hésitations et mes scrupules, j'avais perdu un temps précieux ! Cette réflexion me plongea dans la tristesse ; je me sentais tout déprimé. Machinalement, je me levai et allai regarder par la fenêtre. Après un long silence, elle reprit :

— Je sais, vous vous faites des reproches. C'est inutile : vous n'avez pas trahi Ogden.

Je me retournai, très étonné :

— Pourquoi ? Comment cela ?

— Parce que nous n'avons jamais été vraiment mari et femme.

Brusquement, tout devenait clair, je comprenais tout : l'étrange attitude d'Ogden, son goût d'exhiber Éléna, sa haine croissante contre son père et le désir d'anéantir son souvenir. J'aurais dû deviner cela depuis longtemps, mais j'avais été si stupide !

Je quittai Éléna, descendis dans la bibliothèque, et pris place à la table de jeu. Je dis à Ogden qu'Éléna, ayant la migraine, était montée dans sa chambre. Mon cousin, absorbé par le jeu, fit à peine attention à mes paroles. Nous jouâmes jusqu'au jour ; à partir du moment où je vins à sa table,

Ogden gagna continuellement et moi je perdis beaucoup plus que ne le permettaient mes moyens. Je savais à peine ce que je faisais et doublais sans cesse mes mises comme un homme ivre. A un moment, Kate me regarda avec une lueur aiguë dans ses yeux noirs.

— Vous avez dû boire pas mal pour être aussi agité!

J'étais ivre, c'est vrai, mais ivre d'extase. Kate le savait peut-être ; en tout cas, elle le soupçonnait.

IV

Après cette nuit-là commença une longue suite de tromperies et d'hypocrisies qui influencèrent et transformèrent mon caractère, si bien que, lorsque j'essaye d'évoquer celui que j'étais dans le passé, je ne le reconnais plus pour moi-même. Jusque-là j'avais été soumis aux conventions et à la morale : maintenant, je vivais chaque jour dans le mensonge.

Je ne voyais plus ma famille ; je ne visitais plus le pauvre oncle William. Je n'allais plus jamais au club, mais, de plus en plus souvent, je me rendais à la grande maison de pierre brune, acceptant toujours les invitations d'Ogden qui semblait heureux de ce resserrement de notre intimité. Éléna jouait son rôle mieux que moi, car elle possédait un tel contrôle sur elle-même qu'il ne lui arrivait jamais de se trahir par la plus légère intonation. Mais, quand même, nous avions tous les deux constamment peur en pensant aux effets imprévus que la découverte de notre trahison produirait sur le caractère excentrique et déséquilibré d'Ogden.

Nous nous voyions chaque jour, Éléna et moi. Au début, j'étais insatiable et enviais chaque seconde que mon amie passait en compagnie des autres. Je louai un petit appartement non loin de la maison de pierre brune, dans un quartier où n'habitait personne de notre connaissance. C'était là que nous nous rencontrions, quelquefois dans l'après-midi, de temps à autre le soir, et une fois, à tout risque, nous y passâmes toute une fin de semaine. Éléna faisait elle-même la cuisine et semblait être de nouveau la jeune fille que j'avais rencontrée dans la Forêt Noire. Pour ces rendez-vous, Kate nous était très précieuse, car elle partageait notre secret

et était ravie qu'Éléna l'eût imitée dans l'irrégularité de sa conduite.

Cependant, quelque chose m'échappait en Éléna. Une fois ou deux je tentai de découvrir le secret de son étrange réserve, mais elle se mit à rire, puis devint triste, et répondit que je lui demandais plus qu'aucune femme ne pouvait donner. Sans cesse je lui proposais de tout quitter et de nous enfuir ensemble en abandonnant Ogden. A certains moments, j'étais écœuré de nos tromperies et j'avais hâte de nous en libérer une fois pour toutes. Dès que je voyais Ogden, je ressentais des remords ; mais Éléna ne voulut jamais accepter un enlèvement. Elle disait :

— Ne sommes-nous pas bien comme nous sommes ? Si nous fuyions, vous seriez ruiné et, connaissant Ogden, je sais qu'il ne voudrait jamais divorcer. Vous n'avez pas les moyens de vivre continuellement à Capri, à Florence ou à Monte-Carlo. Ce n'est pas comme si Ogden était réellement mon mari et que je dusse lui être soumise.

Elle ne me dit pas, comme elle l'avait dit à Ogden, qu'elle possédait une petite fortune que lui avait laissée Toni. Elle ne désirait pas m'épouser, je suppose, car en son cœur elle espérait toujours que Toni lui reviendrait. Ogden ne comptait pas ; mariée avec moi, c'eût été différent. Parfois aussi un soupçon me venait qui était, j'en suis sûr aujourd'hui, la vérité. Elle m'aimait d'une certaine façon, il n'y a aucun doute, mais non passionnément, de tout son être, comme je l'aimais.

Chose curieuse : avec les années, la passion d'Ogden pour elle semblait augmenter. En même temps, sa haine pour son père paraissait approcher de la folie. Non seulement subsistait la vieille jalousie qu'il avait eue de l'attachement de sa mère à Michaël Denning, mais il détestait tout ce que le souvenir de son père évoquait de vie ardente. Il demanda même à Éléna de lui rendre les perles et autres joyaux donnés à sa mère par Michaël, les disant démodés ou pas assez beaux pour elle. Il les remplaça par de plus splendides ; il fit démonter et vendre les autres. Ces bijoux étaient le dernier vestige concret de l'existence du vieillard : quand ils eurent disparu, je crois qu'Ogden se sentit plus libre.

L'automne fit place à l'hiver, puis au printemps et, sou-

dain, inexplicablement, il advint quelque chose à Éléna : c'était comme si elle avait fermé une porte, me laissant dehors. J'eus les premiers soupçons de ce changement un après-midi où je reçus d'elle un message, transmis par Kate, annonçant qu'elle ne pourrait me rencontrer comme d'habitude, étant souffrante. J'allai chez elle avant le dîner, mais elle me fit dire qu'elle se sentait trop malade pour recevoir qui que ce fût. Pendant deux jours, je ne la vis pas, et le troisième, elle descendit l'escalier de marbre, plus adorable que je ne l'avais jamais vue. Sa « taciturnité » s'était évanouie, remplacée par une sorte d'irradiation, et pourtant, lorsqu'elle me parla, elle parut changée, lointaine et froide. Elle me supplia de ne pas lui demander de rendez-vous jusqu'à ce qu'elle se sentît moins souffrante. Elle semblait en parfaite santé, et je la complimentai sur la couleur de ses joues et le brillant de ses yeux : elle me dit que cela venait de la fièvre. J'avais la subite intuition que maintenant elle m'avait définitivement échappé. Elle avait repris même ce qui m'appartenait. La femme assise là, me parlant, n'était pas l'Éléna que je connaissais ; c'était une autre personne, une Éléna envoûtée. Rien de ce que je pus dire, nulle éloquence ne put modifier son attitude et, quand arriva Ogden, elle saisit au vol un prétexte pour remonter dans sa chambre. Ce fut la dernière fois que je la vis...

V

J'envoyai de splendides corbeilles de fleurs qui semblèrent faire plaisir à Ogden ; le soir suivant, comme j'allai chez eux, il me dit que, se sentant mieux, elle était partie passer deux ou trois jours à Red Bank avec Kate, dans la maison de celle-ci. Il me semblait bizarre que Kate ne m'y eût pas prié aussi ; sans doute s'était-elle abstenue sur la demande d'Éléna.

J'allai droit au bar du Waldorf et me mis à boire. A quatre heures du matin, j'étais complètement ivre et, au lieu de rentrer chez moi, me rendis à notre appartement de la Trente-quatrième Rue de l'Ouest. Je ne sais comment je fis pour arriver là tout seul ; je me souviens seulement qu'en montant l'escalier j'étais animé de ce fol espoir qu'en ouvrant la porte

j'allais trouver Éléna ! Mais le logis était noir et vide. Je tombai tout habillé sur le lit et m'endormis aussitôt. Je m'éveillai le lendemain soir : ma première pensée fut de voir Ogden immédiatement et de savoir s'il avait des nouvelles d'Éléna. Je m'habillai en hâte et sortis pour prendre une tasse de café : c'est alors que j'appris les nouvelles de l'incendie du Windsor ; tout le monde en parlait. La serveuse m'apporta un journal, et je le lus. Beaucoup de personnes avaient péri, les unes par le feu, d'autres en sautant par les fenêtres.

Je pensai aussitôt à mon grand-oncle William, attaché dans son fauteuil roulant. Il habitait le septième étage, et seul un miracle aurait pu le sauver. Pendant un moment j'oubliai Éléna même et mon propre malheur. Je pensais : « Ogden doit savoir. Il faut que j'aille voir Ogden. » Je hélai un fiacre et me fis conduire chez lui aussi vite que possible. Je trouvai Ogden marchant de long en large dans le hall, tout près d'avoir une crise de nerfs. Son visage était couleur de cendre, ses longues mains maigres tremblaient. Il cria :

— Où étais-tu ? J'ai essayé partout de te trouver : chez toi, au bureau, partout ! On m'a dit que tu n'étais pas rentré de la nuit !

Un instant, je crus qu'il me soupçonnait. Je répondis :

— J'ai pas mal bu... C'est pourquoi je ne suis pas rentré.

Il me regarda avec dégoût, comme si l'image de mon ivresse était une insulte à son tourment.

— C'est cela ! c'est cela ! criait-il. C'est horrible ! Il est mort, et on veut que j'aille à la Morgue l'identifier ! Je ne peux y aller seul..., je ne peux pas voir cela ! Il faut que tu viennes avec moi.

— J'irai seul, si tu veux.

Mais il n'accepta pas non plus. Il était la proie d'une obsession : c'était son devoir d'y aller. Après le premier choc, les détails sur la mort de l'oncle William ne m'affectaient guère. C'était un vieillard, malade chronique, triste et malheureux, et si sa mort n'avait pas été aussi horrible, elle eût pu passer pour une délivrance. Je voulais savoir si Ogden avait eu des nouvelles d'Éléna ; aussi dis-je incidemment :

— As-tu prévenu Éléna ?

— Non, dit-il, je ne voulais pas la tracasser ; elle est allée à Red Bank pour se reposer.

— Elle apprendra le malheur par les journaux : ce sera pire.

Puis, il me vint soudain une idée :

— Je vais l'avertir moi-même : laisse-moi lui télégraphier.

— Très bien ! Fais-le.

Il avait sonné pour demander son chapeau et son pardessus. J'étais de nouveau surexcité, car, maintenant, j'avais un prétexte pour communiquer avec elle. D'une façon ou d'une autre, je m'arrangerais pour lui faire savoir que je pensais à elle tendrement, jour et nuit. Nous partîmes ensemble, lui et moi, dans sa voiture, pour aller à la Morgue ; en chemin, je m'arrêtai à la poste, où je passai dix minutes d'incertitude et d'anxiété en essayant de composer une dépêche exprimant ma misère sans pourtant l'ennuyer. Enfin, j'écrivis : « Oncle William état désespéré. Toujours vôtre à jamais. » Nous fîmes le reste du chemin en silence, Ogden tremblant encore nerveusement, moi pensant à Éléna. Une fois ou deux, il parla de l'incendie ; ç'avait été un étrange, inexplicable embrasement se propageant avec une terrible rapidité à la fin de l'après-midi.

Il y avait une foule énorme à la Morgue. Ceux qui étaient venus identifier des parents ou des amis étaient introduits un à un. Jusqu'au dernier moment je tentai de persuader Ogden de me laisser entrer seul, mais sa détermination était devenue une sorte de folie. Il continuait à dire qu'il devait « voir cela ». Je demandai à l'infirmière de service de nous laisser voir d'abord les corps de ceux qui étaient morts asphyxiés : cela serait moins affreux pour Ogden que le spectacle des cadavres calcinés ou mutilés dans leur chute par les fenêtres. Les corps reposaient sur des dalles en une longue rangée, chacun recouvert d'une toile ; nous suivîmes la garde, tandis qu'elle allait d'une dalle à l'autre, levant la toile un instant afin que nous pussions reconnaître le visage.

Nous étions arrivés presque à la fin de la rangée quand la garde leva la toile au-dessus de la face d'un homme jeune et beau. Il était brun et la pâleur de la mort rendait son visage sculptural. Je regardai rapidement, avec l'intention de passer au suivant ; mais quelque chose m'arrêta et je sentis tout à coup une douleur physique au creux de l'es-

tomac. C'était une sensation étrange, d'origine supra-terrestre, une de ces choses qui arrivent si rapidement que l'on croit avoir déjà vécu le même instant dans une autre vie. C'était là le visage de celui que je n'avais vu que peu de fois, à qui je n'avais jamais parlé ; cependant je l'avais envié parce qu'il était jeune, heureux et amoureux. Et, dans la même seconde, je compris toute l'histoire, je sus quelle en serait la fin, je sus tout : l'homme sur la dalle était Toni !

Je ne parlais pas. Je pense que je ne respirais même pas. La garde avait recouvert le visage et tirait l'étoffe de dessus un corps voisin. Peine inutile, car je savais déjà qui était sous la toile. Je sentis une folle envie de crier : « Non ! non ! » Mais il était trop tard ; elle avait soulevé la toile, et là, devant nos yeux, sereine et adorable, était... Éléna !

Le choc sembla éclaircir mes idées, et ma première pensée fut pour Ogden. Je savais qu'il me fallait garder le contrôle de moi-même : je ne devais rien trahir. Je suppose que les actes d'héroïsme sont accomplis ainsi, automatiquement. On agit, et on pense après. Je le regardai : son visage était devenu plus blanc que celui des cadavres ; il ne parlait pas. Il restait là, comme fasciné, longtemps après que l'infirmière eut recouvert l'adorable figure. J'étreignis le bras d'Ogden violemment et l'obligeai à se mouvoir, à marcher à côté de moi, hypnotisé, tremblant, jusqu'à ce que nous eussions accompli notre mission. Deux dalles plus loin nous trouvâmes le corps de l'oncle William.

Dans la salle extérieure, je le menai à un fauteuil, et, comme il s'y effondrait, il dit : « Elle a dû aller voir l'oncle William », puis il s'évanouit et glissa du fauteuil sur le parquet. En moi-même je savais qu'il ne croyait pas à ce qu'il disait. Il n'y crut jamais, quoiqu'il s'y efforçât pendant le reste de sa vie.

De retour chez lui, il s'évanouit de nouveau ; aussi fus-je obligé de m'occuper d'organiser les obsèques d'Éléna et de l'oncle William. Je dus voir les journalistes et inventer une longue histoire du dévouement d'Éléna pour l'oncle William, afin d'expliquer sa présence dans l'hôtel. Les journaux répandirent cette histoire, faisant d'Éléna un ange ayant trouvé la mort au cours d'une visite de charité. Pendant des semaines,

ils furent remplis de photographies et de récits sur ses bijoux fabuleux et sa beauté.

Le corps de Toni fut laissé sur sa dalle, seul et abandonné, bien après l'enterrement d'Éléna, jusqu'à ce qu'il fût enfin identifié par le propriétaire d'un obscur hôtel de Broadway qui le reconnut pour celui d'un homme ayant disparu mystérieusement de son établissement et inscrit sous le nom de Gerardt Eckermann, de Fribourg, Allemagne. Il avait pris toutes les précautions, abandonnant même le nom de Müller. Personne à New-York, sauf moi, ne sut qui il était réellement.

Il eût été romantique que les amants fussent enterrés côte à côte : c'était impossible. Mais, avec la plus entière discrétion, je m'assurai que le prince était enterré décemment dans un coin tranquille du cimetière de Greenlawn.

Je crois que toutes les responsabilités que je dus assumer pendant ces premiers jours furent excellentes pour moi : cela me fut une distraction et engourdit ma peine. Mon agonie ne commença qu'après ; alors, je compris ; non seulement Éléna était partie pour toujours, mais aussi ce que je soupçonnais depuis longtemps était vrai : elle ne m'avait aimé que pour cette seule raison : j'avais participé au bonheur goûté dans la Forêt Noire. Elle avait cherché, follement et vainement, à retrouver en moi ce qu'elle avait cru perdre sans retour. A l'instant où Toni revint à elle, elle oublia jusqu'à mon existence, celle d'Ogden, de tout au monde, sauf celle de Toni.

Dans le pays du prince, on ne s'alarma pas tout d'abord de sa disparition, car il était coutumier de ces brusques départs ; mais, cette fois-ci, son absence se prolongeant au delà des durées habituelles, on se mit à sa recherche. On réussit à suivre sa piste jusqu'à Paris, où il semblait s'être évaporé. Pendant des années, les recherches continuèrent, jusqu'à ce qu'il n'y eût plus aucun espoir de le retrouver...

VI

Quand Ogden revint des obsèques, il ne voulut voir que moi. Je crus un moment que la douleur et la mélancolie qui s'étaient emparées de lui s'atténueraient et qu'il reprendrait

intérêt à la vie ; mais les mois passèrent et il devint de plus en plus excentrique et épris de solitude. Au bout de deux ans, il renvoya tous les domestiques, sauf l'homme qui le servait depuis ses dix-huit ans. Il fit fermer la grande porte de sa vaste maison et, à partir de ce jour, entra et sortit par la porte de service, à la nuit tombée. Il ne recevait personne autre que moi, me faisant appeler de temps à autre pour parler d'Éléna. Seul, je pouvais le consoler, mais pour moi il n'était pas de consolation.

La maison de pierre brune devint malpropre ; lorsque j'allais y voir Ogden, nous dînions seuls dans la bibliothèque où l'on jouait autrefois au « chemin de fer » (les autres pièces étant fermées), servis par l'unique domestique qui vieillissait avec son maître. Nous parlions d'Éléna, nous l'évoquions dans sa grâce vivante et sa beauté, mais jamais nous ne faisions allusion à l'incendie du Windsor. Ogden devait se demander qui était celui qu'elle rencontrait là, car, parmi les autres morts, il n'en était point qu'il eût jamais vu. Sans doute ne connut-il pas le vrai mot de l'histoire. Pendant près de quarante ans, j'ai ainsi dîné avec lui, plusieurs fois chaque année, gardant mon secret dans le fond de mon cœur douloureux.

A la mort d'Ogden, on ouvrit les autres pièces de la maison : le mobilier était couvert de poussière et les charmants plafonds baroques festonnés de toiles d'araignées. Peu à peu, il avait laissé les millions de Michaël Denning fuir goutte à goutte, si bien qu'à sa mort il ne restait rien de la grande fortune. Il se peut qu'il ait trouvé plaisir à détruire jusqu'à cette fortune même.

Maintenant que je suis vieux et que toute passion est éteinte en moi, il me semble deviner l'existence, dans toute cette histoire, d'une sorte de fatalité, comme dans la tragédie grecque. Le plan de Michaël : fonder une dynastie, fut anéanti dès la première génération, comme si une malédiction avait pesé sur la fortune amoncelée si peu honnêtement.

Quant à Éléna, je crois qu'elle était destinée à une mort dramatique. Les dieux lui avaient donné trop de beauté, d'intelligence, de passion, trop de vitalité. Finalement, elle apporta la tragédie non seulement à elle-même, mais à tous ceux qui furent mêlés à son existence : à Toni, qui avait

défié le ciel et tenté de renier sa véritable mission ; au pauvre Ogden, malingre, pour s'être rendu coupable de présomption en épousant une si éblouissante créature ; à moi-même, pour l'avoir aimée et avoir trahi mon cousin et meilleur ami.

Après la mort d'Ogden, la maison fut vendue et démolie, mais depuis longtemps New-York avait oublié qu'il existait ; il avait presque oublié qu'il y eût jamais eu un flibustier comme Michaël Denning. Lorsque le mobilier, les portes, l'escalier de marbre furent mis à l'encan, on se les disputa, car le style baroque était devenu à la mode.

Maintenant que tout est fini, un regret me hante. Ah ! que n'ai-je pu être témoin de ce moment : quand Éléna, dans la maison si privée de vie, trouva parmi son courrier la lettre écrite d'une écriture qu'elle connaissait si bien et aimait tant, la lettre lui apprenant que Toni revenait enfin ! J'aurais aimé voir sa taciturne mélancolie la quitter et la vie se précipiter de nouveau dans son beau corps et resplendir sur son visage, le feu de l'amour et de la passion briller dans ses yeux. Maintenant que toute souffrance est abolie, je suis heureux qu'il soit revenu. Je lui suis reconnaissant de l'extase que ce retour apporta à Éléna si peu de temps avant sa mort. Oui, je suis heureux de cela, car je l'aimais tant !

De la maison désormais oubliée, il ne reste que l'escalier de marbre. À sa place s'élève un grand hôtel ; quand on y entre et que l'on se dirige vers le bar, on descend l'escalier que montait Éléna en cette inoubliable soirée où nous restâmes seuls pendant que les invités et Ogden jouaient au « chemin de fer ».

LOUIS BROMFIELD.

Texte français de Suzanne Albert-Guillaume.

SOUVENIRS DU PARIS DE JADIS [1]

Voici quelques extraits de mes mémoires... J'ai l'impression de faire passer sur un écran quelques-uns de ces fragments qui, avec une rapidité vertigineuse, annoncent aujourd'hui les nouveaux films...

Compromis dans une révolution, en un temps où la lutte entre les partis politiques en Uruguay était acharnée et sanglante, mon père parvint à se réfugier au consulat d'Angleterre à Montevideo, tandis que ceux qui venaient l'arrêter fouillaient déjà la maison. Le lendemain, il s'embarquait pour Buenos-Aires ; ma mère l'y suivit peu après. C'est là que je vins au monde quatre ans plus tard.

Vers la vingtième année, je débutai dans le journalisme à *la Biblioteca* que dirigeait Paul Groussac. Puis l'idée me vint d'un ouvrage de longue haleine, d'un livre sur les grands maîtres de la peinture espagnole où je ferais revivre, avec sa couleur et son atmosphère, leur temps et leur milieu. A Paris, j'exposai mon projet à l'hispaniste bien connu Morel-Fatio qui, un peu étonné par mes rêves ambitieux, me conseilla d'écrire plutôt un roman qui aurait pour cadre l'Espagne. A la suite de quoi, en septembre 1903, je partis pour l'Espagne : pays basque dont ma famille était originaire, Madrid, Avila, Tolède.

Lors de ma dernière visite à cette ville merveilleuse, je

(1) L'auteur de ces « Souvenirs », M. Enrique Larreta, est un écrivain argentin de grand talent et un fervent ami de Paris. Il a été longtemps diplomate et a représenté son pays en France. Son roman, *la Gloire de Don Ramire*, traduit en français avant la guerre de 1914-1918, obtint le plus grand succès. M. Enrique Larreta est, depuis 1922, correspondant de l'Académie des Sciences morales et politiques.

connus Maurice Barrès. C'était un homme à l'allure élégante. Mince, le visage anguleux, front et bec d'oiseau. Il avait le teint olivâtre et les cheveux très noirs. Sa voix était tout à fait étrange. Une voix aiguë, une voix haussée, comme criée, et, malgré cela, agréable. En outre, une voix qui retenait l'attention, ne la lâchait plus. Des fièvres de sensualité et d'orgueil semblaient brûler dans son œil hautain. Il fallait voir l'aspect musulman que prenait ce Lorrain à travers les ruelles de la ville convertie. On aurait dit qu'il y était né, ou, tout au moins, qu'il était un de ces Berbères venus en secret essayer de porte en porte une ancienne clef, afin de reconnaître la demeure de leurs lointains ancêtres.

Ce fut lui qui me révéla le prodigieux point de vue de l'Ermitage de la Vierge de la Vallée, de l'autre côté du Tage; inoubliable épiphanie de Tolède par un après-midi de novembre. J'ai décrit, à la fin de *la Gloire de Don Ramire*, ce coucher de soleil. Quelques années plus tard, Barrès, dans *le Secret de Tolède*, peignit aussi ce même crépuscule, que nous avions contemplé ensemble.

Je me rappelle qu'un soir, tandis que je lui exposais après dîner le plan du roman que je pensais écrire et lui parlais de la double origine arabe et castillane de mon héros, il me dit :

— Pourquoi le faites-vous naître si haut, à Avila ? Pourquoi ne pas le faire naître ici, à Tolède ?

Barrès ne savait pas qu'Avila, tout en étant « si haut », avait eu, vers le sud, collé à ses remparts, un quartier maure populeux. Ce qui ne m'empêcha pas d'être flatté que cet illustre Français daignât me poser un problème si intéressant.

De retour à Paris, notre amitié devint plus étroite, sa fréquentation fut pour moi un puissant aiguillon à ma passion littéraire. De son côté, il y apporta ce tact et cette élégance morale par quoi les hommes supérieurs font de l'amitié, en France, un véritable chef-d'œuvre.

Il savait comme nul autre vous mener aux hautes terrasses de l'émotion, de son émotion néo-romantique. Une magnificence dolente enlevait souvent à son esprit le mouvement et le naturel, mais, en revanche, donnait à son style un cachet tout personnel, qui finit par lui créer une figure à part dans les lettres françaises. Ce n'est que très rarement que brille dans ses œuvres quelque étincelle de

cette espièglerie bohème, de cette bouffonnerie quelque peu crue et parfois terrible dont il assaisonnait sans cesse sa conversation. Aucun des hommes célèbres que je pus connaître à Paris ne le surpassait dans ces jongleries de l'esprit. Une fois, il en vint à me dire, avec cette franchise à brûle-pourpoint qui était l'un des traits les plus sympathiques de son caractère :

— Je crois que vous aimez mieux mon bavardage que mon œuvre.

— Mais non, monsieur Barrès !

— Mais si, mais si, monsieur Larreta !

Je retournai en Argentine, puis revins en Europe, en Suisse. C'est là, à Engelberg, que je rencontrai Kipling. Passant à côté d'un de mes enfants, il demanda à la nourrice combien le petit avait de dents. Quel meilleur début d'amitié ? Je le retrouvai peu après à Rome. Nous visitâmes ensemble le Vatican et plusieurs musées. Nous allâmes en auto à la villa d'Hadrien et à Tivoli. C'était un compagnon d'excursion peu commun. Il entrecoupait de saillies irrévérencieuses les observations les plus profondes, se plaisant à se faire passer à mes yeux pour un ancien barbare, perdu dans la grandeur de l'antiquité classique. Son physique l'y aidait. Ses yeux noirs dansaient sous d'épais sourcils en saillie d'homme préhistorique. Sa figure brune respirait la puissante vitalité primitive et directe de toute son œuvre. Il me parlait toujours en français, non sans de fréquentes défaillances grammaticales : « Ce que j'aime surtout en France, c'est les cathédraux. » Je me rappelle qu'une autre fois, au Musée de sculpture du Vatican, m'entendant, au milieu d'œuvres si fameuses et si souvent reproduites, traduire mon admiration, il m'arrêta :

— Oui, mais vous ne trouvez pas que ce musée manque d'originalité ?

Tout le monde connaît le mot de Talleyrand sur « la douceur de vivre », au cours des années qui précédèrent, en France, la Révolution. Ce mot eût été plus vrai encore pendant les dernières années qui précédèrent la guerre de 1914. Paris était alors la foire aux plaisirs, depuis les plus raf-

finés jusqu'à ceux que le touriste de passage trouvait sans peine dans le bazar rutilant de la capitale. Et cependant, à côté de ce déchaînement, au milieu des rires et des soupirs de la frénésie universelle, il y avait les ascètes de l'étude, les moines de la création littéraire, répudiant tout ce qui aurait pu les distraire de leur passion supérieure...

Ce fut dans le salon de Mme Bulteau que je fis connaissance avec le monde littéraire de Paris. Mme Bulteau était une femme intelligente, qui écrivait dans *le Figaro* sous le pseudonyme de « Femina ». Elle était fort en renom et son salon était peut-être le plus réputé de Paris pour sa collection de célébrités. Pour se faire une idée exacte de ce qu'était un salon littéraire dans le Paris d'alors, il n'y a qu'à ouvrir un livre de Proust. Chaque fois que je relis moi-même ces pages prodigieuses, je revis les jours, encore si proches, de cette ère complètement abolie. Je me retrouve parmi la rumeur des conversations et le tarabiscotage délicieux de toutes les préciosités, je revois les figures illustres, aujourd'hui, dans ma mémoire, cires poussiéreuses. Il a fallu que ce Paris s'évanouît, que ce « temps perdu » semblât perdu à jamais pour que l'on fît cas de son admirable chroniqueur. Pendant plus de dix ans de séjour ininterrompu à Paris, jamais je n'ai entendu nommer Proust. Et pourtant, je passais ma vie avec ceux qui, justement, allaient devenir bientôt ses plus fervents admirateurs.

En revanche, je connus dans le salon de Mme Bulteau la comtesse de Noailles, qui en était la gloire, l'ornement, l'attrait, l'idole. Beaucoup ne venaient à ces réceptions qu'avec le seul espoir de l'y rencontrer, de l'entendre. Elle se faisait toujours attendre, comme Napoléon, avec qui je lui trouvais une certaine ressemblance. Je veux dire avec Napoléon jeune, maigre, à l'œil de faucon ; surtout lorsqu'elle se dressait, ivre de sa propre gloire, sur cette vaste chaise longue où personne n'osait s'asseoir en son absence. Une chaise longue avec beaucoup de coussins.

La librairie Champion était installée quai Malaquais, au bord de la Seine, à l'ombre de l'Institut, dont je considérais la célèbre coupole avec une vénération profonde, sans me douter le moins du monde que, quelques années

plus tard, il me faudrait prononcer moi-même, d'une voix tremblante, mon discours de réception, entre ces murs solennels et comme saturés d'histoire.

Champion était un vieillard corpulent et de petite taille. Il ressemblait à Renan. Ses longs cheveux blancs tombaient sur ses épaules et les poudraient d'une fine neige. On le voyait de la rue, assis derrière une table, au fond de son magasin, dans un noble décor de vieilles reliures. Un jour, il vint à pied jusqu'à l'Étoile, où nous habitions, pour apporter à ma femme une rose de son jardin de la Vallée-aux-Loups, une rose encore humide de la rosée des champs. C'était un libraire de France.

Son fils Édouard me dit un jour que Remy de Gourmont lui avait exprimé le désir de révéler au public français *la Gloire de Don Ramire* et son dessein de traduire lui-même mon livre, si je le lui permettais.

Gourmont habitait au cinquième étage sur la cour dans un très vieil immeuble de la rue des Saints-Pères. Il souffrait d'un mal terrible qui lui avait rongé en partie la figure. Il me recevait toujours à la tombée de la nuit, sous le voile de la pénombre. D'un geste de grand seigneur, il m'offrait un vieux fauteuil, dont la tapisserie était toute rongée, comme si ce canevas brodé de laine eût contracté sa maladie. Bien des fois, en tirant le cordon rouge de la sonnette, je percevais, à travers la porte, l'odeur et le grésillement de la friture qu'il faisait lui-même. Par une petite porte dérobée, dans le coin le plus sombre de son bureau, on passait, disait-on, au cabinet magique, au cabinet des sciences occultes. Sa houppelande noire et son bonnet d'astrologue donnaient quelque vraisemblance à cette invention.

Gourmont connaissait l'espagnol à force d'érudition, comme le grec et le latin ; mais il n'en pouvait dire que quelques mots. La traduction parut dans une édition du *Mercure de France*. Les critiques parisiens eurent pour moi la générosité de mise envers les étrangers. Mais comme la goutte de fiel n'est jamais épargnée, l'un d'eux alla jusqu'à insinuer, dans un journal important, que Gourmont venait de découvrir un roman à sujet espagnol, lequel, ingénieusement arrangé par lui et relevé par les plus fines épices de son talent, était devenu un livre magnifique.

Un matin, alors que j'avais déjà fait mes malles pour retourner en Argentine, mon grand ami Don Ernesto Bosch se présenta à mon hôtel. Il était nommé ministre des Affaires étrangères et venait, au nom du président Saenz Peña, me demander si je voulais accepter notre légation à Paris. Je ne compris pas tout d'abord. Je pensai que c'était un service provisoire qu'on me proposait, quelque chose comme la garde des archives en attendant la nomination d'un titulaire ; un rôle de chargé d'affaires. C'est dire à quel point l'idée d'un tel honneur était loin de moi. Je demandai si ce serait pour longtemps. Bosch me répondit en souriant qu'on ne pouvait jamais dire cela d'avance à un diplomate. Je demandai un peu de temps pour réfléchir et finis par accepter. Ou plutôt, nous acceptâmes. Comme il s'agissait de Paris, c'était à ma femme, en effet, qu'incombait le rôle le plus difficile.

Le jour de la remise de mes lettres de créance arriva enfin. J'habitais dans un hôtel de la place de l'Étoile. Les miens étaient à Arcachon. Le hasard fit qu'une seule personne se trouvât chez moi, mais elle me parut personnifier la patrie : c'était le général Roca. Descendu au même hôtel, il était venu me saluer. Je sentis dans ses grands yeux pensifs quelque chose d'affectueux, de paternel. Sûrement, il réprimait en mon honneur le sourire que devaient faire naître dans son esprit malicieux mon déguisement d'ors et de broderies et ma petite épée à poignée de nacre. Je lui lus mon discours. Il m'en fit supprimer une phrase peu opportune. C'était une gaffe, ma première gaffe de diplomate. On voit que je m'y prenais de bonne heure.

Lorsque, dans la rue, résonna le fracas du carrosse et de l'escadron de cuirassiers qui venaient chercher le ministre plénipotentiaire, j'éprouvai une sensation étrange : il me semblait assister à l'enterrement de l'écrivain !

Une vie mondaine effrénée : thés, dîners, représentations, bals et, de temps à autre, comme pénitence, quelque laborieux discours en français, telle fut dès lors mon existence à Paris. Moi qui avais été jusqu'alors un vrai moine du foyer, je me vis tout à coup transformé, de par les devoirs de ma charge, en impresario de l'amusement des autres.

Il est vrai que, dans ce temps-là, un grand banquet, une grande réception étaient des affaires sérieuses. Tout au moins c'était la part la moins frivole de la frivolité. Les grandes ambassades rivalisaient dans ce domaine, cherchant à se surpasser. C'étaient là les batailles de ces temps heureux.

Ma véritable entrée dans ce monde se fit dans un grand bal offert par les Gramont, dans leur hôtel. Sur les deux heures du matin, la duchesse, née Donna Maria Ruspoli, à qui je n'avais jamais parlé, s'approcha de moi sans bruit et me dit à voix basse : « Suivez-moi. » Comme dans les romans d'Alexandre Dumas, elle me fit passer par une porte dérobée ; puis, après un dédale de corridors, nous commençâmes à descendre par un escalier en colimaçon. Dans une vaste salle du sous-sol, éclairée par d'innombrables bougies qui brûlaient sur de hauts candélabres, quinze ou vingt personnes causaient autour d'une longue table. C'était le souper clandestin. Il y avait là les tziganes que la maîtresse de maison avait retirés prématurément de ses salons. Comme elle me faisait asseoir à côté d'elle, je pensai qu'elle se trompait et me prenait pour quelque prince étranger. Je crus de mon devoir de lui demander : « Savez-vous qui je suis ? » Elle me répondit brusquement, avec un petit coup sur la main : « Oui, je le sais. »

Peu après, les Gramont m'invitèrent à leur château, à l'époque des chasses. Bien des fois j'avais rougi, de tout mon sang d'Espagnol, d'entendre honnir à Paris la cruauté et la sauvagerie des courses de taureaux. Il y a beaucoup plus de cruauté et de sauvagerie dans la mort du cerf, forcé et déchiré en lambeaux par la meute, que dans celle du taureau, qui succombe d'un coup d'épée...

La comtesse Greffulhe, née princesse de Caraman-Chimay, était, à cette époque fabuleuse de Paris, une reine conciliatrice entre l'ancienne noblesse et la troisième République. Privée de l'éclat de sa faveur, toute nouveauté en art, toute invention scientifique en voyait son succès retardé. De la musique russe aux fameux ballets de Diaghilev, tout lui fut redevable, pour une grande part, de la popularité. Ses réceptions, dans son magnifique hôtel de la rue d'Astorg, réunissaient toutes les célébrités du jour. Elle assistait rarement aux fêtes des autres et, quand cela lui arrivait, une rumeur

ou un silence d'admiration se faisait autour de son charme rayonnant. Imitant de ses mains l'envol du tulle, Montesquiou s'écriait : « Elle a de si belles entrées ! »

Le comte, portant beau, était le type légendaire du seigneur tel que l'évoquent les livres d'histoire. C'était, en outre, ce qu'on appelait en France « un bon fusil ». Durant tout mon séjour dans son château de Bois-Boudran, je ne le vis jamais qu'aux heures des repas. Il passait sa vie à la chasse. Pas une seule fois il ne me pria de l'accompagner. Il devait me trouver la mine de ces chasseurs qui tuent le chien.

Le jour même où l'on discutait à la Chambre la loi du service de trois ans, duel historique dont l'issue devait avoir, en 1914, une influence décisive sur le sort de la France, j'étais invité à dîner rue d'Astorg. Je m'arrangeai pour arriver avant l'heure, afin de causer un peu avec Mme Greffulhe, qui était et demeure l'une de mes grandes amitiés françaises. En entrant dans le premier salon, je m'aperçus que quelqu'un m'avait devancé. Un personnage en frac, les mains aux poches et se parlant à lui-même à mi-voix, allait et venait devant la cheminée. Surprise énorme ! C'était Barthou, président du Conseil et ministre de la Guerre, qui, en cette qualité, avait défendu la loi de « trois ans ». L'homme du jour avait pris le temps de courir chez lui, après le dramatique débat à la Chambre, pour passer un habit et arriver avant tout le monde chez la comtesse. Les autres convives ne tardèrent pas à se présenter : Edmond Rostand, Gabriele d'Annunzio, Jules Lemaitre, Gaston Calmette et, après une longue attente, Anna de Noailles.

Je pensais que le dîner, ne fût-ce que par la présence de Barthou, serait la suite admirable de la séance de la Chambre. Mais pas un mot là-dessus. Barthou ne parla que de sa collection de manuscrits. En revanche, on s'attarda sur un fait minuscule : la croix de la Légion d'honneur qu'on venait de donner à une couturière fameuse.

Peu de jours après, comme je marquais ma déception à un vieux critique, il me répondit :

— Ah ! ne soyez pas surpris. Ici, les idées sont des billets de banque. Si un tel en laisse tomber, tant pis pour lui ; quelqu'un les ramassera.

D'Annunzio, que je désirais fort entendre, ne desserra

pas les lèvres de tout le dîner, en dépit des efforts de la maîtresse de maison. Les conflits internationaux ne l'inquiétaient guère alors. Il était tout aux répétitions de son *Mystère de saint Sébastien*. Il est curieux d'observer à quel point sont obscures, invisibles parfois, les ailes du destin. Le grand rêveur était pourtant tout près de s'élever dans les airs à l'appel de la *bocca dura della guerra*, selon la belle expression employée dans une lettre qu'il m'adressait quelques années plus tard.

J'avais connu d'Annunzio quelques jours avant cette rencontre rue d'Astorg.

Les ballets russes triomphaient alors à Paris. Au cours d'un déjeuner chez le peintre Jacques-Émile Blanche, je laissai voir mon enthousiasme pour ce spectacle et aussi pour la figure d'Ida Rubinstein. Blanche sourit et se mit à échanger avec sa femme de petits regards mystérieux. Au moment de passer dans le hall, le rideau de perles qui masquait une porte s'entr'ouvrit brusquement avec un bruit tout oriental et, un diadème de plumes sur les cheveux et sa chair éclairée de joyaux, Sheherazade en personne parut : Ida Rubinstein. C'était de la magie.

Tout s'expliqua par la suite. Blanche était en train de faire son portrait sous ce costume, ce costume de colliers et de bracelets. Je pensai qu'une telle artiste pouvait jouer le premier rôle dans une comédie que j'écrivais alors, sous la mauvaise influence d'un milieu qui, tout en étant le plus brillant et le plus raffiné du monde, ne pouvait, pour des raisons de langue et de race, que dénaturer mon œuvre littéraire. Je fus obligé plus tard de refaire cette comédie, de l'espagnoliser.

Je me présentai, un après-midi, à l'hôtel Carlton, pour entretenir Ida Rubinstein de ce projet. On me répondit qu'elle était en conférence avec un impresario. Comme je me retirais, elle vint dans le couloir, insistant pour me faire entrer sans me dire le nom de son visiteur. J'obéis. Le visiteur lui-même l'exigeait. C'était l'auteur du *Triomphe de la Mort*.

D'Annunzio préparait ces jours-là, je le répète, la représentation de son *Mystère de saint Sébastien*. Il avait apporté à son interprète un exemplaire de *la Gloire de Don Ramire*

pour lui faire lire le passage où une Morisque meurt sur le bûcher, attachée au poteau d'infamie. Il lui avait semblé, à ce qu'il me dit lui-même, que la description de cette scène pouvait suggérer des attitudes à son héroïne et aider à l'émotion.

D'Annunzio me fit une impression tout à fait inattendue. Je croyais me trouver en face d'un personnage olympien, poseur, insupportable. Ceux qui l'ont connu dans l'intimité conviendront avec moi, j'en suis sûr, qu'il était exactement le contraire. Quand il faisait allusion à ses œuvres, c'était avec une élégante modestie, qu'il savait feindre assez bien. Il repoussa, je m'en souviens, mon tribut d'admiration avec des gestes franciscains. Lucio d'Ambra a dit récemment qu'il n'y avait pas eu d'homme plus calomnié. L'impertinence et la superbe dont il fit tant de fois preuve en public n'étaient sûrement qu'une réaction justifiée de son orgueil.

Je fis la connaissance de Rostand à Arnaga, sa belle maison basque de Cambo. Toute son œuvre révélait une âme généreuse, une âme don quichottesque. En outre, c'était un grand créateur. Si la qualité de sa poésie, — et c'est le sort de tous les poètes qui écrivent pour le théâtre, — se ressentait parfois de la recherche de l'effet immédiat, comment ne pas reconnaître la grâce, la beauté de son lyrisme ? A ce moment-là, la renommée du poète était immense.

A cette époque, nombreux furent les journaux illustrés qui reproduisirent l'image de sa maison pyrénéenne. Après avoir monté une côte assez raide et traversé un bois de chênes, on parvenait à une vaste esplanade. Jardin français et galant. XVIIIe siècle. Grand bassin de Versailles. Trois bustes : Cervantes, Shakespeare, Victor Hugo. La maison était meublée d'une façon assez inattendue. Rostand, par le tour même de son inspiration, avait besoin d'une telle atmosphère. Soies, ors, laques. Et dire que, tout cela, des vers l'avaient payé ! Je ne pus m'empêcher de faire cette réflexion, un tantinet grossière.

A table, renchérissant sur l'hospitalité, Rostand me parla avec un grand luxe de détails du *gaucho* argentin, de son costume, de ses mœurs, de ses chants. Étonné, je lui demandai :

— Comment pouvez-vous connaître si admirablement ces choses, monsieur Rostand ?

A quoi son fils Maurice, alors encore enfant, lança de l'autre bout de la table :

— Mais il y a le Larousse !

Son père ne broncha pas et, poursuivant la conversation, ajouta qu'il avait depuis plus de deux ans l'intention d'écrire un drame sur ce sujet. Il devait s'appeler *les Éperons*. Déclaration d'autant plus aimable qu'elle ne semblait pas très sincère : elle m'était spécialement destinée. Rostand avait, comme les rois, de ces courtoisies.

Ignacio Zuloaga venait de faire mon portrait. Une grande amitié nous unit par la suite, le génial peintre et moi. Un après-midi, nous nous rendîmes ensemble à Arnaga. Lorsque, notre visite finie, je dis à Rostand que nous allions, le lendemain, faire une excursion en Espagne, il nous demanda humblement si nous ne voulions pas l'emmener. Comment n'aurions-nous pas voulu ?

Nous vînmes le prendre de très bon matin. Zuloaga avait déjà fixé notre itinéraire et prémédité les terribles plats régionaux que nous allions manger. Il fallait voir le contraste entre ces deux grands artistes ! Rostand, tiré à quatre épingles, un camée sur son grand plastron, comme pour un five o'clock parisien ; Zuloaga en béret, un foulard autour du cou, veston sentant la peinture, et brodequins de paysan. Lorsque je demandai où nous allions déjeuner, Zuloaga s'écria brusquement :

— A Mondragon !

— Mondragon ! Mondragon ! répétait Rostand enthousiasmé, comme ça sonne bien !

Je lui récitai, en espagnol, le vieux poème, le poème des maîtres armuriers :

Ton épée de Mondragon
Trempée à Tolède...

— Vous verrez cette merluche ! interrompit Zuloaga.

— Une merluche ? Eh bien, nous attaquerons la merluche ! s'écria Rostand, comme s'il se fût agi d'une ville.

Vers une heure, nous arrivons à Mondragon. L'aubergiste dispose notre table dans sa propre chambre. Zuloaga ne

tient pas en place. A chaque instant, il va voir où en est la merluche et, forcé de passer par l'écurie, nous en ramène l'odeur sous ses brodequins. Rostand répétait : « La merluche! Je veux qu'elle vienne ! » tout en allant et venant comme Cyrano. Son attitude était vraiment héroïque. Les Français, en effet, ne peuvent penser sans horreur, — et c'est une grande injustice, — à la cuisine espagnole. Anatole France disait : « C'est la honte du genre humain ! »

A peine eut-il avalé quelques bouchées, que Rostand pâlit. Au retour, il se cala dans le fond de la voiture et, tirant de sa poche deux perles d'éther, les brisa entre ses dents. Un moment après, il s'évanouissait tout à fait. Nous dûmes faire halte, le descendre, l'étendre par terre. Par bonheur, ce fut extrêmement rapide. O puissance de la poésie ! l'illusion effaça sur-le-champ tout le prosaïsme de l'aventure. En me penchant sur cette belle tête aquiline de troubadour, posée à même le sol, il me semblait voir Rostand transformé en sa propre statue gisante, en l'allégorie de toute son œuvre.

Alors, à Paris, c'était aussi le triomphe d'une autre poésie. D'une autre poésie plus vaste et plus frémissante que celle de Rostand, et moins artificielle que celle de d'Annunzio : le chant, le sanglot, le cri d'une femme qui sentait et pensait en perpétuelle transe d'inspiration. Jamais l'émerveillement de vivre n'avait trouvé dans l'âme humaine d'accents plus originaux. Le délire poétique de Mme de Noailles n'était pas d'une valeur toujours égale ; mais, par moments, il semblait surpasser la beauté du monde. Ce délire s'exhalait alors dans ses vers, tel le chant de nos *horneros* après l'averse, pour retomber aussitôt d'un mouvement alangui dans la terreur de disparaître ; terreur accrue, prétendait-elle, par la contemplation de ses propres cheveux, ces cheveux qui allaient survivre à ses épaules éphémères, résister au tombeau.

Sa conversation ne le cédait pas à son art. Je lui disais souvent, mi-rieur, mi-sérieux, que je bénissais le destin qui m'avait fait vivre pendant sa vie à elle et que la pensée d'avoir pu venir au monde avant ou après me donnait le vertige. Je jouissais de la faveur du déjeuner en tête-à-tête

avec elle, au pied de son lit, sur le guéridon des privilégiés. Tout le monde sait qu'elle recevait ses visiteurs couchée. Elle passait sa vie au lit. En me voyant entrer dans sa chambre, ses premières paroles étaient toujours des paroles d'agonie : « Cher ami, je meurs ! » Elle fermait ses paupières avec un brusque hochement de tête, tandis que ses beaux bras esquissaient une vague palpitation de papillon malade. Et l'instant d'après, c'étaient des fous rires, des mots d'esprit agiles comme la lumière, des pensées originales et profondes, des railleries et des potins sur ceux que nous voyions assidûment l'un et l'autre.

C'était une chose admirable que de l'entendre réciter ses propres poèmes. Elle le faisait très mal, si l'on tient compte de ce qui s'appelle une bonne déclamation. Mais comme elle vous gagnait, la pitié de cette voix ténue, vacillante, qui semblait brûler à peine, comme la faible lueur d'une lampe souterraine, comme ces veilleuses de crypte qui s'éteignent et revivent dans un souffle mystérieux ! A ces moments-là, sur son front, sur ses paupières, apparaissait une beauté émouvante, comme celle qui apparaît dans la mort.

Puis, de nouveau, tous les désirs fondaient sur elle en tourbillon, et c'était la déesse Siva, aux bras multiples.

Une fois, me figurant que les triomphes de la toilette n'existaient pas pour elle, je ne me gênai pas pour vanter le bon goût d'une de ses amies, qui s'habillait avec un grand raffinement. A l'inquiétude et à la mortification de son visage, je vis qu'elle aspirait, elle aussi, à ces éloges. Rien n'échappait à son ambition. Il ne lui suffisait pas d'être Anna de Noailles, elle aurait voulu être aussi Bonaparte et, en même temps, la femme la plus élégante de Paris.

Un soir, après dîner, elle me dit :

— Si nous allions au cinéma ?

— Mais, madame, le temps de vous habiller, d'y aller...

— Si ce n'est que ça !

Et rejetant vivement ses couvertures et sans me donner même le temps de pousser un cri conventionnel, elle était déjà debout, presque habillée. Un coup de peigne, un chapeau et nous voilà en route. C'était, je m'en souviens très bien, un soir de lune voilée et diffuse. « Cher monsieur, maintenant que nous nous sommes dégoûtés l'un de l'autre et

que nous pouvons être de vrais amis... » C'était son style. Mots hardis et compromettants, qui n'avaient rien à voir avec la réalité. Toute sa poésie la montre comme une grande pécheresse. Simple littérature. Pur dérèglement verbal d'une chaste Cléopâtre...

Je retrouvais dans le monde élégant les écrivains en renom. Les représentants les plus brillants de l'ancienne noblesse, les femmes les plus admirées, vieillards, jeunes gens, tout formait cercle autour d'eux dans l'attitude la plus révérante. C'était l'heure de l'esprit. J'en arrivai à cette conviction que les grands hommes politiques n'étaient que des écrivains ratés et que le premier venu d'entre eux aurait donné tous ses triomphes électoraux et parlementaires pour un bon roman ou une bonne pièce de théâtre.

Les souvenirs de son voyage à Buenos-Aires et le fait que j'étais ministre de l'Argentine me valurent l'affection de Clemenceau. Je l'avais rencontré à un déjeuner amusant. A un moment donné, comme je faisais allusion à un mythe grec des moins connus, je me crus obligé de l'expliquer. Se rejetant en arrière sur sa chaise et me regardant fixement, Clemenceau me dit :

— Vous allez m'apprendre ça ? Vous ne savez donc pas que c'est le seul domaine où je sois chez moi ?

Et, en effet, je pus me rendre compte plus tard qu'il en savait beaucoup plus que moi là-dessus. Nous devînmes amis « pour l'amour du grec ».

Clemenceau avait écrit, quelques années auparavant, une comédie à personnages chinois : *le Voile du bonheur*. Je la connaissais. Lui-même m'avait offert le livre quand elle fut imprimée. L'idée en était originale et l'exécution élégante et ingénieuse. Lors de l'une de mes dernières visites à la rue Franklin, quelques mois avant la guerre, l'illustre homme d'État prit une liasse de papiers dans un tiroir de son bureau et me dit :

— Je viens d'achever cette nouvelle pièce et tiens à savoir ce que vous en pensez. Mais, vous savez, pas de complaisance. Votre opinion, quelle qu'elle soit. Voilà !

Et il me tendit le paquet.

Le jour même, de retour chez moi, je me plongeai dans

la lecture de la pièce, en notant mes observations, qui n'étaient, certes, nullement favorables. Quelques jours plus tard, je retournai rue Franklin. Clemenceau était de très bonne humeur. Nous nous assîmes l'un en face de l'autre, de chaque côté de sa table de travail. Sans plus me souvenir de la scène classique entre Gil Blas et l'archevêque de Tolède, je commençai mon analyse critique. A un moment donné, me voyant hésiter, Clemenceau cria avec force :

— Mais continuez ! Allez ! allez !

Il était de plus en plus rouge, et moi de plus en plus pâle ; mais je ne pouvais plus m'arrêter. Il se mit à aller et venir d'un bout de la pièce à l'autre. Il ne disait rien ; moi non plus. Au moment de prendre congé, Clemenceau me reconduisit, toujours sans un mot, jusqu'à sa porte. Alors que j'avais déjà le pied sur le seuil :

— Écoutez, me dit-il, en me tapant sur l'épaule, lorsque vous ferez une pièce de théâtre, vous, vous me l'apporterez aussi, n'est-ce pas ?

Bien peu de temps après, il allait tenir dans ses mains le sort de la France et assumer toute la responsabilité d'une entreprise autrement difficile que celle d'écrire une pièce de théâtre. De toute façon, M. Clemenceau, on le voit, ce jour-là ne pensait pas à la guerre. Et la guerre vint.

PAR bonheur, mes compatriotes me donnèrent alors fort à faire. Je dis par bonheur, parce que ce fut une diversion à mes tourments personnels. Malgré les graves soucis du moment, le gouvernement français avait organisé, avec une admirable générosité, un train quotidien pour les Espagnols et les Sud-Américains qui voulaient quitter Paris. Naturellement, il fallait s'inscrire d'avance. On ne disposait que de dix-huit places. Quand les nouvelles étaient bonnes, les inscrits ne se présentaient pas ; mais dès qu'elles devenaient alarmantes, ils voulaient tous partir le même jour, par le même train.

J'allais souvent à l'Union, cercle préféré des diplomates. Mes collègues ne faisaient que questionner, comme moi-même, et ceux qui ne questionnaient pas se montraient réservés et mystérieux. C'était probablement ceux qui en savaient le moins.

J'eus l'idée d'aller voir Mme de Noailles, qui était toujours en rapports téléphoniques avec le monde officiel. Je téléphonai chez elle. Elle m'invita à dîner. Elle ne savait pas grand chose, elle non plus ; mais, du moins, elle devinait.

Après le dîner, le comte Mathieu de Noailles vint dans la chambre. Je ne l'avais jamais vu. C'était un homme fin, svelte, le type classique de l'aristocrate français. Il dit qu'il partait dans la nuit, à quatre heures du main. Sur un ton pathétique, Mme de Noailles lui demanda :

— Donc, tu pars vers l'est ?

Et il répondit :

— Tu penses bien que je ne vais pas partir vers l'ouest.

Elle l'embrassa.

Barrès était alors président de la Ligue des patriotes, où il avait succédé à Déroulède. J'allai chez lui. C'était par une matinée très chaude. Avenue du Bois, un officier exerçait quelques hommes au maniement du fusil. La porte Dauphine était renforcée de barrières de planches toutes neuves. Barrès me rapporta que certains politiciens, jugeant la résistance inutile, voulaient que Paris se rendît sans combat afin d'éviter la destruction et s'offraient comme médiateurs. Quant à lui, il pensait qu'il fallait le défendre jusqu'au dernier homme. Son désespoir était visible. Il y avait dans sa voix des hoquets de colère. Jetant autour de lui un regard sur ses livres, ses cahiers, ses papiers, il s'écria :

— Tout ceci sera saccagé, incendié.

Je lui proposai d'essayer d'en sauver quelque chose chez moi ; après tout, c'était une légation. Il haussa les épaules. Tout à coup, ses yeux se posèrent sur un objet que j'avais contemplé bien des fois : le masque de Pascal, l'un des rares exemplaires qu'il y eût en France.

— Eh bien ! oui, me dit-il, ceci.

Un instant après, je retournais rue de la Faisanderie, dans un fiacre aux roues silencieuses, portant sur mes genoux ce symbole sublime de la gloire spirituelle de la France.

Pendant mon dernier séjour à Paris, Henri de Régnier me raconta la mort de Mme de Noailles.

Déjà, lors d'un précédent voyage, son brusque change-

ment m'avait surpris. Je ne peux oublier cette triste scène. Il y avait deux ans que je ne l'avais vue. Elle était dans son lit, comme d'habitude. A mon entrée, elle se souleva. Elle se souciait peu sans doute de l'impression de ceux qui la visitaient assidûment et la voyaient, avec l'insensibilité que donne l'habitude, s'anéantir de jour en jour. Mais quelle allait être celle de cet étranger qui l'avait vue encore dans toute sa beauté deux ans auparavant ?

Avec la rapidité de l'éclair, elle plongea son regard dans le mien, comme pour ne point me donner le temps de composer mon expression. Son extraordinaire perspicacité dut lire toute la vérité sur ce miroir humain, avant que le miroir se voilât de miséricorde. Elle abaissa ses paupières, se laissa retomber sur ses oreillers. Sa main chercha la mienne, tandis que ses lèvres murmuraient à peine le salut accoutumé : « Cher ami ! »

Tout donne à penser que ses derniers jours ne furent qu'un affreux martyre. « Elle est morte dans la tempête », me dit Régnier. Et réellement, il paraît qu'aux approches de sa dernière heure, un fracas de vents déchaînés hantait sans cesse ses oreilles. L'expression de ses yeux, au dire de quelques-uns, faisait penser à quelque chose d'immense et de tragique. Ses paroles entrecoupées évoquaient des destructions terribles. Moi qui connaissais ses idées, ses craintes, je crus comprendre ce que signifiaient ces suprêmes affres de tout son être. Ce n'était plus la terreur de sa propre disparition, tant de fois exprimée ; c'était comme le pressentiment d'une nouvelle tragédie humaine, mille fois plus effrayante que celle qu'elle avait vue ; c'était le cri delphique de l'amour et de la beauté du monde.

Plût à Dieu que ce n'eût été qu'un vain délire, un oracle qui ne devait pas s'accomplir !

ENRIQUE LARRETA.

Traduit de l'espagnol par Mathilde Pomès.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

L'EXCITATION ÉMOTIONNELLE

J'ai lu avec la plus grande attention au début de mes études médicales, le beau livre que le physiologiste italien A. Mosso avait consacré à la peur. Beaucoup plus tard, j'ai traduit la monographie si documentée que le professeur W. B. Cannon, de Boston, a écrite sur *Bodily changes in pain, hunger, fear and rage.* Comme la plupart des médecins de ma génération, j'ai vécu au milieu des soldats combattants durant une partie de l'autre guerre. Médecin de bataillon, j'ai assisté à la guerre des mines dans le secteur des Éparges et vu de près certaines phases de la lutte sous Verdun. Enfin, comme jeune technicien, attaché à Jean Camus, j'ai pu, avec Henri Nepper, inscrire les réactions émotives des candidats pilotes et j'ai été amené à soutenir une thèse de guerre sur le tremblement.

Aussi suis-je sollicité de reprendre aujourd'hui, dans un court aperçu, le problème des manifestations déclenchées par l'émotion, puisque ce problème se trouve, hélas ! de nouveau à l'ordre du jour.

Je dois traiter cette question en physiologiste. Je l'aborderai donc en parlant tout d'abord de la peur chez le chat.

Ce test, si souvent utilisé à l'Université de Harvard, a permis à W. B. Cannon de faire de captivantes découvertes. Il y a dix ans, à l'occasion d'un Congrès international, je visitai le laboratoire de mon collègue de Boston. J'eus le privilège de posséder des photographies d'un film réalisé par lui. Je voudrais résumer ici ses curieuses observations.

En lisant les communications consacrées par Cannon à la

nature et à la genèse des diverses réactions du chat effrayé, on est conduit à individualiser un triple jeu : jeu externe, directement visible ; jeu interne, caché, que révèle l'examen des viscères ; jeu humoral, plus discret encore, que décèle seulement l'étude analytique des humeurs de l'animal.

Du *jeu externe*, retenons la rapidité de la respiration, la sudation des extrémités, la dilatation de la pupille, la rétraction du pavillon de l'oreille et surtout le hérissement des poils, qui frappe l'observateur le moins averti. Ajoutons que, malgré la peur, l'animal est prêt à la lutte. Avec ses dents menaçantes, ses griffes sorties, le chat se prépare à se défendre. La chatte, surtout lorsqu'elle est entourée de ses chatons, est plus agressive encore, et le danger ne lui fait pas négliger la protection de ses petits.

Non moins intéressant est le *jeu interne*. On a décrit une suspension des mouvements de l'estomac et de l'intestin. On a insisté sur une dilatation de l'appareil bronchique. Mais surtout on a noté et mesuré l'accélération du cœur et l'élévation de la tension artérielle : tachycardie, hypertension sont deux manifestations dont l'intensité est parfaitement établie, la première réaction ayant été particulièrement explorée et reportée sur de nombreux graphiques.

Enfin, l'homme de laboratoire qui analyse le sang de l'animal, grâce au microscope et avec l'appui de la biochimie, décèle d'importantes réactions sanguines (*jeu humoral*). Retenons ici une polyglobulie émotionnelle, qu'a fortement soulignée J. Izquierdo : l'excitation du chat par la présence du chien est immédiatement suivie d'une augmentation du taux des globules rouges, augmentation de 11 à 51 pour 100. Cette augmentation est encore nette au bout de cinq minutes et a disparu au bout d'une demi-heure. D'autre part, on a décelé l'existence d'une mononucléose et surtout d'une plaquettose manifeste dans le sang circulant. Les examens biochimiques apportent la preuve d'une élévation du glucose sanguin. On a enregistré des réactions hyperglycémiques de 26, de 34 pour 100. Et cette hyperglycémie peut aboutir au passage du sucre dans les urines. Des dosages plus poussés ont démontré que cette élévation du glucose sanguin venait d'une mobilisation du glycogène du foie : la réserve du glycogène hépatique et musculaire baisse, alors

que le taux du glucose s'élève dans le sang. A cette hyperglycémie émotionnelle s'associe une hypercholestérolémie qui a son maximum de vingt à quarante minutes après l'excitation et peut atteindre une augmentation de 27 pour 100 par rapport au chiffre de départ.

Tels sont les désordres présentés par le chat qui a peur. Il est évident que la liste pourrait en être aisément allongée.

Mais il est indispensable d'envisager le comportement d'autres animaux. Faut-il signaler ici ce tremblement, ce frisson, dit psychique, qui gagne le chien apeuré, et souligner l'existence d'une polypnée psychique ? Je pense souvent au chien sanitaire de mon bataillon qui, aux tranchées, chaque fois qu'un gros obus éclatait dans le voisinage, tirait la langue et présentait une forte accélération de la respiration. Dois-je noter également les transpirations du cheval effrayé et le hérissement des poils chez le chimpanzé ?

Abordons plutôt l'étude du cerveau chez le lapin, en utilisant les procédés les plus modernes : l'électroencéphalogramme montre, on le sait, deux sortes d'ondes, les ondes α et les ondes β, différentes par leur fréquence, leur amplitude, leur régularité. Or ces ondes ne sont-elles pas modifiées par la crainte ? Pour résoudre ce problème, on prend un lapin. On lui pique une patte ; plus tard, on se contente de le menacer de l'aiguille. A ce moment, on note la disparition des ondes α et l'apparition des ondes β.

Nous pourrions, nous devrions aborder d'autre part l'étude des réactions émotives chez l'homme. Et cela d'autant plus qu'on a consacré à cette question des ouvrages particulièrement précis. L'ouvrage de Ch. Darwin est classique sur ce point et le nouveau *Traité de Psychologie* de Georges Dumas contient de remarquables chapitres relatifs à l'expression des émotions. Nous nous contenterons ici de résumer quelques observations prises chez l'homme, quand, avec Henri Nepper, dans le service de Jean Camus, à l'hôpital du Grand Palais, nous avons pris simultanément un tracé respiratoire, un tracé du pouls capillaire aux doigts, et un tracé du tremblement. Reprenons les modifications de ces tracés, que déterminait, au cours de l'exploration graphique, une émotion provoquée par un coup de revolver à blanc.

Cette émotion peut engendrer du tremblement, ou, plus

exactement, exagérer le tremblement physiologique. En utilisant un appareil suffisamment sensible, on voit que, dans l'attitude du serment, l'homme présente un tremblement léger, normal, constitué par des oscillations de faible amplitude, au nombre de 8 à 9 par seconde. Si on détermine une émotion, le tracé montre successivement : une grande oscillation en rapport avec le sursaut présenté par le sujet lors du coup de revolver, puis, après un temps perdu de 4, 5, 6 et jusqu'à 20 secondes parfois, les oscillations commencent à augmenter d'amplitude. Il existe un véritable démarrage qui va aboutir progressivement au déclenchement d'un tremblement intense. Mais le tremblement émotif a toujours le même rythme que le tremblement physiologique : 8 à 9 oscillations par seconde. La différence ne concerne que l'amplitude.

Les réactions circulatoires déclenchées par l'émotion portent sur le rythme cardiaque et sur le tonus vasculaire. Chez l'homme, le cœur ralentit ou accélère ses mouvements avec l'émotion. Sur trente-neuf sujets ayant présenté des réactions cardiaques au cours de l'épreuve de l'émotion provoquée, un tiers seulement eut de la tachycardie, les autres ayant de la bradycardie. Selon le caractère vagotonique ou sympathicotonique du sujet, la même cause émotionnelle déclenche de la bradycardie ou de la tachycardie. De même, le tonus vasculaire pourra diminuer ou augmenter du fait de l'émotion, engendrant de la rougeur ou de la pâleur. Mais, à ce sujet, il est permis de se demander quelle est l'étendue de la réaction vasculaire. Avec A. Mosso, on a pensé que la circulation périphérique diminuait avec l'émotion, alors que le cerveau se congestionnait.

Chez un homme porteur d'une plaie du crâne, avec cicatrisation du cuir chevelu, mais persistance d'une brèche osseuse, il est aisé de percevoir, d'explorer et d'inscrire les battements de cette région. Dans ces conditions, A. Mosso a pu suivre l'autographe du cerveau du malade Bertino : « ...Les variations qui se produisent par l'effet de la peur dans la circulation du cerveau sont particulièrement grandes. Les admonestations et les reproches que je faisais à Bertino, les observations sévères que je lui adressais, quelquefois exprès, étaient toujours suivis de très fortes pulsations. Le pouls

du cerveau devenait six, sept fois plus grand qu'habituellement... »

Pareille question mérite d'être revisée.

L'exploration simultanée du pouls capillaire et du pouls cérébral, faite chez des sujets trépanés, porteurs d'une cicatrice pulsatile, nous a montré que, sous l'influence d'une émotion, les variations se faisaient souvent dans le même sens. Nous avons enregistré et publié le tracé d'un pouls cérébral et d'un pouls digital se resserrant singulièrement à la suite d'une émotion violente. Le pouls cérébral diminue d'amplitude quand le sujet pâlit d'émotion.

Quant aux réactions respiratoires, elles sont remarquables par leur fréquence. Dans notre statistique, où le tremblement ne s'observe que dans un quart des cas, les réactions circulatoires chez la moitié des sujets, les réponses respiratoires sont visibles chez les trois quarts des individus. Devant les états émotionnels, le centre respiratoire est le plus sensible ; son seuil d'excitation émotionnelle est particulièrement abaissé.

On pourrait également rappeler ici l'arrêt de la sécrétion salivaire déterminé par une forte émotion. L'auto-observation de H. J. Howard est démonstrative à ce point de vue : au moment où il allait être fusillé, sa bouche devint sèche, et la soif se fit de plus en plus violente. Il raconte alors qu'il pria pour affronter sans crainte sa dernière heure, résolu qu'il était de mourir comme un homme. Aussitôt, rapporte-t-il, « la soif commença à disparaître. En moins d'une minute, elle était entièrement passée... »

Signalons encore une modification dans la durée des réactions psychomotrices chez l'homme qui est surpris par la peur, et aussi un changement de son électroencéphalogramme : disparition des ondes α et apparition des ondes β (Adrian et Mathews).

Mais, chez l'homme surtout, on a pu préciser la répercussion de l'émotion sur la nutrition. On a noté, durant la dernière guerre, la possibilité de glycosurie chez le combattant. Un article de F. Rathery est suggestif à ce sujet : examinant des blessés très peu de temps après leur traumatisme, il a observé la présence de sucre dans les urines, avec une certaine fréquence. D'autre part, il est aujourd'hui bien

établi que la crainte élève les combustions respiratoires. La détermination du métabolisme de base aboutit à des chiffres trop élevés si le sujet n'est pas à l'état de repos moral, et on a noté des augmentations de 182 pour 100 de métabolisme sous l'influence de la crainte.

*
* *

Il ne suffit pas d'enregistrer des réactions dont l'exposé pourrait être indéfiniment développé ici. Mieux vaut en élucider le mécanisme. L'examen du chat effrayé est trop instructif pour ne pas être repris ; Cannon a étudié des animaux préparés, qui lui ont permis des conclusions rigoureusement établies. Résumons-les succinctement.

1° La glande surrénale joue dans la détermination des réactions émotives : on sait que son principe actif, l'adrénaline, élève la tension artérielle, déclenche de l'hyperglycémie, appelle de la polyglobulie. Or, Cannon a démontré, à l'occasion de l'excitation émotionnelle, l'existence d'une décharge d'adrénaline, qui est admise par la plupart des auteurs, conclusion de ses études sur des animaux à surrénales énervées et sur l'examen du sang veineux surréno-cave.

2° Le système nerveux sympathique du chat joue certainement dans la genèse des réactions émotives. L'animal qui n'a plus de sympathique, — l'animal sympathectomisé continue à vivre sans difficultés apparentes, — présente, sous le coup de la frayeur, une absence totale de hérissement des poils. Si, par une technique imparfaite, la sympathectomie n'a pas été totale, on note, durant la phase d'excitation du chat, le hérissement d'une touffe de poils sur le dos de l'animal. Par ailleurs, la tachycardie, l'hypertension artérielle, la polyglobulie sont peu accentuées, voire nulles, chez l'animal qui n'a plus de système sympathique. En d'autres termes, chez un tel animal, à la suite de l'excitation émotionnelle, il y a absence d'adaptation du système circulatoire, défaut de libération du sucre hépatique, absence de coopération splénique.

3° L'animal qui est dératé ou dont la rate a été énervée ne présente plus de modifications quantitatives des éléments figurés dans son sang circulant. La rate, réservoir de ces éléments figurés, se contracte intensément, sous l'influence

de l'émotion ; le fait a été signalé il y a longtemps par Ch. A. François-Franck et étudié avec beaucoup de soin par J. Barcroft. Elle lance dans la circulation ses éléments de réserve. Cette polyglobulie émotive n'est qu'une polyglobulie de mobilisation, une polyglobulie de chasse splénique.

4° Ajoutons que c'est l'étude du chat à cœur énervé et surrénalectomisé, puis soumis à l'épreuve du chien, qui a conduit Cannon à parler de la mise en jeu, par le système nerveux sympathique, d'une substance chimique voisine de l'adrénaline, la sympathine. Il s'agit d'un médiateur chimique, élaboré à la terminaison des fibres postganglionnaires du système nerveux sympathique, et qui agit secondairement sur les viscères et sur les tissus. On a prouvé l'existence de sympathine dans le liquide de ventouse prélevé à la queue du chat pendant l'excitation émotionnelle ; ainsi est mise en évidence la formation de sympathine à la terminaison des fibres sympathiques postganglionnaires dans les muscles pilomoteurs. De sorte que l'étude des émotions provoquées a contribué à édifier cette théorie toute moderne et si séduisante de la transmission chimique de l'influx nerveux.

5° Enfin, nous ne pouvons rapporter les travaux de W. B. Cannon sur les émotions sans dire un mot du chat sans écorce cérébrale. Pour le physiologiste de Boston, la partie du système nerveux central connue sous le nom de thalamus joue un rôle important dans l'apparition des manifestations émotives ; il se trouve normalement freiné par le cortex cérébral. De fait, la suppression du contrôle cortical va libérer les centres thalamiques et déclencher des réactions émotives prolongées. C'est « l'état pseudo-affectif » décrit par le physiologiste américain. Dans de telles conditions, l'animal présente de la « rage pour la frime » : sortie des griffes, coups de pattes, coups de dents, battements de la queue, courbure de l'échine. En même temps, la respiration est rapide et haletante, les poils hérissés ; on note de la sudation des pattes, et l'exploration plus poussée de l'animal décèle de la tachycardie et de l'hyperglycémie. Ces crises de « rage pour la frime », ou spontanées, ou provoquées en touchant l'animal ou en secouant la table, durent de quelques secondes à quelques minutes.

* * *

Le problème des réactions émotives pose des questions complexes.

Nous voudrions envisager ici l'importance *pratique* des expressions émotives. Faut-il les considérer comme des phénômènes secondaires ? Faut-il les interpréter comme des manifestations utiles ?

J'entends encore W. B. Cannon enseigner que les modifications provoquées par la peur rendent les plus grands services aux sujets. Pour lui, elles ont pour résultat d'augmenter la puissance physique. Les réactions que nous avons étudiées doivent être considérées comme une adaptation instinctive à une situation critique. Elles sont favorables à la conservation de l'individu : l'accélération du cœur, la petite réaction hypertensive, la polyglobulie, l'hyperglycémie, sont des phénomènes que déclenche aussi l'effort musculaire. On sait l'action heureuse exercée par l'adrénaline sur la fatigue musculaire. Or, la réaction adrénalinique déclenchée par l'émotion neutraliserait préventivement les effets de la fatigue, de l'effort, et ainsi favoriserait l'attaque ou la fuite. La peur, facteur psychique, préparerait le terrain à l'effort physique. En somme, tout se passe comme si, non pas la peur, mais le sentiment du danger et l'adaptation spontanée du sujet à ce qui le menace dans son existence constituaient un véritable « arsenal de force » et effectuaient par là même un « doping physiologique » de nature à le préparer à un effort considérable.

Professeur Léon Binet.

FINANCES DE GUERRE

« Il faut préparer la guerre au point de vue financier. Il y a beaucoup à faire de ce côté-là. Il ne faut pas éveiller la méfiance de nos financiers, mais bien des choses cependant ne pourront être cachées. »

Ces quelques phrases, dont la première est, après tout, d'une orthodoxie rigoureuse, sont incluses dans un rapport secret allemand publié dans le premier *Livre jaune* du 19 mars 1913. Elles en disent long sur les intentions de l'Allemagne impériale à cette époque trouble dont l'étranger, à de multiples signes, discernait déjà les dangers. La politique financière allemande ne pouvait pas en effet ne pas lui fournir matière à réflexion. Les avertissements remontaient plus loin encore dans le passé.

Dès 1911, des efforts constants, tendant vers un but immuable, avaient été amorcés et poursuivis.

A cette date, M. von Havenstein, président de la Reichsbank, réunissait les banquiers à Berlin. Son collaborateur, M. von Lumme, précisait dans l'organe officiel *Bank Archiv* le sens et la portée du langage qui leur fut tenu, ainsi que les directives qui leur furent données. Que leur fut-il enseigné en substance ? Ceci, d'après la *Bank Archiv* : « N'oublions pas que la liquidité économique est, à côté de nos armements, la meilleure protection contre une guerre éventuelle... Aucune personne compétente ne peut douter un instant de l'attention redoublée qu'il convient d'accorder chez nous à la préparation financière de la guerre. Il s'agit de s'y prendre à temps pour qu'à l'heure du besoin l'armature nécessaire ne nous fasse pas défaut. »

Voilà qui sonne comme un ordre du grand État-major. Donc, en application de la politique financière prescrite, il est arrivé que, de 1910 à 1913, la Reichsbank a, notamment par des achats d'or sur le marché, augmenté son encaisse de 300 millions de marks ; que, en avril 1913, le Reichstag a voté une contribution de guerre extraordinaire d'un milliard sur le capital, en même temps qu'un impôt sur l'accroissement des fortunes pour la création de nouveaux moyens d'armement ; que certaines dispositions de lois ont permis de doubler le trésor de guerre de Spandau, porté dès lors de 120 à 240 millions de marks ; que la mobilisation financière a été préparée par l'émission de petites coupures, par le cours légal du billet de la Reichsbank, par la création de bons de caisse impériaux et de monnaie fiduciaire d'argent.

Huit jours avant la déclaration de guerre, le 23 juillet 1914 exactement, l'encaisse métallique de la Reichsbank atteignait 1 700 millions de marks contre un milliard en 1910.

La stratégie financière avait accompagné, sinon précédé, la stratégie militaire. Pour la guerre courte où elle se croyait sûre de vaincre rapidement, l'Allemagne pensait donc être à pied d'œuvre et largement dotée des moyens financiers nécessaires et suffisants.

Or, il advint que la lutte se prolongea pendant plus de quatre ans, bouleversant toutes les prévisions allemandes. Il va de soi que des plans valables pour six ou douze mois ne l'étaient plus pour une longue suite de plus de quarante-huit mois épuisants et meurtriers. Il fallut pour l'Allemagne, comme pour les autres nations d'ailleurs, aviser aux moyens propres à financer cette guerre qui s'éternisait. Les moyens initiaux ne suffisaient plus.

Du financement allemand M. Charles Rist a fort bien décrit le processus dans son ouvrage sur les finances de guerre de l'Allemagne. Il s'est à peu près déroulé comme suit : les dépenses privées intérieures sont arrêtées, le commerce extérieur est fortement réduit ; les commandes de l'État aux usines de guerre mettent en mouvement des capitaux très importants qui s'accroissent progressivement du fait de l'émission du papier monnaie et de l'augmentation des prix résultant de l'inflation ; ces capitaux s'accumulent dans les caisses d'épargne et dans les banques ; l'État leur enlève

toute autre possibilité d'emploi que les souscriptions à ses emprunts, en suspendant les émissions des entreprises privées et en apportant de multiples entraves aux transactions de Bourse ; les ressources de l'État proviennent, au premier stade, du développement de la dette à court terme. Cette dette à court terme, au fur et à mesure qu'elle grossit, est consolidée par des emprunts à long terme qui se répètent tous les six mois, en mars et en septembre de chaque année. C'est ainsi que les banques versent successivement au Reich 56 milliards, les caisses d'épargne 25 milliards, soit, au total, environ les quatre cinquièmes des emprunts à long terme contractés ; le caractère et les origines de ces souscriptions sont bien marqués par le fait que la proportion de celles qui sont supérieures à 100 000 marks s'est élevée en moyenne à 42 pour 100, progressant d'un emprunt à l'autre de 30 à 50 pour 100, suivant le rythme des bénéfices de guerre, systématiquement développés par l'application du programme Hindenburg, mis en vigueur à la fin de 1916.

Dans l'ensemble, de 1914 à 1918, les impôts et les recettes normales diverses n'ont fait face, chez nos ennemis, qu'à 13 pour 100 des dépenses militaires ; les emprunts à long terme ont fourni 47 pour 100 et les opérations à court terme 40 pour 100 du total.

L'Allemagne n'en a pas moins été battue.

Nous venons de voir cependant qu'elle avait pris ou croyait avoir pris ses précautions de longue date.

En réalité, ces précautions lui paraissaient presque superflues. Certes, le gouvernement impérial demeurait ferme touchant la nécessité d'une préparation financière de la guerre. Mais, en l'espèce, cette préparation aurait-elle à jouer ? L'Allemagne ne le pensait pas, et le plus clair de sa politique financière au seuil du grand conflit a résidé dans sa *certitude* d'une victoire foudroyante que lui laissaient entrevoir au début l'avance des lignes allemandes à 90 kilomètres de Paris, l'occupation de la Belgique et du nord de la France, à l'Ouest, puis celle de Belgrade, de Bucarest et de Varsovie à l'Est.

Dès lors, le succès ne faisant pas de doute, peu importaient au gouvernement du Reich le nombre et le volume des emprunts destinés à financer les dépenses de guerre. Ils ne

manqueraient pas d'être largement remboursés grâce aux indemnités énormes que le vainqueur comptait bien faire payer aux vaincus. Cela est si vrai que, pendant longtemps, le contribuable allemand resta soumis aux mêmes obligations fiscales que celles du temps de paix. Aucun effort supplémentaire autre que ceux qui avaient été exigés par les mesures de l'immédiat avant-guerre ne lui fut demandé.

Tout paraissait marcher à souhait et justifier le *Kriegspiel* financier préalable à la guerre : l'appareil fiscal fonctionnait au ralenti, et les grands emprunts, émis tous les six mois presque régulièrement, rencontraient auprès du public allemand un empressement discipliné.

Le jour vint cependant où la stratégie militaire mit en péril la stratégie financière. L'écho des champs de bataille exerce sur les prêteurs nationaux une influence directe.

On comprend donc que la défaite de la Marne, qui coïncidait avec le premier grand emprunt du Reich, ait été présentée au public allemand comme un simple repli stratégique, pendant que, dans le même temps, commençait chez nous, stimulée par notre victoire, l'émission des bons de la Défense nationale, classée par la suite comme un admirable instrument du crédit.

Si, grâce au camouflage publicitaire cher aux Allemands, leurs capitaux ont continué à nourrir les emprunts ultérieurs, l'heure sonna où, au début de 1918, les appels restèrent sans écho. Les événements se précipitèrent et la débâcle financière rejoignit la débâcle militaire. L'Allemagne n'avait oublié qu'un point, c'est qu'elle pouvait s'écrouler.

M. von Havenstein n'y songeait certes pas lorsque, le 18 juin 1914, il recommandait aux représentants des grandes banques, pour les mieux avoir en mains, de faire en sorte que leurs dépôts eussent une couverture d'au moins 10 pour 100 sous forme d'espèces ou tout au moins de soldes créditeurs à la Reichsbank et dans les banques adhérentes à la Chambre de compensation.

Le grand État-major n'y songeait pas davantage quand, en 1911, il appela le professeur Riesser, président de l'Union des banquiers, à la direction d'une division spéciale de préparation financière en vue des hostilités, créée et siégeant au ministère de la Guerre.

Le destin balaya néanmoins l'édifice entier, y compris, bien entendu, tous les dispositifs financiers.

Leur mise en place avait été pourtant l'objet d'une suite d'études et de mesures d'ensemble. Nous dirons, quel qu'ait été leur sort final, qu'il était nécessaire que ces études fussent faites et que ces mesures fussent prises.

* * *

Dans le même temps, aux mêmes heures grosses d'avertissements, le côté financier d'une grande lutte possible avec l'Allemagne avait-il été envisagé en France ? Des finances de guerre avaient-elles été prévues ?

Il est à peine utile de rappeler qu'il n'en avait rien été. Tout dut être improvisé. Au demeurant, l'exposé des motifs du projet de budget pour 1940 déposé le mois dernier par M. Paul Reynaud n'en fait pas mystère. Nous citons :

« Dans un conflit qui impose à notre pays d'énormes charges financières, il importe de ne pas tomber dans les errements suivis au cours de la guerre 1914-1918.

« Placés brutalement, le 1er août 1914, devant le fait de guerre, le gouvernement et le Parlement devaient reconnaître que n'avaient pas été prises « toutes les précautions les plus propres à en soutenir l'effort au point de vue financier ».

« Succédant à quatre budgets votés après quatre à sept douzièmes provisoires, le budget de 1914 venait lui aussi d'être approuvé par le Parlement avec six mois et demi de retard.

« Le 4 août 1914, le gouvernement ne put que demander au Parlement un blanc-seing pour ouvrir, par décrets en Conseil d'État, les crédits nécessaires à la marche des services publics, tant civils que militaires. Ce n'est que le 13 août que put être pris le premier de ces décrets, soit près de deux semaines après le début des opérations. Il portait sur 2 754 millions de francs germinal. Dix décrets analogues devaient intervenir avant la fin de l'année 1914, portant sur un total de 6 436 millions de francs.

« Le 22 décembre 1914, le gouvernement proposait au Parlement six douzièmes provisoires pour 1915. Trois douzièmes furent accordés, le chiffre des crédits étant voté en bloc. Puis, de trois mois en trois mois, furent demandés au Parlement des crédits provisoires s'appliquant, pour le

trimestre suivant, à l'ensemble des dépenses publiques. Augmentés de crédits additionnels ouverts également tous les trois mois, mais pour le trimestre précédent, ces crédits provisoires étaient récapitulés en une loi de conversion.

« Une telle procédure, si elle respectait en apparence les prérogatives parlementaires, rendait pratiquement impossibles toute évaluation des recettes, toute recherche, même partielle, de l'équilibre. En fait, jusqu'à la fin de 1916, c'est-à-dire pendant plus de deux années, il ne fut question des recettes que pour rendre compte des moyens employés en vue d'alimenter la Trésorerie, les ressources fiscales ne faisant l'objet que d'indications statistiques rétrospectives.

« Fin 1917, un effort fut enfin amorcé pour distinguer les dépenses civiles permanentes des charges militaires. Il ne fut consacré par la loi de finances que le 29 juin 1918, moins de cinq mois avant la fin d'une guerre qui avait duré plus de quatre années. »

Cette critique n'évoque, pour le condamner d'ailleurs implicitement, que l'aspect budgétaire du problème financier de la guerre de 1914. D'autres signes abondent du défaut de préparation financière du pays à la veille du conflit mondial. Son armature, dans ce domaine pourtant vital, déclinait progressivement, et de longue date.

Dans une remarquable étude sur les finances et la défense nationale, publiée quelques mois avant sa mort si douloureusement ressentie, M. J. Tannery a rappelé que les avertissements du dehors, multiples et aveuglants, ne décidaient pas le pays à renforcer ses finances et à équilibrer son économie.

« Les dépenses budgétaires, écrivait l'ancien gouverneur de la Banque de France, qui n'avaient pas augmenté de plus de 10 pour 100 entre 1891 et 1905, s'étaient accrues rapidement de 3 700 millions en 1905 à plus de 5 milliards en 1913. Notre dette avait augmenté de 2 400 millions. Nous tardions des mois pour mettre le Trésor à même de faire face à ses charges ; c'est seulement le 20 juin 1914 que l'emprunt de liquidation de 805 millions était voté ; quant au budget, il n'était approuvé que le 15 juillet ; sur 600 millions de bons du Trésor autorisés, 565 étaient déjà en circulation et l'encaisse du Trésor ne dépassait pas 366 millions. »

Ajoutons que cet emprunt de 805 millions de francs, qui

ne fut autorisé que le 20 juin 1914, donna lieu, dès le mois de décembre 1913, à des débats passionnés, sur le point de savoir si la rente nouvelle devait être ou non affranchie de l'impôt. Ces discussions retentirent largement sur l'opinion publique.

Pour la première fois, il se trouvait, en 1914, dans une Chambre française, une majorité revendiquant le droit pour l'État de frapper d'impôt ses propres rentes, et pour la première fois, un Parlement, en votant l'émission d'un emprunt, ajoutait au texte une formule équivoque qui ne rassurait personne et qui menaçait pour l'avenir tous les porteurs de rentes.

L'étude du fonctionnement du Trésor pendant la guerre de 1914-1918 implique qu'il est indispensable de se reporter à ces débats sur l'emprunt et sur l'immunité de nos rentes, car ils ont exercé sur l'opinion et sur le crédit du pays une influence fâcheuse, laquelle fut un élément d'affaiblissement, dans le moment où ce crédit eût dû être jalousement conservé intact. L'emprunt 3 1/2 pour 100 amortissable du 20 juin 1914, émis sous une mauvaise forme et à une mauvaise heure, a pesé lourdement sur notre situation financière au cours de la première année de la guerre.

* * *

Inutile, semble-t-il, de fouiller plus avant dans ce passé vieux de trente ans. La preuve est faite de l'abîme qui, sur le plan des prévisions financières de guerre, séparait alors deux des belligérants. Ne parlons ni des États-Unis ni de l'Italie, entrés plus tard dans la guerre.

La France et l'Allemagne se retrouvent aujourd'hui face à face. Les conditions sont autres. On peut dire que la situation est inversée.

Le problème financier posé au IIIe Reich par la guerre de 1939 diffère du tout au tout de celui qui s'offrait en 1914 à l'Allemagne des Hohenzollern.

Le gouvernement nazi a rendu impossible toute politique financière de guerre par l'excès même de la préparation à la guerre. Finances et économie ont été sacrifiées, depuis l'avènement de Hitler, aux énormes dépenses de l'armement.

« L'économie de guerre, disait dès 1936 le colonel Thomas, chef de la section de ce nom au ministère de la Guerre

à Berlin, comprend toute la vie humaine et transforme par conséquent la structure sociale. Elle repose sur la volonté absolue de la nation d'être prête au point de vue militaire. »

A ce régime, l'économie allemande a sombré. A ce régime, les finances, la monnaie et le crédit, caporalisés comme le reste, ont culbuté. L'État a assigné les crédits, dirigé les investissements, indiqué l'intérêt à verser, accordé ou refusé son visa aux émissions d'actions ou d'obligations.

Contenue en puissance dans les déficits budgétaires et dans l'accroissement de la dette publique, l'inflation directe ou indirecte s'est insinuée, puis a débordé, nourrissant les immenses besoins militaires qui ne pouvaient être matériellement financés ni par l'impôt déjà trop lourd, ni par l'emprunt qui n'était possible qu'aussi longtemps que croissait la production.

Saura-t-on jamais avec précision ce qu'ont coûté ces armements allemands au cours des dix dernières années ? Les documents officiels n'ont à aucun moment livré leur secret et, autour de ce mystère volontaire, les estimations diverses ont eu beau jeu. Nous ne retiendrons que celles d'un grand homme d'État, dont les prévisions ont été rarement en défaut et qui déclarait les avoir vérifiées dans leurs moindres détails. En avril 1936, époque à laquelle, disait-il, « nous sentions déjà sur nos visages la chaleur des flammes », M. Winston Churchill apportait à la Chambre des Communes des précisions dont il prenait la responsabilité.

Chiffrant l'ensemble des dépenses du Reich d'après les estimations, puisque l'État engloutit systématiquement la presque totalité des ressources de l'épargne, et déduisant des immobilisations, d'après les chiffres officiels, celles qui ont été consacrées à la construction d'immeubles, l'actuel Premier Lord de l'Amirauté estimait alors que le solde de ces immobilisations absorbées en vue des préparatifs militaires, y compris les grandes routes stratégiques sur lesquelles quatre colonnes de troupes peuvent marcher de front, s'était monté à 5 milliards de marks en 1933, à 8 milliards de marks en 1934, et à 91 milliards de marks en 1935, soit, pour cette dernière année seulement, à 800 millions de livres sterling ou 60 milliards de francs. « C'est un chiffre étonnant, prodigieux et alarmant », ajoutait M. Winston Churchill. Il ne connaissait pas les

chiffres de 1936, 1938 et 1939 ! Un pareil fardeau est la négation même de la santé des finances publiques.

De quelque côté qu'il se tourne, le ministre des Finances du Reich se trouve dans l'incapacité totale de découvrir, même approximativement, l'équivalent des dépenses extraordinaires vouées à la guerre. Le tableau des finances de guerre de l'Allemagne en armes est sombre. Elle entame la lutte avec 120 milliards de dette ; sa circulation monétaire totale dépasse 13 milliards de marks, d'où, — étant donné la compression systématique du volume des produits de consommation, — le caractère inflationniste des nouvelles dépenses. La chasse aux devises et à l'or, pour payer les approvisionnements de l'étranger, est ouverte.

Et pourtant, ne faut-il pas financer la guerre ? Sera-ce par l'impôt ? Les difficultés d'application de la surtaxe de 50 pour 100 sur l'impôt sur le revenu permettent d'en douter. Sera-ce par l'emprunt ? Peut-être, s'il est exact, comme le bruit en court dans les milieux financiers nazis, qu'un emprunt intérieur d'un milliard de marks est imminent. Encore faut-il que les disponibilités existent. Le piquant de l'affaire réside dans les arguments donnés en faveur du choix de l'heure pour ledit emprunt : le marché des capitaux est, paraît-il, exceptionnellement liquide, et ce en raison : 1° de ce que les demandes de crédit de l'industrie ont pratiquement cessé par suite de la fermeture des nombreuses entreprises qui travaillaient pour la consommation intérieure ; 2° de ce que, dans celles qui subsistent, les stocks ont diminué, d'où des disponibilités certaines ; 3° de ce que, dans le secteur privé, le public étant rationné, ne peut acheter à sa guise et fait, bon gré mal gré, des économies. Singulier prospectus d'émission !

Nous croyons plus volontiers, pour notre part, que la guerre allemande sera progressivement financée, tôt ou tard, par une suite de procédés totalitaires et, notamment, par les transformations d'office en titres d'État des dépôts en banque ou des réserves des compagnies d'assurances et des caisses d'épargne, ce qui ne serait point pour diminuer la ressemblance des méthodes nazies et des méthodes soviétiques.

Tel est, dans ses traits principaux, le visage financier de l'Allemagne lancée en 1939 dans la fournaise. Il ne ressemble

ni de près ni de loin à celui de 1914. Il est sans joie !

Le visage financier de la France en 1939 est non moins différent de celui de 1914. L'avantage est nettement en faveur de celui de 1939. Il n'est pas douteux que notre pays entre en guerre dans des conditions de sécurité financière mieux assurées qu'il y a vingt-cinq ans.

Dans les mois qui, en 1914, ont précédé la mobilisation générale, affaissement, — nous l'avons montré, — de la structure financière et, dans les premières années de la guerre, improvisations et tâtonnements.

Le pays, au contraire, a vu, depuis plus d'un an, son redressement s'opérer. Le plan a pu ne pas échapper aux critiques. C'est de droit chez les peuples libres. Mais ce qui a été acquis depuis le jour où MM. Daladier et P. Reynaud en ont déterminé le principe et les bases, c'est que la course à l'abîme financier et monétaire de 1936 à 1938 a été arrêtée.

Il n'était pas de meilleure ni de plus efficace préparation à la proche éventualité de la guerre.

Des directives générales ont été tracées, accompagnées par la volonté de ne s'en point écarter. Dès novembre 1938 et pendant toute la période qui a précédé la guerre, un répit, dont les enseignements du passé faisaient craindre qu'il ne fût bref, a été mis à profit, et la tentative de relèvement du pays a été édifiée sur la triple action de l'assouplissement du régime des prix, du régime du crédit et du régime du travail.

Il est certain, en dépit de réserves inévitables, que cette tentative, dont il faut savoir gré à ceux qui s'y sont attelés, forte d'un commencement d'exécution, a rendu à la France son prestige financier aux yeux de l'étranger et qu'elle a, par ses premiers résultats, permis de prendre les mesures capables d'assurer la conduite financière de la guerre.

Qu'il s'agisse de la monnaie, des rentrées d'or, du crédit public ou de la Trésorerie, l'œuvre accomplie porte ses fruits. Grâce au mouvement des capitaux, notre trésor de guerre s'est augmenté de plus de 26 milliards de francs de novembre 1938 à août 1939. L'aisance du marché financier fait que nos réserves de change se sont accrues, malgré les énormes achats effectués sur les places commerciales étrangères pour faire face à l'armement et au ravitaillement du pays. Dans le domaine du crédit, le champ est libre pour

le placement des bons d'armement à deux ans et pour celui des emprunts à venir.

La situation est donc inespérée. Nul n'a le droit de la gâcher. Pour que la France ait les finances de guerre qu'elle mérite, l'esprit de guerre doit être celui de chaque Français, de même que celui de l'État. « L'adaptation d'un pays à l'état de guerre, disait récemment M. Abel Gardey, rapporteur général du budget au Sénat, ne s'opère pas seulement par des textes. Les mesures techniques, pour être pleinement efficaces, ont besoin de l'adhésion unanime et chaleureuse du pays. » Pour emporter cette adhésion, l'État a le devoir impérieux de conserver intacte l'armature financière de ce pays et de supprimer toutes les dépenses de capital inutiles. La mauvaise gestion des finances publiques a toujours fait fuir l'épargne.

Encore une fois, la position financière actuelle de la France, en dépit des chiffres à peine concevables qu'atteindront dans les mois à venir les dépenses publiques, est forte. La pire folie serait de l'affaiblir, et elle serait promptement atteinte irrémédiablement si, par un reste de démagogie, ou plus simplement par hésitation à vouloir adapter le pays aux heures de guerre, les économies tardaient. La belle santé morale de la France permet que lui soient dites toutes les vérités. Elle aura tôt fait de comprendre que mieux vaut accepter les sacrifices nécessaires pour maintenir son capital que de dilapider ce capital en prélevant sur ses réserves pour payer ce dont on peut se passer.

Espérer compenser jusqu'au bout par une production augmentée, — pourtant nécessaire et indispensable, — dans des domaines autres que celui des armements, la perte de substance résultant des dépenses militaires, se conçoit malaisément. Les armements et les budgets de guerre n'ont jamais été des facteurs de prospérité. Quoi qu'on fasse, la production s'engouffre peu ou prou dans ces armements, éléments de destruction et non de création de richesses.

Dans les bilans de guerre, les restrictions, les économies et la condamnation des gaspillages constituent les postes les plus solides de l'actif.

JEAN DECRAIS.

REVUE LITTÉRAIRE

RACINE PEINT PAR LUI-MÊME

A PROPOS DU TRICENTENAIRE DU POÈTE

On a tout dit, — ou presque tout, — sur l'art de Racine, sur la vérité humaine de ses personnages, sur la signification historique de son théâtre. Et pour renouveler le sujet, il faudrait une originalité de pensée, une richesse d'information, une force ou une finesse de style auxquelles il serait présomptueux de prétendre.

Comme tous les grands classiques, Racine passe avec raison pour être un écrivain impersonnel. Mais quoi ! si impersonnel qu'il soit, ou qu'il s'efforce d'être, un écrivain peut-il se détacher entièrement de son propre moi ? Et sans qu'il le veuille assurément, ne s'exprime-t-il pas, ne se peint-il pas lui-même dans son œuvre ? Pour célébrer le tricentenaire d'un poète que nous aimerions à mieux connaître, on voudrait ici rechercher si, à son insu, parmi tous ces personnages auxquels il a su insuffler la vie, il n'aurait pas glissé son propre portrait.

*
* *

Nous naissons tous héritiers. Et les écrivains les plus originaux sont précisément ceux qui se prêtent le plus volontiers aux influences extérieures, sûrs qu'ils sont toujours de les « convertir en sang et en nourriture ». Or, littérairement, ces influences sont de trois ordres différents. Tout écrivain est d'abord l'homme d'une certaine culture : culture que lui ont imposée les circonstances, ou qu'il s'est donnée lui-même. D'autre part, il est l'élève plus ou moins docile, plus ou moins respectueux, de la génération littéraire qui l'a précédé dans l'existence et dont les œuvres ont été ses premiers modèles, en atten-

dant qu'il les discute âprement, ou que même il en prenne le contre-pied. Et enfin, il est le représentant et le porte-parole d'une génération littéraire nouvelle, qui a ses aspirations particulières, sa conception propre de l'art, et qui ne le reconnaîtra pour l'un des siens, qui ne lui prodiguera seś applaudissements que dans la mesure où il réalisera lui-même et où il fera triompher son nouveau *credo*.

A ces trois sources d'inspiration, toute son œuvre en témoigne, Racine a constamment et abondamment puisé.

Nourri des anciens dès sa plus tendre jeunesse, il leur a voué un culte qui n'a jamais subi d'éclipse : l'admiration presque idolâtre de l'antiquité classique est l'unique religion à laquelle il n'ait point cessé d'être constamment fidèle. Quand, par toute sorte de témoignages, nous ne saurions pas qu'il a été toute sa vie durant le lecteur assidu, l'annotateur empressé, le fervent imitateur des auteurs grecs et latins, nous n'aurions qu'à le feuilleter pour nous en rendre nettement compte. S'il a écrit des tragédies, — il aurait pu tout aussi bien être un poète lyrique ou un romancier, — c'est qu'en ce genre l'antiquité lui offrait d'incomparables modèles. Toutes ses tragédies profanes, sauf une, sont tirées de la légende ou de l'histoire antiques. On ne compte plus les imitations, les réminiscences, les transpositions, les inspirations de toute sorte qui, des poètes ou des prosateurs anciens, sont passées dans la souple trame de sa poésie : cela, non point en vertu d'un industrieux travail d'écolier qui démarque les maîtres qu'on lui propose, mais grâce à une sorte de greffe naturelle qui enrichit d'une sève étrangère la vigoureuse et souple tige qui s'élevait d'un vif élan vers le ciel ; et la transfusion a été si délicatement opérée qu'il faut un œil singulièrement exercé pour découvrir les points de suture. Le résultat de tout ce travail, c'est la création d'un art original, à la fois très moderne par le fond d'idées et de sentiments qu'il met en œuvre, et très antique par l'accent, la couleur et la tonalité générale. Par le tour de son imagination et de son inspiration, Racine est presque un ancien égaré parmi les hommes du XVIIe siècle.

Un trait particulier le distingue de tous ces poètes épris d'antiquité dont la tradition remonte à la Renaissance ; à la différence de presque tous ses contemporains, il est beaucoup plus grec que latin. Est-ce que je me trompe ? Il me semble que Corneille ne connaissait guère le grec, et qu'il lisait surtout les œuvres helléniques dans des traductions. En tout cas, l'inspiration maîtresse de son théâtre est surtout latine : ce « stoïcien mégalomane », comme l'appelle si joli-

ment Jules Lemaitre, est un Romain, un fils de la Louve, un Romain mâtiné de castillan, mais un Romain de la rude lignée du vieil Horace : il a la force, parfois la subtilité ; il n'a pas la grâce. Tout autre est Racine, l'élève chéri du bon Lancelot. Certes, il connaît à fond les Latins, et, toute son œuvre en témoigne, Virgile, Tacite et Sénèque lui sont aussi familiers qu'Homère ou Euripide. Mais il est visible que c'est aux Grecs que vont toutes ses préférences. Même quand il ne leur emprunte pas directement le sujet de ses pièces, l'idéal qu'il a constamment devant les yeux, c'est celui qui a inspiré tous leurs écrivains, depuis Homère jusqu'à Apollonius ; les qualités qu'il essaie de leur ravir, ce sont celles dont leurs œuvres nous offrent l'impérissable exemple : cet art de la composition, cette clarté, cette élégance, cette sobre discrétion, cette harmonie, ce charme et cette virtuosité qui sont, dans tous les ordres, le glorieux apanage de l'art grec. Rivaliser avec Sophocle ou avec Euripide, ou plutôt écrire de telle sorte que si ces grands ancêtres revenaient au monde, ils se reconnaîtraient un peu dans leur humble disciple et approuveraient son effort : il est clair qu'une pensée de ce genre a été de tout temps présente à l'esprit de Racine, a constamment inspiré toute son activité littéraire. De tous nos grands écrivains classiques, c'est celui qui eût fait le plus volontiers sa prière sur l'Acropole.

Cette fidélité à un même idéal d'art devait avoir sa récompense. Manifestement, toute sa vie, — il l'avoue d'ailleurs dans la Préface d'*Esther*, — Racine a été tenté par l'idée de composer une tragédie qui, sans être inspirée d'un original grec, eût quelques-uns des plus hauts caractères d'une tragédie grecque et pût être comparée à l'un des chefs-d'œuvre du théâtre hellénique. Si même j'en crois l'anecdote célèbre rapportée par Valincour, je ne serais point étonné que l'*Œdipe-Roi*, que le poète traduisait avec une si contagieuse chaleur d'émotion, fût, au fond de lui-même, le secret modèle idéal avec lequel il n'avait jamais osé se mesurer, et que même il désespérait de pouvoir jamais atteindre ou égaler. Un jour vint cependant où des circonstances indépendantes de sa volonté lui permirent de réaliser son rêve. Un drame poignant ; des passions intenses ; des caractères saisissants dont la vérité humaine et historique a des reflets de lointaines légendes ; de tendres figures de femmes et d'enfants s'opposant à la barbarie sanguinaire, à l'apostasie ambitieuse, à la dureté hiératique ; la somptueuse majesté du temple de Salomon et la pompe hardiment déployée d'un couronnement royal ; du lyrisme, de la musique religieuse, de pures voix de jeunes filles, « le chœur et le

chant se liant avec l'action », toute la sombre poésie biblique jetée comme un manteau de pourpre sur l'œuvre tout entière, et qui, çà et là, s'éclaire pour nous faire entrevoir, dans le lointain avenir, l'avènement de la loi de grâce et l'espérance d'une Jérusalem nouvelle : cette fois, c'était bien le noble rêve intérieur de toute sa vie d'artiste qui prenait enfin corps... On ne dira jamais assez combien est juste le mot de Sainte-Beuve : « *Athalie* est belle comme l'*Œdipe-Roi*, avec le vrai Dieu de plus. »

Ce magnifique sujet d'*Œdipe* avait déjà tenté Corneille, et quand, après une retraite boudeuse de quelques années, il était rentré au théâtre, ce fut précisément celui qu'il porta tout d'abord à la scène : qui sait si cette tragédie d'*Œdipe*, ce ne fut pas la première pièce de son illustre devancier que le jeune Racine, alors étudiant de philosophie au collège d'Harcourt, ait vu représenter ? Quelques réserves qu'il ait pu faire sur l'œuvre nouvelle, l'auteur n'en était pas moins, en dépit de l'échec de son *Pertharite*, le maître incontesté de la scène tragique, et un apprenti poète n'aurait pu se dérober à son influence. Cette influence, Racine l'a acceptée ou subie beaucoup plus docilement qu'on n'a coutume de le dire. Il n'avait rien d'un révolté, et il avait trop de goût pour ne pas se laisser prendre aux entrailles par les beaux endroits de Corneille. Une pièce comme *Polyeucte*, par exemple, indépendamment de la noblesse des sentiments exprimés, par l'habileté technique de la construction, par la puissance de composition dont elle témoigne, a dû ravir d'aise le futur poète d'*Athalie*. D'une manière générale, Corneille, moitié volontairement, moitié sous la pression des circonstances, Corneille avait créé un type de tragédie qui avait pleinement satisfait ses contemporains, et qui ne pouvait manquer de s'imposer à ses successeurs. Ce moule de la tragédie cornélienne, Racine l'a reçu des mains de son prédécesseur, et il s'est bien gardé d'y porter la moindre atteinte. Corneille, non sans maugréer, avait dû se plier à la règle sévère des trois unités. Cette règle, Racine s'y soumet sans la moindre résistance, et il a l'adresse d'en tirer des effets scéniques d'une rare puissance. Si, d'autre part, on analyse les divers procédés auxquels Corneille a recours pour développer et distribuer sa matière, pour découper et faire rebondir l'action, ses oppositions de scènes et de caractères, les coupes et les mouvements de ses dialogues, les monologues, les discours habilement déduits qu'il prête à ses personnages, et toute cette « raison oratoire » dont il recouvre le jeu des passions en présence, on reconnaîtra que tous ces moyens d'expression, ces secrets, cette

stratégie du métier dramatique, Racine s'en est profondément pénétré et se l'est assimilée à la perfection.

A ces emprunts tout extérieurs ne s'est pas bornée la dette qu'il a contractée envers l'auteur du *Cid*. Pour ne rien dire ici de certaines analogies de situations, — comparez à cet égard *Pertharite* et *Andromaque*, — de certaines réminiscences, — d'assez fréquents hémistiches, — qui ne sont évidemment pas l'effet du hasard, aurait-il si souvent pris pour thème de ses tragédies les rapports et les conflits de l'amour et de la politique, si Corneille ne lui en avait pas donné l'exemple ? On a fort bien montré aussi, — c'est Émile Faguet, — que, tout comme le héros cornélien, le héros racinien est sensible au « point d'honneur » et qu'à ce point de vue encore le poète de *Britannicus* n'a fait que recueillir une tradition inaugurée par l'auteur de *Rodogune*. Il est clair que sur ce point encore, — on en pourrait signaler d'autres, — le dernier venu est tributaire de son glorieux aîné.

Mais il est non moins évident que Racine appartient à une génération littéraire qui, suivant l'usage des générations successives, est en violente réaction contre la génération précédente. Il n'est pas vrai, comme on l'a trop souvent prétendu, que Corneille soit une sorte d'idéaliste frénétique, et je crois, pour ma part, qu'il entrait dans son œuvre plus de réalité contemporaine directement observée qu'on ne l'a bien voulu dire. Mais en vingt ans, les goûts et les mœurs avaient changé : les contemporains de Corneille ont fait l'effet aux contemporains de Racine de matamores perdus dans les nuages, et ils rêvaient d'une manière d'écrire moins grandiloquente, plus bourgeoise, plus terre à terre, plus réaliste ou naturaliste en un mot. Racine est l'ami de Boileau, de Molière, de La Fontaine. Or, que dit ce dernier ?

Il nous faut changer de méthode :
Jodelet n'est plus à la mode :
Et maintenant il ne faut pas
Quitter la nature d'un pas.

Des œuvres des trois amis il serait facile de tirer des déclarations analogues, et non moins facile de montrer qu'ils ont tous essayé de se conformer à ces nouveaux principes esthétiques. Avide de succès littéraires comme il l'était, Racine était d'autant plus disposé à déférer aux conseils qu'ils lui donnaient qu'en les suivant il s'affranchissait d'une sorte de tutelle, — celle de Corneille, que sa jeune originalité supportait parfois avec quelque impatience. De ces trois amis, deux étaient de beaucoup ses aînés, Molière et La Fontaine, lesquels avaient à leur actif des œuvres déjà fort goûtées du public. La Fon-

taine, en 1664, l'année de *la Thébaïde*, n'était pas encore l'auteur des *Fables*, mais il publiait ses premiers *Contes*. Molière avait donné *les Précieuses*, *l'École des femmes*, le premier *Tartuffe*, dont Racine prendra la défense dans sa seconde *Lettre à l'auteur des Visionnaires*. Directeur de troupe, acteur, auteur dramatique, déjà très bien vu du Roi, comment Molière n'aurait-il pas exercé une profonde influence sur ce jeune poète plein de talent et d'ambition qui se destinait au théâtre, et qui ne demandait qu'à recueillir les leçons de sa rare et complexe expérience ? De fait, et on ne l'a pas assez dit, c'est de Molière que, pour une large part, procède Racine. N'attachons pas plus d'importance qu'il ne convient à quelques réminiscences, à des analogies de situations qu'une étude comparative de leurs deux œuvres pourrait aisément révéler. Ce qui est bien plus significatif que tout cela, c'est l'entière identité que l'on constate dans leur mutuelle conception de l'art et de la vie.

Pour Racine, en effet, comme pour Molière, l'homme est avant tout un être passionné, peu raisonnable, encore moins volontaire, et que des instincts élémentaires conduisent fatalement à des situations sans issue : sous les flatteuses idées, sous les grands mots dont nos âmes de civilisés se grisent, voilà l'humaine, la commune réalité. Tout le reste n'est que fantasmagorie, illusion, mensonge, poésie peut-être, mais n'est pas la vérité. Et cette vérité peut être matière d'art ; elle doit même l'être, sous peine d'être dépourvue de cet accent d'humanité qui emporte tous les suffrages et consacre toutes les grandes œuvres. La réalité directement observée et minutieusement décrite est une source d'intérêt et d'émotion dramatique qui se suffit à elle-même et n'a que faire de tout ornement étranger ; « une action simple, chargée de peu de matière », inspirée des plus beaux modèles antiques, un style sobre, élégant et précis : le poète n'a pas besoin d'autre chose pour retenir l'attention du spectateur, émouvoir sa sensibilité. *Bérénice* a été conçue suivant le même idéal d'art que *le Misanthrope* ; et sans Molière, Racine ne serait pas tout ce qu'il est.

* * *

Mais il était Racine ; et si disposé qu'il fût par éducation et par nature à recueillir et à s'assimiler les profitables leçons du passé et du présent, il n'était pas homme à abdiquer la fine et frémissante personnalité qui était la sienne. A ce qu'il puisait dans les autres esprits il a toujours ajouté ce qu'il tirait du sien propre.

Et d'abord, cette vivacité spirituelle et mordante qui lui a inspiré tant de malicieuses épigrammes, ses deux méchantes *Lettres* en réponse à Nicole, et sa joyeuse comédie des *Plaideurs*. Assurément, son humeur satirique ne trouvait guère son emploi dans la tragédie. Mais que l'opposition des caractères amène l'un des personnages à exprimer, sous une forme à la fois enveloppée et cinglante, l'ardente passion qui l'anime, les propos que lui prête le poète sont d'un homme qui manie supérieurement l'ironie, — une ironie parfois féroce quand elle se trouve placée dans la bouche d'une Roxane ou d'un Néron :

Je ne mérite pas de si grands sacrifices...
Prince, continuez des transports si charmants...

Quel redoutable polémiste, quel digne successeur du Pascal des *Provinciales* eût été Racine, s'il eût voulu ! Mais il a fait mieux : les infinies ressources de l'esprit le plus vif, le plus subtil, le plus jaillissant, il les a employées à dessiner d'un trait rapide, vivant et sûr, les figures de ses personnages, en particulier ces étonnantes figures de femmes qui sont l'incomparable réussite de l'art racinien. Leur langage fait de discrétion, de réserve, de grâce délicate ou d'habiles réticences, et dont les audaces mêmes sont comme enveloppées de pudeur, on n'a rien trouvé de mieux, dans aucune littérature, pour peindre, dans ses plus intimes nuances, l'âme féminine, la plus noble comme la plus perverse. Voyez Agrippine, dans la merveilleuse scène où, pour ressaisir son empire sur Néron, elle confesse presque tous ses crimes. Son « J'allai prier Pallas » en dit tout autant, et peut-être plus, que le fameux *provoluta ad Pallantis libida* de Tacite. Et de même, quel aveu sinistrement voilé dans ce simple vers :

Il mourut. Mille bruits en courent à ma honte !

Mais le vrai triomphe de Racine, ce sont ces exquises créations, Andromaque, Junie, Monime, Bérénice, Iphigénie, chez lesquelles la plus tendre sensibilité s'accompagne de tant de tact, d'une si pudique noblesse, d'une maîtrise de soi que rien ne déconcerte, en un mot d'une finesse d'âme qui est, pour l'esprit et pour le cœur, un véritable enchantement. On ne saurait rêver une supplication à la fois plus touchante et plus habile que l'adorable prière d'Iphigénie. Et que dire de tout le rôle de Monime qui, dans la terrible et paradoxale situation où elle se trouve, a encore la force d'être spirituelle ? A l'amoureux Xipharès qui lui promet

De la mettre en état de ne le voir jamais,

elle répond :

C'est me promettre plus que vous ne sauriez faire.

Et, plus tard, quand le même Xipharès, égaré par le discours de Mithridate, veut à tout prix savoir le nom de son rival et demande, exaspéré :

Quel est-il cet amant? Qui dois-je soupçonner?

elle répond encore, sans doute avec un douloureux sourire :

Avez-vous tant de peine à vous l'imaginer?

Et il faut redire ici le mot de Louis XIV à Mme de Sévigné : « Racine a bien de l'esprit. »

Plus encore que de l'esprit, il avait une extrême sensibilité, une de ces sensibilités vives, mobiles et profondes qui, dans la vie commune, exposent ceux qui en sont doués à bien des entraînements ou des erreurs sentimentales. De ces entraînements nous savons que Racine n'a pas été indemne. Nous ne connaissons guère sa vie amoureuse : les hommes du XVIIe siècle n'avaient pas pour habitude de jeter leur cœur en pâture à « la plèbe carnassière ». Mais quand divers témoignages contemporains ne nous feraient pas entrevoir que la passion, au moins pendant une dizaine d'années, a joué un rôle considérable dans son existence, nous n'aurions qu'à ouvrir son théâtre pour en avoir la certitude. Racine ne serait pas le peintre par excellence des passions de l'amour, s'il n'avait connu les troubles du cœur et des sens que par ouï-dire ou par les livres. Dans les milieux fort libres où il avait fréquenté, il avait dû être le témoin ou le confident de violentes scènes de frénésie amoureuse, de jalousie, de rupture; il avait dû enregistrer des attitudes, recueillir des mots, entendre des intonations qui n'ont pas été perdus pour l'observateur attentif, consciencieux, passionnément intéressé qu'il voulait être, et dont l'œuvre prochaine allait bénéficier. Que dis-je! Il n'avait qu'à se regarder vivre, aimer, souffrir, qu'à étudier sur lui-même le germe ou le développement des passions qu'il se proposait de peindre. Il n'a eu qu'à transposer sa propre expérience pour devenir, son génie aidant, le grand poète de l'amour humain.

Toutes les variétés, toutes les nuances de la passion amoureuse, on peut dire que Racine les a exprimées en des termes dont l'élégante discrétion ne doit nous dissimuler ni la précision ni la force. Junie, Britannicus, Iphigénie, c'est l'amour naissant, l'amour ingénu et

chaste, jeune fleur virginale qui s'ouvre au soleil du matin et dont un orage imprévu viendra bientôt faucher les naïves espérances. Monime, Bérénice, c'est l'amour pleinement épanoui, conscient de son pouvoir sous la pudique réserve de son langage, mais déjà mûri par l'épreuve et prêt au sacrifice. Andromaque, c'est l'amour obstinément fidèle à un cher souvenir et qui s'accompagne et se couronne d'un exquis sentiment maternel. Hermione, Roxane, Ériphyle, Phèdre, c'est l'amour déchaîné, passion furieuse, plus candide en quelque sorte chez les jeunes filles, plus avertie et plus complexe chez les femmes, et, dans les deux cas, prête à tous les excès et à tous les crimes.

C'est Vénus tout entière à sa proie attachée.

Vous lisez bien : *tout entière*. C'est-à-dire que, sous la volontaire décence des termes, cette peinture des désordres du cœur n'est pas timide : elle n'ignore pas le corps, les dessous organiques de la passion. Les « freudistes » contemporains auraient intérêt à étudier le rôle de Phèdre. Il y a du « sadisme » dans Néron :

J'aimais jusqu'à ces pleurs que je faisais couler.

Et ce qu'il entre si souvent de férocité dans l'amour sensuel est fort nettement indiqué dans le personnage de Roxane. Racine n'a aucune illusion sur ses héros et sur les mobiles de leurs actes. S'il avait écrit en prose un *Discours sur les passions de l'amour*, son expérience personnelle lui eût sans doute inspiré des observations à la fois plus réalistes et plus pessimistes que celles qui forment le fond de celui qu'à tort ou à raison on attribue à Pascal.

Et c'est cette même sensibilité « subtile, engageante et hardie » qui a refait de lui un chrétien. Au fond, il n'avait jamais cessé de l'être. Il lui était arrivé ce qui arrive à tant d'autres hommes. La chaleur du sang, la jeunesse, les passions naissantes, l'orgueil de la vie, et cette sensibilité, avide de tout éprouver, avide de jouir, qui était en lui, tout cela l'avait quelque temps écarté, non pas du christianisme, mais de la stricte morale chrétienne. Il en avait d'obscurs remords. Il n'avait pas en vain, d'ailleurs, pendant tant d'années de sa pieuse enfance, été nourri de la plus pure moëlle des Évangiles : il en avait aimé la poésie, la beauté morale ; il avait profondément senti et admiré les hautes vertus des solitaires et des saintes femmes qui l'entouraient ; l'élève du bon Lancelot, du fin Nicole, du délicieux M. Hamon n'avait pu les oublier. Même émancipé, et, croyait-il, un peu révolté, il se souvenait de leurs leçons. Leur conception de

l'homme destitué de la grâce est exactement la sienne ; il voit le monde, la nature et la vie comme ils les ont vus ; il croit aussi fortement qu'eux au péché originel ; il n'a pas d'autre psychologie que la leur. Le mot célèbre du grand Arnauld sur Phèdre, cette « chrétienne à qui la grâce a manqué », s'applique trait pour trait à tous ces héros raciniens que leur passion conduit à leur tragique destin. La « misère de l'homme sans Dieu », Racine, dans tout son théâtre, l'a exprimée en termes aussi saisissants que le Pascal des *Pensées*.

Et sans l'avoir expressément voulu, il n'a pas moins bien rendu, même dans ses tragédies profanes, ce qui est, en nos âmes modernes, l'apport propre du christianisme, cette inquiétude morale, ce besoin d'échapper à la tyrannie des sens, cette préoccupation de vie intérieure, ces raffinements de délicatesse que l'antiquité n'a pu connaître et qui nous semblent l'apanage de la véritable humanité. Les personnages de Racine ne cèdent pas sans résistance aux passions qui les entraînent ; ils luttent contre eux-mêmes ; ils ont des remords ; ils « ne goûtent pas dans le crime une tranquille paix ». Et ceux d'entre eux qu'une noblesse innée préserve des fautes irréparables, comme on sent dans leurs discours, dans tout leur être, cette profondeur et, si je puis dire, cette virginité d'âme que seule une longue tradition de pensée et de vertu chrétiennes a pu transmettre et inspirer ! Andromaque, c'est la veuve et c'est la mère, comme il en est tant venu prier à l'ombre de Port-Royal : il y a un peu de sainte Jeanne de Chantal en elle, et l'on en veut à Mme de Sévigné de ne s'en être point avisée. J'ai jadis observé que la prière d'Iphigénie était comme la transposition poétique de la lettre que Jacqueline Pascal écrivait à son père pour lui demander l'autorisation d'aller faire une retraite à Port-Royal. Racine avait beau faire : le souvenir du tendre et pieux Éliacin qu'il avait été naguère le poursuivait toujours et, à son insu peut-être, la ferveur chaste de ses émotions enfantines alimentait toujours sa rêverie.

Un jour vint où la grâce fut la plus forte. L'enfant prodigue ne put plus vivre moralement séparé de ses anciens maîtres ; il alla en pleurant se jeter aux genoux d'Arnauld. Toujours excessif dans ses sentiments, il voulait se faire chartreux : on lui infligea une pénitence plus douce : le mariage. Lui-même s'en infligea une, qui fut héroïque, celle de ne plus écrire pour le théâtre. Conçoit-on bien ce que dut être, pour un vrai tempérament de poète, en plein succès, en pleine gloire, en pleine maturité d'âge, d'esprit et de talent, ce sacrifice qui consistait non seulement à ne plus fréquenter les coulisses, mais

encore, mais surtout à résister à l'appel des mille fantômes adorés qui se levaient en lui, qui aspiraient à l'être, et auxquels il refusait austèrement la vie ? Je ne crois pas que l'histoire des lettres en ait enregistré un semblable.

Dans ces brusques « renversements du pour au contre » que sont toutes les conversions il y a toujours une part de mystère qui nous échappe. Les raisons humaines qu'on allègue d'ordinaire pour expliquer celle de Racine ne sont guère valables. Quant on a écrit *Britannicus*, *Iphigénie* et *Phèdre*, on guérit aisément d'une piqûre d'amour-propre, même d'une déception sentimentale, si l'on n'est pas déjà blessé au cœur. Or, sous sa joie de vivre apparente, Racine avait au cœur une intime blessure. Il avait la nostalgie de Port-Royal. D'autre part, il y avait une phrase de Nicole qui était entrée en lui, comme une flèche empoisonnée : « Un faiseur de romans et un poète de théâtre, avait écrit le sévère moraliste, est un empoisonneur public, non des corps, mais des âmes des fidèles, qui se doit regarder comme coupable d'une infinité d'homicides spirituels (1). » A observer et à peindre, à voir vivre, à éprouver peut-être, à manier en tout cas, comme il le faisait depuis dix ans, ces passions humaines, il n'avait pas besoin de consulter la Voisin pour voir à quels abîmes elles conduisaient infailliblement, et pour ne pas, tout au fond de lui-même, donner raison à son vieux maître. La folie, le suicide, l'adultère, l'inceste, toutes les formes de l'assassinat, voilà donc, dans la réalité de la vie, à quoi aboutissaient ces troubles du cœur dont la représentation était pourtant si séduisante. D'avoir fait trop belles et trop tentantes Hermione, Roxane et Phèdre, Racine a conçu un tel remords qu'il s'est juré de ne pas leur donner de sœurs. Il a tué en lui-même l'homme de lettres, mais non pas le poète, ni l'humaniste qui, d'accord cette fois avec le chrétien, se sont retrouvés tout entiers dans *Esther* et dans *Athalie*.

Elle est bien touchante cette destinée de Racine, et il semble que son théâtre en soit l'illustration, discrète assurément, mais assez éloquente. Génie singulièrement souple et complexe, il nous apparaît

(1) Cette phrase de Nicole fait directement écho à la célèbre *pensée* de Pascal : « Tous les grands divertissements sont dangereux pour la vie chrétienne... » Si Racine avait pu la lire dans l'édition du Port-Royal, en 1670, il n'aurait pas manqué d'en être frappé. Mais elle n'y figurait pas, ayant été publiée pour la première fois, en 1678, dans les *Maximes de M*[me] *la marquise de Sablé*, comme étant d'elle. Comme elle avait été conservée dans la copie des *Pensées* préparée par les éditeurs de Port-Royal, Racine, après sa conversion, a pu en connaître le véritable auteur.

dans son œuvre tel qu'il fut dans la vérité de sa vie quotidienne : adorateur zélé des anciens, libre héritier du grand Corneille, ami et disciple averti des Boileau et des Molière, homme d'esprit ingénieux et vif, cœur ardent et trop passionné, chrétien parfois infidèle et nostalgique, mais secrètement marqué, et pour toujours, du sceau indélébile de la grande inquiétude religieuse. Et c'est tout cela, c'est cette fusion harmonieuse et si française de tant de dons divers, qui nous rend particulièrement chère la mémoire de ce grand poète. Nous nous consolons de le voir si rarement compris à l'étranger ; et il nous suffit qu'il ait été beaucoup aimé du plus français des poètes allemands, cet Henri Heine qui, lui, au moins, avait tant d'esprit.

Dans l'une des plus belles pages de Sainte-Beuve sur ce thème *Aimer Molière*, il y a quelques lignes sur Racine qui ne sont pas très dignes de l'auteur des *Lundis*. On aurait voulu que l'historien du *Port-Royal* les reprît un jour et s'exprimât en des termes qui ne fussent pas l'écho de la *Préface de Cromwell*.

Aimer Racine, aurait-il pu dire, c'est aimer la clarté harmonieuse, la souveraine élégance qui consiste à envelopper dans des mots délicatement choisis et musicalement assemblés une pensée toujours juste, exacte et précise, un sentiment qui, noble ou bas, subtil ou ingénu, fin ou passionné, ne s'écarte jamais de la plus rigoureuse humanité.

Aimer Racine, c'est aimer encore la sensibilité discrète et profonde, celle qui vient de l'âme, qui se laisse deviner plus qu'elle ne s'exprime, qui répugne aux gestes violents et aux paroles déclamatoires, dont la secrète ardeur ne se dévoile que par des silences, dont la pudeur a de farouches délicatesses, et qui souffrirait moins d'être méconnue que de se trahir.

Aimer Racine, c'est aimer aussi l'esprit de mesure et le goût, cette fleur d'éducation qui est, pour les âmes bien nées, un héritage de la culture antique, ce besoin d'être compris à demi-mot, de ne jamais aller, dans l'expression, au delà du sentiment ou de l'idée que l'on veut traduire, de rester plutôt en deçà, de compter, pour se faire entendre, sur l'esprit de finesse de son public et de garder, dans la passion même, cette dignité, cette noblesse qui sont l'inaliénable apanage de l'humaine vérité.

Aimer Racine enfin, c'est aimer la force dans la grâce ; c'est aimer la poésie française dans ce qu'elle a de plus délicat et de plus pur.

VICTOR GIRAUD.

LES LIVRES D'ÉTRENNES

MALGRÉ les difficultés de l'heure présente, la plupart des éditeurs ont tenu à faire paraître, à l'occasion des étrennes, de nombreuses et attrayantes nouveautés. Parmi celles-ci figure le tome V, *l'Avènement de l'Empire,* de la grande *Histoire du Consulat et de l'Empire* (1), par M. Louis Madelin, dont nous avons rendu compte dans notre dernier Bulletin bibliographique. Ce bel ouvrage sera complet en douze volumes ; les quatre tomes parus antérieurement s'intitulent : *la Jeunesse de Bonaparte, l'Ascension de Bonaparte, De Brumaire à Marengo, le Consulat.*

On connaît les « Classiques Garnier », formés d'œuvres littéraires célèbres, présentés avec un commentaire, des éclaircissements et des notes. Le modèle du genre est l'édition des *Mémoires d'Outre-Tombe,* annotée par Edmond Biré. Cette année, la collection s'enrichit de quatre volumes nouveaux. D'abord, *la Divine Comédie,* dont la traduction, faite d'après le texte de la *Società Dantesca Italiana,* est due à M. Henri Longnon. On a souvent traduit Dante, et bien des méthodes ont été essayées ; on a usé de la prose et aussi du vers. M. Henri Longnon s'est rendu compte qu' « un rythme, pour imparfait qu'il fût, était seul capable d'illustrer ce que la pensée et le verbe du poète ont volontairement d'elliptique », et c'est en vers, tantôt de dix syllabes, tantôt de douze, qu'il a traduit *la Divine Comédie.* Son texte est l'œuvre d'un érudit et d'un lettré qui connaît tous les secrets de l'harmonie des mots et du rythme. A l'important volume de *la Divine Comédie* s'ajoutent *les Maîtres d'autrefois,* de E. Fromentin, avec de savantes notices sur les peintres et leurs tableaux, par M. Maurice Allemand, et les *Premières Poésies* et *Poésies nouvelles* (2) d'Alfred de Musset, avec introduction, variantes et notes de M. Maurice Allem.

(1) Hachette.. — (2) Ces 4 volumes chez Garnier.

Certains livres, rien que par leur aspect extérieur et leurs illustrations, constituent une pressante « invitation au voyage ». La vue des monuments, des paysages, des déserts mêmes, royaume de l'infini et de la solitude, exercent sur notre esprit une magique attirance. On résiste difficilement à leur appel tentateur et à leur enchantement. Ainsi en est-il pour *Routes des Pyrénées*, par M. Paul Guitton ; *la Route des Alpes françaises*, par MM. Henri Ferrand et Paul Guitton ; *Jura, Franche-Comté*, par M. Maurice-Pierre Boyé ; ces trois volumes, parus dans la collection « les Beaux Pays », avec les aquarelles aux tons harmonieux qui ornent leurs couvertures, ne suggèrent-ils pas de partir pour voir, ou revoir, les sites qui inspirent de tels livres ? Et *Notre-Dame de Paris*, par M. Pierre Despras, n'invite-t-il pas à visiter en détail la splendide cathédrale, merveille du vieux Paris ? Quant à *Toute la Provence*, par M. Antoine Chollier, illustré d'aquarelles et de sépias par Théophile-Jean Delaye, c'est un livre qui, en ses pages imprégnées tantôt de senteurs marines et tantôt de parfums agrestes, fait connaître les beautés célèbres et celles moins connues du pays de Mistral. Dans une autre collection, *Carcassonne*, par M. Pierre Morel, et *l'Abbaye de Hautecombe*, dont le texte et les photographies sont dus à des moines de l'abbaye, constituent de très précieux guides illustrés.

Un autre ouvrage particulièrement émouvant est *la Pologne pittoresque* (1) par M. Pierre Francastel, abondamment illustré, comme les précédents, d'héliogravures. L'aquarelle qui décore la couverture représente les tours de l'église de Panna Marya, à Cracovie, et les chapitres du livre font passer sous les yeux des visions de Varsovie, Cracovie et d'autres villes polonaises, de monuments sur les murailles desquels s'inscrivent les glorieuses annales d'un pays héroïque et dont beaucoup ont été détruits par la barbarie allemande.

Voici *Bruges*, par M. Edmond Pilon, un nouveau volume de la collection « Villes d'art célèbres ». Bruges, ville des canaux, des rues silencieuses et des béguinages, célébrée par Rodenbach, garde, malgré sa renaissance industrielle et maritime, sa poésie et son charme pour les fervents du passé et les cœurs mélancoliques. M. Edmond Pilon, écrivain érudit et délicat, est un guide précieux qui nous promène dans les rues de la vieille cité et en décrit les merveilles.

La Tunisie (2), par M. Aimé Dupuy, dans la collection « les Colonies

(1) Ces 8 volumes chez B. Arthaud, Grenoble. — (2) Ces 2 volumes chez H. Laurens.

françaises », nous entraîne vers Tunis, Sfax, Sousse et toutes les cités antiques ou modernes de ce qui fut jadis la « Régence » et qui est maintenant un des joyaux de notre Afrique du Nord et de tout notre Empire.

C'est encore à un voyage, mais à un voyage dans le temps et à travers les chefs-d'œuvre d'autrefois que nous convient un nouveau volume de l'*Histoire universelle des Arts*, — publiée sous la direction de M. Louis Réau, — consacré aux *Arts musulmans en Extrême-Orient* (1), ainsi que l'*Histoire de l'art religieux* (2), par M. Maurice Denis, et l'*Histoire de l'Art* (*Moyen âge et Renaissance*) (3) par M. Charles Terrasse. Dans l'*Histoire de l'art religieux*, aux belles illustrations en couleurs et en noir, le grand artiste qu'est Maurice Denis évoque, avec une rare compétence, les chefs-d'œuvre que la religion a inspirés : architecture, sculpture, peinture, enluminure, vitrail, orfèvrerie, depuis les époques romaines et byzantines jusqu'aux XIXe et XXe siècles. Toute la splendeur des cathédrales gothiques, des châteaux Renaissance, des palais de Rome et de Florence, tout l'art des primitifs italiens, français, flamands, revivent dans le livre de M. Charles Terrasse illustré en héliogravure. *La Vierge, notre médiatrice* (4), par M. Maurice Vloberg, n'est pas seulement un ouvrage de piété très érudite, c'est aussi un remarquable livre d'art qui passe en revue les grandes et belles œuvres suggérées aux artistes par la Sainte Mère du Christ.

Ces divers volumes s'adressent à des lettrés, à des amateurs d'art, mais le jeune public, si sympathique, n'a pas été oublié. Les questions d'histoire ont été mises à sa portée par des écrivains de talent. Les vies de *Saint Louis, roi de France*, et de *Saint Martin* (5) sont racontées respectivement par M. Ch. Lhoir et par le chanoine Baudiment en de charmants volumes à l'uniforme bleu et or. Ch. Quinel et A. de Montgon, dans leurs attachantes *Légendes de la Mer et des Marins*, évoquent la Grèce avec Jason, la légende de Tombelaine qui a pour cadre la baie du mont Saint-Michel, et Surcouf, le hardi corsaire malouin. Louis Saurel, dans *la Révolution française*, riche de nombreuses illustrations, retrace le grand drame qui se déroula de 1789 au 18 brumaire ; le même auteur, dans *Robespierre* (6), nous montre le redoutable dictateur, de ses années d'études à sa chute au 9 thermidor. *L'Aviation à tire-d'ailes*, par Jacques Mortane,

(1) Armand Colin. — (2) Flammarion. — (3) H. Laurens. — (4) B. Arthaud, Grenoble. — (5) Ces 2 volumes chez Mame. — (6) Ces 3 volumes chez Nathan.

est une histoire très complète de l'aviation, depuis les premiers tâtonnements du XVIIIe siècle jusqu'aux grands raids les plus récents, en passant par les essais de Clément Ader, les réalisations des frères Wright et les exploits de Louis Blériot et des frères Farman. L'origine de *Lourdes* est évoquée par Ch. Lhoir, l'émouvante histoire de *Thérèse Martin* (*Sainte Thérèse de Lisieux*) (1) par Robert Achère, d'après le film de Dupuy-Mazuel et M. Gleize.

De très attrayants ouvrages familiarisent les jeunes lecteurs avec notre épopée coloniale. Dans un album, *l'Empire français*, aux belles illustrations en couleurs, dues au maître Auguste Leroux et dont chacune est un véritable tableau, André Maurois, en pages brillantes, expose comment s'est créé et développé notre domaine d'au delà des mers et quelle est, à l'heure actuelle, son importance et son rôle. C'est encore André Maurois qui, dans un volume captivant de la « Bibliothèque Verte », retrace la prodigieuse carrière de Lyautey (2) en Indochine, à Madagascar, dans le Sud-Oranais et enfin au Maroc. *L'Indochine* (3), par Maurice Percheron et M.-R. Percheron-Teston, en un volume illustré d'après des photographies, décrit les beautés et les richesses de notre grande colonie. Signalons encore *l'Indochine française*, par Tao-Kim-Hai (4).

Michel-Ange, génie de la Renaissance (5), par E. Breuil et J. Pelhuche, fait connaître aux jeunes la carrière et l'œuvre grandiose de l'auteur du *Moïse* et des fresques de la chapelle Sixtine.

L'HISTOIRE, sous toutes ses formes, exerce son empire sur l'imagination parce qu'elle arrache le lecteur au temps présent, qui n'est pas toujours agréable, et l'emporte vers le passé qui revêt facilement des couleurs plus séduisantes et se pare de pittoresque. Le roman répond à ce même besoin d'évasion, à ce désir de vivre une autre vie que la nôtre, et c'est ce qui explique, à toutes les époques, le succès des œuvres d'imagination.

La collection Nelson, qui groupe de nombreux romans contemporains, ajoute deux œuvres de choix à sa liste : *Claire*, par Jacques Chardonne, qui continue avec un sens exquis des nuances et des « atmosphères » la tradition du roman psychologique, et *Irène, femme inconnue*, d'Albéric Cahuet (6), dont le récit se déroule en Périgord que l'auteur connaît et peint si bien.

Le roman historique associe le prestige des époques évanouies

(1) Ces 3 volumes chez Mame. — (2) Album et volume chez Hachette. — (3) Nathan. — (4) Mame. — (5) Boivin. — (6) Ces 2 volumes chez Nelson.

au romanesque. Un des maîtres en est Walter Scott. Cet illustre romancier écossais a eu le mérite, il y a quelque cent-vingt-cinq ans, de communiquer aux écrivains français le sens du passé et de montrer à Balzac, qui s'était nourri de ses œuvres, le parti que l'on pouvait tirer de la description du décor et de tout ce qui est détail matériel ; logis, ameublement, vêtements. Ses romans restent très lus, et leurs rééditions se succèdent. *Quentin Durward* (1), qui évoque la figure de Louis XI en son château de Plessis-lez-Tours, reparaît en un volume illustré par Daniel Girard. Roman historique *la Maison de Penarvan*, de Jules Sandeau, qui se passe dans la partie de la Bretagne voisine de la Vendée, quelques années après les guerres de la Révolution. Roman historique encore, le touchant poème d'*Evangéline* (2), de Longfellow, qui retrace les débuts de la colonisation française en Acadie, et *le Philosophe sous les toits*, d'Émile Souvestre (3).

« Un livre n'est jamais un chef-d'œuvre, il le devient », disaient les Goncourt. De même des romans qui, en leur temps, n'étaient pas historiques, le sont devenus parce qu'ils peignent la société de l'époque qui les vit paraître, maintenant révolue. C'est le cas des romans de Balzac, d'*Eugénie Grandet* (4) par exemple.

Au roman historique, on peut rattacher le drame historique. Deux de ces drames sont célèbres et ce sont deux chefs-d'œuvre d'Edmond Rostand : *Cyrano de Bergerac*, qui symbolise le courage souriant, l'héroïsme dans la gaîté, la bravoure éprise de panache, l'esprit chevaleresque associé à l'esprit tout court, et *l'Aiglon* qui met en scène la destinée tragique et douloureuse du fils de Napoléon. Les deux pièces sont présentées cette année en deux nouveaux et charmants volumes de la « Bibliothèque Verte ».

Un genre qui, à notre époque, connaît un vif succès, c'est le roman exotique. Lui aussi procure un dépaysement et son attrait est assez semblable à celui du roman historique. « L'éloignement des pays, notait déjà Racine dans la préface de *Bajazet*, répare en quelque sorte la trop grande proximité des temps. » On sait le grand succès remporté par les romanciers américains, Jack London et James-Oliver Curwood. Chez eux, l'exotisme est associé aux aventures, aventures dans l'extrême nord de l'Amérique, de l'Alaska à la baie d'Hudson, royaumes du froid et de la neige, ou dans les mers de l'Océanie, où soufflent les alizés, dans l'éternel printemps de la nature tropicale. *Belliou-la-Fumée*, de Jack London, *Nomades*

(1) Boivin. — (2) Ces 2 volumes chez Mame. — (3) Boivin. — (4) Delagrave.

du Nord, le Bout du fleuve, de Curwood se déroulent dans les solitudes glacées ; *l'Aventureuse, Fils du Soleil* (1) dans le sud du Pacifique. Gustave Aymard et ses romans, qui ont pour cadre le Far-West, les Montagnes Rocheuses, la Californie, — avant que cet État se fût consacré au cinéma, — le Mexique, ont enchanté des générations. Ses romans redeviennent à la mode et voici, de cet auteur, dans la « Bibliothèque Juventa », *les Nuits mexicaines* (2).

Un romancier à l'imagination variée qui, pour enchanter la jeunesse, savait utiliser à la fois le passé, les pays inconnus et lointains, même les profondeurs de la mer, où il promenait les héros de ses « Voyages extraordinaires », les merveilles de la science, les prodiges de l'avenir, et qui allait jusqu'à annexer l'univers planétaire, c'est Jules Verne. Un de ses premiers romans, où il montre une verve à la Dumas père et l'art d'entraîner le lecteur dans un passionnant imbroglio, *Mathias Sandorf* (3), revêt dans la collection des « Grands Romanciers », à l'occasion des étrennes, une parure nouvelle ; le roman est illustré de belles compositions par le maître Émilien Dufour.

Jules Verne nous amène tout naturellement à parler des romans écrits spécialement pour la jeunesse. C'est une littérature ample et variée où brillent de grands noms du passé. George Sand a écrit les *Contes d'une Grand-Mère* (4) qui, précisément, sont réédités cette année, et Alexandre Dumas père, *les deux Frères* (5). Faut-il rappeler les contes de Mme d'Aulnoy, qui écrivait au XVIIe siècle, mais dont les récits sont toujours jeunes comme ceux de Perrault, surtout ce ravissant *Oiseau bleu* ? Faut-il encore rappeler la comtesse de Ségur et le chanoine Schmid : voici, de ce dernier, les *Contes* illustrés de façon plaisante par Marie-Madeleine Franc-Nohain, et *la Veille de Noël*.

Parmi les romans écrits pour la jeunesse, plusieurs sont inspirés par l'histoire ou l'exotisme : *Robin des Bois*, le hors-la-loi qui, après la conquête de l'Angleterre par les Normands, incarna la résistance des Saxons et dont la légende a popularisé les exploits, est le sujet de deux récits ; l'un est adapté par Suzanne Minost (6) ; l'autre, par Henriette-Anne Régnier, est illustré par des photographies tirées du film sur le héros d'outre-Manche ; *Grognard, soldat de l'Empereur*, par Noré Brunel, illustrations de H. Iselin, transporte le lecteur en pleine épopée napoléonienne. *Le Koh-Hi-Noor*

(1) Ces 7 volumes chez Hachette. — (2) Delagrave. — (3) Hachette. — (4) Hachette. — (5) Delagrave. — (6) Ces 4 volumes chez Mame.

ou le Diamant du Rajah (1), par E. Salgari, est un roman à la fois historique et exotique qui se déroule dans l'Inde. *Le Négrier de Zanzibar* (2), de Louis Garneray, et *le Secret de l'Émir* (3), de J. Chancel, entraînent le lecteur dans des aventures exotiques.

La « Bibliothèque Rose », que Mme de Ségur rendit jadis célèbre, a toujours son prestige et sa séduction. Magdeleine du Genestoux, auteur de tant de romans gais et amusants, dans *Un Voyage comique*, illustré par Henry Fournier, narre une extraordinaire odyssée, faite d'occasions manquées, d'incidents drôlatiques et de mésaventures de toute espèce. Dans *Marraine d'Amérique*, elle retrace les péripéties d'un voyage en France entrepris par une petite Américaine qui recherche la fillette dont elle est la marraine. Thérèse Lenotre, dans *le Plus beau chien du monde*, illustré par Alain Saint-Ogan, entraîne ses lecteurs à travers l'Europe et l'Asie à la suite d'un vieux savant et du jeune Tourniquet qui veulent rattraper le chien Flip. Enfin, dans *Susannah de la police montée*, Muriel Denison, raconte les aventures, dans le nord canadien, d'une petite fille qui, dans les illustrations tirées d'un film, apparaît sous les traits de Shirley Temple, la jeune « star » de cinéma. Dans un volume de la « Bibliothèque Blanche », *la Colombe de Saint-Marc* (4), Jérôme Doucet relate une touchante histoire qui se déroule dans le décor de Venise.

Dans la « Bibliothèque de Suzette », *la Dompteuse des Tamanoir*, d'André Lichtenberger, évoque d'une façon plaisante le séjour en France d'une famille excentrique originaire des pays chauds, et *l'Inévitable Sir Jerry*, par Mad. H. Giraud, met en scène un personnage d'Anglais dont le rôle est de démasquer les coquins (5).

Heidi (6), de Johanna Spyri, la romancière suisse, est un roman, illustré par Iselin, dont l'action a pour toile de fond les Alpes et dont maints personnages sont comiques par leurs petits travers et ridicules. Grâce au récit d'Ernest Pérochon, *A l'ombre des ailes*, la jeunesse s'enthousiasmera pour l'aviation.

Un genre qui a toujours plu aux jeunes lecteurs et lectrices, c'est le roman féerique, où l'imagination se laisse aller à toutes les fantaisies : les bêtes y parlent, les lois de la nature y sont bouleversées, les plus folles inventions s'y succèdent et s'y enchaînent comme dans un rêve merveilleux. Un maître en ce genre, c'est Lewis Caroll, l'auteur d'*Alice au pays des merveilles*, qui lui a donné

(1) Ces 3 volumes chez Delagrave. — (2) Mame. — (3) Delagrave. — (4) Ces 5 volumes chez Hachette. — (5) Ces 2 volumes chez Gautier-Languereau. — (6) Nelson.

une suite charmante avec *Alice à travers le miroir* (1). Citons encore, de Marcel Kuhn, *le Prince Galabran*, dont l'étonnant héros met tout Paris en émoi avec ses étourderies ahurissantes.

A ce genre se rattachent les histoires merveilleuses d'animaux. Simone Ratel, dans *Coq en fer* (2), évoque les aventures des oiseaux d'un gai village de Touraine et leur fantastique voyage des mers glacées aux bords du Nil. L'écrivain anglais, Olwen Bowen, excelle à raconter à la fois avec de l'humour, de la poésie et une verve piquante les histoires de bêtes : *Greluchet le têtard*, dont les héros sont de comiques grenouilles, *Sultan l'angora*, qui met en scène un chat et des lapins, sont certainement parmi les meilleures de ses œuvres. Mais en France on sait écrire d'aussi agréables contes, témoin *le Loup et les sept chevreaux* et *les Aventures de Compère Loriot* (3) par Charlotte et Marie-Louise Pressoir.

Et voici maintenant les albums. Cette année, ils sont un peu moins nombreux que d'habitude, mais ils sont toujours gais et pimpants sous leurs joyeuses couvertures multicolores qui s'ornent souvent de personnages bien connus, quelques-uns fameux, dont la vue provoque le rire et dont les noms sont synonymes d'aventures comiques et désopilantes.

Voici le fameux canard Gédéon, inventé par le regretté Benjamin Rabier. Cette année *Gédéon fait du ski* (4) et la pratique des sports d'hiver, en compagnie de compagnons appartenant, eux aussi, à la gent animale, lui vaut toutes sortes d'aventures. Voici Félix le chat, l'oreille pointue et dressée, l'œil éveillé, toujours débrouillard, dans *Félix et Furioso* et *Félix et Zizi*. Voici le fameux professeur Nimbus avec ses distractions, ses naïvetés, ses bévues, ses balourdises, dans *Nimbus cent pour cent*. Voici Tarzan, héros et roi de la jungle, créé par E.-Rice Burroughs, dans *Tarzan et les Chinois*. Parmi ces personnages, devenus presque légendaires, brille par la fertilité de l'invention et les ressources de l'ingéniosité, le sens de l'à-propos et de la plaisanterie, Mickey, création de Walt Disney, et qui, personnage multiforme, comme l'Arlequin de la *Commedia dell' arte*, revêt les incarnations les plus diverses. Après avoir été roi de Bamboulie, il rend sa couronne et part pour le centre de l'Afrique afin de chercher un trésor, et c'est *Mickey abdique* et *Mickey l'Africain*. Walt Disney est un grand artiste et un grand magicien. Dans son studio d'Hol-

(1) Ces 2 volumes chez Delagrave. — (2) Ces 2 volumes chez Boivin. — (3) Ces 4 volumes chez Nelson. — (4) Garnier.

lywood naissent les plus charmantes, les plus fantaisistes et les plus amusantes créations de ce temps. Quelle donnée plus comique que celle de l'album de *Ferdinand*, un taureau en qui de fervents *aficionados* ont cru discerner les plus redoutables aptitudes au combat, mais qui, en réalité, est un animal paisible et rêveur. Quant à l'album, *les Petits cochons et la machine diabolique* (1), il met en scène les héros de films fameux ainsi que leur ennemi, le grand méchant loup.

Bécassine, cette fois, se risque à conduire une auto, et l'on devine tout le parti que les créateurs de la brave servante bretonne, Caumery pour le texte et J.-P. Pinchon pour l'illustration, ont tiré d'une telle donnée dans *Bécassine en roulotte* (2).

Sur ce thème, *les Malheurs d'Ysengrin* (3), — Ysengrin le loup est un des personnages du *Roman de Renard*, — le maître illustrateur Samivel, donnant libre cours à la fantaisie merveilleuse de son pinceau, a réalisé des planches qui sont de délicates féeries de couleurs.

Shirley Temple, la petite star d'Hollywood, qui inspire un roman de la « Bibliothèque Rose », est également l'héroïne d'un album, *Petite Princesse* (4), dont les illustrations sont empruntées au film touchant qui porte le même titre.

Les bêtes sont les plaisants acteurs de la comédie qui se joue à chaque page de nombreux albums. Andersen n'a-t-il pas montré l'exemple avec son conte, *le Vilain petit canard* (5), qui fournit précisément le sujet d'un joli album ? Si, dans *Onésime*, Benjamin Rabier s'est diverti à montrer les cocasseries auxquelles se livre son personnage, frère cadet de Gribouille, il choisissait plus volontiers pour personnages des êtres ailés ou à quatre pattes ; c'est le cas dans *Victor*, qui n'est autre qu'un âne, dans *Bob et Titine* (6), qui sont respectivement un gros chat et une petite sarcelle. Et ce sont encore des chats qui jouent, cabriolent, se poursuivent dans *les Chaminou à la campagne* (7).

Citons encore le « Livre-Magazine », *Nous, les jeunes* (8).

Pour que, au milieu des tristesses de la guerre, les enfants, cette année, ne soient pas privés de cadeaux ni de gaîté, les auteurs, les illustrateurs et les éditeurs ont associé leurs efforts et ils ont réussi dans leur entreprise.

LOUIS AMBERT.

(1) Ces 8 albums chez Hachette. — (2) Gautier-Languereau. — (3) Delagrave. (4) Hachette. — (5) Delagrave. — (6) Ces 3 albums chez Garnier. — (7) et (8) Mame.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA GUERRE ENTRE LA RUSSIE ET LA FINLANDE

L'agression sauvage que l'énorme masse de la Russie soviétique mène contre la Finlande, — 175 millions d'hommes contre 3 millions et demi, — jette une lumière plus crue sur la politique de Moscou et la complicité de Staline et de Hitler.

Après la révolution d'octobre 1917, l'un des premiers actes du gouvernement de Lénine fut de proclamer le principe du droit de libre disposition pour les nationalistes englobés dans l'Empire russe par la politique de conquête des tsars. Au contraire de l'ancienne Russie, l'U. R. S. S. ne renfermerait à l'intérieur de ses frontières que des populations qui accepteraient de plein gré d'y entrer. Mais aussitôt, reprenant d'une main ce qu'ils accordaient de l'autre, les gouvernements bolchevistes pratiquèrent le système du noyautage communiste et tentèrent de rattacher par des moyens révolutionnaires les peuples qui avaient, un moment, espéré s'affranchir d'un joug qu'ils n'avaient jamais accepté de bon cœur. C'est ainsi que l'Ukraine, le Turkestan, les peuples de Transcaucasie entrèrent, après de terribles luttes, dans l'Union soviétique qui n'a jamais été que nominalement une société de peuples libres. C'est par la force que d'autres, la Finlande et ses voisins des bords de la Baltique, réussirent à dompter chez eux la révolution rouge et à sauvegarder leur complète indépendance.

Les Finlandais, dans leur lutte énergique et victorieuse contre le bolchevisme secrètement appuyé et subventionné par Moscou, furent aidés par des troupes allemandes qui cherchaient un chemin pour atteindre l'océan du nord; et jusqu'ici l'Allemagne revendiquait comme un titre de gloire cette victoire sur le bolchevisme dont les Finlandais lui témoignaient volontiers leur gratitude. Les Russes

avaient reconnu par des traités solennels et des engagements réitérés l'indépendance de ces républiques de la Baltique. Mais cette renonciation n'était pas sincère; ils n'ont jamais cessé d'entretenir, dans la mesure de leurs moyens, une agitation communiste à l'intérieur de ces États, dont l'indépendance bénéficiait des sympathies que méritent leur courage, leur labeur et leur brillante contribution à la civilisation européenne. Cependant Moscou poursuivait avec opiniâtreté des desseins de conquête qui se recommandaient à la fois du nationalisme russe et du prosélytisme communiste. Ces deux éléments ont pu, quelquefois, paraître en opposition; en réalité, ils sont au service l'un de l'autre sans qu'il soit possible de les dissocier, le communisme réalisant la conquête et l'expansion russes, le nationalisme russe aidant à la diffusion du communisme et préparant la soviétisation de l'Europe.

Le pacte du 24 août a rompu l'équilibre et livré l'Europe orientale au bolchevisme et à la conquête russe. Le premier acte fut joué quand la Russie obligea l'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie à se plier à ses volontés tout en conservant provisoirement une ombre d'indépendance. Nous voici en présence du second acte qui ne sera pas le dernier. L'Union soviétique a la force et l'occasion : elle en profite cyniquement. Mais on se demande pourquoi Staline et Molotof se donnent tant de peine pour colorer d'accusations hypocrites et mensongères leur volonté de subjuguer le peuple finlandais. Arguer que le nationalisme finnois prétendait conquérir la Russie jusqu'à l'Oural et que les canons finlandais menaçaient Léningrad, soutenir qu'un petit peuple pacifique qui a une armée de 33 000 hommes et qui peut en mobiliser 400 000 environ, constitue un danger pour l'immense Russie, c'est par trop ridicule. A quoi bon chercher des prétextes quand on a la force et qu'on n'a pas de scrupules à s'en servir ? Berlin et Moscou n'ont jamais réussi à trouver mieux, pour atténuer l'horreur de leurs attentats contre l'indépendance des peuples, que les arguments du loup.

Les exigences du gouvernement soviétique envers la Finlande n'avaient d'autre but que de l'obliger, en y cédant, à se reconnaître vassale et à accepter un gouvernement communiste. Refusait-elle, prétendait-elle seulement discuter, c'était attenter à la majesté du peuple russe, faire acte de rébellion et, dès lors, une exécution en règle s'imposait. A la Russie, comme à l'Allemagne, c'est un crime que de résister. Moscou poursuit la domination de la mer Baltique, peut-être la pénétration par le nord, à travers le territoire norvé-

gien, jusqu'à l'Atlantique. L'Allemagne recevrait en compensation le nickel des mines qui avoisinent Petsamo, sur l'Océan glacial. L'asservissement de la Finlande était-il prévu dans les accords du 24 août qui se révèlent de plus en plus comme une sorte de partage du monde entre les deux grands États autoritaires et impérialistes ? C'est possible et même probable, car l'Allemagne a joué là une partie désespérée. Ce qui est certain, c'est que la soumission de la Finlande, l'acquisition par la Russie de bases stratégiques dans la mer Baltique sont, avant tout, de la part des dirigeants de Moscou, un effet de la crainte que leur inspire la puissance allemande. On prête à l'amiral Ræder, grand chef de la marine allemande, un jugement sévère sur cette politique qui abandonne la Baltique à la Russie soviétique. En établissant la domination russe sur cette mer qui fut jadis un lac suédois, Staline et Molotof sont certainement sensibles à la gloire de refaire intégralement l'Empire des tsars détruit par la révolution de 1917 et par le traité de Brest-Litovsk, mais en même temps ils cherchent à occuper des positions dominantes afin de rendre impossible dans l'avenir une politique allemande de morcellement de l'U. R. S. S. selon les lignes de fracture ethniques.

Ainsi l'empereur rouge de la nouvelle Russie poursuit, non sans habileté, par des moyens d'une répugnante brutalité, une politique impérialiste que les tsars n'eussent pas dédaignée. Mais que dire de l'Allemagne qui, pour la satisfaction de détruire la Pologne, abandonne sa politique historique dans les régions de la Baltique et sacrifie une clientèle de peuples à la civilisation desquels elle avait pris une part considérable ? L'Allemagne de Hitler porte la responsabilité d'une nouvelle invasion de l'Asie barbare en Europe. Qui donc avait plus fortement et plus souvent dénoncé un tel péril que Hitler, Gœbbels et consorts ? Et qui donc avait plus vigoureusement combattu les « rouges » d'Espagne ? Quelle faillite et quelle honte !

Faut-il croire que l'Allemagne, dans toute cette affaire, soit entièrement dupe ? Il est plus vraisemblable qu'elle a fait la part du feu et que, dès la fin d'août, Ribbentrop et Molotof ont procédé à une sorte de partage du monde entre eux. A lire certaines attaques de la presse allemande, qui ne parle jamais sans ordre, contre la Suède, on peut se demander si la péninsule scandinave, Suède et Norvège avec le Danemark, ne serait pas le lot de l'ogre pangermaniste, tandis que la Finlande serait réservée à l'appétit du mastodonte russe. On fait

courir le bruit qu'il en serait de même dans la péninsule balkanique, l'Allemagne se réservant la Hongrie, la Yougoslavie et la Grèce, avec le débouché sur l'Adriatique, tandis que dans le lot russe entreraient la Roumanie et la Bulgarie. On ne laisserait à l'Italie et à la Turquie que la liberté de se taire et d'accepter. Mais ce ne sont là encore que des hypothèses. Ce qui paraît certain, c'est que l'établissement de la suprématie russe sur les pays qui bordent la rive orientale de la mer Baltique a été explicitement consentie par Ribbentrop. Il viendra un temps où, pour cela, son nom sera honni des vrais Allemands. Un choc formidable se prépare, pour un avenir peut-être moins lointain qu'on ne suppose, entre les deux colosses qui ne permettent à aucun autre peuple de vivre libre.

Le gouvernement finlandais s'est comporté avec autant de fermeté que de sagesse. Un ministère d'union nationale s'est constitué le 1er décembre. Il est présidé par M. Risto Ryti ; M. Tanner, naguère ministre des Finances, est chargé des Affaires étrangères ; M. Paasikivi est ministre sans portefeuille. Le premier acte de ce ministère a été de faire connaître au gouvernement soviétique, par le canal du ministre de Suède à Moscou, qu'il était disposé à reprendre les négociations avec la Russie, ce qui signifiait évidemment qu'il acceptait l'essentiel des exigences russes pourvu que son indépendance fût sauvegardée. De son côté, le gouvernement suédois a fait au Kremlin une démarche tendant au même résultat. Mais le véritable objet de l'agression soviétique s'est révélé par la constitution, dans une bourgade voisine de la frontière appelée Terijoki, d'un gouvernement communiste finlandais dit « populaire », présidé par un membre du Komintern, un ivrogne fieffé nommé Otto Kuusinen, ancien chef du gouvernement finlandais rouge en 1918, qui s'est hâté de demander l'appui de Moscou et que le gouvernement russe a aussitôt reconnu *de jure* comme le seul gouvernement légitime de la Finlande. Avec le gouvernement régulier, Molotof refuse de négocier.

Ainsi les bolchevistes russes prétendent appliquer à la Finlande le système de noyautage communiste au moyen duquel ils gouvernent, contre le gré des populations, les trois républiques de Transcaucasie, celles du Turkestan, l'Ukraine et plusieurs autres. Staline reprend donc en 1939 ce que Lénine n'avait pas réussi à réaliser en 1918. Il ne pardonne pas à la Finlande de s'être donné un gouvernement bourgeois et paysan et de vivre libre et prospère aux portes du « paradis » soviétique. On n'a pas oublié que, lors du mouvement de

Lappo, dans l'été 1930, les paysans finnois ont marché en armes sur Helsinki et exigé du parlement la déchéance des 23 députés communistes et l'interdiction du parti. C'est un crime impardonnable aux yeux de Moscou. Il s'agit de substituer ce gouvernement soviétique au ministère bourgeois qui est « dans la dépendance du capital étranger ». Ainsi s'allie une fois de plus la révolution bolcheviste au nationalisme russe. Une proclamation avertit le peuple finlandais de ne pas se laisser prendre au « mensonge de la défense de la patrie » et d'abandonner « les petits généraux finlandais qui seront bientôt vaincus. » C'est ainsi que Thorez et Marty espèrent un jour faire triomphalement leur rentrée dans une France soviétisée et ligotée par les armées allemandes...

En attendant, l'armée et le peuple finlandais, qui savent à quoi s'en tenir sur le bonheur dont jouissent les ouvriers et les paysans de Russie, mènent une lutte énergique, mais inégale, contre les armées du tsar rouge. Le maréchal Mannerheim, le libérateur de la Finlande en 1918, a été investi du commandement suprême. L'armée, bien outillée, fortement retranchée, animée d'un indomptable patriotisme, se défend héroïquement contre des forces de beaucoup supérieures. Le pays, couvert de forêts, coupé de lacs, d'étangs et de rivières rapides, se prête à merveille à une défensive que la rigueur de l'hiver, la neige, et la brièveté des jours rendent plus efficace encore. Entre le golfe de Finlande et le grand lac Ladoga, l'isthme de Carélie est sérieusement fortifié ; c'est la ligne Mannerheim. Un autre isthme sépare la rive nord du lac de tout un chapelet de lacs plus petits. Enfin, sur les bords de l'Océan arctique, le port finlandais de Petsamo, où est embarqué le minerai de nickel à destination de l'Angleterre, a été pris par les rouges et repris par l'armée finnoise. Helsinki et plusieurs autres villes ont été bombardées par l'aviation soviétique, tandis que l'escadre russe lançait des obus sur le port de Hangoe, occupait les îles du golfe de Finlande et se faisait couler un destroyer. « Le peuple finlandais, a dit le maréchal, peut tout perdre, excepté l'honneur. » Cette héroïque défense d'un peuple qui veut vivre, et vivre libre, est un spectacle émouvant et digne d'admiration. Il changera peut-être la face des choses.

Les sympathies du monde entier vont à la Finlande dans cette lutte pour sa vie, sa liberté et son honneur, même celles du peuple allemand. La consigne, pour la presse du Reich, est de donner raison à la Russie de Staline, alliée de l'Allemagne hitlérienne ; elle déclare que la Russie, elle aussi, se libère des liens du traité de Versailles.

Elle oublie seulement que c'est le traité de Brest-Litovsk, du 3 mars 1918, imposé par l'Allemagne à la Russie en révolution, qui a, le premier, reconnu l'indépendance de la Finlande proclamée par Lénine lui-même. Les journaux publient en grosses lettres les communiqués russes et passent sous silence ceux d'origine finlandaise. On accuse l'Angleterre d'avoir encouragé « l'intransigeance finlandaise » et l'on soutient que les petites Puissances n'ont pas le droit de s'opposer à l'expansion des grandes. La résistance de l'armée finnoise met en relief tout ce qu'a de déshonorant pour le peuple allemand cet abandon d'un petit peuple qui admirait la « culture germanique ».

La Suède et la Norvège prennent des mesures militaires défensives. La Suède, qui considère la Finlande comme une nation sœur, est profondément émue ; mais ses sympathies peuvent-elles devenir moins platoniques ? L'Allemagne fait pression à Stockholm pour qu'il n'en soit rien. La Suède s'était crue à l'abri de tous les orages européens, elle avait négligé l'armée, elle faisait profession de pacifisme. Et voici que la guerre, avec toutes ses horreurs, la menace directement et submerge la Finlande. La Suède et la Norvège sont, par leur position géographique, les seules Puissances qui puissent apporter à la Finlande qui lutte, non seulement pour elle-même, mais pour l'indépendance de tous les peuples, un concours militaire ; tout au moins un ravitaillement en munitions, en armes, en denrées alimentaires. La presse italienne condamne sans ambages l'agression soviétique et s'en tient fermement à sa position antikomintern, ce qui a pour effet de l'éloigner davantage de l'Allemagne. A Rome, à Milan et dans plusieurs villes, des manifestations d'étudiants, approuvées par la foule, ont eu lieu en faveur de la Finlande. Défense du droit des peuples, lutte contre la révolution bolcheviste, l'Italie trouve là une base solide, conforme à ses intérêts, à ses traditions et aux instincts profonds de son peuple, pour une grande politique.

Aux États-Unis, un mouvement de sympathie de plus en plus vif pour les Finlandais se manifeste ; on cherche à faire pour eux quelque chose qui ne soit pas une aide militaire et l'on souffre de s'y sentir impuissant. Un prêt, même gratuit, d'argent, ne suffirait pas à libérer la conscience d'un peuple qui se rend compte qu'il y aurait pour lui un rôle glorieux à jouer dans une lutte mondiale dont aucune nation ne peut se désintéresser sans se faire tort à elle-même. Le gouvernement de Moscou n'a tenu aucun compte des démarches des États-Unis pour prévenir l'agression et ensuite pour offrir leurs bons offices ; Molotof s'est moqué de l'ambassadeur américain quand il

lui a donné l'assurance que les villes ne seraient pas bombardées au moment où les avions soviétiques massacraient la paisible population d'Helsinki. On parle d'une rupture des relations diplomatiques. N'y aurait-il pas d'autres moyens, pour la grande démocratie américaine, de manifester un mécontentement dont Moscou ne se soucie guère tant qu'il reste verbal ? L'éditorial du *New-York Times* du 5 décembre écrit que la résistance finlandaise « réveille la conscience du monde... Il y a un mois, nombreux étaient ceux qui disaient qu'aucune question morale n'était en jeu dans la guerre d'Europe. Ces voix se sont tues. Il a fallu l'invasion de la Finlande, après celle de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche, pour convaincre les esprits sceptiques que la liberté est en jeu en Europe. » M. Walter Lippman, le journaliste bien connu, conseille avec raison, dans le *Herald Tribune*, au gouvernement des États-Unis de consulter celui d'Italie pour savoir s'il serait possible que les deux pays travaillassent en commun pour soutenir les neutres du nord contre l'agression du bolchevisme. Il n'y a, en effet, que les États-Unis qui puissent prendre une telle initiative et ils regretteront plus tard d'avoir hésité devant ce qui est à la fois le devoir et l'intérêt. Tous les pays du monde sont intéressés à la libre navigation de la Baltique, cette Méditerranée du nord.

La doctrine allemande, mise en pratique par la Russie, tend à rendre impossible, voire à déclarer illicite, l'existence des petites nations ; elles sont tenues d'entrer, de gré ou de force, dans l'un des grands systèmes économiques et politiques qui se partagent les continents. Les menaces que le Reich adresse aux neutres, coupables, à ses yeux, de se prêter au contrôle des navires anglo-français et à la saisie des exportations d'origine allemande, montre bien le cas que l'on fait de leur liberté et de leurs intérêts. Du côté des Alliés, au contraire, si certaines contraintes d'ordre économique ont été rendues provisoirement nécessaires pour venir à bout de l'Allemagne, se dessine pour l'avenir une tendance à un fédéralisme très souple qui se prêterait à des combinaisons variées et permettrait de donner de justes garanties d'autonomie à toutes les minorités compactes et organisées sans détruire les États historiques. Telles sont les deux conceptions qui s'affrontent et qui ne permettent pas aux sympathies des États ou des minorités opprimées de s'égarer.

C'est précisément ce qui a donné quelque intérêt à l'appel que la Finlande a adressé au Conseil de la Société des nations et à l'Assemblée. A la note du Secrétaire général, le Commissaire du

peuple aux Affaires étrangères, Molotof, a répondu que l'Union soviétique ne se fera pas représenter à la session du Conseil parce qu'elle n'est pas en état de guerre avec la Finlande. Elle ne reconnaît, en effet, d'autre gouvernement de la Finlande que le Cabinet qu'elle a elle-même investi sous la protection de ses troupes et que préside le nommé Kuusinen ; elle a conclu avec lui, le 2 décembre, un traité d'amitié et d'assistance qui règle tous les problèmes qui étaient en discussion avec le précédent gouvernement. Il n'y a donc pas lieu d'invoquer l'article 11 du pacte de la S. D. N. Bien plus, Molotof déclare dans sa réponse que l'appel signé de M. Holsti constitue « une provocation intolérable et un manque de respect envers l'U. R. S. S. » C'est très simple ! Il fallait seulement y penser. On se demande pourquoi la France et l'Angleterre ne constitueraient pas quelque part un petit gouvernement avec une demi-douzaine de réfugiés allemands et ne concluraient pas avec lui un traité en bonne et due forme qui règlerait toutes les difficultés. Il représenterait certainement beaucoup mieux l'opinion du peuple allemand que le cabinet Kuusinen ne représente le peuple finlandais.

Mais gardons-nous de traiter par la plaisanterie un acte qui révèle les méthodes dangereuses du communisme soviétique. Rien n'engage plus à rien. La Russie avait, avec la Finlande, un pacte de non-agression. Qu'à cela ne tienne. On dénonce le pacte et, le lendemain, on envahit le territoire du voisin, après avoir imaginé ou truqué un incident de frontière. Il n'y a plus au monde que la force qui compte. M. Chamberlain et M. Daladier l'ont répété ces jours derniers : il faut d'abord gagner la guerre. Au moment où nous écrivons, on prête à l'Argentine l'intention de proposer l'exclusion de la Russie soviétique de la S. D. N. Et sans doute l'Allemagne espère-t-elle que quelque neutre défendra sa thèse sur le blocus, car des nuées de journalistes nazis sont arrivées à Genève. Mais tout cela n'ira pas très loin. Ce qui compte, c'est l'admirable exemple donné par la Finlande, la résistance de son armée et le stoïcisme de son peuple. Le cœur des honnêtes gens de tous les pays est avec eux et fait des vœux pour leur salut. Ce réveil de la conscience universelle achève l'isolement moral de l'Allemagne, seule avec sa triste complice.

M. DALADIER ET LE PARLEMENT

La deuxième session extraordinaire du Parlement a été ouverte le 30 novembre. M. Daladier a lu à la Chambre, et M. Chautemps au

Sénat, une déclaration conçue en excellents termes qui a reçu le meilleur accueil. Le président du Conseil y présente, en un tableau d'ensemble, tout ce qui s'est passé depuis la déclaration de guerre et la dernière réunion des Chambres, le 2 septembre. Cette guerre « nous a été imposée non seulement par l'agression allemande contre la Pologne succédant à d'autres agressions, mais par la volonté systématique du gouvernement nazi de cheminer, à travers ces destructions, par la servitude imposée tantôt au nom de la race et tantôt au mépris de la race, vers la domination de l'Europe. Qui pourrait soutenir, en effet, que les promesses faites à la France ont plus de valeur que celles qui furent prodiguées à ces nations aujourd'hui martyres ? »

Dans son « tour d'horizon », M. Daladier accorde une place importante aux accords du 19 octobre avec la Turquie : « Le traité d'Ankara n'est dirigé contre la sécurité et les intérêts d'aucun pays. Consacrant, sur le plan moral, la communauté d'idéal de trois grandes nations, il offre aux pays du Sud-Est de l'Europe un point d'appui effectif qui leur permet d'organiser la défense de leurs intérêts et de leur sécurité. » Le Président montre pourquoi les peuples « ne peuvent manquer de se rendre compte que c'est leur cause même que défendent la France et la Grande-Bretagne; et ce n'est pas là le moindre élément de la force des Alliés, ni la moindre raison de leur confiance inébranlable en la victoire ».

Puis il définit en ces termes les buts de paix de la France. « La France posera les armes lorsqu'elle pourra traiter avec un gouvernement dont la signature engagera les actes. Elle traitera quand pourront être réparés les torts causés à des nations plus faibles, quand une sécurité durable pourra être établie. Il importe que cette sécurité soit fortement organisée, qu'elle repose sur des garanties matérielles qui en assurent la durée. Il importe qu'elle soit étendue à toutes les nations libres de l'Europe, à toutes les nations qui ont droit à l'indépendance par leur histoire et par leur culture. » Le Président, avec raison, imite la réserve de M. Chamberlain et se refuse à dire ce que sera l'Europe de demain. « Ce qu'il faut d'abord, c'est gagner la guerre. »

Il en arrive à l'action du parti communiste, aujourd'hui dissous, sur lequel l'Allemagne comptait pour gagner la guerre. Jusqu'à l'accord de l'Allemagne avec la Russie soviétique, les chefs communistes prêchaient contre elle la croisade des pays démocratiques ; ils demandaient l'union de tous les Français contre Hitler « dont le parti communiste est plus que jamais l'ennemi impla-

cable » ; ils exigeaient que la France allât au secours des Tchèques, puis des Polonais. « Brusquement, sur l'ordre d'un gouvernement étranger, ils se sont mis à la disposition de l'Allemagne et cette abominable trahison n'a pas porté les fruits que l'Allemagne en attendait ».

Au moment où M. Daladier allait commencer sa lecture, deux députés de l'ex-parti communiste, MM. Florimond Bonte et Cornavin, avaient trouvé moyen d'entrer en séance ; ils furent expulsés et arrêtés à leur sortie. L'assemblée vota à l'unanimité la levée de l'immunité parlementaire pour onze députés en fuite. Et pourtant, cette Chambre est la même qui fut élue en 1936 sous les auspices du front populaire

Quand on regarde en arrière, il faut bien constater que c'est le trouble jeté en France par la politique de M. Léon Blum, c'est l'instabilité des ministères et des majorités, qui ont inspiré à Hitler l'audace d'entreprendre et de réussir son œuvre de destruction de l'Europe qu'avait créée la victoire des Alliés en 1918.

Après la déclaration de M. Daladier, on aurait souhaité que l'unanimité se fît à la Chambre et au Sénat pour approuver son langage et lui renouveler ses pleins pouvoirs, car il est le chef de la France en guerre et il est mauvais de donner en face de l'ennemi le spectacle d'un désaccord, même superficiel. Le public n'a rien compris aux subtilités du débat pénible qui mit aux prises le gouvernement et la commission des Finances. Nous sommes en régime parlementaire et personne ne songe, — M. Daladier moins que qui que ce soit, — à supprimer le contrôle des Chambres. Personne non plus ne conteste que les commissions n'aient rendu et ne puissent rendre à l'avenir des services, pourvu que ce soit en plein accord avec le gouvernement et non pas contre lui. L'unité de commandement est nécessaire en tout temps ; elle l'est davantage encore en présence de l'ennemi. La Chambre a trouvé le moyen de donner en un pareil moment le spectacle de ses divisions. L'article unique du projet de loi sur les pleins pouvoirs n'a été voté que par 316 voix contre 172. Parmi les opposants, on compte 159 socialistes ou ex-communistes ; mais parmi les députés qui n'ont pas pris part au vote, on remarque avec surprise des hommes de gouvernement du centre et de la droite. Même au Sénat, il y a eu 23 opposants. Sans se prononcer sur le fond des choses, on doit regretter que les Chambres n'aient pas compris qu'une question d'intérêt national primait toute autre considération, même valable. Le pays en guerre ne veut ni crise ministérielle, ni

intrigues de couloir, ni rivalités personnelles : il veut un gouvernement qui gouverne, un chef qui commande.

La complicité russo-allemande, l'agression contre la Finlande, la fuite des chefs communistes, ont achevé d'éclairer le pays sur les dangers que la politique de Moscou faisait courir au peuple français et aux intérêts des ouvriers que ses représentants prétendaient défendre. Sous la pression de l'opinion publique et grâce à l'action intelligente des éléments syndicalistes modérés, la C. G. T. a été obligée de se réorganiser sur le terrain purement professionnel en éliminant les influences révolutionnaires. L'Assemblée générale constitutive de l'Union des Syndicats confédérés de la région parisienne s'est réunie le 26 novembre, au siège de la C. G. T., et une nouvelle Union a été officiellement constituée, en dehors des éléments politiciens et communisants. M. Jouhaux lui-même, qui porte dans le passé de lourdes responsabilités, a affirmé qu'il avait rompu définitivement avec les communistes. « Était-il possible de continuer à collaborer avec ceux qui nous avaient trahis, qui nous trahissaient ? Nous avons répondu non ; et nous l'avons prouvé. Le mouvement syndical ne pouvait pas collaborer avec ceux qui approuvaient et défendaient les responsables de la guerre. Il est indépendant de son gouvernement ; à plus forte raison d'un gouvernement étranger. » Une juste et ferme politique sociale est, pour le gouvernement, l'une des conditions nécessaires pour mener à bonne fin une guerre qui peut durer longtemps et qui aura pour conséquence des difficultés financières et monétaires inévitables. Mais le spectacle des horreurs auxquelles le nazisme, — qui n'est autre, de plus en plus, qu'une forme allemande de révolution sociale, — se livre en Pologne et en Tchécoslovaquie, et, d'autre part, la politique d'impérialisme agressif que poursuit le gouvernement bolcheviste, achèvent d'éclairer sur le vrai caractère de cette guerre ceux-là même qui, dans notre peuple honnête et généreux, en pouvaient douter encore.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

HUITIÈME PÉRIODE. — CIXe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-QUATRIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er novembre

Livraison du 15 novembre

Livraison du 1er décembre

Livraison du 15 décembre

Paris, 1939. — Imprimerie J. Dumoulin, 5, rue des Grands-Augustins. — 62593.